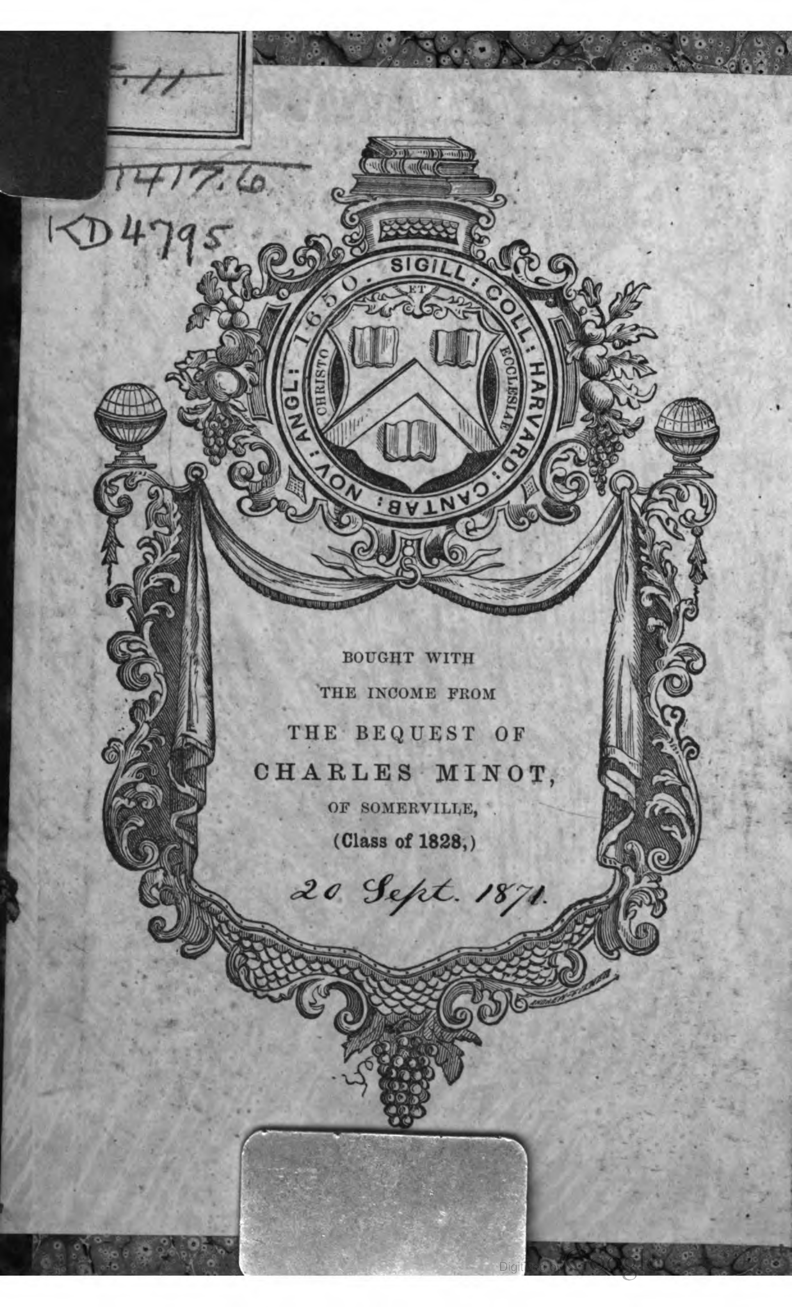
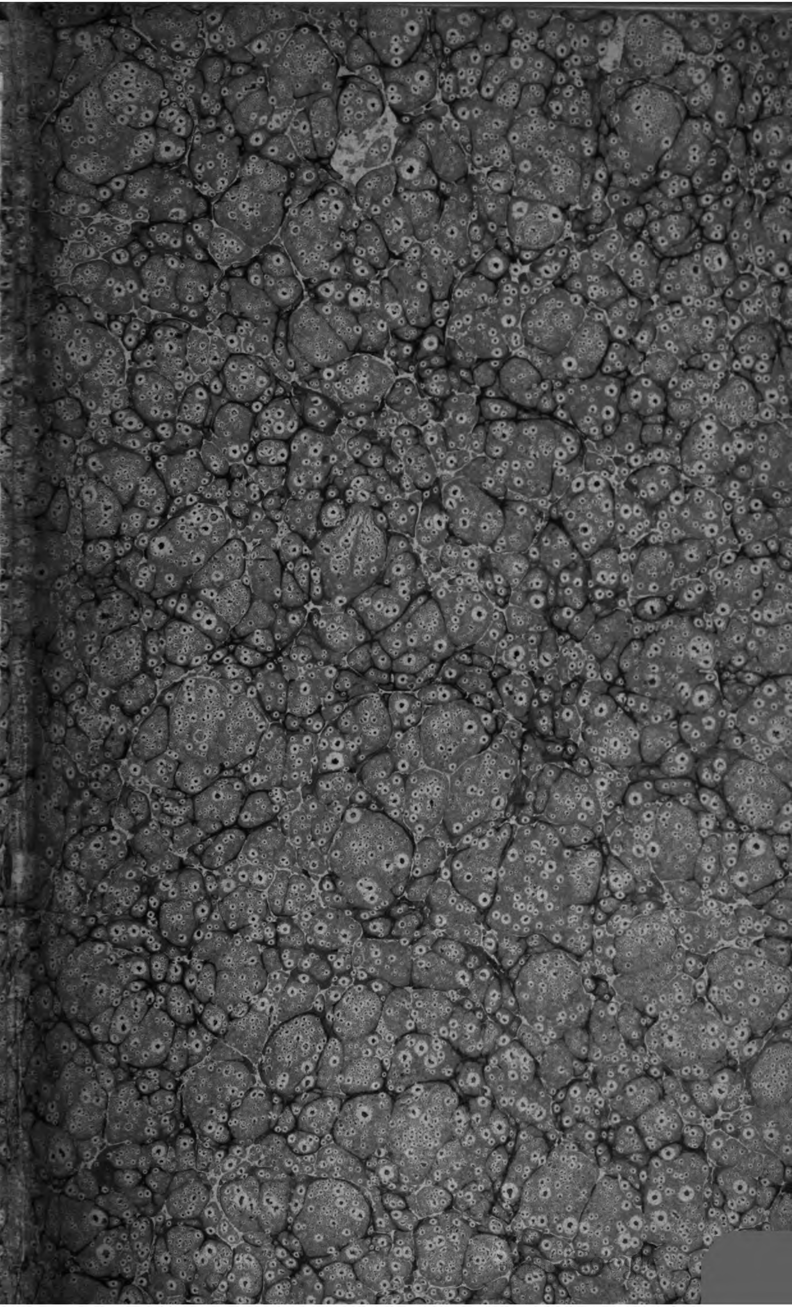



SIGILL: COLL: HARVARD: CANTAB: NOV: ANGL: 1650.
CHRISTO ET ECCLESIAE
BOUGHT WITH
THE INCOME FROM
THE BEQUEST OF
CHARLES MINOT,
OF SOMERVILLE,
(Class of 1828,)
20 Sept. 1871.



HISTOIRE

DE

NAPOLÉON Ier

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

PUBLIÉS DANS LA BIBLIOTHÈQUE-CHARPENTIER

à 3 fr. 50 c. le volume

ÉTUDES ET PORTRAITS POLITIQUES (L'Histoire du Consulat et de l'Empire, de M. Thiers.— Daunou. — Carnot. — Armand Carrel. — M. Guizot. — M. Proudhon. — Le rétablissement de la Pologne. — Paris en Amérique. — Du régime parlementaire sous Louis-Philippe. — Un dernier mot sur Carnot).. 1 ol.

HISTOIRE POLITIQUE DES PAPES. — Nouvelle édition revue et corrigée.. 1 vol.

Imprimerie générale de Ch. Lahure, rue de Fleurus, 9, à Paris.

HISTOIRE

DE

NAPOLÉON Ier

PAR

P. LANFREY

SIXIÈME ÉDITION

TOME TROISIÈME

PARIS

CHARPENTIER ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS

28, QUAI DU LOUVRE, 28

1870

HISTOIRE

DE

NAPOLÉON Ier

CHAPITRE PREMIER.

UN MOUVEMENT NATIONAL EN 1803. — LE CAMP DE BOULOGNE. — LES RECETTES EXTÉRIEURES.

J'aborde maintenant le récit des prospérités inouïes qui ont signalé le début et l'apogée de l'époque impériale. Malgré les maux sans nombre et les effroyables calamités dont elles ont été accompagnées et suivies, ces grandeurs si chèrement payées ont laissé après elles un tel éblouissement que notre nation n'a su pendant longtemps ni se consoler de les avoir perdues, ni les juger avec sang-froid en reconnaissant tout ce qu'elles avaient d'éphémère. On ne saurait s'étonner de son obstination à garder des illusions si flatteuses pour son orgueil; tous les peuples qui ont rêvé l'empire du monde en ont été punis par ce long aveuglement. C'est sans doute une tâche ingrate que d'avoir à les détromper, de montrer à une nation si fière de ce court moment de son histoire qu'elle a

manqué à sa destinée en se faisant l'instrument généreux d'une domination perverse ; il n'y a là ni gloire, ni popularité à recueillir, et ce devoir est particulièrement pénible dans un pays de routine, amoureux du lieu commun, et où l'on ne pardonne jamais à quiconque a touché à certaines superstitions. Mais l'expérience nous a prouvé si ces erreurs sur le passé sont sans danger pour l'avenir ; nous avons vu quelles déplorables résurrections peuvent amener ces méprises d'une admiration malentendue. Au reste ce point de vue est lui-même secondaire. Que la vérité nous déplaise ou non, elle nous domine, et l'expérience n'a été en tout ceci que sa très-humble servante. L'histoire a une autre mission que celle de plaire. Elle n'est pas plus faite pour être le courtisan d'un peuple que pour être le courtisan d'un roi. Il faut que les préjugés soi-disant patriotiques en prennent leur parti, il n'est plus possible aujourd'hui à l'historien d'être *national* dans le sens étroit du mot. Son patriotisme à lui c'est l'amour de la vérité. Il n'est pas l'homme d'une race ou d'un pays, il est l'homme de tous les pays, il parle au nom de la civilisation générale; il appartient aux intérêts communs de toutes les nations, aux intérêts de l'humanité, et son peuple est le peuple qui les sert le mieux. S'il est par exemple avec la France contre l'Espagne de Charles-Quint, il est avec l'Espagne contre la France de Napoléon. Il est tour à tour Hollandais contre Philippe II, Anglais contre Louis XIV, citoyen des États-Unis contre George III ; mais il ne peut revêtir en quelque sorte ces individualités diverses qu'après les avoir dépouillées de ce qu'elles ont eu de passionné et d'excessif. Sa patrie plane au-des-

sus de toutes les frontières, et sa cause est la cause universelle, immuable, du droit contre la force, de la liberté contre l'oppression. L'exclusivisme qu'on voudrait lui imposer était à la rigueur possible dans les petits États de l'antiquité qui traitaient en ennemi tout ce qui était étranger, il ne peut se soutenir au milieu de la grande communauté européenne qui vit d'une même vie et se nourrit d'une même pensée. Encore Rome, en conquérant le monde, a-t-elle su s'élever à la notion de l'humanité, et c'est là ce qui fait la grandeur incomparable de Tacite. On retrouve en lui, malgré ses préjugés, l'homme de tous les temps et de tous les pays, ou plutôt on croit entendre le genre humain lui-même prononçant sur sa propre histoire d'ineffaçables arrêts. Aujourd'hui les peuples européens sont tellement solidaires qu'il ne faut pas un grand effort d'impartialité ni de compréhension pour discerner ce qui, dans leurs vues particulières, peut servir ou compromettre la cause des intérêts généraux; et là se trouve la seule règle de jugement que puisse accepter un esprit libre.

Ces réflexions supposent que les peuples ont leur responsabilité moins claire et moins distincte, mais non moins réelle que celle des individus. Ceux qui le nient auraient dû pour être conséquents s'interdire les dangereuses flatteries qu'ils ont si souvent prodiguées à notre vanité nationale, car la louange implique cette responsabilité tout autant que le blâme. Les peuples, on ne saurait trop le leur rappeler, ne sont grands que dans la mesure où ils savent s'élever à la dignité d'une *personne*, où ils se montrent capables de discernement, de volonté, de persévérance ; là

est tout le secret de leur gloire ou de leur ignominie. La France avait commis une grande faute envers elle-même en s'abandonnant sans réserve et sans garantie à l'homme qui avait fait le 18 brumaire; elle en commit une plus grande encore envers l'Europe en le suivant les yeux fermés dans la politique folle et téméraire qui aboutit à la rupture de la paix d'Amiens. Les conséquences de cette double faute ne se firent pas attendre: ce fut au dedans l'aggravation du despotisme, au dehors l'adoption définitive du système des conquêtes.

La guerre une fois déclarée à l'Angleterre, le Premier Consul résolut de la rendre terrible et décisive. Dans l'état encore mal assuré de ses usurpations, au dedans comme au dehors, il était dangereux pour lui de laisser voir trop longtemps le vainqueur de l'Europe tenu en échec par ce qu'il appelait avec dédain « ce peuple de marchands. » Aussi avait-il marqué par une mesure significative, dès le premier jour de la rupture du traité d'Amiens, le caractère implacable qu'il voulait imprimer aux hostilités. L'arrestation des familles anglaises qui voyageaient en France sur la foi des traités et des déclarations rassurantes du *Moniteur*, était un acte sans précédents comme sans excuse. Il avait été motivé sur le plus faux des prétextes[1], et son auteur lui-même en a reconnu plus tard l'iniquité[2] en avouant avec une sorte de machiavé-

1. L'ordre de mettre l'embargo sur les bâtiments ennemis avait été donné par Bonaparte trois jours avant d'être donné par l'Angleterre. (Voir sur ce point le tome IIe, page 510.) Quant au motif tiré de l'absence d'une déclaration de guerre formelle, il n'était pas plus sincère, car l'Angleterre ne déclarait jamais la guerre autrement qu'en retirant son ambassadeur.

2. *Mémorial* de Las Cases.

lisme ingénu, n'avoir eu d'autre but en cette occasion que de soulever la nation britannique contre ses ministres. Quelle qu'eût été son intention, après un pareil acte de violence, on ne pouvait plus faire qu'une guerre à mort. Il s'y prépara en effet en employant toute la formidable activité de son génie à réunir dans sa main les moyens de frapper au cœur la seule nation qui, au milieu de la soumission universelle, eût osé contrarier ses desseins et dédaigner ses menaces. Il la haïssait dès lors d'une haine mortelle, de toute la force de son orgueil blessé, de toute la violence de ses rancunes contre les idées de liberté, de toute la frénésie de sa dévorante ambition. Il avait depuis longtemps réfléchi à l'attaque qu'il voulait diriger contre elle; il avait souvent calculé la force et l'étendue à donner à ses armements; mais il sentait avant tout la nécessité d'avoir pour lui l'opinion de l'Europe et surtout celle de la France.

Loin de partager alors son extrême irritation contre l'Angleterre, la nation française, devenue grâce à lui à peu près étrangère aux affaires publiques, avait à peine une vague idée des griefs tout personnels qui avaient amené la rupture. Elle n'avait nul souci des articles des gazettes anglaises qu'elle ne lisait pas; elle se sentait trop forte sur le continent pour s'alarmer outre mesure de l'occupation de l'île de Malte; c'était là à ses yeux une question de point d'honneur plutôt que d'honneur. C'était avec une joie sincère et profonde qu'elle avait salué la conclusion de la paix d'Amiens; elle commençait à en recueillir les fruits réparateurs, elle en attendait tous les bienfaits de la prospérité intérieure. Il fallait donc réveiller en elle

des haines assoupies ; il fallait la livrer de nouveau au démon de la guerre pour la pousser toute armée contre son ancienne rivale. Quant à l'Europe, elle semblait momentanément indifférente et comme endormie. Une partie des puissances avait été à demi gagnée par les flatteries, les promesses, ou les réels avantages qu'on leur avait prodigués lors du partage des indemnités germaniques ; les autres, muettes et terrifiées, étaient encore trop mal remises de leurs blessures pour laisser percer leurs véritables dispositions. Tous ces États, soit peur, soit résignation, paraissaient décidés à rester simples spectateurs du combat : il fallait les séduire, les attirer, les compromettre, et, s'il se pouvait, les forcer insensiblement à prendre parti contre l'ennemi commun. Telle est la double tâche à laquelle travaillait Bonaparte avec une activité où l'on retrouve à un degré inaccoutumé cet étonnant mélange de calcul et de furie qui rendait ses facultés si redoutables.

En France, l'opinion publique avait perdu tous ses organes naturels. On avait pris soin que le sentiment national ne pût s'y manifester ni par une presse libre ni par des assemblées indépendantes. Mais si l'on ne pouvait compter sur l'élan spontané d'un esprit public qu'on avait systématiquement énervé et anéanti, il était facile d'en créer le semblant, grâce à cette organisation savante et docile qui avait mis toutes les forces et tous les pouvoirs de la nation dans la main du gouvernement. On peut dire que Bonaparte a proprement inventé l'art, si exploité depuis, de suppléer au sentiment public absent par une opinion factice, imitant les mouvements de l'opinion vraie comme les

contorsions d'un mannequin singent ceux de la vie. L'ancien régime avait dédaigné ce moyen. La Révolution avait vécu de la puissance de l'opinion; les partis l'avaient violentée au profit de leurs passions, mais ils ne l'avaient ni confisquée ni falsifiée. Bonaparte, qui l'avait d'abord réduite au silence, résolut de s'approprier cette force précieuse en la mettant en jeu avec des ressorts plus dociles. La centralisation avait placé tous ces ressorts dans sa main. Tous les corps de l'État, toutes les administrations, toutes les assemblées, tous les citoyens disposant d'une influence quelconque, étaient nommés et payés par lui, se mouvaient sur un signe de sa volonté. Il suffisait d'un mot pour mettre en action l'immense machine qui saisissait le pays tout entier et le remuait dans ses dernières profondeurs. On avait besoin d'un mouvement national; on le commanda, et on en eut aussitôt un parfait simulacre exécuté avec la ponctualité d'une évolution sur un champ de manœuvres. Ce fut l'affaire d'une consigne donnée aux préfets et aux évêques. Et l'on vit ce pays affamé de repos, rassasié de gloire militaire, possédant plus de conquêtes qu'il n'en pouvait garder, étranger aux querelles de son maître et désirant avant tout la paix, retentir tout à coup d'un long cri de guerre qu'il était étonné d'entendre ; on le vit, trompé peu à peu par l'illusion de cette agitation factice, s'enflammer d'une ardeur nouvelle contre des ennemis qui ne l'avaient point provoqué, en faveur d'une cause qui n'était plus la sienne. Ce fut là à la fois le coup d'essai et le triomphe de cette centralisation que Bonaparte venait de restaurer avec un instinct si profond des conditions du despotisme.

Ce fut aussi le premier châtiment de la lâche apathie avec laquelle la nation avait souffert qu'on lui imposât ce honteux régime. Elle y avait cherché le repos, elle y trouvait la guerre.

Le signal fut comme toujours donné à Paris. Les assemblées publiques reçurent les premières le mot d'ordre. Tour à tour amoindries, épurées, annulées par une longue série de remaniements et de savantes réglementations, elles vivaient entourées de silence, confinées obscurément dans des questions de droit civil et d'administration; elles s'étaient déjà habituées à considérer la politique comme un domaine exclusivement réservé au pouvoir exécutif. On leur rendit la parole pour la circonstance en leur communiquant une très-faible partie des pièces diplomatiques relatives à la rupture avec l'Angleterre. Daru lut un rapport apologétique au Tribunat sur ces négociations et fut appuyé par Regnault qui s'attacha à mettre en lumière « l'inaltérable modération du Premier Consul. » (23 mai 1803.) Les tribuns répondirent à l'appel avec l'ensemble et le zèle d'une assemblée où depuis l'épuration il ne restait plus un homme indépendant. Boissy d'Anglas prédit avec assurance que dans cette nouvelle guerre tous les peuples allaient être infailliblement nos alliés contre l'Angleterre, parce que cette puissance ne voulait que des esclaves. Carrion-Nisas s'éleva surtout contre la perfidie des Anglais, contre leur cupidité mercantile, contre leur *impudence barbaresque*. Quoi! dit-il, ils osent demander l'évacuation de la Hollande, celle de la Suisse, et des indemnités pour le Piémont! « Encore quatre ou cinq notes et ils auraient demandé Marseille, Brest, Toulon; ils

auraient demandé les anciennes conquêtes du Prince noir, et aussi celles de Marlborough!... Oui, Français, ils vous auraient mis sur le lit de Mézence[1] ! » Riouffe se leva alors, et après avoir encore renchéri sur ces déclamations, il proposa et fit voter que le Tribunat irait en corps « remercier le Premier Consul de sa *magnanimité* et de sa modération à toute épreuve. » Riouffe avait déjà fait maintes fois ses preuves de zèle ; il alla peu de temps après se reposer de ses travaux oratoires dans la confortable préfecture de la Côte-d'Or.

Le 25 mai 1803, le Tribunat en corps, et les députations du Sénat et du Corps législatif, vinrent féliciter le Premier Consul selon le thème qui leur avait été fourni d'avance. Il n'y avait qu'un seul mot remarquable dans ces harangues stéréotypées, c'était le mot de *majesté consulaire* qui se trouvait dans le discours que le général Harville prononça au nom du Sénat. Cette expression annonçait des temps nouveaux. Bonaparte leur répondit par une allocution dont le ton calme et mesuré formait un contraste évidemment calculé avec l'allure despotique et violente de son langage dans de semblables occasions. Il voulait frapper les esprits par l'apparente modération de son attitude. En revanche, son discours contenait des allégations d'une fausseté insoutenable, et qui juraient singulièrement avec cet accent de victime innocente et immaculée. « Il était forcé de faire la guerre pour repousser une injuste agression, il promettait de la faire avec gloire. La justice de notre cause était recon-

1. *Archives parlementaires* publiées par Laurent et Mavidal ; séance du 23 mai 1803.

nue par nos ennemis eux-mêmes, puisqu'ils s'étaient vus obligés de refuser la médiation de la Russie et de la Prusse, de falsifier ou de soustraire une partie des pièces de la négociation, de lui attribuer des discours qu'il n'avait jamais prononcés tels que la conversation rapportée par lord Whitworth qui était un *faux matériel!* Le gouvernement anglais traitait la France comme une province de l'Inde. S'il attendait de nous la permission de violer à son gré les traités, il *fallait s'affliger sur le sort de l'humanité!* Dans tous les cas nous lui laisserions toujours *l'initiative des procédés violents contre la paix et l'indépendance des nations, et l'Angleterre recevrait de nous l'exemple de la modération qui seule peut maintenir l'ordre social.* »

Il y avait dans ces paroles une audacieuse et complète interversion des rôles. L'agression venait tout entière de lui et de lui seul; le gouvernement britannique ne s'était décidé à la guerre qu'après mille provocations, et s'il avait refusé une médiation offerte au dernier moment par la Russie, c'est qu'il n'y avait vu qu'un moyen de gagner du temps imaginé par son adversaire. La conversation avec lord Whitworth était d'une authenticité indiscutable, et quant aux suppressions et aux altérations des pièces diplomatiques, il suffisait de rapprocher les quelques notes communiquées à nos assemblées du volumineux recueil des documents soumis au parlement anglais pour décider de quel côté était la loyale publicité des pays libres, et de quel côté l'hypocrisie des régimes despotiques.

Il sentait d'ailleurs si bien lui-même la faiblesse et l'invraisemblance de ses récriminations contre l'An-

gleterre, récriminations dont il était malheureusement difficile pour le public de contrôler la vérité, qu'il ne se lassait pas d'y revenir ; il en avait l'esprit comme obsédé, et les reproduisait sans cesse comme pour les défendre contre les objections d'un interlocuteur imaginaire. Au conseil d'État, dans ses conversations privées, dans le *Moniteur*, il reprenait sans relâche ce thème inépuisable, le retournait sous toutes ses faces ; il entrait dans des justifications sans fin, comme s'il devinait un démenti intime et persistant jusque sous l'approbation empressée de ses complaisants, comme s'il sentait l'impossibilité de se contenter lui-même et de convaincre les autres. Le *Moniteur* publia, le 12 juin, la déclaration dans laquelle le gouvernement anglais avait exposé ses griefs contre le gouvernement consulaire ; Bonaparte la fit accompagner d'une interminable réfutation qu'on peut considérer comme l'expression la plus sérieuse de ces apologies plus verbeuses que substantielles. Si l'on y néglige certaines questions de détail démesurément grossies et développées dans le but évident de détourner l'attention du principal pour la porter sur l'accessoire, et si l'on s'en tient aux points d'une réelle importance, on y cherche en vain une réponse quelque peu spécieuse aux reproches formulés par le cabinet anglais. Au grief relatif à l'occupation de la Hollande, dont le traité de Lunéville avait garanti l'indépendance, on répond que cette occupation s'est faite et se maintient par la *volonté* du gouvernement hollandais ! Au grief relatif à l'occupation de la Suisse, déguisée sous le nom de médiation, on répond que cette occupation s'est faite par la *volonté* de l'Europe ! Quant à la réu-

nion du Piémont, à la main mise ouvertement ou secrètement sur Parme et Plaisance, sur la Cisalpine, sur Gênes, sur le royaume d'Étrurie, on se borne à répondre plus brièvement que *cela ne regarde pas l'Angleterre*. On donne un nouveau démenti aussi énergique et aussi peu sincère que le premier à la dépêche de Whitworth sur son entrevue avec le Premier Consul. Loin d'avoir eu un caractère d'irritation, « *la conversation a été de la part du Premier Consul pleine de douceur, de vues conciliatrices, d'envie de lever les difficultés.* » Enfin on établit non moins péremptoirement que le fameux rapport de Sébastiani n'a nullement insulté l'armée anglaise, que Bonaparte n'a pas le moindre projet sur l'Égypte, que le passage si regrettable et si fâcheux de l'*Exposé de la situation de la République*, où l'on mettait l'Angleterre au défi de lutter seule contre la France, n'avait fait que constater un fait reconnu de tout le monde, et n'était qu'une réponse légitime aux attaques des journalistes anglais.

Déjà l'écho de ces mensonges inventés pour égarer l'opinion était bruyamment répété par les mille voix de l'immense armée des fonctionnaires. Ils avaient sur-le-champ répondu à l'appel du gouvernement dans toute l'étendue du territoire français, et chaque matin le *Moniteur* publiait d'innombrables adresses pleines d'imprécations contre l'Angleterre et de flatteries pour le héros, pour le grand homme, pour l'homme providentiel qui était si visiblement destiné à châtier la « nouvelle Carthage. » Conseils généraux, conseils d'arrondissement, conseils municipaux, préfets, maires, magistrats, généraux, soldats, tout ce qui dépendait à un degré quelconque de l'État dut bon gré ou malgré

figurer dans ce monotone défilé et apporter son double contingent d'injures et d'adulations. Mais le ton uniforme de ces productions, leur invariable obséquiosité, la discipline circonspecte et étudiée qu'elles observaient au milieu de leurs prétendus élans d'enthousiasme, sentaient le mot d'ordre et trahissaient leur origine. Cette explosion de colère officielle et de dévouement imposé laissait froids les esprits clairvoyants, mais le contre-coup s'en communiquait peu à peu aux masses populaires, habituées de longue main à recevoir l'impulsion du gouvernement au lieu de la lui imprimer. La mise en scène de cette agitation avait d'ailleurs été conçue et préparée avec l'art incomparable de ce maître en coups de théâtre. Il avait tout combiné de façon que l'effet allât *crescendo* jusqu'à ce qu'il eût atteint son point culminant. Au moment où le mouvement des adresses commençait à s'épuiser et à se ralentir, après avoir rempli les colonnes du *Moniteur* pendant tout le mois de juin 1803, on vit tout à coup la procession de « messieurs les évêques » succéder au défilé des fonctionnaires. Après avoir fait appel au sentiment patriotique, on s'adressait au sentiment religieux. L'agitation des mandements et des prières publiques vint continuer et soutenir celle des adresses. Les évêques avaient été nettement invités, par une courte circulaire émanée du cabinet du Premier Consul[1], à ordonner des prières pour le succès de la guerre contre le roi d'Angleterre, « qui violait la foi des traités *en refusant de rendre Malte à l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem.* » Malte était en

1. En date du 7 juin 1803.

effet un bien d'église. Mais était-ce bien au premier spoliateur de l'ordre de Malte d'oser se faire un argument de ce refus de restitution? Ils obéirent à cette invitation avec un zèle inespéré, en employant leur ministère de paix à transformer cette guerre en croisade. La plupart de ces vénérables personnages avaient été accueillis en Angleterre pendant l'émigration; ils y avaient trouvé non-seulement asile et protection, mais les secours et les égards les plus généreux; ils avaient mangé pendant dix ans le pain de l'hospitalité britannique. Ils en témoignaient aujourd'hui leur reconnaissance en appelant tous les fléaux de Dieu sur le peuple qui les avait nourris. Ils prêchaient la haine et la fureur; ils invoquaient le ciel, ils soulevaient les populations en faveur d'une guerre dont ils étaient mieux à même que personne de connaître l'iniquité; ils trompaient sciemment les âmes simples qui se confiaient à leur parole. Mais ne fallait-il pas payer au nouveau Constantin le prix du concordat? Tels étaient les fruits édifiants de cette réconciliation tant célébrée de l'Église avec l'État.

Lorsque les appels belliqueux de ces âmes évangéliques eurent cessé de se faire entendre, l'agitation recommença de plus belle au moyen de l'enregistrement des dons volontaires, offerts plus ou moins spontanément par les départements, les communes et les particuliers pour aider le gouvernement à subvenir aux frais de l'expédition dirigée contre l'Angleterre. Ces offrandes, bruyamment divulguées par le *Moniteur*, consistaient soit en sommes d'argent, soit en constructions navales de toute forme et de toute grandeur; elles étaient accompagnées de nouvelles invec-

tives patriotiques dont la violence était d'autant plus accentuée que chez les uns l'excitation commençait à devenir sincère, tandis qu'elle se compliquait chez les autres de toute la mauvaise humeur de contribuables exaspérés de ce surcroît de charges imprévues. Ces derniers, dans l'impossibilité d'exhaler leur ressentiment contre les véritables auteurs de leurs maux, étaient bien aise de pouvoir s'en prendre à la perfide Albion.

Pour se faire une idée exacte du retentissement de ces manifestes pleins de haine et de colère contre le peuple qu'on appelait notre *éternel ennemi*, contre son insolence et sa *foi punique*, contre cette *grande nation tourmentée du spleen et courant aveuglément à sa perte*[1], pour bien juger de l'effet qu'ils devaient produire sur un peuple chez qui il n'était que trop facile de réveiller les passions guerrières et les antiques préjugés nationaux, il importe de se rappeler qu'à la tribune comme dans la presse, on n'entendait plus en France qu'une seule voix, celle du gouvernement et de ses créatures. La situation de la presse était à cet égard plus humiliante et plus déplorable encore que celle des assemblées publiques. Une simple statistique en dira plus long sur ce triste état de choses que la plus éloquente dissertation. Des *douze journaux* auxquels l'arrêté consulaire de l'an VIII avait réduit la presse de Paris, il n'en restait plus aujourd'hui que *huit*, grâce aux nouvelles suppressions ordonnées par Bonaparte, et ces huit journaux comptaient un nombre total de *dix-huit mille six cent trente abonnés!* Ce chiffre signifi-

1. *Moniteur* du 10 juillet 1803.

catif témoignait assez haut de l'indifférence du public; mais s'il ne lisait plus ces feuilles délaissées, ce n'était nullement par un oubli mal entendu de ses propres intérêts, c'était par une conviction trop justifiée de ne plus y trouver l'ombre d'une opinion indépendante. Ces journaux, sévèrement maintenus sous la surveillance d'une police ombrageuse et brutale, toujours tremblants pour leur existence qu'un mot pouvait compromettre, n'avaient plus d'autre souci que de deviner la pensée du maître et se bornaient à commenter timidement les nouvelles qu'on voulait bien leur permettre de publier. Quant aux livres, les libraires ne devaient les mettre en vente que *sept jours après en avoir remis un exemplaire à la police*, « afin qu'on pût les arrêter aussitôt qu'il y avait un mauvais ouvrage tel que le poëme de *la Pitié* ou le livre du citoyen de Sales[1]. » Ce pauvre de Sales avait écrit un livre insignifiant sur la Révolution, et Bonaparte écrivait lettre sur lettre pour qu'on le fît *chasser de l'Institut* comme déshonorant ce corps. Voilà dans quelle dégradation était tombée cette presse de Paris autrefois si brillante et estimée dans le monde entier! cette presse qui, quelques années auparavant, comptait dans ses rangs un Mirabeau et un Camille Desmoulins! Et celui qui avait tant contribué à la réduire à cet état d'abaissement, loin d'être désarmé par l'impuissance où elle était de lui nuire, semblait ne pouvoir se rassasier du spectacle de son avilissement : la main de la police lui semblait trop légère et trop douce; il lui reprochait sa lenteur et ses ménagements; il allait

1. Bonaparte à Régnier, 7 juillet 1803.

jusqu'à écrire trois lettres dans la même journée au grand juge Régnier pour stimuler son zèle. Dans l'une, il l'invitait à réprimander les propriétaires du *Journal des Débats* et du *Publiciste*, pour avoir publié des nouvelles empruntées aux journaux allemands et relatives à de *prétendus armements dans les ports de la Russie!* Dans l'autre, il lui ordonnait d'enjoindre au propriétaire du *Citoyen français* d'avoir à changer de rédacteur. Dans la troisième, il lui prescrivait d'interdire aux journaux la reproduction « des nouvelles politiques tirées des gazettes étrangères. » Du reste, ajoutait-il, il *demeure toujours libre aux journalistes de répéter les nouvelles qui pourront être publiées par le journal officiel*[1]. Ils avaient le droit de copier le *Moniteur;* c'était la seule liberté qu'il leur eût laissée!

Ainsi non-seulement toute discussion politique était interdite à la nation française, mais les nouvelles, c'est-à-dire les faits eux-mêmes, cette partie matérielle, immuable, indestructible de la vérité, qui est indépendante de nos interprétations et qui, aussitôt qu'elle a été, demeure éternellement, ne devaient lui être connues que dans la mesure des convenances de son gouvernement. Par ce moyen tous les faits qui auraient pu servir à faire juger sa politique et à éclairer les esprits étaient de droit supprimés. Un événement n'existait pas tant qu'il n'avait pas été dûment constaté et légalisé par le *Moniteur*. Nelson pouvait anéantir notre marine à Trafalgar, ce fait insolent n'était pas reconnu, et malheur à qui eût osé y faire allusion! il ne commença à exister

1. Bonaparte à Régnier, 3 juin 1803.

qu'à la chute de l'empire. Ce n'était plus là du despotisme même à la façon de l'ancien régime. Pour trouver quelque chose d'analogue il fallait reculer jusqu'à la barbarie asiatique.

La France ne lisait donc en réalité qu'un seul journal, le *Moniteur*, et ce journal, à l'époque de la rupture avec l'Angleterre, ne fut rempli durant des mois entiers que d'adulations abjectes à la louange d'un seul homme, et d'insultes sanglantes à l'adresse de la nation qu'il voulait perdre. Quand on songe à tout ce que Bonaparte avait fait jusque-là pour préparer le terrain, on est porté à croire qu'il dépassait la mesure et s'exagérait les difficultés. Il n'en fallait pas tant en effet pour mener à bonne fin le double objet qu'il avait en vue, je veux dire son élévation à l'Empire, et la prédominance définitive de l'esprit militaire et du système de la conquête. Pour réaliser le premier de ces faits, il n'y avait qu'un mot à changer en tête de la constitution; quant au second il y travaillait depuis l'établissement du Consulat, et il pouvait le considérer comme aussi facile à consommer, témoin l'ardeur guerrière qui allait grandissant chaque jour, grâce à ses excitations et au souvenir de ses merveilleux succès. Il résolut d'accélérer encore ce mouvement en se mettant en communication directe avec les provinces que leur situation géographique appelait à prendre la principale part à la lutte contre l'Angleterre. Indépendamment de l'utilité d'inspecter le littoral de l'océan, de Boulogne à Anvers, et d'imprimer une activité nouvelle aux préparatifs maritimes, ce voyage lui offrait l'avantage de faire converger sur Paris trop froid les échos de

l'enthousiasme provincial si facile à surprendre, si prompt à se donner à tout ce qui a les apparences de la force, du pouvoir et de la grandeur. Les populations belges, animées d'un sourd mécontentement, seraient gagnées à leur tour par la contagion de l'ivresse universelle, éblouies par le prestige de tant de gloire et de puissance.

Il était parti le 24 juin pour exécuter ce voyage d'environ deux mois, qui ne devait être qu'une longue ovation. Partout les populations accouraient sur son passage pour voir l'homme extraordinaire dont les exploits, la fortune inouïe avaient déjà si vivement frappé leur imagination. Les villes envoyaient au-devant de lui leurs magistrats qui lui apportaient les clefs, selon l'antique cérémonial usité avec les rois. Il traversait la cité sous des arcs de triomphe, entouré des escortes d'honneur qui étaient venues à sa rencontre ; il se rendait d'ordinaire à l'hôtel de ville, à travers les rues jonchées de fleurs, s'informait avec une habile ostentation des besoins à satisfaire, des améliorations à réaliser ; il en faisait dresser devant lui le devis, puis repartait après un court séjour, en laissant comme souvenir de son passage le plan de quelques travaux d'utilité publique ou d'embellissement, destinés le plus souvent à rester à l'état de projet. Le thème obligé de toutes les harangues prononcées dans ces solennelles réceptions était plus que jamais la guerre à l'Angleterre, et les têtes se laissaient d'autant mieux gagner par le vertige qu'on voulait leur communiquer, que ce mot de guerre sans cesse prononcé au milieu des fêtes et des banquets n'offrait à l'esprit que des idées de gloire, de grandeur

et de prospérité au lieu des images funèbres qu'il évoque d'ordinaire. La conquête semblait ne devoir être qu'une sorte de promenade triomphale. Personne ne pouvait mettre en doute le succès d'une entreprise inaugurée avec tant d'allégresse, et la ville d'Amiens, anticipant sur les victoires futures, n'hésita pas à placer au-dessus de la porte par laquelle sortit le Premier Consul un arc de triomphe au front duquel on lisait cette inscription : *Chemin de l'Angleterre!* C'était bien là en effet le chemin que venait de prendre Bonaparte en déclarant cette guerre funeste! ce chemin qu'il ne devait plus quitter, ce chemin qu'il continuait à suivre à son insu lorsqu'il entrait en conquérant à Vienne, à Berlin, à Moscou, allait être à la fois plus long qu'il ne le supposait, et illustré par des miracles sans nombre; mais à l'extrémité de cette avenue triomphale, si son œil eût pu percer les ténèbres de l'avenir, il eût aperçu avec épouvante, non la victoire qu'il rêvait, mais *le Bellérophon* immobile et attendant son hôte!

Lui cependant ne partageait en rien l'ivresse qu'il encourageait chez les autres. Laissant ces âmes légères exhaler l'enthousiasme et les confiantes illusions qu'il se proposait d'exploiter en les dédaignant, il était tout entier à ses combinaisons politiques et militaires, et n'attendait son succès que d'elles seules. Il surveillait surtout d'un œil attentif le développement des préparatifs de l'expédition. La France s'était comme transformée soudainement en un vaste chantier maritime. En présence de l'impossibilité d'entasser dans nos ports de l'ouest toutes les constructions navales dont on avait besoin, on les avait

distribuées dans toutes les villes de l'intérieur communiquant avec les affluents de l'Océan, soit par un cours d'eau, soit par un canal; ce qui avait le double avantage d'éviter l'encombrement et d'alléger la tâche en la divisant. Le Premier Consul avait conçu l'ambitieux et démesuré dessein de créer une flottille assez nombreuse pour jeter d'un seul coup cent cinquante mille hommes sur les côtes de la Grande-Bretagne. Jusque-là les divers projets d'invasion mis en avant, soit par le Directoire, soit par Bonaparte lui-même, n'avaient été que des épouvantails que personne n'avait pris au sérieux. Cette fois il avait résolu de réaliser la menace qu'il avait faite à lord Whitworth; il s'y était déterminé contre l'avis de tous les hommes compétents, et il portait dans la poursuite de cette chimère, qui n'était guère moins folle que celle qui lui fit entreprendre plus tard l'expédition de Russie, la précision, le froid calcul, l'acharnement méthodique qui rachetaient si souvent dans la pratique ce que ses plans avaient d'insensé comme conception. Quelque insurmontables que fussent les difficultés inhérentes à ce projet, il suffisait qu'il se fût emparé d'un esprit tel que le sien pour prendre des proportions sinistres et effrayantes.

Nos marins les plus expérimentés, Decrès, le ministre de la marine, l'amiral Ganteaume, Villeneuve, Bruix lui-même, ne croyaient pas ou croyaient peu à la possibilité du succès; ils s'efforcèrent tour à tour de le détourner de son entreprise. Ils estimaient que, possédant aujourd'hui, grâce à nos conquêtes, une immense étendue de côtes, disposant des ports de la Hollande, de ceux de la Ligurie, de la Toscane, et au

besoin de l'Italie entière, ayant dans nos mains les ressources d'un si vaste empire, il était plus sûr et plus sage d'en profiter pour rétablir peu à peu notre marine déjà renaissante, et d'attendre ainsi le jour où ses forces lui permettraient d'affronter de nouveau la marine anglaise selon la méthode ordinaire des guerres maritimes. Mais un pareil plan promettait des résultats trop incomplets et surtout trop lents pour plaire à cet impétueux génie. Tout ou rien, telle était déjà sa devise. Ce qu'il voulait ce n'était pas une lutte plus ou moins avantageuse, c'était anéantir la puissance anglaise dans un duel à mort, au risque d'y compromettre pour toujours la nôtre. Il avait écouté ces représentations avec l'impatience d'un homme qui a un parti pris, et que des succès extraordinaires avaient dès lors habitué à ne plus croire à l'impossible. Leurs objections, inspirées par des connaissances professionnelles dont l'acquisition exige une longue expérience, lui paraissaient dictées par l'esprit de routine; il n'y voyait que la timidité d'intelligences incapables de s'élever à la hauteur de ses vues, ou le dénigrement naturel aux hommes spéciaux pour tous les plans qui n'émanent pas d'un initié. Il ne savait pas cacher l'irritation que lui causaient leurs critiques : or comme ces amiraux avaient appris ce qu'il en coûtait pour s'opposer à ses desseins, comme ils savaient être à l'occasion aussi bons courtisans qu'habiles marins, ils s'étaient mis à l'œuvre avec ardeur afin de diminuer autant qu'il était en eux les mauvaises chances de l'entreprise qu'ils n'avaient pu empêcher, et que pour la plupart ils déploraient au fond du cœur.

Il restait un nombre considérable des bâtiments de la flottille que Nelson avait tenté d'incendier en 1801; ils formèrent le premier fonds de la flottille de 1803. On y joignit une innombrable quantité d'embarcations construites sur de nouveaux modèles, dont les dimensions variaient selon la nature du chargement auquel elles étaient destinées. La flottille était principalement formée de bateaux plats ayant le grave inconvénient de ne pouvoir supporter une grosse mer, mais avec l'avantage de pouvoir s'échouer à volonté, ce qui devait rendre le débarquement plus facile. Ces bateaux divisés en chaloupes canonnières, en bateaux canonniers, en grandes et petites péniches, en prames, enfin en simples bateaux pêcheurs destinés au transport des munitions, étaient pour la plupart armés d'artillerie; ils marchaient à la rame et à la voile; ils avaient un tirant d'eau qui variait de huit à deux pieds; ils pouvaient porter chacun de cinquante à cent hommes avec leurs armes et leurs munitions; et les plus profonds de ces bâtiments devaient servir au transport des chevaux et de l'artillerie. Leur nombre total devait s'élever à un peu plus de deux mille. Bonaparte calculait qu'à l'aide de cet immense armement, et à la faveur d'une journée de calme ou de brume qui tromperait la flotte ennemie ou la réduirait à l'immobilité, il pourrait en quelques heures franchir les dix lieues qui séparent les côtes de Boulogne de celles d'Angleterre et jeter d'un seul coup ses cent cinquante mille hommes sur un point du littoral anglais. Ce n'est que plus tard, et sur les conseils réitérés de ses marins, qu'il songea à faire concourir ses flottes à l'opération de la descente, en leur

donnant rendez-vous dans le canal, où elles auraient pour mission de neutraliser les croisières britanniques. S'il parvenait à débarquer son armée, il ne doutait pas du succès définitif; c'en était fait selon lui de la puissance anglaise. En attendant que l'achèvement de ses préparatifs lui permît de frapper ce grand coup, son projet lui offrait de grands avantages même dans la supposition qu'il resterait inexécuté. Il allait faire vivre l'Angleterre dans de continuelles alarmes, l'obliger à des mesures de défense ruineuses; il allait exercer les forces de notre armée tenue sans cesse en éveil et employée comme l'armée romaine à élever des fortifications, à creuser les nouveaux bassins des ports de Boulogne, de Vimereux, d'Ambleteuse; et puisque nos conquêtes nous obligeaient à garder sur pied une armée considérable pour tenir le continent en respect, il valait mieux l'avoir à Boulogne et dans les camps qui bordaient les côtes d'Anvers à Bayonne, toute concentrée, rompue aux fatigues, prête à entrer en campagne, que de la laisser dispersée dans ses garnisons; enfin la présence du plus gros de cette armée, animée d'un dévouement enthousiaste pour son chef, à une si courte distance de Paris, devait inévitablement réagir sur l'esprit des multitudes et faciliter le changement décisif que Bonaparte méditait dans nos institutions.

Ces considérations accessoires, qui avaient à ses yeux une importance capitale, contribuaient sans doute à l'aveugler sur les difficultés à peu près insurmontables que la nature des choses opposait à son entreprise. Envisagé d'ensemble, en escomptant un

peu largement les faveurs du hasard, le projet semblait d'une exécution simple et facile; examiné en détail dans toutes les phases successives de son accomplissement et avec le sang-froid de l'analyse, il semblait la gageure la plus folle qui eût jamais tenté la fantaisie d'un joueur. Cette innombrable flottille avait un premier inconvénient, c'était celui de ne pouvoir supporter une grosse mer. Les bateaux plats chaviraient au premier coup de vent; encombrés de soldats comme ils devaient l'être, il eût suffi d'une mer quelque peu houleuse pour les mettre en péril. Il fallait donc compter sur un calme absolu pendant au moins deux ou trois jours, car, ainsi que l'expérience ne tarda pas à le révéler, la flottille ne pouvait appareiller dans une seule marée. Napoléon, lui-même, en fait l'aveu formel en maint endroit de sa correspondance, particulièrement dans une lettre à Decrès[1], où il reconnaît en outre que depuis que les Anglais ont fait cette découverte, la flottille ne leur inspire plus aucune crainte. Le temps de calme ne nous préservait pas d'inconvénients d'une autre nature, qui n'étaient guère moins graves. S'il levait l'obstacle résultant du vent, il ne parait pas au danger que créent ces courants qui rendent si difficile la navigation de la Manche. La mer qui s'engouffre dans cet étroit passage, à chaque marée montante ou descendante, est en effet une des plus tourmentées que l'on connaisse, par suite de l'espace insuffisant qui lui est laissé et de l'inégalité de ces côtes si profondément déchirées. La force de ces courants produisait sur nos embarcations

1. A la date du 8 septembre 1805.

des dérivations auxquelles on ne pouvait remédier ni par la voilure devenue inutile en temps de calme et d'ailleurs trop légère eu égard à la masse qu'elle avait à mouvoir, ni par le maniement des rames, qui sont tout à fait insuffisantes à elles seules, pour surmonter les courants. Ce n'est pas tout; ces dérivations inévitables, qui nous exposaient à débarquer très-loin du point d'attaque désigné, devaient avoir pour effet infaillible de diviser la flottille, et de la pousser à l'ennemi dans un état désastreux de dispersion. Nos embarcations devaient couvrir un espace de plusieurs lieues; or, non-seulement la force des courants était sujette à varier sur un tel espace et devait s'y faire sentir inégalement, mais elle devait avoir une action très-diverse sur des bâtiments dont les uns pouvaient lutter contre elle, tandis que les autres étaient hors d'état de lui résister; elle devait, en un mot, produire autant d'espèces de dérivations qu'il y avait de dimensions différentes dans la flottille, qui en comptait au minimum cinq ou six. On conçoit le désordre qui devait en résulter dans sa marche, surtout si l'on tient compte de l'inexpérience de nos marins et de l'encombrement produit par ce gigantesque chargement; et pourtant toute l'entreprise était échafaudée sur l'hypothèse d'un débarquement opéré sur un seul point. On a rappelé avec raison, à ce sujet, la dispersion qu'avaient subie, en 1801, les divisions de Nelson, lors de sa tentative pour incendier notre première flottille, et cependant ces divisions étaient composées de bateaux à quille infiniment plus résistants que des bateaux plats; elles étaient montées par les plus habiles marins du monde entier; elles

étaient parties non du rivage opposé, mais d'un point beaucoup plus rapproché; enfin le nombre total de leurs embarcations équivalait à peine au vingtième de notre flottille actuelle. Qui peut dire ce que la rencontre, même partielle, des forces britanniques eût ajouté à de telles causes de perturbation?

Ces forces n'étaient pas un simple épouvantail; il était plus facile de les nier que de les vaincre. Les adresses françaises invoquaient invariablement le souvenir de César et de Guillaume le Conquérant; mais les temps étaient prodigieusement changés depuis ces deux époques. César n'avait pas trouvé en face de lui une seule barque ennemie pour défendre à ses huit cents vaisseaux l'accès de ce rivage : il n'avait eu à combattre en Angleterre que des peuplades à demi sauvages. La conquête de Guillaume n'avait pas rencontré d'obstacles beaucoup plus redoutables. Depuis lors, tous les éléments divers, Celtes, Danois, Saxons, Normands, qui formaient le fonds de la nationalité anglaise avaient été mêlés et fondus, et de ce mélange il était résulté un peuple admirablement équilibré et pour ainsi dire fait pour la politique, habitué à se gouverner lui-même, fier de ses libertés, placé au premier rang par l'intelligence, par l'énergie, par les lumières, par les richesses, par l'esprit national. Depuis un siècle surtout, ses forces et ses ressources avaient pris une telle extension, et il avait tant de fois lutté avec avantage contre nous malgré l'infériorité numérique de sa population qu'il pouvait considérer sans effroi la nouvelle tempête qui s'apprêtait à fondre sur lui. Le gouvernement britannique ne se dissimulait pas toutefois que ce n'était plus une guerre ordi-

naire, mais un duel à mort qu'il venait d'engager avec le Premier Consul ; il savait, ne fût-ce que par le tableau que lui offrait en ce moment l'Europe entière complaisante ou subjuguée, tout ce dont était capable le génie de son adversaire, et il avait proportionné les efforts à la grandeur de la lutte qui allait s'ouvrir. Il n'avait eu, d'ailleurs, sous ce rapport aucun besoin de stimuler le patriotisme de la nation par les feintes démonstrations d'un zèle de commande. Tenue, dès l'origine, au courant de toutes les phases du débat par les discussions quotidiennes d'une presse libre, par les admirables harangues de ses hommes d'État et de ses grands orateurs, la nation anglaise n'était pas restée étrangère à une question qui intéressait si directement son honneur, elle avait pris parti avec une ardeur passionnée, elle avait ressenti comme adressés à elle-même les outrages de Bonaparte contre ses représentants et ses institutions, et vers les derniers temps surtout son sentiment s'était manifesté avec assez de force pour mettre Addington, jusque-là indécis, dans l'alternative de rompre avec la France ou de quitter le ministère. Il n'y avait donc pas à exciter l'élan national, mais seulement à le diriger. C'est à quoi s'employa non un corps de fonctionnaires obéissant à une consigne, exhalant avec discipline une fureur réglée sur le diapason d'une circulaire ministérielle, et singeant de son mieux la spontanéité et l'entraînement des agitations populaires, mais l'élite même de la nation, tout ce qui comptait en Angleterre par le rang, la richesse, la popularité, le génie ou la vertu. Partout l'initiative privée vint soutenir et souvent devancer celle du gouvernement, et loin de se plaindre des sacrifices qu'il

demandait à la nation, les citoyens ne lui reprochaient que de n'en pas demander assez. Cela est si vrai que pour renverser le cabinet Addington, Pitt n'employa d'autre arme que des motions réclamant des *forces additionnelles*.

L'Angleterre possédait au moment de la rupture une armée régulière de 130 000 soldats et une milice montant à environ 70 000 hommes; on y ajouta d'abord une réserve de 50 000 hommes fournie par le tirage au sort; puis l'annonce d'une descente à laquelle on ne croyait pas tout d'abord prenant plus de probabilité et de consistance, le ministère présenta et fit voter, à la requête de l'opposition elle-même, qui lui représentait incessamment l'insuffisance de ses mesures, un bill du service militaire lui accordant le droit d'enrôler tous les hommes valides de dix-sept à cinquante-cinq ans. Ce droit, dont il n'usa qu'avec modération, produisit avant la fin de l'été de 1803, selon le témoignage d'Addington, une armée de 300 000 volontaires s'exerçant sans relâche au maniement des armes. Ces divers effectifs formaient un nombre total de 550 000 hommes d'une valeur il est vrai fort inégale, mais d'autant plus susceptibles de s'améliorer, qu'ils auraient à combattre non pour quelque conquête lointaine, mais pour leurs foyers et pour leur existence nationale. Il résulte d'un relevé officiel qu'au mois de décembre de la même année le nombre des volontaires s'élevait en Angleterre à 379 943, en Irlande à 82 241; progression significative s'il en fut[1]. On a parlé de cette armée avec un dédain

1. *Annual register for the year* 1803.

où il y a à la fois peu de discernement et peu de mémoire : nos volontaires de 1792 et 93, ceux de l'Espagne dans les années qui ont suivi l'invasion, ceux de la Prusse en 1813, ont suffisamment prouvé ce que peuvent de telles armées à l'heure des grandes crises. Voudrait-on soutenir que le moral du peuple anglais était alors inférieur en énergie et en patriotisme à celui des nations que je viens de citer? Il n'y aurait pas même lieu de réfuter une thèse aussi étrange, et encore convient-il d'ajouter à l'avantage de la défensive anglaise, qu'une fois débarqués dans l'île les 150 000 hommes de Bonaparte y devaient rester enfermés comme dans un champ clos et sans aucun moyen d'y réparer leurs pertes. On organisa en même temps tous les moyens de défense que les circonstances rendaient nécessaires. On éleva autour de Londres des fortifications capables de mettre cette capitale à l'abri d'un coup de main et de donner à l'armée le temps d'accourir à son secours. On disposa un système de signaux destinés à donner l'alarme à la première apparition de l'ennemi, et de grands chariots attelés de six chevaux et pouvant transporter jusqu'à 60 hommes à la fois furent mis à la disposition de chaque corps pour faciliter la concentration des troupes sur les points de ralliement.

Les préparatifs de la marine n'étaient pas inférieurs à ceux de l'armée de terre. Dès le 10 juin, une levée de 40 000 matelots avait été ajoutée aux 80 000 que l'Angleterre possédait déjà sur ses vaisseaux de guerre. Soixante-quinze vaisseaux de ligne, qui bientôt après dépassèrent le chiffre de cent, plus de cent frégates, plusieurs centaines de bricks et de cor-

vettes, huit cents chaloupes canonnières employées plus spécialement à la défense des côtes, enfin une quantité innombrable d'avisos fonctionnant comme une sorte de réseau télégraphique, tel était le formidable armement[1] qui tout à la fois protégeait l'Angleterre comme un rempart mouvant, bloquait nos ports, et poursuivait sur les mers nos escadres fugitives. Et pour donner une idée de l'élan patriotique qui le secondait dans la nation entière, il suffira de rappeler qu'un homme comme Pitt, je veux dire un homme ayant acquis mille droits de croire qu'il faisait assez pour son pays en se bornant à tenir sa place dans les conseils de l'Etat, usait les restes de sa vie déjà visiblement atteinte à exercer chaque jour les 3000 volontaires qu'il avait enrôlés lui-même à Walmer Castle, et faisait voter jusqu'à cent cinquante canonnières par les localités environnantes. Quant aux dépenses que nécessitait un tel déploiement de forces, on y avait subvenu provisoirement par un emprunt de douze millions de livres sterling (300 millions de francs), et par une augmentation de l'excise et de l'income-tax pour une somme presque égale à celle de l'emprunt. Ces ressources extraordinaires ajoutées à celles du budget énorme dont l'Angleterre supportait dès lors, avec aisance, les charges écrasantes pour toute autre nation, devaient à la fois suffire aux premières nécessités et mettre le cabinet anglais à même

1. Je donne ici les résultats réalisés après la rentrée de Pitt au ministère, car sous le cabinet précédent ils étaient un peu inférieurs à ce chiffre, comme on peut le voir par un discours de Tierney en faveur de l'administration de Lord Saint Vincent alors chef de l'amirauté : *Annual register for the year* 1804.



de nous créer des diversions, soit en Europe, soit en France même.

A côté de ce tableau il convient de mettre en regard un rapide aperçu de nos propres finances et surtout des moyens à l'aide desquels on se proposait de couvrir l'excédant de dépenses occasionné par la guerre, car si les formules et les errements budgétaires de ce temps sont assez semblables à ceux du nôtre et offrent peu d'intérêt pour l'histoire, il n'en est pas de même du mode employé pour la création et la perception des ressources extraordinaires. Le budget voté en mars 1803, sous l'imminence de la rupture avec l'Angleterre, avait déjà prévu en partie les nécessités onéreuses dont cette éventualité nous menaçait; on avait augmenté de 89 millions les contributions publiques qui l'année précédente n'avaient pas dépassé 500 millions. Mais ce budget, quelque considérable qu'il fût pour l'époque, était bien loin de suffire aux dépenses qu'exigeait une aussi colossale entreprise. Pour celui qui l'avait conçue, et sur qui seul en devait retomber la responsabilité, il n'y avait que deux façons honorables et régulières d'en couvrir les frais, c'était d'adresser un loyal appel à la nation soit pour un emprunt, soit pour une augmentation d'impôts. Puisqu'elle voulait la guerre, on le disait du moins, elle devait savoir ce qu'il en coûtait pour la faire et être prête à en payer le prix. Mais le Premier Consul avait, a-t-on dit, un grand goût pour l'économie, et un emprunt répugnait à ses principes. Ses principes s'accommodaient pourtant d'une foule de procédés beaucoup plus scabreux, et il n'est pas difficile de découvrir ici son vrai mobile. Que fût devenue la popularité

de cette guerre, que fût devenue surtout celle de son auteur s'il avait fallu énumérer à l'avance les sacrifices de tout genre que le pays eût dû s'imposer? On peut sans crainte demander des sacrifices pour une guerre nationale, mais il est dangereux d'en réclamer pour une guerre d'ambition. Entre Bonaparte et la turbulente démocratie qui applaudissait à tous ses projets militaires, il y avait dès lors un pacte tacite : il pourrait à son gré la jeter dans la guerre, mais à la condition qu'au lieu d'en sentir le poids, elle n'en connaîtrait jamais que les avantages.

Le Premier Consul n'avait d'ailleurs malheureusement plus aucun effort d'invention à faire pour créer un supplément gratuit de ressources à nos finances insuffisantes : sa conduite passée lui offrait à cet égard tous les expédients dont il pouvait avoir besoin. Dans la première guerre d'Italie il avait relevé par ses exactions le trésor épuisé du Directoire; mais, bien que perçues sur des populations que nous étions censés délivrer, ces contributions spoliatrices pouvaient dans une certaine mesure invoquer pour excuse l'axiome que « la guerre doit nourrir la guerre. » Mais dès son avénement au consulat ce fait jusque-là exceptionnel avait été généralisé; il était devenu normal; il avait été appliqué non plus en terre conquise ou en pays ennemi, mais chez les nations alliées. Les deux campagnes de l'année 1800 avaient été en grande partie préparées et soutenues avec l'argent de peuples amis devenus nos tributaires[1]. La paix avait diminué les charges qui pesaient sur eux, mais elle n'y avait pas

1. Voir à ce sujet, le tome II.

mis un terme. Tout se tient en effet dans un système politique, et toute oppression implique nécessairement une spoliation. L'attitude à demi menaçante que Bonaparte avait prise vis-à-vis des grandes puissances européennes, ses envahissements consommés ou projetés sur les puissances faibles lui imposaient l'entretien d'une armée hors de toute proportion avec les ressources de la France. Cette armée, il était forcé d'en faire en partie supporter les frais aux voisins que nous étions censés protéger. Nos budgets contenaient, même en temps de paix, de véritables subsides inscrits sous le nom de *recettes extérieures*, ingénieux euphémisme qui donnait un air décent et régulier à un acte qui l'était peu. La portion de ce tribut que le gouvernement voulait bien livrer à la publicité, — ce qui ne lui convenait pas toujours, — s'élevait pour l'Italie du nord seulement à une somme de 23 millions. Aujourd'hui, grâce à la guerre, c'était une somme de cent millions au moins qu'il fallait se procurer annuellement. Il résolut en conséquence de l'extorquer de gré ou de force non-seulement aux peuples qui étaient nos vassaux, tels que la Hollande, Gênes, la Cisalpine, mais à tous ceux que leur faiblesse empêchait de se défendre contre nous, comme Naples, l'Espagne, le Portugal, le Hanovre.

Le Hanovre avait pour souverain le roi d'Angleterre, mais depuis longtemps l'administration de ce pays était entièrement indépendante du cabinet anglais. On avait vu, à la suite des guerres du dix-huitième siècle, des ministres se rendre populaires en soutenant que le Hanovre était un embarras pour

l'Angleterre, et devait former un état à part. Il faisait partie de l'Empire germanique, se gouvernait lui-même, et bien que l'électeur du Hanovre ne fît qu'un avec le roi George III, les deux souverainetés étaient en réalité distinctes et séparées. Cette situation, qui n'était pas unique en Europe, avait été consacrée par les traités et reconnue par la république française elle-même. En 1795, lors du traité de Bâle, elle avait reconnu la neutralité de George en sa qualité d'électeur de Hanovre alors qu'elle était en guerre contre lui comme roi d'Angleterre. Mais de telles distinctions étaient à la fois trop métaphysiques et trop favorables à l'indépendance des faibles pour plaire au Premier Consul : « Si le Hanovre pouvait fournir deux cent mille hommes, fit-il dire au *Moniteur*, le roi George n'invoquerait pas la neutralité[1] ! » L'hypothèse lui semblait amplement suffisante pour justifier les hostilités. Dès le lendemain de la rupture, Mortier s'était élancé sur le Hanovre. L'armée hanovrienne, hors d'état de nous résister, avait été contrainte de capituler; et l'électorat restait dans nos mains malgré les alarmes de la Prusse inquiète et les mécontentements de la confédération humiliée. L'occupation du Hanovre était peut-être la guerre avec l'Europe dans un délai plus ou moins éloigné, mais en attendant on mettait la main sur toutes les ressources de ce pays, on y confisquait toutes les propriétés de l'électeur, on s'y emparait de trois mille chevaux, et c'étaient trente mille hommes de nos troupes logés, nourris et équipés aux frais

1. *Moniteur* du 14 juin 1803.

de l'étranger : notre politique ne prévoyait pas au delà de cet avantage immédiat.

Le royaume de Naples était encore plus étranger que le Hanovre à la nouvelle guerre. Bien qu'à une autre époque il eût été l'allié de l'Angleterre, il avait fait avec nous une paix séparée et ne demandait qu'à maintenir sa neutralité. Mais ne nous fallait-il pas la position de Tarente pour menacer Malte et l'Égypte et n'avions-nous pas également besoin de ses subsides? Le général Saint-Cyr reçut donc l'ordre d'entrer sans plus de cérémonie dans les États du roi de Naples, de mettre garnison dans Pescara, Otrante, Brindisi, Tarente, et d'exiger que ses troupes fussent « soldées, nourries et habillées par le roi de Naples[1]. » On eut, grâce à ce procédé expéditif, une seconde armée entretenue aux dépens de l'étranger. La reine de Naples ayant écrit à Bonaparte pour tâcher de le fléchir, il lui répondit en protestant de son désir constant de lui être agréable. Il convenait en principe qu'il était de la politique traditionnelle de la France d'aider un État plus faible, dont le bien-être était utile à notre commerce. Mais « pourquoi conservait-elle à la tête de l'administration un homme qui avait centralisé en Angleterre ses richesses et toutes ses affections? » En d'autres termes, pourquoi osait-elle se permettre de gouverner son royaume comme elle l'entendait? Au reste, continuait Bonaparte, il lui *répugnait beaucoup de se mêler des affaires intimes des autres États; ce n'était que pour être sincère* qu'il donnait à la reine la véritable raison de sa conduite[2]! Le

1. Bonaparte à Murat, 23 mai.
2. Bonaparte à la reine de Naples, 28 juillet 1803.

général Olivier qui commandait nos troupes dans ce prétendu royaume d'Étrurie, cédé moins de deux ans auparavant *en toute propriété* à la maison d'Espagne et gouverné aujourd'hui comme un département français, reçut en même temps de Paris l'intimation de mettre Livourne en état de siége. Murat fut invité à faire connaître « ce que le royaume pourrait fournir à la défense commune. » La Ligurie, qui nous servait déjà de garnison et de station navale, s'accrut par la même occasion d'un supplément de troupes qu'elle dut également entretenir à ses frais, en contractant en outre l'obligation de fournir un nouveau corps de douze cents hommes. Bientôt après, un traité en règle, en date du 24 février 1804, que par une précaution bien superflue Bonaparte fit signer à cette malheureuse république sous prétexte « *de resserrer de plus en plus les liens qui unissaient les deux États*[1] » l'obligea à nous fournir un corps de quatre mille matelots. En retour de ce sacrifice énorme pour un si petit territoire, le Premier Consul osa offrir aux Génois la dérisoire compensation d'une promesse par laquelle il s'engageait lui-même à forcer l'Angleterre à *reconnaître l'indépendance de la Ligurie!* (Article VI.)

L'Italie entière se trouvant ainsi mise à contribution, une autre convention conclue à Paris, le 25 juin 1803, régla la part afférente de la Hollande. La république batave n'avait qu'un intérêt dans ce débat, c'était de garder sa neutralité et, s'il se pouvait, son indépendance. A l'époque des négociations pour la paix d'A-

1. C'est la formule même employée dans le traité. Voir de Clercq, *Recueil des traités de la France*, etc., tome II.

miens, déjà subjuguée et entraînée malgré elle à la remorque de la France, elle s'était efforcée timidement de faire introduire dans le traité une clause ayant pour but de consacrer en fait l'existence indépendante, qu'on lui reconnaissait si libéralement en paroles : mais une injonction aussi dure que péremptoire, dictée par le Premier Consul à M. d'Hauterive l'avait aussitôt rappelée à la réalité de sa situation : « les États qui comme la Hollande, disait cette note, ont été vaincus et conquis après avoir fait la guerre à la France, devraient nous épargner l'embarras de les rappeler au principe de leur existence actuelle : *cette existence c'est de nous qu'ils la tiennent ; nous ne leur devons rien, et ils nous doivent tout!*[1] » S'il en était ainsi, à quoi bon la longue et odieuse comédie du traité de Lunéville, et de tant de déclarations solennelles, garantissant l'indépendance de la république batave ? Et à quoi bon des *conventions* avec un pays *vaincu et conquis ?* Il y a quelque chose de plus révoltant que les brutalités de la force, ce sont ses lâchetés et ses hypocrisies. Quoi qu'il en soit, s'il restait quelque illusion aux patriotes qui s'étaient flattés de sauvegarder les intérêts de leur pays à force de soumission et de déférence envers le gouvernement français, le traité du 25 juin leur montra combien ils s'étaient trompés. La république batave devait entretenir dix-huit mille hommes de nos troupes, indépendamment des siennes propres montant à seize mille, ce qui formait un total de trente-quatre mille hommes. Elle devait fournir en outre cinq vaisseaux de guerre, cinq frégates, cent

1. Dépêche de M. d'Hauterive à Joseph, 6 janvier 1802.

chaloupes canonnières, portant de trois à quatre cents canons, deux cent cinquante bateaux plats, plusieurs centaines de bâtiments de transport. Telle était l'effroyable réquisition qu'on osait faire peser sur un pays ami qui, tirant sa subsistance de sa marine et de ses colonies, avait vu tarir en même temps toutes les sources de sa richesse. En retour la république française lui garantissait *l'intégrité de son territoire, et la restitution de ses colonies* (art. v). Le Premier Consul s'engageait ainsi à résoudre le singulier problème qui consistait à restituer la partie en gardant le tout!

La république helvétique, devenue notre sujette depuis l'acte de médiation, exigeait beaucoup plus de ménagements que la Hollande. La Suisse, par sa situation géographique, et par l'énergie de ses habitants, pouvait à un moment donné devenir un grave danger pour nous; elle n'offrait d'ailleurs que peu de ressources matérielles, et les exactions qui avaient fourni les fonds de l'expédition d'Égypte l'avaient pour longtemps ruinée. On ne pouvait donc songer à lui arracher de l'argent, on lui demanda des hommes. Elle s'engagea par une capitulation signée à Fribourg, le 27 septembre 1803, à nous fournir une armée de seize mille hommes, plus un dépôt de quatre mille hommes destiné à l'alimenter. Ces troupes durent être entretenues à nos frais. Un traité d'alliance offensive et défensive, signé le même jour, stipula que dans le cas d'une attaque dirigée contre le territoire français, les cantons nous fourniraient huit mille hommes de plus, ce qui porta le nombre total du contingent suisse à *vingt-huit mille hommes*. C'était mettre près du vingtième de la population mâle à la merci des hasards de

la guerre, et cela pour la défense du pouvoir qui avait ôté à la Suisse son existence nationale!

Restaient à rançonner l'Espagne et le Portugal. Le Portugal était, fort heureusement pour lui, placé un peu loin de notre portée, pas assez toutefois pour être complétement à l'abri de nos exigences. Entraîné bon gré ou mal gré dans l'orbite de l'Angleterre, ce petit État s'était trouvé autrefois en état de guerre avec nous, mais sans pouvoir nous faire par lui-même ni bien ni mal; tout son tort était de s'être livré à nos ennemis, contre lesquels il lui était impossible de se défendre. Il avait expié ce tort; et nous lui avions imposé une paix des plus onéreuses, grâce au secours que nous avait fourni l'Espagne. Il ne nous avait donné depuis lors aucun sujet de plainte. Quant à l'Espagne, elle avait depuis longtemps mille raisons d'être mécontente et irritée contre nous. Les ingérences du Premier Consul dans les affaires intérieures de ce pays, son attitude ouvertement menaçante, à l'époque de la coopération espagnole contre le Portugal, son manque de foi cynique au sujet de ce royaume d'Étrurie en échange duquel il avait reçu la Louisiane, et dont il n'avait pas cessé un instant de rester le maître absolu, ses procédés insultants envers un roi faible d'esprit, mais plein de bonté, d'attachement et d'admiration pour lui, enfin le sacrifice qu'à l'époque du traité d'Amiens il avait imposé à l'Espagne par l'abandon de l'île de la Trinité, abandon contraire à tous nos engagements, et par-dessus tout cela les rancunes d'un favori vaniteux et léger, mais nullement pervers, qu'il s'était plu tantôt à caresser, tantôt à humilier sans mesure, tous ces griefs accumulés avaient jeté beaucoup de froideur

dans nos relations avec le gouvernement espagnol. Comme la Hollande, comme Naples, comme la Suisse, commé Gênes, comme le Portugal et l'Étrurie, l'Espagne épuisée eût été heureuse de rester neutre dans la querelle qui venait de s'engager; mais pour maintenir une telle position une chose lui manquait, la seule qui fût alors efficace, la force! Le Premier Consul avait d'ailleurs contre elle une arme terrible dont il n'était pas homme à se dessaisir: c'était le traité de Saint-Ildephonse.

Ce traité conclu en 1796, entre le roi d'Espagne et la république française, avait lié les deux États par une alliance *à perpétuité*, aux termes de laquelle ils s'engageaient à se soutenir l'un l'autre en cas de guerre, par des forces de terre et de mer dont la quotité même était prévue et fixée. Pour mettre la puissance requise en demeure de s'exécuter, une simple demande devait suffire, « sans qu'il fût nécessaire d'entrer dans aucune discussion relative à la question si la guerre était offensive ou défensive » (art. VIII)[1]. Une telle convention était un monument de l'imbécillité du monarque et de l'imprévoyance du ministre, car elle avait pour effet infaillible de mettre la puissance faible à la discrétion de la puissance la plus forte.

Pour juger du genre d'interprétation que Bonaparte donnait à ce traité, il n'est pas besoin de se demander ce qu'il aurait répondu si le roi d'Espagne avait eu la fantaisie d'invoquer ses secours pour une guerre quelconque, il suffit de se rappeler sa conduite à l'époque de la conclusion du traité d'Amiens. L'Espagne ne

1. De Clercq, *Recueil des traités*, etc, tome Ier.

voulait alors à aucun prix céder l'île de la Trinité, elle avait mille fois le droit de réclamer le *casus fœderis* et de nous requérir de continuer la guerre; il l'avait contrainte par ses menaces et ses intimidations, à abandonner aux Anglais cette rançon de nos propres colonies. Cependant le traité de Saint-Ildephonse disait en propres termes que la paix « ne devait être faite que d'un commun accord; » il ajoutait que la puissance attaquée ne pourrait faire de paix séparée qu'à la condition « qu'il n'en résultât *aucun préjudice contre la puissance auxiliaire* » (art. XIV).

Ce traité léonin, surpris à l'incapacité d'un ministre frivole, n'était pas seulement nul de plein droit dès l'origine, parce qu'à supposer qu'il eût été exécuté de bonne foi, il mettait les deux nations à la merci du caprice d'un gouvernement étranger, il avait été invalidé depuis par toutes les violences que le Premier Consul avait fait subir à l'Espagne, et par toutes les infractions qu'il y avait lui-même commises. Bonaparte ne l'invoqua pas moins pour contraindre l'Espagne à déclarer la guerre à une nation avec laquelle elle avait toute sorte de bonnes raisons de vivre en paix; mais comme il attendait peu d'efficacité d'une coopération arrachée par la force, il déclara être prêt à se contenter d'un subside en argent qu'il fixa lui-même à six millions par mois ou soixante-douze millions par an. On fit savoir en même temps à la cour de Madrid que, si elle refusait de se soumettre à ces conditions, Augereau allait entrer en Espagne, avec l'armée qui campait à Bayonne. Cette cour, tremblante, partagée entre la crainte d'une invasion et le désir de se soustraire au joug, embrassait tour à tour les résolutions les plus

opposées. Tantôt elle proposait des rabais sur le prix véritablement immodéré auquel on mettait son repos, tantôt elle se décidait à des mesures de vigueur, se promettait de résister, annonçait une levée de cent mille hommes pour maintenir l'indépendance nationale. A ces fluctuations sans dignité elle ajouta des torts de conduite qui donnaient prise contre elle, laissa enlever deux de nos vaisseaux sous le canon d'Algésiras, montra une mauvaise volonté, d'ailleurs assez naturelle, à nos escadres qui relâchaient dans ses ports. Notre ambassadeur Beurnonville reçut ordre d'exiger sur-le-champ que le gouverneur d'Algésiras fût puni, et la levée de cent mille hommes contremandée, sans quoi notre armée allait aussitôt entrer en Espagne, et c'en était fait de la monarchie espagnole. « Il faut, disait Bonaparte en forme de conclusion, que j'arrive à l'une de ces trois choses : ou que l'Espagne déclare la guerre à l'Angleterre; ou qu'elle paye le subside; ou que nous lui fassions la guerre, car cela ne peut durer [1]. » Avec un ministre un peu plus fier que le prince de la Paix, ce dernier résultat eût été rendu inévitable par de pareils procédés; mais le Premier Consul savait à n'en pas douter que la peur qu'il inspirait au favori l'emportait de beaucoup sur ses timides velléités de révolte; et le consentement de la cour d'Espagne au traité de subsides se faisant encore attendre malgré ces menaces, il résolut de la frapper d'épouvante par une de ces terribles surprises dont il avait seul le secret. Le secrétaire d'ambassade Hermann fut envoyé à Beurnonville avec une lettre du Premier Consul pour

1. Bonaparte à Talleyrand, 14 et 16 août 1803.

le roi d'Espagne, et avec une note destinée à M. de Cevallos, le ministre des affaires étrangères. La première de ces pièces révélait au roi les trahisons et les machinations dont il était censé être victime de la part du favori, la seconde qui était une confidence adressée à tout un ministère, allait avoir pour effet de rendre sa honte publique en dénonçant les relations du favori avec la reine. Beurnonville devait communiquer au prince de la Paix une copie de la lettre et de la note, il devait lui faire connaître que l'une et l'autre ne seraient remises à leur adresse qu'autant qu'il refuserait de consentir au traité. Le prince reçut en effet cette communication des mains du secrétaire Hermann; il y lut, en versant des larmes de honte et de colère, la dénonciation de ses rapports avec la reine, désignés en termes voilés mais suffisamment clairs dans la lettre au roi, révélés ouvertement dans la note destinée au ministre, et accompagnés dans l'une et dans l'autre des plus sanglantes insultes que puisse recevoir un homme. La note disait « que les Français qui avaient placé les Bourbons sur le trône d'Espagne sauraient retrouver le chemin de Madrid, pour en expulser un homme qui avait vendu la France à Badajoz, *ce favori parvenu par la plus criminelle de toutes les voies* à un degré de faveur inouï dans les fastes de l'histoire moderne[1]. » La lettre adressée au roi n'était guère moins explicite, Bonaparte le priait « d'ouvrir les yeux sur le gouffre creusé sous le trône. L'Europe entière était affligée autant qu'indignée de *l'espèce de détrônement* dans lequel le prince de la Paix se plaisait à pré-

1. Bignon, *Histoire diplomatique.*

senter S. M. à tous les gouvernements. C'est lui, continuait-il, qui est *le véritable roi d'Espagne*, et je prévois avec peine que je serai forcé de faire la guerre à ce nouveau roi.... Que V. M. remonte sur son trône, qu'elle éloigne d'elle un homme qui s'est par degré emparé de tout le pouvoir royal, et qui conservant dans son rang les passions basses de son caractère, ne s'est jamais élevé à aucun sentiment qui pût l'attacher à la gloire, n'a existé que par ses propres vices, et sera toujours gouverné uniquement par la soif de l'or. Je dois croire qu'on aura tellement caché tous les événements à V. M. que ma lettre lui sera pour ainsi dire toute nouvelle, *et je suis véritablement affecté de la peine que je prévois qu'elle lui fera.* Mais enfin ne vaut-il pas mieux qu'elle voie clairement le véritable état des affaires de son royaume[1] ? »

Qu'on les envisage au point de vue des rapports d'homme à homme, ou au point de vue de la dignité du souverain, cette note et cette lettre constituaient la plus mortelle injure qui pût être infligée à celui qu'elles prétendaient éclairer. Et quels étaient les torts de ce roi débonnaire qu'on souffletait à la fois comme homme, comme monarque et comme époux ? Il avait été l'admirateur enthousiaste du général Bonaparte ; il faisait profession d'être son ami ; il avait été notre plus fidèle allié. Mais on avait cruellement abusé de sa bonne foi. On l'avait violenté à l'époque du traité de Badajoz, dupé dans l'affaire du royaume d'Étrurie, dupé et violenté à la fois à l'époque du traité d'Amiens ; et au moment de voir son pays entraîné par nous

1. Bonaparte au roi d'Espagne, 18 septembre 1803.

dans une guerre injuste et ruineuse il avait des scrupules, il tergiversait. Pour en finir avec ses hésitations le Premier Consul allait lui infliger publiquement un de ces affronts irréparables devant lesquels les hommes les plus grossiers reculent d'ordinaire, comme s'ils ne se reconnaissaient pas le droit de faire une blessure que rien ne peut venger ni guérir, comme s'ils sentaient que ces outrages avilissent encore plus celui qui les fait que celui qui les reçoit. Adressée à un être faible, sans défense, écrasé sous le poids de ses responsabilités, l'offense prenait un caractère bas et répugnant, elle avait quelque chose du coup de stylet porté dans l'obscurité à un adversaire désarmé. Jamais un homme, ayant le sentiment de l'honneur ou les délicatesses de cette civilisation si humaine du dix-huitième siècle, n'aurait consenti à employer ce guet-apens à la Borgia. On retrouve là tout entier comme dans toutes les situations extrêmes, le Corse à l'esprit subtil, aux passions violentes et sauvages, qui ne recule devant aucun moyen pour arriver à son but. La tragédie si connue de Bayonne, que Bonaparte, ainsi qu'on le voit, prépara de longue main, se présente sans doute à l'esprit sous des couleurs plus noires, mais elle a peut-être quelque chose de moins odieux que cette trahison consommée avec une cruauté si doucereuse.

Cependant le coup fut en partie manqué. Le favori ayant, malgré les menaces du Premier Consul, refusé de nouveau d'accéder à toutes les clauses du traité, résistance très-honorable pour lui, car elle pouvait le perdre et ne lui offrait aucun avantage personnel, Beurnonville se présenta hardiment chez le roi et lui

remit en propres mains la lettre de Bonaparte; mais le roi, prévenu qu'elle contenait des expressions désobligeantes, refusa de l'ouvrir et assura l'ambassadeur qu'il était inutile de la lire puisque le ministre d'Espagne à Paris avait reçu l'ordre de signer le traité. C'est ce qui eut lieu en effet. M. d'Azara, averti qu'il fallait se soumettre, conclut cette étrange alliance le 19 octobre 1803 en faisant accepter en partie au cabinet français les restrictions qu'avait soutenues le prince de la Paix, dont les efforts ne furent pas tout à fait perdus pour son pays.

Ainsi fut obtenu de l'Espagne le subside de six millions par mois. C'est à ce prix, et en quelque sorte le couteau sur la gorge, que le roi crut acheter sa neutralité dans la nouvelle guerre, car il se flatta qu'en dépit de cette coopération si mal déguisée l'Angleterre consentirait à épargner l'Espagne, et à lui laisser ses colonies. La soumission de l'Espagne entraînait forcément celle du Portugal jusque-là récalcitrant. La première de ces puissances dut même s'engager par un article du traité (art. 7) à contraindre son faible voisin à signer également un traité de subsides : n'était-ce pas le sublime de l'art que d'employer l'opprimé à soutenir et à propager l'oppression? Cette convention fut consentie par le Portugal le 19 décembre de la même année; elle est remarquable par la façon dont elle fut motivée. Cet État, ne nous ayant donné aucun sujet de plainte qu'on pût exploiter contre lui avec quelque vraisemblance, était censé convertir en un subside pécuniaire de seize millions les obligations résultant de son premier traité de paix avec la république française, signé le 29 septembre 1801. Or ces obligations

n'étaient autres que l'engagement de fermer ses ports aux Anglais « jusqu'à la paix entre la France et l'Angleterre, » c'est-à-dire pendant toute la durée de la guerre, alors sur le point de finir. Cette guerre avait pris fin, la paix d'Amiens avait été conclue, l'obligation relative à la fermeture des ports était par conséquent éteinte. Le Portugal ne dut pas moins payer *seize millions* de subside pour se dispenser d'exécuter de nouveau cette disposition frappée de caducité, et pour conserver une neutralité dont il ne pouvait plus sauver que les apparences.

Grâce à ces secours, si singulièrement obtenus, aux ressources produites par les offrandes soi-disant volontaires de nos départements et de nos villes, à la vente de la Louisiane dont nous allions recevoir le prix après l'avoir acquise par un marché où nous n'avions donné que de la fausse monnaie, Bonaparte se trouva en état de faire face aux frais de la guerre sans avoir à recourir, pour le moment du moins, ni aux augmentations d'impôt ni aux emprunts, que l'Angleterre moins hardie dans sa façon de comprendre la politique était obligée de subir. Ce système financier était, il faut en convenir, ingénieusement imaginé pour nous empêcher de sentir le poids de la guerre, car il en faisait retomber tout le fardeau sur des peuples qui n'en devaient avoir ni la gloire ni les profits, et qui ne pouvaient attendre de la victoire qu'une aggravation de leurs maux; mais inique et révoltant au point de vue du droit, il était désastreux au point de vue de notre influence en Europe. « Le Premier Consul, a-t-on écrit à ce sujet, avait pris une résolution *dont on ne saurait nier la justice;*

c'était de faire concourir toutes les nations maritimes à notre lutte contre la Grande-Bretagne[1]. » Et l'on part de là pour justifier les odieuses exactions que je viens d'exposer. N'était-il pas, ajoute-t-on, de l'*intérêt* de ces nations que l'Angleterre fût écrasée? Ne devaient-elles pas désirer mettre fin à la *tyrannie des mers?*

On peut essayer d'expliquer de pareilles aberrations par le long et mémorable aveuglement qui les a produites, mais il y aurait quelque ridicule à entreprendre de les réfuter. Les peuples sur qui pesait alors la dure tyrannie déjà maîtresse de la moitié du continent, songeaient, on peut le croire, fort peu à s'insurger contre la tyrannie du droit de visite! Ils savaient faire la différence entre un procédé vexatoire qui s'exerçait sur quelques vaisseaux marchands et l'impitoyable domination qui envahissait tout chez eux depuis le gouvernement jusqu'aux propriétés privées. Ils avaient appris dès lors à discerner par quels moyens Bonaparte se proposait de faire leur bonheur malgré eux! Ils ne se consolaient pas en se disant que c'était pour leur plus grand bien et avec les meilleures intentions qu'il les dépouillait : pour détester en lui leur oppresseur, il leur suffisait de voir le mépris, la brutalité et le cynisme avec lesquels s'étalait au grand jour ce banditisme international. A supposer que de pareilles iniquités nous épargnassent quelques embarras pour le présent, que nous préparaient-elles pour l'avenir? Quels sentiments pouvaient-elles faire naître chez les peuples que nous

1. Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire.*

exploitions après les avoir humiliés? et quelles haines implacables ne devaient-elles pas laisser chez ces souverains, ces hommes d'État si cruellement blessés? Le *prince* de Machiavel eût peut-être été aussi impitoyable envers eux, mais après en avoir fait des ennemis, il ne les eût pas laissé vivre. Il fallait ou l'imiter jusqu'au bout ou ne pas se faire son plagiaire. Oui, cette politique économisait l'argent de la France, mais à quel prix? au prix de son honneur, au prix de son renom de courtoisie et de générosité, au prix de sa popularité parmi les nations, au prix du prestige que lui avaient valu dans le monde les principes nobles, humains, désintéressés de sa révolution. La prodigalité la plus effrénée eût été moins ruineuse et moins funeste qu'une pareille économie. Le *Moniteur* dénonçait chaque matin « l'infernal génie » de l'Angleterre et les moyens *honteux* qu'elle employait pour nous créer des ennemis en Europe. Honteux ou non, elle avait à cet égard un système qui différait beaucoup du nôtre. Notre politique consistait à extorquer aux gouvernements étrangers le plus d'argent que nous pouvions; la sienne consistait à leur en offrir et à leur en donner. On peut l'en blâmer ou l'en absoudre, mais il était impossible qu'à la longue les peuples ne fussent pas frappés de la différence de ces deux procédés, et dans un sens qui ne devait pas nous être favorable.

CHAPITRE II.

LA MÉDIATION RUSSE. — POLÉMIQUE CONTRE L'ANGLETERRE. — RÉORGANISATION DE L'INSTITUT.

La prépondérance extraordinaire que s'arrogeait la France depuis quelques années avait causé beaucoup d'alarmes aux puissances; notre prise d'armes contre l'Angleterre leur donna de grands avantages contre nous. Bonaparte parut sentir la nécessité de les ménager; il poussa d'abord les égards jusqu'à la flatterie, surtout envers la Prusse et la Russie. Mais ses démonstrations n'avaient au fond qu'un but, c'était de les entraîner dans une ligue contre l'Angleterre, car l'idée fixe au service de laquelle il devait dépenser tant de trésors et tant de sang, l'absurde et stérile idée fixe de frapper l'Angleterre en lui fermant le continent, c'est-à-dire en l'armant tout entier contre nous, s'était déjà emparée de son esprit jusqu'à en troubler la lucidité. Au début, connaissant la jeunesse, l'inexpérience et la vanité d'Alexandre, son ambition de jouer un grand rôle, et préoccupé de la nécessité de gagner du temps pour sauver notre marine, il n'avait pas hésité à lui proposer l'arbitrage du démêlé entre la France et l'Angleterre, dans l'espoir de le

gagner si l'Angleterre n'acceptait pas, de le jouer comme à Ratisbonne si elle consentait. Ce qui autorise cette conjecture, c'est qu'il offrait des conditions qu'il avait toujours repoussées jusque-là et dont il n'a pas voulu entendre parler plus tard. Il admettait à peu près tous les points stipulés dans l'ultimatum de lord Whitworth, la cession de Lampédouse à l'Angleterre, l'évacuation de la Suisse et de la Hollande, l'indemnité pour le roi de Piémont, mais il avait grand soin d'y ajouter une clause dont il savait que l'Angleterre ne voulait à aucun prix, la cessation immédiate des hostilités [1]. Cette puissance qui ne s'était décidée à faire la guerre qu'après de longues hésitations mais qui voulait maintenant la faire décisive, n'avait garde d'accepter un arbitrage sans appel et dans lequel elle avait tant de raisons de craindre un piége, mais elle se déclara prête à accepter une médiation, pourvu que la négociation portât « sur tous les différends qui avaient donné lieu à la guerre entre la France et l'Angleterre. »

Alexandre désirait sincèrement maintenir la paix de l'Europe; son ambition de souverain n'excluait pas des passions généreuses et élevées, qui lui donnaient souvent les apparences du don quichottisme; il avait toutefois assez de finesse pour deviner le calcul qui avait inspiré la démarche du Premier Consul. Il voyait bien en outre qu'en lui déférant ce suprême arbitrage, on semblait le considérer lui-même comme n'ayant aucun intérêt dans la question, et comme étranger aux querelles de l'Europe. Bonaparte s'était

1. A la date du 18 juin 1803.

en effet flatté de neutraliser la Russie au prix de ce vain titre de puissance médiatrice, et d'une suprématie tolérée sur la république des Sept Iles. C'eût été acheter à bon marché la complaisance et les services d'Alexandre. Mais c'était un peu trop compter sur son ingénuité ; et ce prince sut déjouer cette façon adroite de le mettre hors du débat, de lui ôter la pensée d'y intervenir pour son propre compte. Si l'on se rappelle que la Russie n'avait jamais cessé d'intercéder auprès de notre diplomatie en faveur de ses clients de Naples, de Piémont et d'Allemagne, que nous lui avions toujours répondu par de fausses promesses ou par des fins de non recevoir, on n'aura pas de peine à concevoir qu'elle avait trop de griefs communs avec l'Angleterre pour s'irriter beaucoup du refus de cette puissance de se soumettre à un arrêt arbitraire et sans appel, qui ne devait trancher qu'une partie des questions engagées dans le débat. Non-seulement Alexandre ne se brouilla pas avec l'Angleterre comme le Premier Consul l'espérait, mais il renouvela en son propre nom ses anciennes réclamations, et protesta avec vivacité contre l'occupation du Hanovre et la nouvelle expédition dirigée contre Naples.

La Russie était représentée à Paris par M. de Markoff, diplomate hautain, fort peu conciliant, mais esprit très-pénétrant, dévoué aux intérêts de son pays, et qui avait vu avec regret et humiliation la duperie dont son souverain avait été l'objet lors de la médiation germanique. Au lieu de chercher à adoucir et à atténuer les représentations dont il était chargé, Markoff les accentua de la façon la plus énergique ; il se sentait fort du mécontentement de sa nation contre la

France, et en plusieurs occasions il ne craignit pas de dire que derrière le Czar il y avait les Russes, affirmation à laquelle la fin tragique de Paul Ier donnait une certaine force. L'irritation de Bonaparte en présence de cette attitude de la Russie fut d'autant plus violente qu'il s'y attendait moins de la part d'Alexandre et des jeunes gens qui étaient alors ses amis et ses conseillers. Incapable de dissimuler son dépit, il s'en prit à Markoff, renouvela à son égard les avanies qu'il avait fait subir à lord Whitworth, et finit par le dénoncer directement à Alexandre comme « se mêlant fréquemment et d'une façon désagréable des intrigues du pays[1] » ce qui lui donnait le droit de demander le rappel de ce « *polisson*[2]. » Malgré cette mauvaise humeur réciproque, la Russie persista à offrir non plus son arbitrage mais sa médiation.

Elle soumit vers le milieu du mois d'août au gouvernement français un aperçu général des concessions qu'elle jugeait propres à amener une réconciliation entre les parties belligérantes. Mais le Premier Consul qui avait invoqué l'arbitrage ne voulait plus entendre parler de la médiation, et les conditions qu'il avait lui-même mises en avant, dans le but unique d'obtenir une suspension d'armes et d'entraîner la Russie, lui paraissaient maintenant d'une *absurdité* choquante. Il exprima ses idées à cet égard dans une série de communications dont le désordre et l'incohérence trahissent le trouble de son esprit[3]. Il ne veut

1. Bonaparte à Alexandre, 29 juillet 1803.
2. A Talleyrand, 23 août.
3. Elles consistent dans deux lettres suivies de deux annexes très-prolixes, adressées à Talleyrand (23 août 1803).

plus à aucun prix consentir à cette cession de Lampédouse qu'il proposait deux mois auparavant ; il refuse de traiter avec l'Angleterre des affaires du continent ; il est tout prêt à évacuer la Hollande et la Suisse, mais *il ne stipulera jamais cette clause dans un article.* Quant aux indemnités demandées pour le roi de Sardaigne, il n'y consentira « que si l'Angleterre rend Ceylan à la Hollande ou la Trinité à l'Espagne. » Il va jusqu'à dire qu'il ne menace ni ne gêne en rien la neutralité des petits États ; s'il y a fait entrer ses troupes, c'est uniquement « parce que l'Angleterre a gardé Malte et violé l'indépendance germanique[1]. » Ces propositions, les seules qui se détachent nettement au milieu d'un flot de déclamations, peuvent faire juger du degré de bonne foi qu'il apportait dans le débat, et des arrière-pensées qui lui avaient dicté sa demande d'arbitrage. Elles mirent fin à la médiation russe ; mais cet avortement laissa à Alexandre quelque chose de plus que le souvenir d'une déconvenue ; car il avait échoué pour son propre compte aussi bien que pour celui de l'Angleterre.

Le résultat fut presque le même avec la Prusse qui avait pourtant beaucoup de raisons d'être moins susceptible que la Russie. Loin d'être animée contre nous de sentiments agressifs, cette puissance nous avait toujours témoigné les dispositions les plus amicales. Particulièrement désireuse d'être agréable au Premier Consul, elle lui avait donné récemment une marque non équivoque de son bon vouloir, en se chargeant de négocier pour lui une sorte d'abdication de la maison

1. Première *annexe.*

de Bourbon en sa faveur, moyennant une somme de quelques millions, proposition que Louis XVIII repoussa avec beaucoup de noblesse et de hauteur, et que Bonaparte se hâta de désavouer aussitôt qu'il en connut l'insuccès et le pitoyable effet[1]. La Prusse avait vu avec une satisfaction nullement dissimulée les coups que nous avions portés à l'Autriche; elle avait profité avec son avidité déjà proverbiale des pertes qu'avait subies la vieille organisation germanique; elle s'était depuis longtemps fait de la neutralité un système dont elle espérait tôt ou tard recueillir de grands avantages. Mais depuis que notre armée s'était emparée du Hanovre, depuis que nous avions mis la main sur le port de Cuxhaven qui appartenait au territoire de Hambourg, depuis que nous menacions ouvertement pour le punir de quelques démonstrations inoffensives, le Danemark, un de ces États maritimes qui étaient censés gémir le plus sous la tyrannie des mers, la Prusse avait commencé à perdre un peu de sa sécurité et donnait des signes évidents d'inquiétude.

Le blocus que les Anglais établirent à l'embouchure de l'Elbe et du Weser, pour punir l'Empire germanique de n'avoir pas défendu la neutralité du Hanovre comme c'était son devoir, les plaintes des commerçants ruinés, les alarmes des petits États allemands, les remontrances de la Russie mécontente, avaient mis le comble aux perplexités de la Prusse. Il eût été d'une bonne politique de les dissi-

1. La négociation eut lieu par l'entremise du président de Meyer, en février 1803; elle ne fut connue du public qu'au mois de juillet suivant, par un article du *Morning-Chronicle*.

per. Une telle puissance, jeune, remuante, ambitieuse, partagée entre ses craintes et ses convoitises, était pour Bonaparte s'il eût voulu la ménager, le plus précieux des auxiliaires dans l'état actuel de l'Europe. Sa neutralité seule suffisait pour tenir une coalition continentale en échec. Elle s'offrit à garantir non-seulement la sienne propre, mais celle de l'Allemagne; pour récompense de sa bonne volonté, elle demandait bien peu de chose, l'évacuation du port de Cuxhaven que nous venions de prendre aux Hambourgeois contre tout droit, et une réduction au minimum nécessaire de notre armée d'occupation dans le Hanovre. Ces offres si modérées du roi de Prusse furent apportées au Premier Consul à Bruxelles, par Lombard, le secrétaire du cabinet prussien, partisan très-décidé de notre influence ainsi que le comte d'Haugwitz son patron. Malheureusement Bonaparte, ici comme avec la Russie, voulait tout ou rien; il n'avait que faire de la neutralité de la Prusse, il lui fallait son alliance et sa coopération active dans la guerre. Il répondit à ses avances par une contre-proposition contenant la promesse de la cession du Hanovre en échange d'un traité d'alliance offensive et défensive. Mais quelque séduisante que fût pour la Prusse la perspective de l'acquisition du Hanovre, l'engagement qu'on lui demandait était beaucoup trop illimité, trop absolu, et surtout trop compromettant eu égard aux intérêts de tout genre qu'elle avait à ménager, soit en Allemagne, soit en Europe, pour tenter sa prudence ou ébranler son indécision. Un parti considérable s'était d'ailleurs formé dans son sein, pour y combattre notre politique et dénoncer les dangers de la

prépondérance française. Elle refusa nos offres, sans cesser toutefois de renouveler ses doléances. Jusqu'à la fin de 1803, elle continua à nous proposer la garantie de la neutralité germanique en échange d'une complète évacuation du Hanovre, et le gouvernement français persista dans ses refus. Ainsi la seule puissance qui fût bien disposée pour nous en Europe, celle que sa position, ses antécédents, ses intérêts bien ou mal compris rendaient en quelque sorte solidaire de la France, fut peu à peu amenée à un état de froideur et presque d'hostilité à notre égard par des exigences aussi injustes qu'inopportunes.

Cette situation inquiétante du continent, si paisible à la surface et au fond si profondément troublé, était faite ce semble pour refroidir nos ardeurs conquérantes. Tous les éléments d'une grande coalition européenne étaient prêts, elle n'attendait qu'une occasion pour se former; les grandes puissances étaient jalouses et irritées, les petits États tremblaient devant nous en invoquant tout bas un libérateur, et parmi tant de sujets, nous n'avions plus un seul allié : à ne considérer les choses qu'au point de vue du succès et de la prudence, il y avait là de quoi faire naître des doutes sur l'opportunité d'une expédition d'Angleterre, car en mettant les choses au mieux et en supposant notre armée débarquée par miracle au delà du détroit, pour peu que la nation anglaise eût l'idée de prolonger sa résistance, comme il était assez naturel de le craindre, la France allait se trouver découverte et à la merci de ses nombreux ennemis. Ces considérations ne pouvaient échapper à l'esprit pénétrant de Bonaparte, mais il était déjà trop enivré de sa toute-puissance

pour paraître reculer après tant de bruyantes forfanteries. Il était de retour à Paris depuis le 15 août, après un voyage qui n'avait été qu'une longue ovation. Partout on l'avait acclamé comme le « vainqueur de l'Angleterre » et partout il avait accepté, avec son impassible assurance, ces félicitations un peu anticipées. A Anvers, le président du conseil général des deux Nèthes l'avait salué du nom de « *Napoléon le Grand*, » manifestation qui, on peut le croire, ne fut pas absolument spontanée, car la gradation d'honneurs et de flatteries qu'elle couronnait, était trop savante pour avoir été inspirée par le seul enthousiasme. A Rome, le mot *maximus* était celui qui précédait immédiatement le mot *imperator*. Il fallait que ce mot eût été prononcé pour que Séguier pût lui dire en le complimentant lors de son retour à Paris : « Les magistrats *sont fiers d'apporter à vos pieds* le tribut de leurs cœurs. »

Celui qui encourageait de telles paroles au sein d'un État encore républicain de nom, et qui brûlait d'impatience de consommer tous les changements qu'elles annonçaient, ne pouvait revenir en arrière sans diminuer le prestige auquel il tenait le plus, celui de sa force et de sa supériorité militaire, et par suite sans exposer ses projets les plus chers à de nouveaux ajournements. Pour faire ce dernier pas vers le pouvoir suprême, pour saisir cette couronne tant convoitée, il lui fallait soit de grands succès qui lui permissent de réclamer une pareille récompense, soit une crise qui lui offrît un prétexte pour invoquer le salut public. Il s'efforçait en conséquence de maintenir le pays dans cet état de fièvre qui prépare les esprits

aux grands événements. Il activait les apprêts de son *invincible armada*, concentrait peu à peu ses bâtiments dans les bassins de Boulogne, hérissait nos côtes de canons pour tenir les Anglais à distance, fanatisait ses troupes par ses excitations en même temps qu'il les disciplinait par de continuels exercices.

Le *Moniteur* reprit la polémique contre l'Angleterre avec un redoublement de haine et de violence. Cette fois il n'était plus permis de s'y tromper, Bonaparte n'était plus seulement l'inspirateur, mais le plus souvent l'auteur de ces manifestes injurieux qui ont été en partie conservés parmi ses œuvres.

Ces invectives, dont le ton rappelle assez fidèlement celui des polémiques jacobines — car Bonaparte ne put jamais se défaire complétement de ce style pour l'avoir trop longtemps pratiqué — étaient d'ordinaire des réponses à des articles extraits des journaux anglais, souvent même elles n'étaient que de simples notes jetées au bas de la page, mais leur accent péremptoire et provoquant formait une complète dissonance avec les allures composées du journal officiel et trahissait la main du maître. Ces curieux factums commençaient assez souvent sur un ton de modération et de haute impartialité des plus édifiants, mais bientôt le tempérament reprenait le dessus, et il était rare qu'ils ne finissent pas par un torrent d'insultes. Le *Morning-Post* ayant avancé dans un de ses numéros que jamais le peuple anglais n'avait montré autant de vigueur, d'unanimité, d'esprit public et de zèle pour la défense nationale, ce qui est un fait rigoureusement historique, le *Moniteur* s'empressa de relever cette affirmation qui ne pouvait être de son goût : « Vous

aviez en Europe, dit-il, la réputation d'une nation sage, mais vous avez bien dégénéré de vos pères! Tous vos discours inspirent sur le continent le mépris et la pitié.... *L'état de maladie de votre roi s'est communiqué à la nation entière*. Jamais peuple n'a été entraîné si rapidement par cet esprit de vertige qui se manifeste chez les peuples quand Dieu le permet. » Comme preuve de cet état de folie et d'insanité, il leur citait le blocus de l'Elbe et du Weser qui avait selon lui compromis l'intérêt de *leur commerce et de leurs manufactures*, auquel visiblement ils n'entendaient plus rien. Il leur reprochait ensuite comme un autre trait d'aveuglement leur levée en masse, « la plus funeste des extrémités auxquelles puisse être réduite une nation. Vous nous menacez, ajoutait-il, de M. Pitt, de lord Whitworth, que vous faites colonels, et votre roi exerce à cheval sa troupe afin de lui communiquer cette ardeur guerrière et cette expérience qu'il a acquises dans tant de combats!!.. »

Quelle que fût l'inexpérience de ces soldats improvisés, il était évident que la levée en masse déplaisait à Bonaparte, et en cela le sarcasme n'était pas heureux. La situation de l'Irlande lui fournissait un argument plus solide et plus juste. L'insurrection de Robert Emmett et de Thomas Russell, encouragée et préparée en partie par le gouvernement français, venait d'échouer misérablement dans ce malheureux pays (en juillet 1803). Les conjurés forcés d'agir prématurément, par suite de l'explosion d'un magasin à poudre, avaient été dispersés, puis arrêtés après une lutte insignifiante; ils n'avaient pu qu'honorer leur cause par la noblesse et la fermeté de leur attitude dans

le procès qui aboutit à leur condamnation. On se rappelle que Pitt avait quitté le ministère, pour avoir tenté, contre la volonté d'un roi bigot et obstiné, de relever les catholiques irlandais de leurs incapacités civiles et politiques. L'insurrection qui était venue justifier la prévoyance du ministre avait confirmé le roi Georges III dans son absurde résistance. Le reproche adressé à l'Angleterre au sujet des Irlandais était donc juste, même dans la bouche de Bonaparte, et bien qu'il eût déjà fait autour de lui plusieurs Irlandes, mais il le faussait par la ridicule exagération avec laquelle il l'exprimait. Feignant de croire que les Irlandais n'avaient pas le libre exercice de leur religion, parce qu'elle n'y jouissait pas de tous les priviléges accordés à l'Église anglicane : « Vous savez bien pourtant, s'écriait-il, que la chose la plus sacrée parmi les hommes, c'est la conscience, et que l'homme a une voix secrète qui lui crie que rien ne peut *l'obliger à croire ce qu'il ne croit pas*. La plus horrible de toutes les tyrannies est *celle qui oblige les dix-huit vingtièmes d'une nation à embrasser une religion contraire à leur croyance*, sous peine de ne pouvoir ni exercer les droits de citoyen ni posséder aucun bien.... Ils étaient dépourvus de toute pudeur ces hommes qui ont brigué la honte de succéder aux Pitt et aux Grenville aux conditions imposées par un prince malade, sans foi, qui dans le siècle où nous sommes *a rétabli les lois des Néron et des Domitien, et persécuté comme eux l'Église catholique!* Ils n'ont pas trouvé cet exemple dans votre histoire ; vos pères avaient plus de vertu, plus de respect national. Quel est donc le sort que le *destin* vous a préparé ? Il échappe aux calculs de toute intelligence

humaine.... Le ciel ne donne aux nations des princes vicieux ou aliénés que pour châtier et abaisser leur orgueil[1]. »

Dans cette longue diatribe, le général écrivain abusait quelque peu d'un fait après tout fort honorable pour la nation anglaise et surtout pour ses institutions. Le roi Georges III avait été à plusieurs reprises, pendant le cours d'un règne déjà long, frappé d'aliénation mentale sans que les affaires publiques en eussent ressenti le moindre inconvénient Au moment où elles étaient le plus prospères ou le plus embrouillées, le public apprenait à l'improviste que le roi avait eu une rechute et qu'on lui avait mis la camisole de force, et il n'en était pas plus ému, preuve évidente s'il en fut jamais, que la nation se gouvernait elle-même et que le souverain n'y était pas tout. Qu'on se demande ce qui serait advenu en France à la même époque, si le Premier Consul y avait éprouvé un semblable accident! De quel prix ne devions-nous pas payer plus tard la démence beaucoup moins caractérisée, mais beaucoup plus dangereuse qui le conduisit à Moscou? Il y avait donc à la fois mauvais goût et maladresse à exploiter contre l'Angleterre une circonstance glorieuse pour elle. Il n'était ni généreux ni noble de relever un fait pénible, indépendant de toute volonté humaine et affligeant même pour des ennemis; mais c'était la récrimination à laquelle le *Moniteur* revenait le plus volontiers et le plus fréquemment. « Pourquoi sommes-nous en guerre? répondait-il vers le même temps à un pamphlet anglais; parce que le peuple

1. *Moniteur* du 13 octobre 1803.

anglais n'a pour diriger ses affaires qu'*un roi fou* et un premier ministre qui a le caractère d'*une vieille gouvernante*[1] ! »

On ne se contentait pas de ces basses insultes, on y joignait les plus sinistres prédictions, et le journal officiel ne se lassait pas de prophétiser la ruine et l'humiliation de l'Angleterre. Il lui annonçait toutes les convulsions que nous avions éprouvées pendant la tourmente révolutionnaire. Dans leur levée en masse, disait-il, les propriétaires anglais *n'ont eu d'autre objet en vue que la conservation des trésors qu'ils disent menacés par les sans-culottes français*; de là l'indifférence des sans-culottes anglais au milieu de ce prétendu mouvement national, et bientôt sans doute leur révolte contre leurs maîtres. Ceux-ci figuraient seuls dans les levées de volontaires; le peuple se gardait bien de s'y laisser enrégimenter; on aurait donc bon marché de cette armée de parade : « si les légions de César ajustent aux visages, gare que cette belle troupe ne s'occupe bientôt de pourvoir à sa sûreté individuelle ! » Ces rassurantes prophéties étaient confirmées par des notes qui étaient censées émaner de voyageurs ou de prisonniers français retenus en Angleterre, et dépeignaient comme imminente dans ce pays la révolte du pauvre contre le riche. Maintenant que le pauvre était armé, cette guerre sociale devenait inévitable[2].

Aux prédictions se joignirent bientôt les présages. Le Premier Consul étant reparti pour Boulogne vers

1. Voir, entre autres, le *Moniteur* des 10, 20 et 22 novembre 1803.
2. *Moniteur* du 10 novembre 1803.

le commencement du mois de novembre, le *Moniteur* imprima gravement la correspondance suivante quelques jours après son départ :

« On a remarqué *comme des présages*, qu'en creusant ici *pour établir le campement du Premier Consul*, on a trouvé une hache d'armes qui paraît avoir appartenu à l'armée romaine qui envahit l'Angleterre. » Le fait était en effet singulier, mais après tout il n'avait rien que de fort possible. Mais un événement analogue s'était passé au même moment à Ambleteuse, et cette fois encore c'était à l'occasion du campement du Premier Consul : « On a trouvé aussi, ajoutait la note, à Ambleteuse, en travaillant *à placer la tente du Premier Consul*, des médailles de Guillaume le Conquérant. Il faut convenir que ces circonstances *sont au moins bizarres ;* et elles paraissent plus singulières encore si on se rappelle que lorsque Bonaparte visita les ruines de Péluse, en Égypte, il y *trouva un camée de Jules César*[1]. »

Et tout ce merveilleux était daté de Boulogne, *le dix-huit brumaire !* On voit par là que si Bonaparte croyait au fatalisme, il possédait aussi l'art de s'en servir, et savait à l'occasion faire parler le Destin. Le correspondant du *Moniteur* négligeait d'ajouter que ces médailles de Guillaume étaient commémoratives de la conquête ; c'était de la modération de sa part. En ce qui concerne le camée de Péluse, la vérité avait été quelque peu embellie. D'abord il n'était pas de César mais d'Auguste, et ensuite il n'avait pas été trouvé par Bonaparte, mais par un savant attaché à l'expédition, ce

1. *Moniteur* du 12 novembre.

qui n'avait plus rien de surnaturel. Quand on examine de près par quels moyens misérables on réussit à s'emparer des imaginations, à faire croire à son étoile et à se faire appeler l'homme du destin, on prend l'humanité en dégoût, et l'on ne saurait dire qui l'on méprise le plus ou de celui qui s'est abaisssé à de si grossières jongleries, ou de ceux qui ont pu en être dupes.

Parmi tous les moyens propres à exciter l'imagination des hommes, il n'y en avait plus qu'un qui n'eût pas été mis en œuvre : c'était la poésie, inspiration venue du ciel comme les oracles, mais qu'il était moins facile de faire bien parler. Ç'a été particulièrement le désespoir de Bonaparte de n'avoir jamais réussi à mettre la main sur un grand poëte, pour lui faire chanter ses exploits et réveiller à l'occasion l'ardeur guerrière de la nation. Il n'avait en matière d'art et de littérature qu'un goût des plus discutables, car sa passion même pour Ossian n'avait été qu'une affectation imaginée à l'époque où il jouait au héros de désintéressement; mais il sentait qu'il y avait là une grande force; et c'est à ce titre qu'il eût voulu utiliser la poésie. Il eût volontiers enrôlé dans son armée une cohorte de poëtes, qui eussent été quelque chose comme des tambours d'un ordre tout à fait supérieur. Mais la fortune lui refusa toujours cette faveur; il s'étonnait lui-même de ne pouvoir inspirer que des Tyrtées de bas étage, et il avait coutume de se plaindre amèrement de cette injustice du sort. Jamais il ne lui vint à l'esprit que de l'argent et de bonnes places ne fussent pas un attrait suffisant pour faire créer des chefs-d'œuvre. Il éprouva cependant d'assez bonne

heure l'inefficacité de cette méthode, pour réformer ses idées à cet égard. A l'occasion du renouvellement de la guerre, un appel général fut adressé à tous les rimeurs en disponibilité, et des récompenses furent promises à ceux qui se distingueraient le plus dans ce concours d'outrages et d'imprécations ouvert contre l'Angleterre. Mais le résultat ne répondit pas à l'attente du Premier Consul. Il est difficile d'imaginer quelque chose de plus plat, de plus morne et de plus lamentable que ces productions écloses sous l'œil d'une police tutélaire. Le journal officiel publia une série de ces poëmes, vers la même époque où il annonça l'exposition de la tapisserie de Bayeux et commenta à sa façon cette illustration des exploits de Guillaume. Ces poëmes étaient d'une inspiration tellement pauvre et piteuse qu'ils avaient de quoi dégoûter à tout jamais le public des passions qu'on voulait lui inspirer, si le public les avait lus. Lebrun-Pindare ouvrit la marche par une *ode nationale*, composition des plus grotesques dans laquelle il dépeignait tous les fleuves de la terre poussés à bout par les procédés de la *Tamise*, venant crier vengeance contre elle au tribunal de *Neptune*. Le morceau principal était un discours de la *Seine*, dans lequel la *Tamise*, sa perfidie et son arrogance étaient appréciées à leur juste valeur et dénoncées à l'indignation du genre humain. La pièce se terminait par une prédiction où la ville de Londres était fort maltraitée :

« Tremble, *nouvelle Tyr*, un nouvel Alexandre
« Sur l'onde où tu régnais va disperser ta cendre,
« Ton nom même n'est plus [1]! »

1. *Moniteur du* 30 août.

Cette ode avait été payée trois mille francs à Lebrun qui était déjà pensionné comme *poeta cesareo*. On pouvait s'attendre à avoir pour ce prix des vers de meilleure qualité.

On eut ensuite la « *poésie sur la Descente*, » par Crouzet, autre versificateur du temps[1], et une multitude d'autres élucubrations du genre noble, dont la monotonie était égayée parfois par des pièces en style plaisant, afin qu'il y en eût pour tous les goûts. Mais la gaieté stipendiée était encore plus triste que l'enthousiasme *par ordre*; elle tournait tout à fait au lugubre. On ne trouverait dans aucune littérature un morceau aussi nauséabond et aussi accablant pour l'esprit, que le poëme drôlatique en quatre chants sur les *Goddam* par un *French dog*, et occupant *dix colonnes du Moniteur*, qui eut pour mission de mettre les rieurs de notre côté et de nous gagner les sympathies des loustics européens[2]. De telles productions n'étaient guère plus propres à stimuler l'humeur belliqueuse de la nation qu'à assurer à celui qui les payait le titre traditionnel de protecteur des lettres. Les lettres n'étaient alors que trop protégées et c'est justement là ce qui les tuait. S'il arrivait en effet par une sorte de miracle, qu'il se produisît quelque œuvre spontanée, si misérable qu'elle fût, en dehors de l'inspiration officielle, c'était aussitôt un cri d'alarme et de suspicion, et le malheureux auteur était signalé, menacé, comme s'il avait empiété sur les droits les plus sacrés de l'État. Un inconnu ayant écrit, sans être payé pour cela, ce qui parut

1. *Moniteur* du 25 décembre.
2. *Moniteur* du 26 décembre.

prodigieusement suspect, quelques couplets intitulés : *Invitation à partir pour l'Angleterre*, Bonaparte écrit aussitôt au grand juge Régnier :

« *Il est convenable de connaître l'auteur de cette chanson. Quoiqu'elle paraisse faite dans des intentions louables, l'autorité de la police ne doit être étrangère à aucun mouvement*[1]. » Etrangère à aucun mouvement! Quoi! pas même au mouvement d'un rimailleur composant une chanson? Ainsi la police était, dès cet âge d'or du Consulat, le collaborateur obligé des écrivains, et l'on cherche la cause de l'épuisement et de la nullité de cette littérature! Il n'y a jamais eu de grande époque littéraire sans une entière indépendance de l'esprit. On pourrait prouver que même sous Louis XIV, du moins pendant la période ascendante de sa fortune, les auteurs écrivaient conformément à leur manière de sentir et de penser, et les lettres commencèrent à décliner aussitôt que cette liberté leur manqua. Tout régime de compression amène fatalement le règne du convenu, de la déclamation et du mensonge. L'inspiration cède la place à la rhétorique et il n'y a plus de publicité que pour les sophistes et les arrangeurs de mots. Le mal est encore plus sensible si le temps dont il s'agit est une époque philosophique, c'est-à-dire pouvant moins que toute autre se passer de liberté de penser. Un tel régime équivaut pour elle à un complet anéantissement. Dans les lettres et la philosophie, comme dans la religion, Bonaparte ne vit jamais qu'une dépendance et un instrument de l'administration. C'est pourquoi il n'eut jamais qu'une littérature policière.

1. Note de Bonaparte, adressée au grand juge, 14 octobre 1803.

En même temps que l'on prodiguait les encouragements à la presse vénale et aux écrivains mercenaires, on n'avait que des persécutions pour les glorieux esprits qui devaient rester le seul honneur de cette époque déshéritée. Napoléon a souvent répété après sa chute que si Corneille avait vécu de son temps il l'aurait fait prince : tant que dura son règne il n'eut que des outrages et des ordres d'exil pour tous ceux qui montrèrent dans leurs écrits quelque étincelle de ce mâle et fier génie. Chateaubriand avait prodigué les adulations au « restaurateur des autels » et n'avait par conséquent rien fait encore pour mériter sa haine : on crut lui donner une récompense éclatante en employant ses talents dans un poste en sous-ordre auprès de la cour romaine. Mais Benjamin Constant, Daunou et Chénier avaient été chassés du tribunat et ne pouvaient pas plus écrire que parler. Mme de Staël venait de subir un exil de deux ans pour quelques propos de salons. Espérant se faire oublier à force de prudence et de modération, elle rentra en France à la dérobée et vint se réfugier non à Paris, mais à la campagne, à dix lieues de là, chez une de ses amies, près de Beaumont-sur-Oise. Elle n'y était pas depuis un mois qu'on lui signifia brutalement l'ordre de s'éloigner de nouveau : « Faites-lui connaître, écrit Bonaparte au grand juge, que si dans cinq jours elle se trouve là, elle sera reconduite à la frontière *par la gendarmerie*. L'arrivée de cette femme, comme celle d'un *oiseau de mauvais augure*, a toujours été le signal de quelque trouble. Mon intention n'est pas qu'elle reste en France[1]. »

1. Bonaparte à Régnier, 3 octobre 1803.

Voilà comment l'homme qui devait être plus tard le sensible philanthrope de Sainte-Hélène, se croyait le droit de traiter une femme de génie dont le nom vivra aussi longtemps que notre langue et dont le seul tort était d'aimer la liberté et d'avoir une âme fière. En revanche il pensionnait Mme de Genlis, dont le très-médiocre esprit façonné de longue date aux habitudes de la haute domesticité, n'avait pour lui que des adulations. Des mesures d'un caractère plus général vinrent compléter l'effet de ces rigueurs en leur donnant toute la portée d'un système. Des persécutions individuelles peuvent se ralentir, mais une institution demeure; la plus marquante de ces mesures fut la *réorganisation* de l'Institut. On a déjà vu ce que Bonaparte entendait par réorganisation; c'était avec ce mot remplacé parfois par celui d'épuration, qu'il avait tué tout ce qui avait dans l'État une ombre d'indépendance et de vitalité. La réorganisation de l'Institut n'avait pas d'autre but que la suppression de la classe des *sciences morales et politiques*, dernier asile de ce qu'il appelait l'idéologie, c'est à-dire de la libre discussion appliquée à un ordre d'idées qui lui était odieux. *Morales et politiques?* Qu'entendait-on par ces expressions malsonnantes? que la politique avait quelque chose à démêler avec la morale? Et par ce mot de *science?* qu'elle admît des *principes*, c'est-à-dire des droits et des devoirs? qu'il y eût des vérités éternelles en dehors des faits et au-dessus des atteintes de la force brutale? Il était urgent de ne plus laisser s'accréditer des erreurs si dangereuses et de disperser cette espèce de *tribunat* philosophique. Cette classe factieuse fut en conséquence supprimée; et on ne laissa

subsister à l'Institut que les quatre classes comprenant les différentes sciences positives, les beaux-arts, la littérature et enfin l'histoire, science suspecte qu'on avait bannie de l'enseignement et qu'on s'abstint de proscrire tout à fait par un respect mal entendu pour les préjugés du siècle. Les membres de l'Institut reçurent un traitement de quinze cents francs, qui avait ce semble, moins pour but d'assurer leur existence que de leur rappeler leur valeur relative dans l'État. La création des sénatoreries venait d'ajouter un supplément de vingt-cinq à trente mille francs aux traitements des sénateurs. Il y avait dans ce simple rapprochement de quoi pénétrer les littérateurs et les savants de la modestie de leurs fonctions.

Quarante membres représentaient l'ancienne Académie française au sein du nouvel Institut. On peut s'étonner de ce que Bonaparte qui a tant emprunté à l'ancien régime, n'ait pas songé à rétablir purement et simplement cette académie elle-même. Cette institution ne s'était en effet jamais montrée l'ennemie du despotisme. Formée par la monarchie et pour la monarchie, éminemment favorable à l'esprit d'intrigue, de vanité et de courtisanerie, dépourvue de sérieux et de haute ambition, incapable d'une tâche collective et suivie, étrangère à ces grands travaux poursuivis en commun qui légitiment si glorieusement l'existence des corporations scientifiques, occupée exclusivement de minuties et de futilités qu'elle a l'art d'ennoblir, fatale à l'émulation, qu'elle prétend développer, par les compromis et les calculs qu'elle lui impose, dirigée en toute chose par de petites considérations et dépensant toute son activité dans ces tournois puérils où les

flatteries qu'on a pour autrui ne sont que la rémunération anticipée des compliments qu'on attend pour soi-même, l'Académie française semble avoir reçu de ses fondateurs la mission spéciale de transformer le génie en bel esprit, et l'on pourrait à peine citer un talent qu'elle n'ait pas diminué. Elle a toujours eu quelque chose de ce sénat que rêvait Siéyès ; lorsque par hasard elle couronne un homme de génie, c'est pour *l'absorber*, aussitôt qu'elle a pris possession de lui, elle l'énerve. l'endort et l'éteint. Attirée malgré elle vers la politique, elle la recherche et la fuit tour à tour, mais elle en aime surtout les commérages ; et lorsqu'elle s'émancipe jusqu'à l'opposition, c'est en gardienne zélée des vieux préjugés. Si l'on examine son influence sur l'esprit national, on reconnaîtra qu'elle lui a donné une souplesse, un brillant et un poli qu'il n'avait pas, mais aux dépens de ses mâles et fortes qualités, aux dépens de son originalité, de sa vivacité prime-sautière, de sa vigueur, de son allure franche et hardie, de ses grâces naïves. Elle l'a discipliné, mais amolli, appauvri et immobilisé. Elle a pour idéal l'agrément, et ferait volontiers de la littérature une dépendance de l'*Art de plaire*. Elle voit dans le goût non le sens du beau, mais un certain type de correction qui n'est qu'une forme élégante de la médiocrité. Elle a substitué la pompe à la grandeur, les procédés d'école à l'inspiration personnelle, la recherche à la simplicité, l'élégance étudiée au naturel, la fadeur et la monotonie des orthodoxies littéraires à la variété, cette source du renouvellement intellectuel, et dans les œuvres nées sous son inspiration on découvre le rhéteur et l'écrivain, jamais l'homme.

Par son esprit, par ses traditions, par tous ses précédents historiques, l'Académie française était faite pour être l'ornement naturel d'une grande société monarchique, le complément indispensable de ses institutions. Richelieu l'avait conçue et créée comme une sorte de centralisation supérieure appliquée aux choses de l'esprit, comme une espèce de haute cour littéraire destinée à maintenir l'unité intellectuelle, à sévir contre les innovations : elle avait justifié sa confiance en condamnant les hérésies du *Cid*, et elle était restée depuis lors la personnification même de la littérature d'État. A tous ces titres l'Académie avait, à plus d'une reprise, attiré l'attention de Bonaparte, qui était fait plus que personne pour apprécier les avantages d'un mandarinat suprême dans tout despotisme bien organisé ; il avait été sur le point de la rétablir dans ses anciens priviléges. Mais les Quarante avaient contre eux une chose que le Premier Consul détestait à l'égal de la liberté, c'était l'esprit. L'esprit frondeur, l'esprit aimable et charmant de la nation française avait eu pendant tout le dix-huitième siècle ses représentants les plus brillants à l'Académie, et l'ancien régime, quelque ombrageux qu'il fût, l'avait non-seulement laissé vivre de bonne grâce, mais comblé de faveurs et de bienfaits. Nos rois par la grâce de Dieu savaient du moins supporter un bon mot, et n'avaient pas l'inquiète susceptibilité des parvenus. Bonaparte qui ne pouvait souffrir l'esprit, cet éternel sceptique, ennemi né de la fausse grandeur, mortel au charlatanisme, et qui le persécutait jusque dans les réunions inoffensives des salons de Paris, n'avait garde de lui rendre l'espèce de cour où il avait

régné avec tant d'éclat. L'Académie réduite au rôle modeste d'une classe de l'Institut, mais ne possédant ni l'utilité de sa nouvelle condition ni le prestige, l'autorité et les agréments de sa situation première, put vivre dans un demi-jour mystérieux en regrettant ses anciens honneurs, mais sans oser recourir à la consolation qui d'ordinaire lui fait supporter ses disgrâces avec une parfaite philosophie, la consolation de l'épigramme.

La réorganisation de l'Institut précéda de peu de temps une autre réorganisation, qu'on pouvait croire consommée après tous les changements qui avaient été déjà introduits dans les prérogatives des assemblées publiques; mais il semble que sous ce rapport, rien ne pût satisfaire Bonaparte jusqu'à ce que, de réorganisation en réorganisation, il les eût complétement anéanties. L'épuration du tribunat semblait avoir épuisé la mesure des améliorations destinées à annuler le Corps législatif. Il n'en était rien pourtant. Le 7 janvier, à l'ouverture de la session de 1804, le gouvernement vint notifier à cette assemblée un sénatus-consulte organique, ayant pour but, disait-on, de lui rendre enfin l'éclat et l'importance qui étaient dus à sa haute mission. Le Premier Consul voulait se mettre désormais en communication directe avec les représentants de la nation; le sénatus-consulte statuait qu'il ferait en personne et avec le plus grand appareil l'ouverture des sessions législatives; il s'y présenterait entouré de douze sénateurs, et mettrait, pour ce jour-là, son gouverneur du palais et sa garde consulaire à la disposition de l'assemblée. Ces immenses concessions, que le gouvernement annonçait comme des-

tinées à ouvrir une ère nouvelle, étaient accompagnées de quelques dispositions de détail qui en précisaient nettement le sens et la portée. Le Premier Consul voulait faire au Corps législatif l'honneur d'élire lui-même son président sur une liste de cinq candidats; il poussait la bonne volonté jusqu'à vouloir aussi nommer les questeurs, et enfin il mettait le comble à ses faveurs en décidant « que, lorsque le gouvernement ferait une communication au Corps législatif, celui-ci pourrait délibérer sa réponse en comité secret. » Afin qu'il n'y eût pas d'équivoque au sujet de cette disposition, Treilhard prit soin de la préciser : « Vous pourrez, dit-il, offrir au gouvernement, *qui vous aura interrogés* (c'est-à-dire lorsqu'il vous aura interrogés!), le tribut entier de vos sentiments et de vos lumières. » Il s'attacha ensuite à démontrer tous les avantages de la nomination du président par le Premier Consul. « Cette nomination serait plus solennelle, les fonctions de président plus durables, sa dignité plus imposante. » Boissy d'Anglas remercia le gouvernement de tant de bienfaits, quoique ses collègues fussent en réalité fort peu charmés; mais le résultat le plus clair de ces belles paroles fut la nomination de Fontanes, qui n'était nullement agréable à la majorité du Corps législatif, et n'avait eu que 88 voix sur 239 votants. Le nouveau président se hâta de témoigner sa reconnaissance en saluant l'avénement d'un temps meilleur pour nos assemblées publiques : « La liberté, s'écria-t-il dans une sorte de transport, revient dans les assemblées nationales sous les auspices de la raison et de l'expérience[1] ! »

1. Séance du 12 janvier 1804. *Archives parlementaires.*

Cette mesure était le préliminaire obligé de la complète suppression du tribunat, qui n'était encore que projetée. Bonaparte s'en expliqua très-catégoriquement au sein du conseil d'État. Le tribunat n'était qu'un rouage inutile, quand il n'était pas dangereux; il devait être réuni au Corps législatif, qui lui-même n'aurait à voter que l'impôt et les lois civiles. Il n'avait pas à s'occuper de politique, le gouvernement étant le seul véritable représentant de la nation. Le Sénat devait pleinement suffire au surplus de la besogne législative. Des sessions d'un mois ou six semaines au plus étaient tout ce qu'il fallait au Corps législatif[1].

Ainsi allait, se resserrant sans cesse, cette terrible simplification du despotisme, qui tue tout autour de lui sans s'apercevoir jamais qu'il s'isole et ruine ses propres appuis. Un autre sénatus-consulte venait de simplifier la justice, en suspendant le jury dans huit départements, selon la faculté créée par la fameuse loi sur les *tribunaux spéciaux*. Le grand juge laissa entrevoir, dans un discours adressé à la Cour de cassation, que cette mesure serait tôt ou tard généralisée et étendue à la France entière. Muraire présenta, dans la même circonstance, le tableau des améliorations à introduire dans la législation, et flétrit, sans aucun ménagement, l'indulgence dont le jury avait cru devoir user en certaines occasions : « Les tribunaux criminels, dit-il, ont prononcé, en faveur de quelques grands coupables, des absolutions inattendues; mais *elles doivent être rejetées sur la pusillanimité, l'ignorance et la prévarication du jury*[2] ! »

1. Thibaudeau, *Mémoires d'un conseiller d'État*.
2. *Moniteur* du 28 septembre 1803.

Que penser des garanties et de l'indépendance d'une justice que le gouvernement pouvait malmener d'une façon aussi ignominieuse? Les acquittements, qui avaient excité à ce point les mécontentements du Premier Consul, avaient été prononcés surtout pour des délits commis en matière de conscription. L'indulgence lui semblait ici une conspiration directe et flagrante contre son pouvoir. La conscription était, en effet, le grand ressort de son gouvernement : « *Le recrutement,* écrivait-il à Berthier dès 1802, *est la première et la grande affaire de l'État*[1]. » Il en faisait dès lors le principal objet de sa sollicitude. Les lois déjà si dures sur la conscription lui paraissaient indulgentes jusqu'à la faiblesse; il s'attacha à diminuer les motifs d'exemption, et rendit à peu près illusoire celui qu'on avait tiré jusque-là de l'exiguïté de la taille. Il avait créé à cet effet des compagnies de voltigeurs, spécialement composées d'hommes de petite stature, et il y doubla en peu de temps le rendement de la conscription. Il voulait que la conscription pour la marine commençât dès l'âge de dix ou douze ans, et que les hommes fussent toute leur vie astreints à ce service[2]; mais la consommation d'hommes qu'exigèrent bientôt ses armées de terre lui fit perdre de vue ses plans sur la marine. Les préfets ne réussissant pas à faire apprécier à la nation les bienfaits de la conscription, les évêques durent leur venir en aide par leurs mandements, et bientôt un arrêté consulaire vint aggraver les pénalités déjà portées

1. Bonaparte à Berthier, 13 décembre 1802.
2. Thibaudeau.

contre les conscrits réfractaires[1]. La mort fut prononcée contre tout déserteur coupable d'avoir emporté ses armes. Les autres châtiments étaient le boulet, les travaux publics et l'amende dans tous les cas.

Cependant la gigantesque entreprise, qui servait de mobile ou de prétexte à la plupart de ces mesures, avançait avec plus de lenteur qu'on ne l'avait supposé. Un premier mouvement de concentration encore partiel de la flottille à Boulogne s'était accompli avec succès, grâce aux batteries qui garnissaient nos côtes; les bateaux plats, n'exigeant que des eaux fort peu profondes, avaient pu exécuter leur évolution sans difficulté, en côtoyant le rivage hors de la portée du canon anglais. Cependant cette marche si facile et les petits engagements auxquels elle avait donné lieu avec quelques bâtiments ennemis, avaient révélé, dans l'organisation de la flottille, une foule d'inconvénients, dont les hommes spéciaux eux-mêmes ne s'étaient pas douté jusque-là, et qui étaient de nature à faire redouter ceux que révélerait plus tard une traversée en pleine mer; malheureusement on ne pourrait avoir une idée de ces derniers que lorsqu'il ne serait plus temps d'y remédier. Il fallut modifier l'arrimage, changer non-seulement le calibre des pièces, mais leurs affûts et leur disposition sur les bâtiments, écarter une partie des bateaux plats, déclarés invalides avant d'avoir servi, pour s'en procurer d'autres. Le Premier Consul, qui avait employé plus de la moitié du mois de novembre à tout voir de ses yeux à Boulo-

1. *Moniteur* du 28 novembre 1803.

gne et à tout régler par lui-même, jusqu'au point de prévoir le nombre de cris que les matelots et soldats devaient pousser en son honneur, jusqu'à ordonner qu'ils crieraient « trois fois vive le Premier Consul! » ce qui était un bon moyen d'avoir de l'enthousiasme[1], n'avait pas tardé à reconnaître la nécessité d'un ajournement. Il commençait à comprendre maintenant l'insuffisance de la flottille réduite à ses seules forces, il s'était décidé à lui assurer le concours de nos escadres; mais on voit par une lettre adressée à Ganteaume[2], et par les diverses combinaisons qu'il lui soumettait, que ses idées sur le mode selon lequel devait s'exercer ce concours, étaient encore extrêmement indécises. Il indiquait la fin de février comme le moment où pourrait se produire cette diversion de nos escadres de Toulon, de Brest et de Rochefort en faveur de la flottille; mais la date était évidemment prématurée, et il ne pouvait pas espérer raisonnablement être prêt avant la fin du printemps pour tenter cette grande aventure. La jonction des escadres de Toulon et de Rochefort devait avoir lieu soit à Cadix, soit à Lisbonne, soit à Toulon même; elles pourraient ensuite passer impunément devant Brest sous les yeux de Cornwallis, obligé de serrer la côte pour bloquer ce port, puis de là se porter sur Boulogne. Mais, pour la réussite de ce plan, il fallait supposer Nelson trompé par de fausses démonstrations et voguant vers l'Égypte; il fallait, en outre, déjouer la vigilance des croisières britanniques qui observaient

1. Bonaparte à Decrès, 1er janvier 1804.
2. Bonaparte à Ganteaume, 7 décembre 1803.

les côtes de France et d'Espagne. Ce n'est que vers la fin de décembre, selon toute apparence, que Bonaparte commença à entrevoir la possibilité d'un rendez-vous général de nos flottes dans la mer des Antilles, pour les faire revenir de là sur Boulogne, et cette idée fut probablement suggérée à ses conseillers par la nécessité de secourir la Martinique : c'est du moins à ce moment, c'est-à-dire le 29 décembre 1803, que Ganteaume reçut l'ordre de faire voile vers la Martinique pour y débarquer du renfort [1]. La jonction à cette distance était non-seulement beaucoup moins périlleuse, mais faite pour déconcerter l'ennemi, déjouer sa poursuite, et nous donner sur ses forces divisées la supériorité qui résulte de l'ensemble et d'un but nettement défini.

1. Bonaparte à Ganteaume, 29 décembre 1803.

CHAPITRE III.

CONSPIRATION DE GEORGES ET DE PICHEGRU. — ASSASSINAT DU DUC D'ENGHIEN. — MORT DE PICHEGRU.

En dépit de tous ses efforts pour surexciter l'opinion publique, le Premier Consul avait à subir un temps d'arrêt inévitable. Ses projets de transformation politique, forcément subordonnés à ses projets militaires, ne rencontraient aucune opposition directe, mais il leur manquait cet imperceptible complément de maturité qui fait naître l'occasion ; la force ou plutôt l'inertie des choses leur résistait. Après un premier moment d'une ivresse guerrière un peu factice, la nation retombait peu à peu dans son apathie; l'expédition d'Angleterre traînait en longueur et laissait prévoir de nouveaux ajournements; l'Europe inquiète et hostile épiait nos mouvements et se tenait prête à profiter de nos fautes. Cette situation n'avait rien de rassurant; elle laissait aux esprits le loisir de se calmer et de faire des réflexions, elle n'offrait surtout aucun prétexte de nature à justifier la nouvelle usurpation que Bonaparte était impatient de consommer. Pour réclamer cette couronne depuis si long-

temps l'objet de ses convoitises, il lui fallait ou le prestige d'un grand succès ou l'excuse d'une grande commotion intérieure. L'un et l'autre lui manquant, l'expectative à laquelle il était condamné ne pouvait lui être que contraire, car par cela seul que sa fortune cessait de grandir, elle tendait à décroître. C'est à ce moment critique, que ses combinaisons, merveilleusement secondées par l'imprudence et la folie de ses ennemis, vinrent faire surgir le prétexte dont il avait besoin.

On peut affirmer hardiment qu'aucune époque de notre histoire n'a été l'objet d'une falsification plus complète et plus audacieuse que celle qui est relative à la conspiration de Georges, à la fin tragique de Pichegru et du duc d'Enghien, au procès de Moreau. Jamais plus noires trames n'ont été enveloppées de plus épaisses ténèbres; et ce fait s'explique facilement si l'on songe à l'intérêt qu'avaient tant de personnages puissants à atténuer leur rôle, à donner le change sur leurs intentions, à effacer les traces de leurs actes. Lorsqu'on réfléchit aux facilités dont ils ont joui pour faire disparaître les preuves qui pouvaient les accuser, au silence forcé de la presse, à l'absence de tout contrôle et de toute publicité, à la terreur qui pesait sur le public, on est encore surpris qu'ils aient laissé venir jusqu'à nous autant d'éléments d'information. Il est depuis longtemps de notoriété publique que nos archives ont été, à plusieurs reprises, fouillées par les principaux intéressés, que certaines pièces ont été supprimées, d'autres supposées, en sorte que nous ne pouvons juger les coupables que sur les documents qu'ils ont bien voulu

nous livrer, et sur ceux qui ont échappé à leur clairvoyance. Encore ces documents nous sont-ils en partie interdits, car l'État qui en est le dépositaire pour la portion inédite, se regarde comme le maître et le dispensateur de la vérité historique; cependant il est douteux que l'interdiction soit ici bien regrettable, du moins en ce qui concerne Bonaparte. L'homme qui faisait enlever des archives toutes les pièces relatives à la bataille de Marengo, pour leur substituer un bulletin de fantaisie rédigé plusieurs années après l'événement, n'a pas dû y laisser subsister beaucoup de témoignages sur des affaires infiniment moins glorieuses pour lui.

A toutes ces causes d'obscurité sont venus s'ajouter des mensonges artificieusement élaborés pour tromper la postérité. Ces fictions ont été en quelque sorte consacrées par un long et général assentiment; elles font partie de la légende napoléonienne; elles ont été adoptées avec avidité par cet engouement sans exemple qu'aucune fable si grossière qu'elle fût, ne semblait autrefois pouvoir assouvir ni rebuter, et que nous voyons aujourd'hui mourir de satiété. Au premier rang de ces inventions il faut placer les différents récits qui ont été fabriqués à Sainte-Hélène sous l'inspiration de Napoléon et les mémoires de Savary, duc de Rovigo; nos historiens les plus autorisés semblent trop souvent n'avoir eu d'autre objet que de développer le thème qui leur a été fourni par cette double tradition. Sans doute, aucune déposition ne doit être rejetée, si ce n'est après un sérieux examen: quoique remplis de faussetés palpables et évidentes, les récits de Sainte-Hélène ne doivent pas être écar-

tés d'une façon absolue, car ils contiennent des aveux précieux à recueillir, et leurs artifices eux-mêmes en disent long sur le caractère de celui qui les a imaginés. Leur parfaite concordance dans le mensonge comme dans la vérité est d'ailleurs une preuve incontestable qu'ils émanent de l'acteur principal et méritent d'être discutés comme son témoignage sur lui-même. Mais au-dessus des systèmes arrangés après coup, il y a heureusement un certain nombre de faits d'une vérité inattaquable; il suffit de les rétablir et de les préciser pour renverser ce laborieux échafaudage; ils ne peuvent sans doute nous donner la lumière complète, ils sont assez concluants néanmoins pour rendre à ces événements leur physionomie générale et leur vraie signification. Une critique sévère a pour premier devoir de n'admettre que des faits démontrés; mais par cela seul qu'elle dégage les points élucidés, il arrive souvent qu'elle éclaire d'un jour tout nouveau ceux qui restaient dans l'ombre. L'histoire devient alors comme une inscription à laquelle il manque quelques caractères qu'un œil exercé rétablit de lui-même.

Les nombreux ennemis du gouvernement consulaire avaient été tour à tour déconcertés par l'éclat de ses succès, et frappés de stupeur par sa marche rapide et violente; la rupture avec l'Angleterre leur rendit quelque espoir. Mais ce sentiment, contenu à Paris par l'évidente impossibilité d'une résistance quelconque, et réduit à attendre au lieu d'agir, s'exalta bientôt jusqu'à l'ivresse chez les adversaires que ce gouvernement comptait à l'étranger, particulièrement chez les émigrés qui résidaient en Angleterre. A l'in-

térieur, les chefs de l'opposition militaire et civile, Moreau, Bernadotte, Carnot, Lafayette, les glorieux proscrits du tribunat étaient trop clairvoyants pour espérer quelque chose d'une nation indifférente et résignée à tout; mais ils croyaient que le bien pourrait à la longue sortir de l'excès du mal; et le plus sûr était à leurs yeux de laisser ce pouvoir se perdre lui-même par l'insupportable insolence de ses procédés et l'aveugle témérité de sa politique. A l'étranger, grâce à cette illusion d'optique qui trouble la vue des exilés et leur fait si facilement croire ce qu'ils désirent, toutes les difficultés se simplifiaient merveilleusement. Emportés par le mouvement guerrier qu'ils voyaient se produire autour d'eux, les émigrés qui résidaient en Angleterre le considéraient volontiers comme irrésistible; ils oubliaient la force de leur terrible adversaire, s'exagéraient follement ses embarras, prédisaient sa chute prochaine et demandaient une action immédiate. Le comte d'Artois, esprit frivole et léger, aussi dépourvu d'étendue que de pénétration, entretenait leurs chimères et partageait leur impatience. On voyait autour de lui quelques-uns des princes de sa famille, le duc de Berry, le prince de Condé, et à côté d'eux des hommes dont le dévouement, l'énergie et l'intelligence eussent mérité un plus digne emploi; des gentilshommes ardents et aventureux, restés fidèles à la cause royaliste en dépit des séductions de Bonaparte, comme MM. de Polignac, de Rivière, de Vioménil, de Durfort, de Vaudreuil; d'anciens serviteurs comme Bertrand de Molleville, le comte d'Escars, l'évêque d'Arras; de hardis partisans, d'une trempe de fer, comme Georges Cadoudal, enfin

des épaves égarées de nos orages révolutionnaires comme Villot, Dumourier et Pichegru. Tous ces hommes divisés d'opinion et même d'intérêt, unis seulement par une haine commune et par le désir de revoir leur patrie, assiégeaient de leurs conseils et de leurs plans le cabinet anglais qui avait malheureusement intérêt à les encourager, dans le but de créer une diversion à l'intérieur.

Il y avait en Allemagne un autre centre d'émigrés dont le comte de Provence était l'âme; mais ce dernier, beaucoup plus perspicace que son frère, alliant à un fonds de résignation sceptique tous les dehors de la confiance la plus sereine et la plus imperturbable, ce qui formait un singulier amalgame de noblesse et de puérilité, avait à plusieurs reprises blâmé les imprudences d'une politique dont le seul résultat net avait été jusque-là le désastre de Quiberon et l'extermination de la Vendée. Il attendait le salut de causes plus générales, du réveil de l'opinion publique, des fautes du Premier Consul, du travail sourd mais continu de la diplomatie européenne pour reconstituer une grande coalition. Il entretenait des intelligences avec un comité de Paris, mais ce comité discret, observant à petit bruit, écrivant beaucoup plus qu'il n'agissait, avait le caractère d'une agence d'informations plutôt que les allures d'une conspiration. Des dissentiments politiques déjà très-marqués entre les deux frères aggravaient cette divergence de vues sur la conduite à tenir dans la lutte engagée contre Bonaparte. Le comte de Provence avait sur le rôle nouveau de la royauté et sur les concessions à faire aux principes et aux intérêts de la Révolution,

des idées toutes différentes de celles du comte d'Artois qui en était resté sous ce rapport, au manifeste de Brunswick. Mais pour ce motif même, toute la partie militante et passionnée de l'émigration s'était ralliée autour du comte d'Artois; car ce qu'il faut avant tout pour le combat, ce sont des passions.

Des plans très-divers avaient été tour à tour débattus et rejetés dans les conseils du comte d'Artois. De tristes et sanglantes leçons avaient tout récemment démontré l'inutilité d'un mouvement en Vendée, à supposer qu'il fût encore possible de réveiller une insurrection d'un instant dans cette province épuisée. La révolte pouvait s'y maintenir quelque temps au prix d'efforts héroïques, mais elle y était fatalement circonscrite et sans aucune action sur les provinces voisines. D'autre part, les services de l'émigration comme corps auxiliaire à la suite des armées étrangères étaient encore plus inefficaces; ils étaient surtout peu proportionnés à l'importance qu'elle s'attribuait. De nombreuses défections avaient rendu plus sensible encore une infériorité numérique qui rendait presque nulle son influence sur le sort d'une bataille. C'était d'ailleurs s'exposer à de bien longs ajournements que d'attendre sa délivrance du sort de la guerre. On s'arrêta à des expédients plus propres à satisfaire des cœurs impatients d'agir. Ce n'était pas aux extrémités, mais au centre qu'il fallait frapper ce pouvoir qui avait tout absorbé autour de lui, si l'on voulait l'atteindre sûrement. On savait qu'il y avait dans l'armée beaucoup de généraux mécontents, les uns pour des motifs personnels, parce que le despotisme finit toujours par blesser ceux qu'il a le plus

intérêt à ménager, les autres parce qu'ils désapprouvaient la marche du gouvernement. Il fallait avant tout s'assurer le concours de ces hommes d'action, dont l'exemple et l'initiative entraînerait tôt ou tard les opposants plus timides qui se cachaient un peu partout et jusqu'au sein du Sénat. Avec l'appui de ces généraux et les moyens dont elle croyait disposer, l'émigration se flattait d'organiser à Paris même un mouvement de force à renverser le gouvernement consulaire. Tel fut dans sa donnée primitive ce plan fameux qui obtint tout aussitôt l'approbation du cabinet anglais.

Ce plan avait beaucoup d'inconvénients; mais le plus grave de tous c'est qu'il était une suggestion de la police française. Ce fait, soupçonné quelquefois, plus souvent nié, se trouve constaté officiellement dans un ouvrage imprimé et publié en avril 1804 par le gouvernement français lui-même, sous le titre d'*Alliance entre les Jacobins français et les ministres anglais*. Ce libelle était l'œuvre du fameux Méhée de la Touche, ancien septembriseur, déporté comme jacobin à l'époque de l'attentat de nivôse, évadé depuis de l'île d'Oléron et réfugié en Angleterre, où il avait le talent de se faire stipendier à la fois comme agent de la cause royaliste et comme espion de la police consulaire. Méhée y racontait ses rapports avec les émigrés en se glorifiant de son infamie. Réfugié en Angleterre depuis le mois de décembre 1802, accueilli par le ministre Pelham et par Bertrand de Molleville, il leur avait soumis un mémoire dans lequel il démontrait que Bonaparte ne pouvait être renversé que par une coalition entre les émigrés et les républi-

cains de France; il y détaillait les conditions de cette alliance, et les moyens d'insurrection qu'on devait employer. Son plan n'avait pas été adopté intégralement, mais il était devenu l'idée mère du projet des royalistes; Méhée avait été récompensé, et grâce à lui, grâce à d'autres agents qu'elle entretenait à Londres, la police française était instruite de tout ce qui se tramait dans les conseils des émigrés.

Le préliminaire indispensable de ces ambitieux projets était l'adhésion du général Moreau aux vues de l'émigration. De tous les mécontents, Moreau était non-seulement le plus illustre, le plus estimé, le plus populaire, mais le seul dont l'exemple pût entraîner dans une entreprise si hasardeuse des généraux distingués mais qui ne pouvaient rien sans lui, tels que Bernadotte, Macdonald, Souham, Delmas et d'autres, dont les dispositions étaient connues. On crut avoir trouvé un moyen sûr de le gagner dans l'affiliation au complot du général Pichegru, qui avait été son protecteur et son ami. Cet homme étrange, qui restera une des personnalités les plus énigmatiques de l'histoire, était réfugié à Londres depuis sa miraculeuse évasion de Cayenne, où il avait été transporté avec les proscrits de fructidor. Exclu par Bonaparte de la mesure réparatrice qui rouvrit les portes de la France aux rares survivants de cette proscription, Pichegru, après de longs malheurs et des maux sans nombre qui auraient vaincu une âme moins forte que la sienne, se trouvait enfin parmi les hommes pour lesquels il était descendu du rôle de général patriote à celui de transfuge. Il commençait une seconde expiation qui devait être plus triste encore que la pre-

mière. A quel mobile précis, à quelles secrètes suggestions avait-il cédé au début, lorsqu'il échangea son titre de premier soldat de la république contre les assurances équivoques du subtil agent de Condé? Jusqu'à quel point put-il se faire illusion? Dans quelle mesure agirent sur lui l'ambition, la corruption, le découragement, l'erreur d'un patriotisme égaré, c'est ce qui restera probablement toujours un mystère; et ce n'est pas le moindre châtiment de ces ténébreuses menées qu'on puisse toujours les attribuer sans invraisemblance aux mobiles les plus bas et les plus pervers, bien qu'elles aient pu être parfois inspirées par des scrupules sincères. La seule crainte d'une pareille confusion devrait toujours suffire pour faire reculer un homme d'honneur au moment où on le sollicite de s'y engager; car le doute même est ici une condamnation. En ce qui concerne Pichegru, le doute serait un excès d'indulgence, et sa mémoire ne saurait en invoquer le bénéfice, parce qu'il y a dans sa conduite des traits qu'aucune intention ne peut justifier. Il y avait en lui de grandes qualités que ses ennemis eux-mêmes ont reconnues; il alliait un rare sang-froid à l'énergie du caractère; il avait la suite et la volonté d'une âme profonde; quoi qu'on ait dit de sa vénalité, il était resté pauvre après avoir conquis la Hollande, et la simplicité de ses goûts, de ses habitudes ne permet pas d'attribuer sa défection à une basse cupidité; mais cela admis, il restera toujours à expliquer comment le protégé et le confident de Saint-Just, le général favori de la démocratie terroriste a pu devenir l'instrument de Condé presque sans transition, et sur le premier signe que lui fit le

rusé Fauche Borel. La brusquerie de cette conversion serait à elle seule une tache indélébile, car il est une certaine fidélité qu'on se doit à soi-même, indépendamment de celle qu'on doit aux principes ; mais comment justifier la longue hypocrisie qu'elle lui imposa? Sans doute il y avait alors dans les esprits beaucoup de lassitude, et la révolution s'était souillée de tels excès qu'on commençait à ne plus croire en elle ; mais à supposer que ces déceptions aient eu encore plus de part à la détermination de Pichegru que les promesses à l'aide desquelles on s'efforça de stimuler son ambition, il ne tenait pas moins son mandat d'un gouvernement qu'il trahissait ; il n'était pas moins le soldat d'une cause qu'il désertait en feignant de la servir; la sincérité des intentions ne sert ici de rien, et l'honneur comme la conscience protestent justement contre l'ignominie d'un tel rôle.

Moreau avait eu le premier dans les mains la preuve des relations de Pichegru avec le prince de Condé : il s'était d'abord abstenu de les faire connaître, ne jugeant plus Pichegru dangereux depuis qu'il avait perdu son commandement, répugnant au rôle de dénonciateur, et retenu d'ailleurs par le souvenir d'une ancienne amitié. Mais au moment où se fit le coup d'État de fructidor, ayant reconnu que le secret ne pouvait être gardé plus longtemps, parce que ses principaux officiers avaient tous lu cette correspondance accusatrice, il avait non pas dénoncé Pichegru au Directoire, comme on le dit trop souvent, mais adressé les papiers saisis au directeur Barthélemy qu'il savait favorable au général, en lui laissant la faculté d'en faire l'usage qu'il jugerait convenable.

Barthélemy avait été lui-même frappé, les papiers étaient tombés dans les mains de ses collègues, et Moreau avait expié par une longue disgrâce noblement supportée, le tort d'une hésitation dont le principe était honorable pour lui. Bien que les charges qu'il avait produites contre Pichegru n'eussent ajouté qu'un complément superflu à celles que Bonaparte avait déjà livrées au Directoire pour perdre ce général, son cœur naturellement bon et généreux s'était reproché la part involontaire qu'il avait prise à ce triste événement, car beaucoup d'hommes innocents avaient été enveloppés dans le crime de Pichegru. Les malheurs de ce général, le souvenir des services rendus, des dangers partagés, et de tant de glorieux travaux supportés en commun, l'amnistie étendue depuis lors à tant d'exilés moins dignes d'intérêt que le vainqueur de la Hollande, faisaient désirer à Moreau qu'on rendît au proscrit sinon ses anciens honneurs, du moins un refuge dans le pays qu'il avait sauvé.

Ses sentiments étant connus à Londres, on pensa aussitôt à les utiliser pour ménager entre les deux généraux une réconciliation qui elle-même devait les amener promptement à une entente plus complète. On savait Moreau mécontent et très-opposé au régime consulaire, on en conclut qu'il était prêt à se mettre au service d'une conspiration royaliste; et des intermédiaires intéressés à se faire valoir ou dupes de leur propre crédulité, ne firent rien pour dissiper ce malentendu. On se trompait en effet très-gravement en prêtant à Moreau de telles dispositions. Par le fonds de ses opinions, Moreau était resté ce qu'il était au dé-

but de la Révolution. Il était resté le patriote de 89 et le volontaire de 92. Aveuglé par ses rancunes contre le Directoire, il avait, comme beaucoup d'hommes honnêtes, prêté au 18 brumaire une coopération inconsidérée, mais il avait promptement reconnu et déploré son erreur, et depuis son admirable campagne de Hohenlinden, il vivait dans une retraite presque absolue malgré tout l'intérêt qu'il avait à ménager le Premier Consul, et sans ignorer qu'on lui faisait un crime de son éloignement. Loin de rêver une restauration, les institutions qu'il avait le plus blâmées dans le nouveau régime étaient précisément celles qui se rapprochaient de l'ancien, comme le Concordat et la Légion d'honneur. On pourrait s'en rapporter sur ce point au témoignage de ceux qui ont le plus fait pour noircir sa mémoire; son ennemi Savary atteste en termes formels que Moreau « était un républicain de bonne foi, et n'avait que de l'éloignement pour les Vendéens[1]. » Desmarest, l'un des directeurs de la police consulaire, lui rend le même témoignage[2] avec plus de force encore. « Le rôle de Monk, dit-il, est celui pour lequel Moreau avait le moins de dispositions.... Combien il y avait loin de sa mauvaise humeur ou de sa haine à la résolution d'un renversement et plus encore à l'action elle-même! » Mais on peut citer à ce sujet l'opinion d'un homme plus digne à tous égards d'éclairer le jugement de l'histoire. Lafayette raconte[3] que s'étant cassé le col du fémur dans le cours du mois de

1. *Mémoires* du duc de Rovigo.
2. *Quinze ans de Haute police sous Napoléon.*
3. *Mémoires* de Lafayette : *mes rapports avec le Premier Consul.*

mars 1803, il reçut les plus touchantes marques d'intérêt du général Moreau, qui envoya prendre presque chaque jour de ses nouvelles. Il eut à cette époque plusieurs entrevues avec lui, et particulièrement une conversation où toutes les chances de l'avenir furent discutées. Moreau s'expliqua sans détour sur la tyrannie de Bonaparte; puis, après avoir passé en revue les différents partis : « Les Bourbons, dit-il, se sont rendus trop méprisables pour être à craindre. » Et il ajouta, en forme de conclusion : « Dans tous les cas, nous sommes bien sûrs vous et moi de nous trouver et d'agir ensemble, *car j'ai toujours pensé et voulu les mêmes choses que vous.* »

Ces paroles étaient l'expression exacte des opinions politiques de Moreau, comme de toute la partie saine de la nation. En dépit de la réserve qu'il s'imposait, ses sentiments étaient bien connus à la cour consulaire; ils n'avaient pas peu contribué à envenimer la haine que lui avait vouée Bonaparte depuis ses grands succès militaires de l'année 1800. Ce que le Premier Consul détestait en lui ce n'était pas seulement son rival de gloire, c'était son successeur désigné, le seul homme que l'opinion considérât comme un chef de gouvernement possible en cas d'accident. Ne pouvant le gagner, il devait songer à se défaire de lui, car il regardait comme son ennemi quiconque n'était pas son ami. Mais Moreau vivait dans l'isolement, sans donner aucune prise contre lui, et l'on ne pouvait citer à sa charge que des propos qui ne fournissaient pas des armes suffisantes pour frapper un homme si haut placé dans l'estime publique. Il n'était cependant pas invraisemblable d'espérer qu'un personnage aussi

en vue, et en situation de rallier bon gré, mal gré autour de lui toutes les oppositions, se laisserait tôt ou tard entraîner à quelque démarche compromettante, au moins par les apparences ; de là la surveillance extrême dont il était l'objet de la part de la police consulaire. A l'espionnage officiel, il faut ajouter les investigations assidues de Fouché, Breton comme lui, lié avec son secrétaire Fresnière, et qui le faisait observer par des hommes de sa province, dans l'espoir de rentrer en grâce auprès du Premier Consul par quelque révélation importante. Grâce à tous ces moyens, la police était au courant de tout ce qui se disait chez Moreau, elle se tenait prête à profiter de sa première imprudence pour le perdre.

Telle était l'étroite surveillance qui s'exerçait autour de Moreau, lorsque pour son malheur et pour celui de la cause qu'il servait, le comité royaliste de Londres eut la fâcheuse idée de spéculer sur sa générosité naturelle en opérant sa réconciliation avec Pichegru, dans l'espoir de l'entraîner ensuite vers le but où l'on voudrait le conduire. Fauche Borel, le hardi et rusé tentateur, qui le premier avait abordé Pichegru au nom des Bourbons, vint à Paris, se présenta chez Moreau, obtint de lui des assurances d'intérêt et d'amitié pour un ancien frère d'armes, mais rien de plus. Il avoue lui-même dans ses très-curieux mémoires, où il y a, parmi beaucoup de choses exactes, quelques fictions dictées par la vanité, « que Moreau ne voulait point faire de conjuration et disait qu'il fallait laisser user les choses et les hommes[1]. »

1. *Mémoires* de Fauche Borel, tome III.

Fauche fut arrêté très-peu de temps après cette entrevue, et ce qui prouve qu'on était bien informé au sujet de sa mission, c'est que la première question qu'on lui adressa était relative au général Moreau. Le projet de réconciliation fut alors confié à l'abbé David, agent royaliste, qui connaissait personnellement les deux généraux. La police avertie pensa cette fois mettre la main sur des pièces compromettantes, et l'abbé David fut saisi à Calais avec tous ses papiers, au moment où il allait s'embarquer pour l'Angleterre. On trouva parmi ces papiers plusieurs pièces constatant le raccommodement projeté entre Moreau et Pichegru, entre autres une lettre de Moreau qui figura plus tard dans son procès, et dans laquelle il assurait à David *n'avoir jamais été opposé à la rentrée de Pichegru*, et être prêt à *faire cesser les obstacles* qui la retardaient. Il s'y trouvait encore des lettres affectueuses de Macdonald et de Barthélemy pour leur ancien ami, mais rien qui ressemblât à une conspiration. « Moreau fut agité par cette nouvelle, dit le rapport officiel où furent constatés ces faits[1]; il fit des démarches pour savoir si le gouvernement était instruit. — *Tout se tut.* » Et on ajoute ce mot significatif : « *l'œil de la police suivait tous les pas des agents de l'ennemi.* »

Mais la police faisait mieux que les suivre, elle les encourageait ; si la lumière n'est pas encore complète à cet égard, en ce qui concerne Georges et Pichegru, elle est, on peut l'affirmer, d'une clarté foudroyante en ce qui concerne Moreau, celui de ces trois hommes

1. Rapport du grand juge Régnier, lu au Corps législalif dans la séance du 17 février 1804.

que Bonaparte détestait le plus, et celui surtout qu'il était de beaucoup le plus intéressé à perdre. Les indignations bruyantes de ses apologistes toutes les fois que ce fait a été entrevu ou soupçonné, seraient ridicules si elles n'étaient avant tout d'une révoltante hypocrisie. Quoi! ce procédé de perdre ses ennemis en les impliquant dans des complots auxquels ils étaient étrangers, était donc bien nouveau chez Bonaparte? Quel homme inventa jamais de plus noires machinations pour se défaire de ceux qui lui faisaient obstacle? Comment avait-il agi envers le gouvernement de Venise, lorsqu'il avait résolu de détruire cette infortunée république? en lui prêtant, non en une circonstance, mais pendant toute une année, une longue série de complots dont il avait été lui-même le seul artisan. Comment avait-il agi au 18 fructidor lorsqu'il avait voulu perdre les constitutionnels modérés, Dumolard, Carnot, Barthélemy et les autres? en leur imputant des projets d'assassinat contre lui-même, de prescription contre l'armée, d'usurpation contre la république qu'ils défendaient! Comment avait-il procédé au 18 brumaire, lorsqu'il avait voulu renverser les institutions républicaines? en inventant le grand complot jacobin dont il ne parvint pas même à créer les apparences. Comment s'y était-il pris enfin, la première fois qu'il avait rêvé le pouvoir héréditaire, lors du fameux *parallèle entre César, Cromwell et Bonaparte?* en entraînant pour ainsi dire malgré eux, dans la conspiration tramée par son agent Harel, de malheureux artistes intempérants de langage, mais qui se seraient évanouis devant une épée nue, et qui ne furent pas même capables de se rendre

sur le théâtre du crime. Il faut être dénué de toute pénétration historique pour ne pas être frappé du penchant inné de Bonaparte pour ces perfides combinaisons qui répugnent à toutes les âmes nobles et élevées. Il avait un goût naturel pour les guet-apens qui éclate à toutes les époques de sa carrière, dans les petites comme dans les grandes choses. Qu'il s'agisse du commissaire de la Convention en Corse, alors que Bonaparte n'avait encore que vingt ans[1], ou de la république de Venise, de Toussaint-Louverture ou du roi d'Espagne, de Mourad Bey ou de sir George Rumbold, du marquis de Frotté ou de la république helvétique, du libraire Palm ou du duc d'Enghien, de Drake ou des opposants du tribunat, on le trouve toujours semblable à lui-même, toujours procédant par des piéges et des machinations souterraines, et l'on peut affirmer que personne n'a jamais excellé comme lui dans l'art de tendre des embûches à un ennemi, de l'attirer pas à pas vers l'abîme où on veut le précipiter, et selon son expression favorite, de *l'endormir jusqu'au moment du réveil.* Sa diplomatie tout entière n'est pas autre chose que l'art d'imputer les conspirations qu'il invente lui-même à tous les gouvernements qu'il veut frapper. Ce trait de caractère est si profond chez lui qu'il se retrouve jusque dans sa stratégie militaire, la plus féconde qui fut jamais en surprises, en feintes et en stratagèmes. Et l'on se récrie devant la supposition que Bonaparte aurait été fidèle aux habitudes de toute sa vie en ce qui concerne l'homme qu'il a le plus détesté comme

1. Voir le Ier volume, page 24.

le plus dangereux pour lui, envers Moreau que, jusqu'à son dernier jour, il s'est attaché à calomnier et à flétrir! On se révolte à l'idée qu'il aurait pu songer à perdre Moreau, lui qui avait voulu perdre jusqu'à Kléber lui-même, et qui avait tant de fois mis à prix la tête de ses adversaires! Quel sentiment l'en aurait donc détourné, ou quel scrupule? ce mot fait rire appliqué à l'homme qui dans une matinée a pu faire égorger à coups de baïonnettes les deux mille prisonniers de Jaffa! L'invraisemblance n'est pas ici chez ceux qui accusent, elle est chez ceux qui justifient.

Depuis l'arrestation de l'abbé David, et par la lecture de ses papiers, la police consulaire savait donc deux choses: d'abord que Moreau était disposé à une réconciliation avec Pichegru, ensuite que jusqu'à ce moment il n'y avait pas trace de conspiration dans leurs rapports et par suite aucun moyen sérieux de compromettre Moreau; mais par ses agents de Londres, elle savait aussi les espérances que l'émigration fondait sur ce raccommodement, et le parti que Pichegru lui-même se flattait d'en tirer. Au lieu d'arrêter les entremetteurs de cette transaction, il fallait donc les laisser faire, au besoin les encourager jusqu'à l'instant où leurs démarches et leurs intrigues auraient créé des apparences suffisantes contre celui qu'on voulait perdre. Les deux premiers négociateurs, Fauche Borel et David, avaient été arrêtés sans résultat; il était évident que si l'on continuait ainsi, la conspiration n'aurait pas même un commencement d'existence. On changea donc de système à l'égard du troisième émissaire; on se contenta de le suivre et de

l'observer dans ses allées et venues de Londres à Paris[1]. Ce nouvel intermédiaire choisi, malgré les répugnances de Moreau[2], était le général Lajolais, ami particulier de Pichegru, compromis avec lui lors du 18 fructidor et en disponibilité depuis cette époque. Moreau était si peu disposé à se servir de Lajolais et à entrer dans ses vues qu'il lui refusa douze louis qui lui étaient nécessaires pour son voyage à Londres; et cette somme lui fut prêtée par Couchery, ancien employé du service de la gendarmerie, qui joua dans cette affaire un rôle assez suspect[3]. Esprit brouillon, présomptueux, indiscret, tourmenté de l'ambition de jouer un rôle, dévoré de besoins d'argent, Lajolais était l'homme le plus dangereux qui pût être employé dans une situation si délicate. Sa principale préoccupation dans une affaire si grave et qui pouvait compromettre tant d'illustres existences, paraît avoir été de jouer à l'homme d'importance, et de tirer de l'argent soit du gouvernement anglais, soit des comités royalistes. Connaissant les griefs de Moreau contre le Premier Consul, sa haine contre le nouveau despotisme, ses liaisons avec les principaux mécontents, soit dans le sénat, soit dans l'armée, Lajolais ne craignit pas de représenter ce général comme disposé à se mettre lui-même à la tête d'un mouvement contre le gouvernement consu-

1. Le fait est constaté officiellement par le rapport même du Grand Juge cité plus haut.

2. Fauche Borel en donne plusieurs preuves concluantes. *Mémoires*, tome III. Ce fait fut d'ailleurs démontré jusqu'à l'évidence dans les débats du procès de Moreau.

3. *Opinion sur le procès de Moreau* par Lecourbe, juge en la cour criminelle de justice

laire, ce que Moreau considérait comme impossible dans la circonstance actuelle; puis bientôt, il alla beaucoup plus loin encore et osa se porter caution des dispositions de Moreau en faveur de la cause royaliste, ce qui était un mensonge effronté. Tous les plans de l'émigration n'en furent pas moins échafaudés sur ce mensonge que Moreau ne pouvait ni connaître ni démentir. Il eut un vague soupçon des intrigues de Lajolais, sans en connaître l'étendue; il fit prévenir Pichegru de se méfier de lui et de ses alentours; mais en raison de la difficulté des communications, cet avis ne parvint pas à son adresse.

Ce fut donc sur les fausses assurances données par Lajolais que le plan des royalistes reçut sa forme définitive. Il fut convenu que Georges, accompagné des chouans les plus déterminés, viendrait à Paris pour préparer le terrain et réunir les éléments d'insurrection que pouvait fournir encore l'ancienne cause vendéenne. Pichegru viendrait ensuite pour se concerter avec Moreau, avec les généraux mécontents, avec les opposants du sénat, du tribunat, des anciennes assemblées publiques; quand tout serait prêt, le comte d'Artois, suivi du duc de Berry et des principaux membres de la noblesse française, arriverait en personne pour se mettre à la tête du mouvement destiné à renverser le Premier Consul. La participation de personnages si marquants, et dont la plupart étaient des hommes pleins d'honneur et de loyauté, excluait jusqu'à l'idée de l'assassinat qu'on a voulu leur imputer plus tard; et Georges qui avait été impliqué sans preuves dans l'affaire de la machine infernale, tenait particulièrement à ne pas s'exposer de nouveau à une telle accu-

sation. Il s'en expliqua à plusieurs reprises avec ses coopérateurs, dont le témoignage est sur ce point unanime et décisif. Il voulait un combat et, s'il était possible, une insurrection ; il repoussait avec énergie toute idée d'attentat, et de fait, s'il en avait eu l'idée, rien ne lui aurait été plus facile que de le consommer pendant les six mois qu'il passa à Paris avant son arrestation [1]. A défaut d'un mouvement, lorsqu'il en prévit l'impossibilité, il prépara une attaque de vive force à nombre égal contre l'escorte du Premier Consul, composée ordinairement de vingt gardes à cheval [2]. Ici encore il est de tradition de se récrier avec horreur : « le croirait-on? ils s'imaginaient qu'en attaquant ainsi le Premier Consul entouré de ses gardes, ils livraient une sorte de bataille et n'étaient pas des assassins! apparemment qu'ils étaient les égaux du noble archiduc Charles combattant le général Bonaparte au Tagliamento ou à Wagram [3] ! » Non, mais ils étaient au moins les égaux du général Bonaparte attaquant à main armée, le 18 brumaire, les députés désarmés des *Cinq cents!* ils ne méritaient pas plus que lui le nom d'assassins. C'est en vain qu'un pouvoir né d'un coup de violence s'efforce de ravir à ses adversaires l'arme dont il s'est servi lui-même ;

1. C'est ce que constate formellement Desmarest, le chef de la police de sûreté : « Georges, dit-il, animé d'une haine invétérée contre Napoléon, s'arrête *quand il tient dans ses mains la vie de son ennemi*. Le chef de guérilla règle ses coups sur des convenances d'honneur et de haute politique. » (*Quinze ans de haute police sous Napoléon*.)

2. Et non de dix ou douze, comme dit M. Thiers. Bonaparte à Soult, 19 février 1804.

3. Thiers, *Histoire du Consulat*, tome IV.

ils ont à en faire usage le même droit que lui, et quant aux ratifications populaires qu'il invoque à l'appui de son inviolabilité, comme elles sont les humbles servantes du succès, on peut toujours affirmer qu'on les aura pour soi après avoir réussi. Ce recours, toujours ouvert contre les usurpations de la force, devient plus inattaquable encore lorsque le pouvoir s'est manifestement mis au-dessus des lois et qu'il n'y a plus contre lui aucune action légale. Chaque citoyen devient alors son juge légitime, et la justice, bannie des institutions, se retrouve avec tous ses droits dans la conscience individuelle, son premier et son indestructible asile.

Ce ne sont donc ni ses voies ni son principe que les partisans du 18 brumaire pouvaient reprocher à la conspiration de Georges; la seule chose qu'on eût le droit de blâmer en elle c'est son but, c'est-à-dire le régime qu'elle se proposait de substituer au gouvernement consulaire. La restauration qu'elle avait en vue, dans un moment où les royalistes de toute nuance étaient encore fort éloignés des concessions auxquelles ils se résignèrent plus tard, ne valait en effet guère mieux que les abus qu'on voulait détruire. Quant au plan considéré en lui-même, il était, on peut le dire, d'une simplicité enfantine, et l'on est étonné que des hommes comme Pichegru et Georges aient pu y prêter la main. Il y avait un excès de candeur, rare chez des conspirateurs, à croire que Georges avec de nombreux agents pourrait séjourner à Paris et y comploter pendant plusieurs mois, sans attirer l'attention d'une police si ombrageuse et si défiante. Il était plus puéril encore de supposer que sur les assurances d'un homme

déconsidéré comme Pichegru, tous ces chefs républicains, qui avaient une gloire acquise ou une situation faite, et qui pouvaient croire la tyrannie actuelle peu durable, allaient du jour au lendemain se jeter dans les bras de l'ancien régime, se mettre à la remorque du général de la chouannerie ! Une telle illusion ne peut s'expliquer que par l'impatience naturelle aux exilés, par le désir de mériter l'appui de l'Angleterre, par l'aveugle imprudence dont le comte d'Artois donna plus tard tant d'autres preuves, enfin par les instigations perfides des agents qui circonvenaient quelques-uns des membres les plus influents de l'émigration.

Quoi qu'il en soit, Georges débarqua dès le 21 août 1803, à la falaise de Biville, avec un premier groupe de conjurés, et de là ils se rendirent tous à Paris par des chemins à eux connus et en évitant les grandes routes. On les y laissa dans une complète sécurité, soit qu'on n'ait pas connu immédiatement leur arrivée, soit qu'on ait voulu permettre au complot de s'organiser, afin d'attirer en France les autres conspirateurs qui devaient rejoindre Georges, et d'offrir à ceux qu'on voulait perdre les occasions de se compromettre. On se contenta d'arrêter, en septembre et en octobre, les uns à Paris, les autres au moment où ils débarquaient à Pont-Audemer, des complices subalternes comme Lebourgeois, Picot, Querelle, etc. Le *Moniteur* constate formellement que « la police avait été avertie du départ et de la mission[1] » des deux premiers, particularité qui n'est pas une des moins embarrassantes pour ceux qui ont voulu établir qu'elle

1. *Moniteur* du 30 janvier 1804.

n'avait pas été avertie du départ de Georges et de ses nombreux compagnons, hommes beaucoup plus en évidence que ces obscurs aventuriers. Dans tous les cas, elle ne tarda pas à connaître leur présence à Paris. Sans doute elle ne pouvait pas suivre minutieusement toutes leurs démarches et elle perdait souvent leur piste, mais elle savait le plus important, redoublait de surveillance autour de la demeure de Moreau et de ses amis, de précautions autour de la personne du Premier Consul[1]. Les confidences de Napoléon à O'Méara, bien que le plus souvent mensongères, contiennent à cet égard un demi-aveu, qui fait entrevoir la vérité : « Ils restèrent, dit-il, à Paris pendant quelque temps sans être découverts, *quoique la police en eût quelque connaissance* par Méhée qui était payé par vos ministres[2]. » Ainsi s'explique un mot de Desmarest sur l'attitude singulière de Bonaparte lorsque ses agents lui parlaient du complot avant qu'on sût la participation de Pichegru : « Vous ne connaissez pas, disait-il, le quart de cette affaire-là. » Méhée raconte de son côté, dans son libelle publié par ordre de Bonaparte, avoir reçu à Londres, de l'évêque d'Arras, la confidence du projet de débarquement de *Monsieur*, de Pichegru, et des principaux chefs royalistes[3]. De l'aveu du gouvernement français on était donc instruit à Paris du projet des conjurés longtemps avant sa réalisation. Un fait qui n'est pas moins significatif c'est que ces malheureux dont on connais-

1. Le fait est constaté par Meneval lui-même dans ses *Souvenirs*.
2. *Mémorial* d'O'méara.
3. *Alliance des Jacobins français*, etc.

sait si bien la *mission*, et parmi lesquels se trouvait ce Querelle, dont les révélations furent une des principales pièces qui servirent à établir le complot, restèrent plusieurs mois en prison sans être jugés. Particularité vraiment étrange et bien digne d'attention! Quoi ! voilà des hommes qu'on sait venir d'Angleterre pour conspirer contre le Premier Consul, on dit même pour l'assassiner, on les arrête, on les tient à discrétion et on les laisse là pendant des mois sans les interroger, sans les examiner, sans songer à tirer parti d'une circonstance si accusatrice contre le gouvernement anglais ! C'est là, il faut l'avouer, un fait bien extraordinaire pour qui connaît les antécédents de Bonaparte; mais il s'explique tout naturellement quand on observe que le moment n'était pas encore venu de les faire parler, et qu'un tel éclat eût donné l'éveil aux autres conjurés.

En même temps que ces conspirateurs malavisés, l'homme qui avait le plus contribué à les attirer dans le piége, le septembriseur Méhée, était revenu en France. Une fois Georges et les chouans débarqués, il était, en effet, beaucoup plus utile à Paris qu'à Londres. Méhée quitta Londres le 22 septembre, prit par le Holstein, et avant de rentrer en France alla voir à Munich, Drake le chargé d'affaires anglais. Le Premier Consul reçut de lui, par l'intermédiaire du Grand Juge, des rapports qui n'ont pas été publiés, mais dont l'objet ne peut être douteux : « J'ai lu, écrivait-il à Régnier, les rapports que vous m'avez envoyés; ils m'ont paru assez intéressants. *Il ne faut pas se presser pour les arrestations*. Lorsque l'auteur aura donné tous les renseignements, on ar-

rêtera un plan avec lui et on verra ce qu'il y aura à faire[1]. » Des arrestations prématurées eussent, en effet, rendu tout complot impossible. Mais ce n'était pas tout; il avait résolu d'utiliser Méhée pour une machination à laquelle il n'attachait pas moins d'importance; il voulait impliquer et compromettre dans la conspiration de Georges les nombreux représentants que l'Angleterre avait auprès des cours germaniques, afin d'amener, s'il était possible, une sorte de rupture diplomatique entre elle et l'Allemagne. Méhée avait connu en Angleterre Drake, le plus remuant de ces ministres; il le savait tout disposé à favoriser un mouvement à l'intérieur contre le gouvernement français; il fallait, en feignant d'entrer dans ses vues, le pousser, si l'on pouvait, à une participation au prétendu attentat contre la personne du Premier Consul, afin d'en rejeter toute la honte sur le cabinet britannique. Méhée devait profiter de sa crédulité pour tromper le ministère anglais sur nos projets militaires, pour lui tirer de l'argent et pour obtenir de lui tout au moins « le nom des agents royalistes et l'adresse des maisons où l'on pourrait se réfugier pour gagner les pays étrangers. » Telle est l'ignoble trame que le Premier Consul ne rougit pas de combiner avec ce misérable, dans le but de rendre plus complets les résultats qu'il espérait de la conspiration de Georges. « Je désire, continuait-il, en s'adressant à Régnier, que Méhée écrive à Drake et *que pour lui donner confiance*, il lui fasse connaître *qu'en attendant que le grand coup puisse être porté*, il croit pouvoir pro-

1. Bonaparte à Régnier, 1er novembre 1803.

mettre de faire prendre sur la table même du Premier Consul, dans son cabinet secret et écrites de sa propre main, des notes relatives à sa grande expédition ou tout autre papier important; que cet espoir est fondé sur un huissier du cabinet, etc. » Suivaient tous les détails propres à donner confiance au ministre britannique et l'exposé des conditions pécuniaires que Méhée mettait à ses services. Tout cela, qu'on ne l'oublie pas, était écrit à la date du 1er novembre 1803. Quel était donc ce *grand coup* dont parlait ici Bonaparte comme devant être frappé plus tard, ce *grand coup* qu'il annonçait si longtemps avant la découverte *officielle* de la conspiration, si comme on a osé le dire, il ignorait encore le projet de ses ennemis? Il le connaissait d'autant mieux qu'il y travaillait lui-même. Certain de leurs dispositions, il leur offrait des facilités auxquelles ils n'avaient pas songé, mais en ne négligeant rien pour les prévenir à temps. L'occasion lui semblait bonne pour perdre à la fois tous ceux qui lui portaient ombrage. On voit par les mémoires de Consalvi que, dès la fin d'octobre, il accusait l'émigré Vernègues de faire partie du grand complot qu'il est censé n'avoir connu que dans le mois de février suivant. Il s'embarrassait ainsi dans ses propres ruses. Il croyait que l'idée de la conspiration une fois évoquée, tous ses adversaires devaient nécessairement l'embrasser avec empressement. Au reste, il était mieux instruit à cet égard que les ministres anglais, car Drake lui-même ne savait pas le premier mot de la conspiration de Georges, et son ignorance lui fit éviter le piége qu'on lui tendait. S'il avait des intelligences à Paris, il ne les fit point connaître, et Méhée ne put tirer de lui que

de l'argent. Les lettres de Drake que le *Moniteur* publia si bruyamment, le 25 mars 1804, ne démontrent que la parfaite innocence de cet agent diplomatique dans l'affaire de Georges. Comme son compatriote Spencer Smith à Munich, Drake s'efforça de travailler à un mouvement semblable à celui que Bonaparte préparait en Irlande contre le gouvernement anglais, mais il resta jusqu'au bout étranger à la vraie conspiration.

Un second débarquement dirigé par le capitaine Wright, qui avait déjà amené Georges en France, eut lieu au mois de décembre; le troisième eut lieu le 16 janvier. Cette fois, Pichegru faisait partie de l'expédition avec le marquis de Rivière, les deux Polignac et les principaux chefs de l'émigration militante. Le comte d'Artois et le duc de Berry ne devaient arriver qu'au dernier moment et lorsque tous les préparatifs seraient terminés. Le complot si artificieusement favorisé, si non organisé par la police consulaire, touchait à son dénoûment; car, sans connaître ni le point précis du débarquement ni les lieux de refuge, elle savait que la plupart des conjurés étaient à Paris ou sur le point de s'y rendre. La veille du jour où Pichegru débarquait, le 15 janvier 1804, l'orateur du gouvernement lisait au Corps législatif son *exposé de la situation de la république*, où se trouvaient ces paroles remarquables : « Le gouvernement britannique *tentera de jeter, et il a peut-être déjà jeté*, sur nos côtes quelques-uns de ces monstres qu'il a nourris pour déchirer le sol qui les a vus naître! » Cette prédiction, faite à coup sûr, avait pour but de préparer les esprits à ce qui allait se passer. Le moment était, en effet, venu d'agir, car on ne pouvait, sans s'exposer à des risques

assez sérieux, laisser aux conjurés une plus longue liberté d'action dans Paris. Le 21 janvier, six jours après le débarquement de Pichegru en France, le Premier Consul se décide enfin à faire mettre en jugement les chouans Picot, Lebourgeois, Querelle, etc., qu'il dit être venus de Londres avec *mission* de l'assassiner, et qu'il a pourtant laissés en prison depuis le mois de septembre. Il se décide, a-t-il dit à Saint-Hélène, au milieu de la nuit, sur *un hasard* qui lui fait croire que ces hommes doivent tout savoir [1], sur *une sorte d'inspiration*, ont répété ses apologistes [2] avec leur complaisance accoutumée. Cette divination est toute légendaire : « J'ai, dit-il, dans une note adressée à Cambacérès, des *renseignements secrets* qui me font croire que Querelle n'était venu ici que pour assassiner [3]. » Ceci est plus précis. Et, chose remarquable, il est tellement sûr de son fait qu'il les place de suite dans l'alternative de parler ou d'être fusillés. Les deux premiers, refusant l'aveu qu'on leur demande, sont sur-le-champ passés par les armes. Le troisième, Querelle, au moment de subir le même sort, demande à faire des révélations, et sa déposition fournit le point de départ indispensable à toute instruction judiciaire. On peut, grâce à lui, constater juridiquement l'arrivée de Georges en France, et on apprend, ce qu'on avait ignoré jusque-là, l'endroit précis où s'est opéré le débarquement et l'itinéraire suivi par les conjurés. Cette déclaration se trouvant confirmée par celle du nommé Troche qui leur avait servi de

1. *Mémorial* de Las Cases.
2. Thibaudeau, Savary, Bignon, Desmarest, Thiers, etc.
3. 21 janvier 1804. *Correspondance.*

guide, le Premier Consul envoie à la falaise de Biville son homme de confiance Savary qui s'y installe en permanence, reconnaît le brick anglais, et, faute de connaître les signaux convenus, multiplie vainement les fausses démonstrations pour attirer sur la côte les derniers conjurés. Il passe là vingt-huit jours entiers à attendre et à épier la proie qui lui échappe [1].

A partir du moment où il s'était décidé à faire parler Querelle, le Premier Consul avait déployé dans les poursuites une activité extraordinaire. On le voit dans sa *Correspondance* [2] indiquer lui-même les maisons qu'on doit fouiller, désigner les individus qui donneront les renseignements, presser les arrestations, diriger les interrogatoires, donner enfin les indications les plus minutieuses pour amener la découverte de ceux dont il suit la piste. Tous les moyens lui sont bons dans cette poursuite acharnée. Il va jusqu'à sommer le ministre espagnol de lui livrer ou d'envoyer aux *présides d'Afrique* deux évêques français réfugiés qu'il accuse de connivence avec ses ennemis [3]. D'autres évêques lui servent d'espions contre la chouannerie. Outre Régnier, Réal, Fouché, le chef de la gendarmerie Moncey, il y emploie l'évêque d'Orléans, l'ex-abbé Bernier qui est resté lié avec quelques chouans, et qui travaille de son mieux à perdre ses anciens corréligionnaires. Il eût enrôlé le pape lui-même dans sa police, s'il eût jugé la chose possible; il y avait déjà songé en ce qui concernait l'Irlande : « Je désirerais savoir, lui écrivait-il le 1er janvier, si votre

1. *Mémoires* de Rovigo.
2. Voir la *Correspondance* du 25 janvier au 15 février 1804.
3. Bonaparte à Talleyrand, 16 février.

sainteté a *quelques renseignements et fils* en Irlande, et de quelle manière elle y influe sur les catholiques. » L'évêque d'Orléans rivalisa de zèle avec Fouché. Celui-ci venait en amateur s'informer du résultat des recherches et donner son avis sur la direction à suivre; et comme ses renseignements se trouvaient presque toujours plus justes que ceux du grand juge :

« Vous vous occupez donc toujours de police? lui disait Bonaparte avec une sorte d'admiration.

— Oh! répondait modestement Fouché, j'ai conservé quelques amis qui me tiennent au courant. »

Cependant les prisons se remplissaient d'hommes arrêtés; il était impossible que, parmi tant de cerveaux faibles ou exaltés, il ne se trouvât pas quelqu'un pour livrer, en les dénaturant, les projets réels ou imaginaires de la conspiration, et surtout pour constater le fait auquel on tenait le plus, à savoir la réalité de rapports récents, quels qu'ils fussent, entre Pichegru et Moreau. Cet incident inévitable et prévu se produisit dans la nuit du 13 au 14 février. Un des lieutenants de Georges, Bouvet de Lozier, homme à l'imagination impressionnable, essaya de se soustraire par un suicide à l'horreur de sa situation. Rendu malgré lui à la vie, grâce à l'intervention de ses gardiens, il fit le lendemain, en présence de Réal, la déclaration fameuse qui devait perdre Moreau. Sa déposition, évidemment arrangée par Réal[1], était un exposé assez fidèle du

1. Il suffit, pour le démontrer, de citer les premières lignes de la déposition de Bouvet : « C'est un homme qui sort des portes du tombeau, encore couvert des ombres de la mort, qui demande vengeance de ceux qui par leur perfidie l'ont jeté lui et son parti dans l'abîme où il se trouve. »

plan général de la conspiration, tel que pouvait le connaître et le concevoir un acteur subalterne. Il racontait les allées et venues de Lajolais de Paris à Londres, le débarquement de Georges et de Pichegru, le projet de *Monsieur* de passer en France pour se mettre à la tête du parti royaliste; il attestait, en outre, un événement capital pour ceux qui voulaient exploiter le complot contre Moreau, l'entrevue de ce général avec Pichegru et Georges sur le boulevard de la Madeleine. Mais indépendamment de la réalité du fait, qui par lui-même ne prouvait rien, quelles charges positives contenait contre Moreau cette déposition accusatrice? Chose étrange, presque impossible à croire, quand on considère l'usage qu'on allait en faire contre lui, elle l'accusait précisement *d'avoir fait échouer le complot* par son opposition! « Moreau, disait Bouvet de Lozier, *avait promis* de se réunir à la cause des Bourbons. Les royalistes rendus en France, Moreau *se rétracte*. Il leur propose de travailler pour lui et de le faire nommer dictateur[1]. » Et quelle preuve donne-t-il de ces prétendues *promesses* de Moreau? Aucune, si ce n'est les assurances que Lajolais a portées à Londres sans mandat. Avant peu d'ailleurs, Bouvet devait reconnaître lui-même qu'il y avait cru sans preuve et qu'il n'y croyait plus. Quelle preuve de cette autre affirmation, encore plus invraisemblable, que Moreau a proposé aux royalistes de le nommer dictateur? Aucune, si ce n'est ses propres conjectures fondées sur le refus de Moreau d'entrer dans le complot. Au reste cette déposition même, qu'il

1. Déclaration de Bouvet.

devait rétracter plus tard, contenait ces propres paroles : « L'accusation que je porte contre Moreau n'est appuyée peut-être que sur des *demi-preuves.* » Des demi-preuves! il n'en fallait pas tant pour perdre celui qu'il accusait.

Le seul point de fait clairement établi qui résultât de la déclaration de Bouvet de Lozier, c'est que les conjurés avaient compté sur Moreau et que Moreau refusait obstinément de les servir, ce qui avait jeté parmi eux le trouble et le découragement. Était-ce là une action dont on pût lui faire un crime? Y avait-il là un motif suffisant pour déshonorer le premier général de la république? Dans tout ce que Bouvet lui imputait, ses promesses seules eussent constitué un tort moins envers le Premier Consul qu'envers les royalistes qu'elles auraient attiré dans le piége; mais avant d'admettre un fait aussi contraire au caractère connu du général Moreau, ne convenait-il pas d'en établir la réalité, au moins par quelques apparences? Pouvait-on croire que Moreau, aspirant à la dictature, allait la demander aux Bourbons après les avoir trompés? Pouvait-on supposer un instant qu'un homme, qui n'était pas un aliéné, pût se servir d'un pareil subterfuge? et celui qui était censé l'employer ici, était le vainqueur de Hohenlinden; c'était le seul général qui n'eût jamais trempé dans aucune intrigue politique; c'était l'homme qui avait repoussé les offres de Siéyès avant le 18 brumaire! Bonaparte a senti lui-même l'invraisemblance du prétexte dont se servit sa haine. et il s'est efforcé, selon sa coutume, d'accréditer à cette occasion une fable qui a été jusqu'ici admise sans examen. Il s'est représenté lui-même comme ne pouvant croire à

la culpabilité de Moreau, et résistant aux sollicitations de ceux qui le pressaient de le faire arrêter. Il s'y refusa, dit-il, pendant plusieurs jours, et répondit en fin de compte à leurs instances : « Eh bien! prouvez-moi que Pichegru est ici, et je signe l'arrestation de Moreau! » Comme s'il avait dû, pour prendre ce parti extrême, faire violence à ses propres sentiments! Et il ajoutait qu'il ne s'y était décidé qu'après avoir obtenu d'un frère de Pichegru la certitude de la présence de ce général à Paris, ce qui l'avait forcé de se rendre à l'évidence.

On peut demander d'abord qui pouvait avoir un si grand intérêt à perdre Moreau, parmi les familiers du Premier Consul, pour *solliciter* avec tant d'ardeur son arrestation ; il était disgracié, vivait dans la retraite et ne portait ombrage à personne. Bonaparte seul le haïssait, parce qu'il voyait en lui son successeur désigné et son rival de gloire. On cherche vainement ensuite ce que la présence de Pichegru ajoutait aux charges qui pesaient sur Moreau. Qu'il y eût eu entre eux un raccommodement, on le savait depuis la saisie des papiers de l'abbé David; ce n'était point là un fait nouveau ; mais que, malgré la présence de Pichegru à Paris et malgré les souvenirs de leur ancienne amitié, Moreau eût refusé de servir la conspiration, comme Bouvet le lui reprochait si amèrement, ce n'était certes pas là une circonstance de nature à aggraver sa situation, puisqu'elle le justifiait de tous les soupçons qu'on avait pu concevoir contre lui. Ceci n'est rien encore. Bonaparte affirme avoir hésité *plusieurs jours* avant de se décider à faire arrêter Moreau, après la déposition de Bouvet de Lozier; or, cette déposition fut faite dans la journée du 14 fé-

vrier, et l'arrestation fut décidée dans un conseil tenu le soir même[1]. Il affirme n'avoir pas voulu le signer avant de s'assurer de la présence de Pichegru à Paris; or il y a mille preuves qu'il connaissait depuis plusieurs jours non-seulement la présence de ce général, mais même les maisons dans lesquelles il avait séjourné. Dès le 13 février, il écrivait à Soult « qu'il était *depuis huit jours* à la poursuite de Georges et de sa bande, que Pichegru était avec Georges, et qu'il savait où ils avaient couché le dimanche précédent. » Le même fait est constaté un peu plus tard par *le Moniteur* lui même, qui ne pouvait prévoir de si loin le singulier alibi que Bonaparte devait invoquer un jour : « *Ce n'est que depuis le* 8 *février*, dit ce journal, que la police a su que Pichegru est dans la capitale, et s'est mise à sa poursuite[2]. » Il est fort probable qu'elle l'avait su avant, mais sans avoir à cet égard des données assez positives pour pouvoir suivre ses traces.

Ainsi tombent les inventions imaginées par Bonaparte pour justifier une mesure qui ne peut s'expliquer que par l'impatience de sa haine. Régnier, qui fut chargé d'interroger Moreau après son arrestation, avait ordre de lui proposer de le conduire sur le-champ auprès du Premier Consul, s'il voulait consentir à racheter par un aveu spontané les torts qu'on lui attribuait, et l'on n'a pas manqué de faire ressortir, d'après les *Mémoires de Sainte-Hélène*, tout ce qu'il y avait de clément dans cette offre et d'endur-

1. La date de la déclaration de Bouvet est établie par l'acte d'accusation et les pièces du procès. Quant à l'ordre il fut décidé le soir du 14 et signé le lendemain matin : Bonaparte à Régnier, 15 février 1804.

2. *Moniteur* du 23 février 1804.

cissement dans le refus que lui opposa Moreau. Il n'est pas douteux que si Moreau avait consenti à aller demander grâce et à s'humilier pour un crime qu'il n'avait pas commis, Bonaparte n'eût été heureux de l'accabler de son pardon et de ses faveurs; mais une telle démarche est difficile à obtenir d'un honnête homme injustement persécuté et fort de son innocence; Bonaparte dut renoncer à cette satisfaction, non sans dépit. Il s'en prit à Régnier, ne pouvant admettre que le malheur eût aussi sa dignité : « Voilà ce que c'est que d'avoir affaire à un imbécile! » s'écria-t-il lorsque le grand juge lui annonça le résultat de sa mission[1].

Le 17 février, Regnauld de Saint-Jean-d'Angély vint lire au tribunat le rapport du grand juge sur la conspiration, rapport spécialement dirigé contre Moreau, où sa conduite était odieusement dénaturée, et dans lequel se trouvait cet aveu significatif « que l'œil de la police avait suivi tous les pas des agents de l'ennemi. » On aurait même pu dire qu'elle les avait guidés. L'assemblée écouta cette lecture avec stupeur. Les uns étaient incrédules, les autres indignés; mais personne n'osait plus manifester ses sentiments secrets. Le frère de Moreau, qui était membre du tribunat, éleva seul la voix au milieu d'un morne silence, et avec l'accent de la plus vive douleur : « Je le déclare, s'écria-t-il, à l'assemblée, à la nation tout entière, mon frère est innocent des crimes atroces qu'on lui impute!... Qu'on lui donne les moyens de se justifier, et il se justifiera. Je demande en son nom,

1. Thibaudeau.

au mien, au nom de toute sa famille éplorée, au nom de son pays qu'il a servi avec tant de gloire, qu'on donne à son jugement toute la solennité qu'exige l'accusation; je demande qu'il soit jugé *par ses juges naturels*, et j'affirme que tout ce qu'on a dit ici n'est qu'un tissu d'infâmes calomnies! » C'était un juste pressentiment qui lui faisait invoquer ici les garanties protectrices des accusés. L'assemblée était émue, mais ne témoignait ni sympathie ni blâme. Treilhard, un des orateurs du gouvernement, repoussa comme une injure le doute que contenaient implicitement les dernières paroles du tribun Moreau: « Le gouvernement, dit-il, s'est trop constamment montré scrupuleux observateur de la justice *pour qu'on ait le droit de supposer qu'il veut s'en écarter*[1]. »

Quelques jours après, cet engagement solennel fut confirmé par ces paroles du Premier Consul qu'on se pressa un peu trop de publier pour en faire ressortir toute la magnanimité : « C'est ici une procédure ordinaire, et *j'entends que toutes les formes soient scrupuleusement observées*[2]. » On s'aperçut alors qu'on avait promis plus qu'on ne pouvait tenir; car, dans de telles conditions, l'acquittement de Moreau était inévitable. Les charges qui pesaient sur lui se réduisaient à si peu de chose qu'on ne pouvait obtenir sa condamnation que d'une magistrature intimidée ou vendue. Le 25 février parut, en conséquence, un sénatus-consulte qui suspendait le jury dans le département de la Seine. Ce n'était pas assez d'avoir supposé le crime,

1. *Archives parlementaires*, séance du 17 février 1805.
2. *Moniteur* du 23 février.

si l'on ne s'assurait des juges[1]. En même temps, on faisait un nouvel appel au moyen dont on s'était servi quelques mois auparavant pour exciter les esprits contre l'Angleterre, et l'on provoquait au sein de l'armée et de tous les corps constitués un immense mouvement d'adresses contre l'illustre accusé qu'il s'agissait de flétrir. L'arrestation de Moreau, le souvenir de ses grandes actions, une si cruelle récompense de tant de gloire et de pureté avaient éveillé en sa faveur l'intérêt de tous les cœurs généreux et même des indifférents qui n'avaient pas le moindre soupçon des noires trames dont il était victime. Il fallait étouffer ces importunes réclamations de la pitié sous le cri d'une colère aveugle et brutale; il fallait gagner l'opinion publique comme on suborne un faux témoin; or l'on ne pouvait la gagner qu'en la trompant. Les corps de l'État, où se trouvaient tant d'hommes qui eussent applaudi avec transport à l'élévation de Moreau, s'empressèrent d'accourir aux Tuileries étaler une indignation de commande. Le président du tribunat se permit seul de parler d'une *dénonciation* là où tout le monde parlait d'un crime : « Quoi! s'écria Bonaparte; Moreau est déjà *coupable* aux yeux des corps de l'État, et vous ne le regardez pas même comme un *accusé*[2]! » *Le Moniteur* retrancha de la harangue du tribunat tout ce qui avait déplu au Premier Consul. Tous les chefs de l'armée vinrent ensuite successivement payer leur tribut d'insultes contre le glorieux capitaine qui les avait tant

1. « C'était, dit M. Thiers, une faute dont le *principe était honorable.* »

2. Miot de Melito : *Mémoires.*

de fois conduits à la victoire. Sans attendre qu'aucun éclaircissement eût confirmé l'accusation, ils lui prodiguaient les noms de *traître* et de *brigand*, et semblaient mettre dans l'outrage une sorte d'émulation, soit qu'ils y vissent le meilleur moyen de s'assurer les faveurs du maître, soit que la noble attitude de Moreau fût depuis longtemps à leurs yeux une critique indirecte de leur propre abaissement. Murat donna des premiers le signal, et, pendant plusieurs mois, *le Moniteur* fut rempli d'adresses injurieuses et menaçantes, auxquelles, selon le procédé déjà consacré, se joignirent bientôt les mandements de l'épiscopat. « Vengeance! vengeance! vengeance! voilà notre cri de ralliement! » s'écriait dans une de ces adresses le général Baraguey d'Hilliers [1]; la plupart de ces harangues pouvaient se résumer dans ces quelques mots. Cependant un petit nombre de généraux osèrent laisser voir timidement leur intérêt en faveur de l'accusé, parmi eux étaient Dessolles et les rares survivants de cette armée du Rhin, qui avait péri presque tout entière à Saint-Domingue. La 26e division militaire, en garnison à Mayence, exprima son étonnement « de ce qu'un homme, qui avait servi l'État et qui naguère était cher aux armées, eût pu s'associer à ces brigands. *Cette idée fait peine* [2], » ajoutaient ces braves gens.

Pour compléter l'effet produit par ces excitations, on publia avec ostentation des bruits qui étaient censés avoir été répandus par les conjurés au sujet de l'assassinat prochain de Bonaparte, dans le but d'y

1. *Moniteur* du 19 février 1804.
2. *Moniteur* du 23 février.

préparer les esprits. Ces bruits arrivèrent à point nommé, et au moment où l'on en avait le plus besoin[1] pour perdre les conjurés, ce qui est un premier motif de défiance. On peut voir par maint endroit de la *correspondance* de Napoléon qu'il ne se faisait aucun scrupule de fabriquer lui-même soit des nouvelles, soit de faux extraits de journaux étrangers qu'il publiait ensuite comme très-authentiques. On donnait ces bruits plus que suspects comme venant de Londres, de Vienne, des principales villes du continent et même des Antilles. Un maître de langues, disait *le Moniteur*, avait affiché à Londres un avis portant « que l'assassinat de Bonaparte et la restauration des Bourbons étant sur le point de s'effectuer, les Français retournaient en France, ce qui engageait l'auteur de l'affiche à offrir ses services comme maître de langues. » Et à quelle date avait été affiché, selon *le Moniteur*, cet avis si étrangement conçu en style d'agent provocateur? A la date du 30 janvier, c'est-à-dire au moment même où Bonaparte s'était décidé à faire parler Querelle et à poursuivre la conspiration, au moment où les conspirateurs avaient le plus besoin de mystère et de secret! S'ils avaient eu réellement ce projet d'assassinat qu'on leur prêtait, n'était-il pas pour eux de la plus vulgaire prudence, ou pour mieux dire d'un intérêt capital de ne pas le divulguer prématurément?

Au surplus cette thèse de l'assassinat n'était déjà plus soutenable alors qu'on l'exploitait le plus bruyamment. A mesure que les arrestations et les interro-

1. *Moniteur* du 23 et du 29 février.

gatoires se multipliaient, il n'était plus possible de se méprendre sur le vrai caractère de la conjuration, et la police consulaire savait à n'en pas douter que le complot devait avoir pour but un mouvement insurrectionnel et non un assassinat. Par les nouvelles déclarations de Bouvet, de Picot, de Lajolais et des autres détenus, elle connaissait la complicité du comte d'Artois, du duc de Berry et des principaux membres de la noblesse française, les uns déjà arrivés à Paris, les autres sur le point de s'y rendre, et il n'était admissible pour personne que tant de personnages d'une si haute distinction se fussent avancés à ce point pour compromettre leur cause dans un assassinat. Quant à Moreau, le fait de ses entrevues avec Pichegru subsistait, mais aussi celui de son refus de prendre part au complot. Il avait en effet vu à deux ou trois reprises différentes son ancien compagnon d'armes, il n'avait pas fait mystère de sa haine contre le despotisme de Bonaparte et de son désir de le renverser s'il en voyait la possibilité; mais il avait énergiquement témoigné à Pichegru son regret de le voir engagé avec les Bourbons, son invincible répugnance à travailler pour eux; enfin s'il avait vu Georges, ce qui n'était nullement prouvé, il ne l'avait vu qu'à son corps défendant, comme un homme qu'on prend à l'improviste. Mais d'après l'odieux qu'on jetait sur ses démarches les plus simples, il lui était facile de prévoir le parti qu'on tirerait contre lui de cette circonstance, et dans ses premiers interrogatoires il nia tout; détermination qui ne lui fut pas moins fatale qu'un aveu dans une situation où aucun parti ne pouvait le sauver.

Cependant ni Pichegru ni Georges n'étaient encore arrêtés, et Savary, toujours à son poste d'observation à la falaise de Biville, s'efforçait en vain d'attirer par ses signaux les grands personnages désignés pour le quatrième débarquement. Dès le 13 février Bonaparte, écrivant à Soult au sujet de Georges et de Pichegru, lui disait : « Nous les aurons ce soir ! » Depuis lors quinze jours s'étaient écoulés; sa police les avait poursuivis d'asile en asile, traqués dans Paris comme des bêtes fauves mais sans parvenir à s'emparer d'eux ; ce mécompte avait porté au paroxysme son impatience et son irritation, et comme dans toutes les occasions où sa volonté était tenue en échec par quelque grand obstacle, on vit reparaître en lui l'âme effrénée des Césars de la décadence. Il présenta et fit voter au Corps législatif une loi atroce qui punissait de la peine de mort quiconque donnerait asile soit à Pichegru, soit à ses complices, et de six ans de travaux forcés quiconque ayant seulement connu leur retraite ne les aurait pas dénoncés. Cette mesure fut adoptée sur-le-champ, et l'on décida qu'elle aurait force de loi dès le jour même de son adoption. En même temps les barrières de Paris furent fermées, la rivière fut gardée par des lignes de bateaux, et des sentinelles à vue furent placées le long des murailles afin qu'on ne pût les escalader. Paris livré à la police, plongé dans de continuelles alarmes, vit renaître les dénonciations, les violations de domiciles, les arrestations nocturnes et toutes les turpitudes de la terreur, sans aucun des dangers publics qui servaient d'excuse à ces temps de malheur, car un seul homme était en cause, et dans le même moment où pour

une satisfaction de vengeance et d'orgueil il jetait le trouble dans tant d'existences, cet homme écrivait à M. de Melzi, son représentant dans la Cisalpine, ces paroles qui resteront comme le dernier mot de l'histoire sur cette conspiration factice : « *Je n'ai couru aucun danger réel, car la police avait les yeux sur toutes ces machinations*[1]. »

Pichegru, livré par l'ami auquel il avait demandé asile, fut arrêté le 28 février, le jour même où cette loi de salut public avait été votée. Georges ne fut pris que le 9 mars. Reconnu au moment où il montait en cabriolet en sortant d'une maison cernée par la police, non loin du Panthéon, il fut poursuivi par les agents jusqu'à la rue Monsieur-le-Prince, où l'un d'eux put se jeter à la tête du cheval. Georges l'étendit mort d'un coup de pistolet, il mit hors de combat d'un second coup un autre agent qui voulait l'arrêter, mais des passants s'étant alors jetés sur lui il fut saisi et garrotté. Peu de jours auparavant avaient été arrêtés les deux Polignac et le marquis de Rivière. Tous les principaux conspirateurs se trouvèrent ainsi dans les mains du gouvernement; Paris commença à respirer, mais les barrières furent encore fermées et les mesures de terreur maintenues pendant plusieurs jours. Fidèle à son système de calomnie et de mensonge, le gouvernement publia que Georges interrogé « avait déclaré sans hésitation qu'il se trouvait à Paris depuis plusieurs mois et que *sa mission était d'assassiner le Premier Consul*[2]. » C'était justement le contraire de la

1. Bonaparte à M. de Melzi, 6 mars 1804.
2. *Moniteur du* 10 mars.

vérité. Georges avait protesté avec énergie contre le dessein qu'on lui prêtait; il était venu à Paris non pour assassiner le Premier Consul, mais pour l'affronter à armes égales au milieu de sa garde, et, s'il était possible, s'emparer de sa personne; il ne devait agir qu'en compagnie d'un prince français qu'on attendait encore, et seulement sous sa direction[1]. Du reste il ne voulut nommer personne.

L'attitude de Pichegru n'était pas moins ferme. Après avoir expliqué son retour en France par le désir de revoir son pays, Pichegru s'enferma dans un système de dénégation absolue, en se contentant de dire qu'il parlerait devant le tribunal. On n'obtenait rien de plus de Moreau; le fait de ses entrevues avec Pichegru était constaté par de nouvelles dépositions, mais elles attestaient également son refus de servir la conspiration. On ne négligea aucun moyen pour leur arracher des aveux compromettants. Pour parvenir à ce but, on mit en jeu l'espérance mille fois plus dangereuse que la crainte. Réal vint voir Pichegru, lui exprima les regrets du Consul de voir le vainqueur de la Hollande réduit à un tel excès d'humiliation; il lui annonça qu'on avait à son égard les intentions les plus généreuses et les plus clémentes. Pichegru avait habité la Guyane pendant sa déportation, il connaissait les ressources du pays; Bonaparte avait le projet de relever et d'agrandir cette colonie, il serait heureux de confier au général cette occasion de se réhabiliter par de nouveaux services rendus à la France[2].

1. 1er et 2e interrogatoire du 9 mars.

2. Desmarest : *Témoignages historiques, ou quinze ans de haute police sous Napoléon.*

Pichegru sembla écouter avec joie ces propositions, mais il ne s'ouvrit point à l'homme de police qui n'ayant rien pu tirer de lui, ne lui reparla plus de la Guyane. Réal fut plus heureux auprès de Moreau dont l'âme simple et bonne n'ayant pas les mêmes secrets à garder, et incapable d'une longue défiance, se laissa entraîner à une démarche inopportune. Depuis le jour où il avait refusé de se laisser conduire auprès du Premier Consul, on avait souvent repété à Moreau que Bonaparte n'avait pas de griefs contre lui, qu'il n'en voulait qu'aux royalistes, qu'il ne désirait de lui qu'une déclaration franche et loyale au sujet de sa conduite dans les derniers événements, et qu'une fois cet aveu obtenu, il serait heureux de tendre la main à son ancien rival de gloire. Ces assurances plusieurs fois renouvelées, les supplications d'une famille au désespoir, la crainte d'obéir à son insu à des préventions peut-être injustes, décidèrent Moreau à accepter ces avances d'une générosité simulée. Il écrivit au Premier Consul, non pour lui demander grâce comme on l'a dit[1], mais pour mettre en quelque sorte les pièces du procès sous ses yeux par un sincère exposé des faits. Sa lettre (en date du 7 mars), calme et digne, est un récit très-exact de ses rapports avec Pichegru avant et depuis la conspiration; elle est une sorte de déposition plutôt qu'une apologie; mais bien que la mémoire de Moreau n'ait rien à en désavouer[2], on sent combien elle a dû coûter à sa fierté, car s'a-

1. Thibaudeau.

2. Sauf un mot peut-être : « *des ennemis* nous ont séparés depuis ce temps. » Entre Moreau et Bonaparte il y avait autre chose que des ennemis.

dresser au Premier Consul c'était le transformer en juge, lui qui jusque-là n'était qu'un ennemi! Par ce seul motif cette lettre était une faute. Bonaparte n'eut pas plutôt reçu cette douloureuse confidence adressée à sa générosité, confiée à son honneur, arrachée à la détresse de l'homme qu'il avait lui-même attiré dans le piége, qu'il se hâta de la faire joindre au dossier de Moreau : « J'ai mis hier votre lettre sous les yeux du Premier Consul, lui écrivit à ce sujet le grand juge[1] ; *son cœur a été vivement affecté des mesures de rigueur* que la sûreté de l'État lui a suggérées.... Maintenant que les poursuites sont commencées, les lois veulent qu'aucune pièce ne soit soustraite aux juges, et le gouvernement m'a ordonné de joindre votre lettre à la procédure. »

Quelque satisfaisants que fussent pour Bonaparte les résultats obtenus, ils n'avaient pas répondu à son attente, car d'une part les charges relevées contre Moreau étaient fort insuffisantes pour établir sa culpabilité, de l'autre la capture à laquelle il attachait le plus de prix, celle du comte d'Artois et du duc de Berry, lui avait définitivement échappé. Depuis quelque temps les rapports de Savary lui avaient fait prévoir l'inutilité d'une plus longue surveillance sur le point désigné pour le débarquement. Décidé comme il l'était à frapper personnellement les Bourbons pour les dégoûter des conspirations et terrifier leurs partisans, il s'était aussitôt enquis s'il n'y avait pas à sa portée quelque autre membre de cette famille doublement détestée, et depuis qu'elle luttait corps à corps avec lui, et depuis

1. Le 8 mars 1804. *Moniteur.*

qu'elle avait rejeté avec mépris son offre de deux millions pour prix d'une renonciation à la couronne de France. Ce Bourbon s'était rencontré malheureusement pour la gloire du Premier Consul; il résidait depuis près de deux ans à Ettenheim, tout près de Strasbourg mais sur le territoire badois. C'était le duc d'Enghien, petit-fils du prince de Condé, jeune homme plein d'ardeur et de bravoure, toujours au premier rang dans les combats auxquels avait pris part l'armée de son grand-père. Retiré à Ettenheim depuis la fin de la guerre, il y vivait fixé par une passion romanesque pour la princesse Charlotte de Rohan qu'il avait épousée secrètement, et le voisinage de la Fôret-Noire lui permettait de satisfaire son goût pour la chasse. Complétement étranger à la conspiration, dont il ne connaissait pas même l'existence, il attendait pour reprendre son service dans les corps d'émigrés, un signal du cabinet anglais qui lui servait une pension. On l'avait fait observer par un ancien serviteur de sa maison, nommé Lamothe, dont le rapport n'établissait en rien sa complicité avec les conjurés de Paris[1], mais mentionnait deux circonstances de nature à faire naître quelques doutes : la première était la présence, à Ettenheim, de Dumourier, dont l'agent avait par erreur confondu le nom avec celui du marquis de Thumery; la seconde était un bruit assez répandu, quoique également erroné[2] d'après lequel le duc d'Enghien se se-

1. Rapport du maréchal des logis de gendarmerie Lamothe, en date du 5 mars 1804.

2. Il a été démontré tel non-seulement par la correspondance du duc mais par le témoignage de ses officiers.

rait parfois aventuré jusqu'à entrer à Strasbourg pour y assister à une représentation théâtrale. Mais ces deux faits, à les supposer établis, ce qui n'était pas, étaient loin de constituer une présomption sérieuse, car rien jusque-là ne prouvait que Dumourier fît partie de la conspiration, et si le duc allait furtivement à Strasbourg, il n'en résultait pas qu'il fût venu jusqu'à Paris. Le gouvernement avait d'ailleurs dans les mains la correspondance de Drake avec Méhée, il avait les rapports de ses agents auprès de Taylor et de Spencer Smith, il avait les dépêches de M. de Massias, notre ministre à Bade; il savait d'autant mieux qu'il n'y avait rien au fond de la conspiration de Drake que Bonaparte lui-même l'avait organisée et tenait dans sa main tous les fils de cet imbroglio. Si le duc d'Enghien eût joué à Ettenheim le rôle qu'on lui prêtait, il n'est pas douteux qu'il n'en eût transpiré quelque chose dans ces divers documents qui étaient tous muets à son égard. Napoléon ne put pas croire un instant que le duc d'Enghien conspirait contre lui; et l'on ne doit voir qu'une abominable comédie dans la fameuse scène, tant de fois reproduite que Desmarest a racontée pour la première fois: « Eh bien! monsieur Réal, vous ne me dites pas que le duc d'Enghien est à quatre lieues de ma frontière organisant des complots militaires? Suis-je donc un chien que le premier venu peut assommer impunément? » Survient alors Talleyrand qui reçoit le même accueil, puis Cambacérès qui en apprenant qu'il s'agit de faire enlever et fusiller le duc d'Enghien exprime respectueusement l'espoir *que la rigueur n'irait pas si loin!* « Sachez! lui répond Bonaparte que je ne veux pas mé-

nager *mes assassins*[1] ! » Au reste cette explosion de colère jouée paraît si peu motivée à l'auteur même de ce récit qu'il l'explique par la persuasion où devait être Napoléon que le duc d'Enghien était le *prince français* qui devait se mettre à la tête des conjurés. Mais ce prince français, ils l'avaient nommé, il y avait plus d'un mois, dans leurs dépositions ; c'était le comte d'Artois suivi du duc de Berry. Ce prince devait venir d'Angleterre et non des bords du Rhin, et c'était lui que Savary venait d'attendre pendant vingt-huit jours à la falaise de Biville ! Cette seconde erreur est donc moins admissible encore que la première. Le seul crime du duc d'Enghien était de se trouver à la portée de la main de Bonaparte dans un moment où il fallait à Bonaparte le sang d'un Bourbon, et c'est pour cette raison unique qu'il fut choisi et frappé.

Aucun des systèmes imaginés alors ou depuis pour rejeter sur des hasards ou sur des instruments passifs la responsabilité du meurtre, ne tient devant un simple exposé des faits. C'est dans les derniers jours de février que Bonaparte apprend qu'il doit définitivement renoncer à l'espoir de faire tomber le comte d'Artois dans l'embuscade de Biville ; il fait aussitôt écrire par Réal au préfet de Strasbourg, pour savoir si le duc d'Enghien est à Ettenheim. Dans cette lettre du 1er mars à M. Shée, Réal ne demande pas : Le duc conspire-t-il ? Avez vous quelque renseignement à transmettre sur lui ? Il demande simplement ceci : « Le Duc est-il toujours à Ettenheim[2] ? » Le rapport

1. *Quinze ans de haute police*, etc.
2. Document cité par Nougarède de Fayet : *Recherches historiques sur le procès du duc d'Enghien.*

de Lamothe arrive le 9 mars, le 10 mars il donne à Caulaincourt et à Ordener l'ordre de franchir la frontière et d'investir l'un Offenbourg, l'autre Ettenheim. Ce fait est intimement lié à tout ce qui précède, c'est la résolution d'une âme violente et impatiente de frapper. Comment l'attribuer à un autre qu'à celui qui alors était tout et qui seul dans cette affaire était emporté par la passion et aveuglé par l'intérêt personnel! Dans ses confidences de Sainte-Hélène, tantôt il revendique la détermination pour lui seul[1], tantôt il l'impute aux conseils perfides des acteurs sans volonté qui se trouvèrent mêlés à ce triste drame, comme s'il avait l'habitude de se laisser influencer par son entourage, surtout dans des questions d'une aussi grande importance! Et qui en accuse-t-il? l'homme qui par situation avait le moins intérêt à le pousser à un semblable excès et qui par caractère y répugnait le plus, Talleyrand[2], le froid, le prudent, le modéré Talleyrand, l'homme des moyens termes, l'ennemi des partis extrêmes, nature complaisante jusqu'à la lâcheté mais ni méchante ni cruelle. Et dans quel but Talleyrand aurait-il imaginé ce crime? dans le but de compromettre à tout jamais Bonaparte avec les Bourbons et de rendre le retour de ceux-ci impossible! Mais pourquoi? quelle crainte ou quelle ambition pouvait lui inspirer une telle frénésie? cette race royale était-elle entre lui et le trône? qu'avait-il tant à redouter des Bourbons, lui qui n'avait trempé dans aucun des excès de la Révolution, qui n'avait

1. *Testament* de Napoléon.
2. O'Méara, Las Cases.

été ni un régicide comme Fouché, ni un terroriste comme Bonaparte, lui qui était même un des seuls hommes de gouvernement possibles dans l'hypothèse d'une restauration ?

A cette fausse et lâche excuse invoquée par un homme qui tantôt reculait devant son propre crime, tantôt s'en glorifiait avec un orgueil cynique, selon qu'il songeait à fléchir ou à étonner l'histoire, les apologistes du règne[1] ont ajouté des justifications auxquelles il n'avait jamais lui-même pensé, et dont le succès lui eût probablement fourni de nouvelles raisons de mépriser les hommes plus ingénieux que le tyran lui-même pour amnistier la tyrannie. Telle est la légende d'un prétendu *quiproquo* qui aurait été le motif déterminant de Bonaparte. Ce roman qui paraît avoir été dans l'origine inventé par Réal et Savary, personnages fort intéressés à disculper leur maître pour laver leur propre mémoire, consiste à soutenir que l'arrestation du duc d'Enghien ne fut résolue que sur la conviction qu'il était un certain *personnage mystérieux*, désigné sous le nom de *Charles*, que quelques uns des prévenus disaient avoir vu chez Georges, et dont ils donnaient le signalement. D'après cette version, Bonaparte se serait persuadé que ce personnage était le prince qui devait se mettre à la tête de la conspiration pour la diriger, et il n'aurait fait enlever le duc d'Enghien « qu'afin de le *faire confronter* avec les témoins[2]; » c'est-à-dire afin de faire constater son identité avec cet inconnu; de là l'erreur fatale qui amena

1. Savary, Meneval, Desmarets, Bignon, Thiers.
2. Paroles de Réal, rapportées par Savary.

la catastrophe de Vincennes. En premier lieu on ne trouve aucune trace de cette préoccupation dans les documents originaux; on avait le signalement le plus minutieux du personnage mystérieux; « chauve, blond, taille médiocre, etc., » ce signalement ne répondait en rien à celui du duc d'Enghien, il eût suffi du premier gendarme venu pour le constater et l'on ne posa pas même la question à l'agent envoyé à Ettenheim pour épier le duc! En second lieu, ce signalement n'était autre que celui de Charles Pichegru, dont on avait pu d'autant plus facilement constater l'identité qu'il était enfermé, depuis plus de dix jours, au Temple, avec les prévenus qui l'avaient dénoncé, et lorsqu'on eut pris le duc d'Enghien, personne ne songea un instant à la confrontation. En troisième lieu, enfin, Bonaparte savait depuis le 14 février, c'est-à-dire depuis un mois, par la déposition de Bouvet de Lozier que les chefs de la conspiration étaient le comte d'Artois et le duc de Berry, qu'ils venaient d'Angleterre, centre du complot, et non des bords du Rhin; et ce n'était que faute d'avoir pu s'emparer de leur personne qu'il avait pensé à faire saisir le duc d'Enghien, dont le nom n'avait pas même été prononcé dans une seule déposition.

Il y a plus; il résulte des pièces publiées au procès de Georges que l'accusé Picot, interrogé sur le nom du personnage mystérieux, *dès le 14 février*, répondit que ce ne pouvait être que Pichegru, et sa déclaration à cet égard fut confirmée par tous les autres détenus. Ni ces allégations, ni les variantes qu'on y a introduites depuis, pour leur donner plus de vraisemblance, ne résistent à un examen at-

tentif[1]; non-seulement la détermination originelle appartient à Bonaparte, mais jamais résolution n'a été plus librement raisonnée et voulue, plus indépendante de ces fatalités, de ces erreurs qui influent si souvent sur nos desseins, et pour tout dire, plus *personnelle;* elle porte sa signature et n'a rien de commun avec les atrocités révolutionnaires, où l'on rencontre toujours l'aveugle inflexibilité d'un principe. La terreur frappait au nom de la loi, ici c'est la *vendetta* corse qui poursuit un ennemi, dans ses enfants, dans sa famille et au besoin dans sa parenté la plus éloignée.

Il y eut, dit-on, un conseil[2] où la mesure ne fut discutée que pour la forme et où Cambacérès s'attribue l'honneur d'avoir fait entendre des conseils de modération trop timides pour être écoutés, ce qui lui aurait attiré cette réplique fameuse : « Vous êtes devenu bien avare du sang des Bourbons ! » Mais il faut mettre au rang des fables l'anecdote d'un prétendu rapport que Talleyrand aurait lu à l'appui de la mesure, et qui, dérobé par lui aux archives pour être brûlé, aurait été laissé par mégarde au fond d'un tiroir[3], où une providence vengeresse prit soin de le conserver. Ce sont là de grossières inventions qui ne méritent

1. M. Thiers substitue au thème de Savary un autre quiproquo fondé sur un mot de Léridant dans sa déposition du 10 mars, mais cette version est encore moins soutenable, car à cette date tout était décidé. M. Thiers n'a qu'une idée vague des faits. Il va jusqu'à attribuer les sorties de Bonaparte contre Markoff à la complicité de ce diplomate avec les conjurés! Or, ces scènes avaient eu lieu six mois auparavant et Markoff avait quitté la France depuis le 28 novembre 1803.

2. Selon Desmarest ce conseil se réduirait à la conversation rapportée plus haut, ce qui est fort probable

3. Meneval, Savary.

pas même d'être discutées. La seule pièce que Talleyrand ait rédigée à ce moment, et c'est déjà beaucoup trop pour son honneur, est celle où, en sa qualité de ministre des affaires étrangères, il notifiait à l'électeur de Bade la violation de territoire à laquelle le Premier Consul avait dû se résigner « avec la plus profonde douleur. »

Le 15 mars 1804, un détachement de dragons, parti de Schelestadt au milieu de la nuit, sous les ordres du colonel Ordener, franchit le Rhin, enveloppa Ettenheim et cerna la maison où se trouvait le duc. Le premier mouvement du duc d'Enghien fut de répondre à la sommation d'ouvrir en faisant feu sur ses agresseurs: il en fut détourné par un officier allemand qui se trouvait auprès de lui et qui lui ayant demandé « s'il était compromis, » sur sa réponse négative, lui fit remarquer l'inutilité de la résistance[1]; il se rendit prisonnier pour ne pas exposer ses amis. On s'empara alors de tous ses papiers, et on le conduisit à la citadelle de Strasbourg, où il fut enfermé avec le marquis de Thumery et les personnes qu'on avait trouvées chez lui. De toutes ces personnes qui étaient au nombre de huit, le marquis seul et le colonel Grunstein appartenaient à l'émigration militante, les autres étaient des ecclésiastiques et des domestiques[2]. On eut ainsi sur-le-champ la preuve de la fausseté des rapports et sur la présence de Dumourier, et sur la complicité du duc avec la conspiration de Paris dont il n'y avait pas trace dans ses papiers, et même sur le

1. Rapport du citoyen Charlot, chef du 38e escadron de gendarmerie. — *Journal* du duc d'Enghien.

2. Rapport de Charlot

rôle militaire qu'on lui attribuait en prévision de la prochaine guerre, car il vivait là en simple particulier; et les rassemblements d'émigrés qui étaient censés se grouper autour de lui étaient purement imaginaires.

Mais la perte de l'infortuné jeune homme était résolue, et d'autant plus inévitable qu'elle se liait à un calcul politique. Dès le 12 mars, Bonaparte va s'enfermer à la Malmaison où il sera à la fois à l'abri de sollicitations qu'il est décidé à ne pas écouter, et éloigné du théâtre du crime, car il ne veut pas que sa personne paraisse dans un acte où sa volonté est tout. C'est Murat qu'il vient de nommer gouverneur de Paris, Réal le chef de sa police, Savary son homme d'exécution, qui figureront en première ligne dans un drame où ils ne sont que ses instruments. Dès le 15 mars, il écrit à Réal de faire tout préparer au château de Vincennes[1]. Le 17 mars il a dans les mains toute la correspondance du duc d'Enghien; il la renvoie deux jours après à Réal, en lui recommandant « d'empêcher qu'on ne tienne aucun propos sur le plus ou moins de charges que contiennent ses papiers[2]. » Il sait que toutes ces charges se réduisent à une seule, au tort d'avoir servi dans l'armée des émigrés et d'être prêt à y servir de nouveau, tort qu'il a amnistié chez tant de milliers d'hommes infiniment moins excusables que l'héritier d'une famille si cruellement frappée par la Révolution; il sait que tous les soupçons qu'on a pu avoir contre lui n'ont aucun fonde-

1. Bonaparte à Réal.
2. Bonaparte à Réal, 19 mars.

ment. La fable impudente de Savary relative à la confusion « avec le personnage mystérieux » devient ici tellement insoutenable que ses continuateurs sont obligés de convenir que Bonaparte ne pouvait plus avoir cette fausse idée, mais, disent-ils, il craignit alors de « s'exposer à provoquer un rire de mépris de la part des royalistes. » Singulière raison pour immoler un innocent! Bonaparte n'avait d'ailleurs rien de semblable à craindre de la part d'un parti terrifié. Il n'avait plus ni crainte ni illusion, il agissait en parfaite connaissance de cause. Il reçoit, le 18 mars, une dépêche de M. de Massias, notre ministre à Bade, qui atteste « que la conduite du duc a toujours été innocente et mesurée. » D'après la légende consacrée, cette dépêche aurait été interceptée par M. de Talleyrand; mais cette activité dans une haine sans motifs paraît bien peu conciliable avec les passions nonchalantes de cet homme d'État. M. de Massias fit plus; il alla à Strasbourg avertir le préfet, M. Shée, qu'il n'y avait à Ettenheim ni conspiration ni rassemblement d'émigrés[1]. Faut-il croire que M. Shée avait fait comme Talleyrand le serment de perdre le duc? La conduite et les intentions du duc d'Enghien importaient fort peu à Bonaparte; ce qu'il voulait c'était se défaire de lui. Sur tous ces points sa conviction est si bien formée que dans le projet d'interrogatoire qu'il envoie à Réal le 20 mars au matin (et plus probablement le soir du 19[2]) le grief de complicité dans la conspiration n'est pas même mentionné : on ne l'ac-

1. *Lettre à M. de Bourrienne sur l'affaire du duc d'Enghien*, par le baron de Massias, 1829.

2. Bonaparte à Réal, 20 mars : *date supposée.* Correspondance.

cuse plus « que d'avoir porté les armes contre sa patrie, » et de faits accessoires, liés à ce fait principal; on se borne à lui faire demander en dernier lieu « s'il a eu connaissance du complot, et si, *ce complot ayant réussi*, il ne devait pas entrer en Alsace. » On ne prend plus la peine d'invoquer de faux prétextes, on se contente du motif qui suffit pour l'envoyer à la mort, car c'est là tout ce que l'on veut.

Pendant que tout se prépare pour un dénoûment tragique, Bonaparte reste enfermé à la Malmaison, inaccessible à tout le monde, excepté à ses familiers les plus intimes. Il leur récite, dit-on, des vers de nos grands poëtes sur la clémence, pour prévenir leurs supplications en faisant croire à des sentiments qui n'étaient pas dans son cœur. Ses hommes d'exécution Réal et Savary, ont avec lui des communications de chaque instant ; ils règlent ensemble toutes les mesures à prendre. Aucun homme connu ne se souciant d'apposer son nom à un arrêt déshonorant, on fera juger le prince par une commission composée des colonels de la garnison de Paris, hommes tout dévoués et peu capables de discerner la gravité de l'acte qu'on leur demande. Réal lui-même ne se compromettra pas dans un interrogatoire fait pour la forme : il sera suppléé par un capitaine rapporteur que choisit Murat. Dans le cas où le prisonnier demandera à voir Bonaparte, on ne tiendra aucun compte de sa réclamation[1]. Le Premier Consul ordonne que le jugement *sera exécuté* sur-le-champ, for-

1. Hullin et Savary reconnaissent également la réalité de cette consigne, et ils se rejettent mutuellement la honte de l'avoir acceptée, ce qui importe peu.

mule sinistre qui disait assez la nature de ce jugement. En dépit de tous les mensonges qu'on a entassés sur cet incident de sa vie, il n'y a pas trace d'un fait qui prouve qu'il ait éprouvé un seul instant d'hésitation; tout démontre au contraire que jamais meurtre n'a été plus froidement consommé. On l'a dépeint se promenant seul pendant des heures entières dans les allées de la Malmaison, inquiet, incertain, et l'esprit profondément troublé. « La preuve de ses agitations, a-t-on écrit, est dans son oisiveté même, *car il ne dicta presque pas une lettre pendant les huit jours de son séjour à la Malmaison*, exemple d'oisiveté unique dans sa vie[1]! » Un simple coup d'œil jeté sur sa correspondance, du 15 au 23 mars, suffit pour démontrer la complète inexactitude de cette allégation; dans ce court espace de temps, il dicte *vingt-sept* lettres, dont quelques-unes très-volumineuses et relatives à des affaires de tout genre. Dans la seule journée du 20 mars, où ses agitations ont dû apparemment être portées au paroxysme, il en dicte jusqu'à *sept*, et dans le nombre, il s'en trouve une écrite à Soult et d'une longueur exceptionnelle, où il n'est question que du calibre des mortiers à placer à Boulogne et au fort Rouge, des modifications à donner à la plate-forme des bateaux canonniers, des péniches, de la flottille batave, et enfin « *des ballots de coton empoisonnés que les Anglais ont vomis sur nos côtes pour empester le continent*[2]! » idée qui paraîtrait ridicule dans toute autre circonstance et qui est d'une imagination singulièrement assombrie, mais nullement d'un esprit tourmenté par le remords.

1. Thiers.
2. Bonaparte à Soult, 20 mars 1804.

Le duc d'Enghien arriva à Paris, le 20 mars, vers onze heures du matin : on le retint à la barrière jusqu'à quatre heures du soir, évidemment pour attendre de nouveaux ordres de la Malmaison. De là il fut conduit par les boulevards extérieurs au donjon de Vincennes où Bonaparte avait placé comme gouverneur un *homme de confiance* tout à fait digne de la tâche à laquelle il devait présider. C'était ce même Harel qui lui avait livré les têtes innocentes d'Arena, Ceracchi, Topino-Lebrun et Demerville, pour un crime dont il était le seul instigateur et le seul artisan. Le prince put alors prendre un peu de nourriture et de repos. Il résulte de l'enquête minutieuse qu'on fit plus tard sur ce lugubre événement, qu'à l'heure où le duc d'Enghien arriva à Vincennes pour y être jugé, sa fosse était déjà creusée[1]. Vers minuit il est réveillé par le capitaine Dautancourt qui vient procéder à un interrogatoire préliminaire, comme rapporteur de la commission. Ses réponses sont simples, pleines de noblesse et de modestie, d'une grande netteté et parfaitement véridiques. Il convient qu'il a fait toute la guerre d'abord comme volontaire, ensuite comme commandant de l'avant-garde du corps de Bourbon ; qu'il reçoit un traitement de l'Angleterre et n'a que cela pour vivre. Mais il nie avoir jamais connu Dumourier ni Pichegru. Au moment de signer le procès-verbal il écrit de sa main sur la minute « qu'il fait avec instance la demande d'avoir une audience particulière du Premier Consul. Mon nom, mon rang, ma façon de

1. *Lettre de M. Laporte Lalanne*, l'un des commissaires chargés de de l'enquête. — *Procès-verbal* des commissaires. — Déposition du sieur Bonnelet terrassier.

penser et *l'horreur de ma situation*, ajoute-t-il, me font espérer qu'il ne se refusera pas à ma demande[1]. » Le choix seul de l'heure indiquait que son sort était décidé. C'est cette requête d'un mourant, renouvelée quelques instants après devant la commission, et non-seulement prévue, mais rejetée à l'avance, comme l'attestent à la fois Hullin et Savary, qui se transforme dans les relations de Sainte-Hélène en une *lettre* que retient Talleyrand toujours altéré du sang des Bourbons : « Le duc, dit Napoléon, m'avait écrit une lettre *dans laquelle il m'offrait ses services et me demandait le commandement d'une armée*, et ce scélérat de Talleyrand ne me la remit que deux jours après la mort du prince[2] ! » Il y a ici une double et honteuse calomnie, l'une contre Talleyrand, l'autre contre le duc d'Enghien, et celle-ci est particulièrement odieuse : elle est comme le soufflet dont le bourreau frappait le visage de la victime après l'avoir décapitée. Le duc n'écrivit pas de lettre ni à plus forte raison une lettre aussi déshonorante, mais l'eût-il écrite soit de Strasbourg, soit de Vincennes, elle n'eût été dans aucun cas remise à M. de Talleyrand. Elle eût été comme tous ses autres papiers envoyée directement à la Malmaison, ou, dans le cas bien invraisemblable d'une confusion, au grand juge ou à Réal, chargé de la police, ou encore à Murat, gouverneur de Paris. Il n'y avait aucune possibilité qu'elle fût adressée à M. de Talleyrand, alors ministre des affaires étrangères. A supposer qu'il fût le monstre de cruauté qu'un tel acte dénoterait, Talleyrand était

1. Rapport du capitaine Dautancourt.
2. O' Méara, Las Cases.

trop souple, trop avisé pour se le permettre envers un homme comme Bonaparte. Cette anecdote ne peut faire tort qu'à la mémoire de celui qui l'a inventée, et à l'intelligence de ceux qui l'adoptent.

A deux heures du matin [1], le prince est introduit devant la commission militaire que préside le général Hullin. A la physionomie morne et impassible de ces hommes habitués à l'obéissance passive, il est facile de voir qu'ils ont une consigne, et la condamnation de l'accusé est écrite d'avance sur leur visage sévère et triste. Tout en eux et autour d'eux dénonce le rôle lugubre qu'ils ont accepté; les ténèbres dont ils s'environnent, le mystère avec lequel ils procèdent, le silence et l'isolement de cette heure nocturne, l'absence des témoins, du public, des défenseurs qu'on ne refuse pas au dernier des assassins, le déni de toutes les formes protectrices des accusés [2], l'empressement furtif avec lequel ils expédient leur besogne, toutes ces choses muettes ont une voix terrible qui crie : Ce ne sont pas là des juges! En voyant leur attitude le prisonnier a deviné le sort qui l'attend. Le noble jeune homme se redresse, il répond avec une dignité simple et virile aux questions sommaires que lui adresse Hullin. Ces questions faites pour la forme ne sont que la reproduction abrégée de celles du capitaine rapporteur : elles ne constatent d'autre fait que celui d'avoir porté les armes contre la république, fait qui

1. L'heure est constatée sur la minute originale du jugement ; mais cette date a été raturée après coup comme trop accusatrice pour les juges.

2. Ces violations des formes judiciaires ont été relevées endétai dans l'éloquent mémoire de Dupin : *Discussion des actes de la commission militaire*, etc.

n'était pas contesté par l'accusé. On dit que lorsque Hullin lui demanda s'il avait trempé dans un complot contre la vie du Premier Consul, le sang des Condé se révolta en lui et qu'il repoussa le soupçon avec une rougeur de colère et d'indignation; mais les dures invectives que vingt ans après Savary plaça dans la bouche de Hullin sont dépourvues de toute vraisemblance, car les juges étaient plus embarrassés que le coupable. Hullin, qui est beaucoup plus digne de foi, assure au contraire s'être efforcé de suggérer au prisonnier des réticences qui pouvaient le sauver et qu'il repoussa avec une noble indignation comme indignes de lui. L'interrogatoire terminé, le prince renouvelle sa demande d'un entretien avec le Premier Consul. Alors Savary qui jusque-là s'était tenu silencieusement devant la cheminée et derrière le fauteuil du président: « Maintenant, dit-il, cela me regarde[1]! » Après une demi-heure de huis clos nécessaire à un semblant de délibération et à la rédaction d'un arrêt *signé en blanc*, on vient chercher le prisonnier. Harel se présente un flambeau à la main, il le conduit à travers un sombre passage jusqu'à un escalier donnant sur les fossés du château[2]. Arrivés là, ils se trouvent en présence d'une compagnie des gendarmes de Savary, rangés en bataille, on lit au prince sa sentence à côté de la fosse creusée d'avance où son corps va être jeté. Une lanterne déposée près de la fosse[3] prête sa lueur sinistre

1. Hullin : *Explications au sujet de la commission militaire chargée de juger le duc d'Enghien.*
2. Déposition du brigadier Aufort.
3. *Procès-verbal d'enquête.* L'anecdote de la lanterne placée sur le cœur du duc d'Enghien est controuvée.

à cette scène de meurtre. Le condamné, s'adressant alors aux assistants, leur demande si quelqu'un d'eux peut se charger du message suprême d'un mourant. Un officier sort des rangs; le duc lui confie un paquet de cheveux destinés à une personne aimée. Quelques instants après il tombe sous les balles des soldats.

Tel fut ce guet-apens, un des plus lâches qui aient été commis dans tous les temps. A en croire les apologies de ceux qui ont pris part à son exécution, personne n'en serait responsable, et la fatalité seule aurait commis le crime. A tous les hasards malheureux qu'ils ont découverts après coup dans ce triste événement, il faudrait en ajouter un dernier plus lamentable encore et qui aurait seul perdu le prince. Réal, chargé de l'interroger, aurait ouvert trop tard le message qui lui confiait cette mission, et il ne serait arrivé à Vincennes qu'après l'exécution. Mais si Réal avait dû faire l'interrogatoire, comment Murat qui maudissait son rôle dans cette circonstance aurait-il pris sur lui d'en charger le capitaine Dautancourt? Et si Réal est accouru à Vincennes, comment écrit-il à Hullin deux lettres successives dans la matinée pour le prier de lui envoyer le jugement et les interrogatoires? Jamais plus misérables subterfuges n'ont été imaginés pour dérober des coupables au juste mépris de l'histoire. Il faut mettre sur la même ligne le récit de Savary au sujet de l'accueil que lui fait Bonaparte lorsqu'il vient à la Malmaison rendre compte de sa mission : « Il m'écoute *avec la plus grande surprise!...* Il me fixe avec des yeux de lynx : « Il y a là, dit-il, quelque chose qui « me passe.... Le jugement ne devait avoir lieu qu'a- « près que Réal aurait *interrogé le prisonnier sur un point*

« *qu'il nous importe d'éclaircir....* Voilà un crime et qui « ne mène à rien ! » Le point *à éclaircir* c'était encore la question de l'identité du duc avec le personnage mystérieux, *chauve, blond, de taille médiocre!* Quand on pense que de si impudentes inventions ont été acceptées par toute une génération, on se demande si le mensonge n'a pas par lui-même une saveur et un attrait si irrésistibles pour les appétits vulgaires que la vérité ne peut plus leur paraître que répulsive. Non, il n'y a eu dans la catastrophe de Vincennes ni hasard, ni confusion, ni méprise; tout y a été conçu, prémédité, combiné avec un soin d'artiste, et il faut avoir perdu le sens à force de prévention pour accepter les fables accréditées par le criminel lui-même. Comment l'homme qu'on voit dans sa *Correspondance* si minutieux, si attentif aux plus imperceptibles détails, si pénétrant et si inquisitif lorsqu'il s'agit des agents les plus insignifiants de la conspiration, l'homme qui dictait lui-même les interrogatoires et dirigeait toutes les poursuites contre le prévenu Querelle ou la femme Pocheton, aurait-il pu devenir du jour au lendemain le jouet des quiproquos, des distractions et des bévues énormes qu'on lui prête lorsqu'il s'agit d'un Bourbon et d'un Condé ? Comment admettre qu'un esprit si clairvoyant, un caractère si entier et si absolu n'ait plus été en cette circonstance critique qu'un docile mannequin dans la main de Talleyrand ? Non, en dépit des falsifications et des mensonges, en dépit d'une hypocrisie plus odieuse que le crime lui-même, il ne lui sera pas donné d'échapper à la responsabilité de l'acte où il a mis le plus de calcul; l'œuvre restera sienne devant Dieu et devant les hommes, et

l'histoire n'admettra pas même en sa faveur ce partage d'ignominie que créent les complicités au bénéfice du coupable, car dans le meurtre du duc d'Enghien il y a eu un auteur principal et des instruments; il n'y a pas eu de complices.

La nouvelle de l'exécution du duc d'Enghien ne fut connue à Paris que dans la soirée du 21 mars; elle y produisit l'impression la plus sinistre. C'était en effet la terreur, mais la terreur au profit d'un seul homme, la terreur moins le fanatisme, la terreur moins la publicité et le grand jour, car tout dans cette ignoble tragédie s'était passé de nuit, l'arrestation, le jugement, l'exécution. Cependant l'opinion publique dépourvue de tout moyen d'exprimer sa réprobation resta forcément muette, et la sensation fut passagère. Les hommes sont si peu capables de consistance même dans la haine, que moins de trois mois après le meurtre, ceux qu'il avait le plus indignés pétitionnaient auprès du meurtrier pour obtenir quelque place dans ses antichambres. Il n'y eut qu'une seule protestation, celle de Chateaubriand, qui donna sa démission de chargé d'affaires auprès de la république du Valais. Fourcroy reçut un discours de clôture tout rédigé qu'il se hâta d'aller prononcer au Corps législatif[1] pour congédier cette assemblée. Bonaparte vint en personne au conseil d'État et s'y livra à un de ces monologues dans lesquels il semblait prendre à partie un interlocuteur imaginaire, comme s'il eût senti tout ce que le silence général cachait de réprobation : « La population de Paris n'était qu'un ramas de badauds.... elle avait

1. Pelet de la Lozère.

toujours fait le malheur de la France!... Quant à l'opinion publique, il fallait respecter ses jugements, mais mépriser ses caprices.... Au reste, il avait cinquante mille hommes pour faire respecter la volonté de la nation! » Il entra ensuite dans des explications sans fin que personne ne lui demandait; puis comme irrité du mutisme obstiné qu'il trouvait autour de lui, il leva brusquement la séance. Les journaux eurent l'ordre de se taire. Le *Moniteur* eut ce jour-là et le lendemain, 22 mars, une physionomie à part, pleine de mystère, de douceur et de componction. Le 21 mars, il débutait par une lettre du pape Pie VII « *à son très-cher fils en Jésus-Christ Napoléon Bonaparte* » au sujet des églises d'Allemagne, témoignage d'affection précieux à faire valoir auprès des âmes pieuses dans ces circonstances difficiles. Il ne contenait pas un mot au sujet du tragique événement qui était dans toutes les bouches. Une courte note apprenait toutefois au public l'existence de rassemblements d'émigrés sur la rive droite du Rhin, « *encombrée* de ces nouveaux légionnaires. » Sans nommer le duc d'Enghien, elle disait « qu'un prince Bourbon, *avec son état-major et quelques bureaux*, était fixé sur ce point d'où il dirigeait le mouvement. » Honteux mensonge, calculé pour préparer l'opinion, car on avait depuis plusieurs jours la liste nominative des huit personnes parfaitement inoffensives qui se trouvaient auprès du prince [1], et il fallait une singulière audace pour les transformer en un état-major et en bureaux d'enrôlement. Le lendemain

1. C'étaient avec Thumery, le colonel Grunstein, deux abbés, un secrétaire, trois domestiques. — *Rapport de Charlot.*

22 mars, c'est encore par une pièce de la piété la plus édifiante que débute le journal officiel; il est de plus en plus confit en dévotion. Cette fois, c'est l'évêque de Coutances qui vient se porter garant des sentiments religieux du Premier Consul. Au milieu d'une messe solennelle demandée par les vétérans pour remercier Dieu de la découverte de la conspiration, l'évêque a proposé en exemple à ces militaires la foi exaltée du nouveau Constantin : « Soldats, leur a-t-il dit, ne l'oubliez jamais ce Dieu que le vainqueur de Marengo adore, ce Dieu devant qui on l'a vu dans la cathédrale de Milan courber son front couronné par la victoire ! etc. » Après ce prélude plein d'édification et à la suite des nouvelles du jour, à la place la moins apparente de la feuille officielle, on trouve un document qui semble rejeté là comme quelque pièce historique insignifiante, sans préparation ni réflexion, ni rien qui attire les yeux, c'est le jugement de la commission militaire contre *le nommé* Louis-Antoine-Henri de Bourbon, duc d'Enghien. Et pour achever de caractériser tout ce qu'il y avait eu de perfidie et de préméditation dans cet arrangement, ce jugement même était *un faux*. L'arrêt original porté à la Malmaison par Réal avait paru trop brutal dans son éloquente brièveté, et l'on y avait rétabli quelques formules et quelques semblants de formes judiciaires.

L'émotion produite par la mort du duc d'Enghien commençait à peine à se calmer, lorsque le 6 avril on apprit que le général Pichegru avait été trouvé étranglé dans sa prison. « Le 5 avril, vers onze heures du soir, raconta le *Moniteur*, Pichegru ayant pris un fort bon repas, se coucha vers minuit. Le garçon de cham-

bre qui le servait s'étant retiré, Pichegru tire de dessous son chevet, où il l'avait placée, une cravate de soie noire dont il s'enlace le cou. Une branche de fagot qu'il avait mise en réserve lui aide alors à exécuter son projet de suicide. Il introduit ce bâton dans les deux bouts de sa cravate assujettis par un nœud. Il tourne ce petit bâton près des parties glandulaires du cou autant de fois qu'il est nécessaire de le faire pour clore les vaisseaux aériens; près de perdre la respiration, il arrête le bâton derrière son oreille et se couche sur cette même oreille pour empêcher le bâton de se relâcher. Pichegru, naturellement replet, sanguin, suffoqué par les aliments qu'il vient de prendre et par la forte pression qu'il éprouve, expire pendant la nuit. »

Ce récit, précis et circonstancié comme s'il avait été écrit par un témoin oculaire, n'était nullement propre à prévenir ou à dissiper les soupçons qu'un tel événement devait faire naître. Il a le tort très-fâcheux en pareille circonstance de vouloir trop prouver. Pour quiconque sait, par exemple, ce que l'agonie produite par la strangulation a d'angoisses et de convulsions, il est difficile d'admettre que Pichegru, dans ce moment suprême où le mouvement survit à la conscience et à la volonté, ne se soit pas involontairement débattu et soit resté jusqu'au bout immobile, *couché sur l'oreille, pour empêcher le bâton de se relâcher*, selon l'intention que lui assigne, avec une si imperturbable assurance, l'auteur de cet étrange procès-verbal. D'autres particularités suspectes pouvaient être relevées soit dans le rapport des chirurgiens nommés pour visiter le corps, soit dans la déposition des gardiens. Les chirur-

giens constatèrent que Pichegru avait sur la joue gauche « une égratignure transversale d'environ six centimètres[1], » et ils l'attribuaient au mouvement rotatoire du bâton, chose assez peu vraisemblable si ce mouvement avait été produit par le général lui-même. Cette brutalité attestait l'intervention d'une main étrangère. Écoutons maintenant le gardien de service auprès de Pichegru. Il déclare « être entré le matin dans la chambre de Pichegru pour y allumer du feu, et *que ne l'entendant et ne le voyant remuer, et craignant qu'il ne fût arrivé quelque accident,* il est allé sur-le-champ prévenir le citoyen Fauconnier, le concierge du Temple[2], » sans autrement vérifier si sa supposition est fondée ou non, sans voir ni mentionner aucun des détails d'une scène qui était si bien faite pour frapper ses yeux. Et chose non moins extraordinaire, ce vague rapport « qu'on n'a pas entendu Pichegru remuer » suffit au geôlier Fauconnier, il n'a pas besoin d'un plus ample informé ; sur ce simple renseignement il court tout droit chez le colonel Ponsard et chez le juge d'instruction Thuriot[3].

Le *Moniteur* revint encore sur la mort de Pichegru ; il raconta « que le soir Pichegru avait demandé un *Sénèque*, et qu'ouvrant ce livre à la page où le philosophe dispute sur les malheurs de la vie et le passage facile à l'éternité, Pichegru avait essayé le *suicide.* » Réal et ses amis racontèrent de leur côté que Pichegru avait emprunté ce Sénèque à Réal plusieurs jours auparavant, et qu'il le laissa ouvert à la page où le

1. Rapport des chirurgiens nommés par le tribunal, etc.
2. Déposition du porte-clef Popon.
3. Déposition de Fauconnier.

moraliste dit « que celui qui veut conspirer doit avant tout ne pas craindre la mort. » Ainsi Pichegru voulant quitter la vie aurait pris soin d'écarter lui-même toutes les apparences qui auraient pu faire croire à un assassinat! Pour faire connaître son intention de se suicider il aurait songé à demander un Sénèque au lieu d'écrire un mot sur ses dernières volontés; il aurait choisi ce moyen indirect et détourné, ce moyen théâtral et contraire à son caractère; il aurait voulu préparer cette justification à son plus mortel ennemi! Il faut convenir qu'on sent là trop d'artifice et d'arrangement, et ce dernier trait dépasse la mesure, car il est plutôt de nature à faire naître les doutes qu'à les dissiper. Il faut en dire autant de la première exclamation qui selon le témoignage de Savary échappe à Réal lorsqu'il est informé de l'événement : « Eh bien! quoiqu'il n'y ait rien de plus évidemment démontré que ce suicide, on dira toujours que n'ayant pu le convaincre nous l'avons étranglé[1]. »

Telle fut en effet l'impression universelle au moment où l'on apprit cette mort et où toutes les circonstances de l'événement étaient encore gravées dans les esprits. On alla jusqu'à désigner les exécuteurs, c'étaient ces mameluks que Bonaparte avait ramenés d'Orient et dont il s'entourait, ministres bien choisis en effet pour cette exécution à la turque. Les prisonniers racontèrent que la nuit ils avaient entendu le bruit d'une lutte dans le cachot de Pichegru[2]. Savary atteste que longues années après un haut fonctionnaire qui était

1. *Mémoires* de Savary.
2. Fauche Borel.

son ami lui parla de l'assassinat de Pichegru « comme d'une vérité dont il ne doutait pas. » Le baron de Dalberg, alors représentant de Bade à Paris, était l'interprète du sentiment général du corps diplomatique lorsqu'il annonçait à son gouvernement « que Pichegru avait été choisi comme victime. L'histoire des empereurs romains, le bas empire, ajoutait-il, voilà le tableau de ce pays, de ce règne[1], » comparaison d'autant plus juste qu'à ce moment même, et comme s'il avait voulu en confirmer l'exactitude, Bonaparte irrité des murmures des salons de Paris faisait insérer dans tous les journaux un article « sur les causes qui avaient pu déterminer Constantin *à former une nouvelle capitale*. » Il avait plus d'une fois annoncé tout haut son intention vraie ou fausse de transporter la capitale à Lyon, et il choisit ce moment pour publier cette menace des plus transparentes à l'adresse des Parisiens.

Depuis cette époque, le temps qui affaiblit toutes les impressions a presque effacé les soupçons auxquels avait donné lieu la mort de Pichegru ; mais pour qui se transporte au milieu des circonstances du moment et les examine avec une froide attention, les motifs de suspicion restent intacts. Indépendamment des points de fait que nous avons établis, la mort de Pichegru donne lieu à une double question. Bonaparte était-il *capable* d'employer un tel moyen pour se défaire de Pichegru ? Le meurtre du duc d'Enghien, victime infiniment plus pure, plus innocente, plus intéressante que Pichegru, et qui avait été sacrifiée quinze jours auparavant, dispense de répondre à cette question. On

1. Dépêche du 11 avril 1804.

peut se demander ensuite s'il y avait *intérêt?* Pichegru avait constamment déclaré dans ses interrogatoires qu'il ne parlerait que devant le tribunal; depuis la duperie dont il avait été l'objet de la part de Réal, il s'expliquait en termes très-amers au sujet du Premier Consul; on savait qu'il avait été le dépositaire de plus d'un secret à l'époque du 18 fructidor, et depuis, concernant le général Bonaparte; on connaissait son caractère énergique et résolu; on n'ignorait pas enfin qu'il était poussé à bout, prêt à déchirer tous les voiles. Il n'en fallait certainement pas davantage pour décider un ennemi tout-puissant, aux yeux de qui la vie d'un homme ne comptait pas plus que celle d'un moucheron. Mais le Premier Consul, a-t-on dit souvent, n'avait-il pas un plus grand intérêt encore à se défaire de Moreau, et dans ce cas, pourquoi frapper Pichegru? La réponse est facile. Pichegru était tellement compromis qu'il n'avait plus rien à ménager ni à espérer; il ne pouvait se relever un peu devant l'opinion qu'à la condition d'attaquer ouvertement la tyrannie de Bonaparte; Moreau était au contraire dans une situation où il ne pouvait pas même exprimer un blâme sur la politique du Consul sans s'exposer au soupçon d'une hostilité personnelle; il n'y avait contre lui que des charges très-légères, il leur eût donné du poids, en prenant dans le procès le rôle d'un rival ou même d'un opposant; il devait se renfermer strictement dans la discussion des faits qu'on lui reprochait. C'étaient là des raisons décisives de ne pas craindre de sa part ce qu'on redoutait de celle de Pichegru; et d'ailleurs comment faire croire que Moreau, contre qui on n'avait aucune preuve, avait pu s'abandonner

lui-même au point de se *suicider?* Pour expliquer une pareille détermination, il eût fallu une situation désespérée. Ce n'est pas tout. Pichegru était déconsidéré, il n'inspirait plus d'intérêt qu'à l'émigration, on pouvait le faire disparaître sans danger; Moreau était estimé même de ses ennemis, il était adoré de ses anciens soldats, il avait de nombreux partisans parmi les chefs de l'armée et jusque dans le sénat, et si un tel homme avait été étranglé dans sa prison, le gouvernement consulaire n'eût pas selon toute apparence porté son crime bien loin. Il résulte de ces considérations, que si le meurtre de Pichegru ne peut pas être donné comme un fait rigoureusement démontré, il n'a non plus rien qui soit invraisemblable. Le mystère ne sera peut-être jamais éclairci, et l'accusation serait téméraire, mais le soupçon sera toujours légitime.

CHAPITRE IV.

L'EMPIRE. — LE PROCÈS ET LA PROSCRIPTION DE MOREAU.

Si le motif des facilités et des encouragements de toute sorte que le gouvernement avait prodigués à une conspiration qui sans lui n'aurait peut-être jamais eu un commencement d'existence, était un seul instant douteux pour l'histoire, l'empressement éhonté qu'on mit à tirer de cette noire combinaison les résultats qu'on en attendait, suffirait à lui seul pour donner une clarté parfaite aux intentions de ceux qui la favorisèrent. L'art avec lequel on exploita le complot explique merveilleusement la coopération qu'on lui avait prêtée. Ce sont deux coups montés en même temps, deux parties liées qui n'ont qu'un seul et même enjeu, deux entreprises qui visent au même but. Ce but si ardemment et si perfidement poursuivi, ce n'était pas seulement la perte de Moreau et de tous ses amis qui allaient être enveloppés dans sa disgrâce, ce n'était pas seulement la mort de Pichegru, de Georges, du duc d'Enghien, la suppression violente de tout ce qui restait d'éléments énergiques au sein du parti royaliste, c'était encore le

couronnement de ces espérances depuis si longtemps ajournées, dont le pamphlet de Fontanes avait été la première manifestation, dont la conspiration de Ceracchi avait été le prétexte savamment préparé, dont le Consulat à vie avait été l'avortement passager, par suite de la dissimulation obstinée de Bonaparte, c'était le rêve dont on ne voulait pas attendre la réalisation des triomphes devenus un peu problématiques de l'expédition d'Angleterre; c'était en un mot l'Empire. La commotion produite par les derniers événements, l'ébranlement communiqué à tant de têtes faibles et légères, si promptes à se jeter d'un extrême à l'autre, les protestations de dévouement provoquées au sein de tous les corps officiels, de toutes les assemblées administratives à l'occasion des dangers auxquels le Premier Consul disait avoir échappé, rendaient facile l'introduction de l'objet déjà connu de ses désirs sous forme d'adresse ou de pétition, et la question, une fois introduite, était d'avance résolue.

Depuis longtemps les mots d'*Empire d'Occident*, d'*Empire des Gaules*, avaient été mis en avant par des hommes zélés, jaloux de prendre date, et sûrs de plaire au maître en prononçant tout haut le nom qui ne quittait plus sa pensée. Mais ces mots n'avaient pas trouvé d'échos, ils n'avaient été accueillis que par l'indifférence publique. Dès la rupture de la paix d'Amiens, Fox écrivait à son neveu que le bruit courait que Bonaparte allait se faire proclamer *empereur des Gaules*[1]. L'annonce était prématurée, mais l'événe-

1. *Memorials and correspondence*, published by lord Russell. Vol. III.

ment était résolu. Il avait d'abord fallu faire naître l'occasion; aujourd'hui on la tenait : choisir, pour opérer cette transformation, l'échec d'une conspiration était un procédé indiqué et devenu banal depuis Machiavel. Pendant même qu'on fusillait le duc d'Enghien à Vincennes, des adresses signées par des fonctionnaires, des conseils électoraux et des conseils municipaux, demandaient que Bonaparte mît fin aux inquiétudes de la nation et consolidât les institutions, en rétablissant l'hérédité. Le signal avait été donné au fond d'une province éloignée par un collége obscur que présidait Ganteaume. Cette requête ne répondait en rien au sentiment général, c'était le gouvernement qui se l'adressait à lui-même, par la main de ses créatures. La France était passive et subjuguée, elle n'avait plus ni volonté ni opinion, elle était surtout crédule, ignorante, et n'avait presque aucun moyen de connaître la vérité sur les faits qui venaient de se passer; elle se laissa pousser avec résignation dans la voie où l'on voulait l'entraîner. Jamais révolution ne fut moins spontanée, moins motivée, moins appelée par le vœu public; jamais crise n'a été provoquée avec plus de mépris pour les droits du peuple; jamais on n'a plus audacieusement insulté au bon sens et à la vérité qu'en affirmant que l'Empire était souhaité par la nation. Dans l'entourage même de Bonaparte, les personnages les plus éclairés étaient pour la plupart opposés au nouveau changement; ils s'effrayaient pour eux-mêmes d'une ambition qui semblait devenir plus insatiable en raison même des satisfactions qu'on lui prodiguait afin de l'apaiser. Ainsi pensait Cambacérès lui-même, le grand meneur du

Consulat à vie, devenu hostile aux projets annoncés non par scrupule ou par principe, mais par prévoyance et par crainte de l'avenir si imprudemment escompté. Bonaparte n'avait pour lui que ceux qui spéculaient d'avance sur les faveurs d'un régime nouveau. A leur tête s'était placé Fouché, fatigué de sa longue inertie, et impatient de reconquérir sa place dans le gouvernement. Fouché fut, à défaut de Cambacérès, l'instrument principal de cette transformation; ouvrier digne d'une telle tâche. Les services qu'il rendait ici n'étaient d'ailleurs que la continuation de ceux qu'il avait rendus dans la trame ourdie contre Moreau. Il y déploya sa vieille expérience de roué politique, et toute sa science de l'intrigue. Le meurtre du duc d'Enghien produisit un mouvement d'horreur, mais n'arrêta pas des manifestations organisées, dans lesquelles l'opinion publique n'était pour rien. Il ne s'agit bientôt plus que d'y faire participer les grands corps d'État, plus dociles encore que tous les autres : ils n'attendaient que le mot d'ordre pour obéir.

On trouva un moyen très-simple d'engager le Sénat. Dans le but de faire diversion à la fâcheuse impression produite en Europe par la violation du territoire germanique, le Premier Consul avait fait rédiger par le Grand Juge un rapport concernant les intrigues de Drake, de Spencer Smith en Allemagne et la duperie dont ils avaient été l'objet de la part de Méhée et du capitaine Rosey. On joignit à ce rapport comme pièce de conviction la correspondance de ces agents diplomatiques avec les deux agents provocateurs, et pour donner le plus grand éclat possible à ces lettres fort insignifiantes, on les appuya par une circulaire des

plus bruyantes et des plus déclamatoires, que Talleyrand adressa à toutes les cours européennes, pour flétrir une fois de plus les abominables menées du cabinet britannique. C'était tirer doublement parti de cette médiocre production, que de la communiquer au Sénat dans la circonstance présente. La commission nommée pour examiner le rapport au nom de cette assemblée, ignorant ce qu'on allait exiger d'elle, ne proposa qu'un projet d'adresse contenant les félicitations obligées; mais Fouché avait reçu mission d'éclairer le Sénat. Bonaparte jugeait inutile de recommencer cette fois la comédie du Consulat à vie, car il en avait été le premier puni; il s'était expliqué nettement au sujet de ses intentions. Fouché fit connaître aux sénateurs un désir qui était pour eux un ordre. Il n'eut pas de peine à les convaincre de l'avantage qu'il y aurait pour le Sénat à devancer une volonté à laquelle il ne pouvait faire obstacle : l'adresse projetée se changea aussitôt en une invitation à s'emparer de la couronne. Le 27 mars, alors que le corps de la victime de Vincennes était à peine refroidi, et que l'impression était encore toute vive dans les esprits, les personnages les plus considérables de l'État, au milieu de la stupeur universelle, s'empressèrent d'offrir au meurtrier la récompense du crime. « Vous fondez, lui disaient-ils, une ère nouvelle, mais vous devez l'éterniser; l'éclat n'est rien sans la durée. Ne différez pas, grand homme, achevez votre ouvrage en le rendant immortel comme votre gloire. Vous nous avez tirés du chaos du passé, vous nous faites bénir les bienfaits du présent, garantissez-nous l'avenir[1] ! »

1. *Adresse du Sénat.*

Bonaparte accueillit avec une calme gravité le vœu des sénateurs, mais il crut devoir manifester l'étonnement d'un homme pris au dépourvu. Il demanda à réfléchir avant de répondre à une proposition dont il avait eu seul l'initiative. Ce qu'il voulait en réalité c'était gagner le délai indispensable pour tout régler et pour préparer les esprits à une transformation dont personne ne sentait la nécessité. En même temps donc qu'il faisait débattre au conseil d'État par ses orateurs les avantages comparés du système électif et du système héréditaire, en même temps qu'il affectait avec certains personnages d'hésiter entre un empire et un *stathoudérat*[1], il pressait ses préfets d'activer les démonstrations de toutes les assemblées placées sous leur dépendance; il chargeait ses ambassadeurs de négocier la reconnaissance de son nouveau titre auprès des cours étrangères, particulièrement de la Prusse et de l'Autriche; il discutait avec ses frères Joseph et Louis tantôt l'éventualité d'un divorce, tantôt le mode d'après lequel devait être réglée l'hérédité; il s'efforçait de faire accepter à Louis l'idée d'une adoption devant laquelle ce dernier se récriait avec horreur, disant qu'on voulait le déshonorer et confirmer les bruits injurieux auxquels avait donné lieu la naissance de son premier fils; enfin il mandait à ses généraux[2] de *consulter* l'opinion de l'armée, en ayant soin toutefois de n'adresser cette invitation qu'à ceux qui étaient capables d'en comprendre le sens. Cette dernière formalité était d'autant plus dé-

1. Miot de Mélito.
2. Lettre à Soult, 14 avril 1804.

risoire que les vœux des soldats étaient d'avance exploités comme une menace auprès des membres du Sénat, du Corps législatif et du Tribunat. On leur faisait dire sous main « que l'armée était impatiente, que ses chefs craignaient de ne pouvoir bientôt plus la contenir, qu'il fallait donc se hâter si l'on ne voulait pas voir consommée par la force militaire une révolution qui devait être faite par les pouvoirs civils! » L'armée était donc au fond le levier qui faisait mouvoir tout l'État. Il est facile de comprendre le résultat de ce mouvement général imprimé à cette machine si bien organisée pour le despotisme; une fois jeté dans la filière l'Empire suivait une marche régulière, prévue, que rien ne pouvait arrêter désormais, si ce n'est un hasard extraordinaire.

L'Europe étant moins disciplinée se montra moins complaisante. Nous avons vu comment Bonaparte, à la suite de la rupture du traité d'Amiens, en était arrivé en peu de temps à exaspérer contre nous par ses exigences intraitables les États les mieux disposés en notre faveur, et cela au moment où la guerre dans laquelle nous venions de nous engager nous imposait plus que jamais le devoir de les ménager. Nous l'avons vu s'aliénant le cœur des peuples alliés par ses déprédations, pressurant sans pitié les nations dépendantes, humiliant sans mesure l'Autriche vaincue, irritant la Russie faute d'avoir pu l'amener à prendre parti contre l'Angleterre, repoussant enfin avec une aveugle infatuation la main que lui tendait la Prusse pour une clause qu'elle refusait à son obstination. Un complet isolement fut la conséquence naturelle de cette politique. Les sentiments d'hostilité

que l'attitude énigmatique des puissances révélait eussent suffi à eux seuls pour faire reculer le Premier Consul devant un fait aussi énorme que l'enlèvement du duc d'Enghien en pleine paix sur le territoire germanique, s'il eût possédé ce génie politique qu'on lui a si facilement attribué. Si en effet il ne prévoyait pas les conséquences inévitables d'un tel événement, dans la disposition peu amicale où se trouvait l'Europe, il faut lui dénier presque absolument ce tact et cette justesse d'esprit sans lesquels il n'y a jamais eu de grande politique; s'il les prévoyait et si, selon une expression qu'on surprit plus d'une fois sur ses lèvres, il voulait « vaincre l'Angleterre en battant l'Europe, » s'il préféra sa vengeance à la paix du monde, s'il commit froidement ce crime avec la conscience des calamités qu'il allait attirer sur son pays, il n'était dès lors qu'un insensé et un furieux à mettre hors la loi du genre humain.

L'impression produite sur les puissances européennes par l'enlèvement et le meurtre du duc d'Enghien fut un sentiment unanime d'indignation, mais elles étaient loin de se trouver toutes en état de le manifester. La Prusse ne témoigna son mécontentement que par un profond silence; mais elle se lia aussitôt à la Russie par un traité secret[1]. Les deux puissances s'engageaient à nous déclarer la guerre dès « le premier empiétement du gouvernement français contre les États du nord. » Le cas seul d'une augmentation de nos troupes dans le Hanovre suffirait pour leur donner le droit de réclamer le *casus fœderis*. L'Autriche,

1. Signé le 24 mai 1804.

alors isolée par suite du partage des indemnités germaniques, resta dans l'attitude craintive que lui commandait la prudence et continua à nous témoigner de froids égards. M. de Cobentzel eut même la faiblesse de dire à notre ambassadeur Champagny, mais seulement dans une conversation privée, « que son maître comprenait les nécessités de la politique, » ce qu'on fit valoir à Paris comme une adhésion du cabinet autrichien. Les petites cours germaniques terrifiées parurent ignorer l'événement. La Russie seule protesta énergiquement. Cette puissance eut en cette occasion l'honneur d'être l'interprète de l'opinion du monde entier. Aussitôt que la nouvelle parvint à Saint-Pétersbourg, Alexandre fit prendre le deuil à toute sa cour. Quelques jours après, une note sévère et hautaine à l'adresse du cabinet français vint préciser le sens de cette manifestation[1]. Après avoir exprimé les sentiments « de douleur et d'étonnement » que l'événement d'Ettenheim avait causés à l'Empereur, la note relevait l'infraction au droit des gens, commise par la violation d'un territoire neutre, et annonçait que le gouvernement russe se réservait d'agir auprès de la Diète. La petite cour de Suède imita courageusement la conduite de la Russie. La réponse du Premier Consul ne se fit pas attendre ; elle est restée mémorable par le mal qu'elle nous a fait. S'il ne s'était agi que de répliquer par un sanglant affront à de trop justes plaintes, cette réponse aurait pleinement atteint son but. Mais s'il s'agissait d'éviter une rupture imminente par une habile temporisation, de pallier en les

1. Note du 30 avril.

atténuant des faits éternellement regrettables, de laisser en un mot une porte ouverte à la conciliation, la note du cabinet français était aussi funeste qu'inopportune : « La plainte que la Russie élève aujourd'hui, disait-elle, conduit à demander si, lorsque l'Angleterre médita l'assassinat de Paul Ier, on eût eu connaissance que les auteurs du complot se trouvaient à une lieue des frontières, on n'eût pas été empressé de les faire saisir. »

Cette allusion à l'impunité dont jouissaient les meurtriers de Paul était en effet une foudroyante réplique, mais elle sacrifiait les intérêts de notre politique à une satisfaction d'amour-propre, et elle faisait une blessure irréparable au cœur du jeune souverain, car Alexandre avait subi son élévation comme un malheur et profité du meurtre sans en être complice. Les raisonnements qu'on avait joints à cette déclaration injurieuse dans le but de prouver que, les puissances germaniques se tenant pour satisfaites, la Russie n'avait aucun droit de se plaindre, étaient d'ailleurs fort superflus, car lorsqu'on frappe, il est inutile de raisonner. A supposer que la maxime fort contestable de *qui ne dit mot consent*, fût applicable ici, il y avait au-dessus des intérêts allemands un intérêt plus général, il y avait un droit public européen ; et si les gouvernements germaniques étaient trop faibles pour oser l'invoquer, n'était-ce pas une raison de plus pour les États forts de prendre la défense de l'indépendance commune ? Bonaparte prescrivit en même temps à Talleyrand de rappeler sur-le-champ notre ambassadeur de Saint-Pétersbourg en y laissant un simple chargé d'affaires ; il lui dicta le

langage qu'il devait tenir auprès de cette cour : « *Je ne veux pas la guerre*, lui disait-il, *mais je ne la crains avec personne....* C'est bien assez d'avaler sur mer les avanies de l'Angleterre sans être obligé d'avaler encore les impertinences de la Russie.... Toute l'Europe, disait-il encore, me rend la justice *que je ne me mêle des affaires intérieures d'aucun État;* et je ne souffrirai pas qu'on veuille faire le contraire en France[1]. » On a vu précédemment par le récit de nos rapports avec l'Espagne, avec la Suisse, avec la Hollande, avec l'Italie, avec l'Angleterre elle-même, comment Bonaparte « ne se mêlait des affaires intérieures d'aucun État. » Dans ce moment même il venait de forcer la cour de Rome à lui livrer, par la plus lâche complaisance et au mépris de tous les droits, l'émigré Vernègues, naturalisé russe, qu'il avait voulu un instant impliquer dans la conspiration de Georges. Mais peu de temps après, embarrassé de sa capture, il favorisa sous main son évasion, lorsqu'il s'aperçut que ses menaces contre la Russie avaient produit en Europe un effet tout contraire à celui qu'il en attendait.

Cet effet était de moins en moins favorable à mesure que l'ensemble des derniers événements était mieux connu. Le rapport relatif aux menées de Drake, publié si bruyamment pour détourner contre l'Angleterre l'indignation produite par la catastrophe de Vincennes, avait complétement manqué son but malgré les gros mots dont Talleyrand avait émaillé sa circulaire aux membres du corps diplomatique. Quel était en effet le crime de Drake et de Spencer

1. Bonaparte à Talleyrand, 13 mai 1804.

Smith? D'avoir accueilli les ouvertures d'un agent de police qui leur promettait de faire enlever dans le cabinet du Premier Consul un portefeuille contenant des secrets d'État? d'avoir essayé de nouer des intelligences avec un comité royaliste imaginaire? Mais ce qu'ils avaient tenté vainement de faire dans un pays avec lequel leur patrie était en guerre, combien de fois Bonaparte ne l'avait-il pas fait avec un plein succès dans des pays avec lesquels il était en paix? Toute sa politique n'avait consisté, le plus souvent, que dans des pratiques de ce genre, mais ses menées à lui étaient mille fois plus odieuses parce qu'il les employait envers des alliés ou envers des faibles et parce qu'à la ruse il savait joindre la violence. L'Angleterre n'avait fait d'ailleurs que lui emprunter son moyen favori en lui suscitant des ennemis en France, dans un moment où, pour réparer l'échec de son essai d'insurrection en Irlande, il formait à Boulogne des régiments d'Irlandais pour un nouveau soulèvement. S'il ne faisait pas plus, c'est qu'il ne le pouvait pas; c'est qu'avec toutes ses promesses de délivrer le peuple anglais de son aristocratie et de lui apporter les bienfaits de l'égalité, il n'aurait pas entraîné en Angleterre le dernier des mendiants.

Lors donc que Talleyrand s'écriait avec une feinte indignation dans son manifeste : « Une telle *prostitution* étonnera et affligera l'Europe comme le scandale d'un crime inouï et que jusqu'ici les gouvernements les plus pervers n'avaient pas osé méditer! » ces paroles retombaient de tout leur poids sur celui qui les avait dictées. Lord Hawkesbury n'éprouva aucun embarras à justifier son gouvernement des accusations

du cabinet français. En repoussant avec mépris toute participation à un projet d'assassinat, en signalant cette accusation comme un moyen « de détourner l'attention de l'Europe de l'action sanguinaire qui venait d'être perpétrée par l'ordre direct du Premier Consul, » il restait dans la stricte vérité. Enfin en affirmant sans détour son droit et son intention « de profiter de tous les mécontentements existant dans les pays avec lesquels il était en guerre[1], » il eut aux yeux de toute l'Europe, sur le gouvernement français, l'avantage de la franchise et de la dignité.

Près d'un mois s'était écoulé depuis que le Sénat avait invité Bonaparte à achever son ouvrage et à affermir nos institutions par le rétablissement du trône. Pendant ce temps il avait eu le loisir de terminer *ses réflexions*, c'est-à-dire de s'assurer de l'assentiment de la Prusse et de l'Autriche, des dispositions de ses soldats, de l'inépuisable docilité de la nation. L'immense troupeau des fonctionnaires s'était précipité avec son zèle accoutumé dans la voie qu'on lui avait ouverte; les chefs de l'armée avaient saisi avec avidité un moyen d'avancement plus rapide et moins dangereux que celui des combats; et durant tout le mois d'avril la France avait retenti des protestations du dévouement officiel et de ses vœux en faveur de l'Empire. Quant à cette nation singulière, mélange désespérant d'inconsistance et de grandeur, de faiblesse et de générosité, tout émue encore de son indignation de la veille, partagée un instant entre l'idolâtrie et

1. Note de lord Hawkesbury, 30 avril 1804. *Annual register : state papers.*

l'horreur, mais trop démoralisée et trop sceptique pour avoir une volonté, elle semblait ne pouvoir plus résister à la fascination du crime et de la gloire; elle s'abandonnait elle-même avec une sorte d'ivresse, semblable à ces femmes avilies qui se donnent de préférence à celui qui les méprise et les violente. Le 23 avril, le signal fut enfin donné. Le tribun Curée, homme choisi en raison de son obscurité même, pour mieux laisser toute leur valeur aux arrêts du Destin, déposa sur le bureau du Tribunat une motion demandant l'établissement de l'Empire en faveur de Napoléon Bonaparte et de sa famille. Alors le Premier Consul se décide à répondre à l'adresse des sénateurs :

« Votre adresse, leur dit-il, n'a pas cessé d'être présente à ma pensée, elle a été l'objet de mes méditations les plus constantes. Vous avez jugé l'hérédité de la suprême magistrature nécessaire pour mettre le peuple français à l'abri des complots de nos ennemis et des agitations qui naîtraient d'ambitions rivales. Plusieurs de nos institutions vous ont en même temps paru devoir être perfectionnées pour assurer sans retour *le triomphe de l'égalité et de la liberté publique*, et offrir à la nation et au gouvernement la double garantie dont ils ont besoin.... J'ai senti de plus en plus combien les conseils de votre sagesse et de votre expérience m'étaient nécessaires pour fixer toutes mes idées. Je vous invite donc à me faire connaître votre pensée tout entière.... Je désire que nous puissions dire au peuple français, le 14 juillet de cette année : il y a quinze ans par un mouvement spontané vous courûtes aux armes, vous acquîtes la liberté, l'égalité, la gloire. Aujourd'hui ces premiers

biens des nations assurés sans retour sont à l'abri de toutes les tempêtes, ils sont conservés à vous et à vos enfants! » (25 avril.)

Comme au lendemain du 18 brumaire, c'était sous la protection des grands souvenirs de 89 que se plaçait ce nouveau coup d'État destiné à effacer les derniers vestiges des libertés publiques. Mais plus grande était la force de celui qui recourait à de pareils artifices, plus odieuse était son hypocrisie. On ne saurait d'ailleurs nier que ce charlatanisme cynique, employé systématiquement dans les plus petites choses, n'ait puissamment contribué à maintenir le pouvoir de Bonaparte. Il savait bien que les hommes éclairés n'étaient pas dupes d'un si grossier mensonge, mais la grande masse qu'on conduit avec des mots et qui est fort insensible à l'existence des garanties politiques, retrouvant sans cesse dans les discours officiels les formules les plus populaires de la révolution, ne demandait pas mieux que de prendre au sérieux un langage dont elle était peu en état de comprendre toute la fausseté. Aux yeux de cette masse, la révolution c'était la possession des biens nationaux, c'était l'avancement dans l'armée et l'admissibilité à tous les emplois, c'était l'abolition des priviléges nobiliaires Tous ces biens, Bonaparte les lui assurait; il n'en fallait pas plus au grand nombre pour suivre aveuglément un homme qu'on n'avait plus aucun moyen de démasquer, et qui avait du reste l'art de satisfaire quelques-uns des appétits les plus chers de la démocratie sinon ses instincts élevés. Là est le premier secret de cette surprenante popularité.

Le discours du Premier Consul venait d'ouvrir la

lice aux ambitieux, aux courtisans, aux spéculateurs, aux coureurs de place : tous s'y précipitent à l'envi, ne cherchant plus qu'à se gagner de vitesse et à se devancer les uns les autres, et les timides les y suivent par crainte de voir leur peu d'empressement dénoncé comme une conspiration. Au Tribunat, dans la séance du 30 avril, Curée développe sa motion au milieu des applaudissements de l'assemblée. Siméon, jaloux de faire oublier son passé de royaliste et son opposition d'un jour, l'appuie avec enthousiasme. Il montre l'Empire étouffant comme Hercule les serpents qui se sont glissés dans son berceau. Il compare Bonaparte à Hugues Capet et à Charlemagne. Il rappelle le juste décret qui renversa les Stuarts. Parmi les orateurs qui lui succèdent, c'est à qui le dépassera par la hardiesse de ses flatteries. C'est l'émulation dans la servilité, comme on l'a vue quelquefois dans l'indépendance. Duveyrier demande qu'on fasse enfin violence « aux vertueux scrupules et à la touchante réserve de Bonaparte.... seul il résiste encore, il balance, en a-t-il le droit ? » — « On compare Bonaparte à Charlemagne! se récrie Carrion de Nisas avec une sorte d'indignation. A Dieu ne plaise que je veuille déprécier ce grand conquérant et ce grand législateur. Mais Charlemagne devait la moitié de sa force et de sa grandeur à l'épée de Charles Martel et à celle de Pépin. Celui-ci doit tout à lui-même, et c'est par ce caractère surtout qu'il nous plaît et nous convient! »

Au milieu de cette scène d'avilissement, un homme seul se tint debout et montra qu'il se souvenait et de son propre passé et de la dignité de son pays. Cet

homme était Carnot, représentant d'une génération plus fière, dont le rêve le plus cher allait s'évanouir, et digne encore, malgré beaucoup de faiblesses, de rendre témoignage en faveur de la grande cause qui succombait en cet instant. Carnot avait servi jusqu'à l'aveuglement la fortune de Bonaparte, il l'avait seul défendu contre la juste défiance du Directoire, alors que la conduite du jeune général en Italie trahissait si clairement une ambition effrénée ; depuis cette époque, bien que payé de la plus noire ingratitude, il avait mis sa popularité de républicain et sa vieille réputation d'intégrité au service du 18 brumaire en acceptant le ministère de la guerre. Plus tard même il avait consenti à remplacer un des *éliminés* du Tribunat. C'étaient là autant d'actes qui accusaient son caractère et son intelligence ; il les effaça tous par son honorable et ferme attitude dans cette triste journée, et son opposition tardive fut d'autant plus méritoire qu'elle devait lui faire perdre tout le fruit de ses complaisances passées. Au reste ces services seuls lui valurent l'honneur de pouvoir faire entendre une patriotique protestation au milieu du silence imposé à tous ceux dont la parole aurait pu éclairer la France. Il dut toutefois se borner à constater dans un discours froidement méthodique que rien dans la situation actuelle ne nécessitait le changement projeté, et que le pouvoir absolu n'avait jamais été un élément de stabilité. Un mot expressif de ce discours révélait la profondeur des illusions qu'avait nourries Carnot : « *Aujourd'hui, disait-il, se découvre enfin d'une manière positive le terme de tant de mesures préliminaires!* » Voilà donc ce qu'il avait fallu pour lui faire

reconnaître que le 18 brumaire conduisait à la monarchie et que Bonaparte n'avait pas cessé un seul jour de marcher vers ce terme de son ambition! c'était seulement à l'époque du Consulat à vie qu'il avait commencé à ouvrir les yeux. Si un homme si bien placé pour observer les événements avait pu être à ce point dupe des dénégations effrontées que le Premier Consul opposait à ceux qui dénonçaient ses projets, comment s'étonner de leur succès auprès des classes populaires? Un autre trait, frappant dans sa brièveté, mérite de rester : « Vous dites, s'écriait-il, que Bonaparte a opéré le salut de son pays, qu'il a restauré la liberté publique ; est-ce donc une récompense à lui offrir que le sacrifice de cette même liberté? »

Carnot fut à peine écouté par une assemblée possédée du délire de l'adulation et impatiente de se précipiter dans la servitude. Une armée d'orateurs se leva pour protester contre Carnot. Quand tous ont pu prendre date et étaler leur zèle, le Tribunat vote d'enthousiasme la motion de Curée. Son vœu est aussitôt porté au Sénat, qui, plus froid parce qu'il a moins à gagner au changement, s'efforce de faire acheter son acquiescement par quelques faveurs nouvelles, comme s'il dépendait de lui d'imposer des conditions à l'homme de qui il tient tout. Le mémoire sénatorial, qui accompagnait l'offre du trône, faisait ressortir la nécessité d'appuyer la nouvelle monarchie sur de fortes institutions; il réclamait plus de liberté pour les citoyens, plus d'indépendance pour les pouvoirs publics. Le Sénat en particulier ne pouvait se passer de la garantie de l'hérédité ; il devait avoir un veto sur les actes ou les lois contraires à l'esprit des

institutions ; il devait être investi lui-même du droit d'interpréter les sénatus-consultes qu'il rendait ; enfin il voulait être chargé spécialement du soin de veiller sur la liberté de la presse et la liberté individuelle. Nul doute qu'en exprimant ces vœux, et malgré ce qu'ils avaient d'intéressé, les sénateurs ne fussent dans la logique et dans l'esprit des grandes institutions monarchiques. De telles institutions ne peuvent en effet durer qu'à la condition de porter en elles-mêmes un principe rénovateur nécessaire à leur force de conservation ; mais ils méconnaissaient étrangement le caractère d'un homme qui n'avait jamais pu souffrir aucune influence en dehors de la sienne. Si Bonaparte faisait ce dernier pas, c'était, non pour partager son pouvoir en vue d'une consolidation indéfinie dont il se préoccupait fort peu, mais pour le rendre encore plus entier et plus irrésistible. Il s'indigna en plein conseil d'État de l'insatiable avidité des sénateurs, il signala avec force le danger de leur ambition. « Les sénateurs, si on les laissait faire, iraient jusqu'à absorber le Corps législatif, et qui sait? peut être jusqu'à rappeler les Bourbons ! Ils voulaient à la fois légiférer, juger et gouverner. Une telle réunion de pouvoirs serait *monstrueuse ;* il ne la souffrirait pas[1] ! »

Mais ces pouvoirs, selon lui monstrueux dans une assemblée, il lui semblait tout naturel qu'ils fussent concentrés dans la main d'un seul homme. Il ne tint donc aucun compte de ces conseils ridicules, et quelques jours après, Cambacérès apporta tout rédigé aux sénateurs le plan des perfectionnements complémen-

1. Thibaudeau. Pelet de la Lozère.

taires qui étaient censés émaner de leur propre initiative. Le Sénat s'empressa aussitôt de les convertir en sénatus-consulte. Ces nouveautés déplaisaient également et à celui qui les proposait et à ceux qui étaient appelés à les voter; mais ils n'étaient plus en état de rien refuser à la volonté qui les imposait. La dignité impériale était déférée à Napoléon Bonaparte et à ses descendants; à défaut d'héritier naturel ou adoptif, elle était dévolue à ses frères Joseph et Louis, à l'exclusion de Lucien et de Jérôme, que des mariages contractés contre son aveu avaient fait tomber en disgrâce auprès du nouveau souverain. A côté des grands dignitaires dont les noms étaient en partie empruntés à l'empire germanique, en partie à l'ancien régime, devaient briller les grands officiers, indispensable ornement d'une cour au fond toute militaire. Le Sénat voyait accroître le nombre de ses membres, mais il ne recevait en fait d'attributions nouvelles que le droit de former deux commissions dites l'une de la *liberté individuelle*, l'autre de la *liberté de la presse.* Après trois instances consécutives de ces commissions auprès du ministre, le Sénat avait la faculté de déclarer « qu'il y avait de fortes présomptions que ces libertés avaient été violées[1], » solennelle sinécure, prérogative vide de sens, du moment où cette assemblée restait dans la situation dépendante que lui avait créée le Consulat à vie, et ne pouvait exercer les droits en apparence si importants qu'on lui avait confiés à cette époque, que *sur l'initiative du gouvernement.* Le Corps législatif acquérait aussi le droit de parler, mais en *comité secret, et ses*

1. *Sénatus-consulte* du 18 mai 1804, titre VIII.

discussions ne devaient être ni divulguées ni imprimées[1]; en revanche, le Tribunat était de plus en plus subdivisé et annulé. Il ne pouvait plus en aucun cas discuter les lois en *assemblée générale*. En dernier lieu, une haute cour était instituée pour connaître des crimes commis par les membres de la famille impériale, les ministres, les grands dignitaires, des abus et prévarications commis par les fonctionnaires et administrateurs de tout ordre, etc. On l'avait pourvue des plus magnifiques et des plus redoutables prérogatives, mais elle n'était là que pour la forme et ne se réunit jamais. Ainsi disparaissaient les fantômes d'institutions créés par la constitution de l'an VIII. Bonaparte n'avait pu supporter même ces formes sans réalité, il ne laissait plus à leur place que des mots qui bientôt allaient être oubliés à leur tour. En consommant cette dernière révolution, il ne faisait pas seulement violence au génie de son temps, il faisait tort à sa propre intelligence et injure au caractère de la nation française; car à supposer que la France ne fût plus alors ni digne ni capable d'être libre, on pouvait tout au moins dire d'elle ce que le vieux Galba disait à Pison du peuple romain : « *Imperaturus es hominibus qui nec totam servitutem pati possunt, nec totam libertatem.* »

Ces dispositions votées à la hâte sur le rapport de Lacépède, le digne chantre des reptiles, les sénateurs se précipitent sur la route de Saint-Cloud pour aller porter leurs hommages au nouvel empereur. Le régicide Cambacérès, le premier, le salue du nom de Ma-

1. Titre x.

jesté ; il rappelle en termes hyperboliques les services rendus, la victoire ramenée sous nos drapeaux, l'économie rétablie dans les dépenses publiques, les autels relevés, la fureur des partis calmée. En décernant à Bonaparte la dignité impériale la nation n'a fait que payer un tribut à sa propre dignité. « J'accepte, répond Bonaparte, *le titre que vous croyez utile à la gloire de la nation*. J'espère que la France ne se repentira jamais des honneurs dont elle environne ma famille. Dans tous les cas, *mon esprit ne serait plus avec ma postérité* le jour où elle cesserait de mériter l'amour et la confiance de la grande nation ! »

Cette formule mystique dans laquelle Napoléon montrait *son esprit* planant sur ses successeurs n'était déjà plus d'un souverain, mais d'un homme qui s'essayait au demi-Dieu. Il se pare aussitôt de son titre sans attendre la consécration du vote populaire, cérémonie dérisoire qu'on estimait à sa juste valeur en la traitant avec ce mépris si peu dissimulé. Pendant ce temps, à Paris, un groupe de sénateurs et d'officiers, avec accompagnement de trompettes et de timbaliers, parcourt les rues en proclamant le nouveau régime au milieu d'une population indifférente ou étonnée. On publie le partage des nouvelles dignités, les faveurs et les distinctions honorifiques dont elles seront entourées. Cambacérès et Lebrun, les deux consuls sortants, seront affublés des titres grotesques d'*archichancelier* et d'*architrésorier* ; ils auront droit désormais à se faire appeler *Altesses sérénissimes !* Les deux frères de l'empereur, qui, par leur docilité et leur honnête insignifiance, ont mérité d'être admis à l'hérédité, Joseph et Louis, seront, l'un *grand électeur*, l'autre

grand connétable; ils auront le titre d'*Altesses impériales;* à côté d'eux trôneront les *princesses*, leurs sœurs, bien éloignées de ce temps où le jacobin Fréron était pour elles un prétendant inespéré, et au-dessus d'eux *Madame mère*, cette curieuse figure de l'incrédulité qui ne vit jamais dans sa propre fortune qu'une fantasmagorie invraisemblable, et traversa tout l'Empire en économisant sur ses revenus en prévision des mauvais jours[1] ! Les ministres auront droit au titre d'*Excellence;* Talleyrand, trop spirituel et trop sagace pour être favorisé, sera puni de toutes ses complaisances passées par la charge de *grand chambellan*, symbole et châtiment de sa courtisanerie. D'autres fonctions de cour étaient destinées à rehausser l'éclat du trône : il y avait des dames d'honneur, des dames d'atour, des pages ; il y avait un grand aumônier, un grand maréchal du palais, un grand écuyer, un grand veneur, un grand maître des cérémonies, car on n'éprouve jamais plus le besoin de prodiguer la grandeur dans les mots que lorsque la petitesse est dans les choses. Mais tous ces hommes, depuis le maître jusqu'au valet, avaient beau se guinder sous leur pourpre ou sous leur livrée, tout cela sentait la parodie, l'emprunt, le clinquant, les oripeaux d'une représentation de théâtre ou d'une scène de carnaval ; on ne pouvait oublier que ces parvenus, ces jacobins, ces terroristes, ces régicides, si étrangement travestis en hommes de cour, avaient gagné tout ce qu'ils avaient de pouvoir, d'influence, de richesse, à déclamer ou à combattre contre ces titres, ces dignités, ces priviléges dont ils s'empa-

1. *Mémoires* du comte Beugnot.

raient avec tant d'effronterie; on ne pouvait oublier qu'ils avaient les mains encore teintes du sang de leurs prédécesseurs dans ces mêmes fonctions, qu'ils s'étaient enrichis de leurs dépouilles, que le monde avait retenti de leurs serments contre l'aristocratie et la royauté; on ne pouvait oublier que ces nobles ralliés, gagnés à prix d'argent, devenus les humbles courtisans de leurs anciens proscripteurs, détestaient au fond du cœur une usurpation dont ils semblaient vouloir se venger en lui imposant tous les ridicules d'une étiquette surannée; ni le temps, ni la tradition, ni la superstition populaire ne prêtaient leur prestige à ce ramassis de renégats de tous les régimes; et c'est trop demander à l'histoire que d'exiger qu'elle prenne au sérieux une si méprisable bouffonnerie.

La seule création sincère et originale du nouveau régime était l'institution des maréchaux, fondement rationnel d'un ordre de choses qui reposait uniquement sur la force militaire. Ces grands commandements, nés d'un système de conquêtes et ne pouvant se maintenir que par lui, n'avaient rien de rassurant pour l'Europe. Ils revenaient de droit aux lieutenants et aux compagnons d'armes de Bonaparte, Murat, Berthier, Masséna, Lannes, Soult, Brune, Ney, Augereau, Moncey, Mortier, Davout, Jourdan. Ceux qui n'étaient plus propres au service actif comme Kellermann, Pérignon, Lefebvre, Sérurier, reçurent le titre de maréchaux honoraires. Bernadotte qui avait failli un instant comme Lafayette lui-même [1] être enveloppé dans le sort de Moreau, car Bonaparte avait

1. *Mémoires* de Lafayette.

voulu profiter de la conspiration pour se débarrasser de tous ses ennemis à la fois, fut également fait maréchal au lieu d'être envoyé en prison, échappant, grâce à l'amitié de Joseph, à un malheur dont toute sa dextérité n'eût pas suffi à le préserver, sans les liens de famille qui l'unissaient à l'empereur. De tous les amis et lieutenants de Moreau, pas un seul ne figurait sur la liste des maréchaux pour y représenter la noble armée du Rhin. Beaucoup d'entre eux étaient ensevelis dans les mornes de Saint-Domingue. Richepanse était mort obscurément à la Guadeloupe. Parmi les survivants, Decaen était aux Indes, Dessolles, Gouvion Saint-Cyr, Macdonald allaient servir en sous-ordre, malgré leur supériorité d'intelligence et d'instruction sur la plupart des maréchaux, Sainte-Suzanne était enterré dans le Sénat, et le plus illustre de tous, Lecourbe, général incomparable, le second de Masséna à Zurich, le bras droit de Moreau dans la double campagne de 1800, allait expier, dans l'obscurité et l'oubli d'une retraite définitive, le crime de sa fidèle et courageuse amitié pour son ancien frère d'armes.

Pendant que la nouvelle cour enivrée de son triomphe, gorgée de richesses et d'honneurs, étalait dans des fêtes bruyantes tout le luxe sinon toute l'élégance des anciennes pompes monarchiques, le général Moreau, après une longue et pénible attente, était enfin appelé à comparaître devant ses juges. Les débats du procès s'ouvrirent le 28 mai 1804, en présence d'un public composé de tous les hommes que pouvait émouvoir encore le spectacle d'une infortune imméritée. On voyait confondus dans l'auditoire quel-

ques-uns des vieux soldats de l'armée du Rhin à côté des membres les plus illustres du barreau de Paris; les vaincus de la liberté, les amis politiques de Moreau à côté de ses anciens frères d'armes, tous suspects ou odieux à Bonaparte. Le rapprochement qu'on ne pouvait manquer de faire entre tant de malheur et une si insolente fortune, s'était offert à tous les esprits; jamais contraste n'avait été plus criant; et lorsqu'on vit paraître sur le banc des criminels un homme illustré par tant d'actions grandes et glorieuses, des larmes jaillirent de bien des yeux. Il était naturel, d'ailleurs, que l'intérêt du procès se concentrât tout entier sur lui seul, bien qu'on vît à ses côtés Georges, les Polignac et les autres conjurés dont on l'accusait d'avoir été le complice, car c'était surtout contre lui que cette vaste instruction avait été dirigée, et en ce qui concernait ces derniers, ni leurs intentions, ni leur sort ne pouvaient être douteux. En revanche, rien n'était moins démontré que la participation de Moreau à leur complot. Son attitude dans cette dure épreuve ne démentit en rien la haute opinion qu'on avait de lui, et plus d'une fois le président du tribunal fut à ce point troublé par la noblesse, le calme et la force de ses réponses que l'accusé sembla transformé en juge. Toutes les précautions avaient été prises pour que le jugement fût une condamnation. Sans doute, on n'avait pas confié cette tâche à une commission militaire, bien qu'on eût encore sous la main celle qui avait si promptement expédié le duc d'Enghien. On avait reculé devant le *mauvais effet* qu'eût produit une telle récidive; mais on avait supprimé le jury, on avait repoussé

toutes les récusations proposées par les défenseurs de Moreau, on avait enfin introduit dans la composition du tribunal quelques juges de choix comme Hémart le président, Thuriot le juge d'instruction, Gérard, Selves, Granger, Bourguignon. Le général était si fort de son innocence qu'il attachait peu d'importance à la suppression du jury pourvu qu'il fût jugé par des hommes honnêtes : « Tâche, écrivait-il à sa femme peu de temps avant le procès, tâche qu'on s'assure si ceux qui doivent me juger sont des hommes justes, incapables de trahir leur conscience. Si je suis jugé par d'honnêtes gens, je ne puis pas me plaindre, quoiqu'il paraisse qu'on a supprimé le jury[1]. »

Les débats du procès réduisirent singulièrement les charges qu'on se flattait d'avoir réunies au moyen d'aveux en partie extorqués, en partie détournés de leur vrai sens. Ils ne révélèrent aucun fait nouveau, si ce n'est la violence dont quelques-uns des accusés avaient été l'objet. L'un de ceux dont les dénonciations avaient le plus d'importance, Picot, le domestique de Georges, déclara qu'elles lui avaient été arrachées par la torture et par l'appât de cinq cents louis. Il les rétracta toutes et montra au tribunal ses poignets encore meurtris. Déjà dans le procès Céracchi, et dans celui de la machine infernale des accusés s'étaient plaints d'avoir été torturés quand ils refusaient des aveux. Toutes les dépositions furent reprises, rectifiées et complétées. Il en ressortit, avec

1. Lettre inédite de Moreau, communiquée par Mme la comtesse de Courval.

une lumière éclatante, que les royalistes de Londres, abusés par leurs propres illusions et par les fausses assurances de Lajolais, avaient aveuglément compté sur Moreau; que Lajolais avait agi sans aucun mandat de sa part et n'avait pu même obtenir de lui la somme nécessaire à son voyage; enfin que Moreau avait obstinément refusé d'entrer dans la conspiration. Ici tous les témoignages s'accordaient; ce fait capital, décisif, irrécusable, du refus de Moreau avait la clarté de l'évidence; c'était même là ce qui avait perdu les conjurés en les forçant à ajourner leurs projets. Plusieurs témoins déposèrent que Pichegru en avait été découragé au point qu'à la suite de leurs entrevues il était décidé à quitter la France. Que restait-il donc à la charge du général? D'avoir consenti à se réconcilier avec le *traître* Pichegru, ainsi que le lui reprocha le président? « Depuis le commencement de la Révolution, répondit Moreau, il y a eu beaucoup de traîtres. Il y a eu des hommes traîtres en 1789 qui ne l'ont pas été en 1793. D'autres l'ont été en 93 et ne l'ont pas été en 95; d'autres qui le furent en 95 ne l'ont pas été depuis. Beaucoup furent républicains qui ne le sont plus maintenant! Le général Pichegru peut avoir eu des relations avec Condé en l'an IV; je crois qu'il en a eu. Mais il a été enveloppé dans la proscription de Fructidor; on doit le considérer comme un de ces proscrits là.... Quand j'ai vu les fructidorisés à la tête des autorités de l'État, quand l'armée de Condé remplissait les salons de Paris et ceux du Premier Consul, je pouvais bien m'occuper de rendre à la France le vainqueur de la Hollande! » Lui reprochait-on de ne s'être pas fait le dénonciateur d'un

homme qui était venu s'ouvrir à lui? Ce n'était pas là, comme il le dit lui-même avec une juste fierté, un rôle à accepter pour le vainqueur de Hohenlinden. D'avoir eu deux ou trois entrevues avec lui? Il n'avait pas dépendu de lui de les éviter, et des entrevues n'étaient point un crime. S'il avait vu Georges, il l'avait vu malgré lui et seulement pour repousser ses offres. Mais il n'était nullement prouvé qu'il l'eût jamais vu. Lajolais, le seul témoin qui eût parlé *de visu* de l'entrevue du boulevard de la Madeleine, avouait maintenant qu'il n'y avait pas vu Georges; il avait seulement montré Moreau à Pichegru. De n'avoir pas caché les sentiments de haine que lui inspirait le gouvernement consulaire? Ces sentiments étaient honorables pour lui, et aucune loi ne lui défendait de les exprimer dans la liberté d'un entretien privé. Une seule déposition était invoquée contre lui au procès comme elle l'est encore par les ennemis de sa mémoire [1], c'est celle de Rolland, homme extrêmement suspect et contredit par tous les autres témoignages. Rolland, qui pendant tout le cours de l'instruction avait joui des plus étranges immunités comme d'être détenu à l'Abbaye, et de sortir de sa prison accompagné seulement du concierge qui était son ami [2], avait déclaré dans son second interrogatoire être allé de la part de Pichegru chez le général Moreau pour savoir ses dispositions définitives à l'égard de la conspiration. « Je ne puis, lui aurait dit Moreau, me mettre à la tête d'aucun mouvement pour les Bourbons.

1. Thiers : *Histoire du Consulat.* Thibaudeau, etc.
2. Ces faits furent constatés dans le cours des débats.

Mais si Pichegru fait agir dans un autre sens, *et dans ce cas je lui ai dit qu'il faudrait que les consuls et le gouverneur de Paris disparussent*, je crois avoir un parti assez fort pour obtenir l'autorité; je m'en servirai aussitôt pour mettre tout le monde à couvert; ensuite de quoi l'opinion dictera ce qu'il conviendra de faire. » C'était sur ce mot « *il faudrait que les consuls disparussent*, » mot rapporté de souvenir d'une conversation tenue longtemps auparavant, que l'accusation établissait la complicité de Moreau. Selon elle, et selon les historiens qui ont adopté ce thème, cela voulait dire : Assassinez d'abord, et je viendrai ensuite pour profiter de l'assassinat et couvrir les assassins! Mais Rolland lui-même désavoua le sens qu'on voulait donner à ses paroles : « Le général, s'écria-t-il, n'a pas dit qu'il *fallait faire disparaître* les Consuls; il a dit seulement : dans ce cas il *faudrait* qu'ils disparaissent[1]. »

Ce n'était donc là, à toute rigueur, qu'une simple hypothèse de sa part. Mais comment admettre les absurdes contradictions qu'elle impliquait? comme le fit remarquer Moreau, c'était un projet ridicule que de se servir des royalistes dans l'espoir que s'ils étaient victorieux ils lui remettraient le pouvoir. « Or, ajoutait-il très-noblement, j'ai fait dix ans la guerre, et pendant ces dix ans je n'ai pas fait que je sache des choses ridicules.... Moi, me faire dictateur! disait-il encore, et l'on ne me donne pour complices que des partisans des Bourbons! Où sont donc mes soldats? où

1. *Procès instruit par la Cour de justice criminelle contre Georges, Pichegru, Moreau*, etc. — 8 vol. Paris, 1804.

sont donc ceux que j'ai séduits dans le Sénat, dans le conseil d'État, dans l'armée?» Enfin, à supposer Moreau assez niaisement crédule pour espérer que le premier usage que les royalistes feraient de leur victoire serait de lui déférer la dictature, à prendre même à la lettre ce témoignage isolé et d'une si évidente invraisemblance, qu'en résultait-il en définitive? Que Moreau faisait des vœux en faveur des conspirateurs et se réservait d'entrer en scène après leur succès pour en profiter; mais jusque-là il n'était ni leur associé ni leur complice, il restait dans son attitude d'expectative et d'abstention; on n'avait aucun acte à lui reprocher, en sorte que l'accusation de ce témoin unique, dont les mobiles furent suffisamment dévoilés par l'indulgence exceptionnelle dont le gouvernement usa à son égard, ne pouvait motiver une condamnation en admettant même qu'elle fût suffisante comme preuve, ce qui était contraire non-seulement à toute justice, mais à toute jurisprudence.

Le fait qu'on prétendait établir sur la déposition de Rolland supposait dans Moreau une impatience d'ambition poussée jusqu'à la folie; or, rien n'était plus contraire au caractère connu du général qui se distinguait éminemment par le calme, la sagesse et la modération de sa conduite. Tout en gardant des convictions politiques très-arrêtées, Moreau avait toujours manifesté pour la politique une sorte d'éloignement instinctif; il y fallait, de son temps, trop d'intrigues, d'arrière-pensées, de voies souterraines; il répétait volontiers qu'il était fait pour la guerre et qu'il voulait s'en tenir à ce rôle. Il était, en effet, né pour être le premier soldat d'une république à la Washington, le général citoyen d'un

pays libre; il en possédait toutes les grandes vertus; il n'avait rien de ce qu'il fallait pour être l'idole d'une démocratie avide, conquérante, vaniteuse, insatiable de flatteries, qui ne se donnait qu'à ceux qui savaient la caresser et la brutaliser tour à tour. Ce qu'il était le moins, c'était à coup sûr cet ambitieux vulgaire, à la fois dupe et trompeur, tel que le dépeignait Rolland; toute sa carrière était là pour l'attester. Jamais, comme tant d'autres généraux, il ne s'était mêlé à nos troubles civiques, jamais il n'avait songé à exploiter sa gloire et son influence sur l'armée pour intervenir dans les querelles des partis ou réclamer sa part dans le pouvoir. Au 18 brumaire, trompé comme les hommes les plus clairvoyants de l'époque par les déclarations républicaines de Bonaparte, il s'était effacé derrière son rival, avait accepté de lui la mission la plus compromettante. Si c'était là le fait d'un esprit trop confiant, ce n'était certainement pas celui d'un ambitieux. Mais il avait mieux à faire valoir; il y avait dans sa vie passée un fait, alors de notoriété publique, et qui était une preuve encore plus péremptoire de son désintéressement. C'était son refus d'accepter les offres de Sieyès, lorsque ce directeur lui avait proposé de faire lui-même le coup d'État et de s'emparer de la dictature peu de temps avant que Bonaparte ne fût revenu d'Égypte. Ce fait concluant, s'il en fut, avait une grande importance comme effet moral sinon comme argument immédiat pour la défense, et Moreau fit prier Sieyès de venir l'attester devant le tribunal; mais ce sénateur, dont la prudence naturelle s'était encore accrue depuis les menaces et les injures que son opposition à l'époque du Consulat à vie lui

avait attirées de la part de Bonaparte, fit répondre à Moreau : « *qu'il espérait que le général serait assez bon pour ne pas le perdre en insistant sur sa demande* [1]. » Moreau se borna, en conséquence, à rappeler le fait sans invoquer le témoignage de Sieyès.

Au reste les réponses de Moreau étaient si fortes de raison et de bon sens qu'elles pouvaient se passer de tout secours étranger. Quelque brillantes qu'elles fussent par la noblesse et la fierté, elles se distinguaient encore plus par cette justesse saisissante qui s'impose à l'esprit et coupe court aux objections. Les deux témoins qui avaient conduit Pichegru chez lui convenant que l'entrevue n'avait duré qu'environ un quart d'heure : « Un quart d'heure ! dit-il, c'est peu pour discuter un plan de gouvernement ! » Et comme ils constataient que Pichegru était sorti mécontent : « Si Pichegru était mécontent, c'est qu'apparemment nous n'étions pas d'accord ! » Lorsqu'il fut question du voyage de Lajolais : « J'ai vu, dit-il, M. Lajolais à Paris au mois de juin ; M. Lajolais est arrivé à Londres au mois de décembre suivant. Il faut convenir que j'avais là un messager qui ne faisait pas grande diligence ! » Comme Rolland racontait qu'il était allé lui faire des propositions de la part de Pichegru : « Voilà deux hommes, s'écria Moreau, dont l'un fait des propositions et l'autre les accepte. Quel est le plus coupable ? Celui qui les fait. Pourquoi depuis notre détention suis-je tenu au secret, tandis que M. Rolland a été mis à l'Abbaye chez un de ses amis, jouissant

1. *Notes manuscrites* du tribun Moreau, communiquées par Mme la comtesse de Courval.

de la plus grande liberté? » Le président lui ayant demandé avec une certaine insistance s'il n'était pas payé par le gouvernement et combien il recevait : « Je vous en prie, monsieur, lui dit Moreau, ne mettons pas en balance mes services avec mon traitement. » Il n'eut qu'un seul mot à l'adresse de Bonaparte, un mot sans colère mais du plus sanglant mépris. Ce fut lorsqu'on produisit comme pièce de conviction sa lettre confidentielle au Premier Consul : « Le Premier Consul, dit-il, a sans doute regardé cette lettre comme un moyen justificatif! *il est trop magnanime* pour ne l'avoir pas gardée si elle contenait quelque chose qui pût me compromettre! »

Lorsque les interrogatoires furent terminés, Moreau demanda à être entendu lui-même avant ses défenseurs. Il présenta un résumé de sa vie passée en quelques mots d'une simplicité antique, qu'il déclarait vouloir adresser non à la justice, mais à la nation, et qui étaient dignes en effet d'avoir tout un peuple pour auditoire. « Des circonstances malheureuses, dit-il, produites par le hasard ou préparées par la haine, peuvent obscurcir pendant quelques instants la vie du plus honnête homme; avec beaucoup d'adresse un criminel peut éloigner de lui les soupçons et les preuves de ses crimes. Une vie entière est toujours le plus sûr témoignage pour et contre un accusé; c'est donc ma vie entière que j'oppose aux accusateurs qui me poursuivent; elle a été assez publique pour être connue.

« J'étais voué à l'étude des lois au commencement de cette révolution qui devait fonder la liberté du peuple français; elle changea la destination de ma vie;

je la vouai aux armes. Je n'allai pas me placer parmi les soldats de la liberté par ambition; j'embrassai l'état militaire par respect pour les droits de la nation. *Je devins guerrier parce que j'étais citoyen.* Je portai ce caractère sous les drapeaux, je l'y ai toujours conservé. Plus j'aimais la liberté, plus je fus soumis à la discipline. J'avançai assez rapidement, mais toujours de grade en grade et sans jamais en franchir aucun; toujours en servant la patrie, jamais en flattant les comités. Parvenu au commandement en chef, lorsque la victoire nous faisait avancer au milieu des nations ennemies, je ne m'appliquai pas moins à leur faire respecter le caractère du peuple français qu'à leur faire redouter ses armes. La guerre sous mes ordres ne fut un fléau que sur le champ de bataille; plus d'une fois les nations et les puissances ennemies m'ont rendu ce témoignage, et cette conduite je la croyais aussi propre que nos victoires à faire des conquêtes à la France! »

Il rappela ensuite sa disgrâce après le 18 fructidor « pour avoir été trop lent à dénoncer un homme dans lequel il ne pouvait voir qu'un frère d'armes jusqu'au moment où il serait convaincu par l'évidence des preuves, » sa constance à servir dans des postes subordonnés, et comment « reporté au commandement en chef par les revers de nos armes, *il fut en quelque sorte renommé général par nos malheurs;* » il rappela son refus de s'emparer du pouvoir avec Sieyès, « se croyant fait pour commander aux armées et ne voulant pas commander à la République, » sa coopération imprévoyante, mais à coup sûr désintéressée au 18 brumaire, ses services si éclatants dans la campagne d'Ulm et de Hohenlinden, et enfin son retour

au sein de la vie privée. Qu'avait-on à lui reprocher depuis sa retraite? Aucun autre crime que la liberté de ses discours. « Ses discours? ils avaient été souvent favorables aux opérations du gouvernement, et si quelquefois ils ne l'avaient pas été, *pouvait-il croire que cette liberté fût un crime chez un peuple qui avait tant de fois décrété celle de la presse, et qui en avait joui sous les rois même!*

« Si j'avais voulu, ajoutait-il, concevoir et suivre des plans de conspiration, j'aurais dissimulé mes sentiments et sollicité tous les emplois qui auraient pu me replacer au milieu des forces de la nation. Pour me tracer cette marche, à défaut d'un génie politique que je n'eus jamais, j'avais des exemples connus de tout le monde et rendus imposants par le succès. *Je savais peut-être bien que Monck ne s'était pas éloigné des armées lorsqu'il avait voulu conspirer; et que Cassius et Brutus s'étaient rapprochés du cœur de César pour le percer.* »

Cette harangue avait un accent d'honneur et de probité qui ne s'imite pas; elle excita dans l'auditoire une émotion inexprimable. A plusieurs reprises l'assistance éclata en applaudissements; une lumière soudaine se fit dans les esprits : le vainqueur de Hohenlinden assis sur la sellette des accusés paraissait plus grand que le nouvel empereur sur son trône. Les juges voyaient avec consternation ce triomphe inattendu qui semblait proclamer d'avance, au nom de l'opinion publique, l'innocence et l'acquittement d'un homme qu'ils avaient reçu mission de condamner. Plusieurs d'entre eux, contraints par l'évidence de la vérité et par le cri de leur conscience, étaient devenus

favorables à l'accusé à la suite des débats du procès; quelques-uns ne figuraient dans ce tribunal qu'à titre d'instruments et ils étaient décidés à remplir ce rôle infâme jusqu'au bout; mais tous savaient qu'acquitter Moreau c'était condamner un maître implacable; dilemme terrible pour le juge le plus intègre dans la situation dépendante où était tombée la magistrature.

L'attitude de Georges pendant le procès fut telle qu'on pouvait l'attendre d'un vaincu qui ne voulait pas survivre à sa défaite, et d'un homme dont la force d'âme n'avait jamais été méconnue, même par ses ennemis. Ayant fait le sacrifice de sa vie, il dédaigna de la défendre et ne répondit à l'interrogatoire du président que dans la mesure où il pouvait soit relever l'honneur de son parti, soit servir l'intérêt de ses co-accusés. Georges ne se défendit que sur un point, sur sa prétendue participation au complot de la machine infernale; il le fit avec la plus grande énergie et démontra par les raisons les plus concluantes que le billet signé : *Gédéon*, la seule pièce qu'on produisît contre lui, n'était pas de son écriture, et ne pouvait avoir été envoyé par lui. Quant à la conspiration actuelle, le thème de l'assassinat était devenu insoutenable en présence de l'unanimité des témoignages. Ce hardi partisan avait complotté un 18 brumaire au profit de la royauté, il n'avait pas préparé un assassinat. A ceux mêmes qui s'obstinaient à l'appeler un brigand il sut faire admirer le superbe sang-froid de ses réponses, l'habileté de ses explications, et le hautain persiflage avec lequel il traitait les hommes qui tenaient sa vie dans leur main. Il semblait les presser d'en finir, les défier de l'amener à prendre au sérieux

le simulacre de procédure qui s'instruisait devant eux, il le considérait comme une pure formalité et une hypocrisie inutile. Très-sensible au malheur de ses compagnons, il montrait sur son propre sort la plus profonde insouciance; il les soutenait sans cesse de ses encouragements et de ses exhortations, les nourrissait en quelque sorte de son âme et de sa vie et leur montrait par son propre exemple, par son stoïque mépris de la mort, que leur plus grande force consistait à ne plus rien espérer. Il semblait jouer par avance avec l'instrument du supplice comme pour les familiariser avec l'idée de la mort. Il est impossible de lire ces débats qui furent le testament de Georges sans se dire que ce n'était pas là l'âme d'un assassin.

Le 9 juin à huit heures du matin, les juges entrèrent en délibération pour formuler leur sentence. L'un d'entre eux, l'intègre Lecourbe, le frère du général, a conservé pour l'histoire le récit des péripéties de cette journée néfaste, digne du temps de Tibère. Ils avaient été pressés, circonvenus de mille manières par les familiers du palais, surtout par Réal, l'intermédiaire naturel entre la justice et le pouvoir. On avait mis en jeu tous les mobiles capables de les influencer, l'ambition, la servilité, la crainte; on s'était adressé même à leurs scrupules d'humanité. L'empereur, disait-on, voulait pour Moreau une condamnation à mort; c'était une satisfaction qu'on lui devait sous peine de lui infliger un démenti personnel; mais s'il désirait voir condamner Moreau, c'était uniquement pour avoir le plaisir de lui faire grâce. Il fallait s'en remettre à la générosité impériale. Acquitter l'accusé c'était au contraire le perdre sûrement; car l'empe-

reur agirait alors en chef d'État qui a à prononcer non plus sur un débat judiciaire, mais sur une question politique; il ne prendrait plus conseil que de l'intérêt de sa couronne. Ces motifs, qui n'étaient que trop présents à la pensée des juges, furent développés de nouveau par Thuriot dans la chambre du conseil; il insista particulièrement sur la volonté de l'empereur et sur son intention de faire grâce. C'est alors qu'emporté par l'invincible élan d'une conscience droite, l'helléniste Clavier s'écria: *Et qui nous la fera à nous?* Ce cri de l'honneur et de la probité indignée l'emporta tout d'abord : sur les douze juges, sept se prononcèrent pour l'acquittement du général Moreau et cinq seulement pour sa condamnation. Mais le président Hémart refusa de fermer la discussion et ces lamentables débats se prolongèrent encore pendant de longues heures.

Pendant ce temps, Bonaparte tenu au courant des péripéties de la délibération par des communications fréquentes, et irrité de la résistance imprévue qu'il rencontrait chez des magistrats dont la docilité avait paru assurée, s'emportait à l'idée de voir sa proie lui échapper; il s'efforçait par tous les moyens en son pouvoir de faire revenir les juges de leur premier mouvement. On alla, par son ordre, soumettre des accusés désormais hors de cause par la clôture des débats à une sorte de question extraordinaire pour leur arracher de nouveaux aveux, il n'hésita pas à affirmer qu'ils avaient fourni de nouvelles charges contre Moreau, et il se hâta d'écrire lui-même à Cambacérès[1] « *qu'il pa-*

1. Bonaparte à Cambacérès, 9 juin 1804.

raissait que des accusés avaient déclaré qu'au lieu de trois entrevues entre Pichegru et Moreau, il y en avait eu cinq; et qu'il désirait en conséquence que le procureur général demandât l'entrée à la séance, *vu que les juges étaient encore en délibération*, pour dénoncer à la cour un nouvel ordre de choses.... Cette dénonciation, ajoutait-il, serait jointe à la procédure et *donnerait lieu à une rédaction de sentence plus conforme à la justice et à l'intérêt de l'État.* » Ces derniers mots prouvent jusqu'à l'évidence qu'il connaissait le premier résultat de la délibération, et que pour faire reculer les juges il n'hésitait pas à leur signifier son mécontentement. La communication fut faite et la délibération reprise. Thuriot revint sur la pénible extrémité à laquelle on allait réduire le gouvernement en le forçant à faire un coup d'État. Hémart insista sur le mauvais effet qui serait produit à l'extérieur par l'acquittement de Moreau. Les puissances seraient heureuses d'un tel prétexte pour refuser de reconnaître l'empereur. Lecourbe proteste énergiquement contre les manœuvres employées pour influencer les juges; ses collègues commencent à faiblir. Alors Bourguignon propose un moyen terme qui consiste à condamner Moreau en lui assurant le bénéfice des circonstances atténuantes : les juges donneront ainsi à la fois satisfaction à leur conscience en le frappant d'une peine légère, et au gouvernement en lui offrant la condamnation qu'il réclame. Cette transaction est aussitôt acceptée par la faiblesse des uns et la complaisance des autres. Lecourbe et Rigaud persistent seuls dans leur opinion et soutiennent jusqu'au bout l'honnête homme victime de la plus lâche et de la plus odieuse persécution. Moreau est condamné à

deux ans de prison; vingt autres accusés, parmi lesquels Georges, les Polignac, le marquis de Rivière, sont condamnés à mort; le reste est acquitté[1].

En apprenant que Moreau avait échappé à la peine capitale, Bonaparte eut un transport de fureur, probablement, comme l'insinuent ses panégyristes, pour avoir perdu l'occasion d'exercer son droit de grâce. N'ont-ils pas été jusqu'à écrire que les juges avaient subi une pression de l'opinion publique qui leur avait imposé une indulgence contraire à tous leurs sentiments et fait sacrifier le devoir à la popularité? Une pression de l'opinion dans un temps où l'opinion était terrifiée! Dans un temps où il n'y avait ni une tribune ni un journal où pût se faire entendre une voix libre! Dans un temps où le pouvoir tenait toutes les existences dans sa main! Selon ces honteuses apologies, la victime dans ce procès n'était pas Moreau, mais Bonaparte; et ils donnent comme preuve de ses intentions clémentes, son empressement à commuer les deux années de détention en un *exil perpétuel* qui le débarrassait pour toujours de Moreau! Citer de pareilles aberrations, c'est en faire justice. Moreau fut moins sensible à la peine en elle-même qu'à la déclaration inique qui l'affirmait *coupable*. « On vient, écrivait-il au sortir de l'audience, de me condamner à deux ans de prison. C'est le comble de l'horreur et de l'infamie. Si je suis un conspirateur, je dois périr. Certes, il ne peut y avoir de circonstance atténuante comme le jugement le porte.... S'il était constant que j'avais

1. Lecourbe : *Opinion sur le procès de Moreau. — Procès-verbal de ce qui s'est passé dans la Chambre du Conseil.*

pris part à la conspiration, disait-il encore, je devais être condamné à mort comme le chef. *Personne ne croira que j'y aie joué le rôle d'un caporal*[1]. »

La commutation de la peine en un exil perpétuel fut non pas demandée par Moreau, comme on l'a dit, mais proposée par Fouché au nom du gouvernement à Mme Moreau qui tremblait que son mari n'éprouvât le sort de Pichegru et qui accepta sans hésiter. Moreau resta étranger à la négociation. « Si le gouvernement, écrivait-il à ce sujet, ne se trouve pas encore assez rassuré par ma détention dans une prison d'État, s'il lui faut un exil hors de France, je m'y soumettrai, puisqu'il n'y a jamais déshonneur à obéir à la force, mais je ne puis négocier sur ce point; *mon consentement ferait de cette nouvelle peine une grâce et je n'en veux pas*[2]. » Ses pressentiments ne le trompaient pas; c'était en effet une faveur que Bonaparte prétendait avoir accordée à Moreau, en le bannissant de sa patrie; et il s'efforça de faire croire que cette grâce n'avait été octroyée qu'à la prière du général : « *Vous avez sollicité*, lui écrivait le grand juge à la date du 21 juin 1804, la faculté de vous rendre aux États-Unis, et l'intention de Sa Majesté est que vous ne puissiez rentrer en France sans avoir préalablement obtenu sa permission expresse. » La réponse de Mme Moreau, faite au nom de son mari malade, prouve que non-seulement le général était resté étranger à la démarche, mais que la durée de l'exil n'avait pas été prévue, et que le prétendu bienfait cachait un nouveau piége. « *C'est moi*

1. Lettres inédites de Moreau.
2. Lettre inédite de Moreau.

seule, écrivit-elle, qui ai désiré que Sa Majesté nous permît de quitter notre patrie. Mon mari n'a fait que se conformer à l'arrêté qui a été pris; *mais il était loin de s'attendre à un exil indéfini*[1]. »

L'empereur fit acheter la terre et l'hôtel de Moreau et les donna à deux de ses généraux. On jugea nécessaire de précipiter le départ du proscrit, car on savait que si la grande masse était indifférente à son malheur, il avait pour lui tous les cœurs généreux, et l'attitude d'un certain nombre de ses anciens compagnons d'armes n'était pas sans inspirer quelques alarmes. Pendant tout le cours du procès, les soldats de garde lui avaient rendu les honneurs militaires, et le jour où il était rentré dans son cachot après sa condamnation, le prisonnier l'avait trouvé orné de fleurs par des mains amies, touchants et discrets hommages qui ne s'adressaient plus qu'au malheur et qui avaient mille fois plus de prix que tous ceux qui avaient salué ses triomphes! Ces témoignages d'une pitié réduite à se cacher furent la seule récompense qu'il emporta d'un pays auquel il avait rendu de si glorieux services. Pendant ce temps, l'auteur de son infortune, l'homme qui l'avait entraîné en brumaire à commettre la faute presque unique qu'on pût jusque-là reprocher à sa vie, l'homme dont la carrière politique comparée à celle de Moreau n'avait été qu'une longue suite de trahisons, de violences et de criminelles intrigues, marchait d'ovations en ovations, acclamé par un peuple de prétoriens; exemple de justice distributive qui n'est ni nouveau ni unique

1. Lettre communiquée par Mme la comtesse de Courval.

et qui doit raffermir les hommes appelés à subir de semblables épreuves en leur montrant que d'autres ont su les supporter avant eux dans des temps encore plus difficiles et avec des mérites supérieurs.

Sur le point de s'embarquer pour l'Amérique le général Moreau dut s'arrêter à Cadix pour les couches de sa femme qui avait voulu l'accompagner malgré un état de grossesse très-avancée. Fouché se hâta de réclamer auprès du gouvernement espagnol pour presser le départ et au besoin l'expulsion du proscrit. « Il y a quatre ans, écrivit Moreau, qu'à pareil jour je gagnai la bataille de Hohenlinden. Cet événement, assez glorieux pour mon pays, a procuré à mes concitoyens un repos dont ils étaient privés depuis longtemps; moi seul n'ai pu encore l'obtenir. Me le refuserait-on à l'extrémité de l'Europe, à cinq cents lieues de ma patrie[1]? »

A quelque temps de là, le magistrat Lecourbe, celui qui avait osé soutenir jusqu'au bout l'innocence de Moreau, s'étant présenté à une audience des Tuileries avec les membres de la Cour de Paris, Bonaparte s'avança vivement vers lui et l'interpellant avec violence : « Comment, lui dit-il, avez-vous osé souiller *mon palais* de votre présence? Sortez, juge prévaricateur, sortez[2]! »

Le 26 juin, Georges fut exécuté avec onze de ses compagnons. Bonaparte avait fait grâce au marquis de Rivière, aux Polignac et à cinq autres des condamnés sur les supplications de leur famille et de la

1. Lettre inédite de Moreau.
2. Thibaudeau; Lecourbe; Lafayette.

sienne propre. On remarqua que les grâces n'avaient été accordées qu'à des gentilshommes et Murat, dit-on, le lui reprocha avec amertume. Ainsi douze têtes tombèrent pour une conspiration en grande partie provoquée par la police, et qui n'avait eu pour tout commencement d'exécution que des conciliabules. C'est là ce qu'on a appelé la clémence de Napoléon.

CHAPITRE V.

NÉGOCIATIONS. — PLAN DE LA CAMPAGNE MARITIME. — LE PAPE PIE VII A PARIS. — L'EXPOSÉ DE LA SITUATION EN 1804. — LES PRIX DÉCENNAUX.

Le régime inauguré sous le nom d'Empire, n'était autre chose que le césarisme pur, tel que l'avaient connu Rome et Byzance. Quelques formes de légalité avaient subsisté jusque-là; on les avait souvent violées; mais ces violations même, et les subtiles interprétations auxquelles il fallait recourir pour les justifier, attestaient l'existence d'un ordre permanent, d'une certaine règle inhérente aux institutions et qu'on était forcé de proclamer en la transgressant. Ces dernières apparences disparurent avec le régime consulaire, et il ne resta plus pour toute loi que le caprice d'un seul homme. Il n'était plus désormais aucune barrière contre ses volontés désordonnées, et s'il restait encore quelque grandeur à la nation, c'était seulement celle qu'elle tenait de lui. Qu'à cet homme incomparable dans la guerre, supérieur dans l'art d'organiser le despotisme, petit dans la politique, échût un successeur incapable,

tout s'écroulait aussitôt, et l'on passait sans transition de César à Augustule, car la France n'avait plus même ces débris d'institutions qui, à Rome, restèrent debout après la chute de la république. Voilà où venait aboutir en si peu d'années une révolution qui avait débuté par la Déclaration des droits! Ce monstrueux avortement a été selon l'usage amnistié au nom de la nécessité, qui est devenue de notre temps le grand rédempteur des turpitudes humaines. Peu de mots suffisent pour faire justice de ce mauvais lieu commun, si commode pour la routine et la médiocrité. Il est facile de démontrer que ni la France ni l'Europe n'ont eu conscience de cette prétendue nécessité. A l'intérieur elle était si peu sentie, pendant les années qui précédèrent la proclamation de l'Empire, que Bonaparte lui-même n'osa pas l'invoquer ouvertement. Chacun des pas qu'il avait faits, depuis le 18 brumaire, vers ce but secret de ses désirs, avait été couvert par des feintes et des dissimulations sans nombre, auxquelles ses familiers eux-mêmes s'étaient laissé tromper. Depuis l'époque où il avait demandé trois mois de dictature pour sauver la république, il n'avait pas cessé un instant de désavouer les intentions qu'on lui prêtait, comme une invention perfide et calomnieuse de ses ennemis; il avait si bien accrédité ce mensonge que personne ne voulait croire à son projet même devant l'évidence, et il n'osa le démasquer qu'après avoir pris ses précautions pour rendre toute résistance impossible. Ce n'est point ainsi que procèdent les transformations réclamées par le vœu public. La France avait désiré l'ordre et la stabilité, elle n'avait pas appelé

un pareil despotisme. On doit ajouter qu'elle ne le méritait pas. Non; quelque démoralisée et déchue qu'elle fût momentanément, par suite des effroyables immolations de la Terreur et des stériles agitations du Directoire, la France possédait encore dans son sein trop de lumières, d'éléments de moralité, d'énergie, de civilisation, de bien-être, pour mériter le régime qui avait servi de châtiment à la populace du bas empire! Elle n'était pas montée à un si haut rang parmi les peuples, pour retomber si brusquement dans un état social dégradant, mille fois pire que toutes les misères du moyen âge, rejeté par la barbarie elle-même comme trop au-dessous d'elle. Ce régime était au fond antipathique à tous ses instincts durables et élevés, contraire à son génie, à ses intérêts, à ses besoins, à son juste orgueil de nation initiatrice, au rôle qu'elle venait de remplir avec tant d'éclat pendant le dix-huitième siècle, aux nobles idées de justice et de liberté qu'elle avait propagées dans le monde; il lui avait été imposé dans un moment de surprise par un soldat-tribun qui profitait de la faiblesse d'un peuple enivré de gloire militaire pour exploiter sa trop confiante admiration; mais elle l'avait subi, elle ne l'avait pas désiré. Pour créer ce pouvoir, sans précédents chez les peuples modernes, il avait fallu faire violence à l'esprit de la nation non moins qu'à l'esprit du temps; pour le conserver, il fallait empêcher cette nation de reprendre conscience d'elle-même, en opprimant ses classes éclairées et en la précipitant dans un tourbillon d'aventures indéfinies.

La nécessité de ce changement est encore moins

soutenable au point de vue de notre influence en Europe. On a dit que les puissances n'avaient pas encore été assez battues pour accepter les grands résultats de la révolution française, qu'il fallait donc qu'elle prît la forme d'une dictature militaire pour se faire respecter, sauf à revenir plus tard à ses véritables principes. Rien de plus faux historiquement qu'une pareille appréciation. Depuis longtemps, les rôles avaient été complétement intervertis; c'est nous qui menacions l'Europe, et c'est l'Europe qui tremblait devant nous. Bonaparte avait inauguré, dès la campagne d'Italie, un système de conquête qui n'avait rien de commun avec l'ancienne défensive républicaine ni même avec nos guerres de propagande; depuis le 18 brumaire, ce système avait pris des proportions formidables et nous ne portions plus au dehors que la servitude. Bonaparte avait déjà enchaîné ou gravement compromis l'indépendance de toutes les nations voisines, il tenait les autres dans la crainte et l'immobilité. Par ses procédés violents et perfides, par ses ingérences dans les affaires d'autrui, par ses prétentions insolentes, par ses continuels coups de surprise il avait mécontenté et troublé incessamment l'Europe, qui avait tout lieu d'être fort tranquille sur la propagande des principes républicains, mais qui craignait tout d'une ambition qu'elle avait appris à connaître. Dans une telle situation, que devaient penser les puissances en le voyant rétablir les cadres du vieil empire d'Occident? Quel effet pouvaient produire sur leur esprit ces incessantes évocations de César et de Charlemagne? Si le consul qui n'était qu'un parvenu d'hier avait pu montrer de si

insatiables exigences, était-il à supposer que l'empereur serait plus facile à satisfaire?

Non-seulement donc une détermination de nature à faire naître tant d'alarmes n'était pas nécessaire, mais elle était souverainement impolitique au point de vue même d'une ambition bien entendue. Cette transformation du Consulat en Empire, funeste au dedans, dangereuse au dehors, fut l'ouvrage de la volonté d'un seul et de la complaisance de tous; elle fut inspirée par une vanité puérile à qui la réalité du pouvoir ne suffisait plus, si elle n'était accompagnée des hommages extérieurs, inventés et perfectionnés par tant de siècles de superstition monarchique. En cela, Bonaparte était très-inférieur à ce Cromwell dont il parlait avec tant de dédain; il y a dans l'homme d'État anglais plus de sérieux, de sens et de virilité. On sent dans Cromwell des facultés moins étonnantes à certains égards, mais plus sûres, plus réfléchies, plus faites pour le gouvernement. Le génie de Bonaparte est prodigieux, mais dans des limites étroites. Il est doué d'une pénétration extraordinaire, et il n'a aucune prévoyance; il est tout calcul, et il se montre incapable de se gouverner lui-même. Ici la comparaison n'était pas à son avantage. Il subordonnait les grands intérêts politiques à une misérable satisfaction d'amour-propre. Jamais la petitesse innée de son âme ne s'est trahie plus visiblement que dans la hâte fiévreuse avec laquelle il s'empara des formules de l'ancienne étiquette. Que lui importent les périls que cette mesquine ambition va nous créer, pourvu que lui, le fils de l'obscur avocat d'Ajaccio, il puisse appeler les rois « notre très-aimé bon frère, » pourvu

qu'il puisse signer ses lettres au pape « votre dévot fils, » pourvu qu'il puisse dire : « ma bonne ville de Paris, mes sujets, mon peuple, mes ministres, mon palais, ma forêt de Fontainebleau ! » Ces formules reviennent à chaque instant sur ses lèvres, et l'on voit qu'il ne peut s'en rassasier.

Mais ce n'était pas assez pour lui d'emprunter à l'ancien régime ses titres, ses formules et ses pompes les plus décriées ; ce qu'il lui enviait le plus c'était le prestige résultant d'une antique possession, et l'idée de légitimité que les préjugés populaires attachaient à une tradition héréditaire. N'ayant pas réussi à obtenir à prix d'argent des Bourbons une renonciation en règle qui eût jusqu'à un certain point pallié le vice d'origine dont son pouvoir était entaché à ses propres yeux, il résolut de suppléer à ce qui lui manquait, sous ce rapport, par la consécration religieuse à laquelle les hommes avaient si longtemps attribué le pouvoir de légitimer l'usurpation. En rendant cet hommage inattendu à des superstitions éteintes, il allait commettre un nouvel anachronisme non moins inopportun que le précédent, car si la foi monarchique avait encore ses fidèles, depuis longtemps elle s'était affranchie de la tutelle de la foi religieuse, et ce qui avait pu entraîner les contemporains de Pépin le Bref, était beaucoup moins propre à éblouir les contemporains de Voltaire et de Montesquieu. C'était au pape lui-même que Napoléon avait résolu de demander cette métamorphose du fait en droit, opération qui était à peu près aussi conforme à l'esprit du temps que la transmutation des métaux.

Dès le commencement du mois de mai 1804, avant même que l'Empire eût été officiellement proclamé, il communiqua au cardinal Caprara son projet de demander au pape de venir le couronner à Paris, en retour de tout ce qu'il avait fait jusque-là pour l'Église; il le chargea de faire à Rome les ouvertures nécessaires. Au ton péremptoire et décidé du Premier Consul, Caprara comprit que c'était là une demande dont le succès lui tenait profondément à cœur, et ce fut sous cet aspect qu'il la présenta à la cour romaine. Un acquiescement vaudrait au Saint-Siége d'immenses avantages temporels, probablement une extension de territoire, un refus pouvait tout compromettre. Quant à une réponse évasive ou dilatoire on ne devait pas se flatter de la faire prendre au sérieux : « on n'accepterait aucune excuse comme valable, fût-elle même confirmée par le cardinal Fesch. On ne la regarderait que comme un prétexte[1]. »

Cette requête, prévue par Lafayette dès l'époque du Concordat, prit la Cour de Rome au dépourvu. Elle ne semblait pas se douter que « le désir de se faire casser la petite fiole sur la tête, » eût été pour quelque chose dans les services que Bonaparte lui avait rendus. Elle paraissait ignorer qu'une préoccupation personnelle, complétement étrangère au sentiment religieux, avait seule inspiré sa politique avec l'Église. Et pourtant, depuis qu'elle avait signé avec lui ce pacte d'alliance, que de déceptions, que de déboires, que de sujets de plainte et de défiance, à commencer

1. Caprara à Consalvi, 10 mai 1804. Pièce citée dans l'*Église romaine et le premier Empire*, par le comte d'Haussonville.

par les supercheries de la signature et de la publication des articles organiques, à finir par la fausse rétractation des évêques constitutionnels et par les violences de l'extradition de Vernègues! La Cour de Rome avait accepté tout cela et bien d'autres humiliations encore, tant elle sentait que son existence, au milieu d'une époque si nouvelle, ne tenait plus qu'à un fil, et que ce fil était placé dans ces mains redoutables. Elle avait subi dans toute leur rigueur les conditions du pacte; elle voyait les évêques français employés comme des fonctionnaires, tantôt à appuyer l'exécution des lois sur la conscription, tantôt à dénoncer ou à épier les fauteurs de conspirations politiques, tantôt enfin à seconder par un enthousiasme de commande les manifestations d'une fausse opinion publique, dont Bonaparte se servait dans l'intérêt de son ambition. Le moment n'était pas éloigné où Fouché, le ministre de la police, allait écrire en toute vérité sa fameuse circulaire : « Monsieur l'évêque, entre vos fonctions et les miennes, il y a plus d'un rapport! » Tous ces services peu honorables, peu dignes d'un pouvoir qui prétendait être une puissance morale, l'Église les rendait en gémissant, mais elle préférait les rendre plutôt que de perdre une protection toute-puissante : *Omnia serviliter pro dominatione*. A ces griefs en quelque sorte personnels pour l'Église, venait de s'ajouter tout récemment un sujet de reproche bien autrement grave à ses yeux, si elle avait eu à cœur son rôle de juge spirituel et d'arbitre souverain des consciences, c'était le crime de Vincennes. Il ne pouvait échapper à la Cour de Rome qu'un des motifs déterminants de Bonaparte, en appelant le pape à Paris, était de pla-

cer le meurtrier sous la protection de l'auréole pontificale, de le montrer non-seulement absous, mais glorifié par l'élu de Dieu. Les autres souverains avaient le droit de n'envisager le meurtre du duc d'Enghien qu'au point de vue politique, le pape était tenu par ses devoirs les plus impérieux de pasteur des âmes de l'envisager, en outre, au point de vue moral, car le sacre qu'on lui demandait n'avait d'autre but que de compléter et d'achever l'œuvre commencée par la fusillade de Vincennes, c'est-à-dire la substitution de la dynastie de Bonaparte à celle des Bourbons. En consacrant cette œuvre il en approuvait les actes préparatoires, il se déclarait hautement solidaire d'une action qu'au fond du cœur il considérait comme criminelle, d'une action qu'un souverain schismatique, l'empereur de Russie, n'avait pas hésité à dénoncer à l'indignation du monde civilisé, il venait enfin couvrir le coupable du prestige de son autorité dans un moment où la réprobation universelle faisait présager son châtiment prochain.

Il n'est pas permis de supposer que Pie VII, quelque faible et borné qu'il fût, ait pu se dérober à des scrupules si naturels dans sa position. Consalvi atteste dans ses mémoires « que la mort du duc d'Enghien fut une des causes qui firent le plus longtemps hésiter le saint père, et que lorsqu'on lui annonça *l'assassinat de cette grande et innocente victime*, ses larmes coulèrent tout autant sur la mort de l'un que sur l'*attentat* de l'autre[1]. » S'il en était ainsi, quelle considération pouvait l'amener à s'associer par une dé-

1. *Mémoires* de Consalvi. Tome II.

marche solennelle et irrévocable à cet acte qu'il déplorait si amèrement? La crainte de perdre tous les avantages temporels acquis jusque-là? L'espoir d'en gagner de nouveaux? Il eut bientôt lieu de reconnaître combien cet espoir était chimérique. Quant aux disgrâces qu'il redoutait, sa complaisance ne l'en préserva point; mais combien son autorité morale n'eût-elle pas gagné aux yeux du monde s'il les avait méritées par une noble résistance, au lieu de les encourir pour des minuties de discipline ecclésiastique ou des querelles de territoire? Au reste, il avait si bien conscience de la gravité de la démarche qu'on lui demandait qu'il n'osa pas en prendre sur lui seul toute la responsabilité, et ne se décida pour l'affirmative qu'après avoir consulté une commission de vingt cardinaux. Écoutons encore sur ce point le témoignage du cardinal Consalvi : « Mais, ajoute-t-il, en se rendant à Paris, le pape donnait à Napoléon une si grande preuve de *tendresse paternelle et d'estime souveraine*, Rome dérogeait si pleinement à ses droits et à ses usages, que nous ne doutâmes pas que l'Empereur saurait gré au Saint-Siége d'une condescendance si marquée. Nous fumes tompés dans nos prévisions *religieuses!* »

Le moment était singulièrement choisi pour donner à Napoléon cette grande marque de tendresse et d'estime! Mais quelles étaient ces prévisions « religieuses » qui portaient le pape et ses conseillers non-seulement à surmonter des répugnances si naturelles, mais à étouffer la voix du devoir le plus impérieux? Il est facile de voir qu'elles n'étaient au fond que des espérances pour la plupart d'une na-

ture toute temporelle. Les conditions que la cour de Rome mit au voyage du Pape à Paris, étaient à la vérité empruntées à l'ordre spirituel, mais bien qu'elle les eût présentées d'abord comme nécessaires et absolues, elle laissa peu à peu mettre de côté les plus essentielles; ce qui prouve qu'elle avait en vue des intérêts d'un autre genre qui exerçaient sur sa volonté une influence prépondérante. Par ces conditions, énumérées minutieusement dans un mémoire du cardinal Fesch[1], on stipulait en substance que la lettre d'invitation de l'Empereur au Pape mentionnerait comme motif déterminant de sa démarche « le bien et l'utilité de la religion. » On ne voulait pas laisser dire que le pontife ne s'était décidé que par complaisance pour le souverain, bien que ce fût la vérité; il était convenu en outre qu'on reviendrait d'un commun accord sur les articles organiques du concordat; qu'on exigerait la rétractation ou la démission des évêques constitutionnels. Venaient ensuite d'autres clauses assez insignifiantes parmi lesquelles se trouvait celle-ci, qui peint l'esprit sacerdotal et qui produit un singulier effet au milieu de ces graves négociations : « *le Pape proteste qu'il ne permettrait pas qu'on lui présentât Mme de Talleyrand.* » Sur tout le reste on pouvait transiger, mais sur ce point on ne veut rien écouter! Bonaparte avait un moyen sûr de calmer les scrupules de la cour romaine, c'était d'exciter ses convoitises. Personne ne posséda ja-

1. Il a été publié par Artaud dans son *Histoire de Pie VII.* Ce mémoire est confirmé par une note de Consalvi à la date du 6 juin, sauf la mention relative à Mme de Talleyrand, d'Haussonville : *Pièces justificatives.*

mais plus que lui l'art de faire espérer ce qu'il ne voulait pas céder, et il en usa largement dans cette circonstance. Tout semblait arrangé lorsqu'on souleva à Rome une nouvelle difficulté au sujet du serment que devait prêter l'Empereur : *de respecter et de faire respecter les lois du concordat et la liberté des cultes.* « Un catholique, écrivit Consalvi, ne peut protéger l'erreur des faux cultes.... Il est de l'essence de la religion catholique d'être intolérante. Il ne faut pas se bercer de tourner cette difficulté en présence du Pape. Pie VII ne s'y prêtera pas : si on l'essayait, il n'hésiterait pas à se lever de son siége et à sortir de l'église à l'instant même ! » Rien de plus conforme à l'esprit et aux traditions du catholicisme que de pareilles maximes, mais du moment où on les mettait en avant il fallait les soutenir, et c'est ce qu'on ne fit pas ; nouvelle preuve que toutes ces objections n'étaient que des prétextes, et qu'on voulait se faire prier pour obtenir de plus grands avantages. Il fallut parlementer, ergoter, distinguer entre « la tolérance civile et la tolérance religieuse » dans une série de notes où M. de Talleyrand, soufflé par l'évêque Bernier, se montra un théologien accompli : mais son argument le plus décisif consista à rassembler en un faisceau toutes les mesures que Bonaparte avait décrétées en faveur de l'Église et de la papauté depuis la première campagne d'Italie, et à les présenter comme le véritable gage de ses intentions pour l'avenir. C'est en faisant ce tableau qu'il toucha juste, car il répondait à des préoccupations sans cesse présentes à l'esprit de la cour de Rome, mais à des préoccupations qu'elle ne pouvait avouer explicitement sans se reconnaître

coupable du crime de simonie. Cette pensée qui la hantait et qu'elle n'osait exprimer, cette pensée qu'elle était condamnée à taire par prudence autant que par pudeur, c'était la même qui lui avait dicté ses concessions à l'époque du concordat, c'était l'espoir de recouvrer les Légations, et même Avignon et Carpentras. Embarrassée par sa fausse situation, obligée alors comme aujourd'hui de se contenter de demi-promesses, et de procéder par insinuations, elle avait été complétement jouée par Bonaparte, faute d'avoir pu stipuler franchement les conditions qui lui tenaient à cœur; elle se disait maintenant qu'il n'oserait pas la tromper une seconde fois, tandis que lui, encouragé par son premier succès, ayant de son côté d'immenses avantages, jouait hardiment le même jeu, profitait d'un sous-entendu forcé qui lui permettait de mettre beaucoup de vague dans ses engagements, et donnait à la cour de Rome des espérances qu'il entendait bien ne pas satisfaire. C'est ainsi qu'elle fut dupe une seconde fois, mais dupe de sa propre avidité aussi bien que de la ruse de son adversaire. Malgré tout le bruit qu'elle fit plus tard de ses déceptions, il est certain qu'elle n'eut de Bonaparte que des assurances indéfinies qui n'ont jamais constitué une promesse formelle.

Napoléon était si loin de songer alors à une restitution même partielle des Légations au Saint-Siége, que dans le moment où il la lui faisait espérer, il préparait tout pour une transformation de la république Cisalpine en un royaume italien dont les Légations devaient former une des plus belles provinces. Il se faisait adresser à cet effet, par la Consulte de Milan, des

vœux encore moins sincères que ceux qui avaient servi de prétexte à son élévation à la présidence, sans se mettre en peine de l'impression fâcheuse que cette nouvelle usurpation allait produire sur l'Europe. Il avait résolu, écrivait-il à M. de Melzi, « d'y établir un ordre de choses *plus conforme à l'esprit du siècle*[1], » ce qui signifiait un despotisme semblable à celui qui pesait sur la France. Sachant combien les patriotes italiens étaient faciles à l'illusion et prompts à s'enflammer pour tout ce qui semblait leur promettre l'unité de leur patrie, il leur jetait en pâture le grand mot de *patrie italienne*. M. de Melzi, plus froid et plus clairvoyant que ses compatriotes, en raison des rapports intimes qu'il avait eus avec le Premier Consul, ne craignit pas de s'exposer à son ressentiment en lui faisant observer que l'Italie n'avait connu jusque-là les bienfaits de la domination française que par l'accroissement d'impôts qui en était résulté pour elle : « Melzi, écrivit à ce sujet Bonaparte à Marescalchi, avait une attaque de goutte lorsqu'il m'a écrit cela.... C'est mal connaître le genre humain et l'esprit des nations même les plus lâches et les plus dépravées que de croire qu'elles puissent considérer leur existence politique d'après le plus ou moins de charges[2]. »

Si les Italiens éclairés voyaient avec fort peu d'enthousiasme le changement projeté, les puissances n'y pouvaient trouver qu'un nouveau sujet d'alarmes ou de plainte, selon qu'il les menaçait directement dans leur existence déjà compromise par notre politique en-

1. Bonaparte à M. de Melzi, 23 juin 1804.
2. A Marescalchi, 28 août 1804.

vahissante, ou qu'il leur fournissait des prétextes à exploiter dans l'intérêt commun. Quel meilleur argument pouvions-nous fournir à Pitt auprès des cabinets européens jusque-là indécis? Ce grand ministre venait de reprendre sa place à la tête du gouvernement de son pays, malgré les répugnances personnelles du roi. Le ministère Addington était tombé avec plus de cinquante voix de majorité, comme renversé par la seule évidence du danger public et par le sentiment de sa propre incapacité. Pitt aurait voulu associer Fox à son ministère pour grouper autour de lui toutes les forces nationales, mais il avait rencontré sur ce point, de la part du roi George, une obstination invincible. Il se contenta donc d'offrir un partage du pouvoir aux amis de son illustre rival qui s'y refusèrent par une susceptibilité exagérée. On lui a reproché[1] de n'avoir pas fait de l'admission de Fox une condition *sine quâ non* de sa propre entrée aux affaires, mais sans examiner avec son historien[2] si l'état de santé du roi lui permettait ou non d'insister sur ce point, et sans mettre en doute l'éclat que le nom et le talent de Fox eussent répandu sur la nouvelle administration, il est permis de dire qu'une fois ce premier effet produit, le ministère y eût à la longue perdu en force et en unité d'action. Pour l'Europe, ce ministère n'avait qu'une seule signification, celle que lui donnait la présence de l'homme qui avait été l'âme de la précédente coalition, et qui, en dépit de ses erreurs ou de ses travers, avait montré dans cette lutte un grand caractère

1. Macaulay : *Biographical essays.*
2. Lord Stanhope. Vol. IV.

et une indomptable volonté. L'Angleterre se sentit rassurée en le voyant ressaisir le gouvernail qu'il avait si longtemps tenu dans sa forte main. Sa politique bien connue consistait à généraliser la guerre et à nous combattre en Europe. Cette tactique était justement celle que Napoléon voulait employer contre l'Angleterre, mais en tentant l'impossible, parce qu'il ne pouvait avoir pour lui l'Europe qu'après l'avoir conquise, et parce que la France restait toujours exposée en cas de défaite, tandis que l'Angleterre était couverte par sa position fortifiée. Le retour de Pitt aux affaires équivalait donc pour tout le monde au renouvellement de la guerre continentale. Le Parlement, sur sa première demande, lui vota une somme de soixante millions de fonds extraordinaires dont l'emploi, laissé à sa discrétion, avait pour but d'encourager et de soutenir les efforts que les puissances seraient disposées à tenter en faveur de la cause commune.

En présence de cette attitude de l'Angleterre, l'intérêt de notre politique semblait nous commander une extrême réserve. Nous devions mettre autant de soin à ménager et à apaiser les puissances du continent, qu'elle déployait de zèle à les entraîner à la guerre, et malgré toutes les fautes commises, cette tâche nous était facile encore, tant nos derniers succès les avaient découragées. La crainte que leur inspirait l'empereur Napoléon était si grande que les moindres concessions de sa part eussent suffi pour les maintenir en paix. Il semble que préparant alors avec plus d'activité que jamais son entreprise si hasardeuse de la descente en Angleterre, la plus vulgaire prévoyance lui faisait un devoir de s'assurer aupara-

vant de la neutralité de l'Europe. Mais par une inexplicable aberration, jamais sa diplomatie n'avait été plus provoquante. Nous l'avons laissé en froid avec la Prusse, dont la bonne volonté lui avait rendu tant de services, en rupture presque ouverte avec la Russie, dont il eût été facile dans le principe de se faire une alliée, enfin en rapports très-tendus avec l'Autriche, qui était pour nous une ennemie naturelle, mais une ennemie impuissante tant qu'elle resterait isolée. Loin de rien faire pour améliorer cette situation, il l'aggravait chaque jour par l'insupportable arrogance de ses procédés. Nous avons vu par quelle irréparable blessure il avait répondu à la très-légitime protestation de la Russie contre l'enlèvement du duc d'Enghien sur le territoire germanique. Depuis lors la Russie avait notifié cette protestation à la Diète de Ratisbonne, mais l'Allemagne intimidée n'osa pas la soutenir; l'Autriche seule l'appuya faiblement, en se déclarant toutefois prête à se contenter d'une simple promesse d'explication. Que Napoléon consentît à déclarer que sa conduite avait été dictée par des motifs secrets qu'il ne pouvait encore dévoiler, et elle se tenait pour satisfaite.

Il repoussa avec hauteur cette ouverture, et la Diète qui était fort loin d'être en état de songer à la guerre, se contenta d'un moyen terme que lui offrit l'électeur de Bade. Ce prince, tremblant de voir ses États devenir le champ de bataille d'une nouvelle guerre européenne, se déclara « satisfait des éclaircissements qui lui avaient été fournis », ce qui permit d'écarter définitivement la note russe; mais le différend fut éloigné, non pacifié; il en resta dans tous les cœurs

allemands le souvenir d'une double offense qui devait être vengée plus tard.

Ce dénoûment n'était pas fait pour calmer le ressentiment de la Russie; elle renonça toutefois à insister auprès de la faible Diète de Ratisbonne, que son impuissance seule réduisait à subir cette humiliation; elle n'imputa ce nouveau mécompte qu'à celui qui en était le véritable auteur. La cour de Russie venait de récapituler dans une note adressée, le 21 juillet, par M. d'Oubril à M. de Talleyrand, tous ses anciens griefs contre la France. Ces griefs, elle ne les avait jamais abandonnés, bien qu'elle eût consenti pour un temps à les laisser dormir, et elle les relevait aujourd'hui en demandant qu'on lui donnât satisfaction sur tous les points, c'est-à-dire qu'on évacuât le royaume de Naples, qu'on fournît au roi de Sardaigne une indemnité cent fois promise et toujours éludée, qu'un règlement définitif intervînt dans les affaires italiennes, enfin qu'on prît l'engagement d'évacuer le nord de l'Allemagne et de respecter la neutralité germanique. Il est tristement curieux de rapprocher de ces demandes, fort légitimes assurément, la réponse que M. de Talleyrand est réduit à leur opposer[1]; rien ne fait mieux mesurer le chemin que nous avions parcouru depuis quelques années. Il récrimine au sujet de la protection accordée par le cabinet de Saint-Pétersbourg à Vernègues et à d'Entraigues naturalisés sujets russes et dont les noms ne pouvaient rappeler ici que des infractions commises par nous contre le droit des gens; il lui reproche le deuil que

1. En date du 27 juillet.

la cour de Russie a pris à l'occasion du meurtre du duc d'Enghien, ce qui était pour elle un titre de gloire; il revient sur les intrigues de Markoff, que son caractère d'ambassadeur n'avait pas préservé d'un outrage public, et dont le seul véritable tort avait été d'être trop clairvoyant; il se prévaut enfin, pour justifier nos envahissements en Europe, de l'occupation de la république des Sept îles par les troupes russes. Cette occupation s'était accomplie en effet, mais du consentement de la France qui, ne pouvant se flatter de défendre les îles ioniennes contre l'Angleterre, les avait laissé prendre à la Russie, afin de s'en faire plus tard un argument pour se passer toutes ses volontés sur le continent. Cette dernière récrimination était seule quelque peu spécieuse, mais l'argument décisif, le seul sur lequel Napoléon comptât, celui qui était toujours le dernier mot de sa diplomatie, c'était la menace directe qui terminait la dépêche de Talleyrand : « L'empereur des Français, disait-il, veut la paix; mais avec l'aide de Dieu et *de ses armées*, il est dans le cas de ne craindre personne. »

Ainsi nous en étions venus à ce point que c'était la Russie, un gouvernement à peine sorti de la barbarie, qui représentait contre nous, le droit, l'équité, la sécurité des intérêts généraux, c'était elle qui pouvait invoquer contre nous la cause de la civilisation, de la liberté des peuples! rapprochement accablant pour la politique qui avait produit un pareil renversement de rôles. D'Oubril répondit à Talleyrand en maintenant toutes ses conclusions et en demandant ses passe-ports. Alors comme toutes les fois qu'on osait lui tenir tête avec énergie, Napoléon essaya de revenir en arrière;

il retint d'Oubril sous différents prétextes ; il dicta à Talleyrand une nouvelle note[1], pour protester de ses bonnes intentions, pour demander qu'on oubliât le passé : « son inclination particulière l'avait toujours porté à une *liaison de confiance, d'estime et d'amitié* avec l'empereur Alexandre ; » dans ce cas il eût été bon de ne pas l'outrager préalablement en lui jetant au visage une imputation de parricide. Ces vaines et tardives paroles furent prises pour ce qu'elles valaient, et nos relations avec la Russie demeurèrent interrompues sans toutefois que la guerre fût déclarée. Voilà à quel dénoûment aboutit en quelques mois notre politique envers une puissance qui s'était présentée à nous comme médiatrice, et nous avait montré les plus amicales dispositions.

Il s'en fallait de fort peu en ce moment que l'Autriche ne suivît l'exemple de la Russie ; elle n'était retenue que par l'insuffisance de ses préparatifs. Lors de l'élévation de Bonaparte à l'Empire, le premier mouvement du souverain autrichien avait été de profiter de cette occasion pour obtenir en échange de sa reconnaissance le titre héréditaire d'empereur d'Autriche, comme il avait déjà le titre électif d'empereur d'Allemagne. Mais ayant eu depuis à se plaindre de l'influence française dans le règlement des affaires d'Allemagne, où Bonaparte soutenait de tout son pouvoir les petits États contre l'Empire, et combattait avec succès les prétentions surannées de la noblesse immédiate, le cabinet autrichien s'était refroidi pour cette idée. Il montrait peu d'empressement à recon-

1. 5 septembre 1804.

naître l'Empereur des Français malgré ses promesses réitérées, il semblait même craindre, ce qui est assez significatif, que Napoléon, après avoir obtenu la reconnaissance autrichienne, n'éludât de donner la sienne à l'empereur d'Autriche. Napoléon perdit patience, et selon son habitude mit fin aux temporisations en montrant la pointe de son épée. Il prescrivit à M. de Champagny de prendre s'il le fallait un engagement signé pour rassurer le cabinet autrichien; mais si ses défiances n'étaient qu'un jeu, de le mettre en demeure de se prononcer, en le poussant dans ses derniers retranchements. « Vous direz, lui écrivait-il, qu'il y a un commencement de coalition qui se forme, et que je ne donnerai pas le temps de la nouer; que l'on se tromperait étrangement si l'on pensait que je ferai une descente en Angleterre tant que l'empereur n'aura pas envoyé sa reconnaissance; qu'il n'est pas juste que par cette conduite équivoque il me tienne 300,000 hommes les bras croisés sur les bords de la Manche; que *si l'on est assez insensé à Vienne pour vouloir recommencer la guerre, tant pis pour la monarchie autrichienne*[1] ! » Ce ressort unique, la menace, employé dans les petites comme dans les grandes choses, devait s'user à la longue; il n'était pas suffisant pour constituer une politique. Dans l'ère de discussion, de publicité, de raisonnement à laquelle les nations européennes étaient parvenues, il fallait recourir à d'autres moyens de persuasion; elles n'étaient ni assez faibles, ni assez avilies pour supporter longtemps un tel langage. On devine facilement quelle impression

1. Napoléon à M. de Champagny, 3 août 1804.

il devait produire sur une cour autrefois si fière. Ce qu'il y a de singulier c'est que l'imminence même de la coalition qu'il prévoyait ne détournait pas Napoléon d'employer ces formes blessantes et péremptoires. Il voyait le péril qu'elles lui créaient sans rien faire pour le détourner; il en voulait même à Talleyrand de les adoucir et de les atténuer dans ses dépêches; il n'admettait pas que Talleyrand crût au danger qu'il avait lui-même signalé tout le premier : « il y aurait, lui écrivait-il à la date du 20 août, non point folie mais impossibilité absolue à la maison d'Autriche *de lever l'étendard de la rébellion*, seule et même avec la Russie[1] ». Ce mot de rébellion appliqué à l'empire d'Autriche exprime à quel degré d'infatuation et d'enivrement il était déjà parvenu. Mais il y avait quelqu'un qu'il tenait encore bien plus à convaincre de l'impossibilité d'une nouvelle coalition, et ce quelqu'un c'était le public français. Pour le tromper plus sûrement il ne craignait pas d'avoir recours à de honteuses supercheries, du genre de celles dont il s'était servi pour perdre Moreau, et dont les gouvernements les plus dégradés ont dédaigné de se servir dans notre siècle : « Les notes que vous m'avez remises *sur l'impuissance de la Russie*, écrivait-il à Fouché, sont faites par un homme de beaucoup d'esprit... faites-les imprimer dans un journal *comme traduites d'un journal anglais*, vous en choisirez un dont le nom soit peu connu[1]. »

La coalition que tantôt il contestait et tantôt déclarait impuissante, n'en était pas moins dans un état de formation avancée, et au lieu de chercher à la préve-

1. Napoléon à Fouché, 28 août 1804.

nir, ce qui eût été plus politique que de la nier, il semblait vouloir y pousser également la Prusse. Cette puissance était portée vers nous par des liens plus forts que la sympathie, par ses intérêts. Bien que très-blessée de l'occupation du Hanovre et de l'enlèvement du duc d'Enghien sur le territoire de Bade, elle venait de nous donner une nouvelle marque non équivoque de ses bonnes dispositions en refusant d'accueillir la protestation que le comte de Provence lui avait adressée lors de la proclamation de l'Empire; elle était à la veille de l'expulser de Varsovie pour complaire à la police ombrageuse de Napoléon. Elle avait, à la vérité, signé un traité secret avec la Russie, mais ce traité avait un caractère tout défensif. Sans en faire connaître l'existence au gouvernement français, elle lui en avait à plusieurs reprises recommandé les points essentiels. Que l'armée du Hanovre ne dépassât pas trente mille hommes, qu'aucune nouvelle violation de territoire n'eût lieu en Allemagne, et la Prusse se déclarait non-seulement satisfaite, mais favorable. Et pour mieux avertir le cabinet français de l'importance qu'il attachait à ces deux objets, le roi de Prusse avait remplacé son ministre d'Haugwitz, le partisan décidé de notre politique, par M. de Hardenberg, qui était non pas hostile, mais indépendant. Il était difficile d'espérer de la part d'une puissance jeune et ambitieuse une politique qu'on pût satisfaire à meilleur marché. Cependant Napoléon arriva en peu de temps à la mécontenter sur tous ces points, en dépit de ses promesses réitérées. Dès le mois de juillet il augmentait son armée du Hanovre par des envois de conscrits, en alléguant pour prétexte l'attitude prise

par les gouvernements étrangers : « Dans un moment, écrivait-il à Talleyrand, où de grandes puissances poussent l'oubli des convenances jusqu'à porter le deuil des hommes qui ont voulu renverser le gouvernement, il est tout simple que je prenne des précautions *pour me trouver en mesure*[1]; » raisonnement qui revient sans cesse chez cet esprit absolu. Comme nous étions menacés par la Russie, il nous fallait aussi exaspérer la Prusse. Telle a été la logique constamment suivie par notre politique étrangère sous le premier Empire, et l'on s'est étonné qu'elle ait fini par réunir toute l'Europe contre nous. A ce grief qu'on envenimait en y touchant sans cesse, Napoléon en joignit bientôt un autre que la Prusse elle-même n'avait pas prévu, mais qui ne lui fut que plus sensible. Dans le cours de son voyage sur les bords du Rhin, pendant le mois de septembre, l'Empereur des Français vit beaucoup les souverains des États secondaires de l'Allemagne; il les encouragea à s'unir, à former par leurs seules forces un centre capable de résister à l'attraction des deux grands États qui convoitaient leurs dépouilles; il jeta en un mot le premier fondement de cette confédération du Rhin dont le souvenir est resté si odieux aux patriotes allemands.

Il eut pour principal instrument dans cette œuvre l'électeur archichancelier de Dalberg qu'il avait favorisé dans le partage des indemnités, et qui représentait en toute occasion aux confédérés l'intérêt qu'ils avaient à ménager un voisin si redoutable[2]. Une pa-

1. Napoléon à Talleyrand, 2 août 1804.
2. Lucchesini, *Sulle cause e gli effetti della confederazione renana*.

reille entreprise était peut-être politique dans le sens étroit du mot; mais liée à tant d'autres aventures, elle n'était pour nous qu'un danger de plus, car elle devait nécessairement avoir pour premier effet de nous aliéner la Prusse. Elle eut connaissance du projet et y trouva de nouvelles raisons de se tenir sur ses gardes. Une troisième circonstance acheva de la pousser à bout. Au commencement d'octobre 1804, Napoléon sous l'influence de cette sorte de vertige qui le portait à braver et à provoquer sans cesse ses amis comme ses ennemis, sans aucun grief nouveau et même sans autre motif apparent que le plaisir d'une vaine fanfaronnade, donna tout à coup l'ordre de faire enlever le représentant de l'Angleterre à Hambourg par une brigade de gendarmerie. Et quelle raison alléguait-il pour justifier cette nouvelle violation de territoire? la circulaire de Lord Hawkesbury déjà vieille de six mois et à laquelle personne ne songeait plus! Écoutons-le s'expliquer lui même à ce sujet :

« Immédiatement après l'affaire de Drake, lord Hawkesbury eut *l'imbécillité* de faire une circulaire pour justifier auprès des cabinets de l'Europe la conduite de ce ministre. Pour faire ressortir davantage le ridicule et l'atrocité des principes qu'il y avançait, mon intention était d'envoyer aux mêmes cabinets la circulaire avec une réponse. *J'ai mieux pensé depuis.* Je désire faire enlever le ministre anglais à Hambourg ainsi que ses papiers; et immédiatement après je ferai notifier cet enlèvement aux cours de l'Europe en le justifiant d'après la note de lord Hawkesbury [1]. »

1. Napoléon à Fouché, 7 octobre 1803.

Voilà sur quels motifs cet homme funeste se croyait le droit de jouer à la fois la paix de l'Europe, l'honneur et l'avenir de son pays. Pour le plaisir de faire cette méchante taquinerie à l'adresse du gouvernement anglais, il n'hésitait pas à risquer une guerre avec le continent tout entier, car telle était l'inévitable conséquence de l'enlèvement de Rumbold faisant suite à tant d'autres attentats contre le droit des gens. Napoléon venait se heurter ici sans le savoir au *casus belli* prévu dans le traité secret de la Prusse avec la Russie. Une note cette fois très-vive et très-péremptoire du cabinet prussien vint le faire réfléchir et reculer; il se hâta de faire relâcher Rumbold, mais son orgueil fut blessé au vif, car peu de temps auparavant il s'était vanté de faire enlever même le résident anglais à Berlin, si cela lui convenait : « Le roi de Prusse, s'écria-t-il, m'a fait passer un mauvais quart d'heure, mais je le lui rendrai avec usure[1]. » En attendant, il lui écrivit une lettre apologétique remplie de protestations d'amitié, d'imprécations contre l'Angleterre qui violait « *le droit des gens* et même le droit naturel, » de doléances au sujet de *l'ingratitude* d'Alexandre; cette rétractation peu digne et peu loyale mit fin à ce fâcheux incident, mais non à la défiance qui était le résultat naturel d'une mauvaise foi si flagrante.

C'est en rapprochant cette politique de provocation, faite pour soulever toute l'Europe contre nous, de l'ostentation qu'il mettait au même moment dans ses préparatifs contre l'Angleterre, que des écrivains d'ail-

1. Lucchesini : *Sulle cause*, etc.

leurs très-judicieux sont arrivés à conclure avec beaucoup de vraisemblance que le projet de descente n'était qu'une feinte destinée à masquer des plans de conquête sur le continent. Si ce projet était sérieux, en effet, comment expliquer cette politique de casse-cou? Comment admettre que celui qui allait avec toutes nos forces disponibles se jeter sur l'Angleterre, pour y être selon toutes les probabilités presque aussitôt cerné par les flottes britanniques, mettait en même temps par ses défis les puissances continentales dans un tel état d'irritation que leur premier mouvement devait être infailliblement de profiter de son absence pour se précipiter sur la France désarmée? Si la descente était autre chose qu'un épouvantail, la politique était d'un insensé; si la politique était calculée, la descente n'était qu'une fausse démonstration. Il est impossible d'échapper à ce dilemme, et l'on conçoit que des historiens, pénétrés avant tout de la sublimité du génie de Napoléon, aient préféré résoudre la difficulté en niant la réalité du projet d'expédition, plutôt que de supposer que cet immense génie manquait de sens, et ne savait pas voir des choses qui eussent frappé l'intelligence d'un enfant. Mais il est impossible de conserver le moindre doute à cet égard en présence des milliers d'ordres, de projets et de contre-projets que nous a révélés la correspondance de Napoléon, en présence de l'intérêt, de la passion, de l'obstination, des ressources incroyables qu'il déploya dans la réalisation de son entreprise favorite, de l'anxiété profonde, haletante, avec laquelle il en suivit les phases diverses et l'échec définitif; et l'histoire est forcée d'admettre le

contraste extraordinaire que nous présentent chez le même homme des facultés merveilleuses dans l'action, alliées à un jugement infirme et radicalement faux dans l'appréciation des faits généraux. Cette opinion risque fort de paraître paradoxale, ou même blasphématoire. La faculté dominante chez les hommes de notre temps, génération nerveuse et maladive à l'excès, a été l'imagination : de là la fascination singulière exercée sur elle par un homme dont la rare puissance de calcul n'était au fond gouvernée que par une fantaisie effrénée. Napoléon c'est le romantisme dans la politique. Même dans les œuvres d'art, cette prédominance des facultés imaginatives ne produit que des créations d'un éclat éphémère, si elle n'est tempérée par le concours et le contrôle des facultés plus hautes auxquelles appartient l'empire de l'esprit; mais dans l'ordre des choses pratiques, elle ne peut produire que des aberrations d'autant plus funestes qu'elles seront soutenues par des dons plus prodigieux. Dans le gouvernement des grandes affaires il n'y a pas de génie sans le bon sens et sans la justesse d'esprit.

D'ajournements en ajournements, et de modifications en modifications, la grande entreprise de Boulogne sortait peu à peu de la région des chimères et développait ses colossales proportions. Comme tous les plans mal mûris ou sans proportion avec les forces réelles dont on peut disposer, il avait fallu la soumettre à des retards et à des amendements qui semblaient devoir toucher à leur terme, et qui ne faisaient pourtant que commencer. Remise de l'hiver au printemps, puis du printemps à l'été comme terme

extrême, on la préparait maintenant pour l'automne de 1804. Napoléon en présence des objections persistantes de ses hommes de mer avait fini par admettre l'impuissance de la flottille isolée; il voulait la faire appuyer par une flotte assez forte pour être maîtresse du canal pendant quelques jours. D'après son projet, une de nos flottes devait profiter d'un gros temps qui éloignerait les croisières anglaises pour sortir, opérer sa jonction avec une autre escadre qu'elle débloquerait; elle pourrait alors se présenter devant Boulogne avec des forces supérieures. Pour réaliser ce plan il avait jeté les yeux sur Latouche-Tréville qu'il considérait comme le plus hardi de nos marins. Latouche-Tréville devait sortir de Toulon avec dix vaisseaux en trompant Nelson qui croyait cette flotte destinée à reconquérir l'Égypte; il se porterait de là sur Rochefort où il rallierait six vaisseaux et plusieurs frégates; et il viendrait alors donner dans la Manche soit directement soit en doublant l'Irlande. « Que nous soyons maîtres du détroit pendant six heures, et nous sommes les maîtres du monde! » écrivait Napoléon après lui avoir exposé ce plan embryonnaire qui allait être modifié plus de vingt fois avant de revêtir sa forme définitive[1].

L'Empereur supposait que Latouche-Tréville, en partant de Toulon le 30 juillet, pourrait se présenter devant Boulogne dans le cours de septembre; mais l'amiral sur qui reposaient de si grandes espérances, mourut à peu de temps de là d'un mal dont le germe avait été contracté à Saint-Domingue. Latouche-Tréville est avec Bruix, qui sut comme lui mourir à temps

1. Napoléon à Latouche-Tréville, 2 juillet 1804.

avant d'avoir été éprouvé dans une circonstance difficile, le seul homme de mer qui n'ait pas été exposé à la colère et aux imprécations de Napoléon ; tous les autres quel qu'ait été leur mérite, Decrès, Ganteaume, Villeneuve, Missiessy, Dumanoir, Villaret, Linois, Bourdon, Lallemand, Magon, Rosily, ont eu à subir ses outrages ou son dénigrement. D'après le thème qu'il a lui-même fourni à ses historiens, il est de mode de soutenir que la mort de ces deux hommes a été la principale, sinon la seule cause de l'échec de l'expédition. Ces deux marins étaient sans doute des hommes éminents, mais ils n'ont rien fait qui permette de les mettre au-dessus de Decrès, de Ganteaume, de Villeneuve et de Linois, le vainqueur d'Algésiras. Si d'autre part le succès de l'expédition tenait à la vie de deux hommes ou plutôt d'un homme, car l'état de faiblesse de Bruix était tel qu'on ne put jamais songer à lui confier un pareil commandement, il faut reconnaître qu'elle était bien défectueuse. Au reste ce n'est que beaucoup plus tard qu'on songea à leur attribuer cette importance.

Napoléon fut très-vivement contrarié de la mort de Latouche-Tréville. Mais loin de renoncer à ses projets, il leur donna une extension qui en rendait la réalisation beaucoup plus difficile. L'Angleterre ayant rompu brusquement avec l'Espagne vers le commencement de septembre 1804, pour la punir de son alliance avec nous, déguisée sous la forme de subsides, Napoléon se trouva maître de tous les ports et de toutes les ressources maritimes de l'Espagne, ce qui lui permit de donner l'essor à des conceptions démesurées pour lesquelles il n'avait déjà que trop de penchant. Sa

flottille reçut une nouvelle organisation qu'il se plut à décorer du nom « d'établissement fixe et immuable[1] » comme pour répondre aux doutes qu'avaient dû faire naître ses incessantes métamorphoses ou pour faire croire qu'elle était désormais en état de se suffire à elle-même. Les constructions et les armements de vaisseaux furent en même temps poussés avec une activité extrême dans tous les ports. Mais les résultats rapides et surprenants que Napoléon obtint en épuisant nos chantiers et en surmenant nos populations maritimes ne firent que le tromper plus sûrement. On eut des vaisseaux en assez grand nombre, mais la quantité fut obtenue au détriment de la qualité; mal construits, plus mal équipés, radoubés avec de mauvais fers et de mauvais bois, ils marchaient mal, étaient mis hors de service par le premier coup de vent[2]. Leurs équipages formés à la hâte, composés de matelots qui pour la plupart n'avaient tenu la mer que dans l'intérieur d'un port ou d'une rade, de soldats de marine inexpérimentés, d'artilleurs incapables de pointer leurs pièces, étaient recrutés en partie au moyen de la *presse*, détestable institution, doublement odieuse dans un pays où elle n'était pas consacrée par la tradition, mais qui ne pouvait manquer d'être adoptée avec empressement par l'homme qui avait relevé l'esclavage. On voit par la correspondance de Napoléon que l'emploi de ce procédé brutal répugnait au ministre de la marine. La résurrection de cet odieux abus fut exclusivement due à l'inspira-

1. Napoléon à Decrès, 9 septembre 1804.

2. Correspondance de Villeneuve, publiée par l'amiral Jurien de la Gravière : *Guerres maritimes*.

tion personnelle de l'empereur; il stimulait sans cesse sur ce point le zèle insuffisant de Decrès; il lui semblait qu'on n'avait jamais assez pris : « Ordonnez une *presse générale*, lui écrivait-il le 2 juillet, il y a encore possibilité d'enlever des matelots, » et le 28 août suivant : « Il y a encore des matelots.... Davout m'écrit qu'il peut *enlever* huit cents hommes. » Cette envie d'avoir des matelots à tout prix venait de porter malheur à la république de Gênes. Napoléon lui imposa vers la même époque un traité par lequel elle s'engageait à lui fournir non plus quatre mille mais *six mille* matelots, concession énorme qui ne fit que surexciter son avidité, et retarda seulement de quelques mois l'incorporation définitive du territoire génois à l'Empire français.

Malgré tous ces efforts d'une volonté révoltée contre la force des choses, nous n'avions au fond que les apparences d'une marine. Nos flottes, si brillantes sur le papier, avaient comme le cheval de Roland un petit défaut qui rendait toutes leurs qualités inutiles, elles étaient à peine capables de se mouvoir. De ces vices qui lui avaient maintes fois été signalés par ses amiraux, Napoléon ne tenait aucun compte; il avait tant d'hommes, tant de canons, tant de vaisseaux, cela suffisait; il attribuait à ses vaisseaux la valeur de ses régiments, faisait manœuvrer ses flottes comme ses armées de terre, appliquant à la guerre maritime sa méthode d'agir par grandes masses, sans voir qu'ici la matière dominait l'homme, que le secret de la supériorité était moins dans le courage individuel que dans l'expérience et le maniement de ces puissantes machines, qu'enfin les grandes concentrations, telles

qu'il les rêvait, étaient d'abord très-difficiles à opérer dans les conditions de la marine à voile qui existait de son temps, et ensuite peu efficaces par suite de la presque impossibilité d'une action d'ensemble. Ces diverses objections n'ayant guère provoqué chez lui que des accès de fureur ou des plaintes amères sur l'incapacité de ses marins, Decrès et ses collègues avaient peu à peu renoncé à les lui faire entendre; ils s'étaient résignés à le seconder de tout leur pouvoir, mais avec peu d'espoir dans le succès de l'entreprise.

Decrès lui avait présenté, comme successeur de Latouche-Tréville, l'amiral Villeneuve, marin dont on ne pouvait contester ni l'habileté ni le courage, mais esprit froid, clairvoyant et modeste, aussi peu propre à se payer d'illusions qu'à en inspirer aux autres. Villeneuve accepta le commandement de la flotte de Toulon avec une répugnance qu'il ne chercha point à déguiser, et sans dissimuler les difficultés de la tâche qu'on lui demandait. Napoléon était loin encore du plan auquel il s'arrêta plus tard, il n'y arriva qu'à la suite de longs tâtonnements. Les instructions qu'il envoya à Villeneuve pour la flotte de Toulon, à Missiessy pour l'escadre de Rochefort, à la date du 12 et du 23 décembre 1804, montrent qu'il ne songeait pas encore à lier leurs opérations à celles de la flottille. « Ayant jugé à propos, disait-il en style oriental, *de soumettre à sa domination* les colonies de Surinam, Berbice, Demerari, etc., » il ordonnait à Villeneuve de faire voile pour Cayenne, d'y prendre un renfort, de s'emparer sur-le-champ de Surinam et des autres points désignés et, cela fait, de se diriger

sur la Martinique pour y faire sa jonction avec Missiessy. Il se porterait alors avec toutes ses forces sur Santo-Domingo, y débarquerait des hommes et des armes, et reviendrait enfin sur le Ferrol y rallier une escadre espagnole pour entrer à Rochefort[1]. L'honneur de coopérer à la descente en Angleterre avait été réservé à l'escadre de Brest, commandée par Ganteaume. Cet amiral devait profiter du désarroi que le départ des expéditions de Toulon et de Rochefort allait jeter dans la marine anglaise, pour sortir de Brest, débarquer vingt mille hommes en Irlande et revenir sur Boulogne afin de seconder la grande opération de la flottille[2]. Mais rien n'était plus incertain et plus changeant que les idées de Napoléon sur le rôle de la flotte de Brest; il conçut un instant l'idée de l'envoyer aux Indes avec *trente mille hommes* pour arracher cette conquête à l'Angleterre, tant le désastre de Saint-Domingue l'avait peu corrigé[3]! Et pendant que ses espérances prenaient cet immense essor, la flotte de Ganteaume restait captive dans le port de Brest sans pouvoir faire un mouvement. Celle de Villeneuve sortie de Toulon à la faveur d'un gros temps, qui avait éloigné Nelson, était dispersée dès le premier coup de vent. Les avaries que lui fit éprouver la tempête et plus encore l'inexpérience de ses équipages et la détestable qualité de ses matériaux suffirent pour la mettre hors d'état de tenir la mer[4]. Elle

1. Napoléon à Villeneuve, 12 décembre; à Missiessy, 23 décembre 1804.
2. Napoléon à Decrès, 29 septembre.
3. Napoléon à Decrès, 16 janvier 1805.
4. Correspondance de Villeneuve, citée par Jurien de la Gravière.

rentra à Toulon vers la fin de janvier 1805, quelques jours après l'avoir quitté, pendant que Nelson courait l'attendre à Malte. L'escadre de Missiessy seule put remplir sa mission et se diriger sur la Martinique où elle devait vainement attendre Villeneuve.

Ce contre-temps irrita au plus haut point Napoléon; mais loin d'en conclure qu'il était trop dangereux de combiner de grandes opérations avec d'aussi mauvais éléments, il adopta sur-le-champ le plan gigantesque qui resta comme la pensée mère de tous ses projets subséquents. Abandonnant l'idée de l'expédition dans l'Inde aussi promptement qu'il l'avait embrassée, il résolut d'envoyer à la Martinique non plus seulement Villeneuve et Missiessy avec les flottes de Toulon et de Rochefort, mais Ganteaume lui-même avec celle de Brest. Cet amiral devait sortir de Brest avec 21 vaisseaux, se diriger sur le Ferrol, y rallier l'escadre espagnole et se porter de là directement sur la Martinique où il trouverait réunies les forces de Villeneuve et de Missiessy. Il reviendrait alors sur l'Europe et se porterait au détroit de Calais avec plus de quarante vaisseaux de ligne, armée navale irrésistible. On prévoyait le cas où l'un des deux amiraux manquerait au rendez-vous; dans ce cas Ganteaume viendrait avec l'autre et s'il avait moins de 25 vaisseaux il trouverait, soit au Ferrol, soit à Cherbourg de quoi compléter sa flotte avant de se diriger sur Boulogne[1]. Villeneuve reçut l'ordre de repartir pour la Martinique et d'y attendre Ganteaume pendant quarante

1. Napoléon à Ganteaume, 2 mars 1805; à Villeneuve, même jour.

jours. Ce plan magnifique supposait beaucoup de choses d'une réalisation très-difficile. Il supposait que nos flottes ne feraient aucune mauvaise rencontre; il supposait qu'elles pourraient se trouver vers la même époque au rendez-vous assigné; il supposait qu'une fois leur concentration opérée elles pourraient la maintenir à travers ces espaces immenses, malgré les difficultés qu'un pareil encombrement ajoutait aux périls ordinaires d'une si longue traversée; il supposait que l'amirauté britannique et ses marins si éminents ne sauraient jusqu'au bout rien voir et rien comprendre; il supposait enfin qu'une marine incapable des manœuvres les plus élémentaires lorsqu'elle agissait par dix ou quinze bâtiments, deviendrait irrésistible lorsqu'elle aurait à mouvoir une masse qui ne s'était jamais vue dans le monde depuis la flotte de Xerxès à Salamine. C'étaient là autant de miracles sur lesquels on comptait d'avance.

Pendant que tout s'apprêtait pour le succès de ces grandioses combinaisons, Paris venait de contempler avec un indicible étonnement le pompeux spectacle que Napoléon avait considéré comme l'indispensable consécration de sa gloire et de son pouvoir. Après de longues hésitations motivées tantôt par l'indignation bien connue que sa démarche inspirait à tous les cœurs vraiment catholiques, tantôt par de puériles susceptibilités qui semblent à peine croyables, le pape Pie VII s'était enfin résigné à partir pour Paris. Ce pontife que ni le guet-apens de Vincennes, ni le souvenir des bouffonneries antireligieuses de la campagne d'Égypte, ni tant de criantes iniquités accomplies, soit en France, soit en Europe, n'avaient pu

détourner d'une résolution si grave, on le vit au dernier moment sur le point de reculer parce que la lettre de Napoléon avait omis une formule convenue, et lui avait été portée par le général Caffarelli au lieu de lui être remise par deux évêques[1] ! Il quitta Rome le 2 novembre. Napoléon vint au-devant de lui jusqu'à Fontainebleau, mais, dans la crainte de montrer trop de déférence pour son hôte, il voulut que leur première rencontre semblât due au seul hasard. Ce fut en habit de chasse, entouré de ses mameluks et d'une meute de cinquante chiens, dans un carrefour perdu de la forêt de Fontainebleau, qu'il se présenta au saint père[2].

Les deux souverains s'embrassèrent, et lorsqu'ils remontèrent ensemble en voiture, Napoléon prit la droite, ce qui décida de l'étiquette pour tout le temps du séjour du pape à Paris. Ce n'était là que le commencement des petits déboires qui, selon le témoignage de Consalvi, remplirent son âme d'amertume. « Je tairai, dit-il à ce sujet, les humiliations dont Pie VII fut abreuvé. La mémoire et la plume se refusent à de telles narrations. » Napoléon se montra ici ce qu'il était en toute chose; toujours et partout il lui fallait la part du lion; il ne pouvait souffrir aucun partage; il était prêt à voir une concurrence même dans les honneurs rendus à un genre de mérite qui n'avait rien de commun avec le sien; il eût été jaloux de la popularité d'un saint comme de l'influence d'une femme; il ne connut jamais les délicatesses de la cour-

1. *Mémoires* de Consalvi.
2. *Mémoires* du duc de Rovigo. De Pradt, *les Quatre Concordats*.

toisie, ni même cette générosité de cœur qui lui eût fait sentir que plus son hôte était faible, plus il lui était facile de lui céder le pas; il traita le pape comme son chapelain.

Le 2 décembre 1804, eut lieu à Notre-Dame la cérémonie à laquelle il attachait une si grande importance au point de vue de l'avenir et du prestige de son pouvoir. Cette représentation de théâtre avait été préparée par des répétitions que le peintre Isabey, élevé au rôle d'impressario, avait très-ingénieusement imaginées pour la cour, au moyen de petites poupées de bois et à la grande satisfaction du maître[1]. Mais malgré toute la peine qu'on s'était donnée, et malgré la facilité innée des gens de cour pour imiter des poupées de bois, on vit rarement cérémonie plus froide et plus triste. Ce mélange extraordinaire de rites surannés et de costumes bizarres, empruntés au goût de diverses époques qui n'avaient rien de commun, ces vêtements d'ordre composite où l'on voyait accouplés le Directoire avec le moyen âge, Henri IV avec l'antiquité, ces personnages embarrassés de leur travestissement, ces généraux de la République, portant l'un la couronne de Charlemagne, l'autre son sceptre, un troisième la corbeille de l'impératrice, un quatrième son anneau posé sur un coussin, tout cela même interprété et arrangé après coup, par un grand artiste comme David, produit l'effet d'une monstrueuse cacophonie. Tous les acteurs de cette grande parodie avaient d'ailleurs quelque sujet de gêne ou de mécontentement; les uns se trouvaient blessés dans leurs

1. *Mémoires* de M. de Beausset, ancien préfet du palais.

prétentions, les autres choqués dans leur goût. Le pape était exaspéré d'avoir attendu l'Empereur pendant plus d'une heure; l'Empereur était indisposé contre le pape d'avoir été forcé de se soumettre la veille à un mariage religieux avec Joséphine qu'il avait l'arrière-pensée de répudier. On remarqua qu'il ne fit que bâiller pendant toute la cérémonie. Ceux qui ne bâillaient pas avaient, si l'on en croit l'archevêque de Malines, un autre genre de préoccupation, c'était la crainte de ne pouvoir conserver leur sérieux jusqu'au bout. Si un seul rire, a écrit ce prélat, avait donné le signal, c'en était fait de la gravité de l'auguste assemblée, Charlemagne et ses paladins disparaissaient au milieu d'un immense accès d'hilarité. L'ironie secrète qui se mêlait à la solennité pour la tourner en dérision dut surtout frapper tous les esprits lorsqu'on entendit ce monarque du moyen âge élever la voix pour prêter serment de maintenir *l'égalité des droits, la liberté politique et civile, l'irrévocabilité de la vente des biens nationaux!* Ici l'anachronisme touchait au grotesque. Au reste les coups de surprise qui étaient familiers au génie de Napoléon ne manquèrent pas à la cérémonie du sacre. On sait comment, lorsque le pape s'apprêta à déposer la couronne sur le front impérial, Napoléon la lui retira brusquement des mains pour se couronner lui-même contrairement à toutes les promesses qu'il avait faites, et comme pour bien constater qu'il ne devait son pouvoir qu'à lui seul. Cette inquiète fantaisie de parvenu toujours préoccupé d'établir ses titres ne pouvait que blesser profondément le pape qui était venu de Rome à Paris pour ce couronnement dont on semblait ne plus le

juger digne. Il protesta contre le changement introduit dans le programme; il fit savoir que si le *Moniteur* rapportait le fait tel qu'il s'était passé, il se verrait dans la nécessité de rappeler qu'on lui avait manqué de parole. De là le silence longtemps inexpliqué que le journal officiel garda sur cette imposante solennité[1] et sur les incidents qui la signalèrent.

Le pape prolongea son séjour à Paris pendant plusieurs mois. Il eut tout le loisir de voir combien il s'était abusé en comptant sur la reconnaissance de son terrible protégé. Le service qu'il avait rendu, et dont il s'exagérait beaucoup la portée, avait tellement exalté ses espérances qu'il alla jusqu'à se flatter d'obtenir du gouvernement français l'abandon complet des libertés gallicanes, la restitution au clergé des actes de l'état civil et l'adoption du catholicisme non plus comme religion privilégiée, mais comme religion d'État. Mais l'accueil que reçurent ces demandes, exposées dans une série de mémoires qui furent rédigés par le cardinal Antonelli, dissipa promptement les illusions du saint-père; il rabattit beaucoup de ses prétentions et les réduisit successivement, à peu de chose près, à l'objet des promesses un peu vagues qu'on lui avait faites pour le décider au voyage de Paris. Mais, si même alors on n'avait pas jugé à propos de prendre avec lui des engagements formels, on y était encore bien moins disposé maintenant qu'on n'avait plus besoin de lui. Portalis répondit point par point au mémoire du cardinal dans ce style plein de douceur et d'onction dont il avait appris le secret en

1. D'Haussonville.

s'occupant des affaires ecclésiastiques; il prodigua à la cour de Rome beaucoup de belles phrases et d'eau bénite de cour, mais ce fut tout ce qu'elle obtint. Le seul succès remporté à Paris par le pape fut le rétablissement du calendrier grégorien qui se fit quelques mois plus tard, et la rétractation des évêques constitutionnels qu'il dut uniquement au charme et à l'aménité de ses manières.

Repoussé sur le terrain des prétentions religieuses, Pie VII ne craignit pas de s'aventurer sur celui des revendications territoriales où il avait encore bien moins de chances de réussir. Il adressa personnellement à Napoléon un mémoire[1] dans lequel, après avoir exposé toutes les pertes qu'avait subies le saint-siége, l'insuffisance de ses revenus, les spoliations dont il avait été victime de la part du Directoire « gouvernement qui grâce au mérite et à la valeur de Napoléon n'avait plus d'existence » il le conjurait « d'imiter l'acte spontané et célèbre par lequel Charlemagne rendit à saint Pierre tout le domaine que lui avait déjà donné Pépin son père, et qu'avaient envahi les Lombards, c'est-à-dire l'exarchat, la Pentapole, avec l'addition d'autres domaines et particulièrement du duché de Spolète et de Bénévent. » Cette fois ce fut Talleyrand qui fut chargé d'éconduire au nom de Napoléon le pieux solliciteur. Il le fit avec des ménagements infinis et avec les plus dévotes assurances. « C'était Dieu lui-même qui avait élevé l'Empereur sur le trône et prescrit les limites de son pouvoir. L'Empereur devait respecter les limites que Dieu avait tra-

1. On en trouve le texte dans Artaud, *Histoire de Pie VII.*

cées.... il ne pouvait diminuer le territoire d'un *État étranger,* qui en lui confiant le soin de le gouverner, lui avait imposé le devoir de le protéger.... Il espérait toutefois trouver des occasions d'étendre le domaine du saint-père. » Pour juger de la sincérité des scrupules qui empêchaient l'Empereur de disposer du territoire italien, le pape n'avait qu'à se rappeler la cession de Venise à l'Autriche et celle de la Toscane à l'Espagne. Pour s'édifier sur la foi que méritaient ces promesses, il n'avait qu'à se rappeler celles qui avaient précédé le concordat; le passé lui garantissait l'avenir. Napoléon était plus sincère lorsqu'il faisait pressentir le pape au sujet d'une intention qu'il n'est nullement invraisemblable de lui attribuer dès lors et sur laquelle il devait revenir plus tard : elle consistait à offrir au pape soit Avignon, soit un palais à Paris avec de grands avantages pécuniaires, à condition qu'il se fixerait en France[1]. La facilité avec laquelle il s'était joué de la cour de Rome était bien faite pour exalter ses espérances au delà de toute limite; mais il oubliait qu'elle n'avait été si complaisante que par ambition, qu'elle ne lui pardonnerait pas de l'avoir trompée, et qu'elle allait devenir aussi défiante qu'elle avait été jusque-là crédule et docile. Il s'imaginait avoir pour toujours ébloui et fasciné le faible Pie VII, lorsqu'il n'avait fait que le blesser, même dans les plus petites choses. Il faut lire dans Consalvi les plaintes amères de ces successeurs des apôtres au sujet de la *mesquinerie des présents* de l'Empereur, destinés, dit-il, à « prouver le peu de valeur de celui à qui on les offrait »

1. Artaud.

et l'énumération de « ces dons splendides qui furent décrits dans les journaux mais qui ne parvinrent jamais à leur adresse[1]. » Le saint-père quitta Paris le cœur ulcéré. Tel fut le seul résultat du voyage qu'il avait entrepris en imposant silence au cri secret de sa conscience, et guidé peut-être « par un motif religieux, » comme disent ses panégyristes, mais à coup sûr en vue d'un intérêt parfaitement terrestre. Il n'en rapporta qu'un ardent désir de prendre sa revanche, désir inspiré également par un motif tout religieux, mais auquel la politique ne fut pas non plus étrangère.

Le 27 décembre 1804 avait eu lieu, avec une pompe inusitée, l'ouverture de la session législative faite par l'Empereur en personne. L'*Exposé de la situation de l'Empire* renchérit encore sur les exagérations des années précédentes. Jamais notre situation n'avait été plus belle, plus prospère, plus rassurante : « point de mouvement qui puisse alarmer la tranquillité publique, point de délit qui appartienne aux souvenirs de la Révolution ; partout des entreprises utiles, partout l'amélioration des propriétés publiques et privées. » Suivait la peinture du mouvement qui avait jeté la France dans les bras de Napoléon. La France avait senti « qu'un pouvoir partagé était sans force et sans accord et ne permettait ni les longs travaux ni les longues pensées. » Quant à lui, il avait « vainement résisté à la force de ces principes..... il avait dû se soumettre à la nécessité des circonstances..... il avait rendu à la France *ces institutions que la Providence semblait avoir inspirées*..... le chef de l'Église avait

1. *Mémoires* de Consalvi, tome II.

voulu prêter son ministère à l'auguste cérémonie.... Quels entretiens pour les races futures et quel sujet d'admiration pour l'Europe! Des souverains, des princes, des ambassadeurs frappés de ce grand spectacle de la France rassise sur les anciens fondements; au milieu de cette pompe et sous les yeux de l'Éternel Napoléon prononçant le serment qui assure l'intégrité de l'Empire!...Le serment de Napoléon sera à jamais la terreur des ennemis et l'égide des Français! »

Alors venait l'énumération des bienfaits du nouveau régime; l'achèvement des codes, l'institution des prix décennaux; les encouragements prodigués à l'agriculture et au commerce; le percement des routes et canaux; tout cela mis en regard des « richesses lointaines et des ressources précaires du gouvernement britannique. » Il n'était pas jusqu'à notre marine emprisonnée dans nos ports, qui ne fournît à ce tableau officiel une comparaison toute à notre avantage, car « les flottes de nos ennemis *s'usaient contre les vents et les tempêtes*, tandis que les nôtres apprenaient sans se détruire à lutter contre elles. » C'était assurément un point de vue nouveau que celui qui envisageait comme une cause de supériorité pour notre marine l'inaction forcée qui l'avait jusque-là empêchée de voir la mer. A ce compte quel avantage le long repos de nos escadres devait avoir sur la fatigue des flottes britanniques! Dans ce simple mot se trouve l'explication de toutes les méprises de Napoléon au sujet de notre marine.

L'*Exposé* contenait un tableau de la situation de l'Europe, qui était d'une fantaisie non moins hasardée que celui de la prospérité intérieure, mais qui

avait en outre le tort plus grave d'être fait au plus haut point pour blesser et alarmer les puissances du continent. Napoléon prenait à leur égard un ton de protecteur et de donneur de conseils, assez semblable à celui qu'il eût pu se permettre vis-à-vis du gouverneur de quelque province de son empire, distribuant ici l'éloge, là le blâme avec la haute impartialité d'un arbitre des destinées humaines. On devine si ce ton devait plaire à des souverains déjà irrités, mécontents et qui n'attendaient qu'une occasion pour se déclarer contre lui. Il commençait par leur signifier en termes ambigus deux changements qui n'étaient de nature ni à les rassurer ni à les bien disposer en notre faveur. Le discours d'ouverture avait déclaré solennellement « qu'aucun État ne serait incorporé dans l'Empire. » L'*Exposé* annonçait non moins solennellement « que la république italienne administrée et gouvernée par les mêmes principes que la France demandait *comme elle une organisation définitive.* » Il ajoutait que la Hollande « gémissait sous un gouvernement oligarchique.... Il ne lui manquait qu'un gouvernement ferme, patriote et éclairé. » Pour quiconque savait comprendre à demi-mot, cela voulait dire que ces deux États *indépendants* allaient recevoir à leur tour le coup de baguette magique qui avait métamorphosé la république française en monarchie et il eût fallu un degré de stupidité bien extraordinaire pour ne pas voir là une incorporation. On passait ensuite en revue les États et les souverains, en caractérisant d'un mot leur attitude et leur conduite, comme on eût fait dans un bulletin militaire : « l'empereur d'Autriche consacrait à la restauration de ses

finances et à la prospérité de ses provinces : *le repos que lui conseillaient* la loyauté de son caractère et l'*intérêt* de ses sujets.... Le roi de Prusse se montrait l'ami de la France..... La Turquie *était vacillante dans sa politique, elle suivait par crainte un système que son intérêt désavoue.* » La Russie enfin recevait, sous forme de conseil, un avertissement des plus clairs : « L'esprit de Catherine la Grande *veillera* sur les conseils d'Alexandre. Il se souviendra que l'amitié de la France est pour lui un contre-poids nécessaire dans la balance de l'Europe ; que *placé loin d'elle il ne peut ni l'atteindre ni troubler son repos.....* » Ces derniers mots allaient, on le voit, jusqu'au défi. Étrange et nouvelle façon d'apaiser les ressentiments et de se faire des amis !

Il y avait énormément à rabattre dans ce double tableau de notre situation intérieure et extérieure. En ce qui concernait l'Empire français, on ne pouvait nier que le rétablissement de l'ordre et de la régularité dans l'administration de nos finances, les améliorations introduites dans la perception de l'impôt et la gestion des revenus publics, les subsides levés sur l'étranger, la sécurité produite par les victoires du consulat, enfin la confiance qu'inspirait un pouvoir fort à une nation affamée de repos, n'eussent amené d'heureux résultats au point de vue de la prospérité matérielle et de la richesse nationale. Notre commerce et notre industrie avaient commencé à se relever ; des manufactures s'étaient fondées, et à côté d'elles des écoles d'arts et métiers ayant pour but de les alimenter ; nos routes du Simplon, du mont Cenis, du mont Genèvre, nos canaux de Saint-Quentin, d'Arles, d'Aigues-Mortes, ceux de la Belgique, toutes nos voies de

communication intérieure par terre ou par eau s'amélioraient ou s'achevaient; mais le renouvellement de la guerre était bientôt venu tout remettre en question. L'immensité des armements dirigés contre l'Angleterre, ou destinés à tenir l'Europe en respect, avait porté les dépenses de l'année 1804 au delà de sept cents millions; il fallut songer à faire face aux besoins toujours croissants de l'année 1805 avec des ressources décroissantes, car on ne pouvait plus compter ni sur l'appoint de l'or américain que nous avions reçu pour prix de la Louisiane, ni sur les subsides espagnols absorbés désormais par la coopération ouverte de l'Espagne à la guerre. Le rétablissement des *droits réunis* et l'expédient d'un emprunt déguisé sous la forme d'un escompte des valeurs du trésor par une compagnie de banquiers, ne fournirent que des palliatifs insuffisants. La confiance fut ébranlée; les fonds publics subirent des baisses alarmantes que Napoléon eût bien voulu faire cesser par décret, mais son pouvoir n'allait pas jusque-là. Les mauvaises récoltes de l'année 1804 nécessitèrent une défense de l'exportation des blés[1]; l'interdiction de plus en plus absolue des denrées coloniales et des marchandises anglaises, dans un moment où le supplément des produits étrangers nous eût été si utile, ne fit qu'aggraver le malaise, en laissant prévoir, par l'extension que Napoléon donnait à son système prohibitif dans tous les pays soumis à notre influence, que l'idée du blocus continental était déjà née dans son esprit. Les vices d'un semblable état de choses devaient atteindre la fortune publique dans ses sources

1. Napoléon à Fouché, 23 août 1804.

mêmes; il était impossible que les revenus du gouvernement n'en souffrissent pas gravement tôt ou tard. C'était un pauvre remède contre de tels inconvénients que celui qui consistait à augmenter les tarifs des douanes, à mettre un droit d'un million *sur les produits du tribunal de cassation*, selon une singulière expression de l'Empereur [1], à prélever un impôt de trois millions sur l'administration de la justice aux dépens des plaideurs, au mépris des plus indispensables garanties des accusés, obligés désormais de payer les épreuves qui servaient à la démonstration de leur innocence [2].

A côté de cette situation matérielle, un instant relevée, mais de nouveau compromise par une mauvaise politique et par un mauvais système économique, si l'on met en regard les autres aspects de notre état intérieur, on s'aperçoit que ce sont ceux qui expriment les besoins les plus élevés d'une nation, qui forment les ombres les plus fortes du tableau. Le gouvernement de la France n'est plus qu'un gouvernement de police assez semblable à l'autocratie des czars, à cette différence près que les caprices du souverain y sont tempérés par l'influence des mœurs et des idées d'une grande nation, au lieu de l'être par les revanches redoutées d'une aristocratie à la fois servile et vindicative. Quant aux pouvoirs du maître ils sont les mêmes; il peut, lorsqu'il lui plaît, faire disparaître qui bon lui semble, sans en rendre compte à personne; il est la loi vivante, c'est-à-dire que son humeur et son tempérament font désormais partie du

1. Napoléon à Cambacérès, 30 août.
2. *Bulletin des lois* (loi du 26 janvier 1805).

gouvernement. La correspondance de Napoléon avec Fouché est pleine d'ordres d'exil, d'emprisonnement, d'internement, dont non-seulement on n'a aucun moyen de le rendre responsable, mais qui pour la plupart restent ignorés et ne sont connus que de ceux qui en sont frappés. Le despotisme de Napoléon est à la vérité entouré de quelques institutions dont le nom est emprunté aux pays libres, mais elles ne sont plus organisées que pour servir d'instrument ou de masque à son arbitraire. La France a encore un Corps législatif, mais un Corps législatif dont les sessions ne durent que quelques semaines, dont les discussions n'ont plus de publicité, dont le contrôle désormais étranger aux questions politiques ne s'exerce plus que sur des intérêts d'un ordre tout secondaire, dont le rôle en un mot ne consiste plus qu'à assumer l'odieux des impôts impopulaires qu'on le charge de voter, ou à élaborer les règlements administratifs qu'on veut bien lui soumettre. La France possède encore de nom ce que dans les pays constitutionnels on appelle un ministère ; mais les ministres sans opinion, sans solidarité, sans force propre, sans influence ni personnelle, ni collective, ne forment plus qu'une sorte de haute domesticité, et la plus soumise de toutes les domesticités, parce qu'elle est la plus rapprochée du maître.

Napoléon était naturellement un très-bon juge des aptitudes et des capacités, mais à condition qu'elles s'exerçassent dans le sens de ses propres vues et de ses préventions. Ce qu'il exigeait avant tout de ses ministres, c'était une foi aveugle en son génie. Habitué de bonne heure à se considérer comme infaillible, il

jugeait volontiers du mérite d'après le degré de zèle, de dévouement, qu'on lui témoignait ; il n'était pas loin de voir dans les objections un signe de révolte ; on peut, d'après l'accueil qu'il faisait à celles d'un homme supérieur et compétent comme Decrès, avoir une idée de l'abnégation qu'on devait avoir pour être son ministre ; il y fallait dès lors une souplesse d'échine qui rebuta bientôt jusqu'à Talleyrand lui-même, c'est tout dire. Est-ce à un ministre et à un grand dignitaire de l'Empire, ou à un maître d'hôtel négligent, que s'adresse le billet dont voici la teneur : « Monsieur Talleyrand, mon grand chambellan, je *vous fais cette lettre* pour vous témoigner mon *mécontentement* de ce que vous avez permis que les invitations de mercredi portassent le mot de *souper*, puisque l'heure pour laquelle elles étaient est *celle de mon dîner*. Mon intention est que dans *mon palais*, comme ailleurs, on obéisse aux lois. NAPOLÉON[1]. » C'était bien la peine d'avoir été par ambition le protecteur du général Bonaparte auprès du Directoire pour en venir à supporter de pareilles avanies ! Quelle récompense pour un homme de tant d'esprit !

Poursuivons le tableau : la France possède aussi une chambre haute, sous le nom de Sénat. Ici les attributions sont magnifiques sur le papier, mais en fait tout se réduit à l'enregistrement des décrets que le Sénat reçoit tout rédigés, et auprès de son attitude rampante, l'opposition des parlements dégradés de l'ancien régime passerait pour un prodige d'héroïsme. On pourrait croire que les gros traitements dont

1. Napoléon à Talleyrand, 11 décembre 1804.

jouissaient les sénateurs n'étaient pas de trop pour faire accepter l'ignominie d'un tel rôle à des hommes qui pour la plupart avaient connu et nourri des ambitions plus hautes dans des époques moins déshéritées; mais ce rôle était loin de se borner à la sinécure de l'enregistrement des sénatus-consultes ou à la mystification du comité de liberté individuelle; on attendait d'eux des services d'un ordre moins relevé encore en retour des opulentes sénatoreries dont on les avait dotés. Il faut ici laisser la parole à Napoléon lui-même, témoin qu'il serait difficile de récuser. Le 28 mars 1805, il adressait à Maret des instructions destinées aux sénateurs. Dans cette espèce de *manuel du parfait Sénateur*, après avoir prescrit à ces fonctionnaires d'un nouveau genre une résidence de *trois mois* dans leur sénatorerie respective, il leur imposait l'obligation de lui adresser *tous les huit jours* un mémoire contenant divers renseignements. Ces renseignements devaient avoir pour objet la conduite et le caractère des fonctionnaires publics, l'influence et les principes des ecclésiastiques, *la fortune, le caractère, les opinions des particuliers marquants*, leurs dispositions relativement au gouvernement, à la religion, à la conscription, etc. Les sénateurs devaient en outre observer *s'il y avait des conscrits fugitifs* et dans quel nombre, examiner le service de la gendarmerie, enfin joindre à ce rapport leurs remarques sur les objets d'intérêt général, tels que le commerce, l'agriculture, etc. « Vous sentez, disait la circulaire, que sur cette mission particulière le secret doit être inviolable. *Si elle était connue toutes les lumières vous fuiraient*, LES HOMMES HONNÊTES S'INTERDIRAIENT TOUTE COMMUNICATION AVEC

vous, et vous ne rapporteriez que les dénonciations de l'intrigue et de la malveillance[1]. »

Tel était le rôle assigné aux membres de cette chambre haute appelée Sénat. Par l'avilissement des hommes qui occupaient la place la plus élevée dans la hiérarchie politique et sociale, on peut juger de celui des inférieurs. Si de ces institutions systématiquement annulées, perverties ou transformées en moyens de police, on passe à ces forces spontanées qui sont l'expression intime et plus nécessaire encore de la vie intellectuelle et morale d'un peuple, telles que la presse, la littérature, les arts, on les voit soumises à la même pensée d'exploitation, au profit de la personnalité qui absorbe tout; et ils en reçoivent une atteinte qui n'est pas moins mortelle. Bonaparte qui se flattait d'improviser, en quelques années, dans le monde moderne le miracle de la domination romaine, si lentement et si laborieusement réalisé dans le monde antique, s'imaginait renouveler les merveilles des grands siècles littéraires aussi facilement que ce simulacre d'empire universel. Pourquoi ne fonderait-il pas une sorte de monarchie intellectuelle comme il avait fondé une monarchie politique? Il ne s'agissait que d'appliquer aux choses de l'esprit les procédés qui lui avaient si bien réussi dans les affaires de l'État; intimider les uns, gagner les autres par l'appât des faveurs dont il pouvait disposer, attirer tout à soi et finalement se faire le dictateur des intelligences, comme il était celui des intérêts. Il n'était alors nulle-

1. Correspondance de Napoléon, *Note pour le secrétaire d'État*, 28 mars 1805.

ment question d'ériger des principautés en faveur de grands poëtes; cette inspiration était réservée à ses jours d'exil; tant qu'il fut sur le trône il ne trouva rien de mieux, comme moyen d'encourager le génie, que celui qui consistait à lui offrir des sommes d'argent. Le *Corneille prince* est d'ailleurs un non-sens du même genre que le *Washington couronné;* ce sont là des formules faites pour les badauds et qui ne méritent pas d'être discutées. Quant aux hommes que l'argent ne tenterait pas, il avait à leur offrir des persécutions variées. Le problème n'était pas autrement compliqué à ses yeux ; c'était pour lui l'affaire d'un décret, et il fit ce décret. Il se plut à le dater d'Aix-la-Chapelle, la ville gardienne de la mémoire de Charlemagne :

« Désirant, disait-il, non-seulement que la France conserve la supériorité qu'elle a acquise dans les sciences, les lettres et les arts, *mais encore que le siècle qui commence l'emporte sur ceux qui l'ont précédé,* » il instituait, pour être distribués de dix ans en dix ans, de grands prix, les uns de dix mille, les autres de cinq mille francs, destinés aux auteurs des meilleurs ouvrages dans les sciences physiques, mathématiques, historiques, à l'auteur de la meilleure pièce de théâtre, du meilleur opéra, du meilleur poëme, à l'inventeur de la meilleure machine industrielle, aux meilleurs peintres et sculpteurs, etc. Pour porter au comble l'enthousiasme et l'émulation des concurrents, Napoléon ajoutait dans son décret que ces prix seraient *distribués de sa propre main,* et, en outre, le *jour anniversaire du dix-huit brumaire*, tentation irrésistible qui faisait encore mieux ressortir la bienfai-

sante intention de ce coup d'État intellectuel. Au moyen de cette mesure, qui n'avait coûté de grands frais, ni à son imagination, ni à ses finances, il se flattait d'annexer pour toujours à son empire les libres domaines de l'esprit, de devenir l'inspirateur des intelligences, l'initiateur des idées, une sorte d'empereur de la pensée.

Pour réaliser complétement ce beau rêve, il fallait joindre à l'attrait des prix de dix mille francs le stimulant d'une crainte salutaire, et il crut faire merveille en s'adjoignant la collaboration de Fouché comme moyen de féconder les encouragements décennaux. Ce ministre de la police devint en effet sous la haute direction de Napoléon le régulateur suprême du mouvement intellectuel. Il eut pour mission d'appliquer à la presse, à la littérature, aux arts, les procédés expéditifs de son administration. Mais cette méthode de faire procréer des chefs-d'œuvre, en accouplant la crainte avec la cupidité, ne donna pas les résultats qu'on en attendait; l'époque impériale resta d'une rare stérilité : il n'y eut de vigueur intellectuelle que chez les écrivains qui surent se dérober à l'ignominie de ses récompenses, tels que Mme de Staël, Benjamin Constant, Châteaubriand. C'est que le despotisme ne peut produire que ce qu'il porte en lui-même, c'est-à-dire l'uniformité, l'immobilité et le néant. Les grandes époques littéraires et artistiques que les historiens ont fort improprement dénommées le siècle de Louis XIV et le siècle de Léon X, entretiennent à cet égard une confusion d'idées qu'il importe de faire cesser. En ce qui concerne l'Italie de Léon X, il est facile de démontrer qu'elle possédait, indépendam-

ment d'une liberté intellectuelle presque illimitée, une variété de développement, une multiplicité de formes politiques dont les contrastes, les agitations et les incessantes métamorphoses n'ont rien de commun avec la silencieuse immobilité des temps de servitude. Il y avait beaucoup de tyrannies locales, mais des tyrannies qui s'opposaient les unes aux autres, qui laissaient subsister un grand nombre d'existences libres et indépendantes, d'individualités brillantes et hardies. Le siècle de Louis XIV est plus propre à faire illusion; mais si l'on veut y regarder de près, on s'aperçoit d'abord que tous les hommes qui ont fait l'illustration de ce règne se sont formés sous l'époque précédente et lui ont apporté leur génie déjà éprouvé ou leur gloire acquise; la génération de Racine le fils, de Massillon, des écrivains orthodoxes formés à l'ombre de la bulle *unigenitus* appartient seule à Louis XIV; on reconnaît ensuite que durant toute la première période de ce règne, la littérature a joui d'une liberté relative incomparablement plus grande que celle qui lui a été laissée sous Napoléon, si l'on se place, bien entendu, au point de vue des idées admises et des préjugés dominant dans ces deux sociétés si différentes.

L'empereur a déclaré lui-même en plus d'une occasion qu'il n'eût jamais toléré les hardiesses de Molière: cette déclaration paraît fort superflue lorsqu'on voit à quelle inquisition mesquine et vexatoire il soumit les tristes productions dramatiques qui virent le jour sous son règne. L'histoire a conservé le souvenir de certains régimes tyranniques qui laissaient subsister dans la spéculation la liberté qu'ils étouffaient partout ailleurs: ici rien de semblable; il fallait servir

ou se taire, penser dans le sens du gouvernement ou ne plus penser du tout. Le résultat inévitable d'un tel asservissement, c'est en toute chose le règne de l'officiel, du procédé, du convenu, de la formule. La poésie n'est plus que de la versification, la philosophie devient un répertoire d'abstractions vides ou de subtilités inoffensives, un simple exercice logique, l'histoire un thème tout fait, le théâtre une école de courtisanerie, la littérature tout entière un pur jeu d'esprit. C'est le triomphe des arrangeurs de mots. On voit, comme à toutes les époques de compression, s'élever et fleurir une littérature exclusivement descriptive, où les idées, chose factieuse, sont remplacées par des images et des couleurs, les sentiments par des sensations, la pensée par le lieu commun. Delille avait failli être emprisonné pour avoir chanté la *Pitié* en souvenir des maux de la Terreur, il s'amende et chante l'*Homme des champs* ou l'*Imagination*, Esménard chante la *Navigation*, Millevoye chante l'*Amour maternel*, Lemercier, le vigoureux auteur de *Pinto*, chante l'*Homme renouvelé*, Chênedollé va chanter le *Génie de l'homme*, sujets dont le vague, l'abstraction, la généralité ne peuvent porter ombrage à personne. Tout ce qui peut dispenser de réfléchir, de sentir, de raisonner, est sûr d'être bien accueilli. On s'efforce d'étouffer les viriles inspirations de Mme de Staël, mais on encourage les gravelures de Parny et de Pigault-Lebrun. Le théâtre, ayant sur le public une action plus immédiate, est soumis à des lois encore plus dures et plus exigeantes. Ici il ne s'agit plus d'éviter tout sujet scabreux, il faut louer le maître ou renoncer à la scène. On était déjà bien loin du temps où l'on discutait la question

de savoir s'il y avait des allusions dans les *Valets de l'antichambre* de Dupaty. Duval, qui avait été menacé en 1802 pour les allusions qu'on avait cru trouver dans son *Édouard en Écosse*, se voyait maintenant interdit et supprimé pour les louanges qu'on ne trouvait pas dans son *Guillaume le Conquérant*, pièce faite à l'occasion de la descente en Angleterre. Le ton avait été donné à cet égard dès le début de l'Empire par les flagorneries immodérées du *Pierre-le-Grand*, de Carrion de Nisas, tragédie maintenue quelque temps à la scène malgré les protestations du public qui la siffla outrageusement. Il fallut imiter ce triste modèle, sous peine de ne plus aborder le théâtre; et l'on vit Marie-Joseph Chénier démentir sa courageuse conduite au Tribunat par les flatteries de son *Cyrus*, acte de faiblesse qui fut le remords de ses dernières années. Chénier releva à la fois son talent et son caractère en évoquant la sombre figure de *Tibère*. Cette pièce ne fut connue qu'après la mort du poëte, mais elle n'en fut pas moins inspirée par le spectacle des mœurs qu'il avait sous les yeux. Était-ce au Sénat de Tibère ou à celui de Bonaparte que pensait Chénier, lorsqu'il s'écriait :

« O lâches descendants de Dèce et de Camille !
Enfants de Quintius, postérité d'Émile !
Esclaves accablés du nom de leurs aïeux,
Ils cherchent tous les jours leurs avis dans mes yeux
Réservant aux proscrits leur vénale insolence.
Flattent par leurs discours, flattent par leur silence,
Et craignant de penser, de parler et d'agir
Me font rougir pour eux, sans même oser rougir ! »

Les *Templiers* de Raynouard, qui furent représentés vers la même époque, durent eux-mêmes fournir leur

contingent d'allusions flatteuses. Mais le sujet s'y prêtant peu, vu la différence des situations et des personnages, Napoléon lui fit insinuer par Fouché d'avoir à choisir désormais des sujets plus appropriés au rôle d'apologie et de propagande qu'il réservait au théâtre : « Pourquoi, écrivit-il à Fouché, n'engageriez vous pas M. Raynouard à faire une tragédie du *passage de la première à la seconde race?* au lieu d'être un tyran, celui qui lui succéderait serait le *sauveur de la nation*. C'est dans ce genre de pièces que le théâtre est *neuf*, ajoutait-il, pour stimuler le poëte, *car sous l'ancien régime on ne les aurait pas permises!* » Raynouard pouvait donc tout à la fois glorifier le « sauveur de la nation » et se poser en poëte *révolutionnaire*, cumuler les honneurs de la popularité et les bénéfices du favoritisme! Quoi de plus séduisant qu'une telle perspective[1]?

Mais Napoléon ne voulait pas de pièces « dont les sujets seraient pris dans des temps trop près de nous. » Cela avait l'inconvénient de faire penser à trop de choses qui n'étaient pas lui, par exemple à des dynasties non encore éteintes, à des héros qui avaient compris le devoir ou la politique autrement que lui, à des mœurs différentes de celles qu'il voulait créer : « Je vois, disait-il encore, qu'on veut jouer une tragédie de *Henri IV*. Cette époque n'est pas assez éloignée pour ne point réveiller de passions. La scène a besoin d'un peu d'antiquité. » L'antiquité était en effet beaucoup moins compliquée que le monde moderne ; elle n'offrait que des situations simples, et du moment où

1. Napoléon à Fouché, 1er juin 1805.

il était interdit au poëte de flétrir le tyran, il ne lui restait qu'une seule ressource, c'était de le glorifier. Tout ce qui s'écartait de cette routine lui devenait prodigieusement suspect, il se défiait de tout; il intervenait dans les plus insignifiantes minuties, un ballet lui semblait capable d'ébranler les colonnes de l'ordre social. Il écrivait à Cambacérès pour le prier d'empêcher le danseur Dupont de *faire des ballets* pour l'opéra : « Cela est *inconvenable*, disait-il, ce jeune homme n'a pas encore un an de vogue[1] ! » Qu'allait en effet devenir la hiérarchie de l'Empire si l'on permettait à ce jeune homme de fouler aux pieds toutes les règles de l'avancement? Le maître du monde tremblait devant une chanson, car la tyrannie aboutit nécessairement à la peur. On parlait de monter *Don Juan* à l'Opéra. Qu'est-ce à dire, et ce nom exotique ne cacherait-il point quelque piége? Vite il écrit à Fouché « qu'il désire avoir son opinion sur cette pièce *au point de vue de l'esprit public*[2] ! » En tout ceci, il faut en convenir, le terrible et glorieux empereur fait une figure bien ridicule.

Mais c'est dans ses rapports avec la presse périodique qu'il faut étudier Napoléon, si l'on veut savoir à quel point ce régime est incompatible avec tout ce qui constitue la dignité, l'honneur, la force et la vitalité d'une nation. Du grand naufrage de la presse de Paris au dix-huit brumaire, sept à huit journaux seulement surnageaient encore à l'époque de la proclamation de l'Empire, misérables épaves, battues du

1. Napoléon à Cambacérès, 11 avril 1805.
2. Napoléon à Fouché, 23 juin 1805.

vent, exténuées, et sans cesse en présence d'une totale destruction. Chassés du terrain de la politique, ou ne s'en occupant que lorsqu'il convenait au gouvernement de se servir de leur publicité, recevant de lui des articles tout faits qu'ils devaient insérer sans examen, ne pouvant pas même aborder les questions religieuses, ces malheureux journaux ne conservaient leur précaire existence qu'à la condition de s'enfermer exclusivement dans le domaine des sciences, de l'histoire, de la petite littérature. Ils étaient condamnés à vivre de commérages. Quant aux nouvelles, lorsqu'ils se permettaient d'en ajouter de leur crû à celles qui leur étaient fournies par les bulletins de la police, c'était à leurs risques et périls. Mais, quelque dociles et tremblants qu'ils fussent, dans cet état d'anéantissement, le faible murmure d'opinion qu'ils faisaient entendre était encore de trop pour les oreilles de ce maître ombrageux; leurs plus innocentes productions avaient le secret de le mettre hors de lui, et à écouter les griefs qu'il invoquait contre eux on se demande si la presse avait un moyen quelconque de le satisfaire autrement qu'en cessant d'exister. Un journal donnait-il une nouvelle empruntée à une feuille étrangère, ses rédacteurs étaient « vendus à l'Angleterre, » il les faisait poursuivre comme traîtres à la patrie et complices de l'ennemi! Les écrivains terrifiés se réfugiaient-ils dans le passé en publiant par exemple une étude historique sur la Saint-Barthélemy, comme le *Citoyen français?* « ce détestable journal paraissait ne *vouloir se vautrer que dans le sang*. Quel est donc le rédacteur de ce journal? *Avec quelle jouissance ce misérable savoure les crimes et les malheurs de la nation!*

Mon intention est qu'on y mette un terme. Faites changer le directeur de ce journal ou supprimez-le[1]. »

Dans cette communication à son ministre de la police, Napoléon ajoutait que sous aucun prétexte les journaux ne devaient *se mêler de religion*.

Comme il fallait pourtant bien qu'ils se mêlassent de quelque chose, Fouché en avait conclu qu'il pouvait les laisser aller dans le sens contraire, c'est-à-dire déblatérer contre la philosophie. Mais il reçoit aussitôt l'ordre d'imposer silence à ces journaux qui « vomissent des insultes contre tous les philosophes, » et principalement au *Mercure* qui est écrit « avec plus de violence et de fiel que n'en ont mis dans leurs écrits Marat et autres écrivains du même temps[2] », Non-seulement il ne veut pas qu'on parle de religion, mais il veut « que le nom des Jésuites ne soit pas même prononcé dans les journaux[3] ». Les publicistes se rabattent sur les bruits du jour, sur des descriptions de fêtes ; ils se flattent de rentrer en grâce en vantant la magnificence du nouveau règne. Voici comment leurs avances sont accueillies : « Monsieur Fouché, les journaux se plaisent à exagérer le luxe et les dépenses de la cour, ce qui porte le public à faire des calculs ridicules et insensés. Il est faux que le château de Stupinigi soit si magnifique; il est meublé avec d'anciens meubles.... faites faire des articles détaillés sur cet objet.... faites comprendre aux rédacteurs du *Journal des Débats* et du *Publiciste* que le temps n'est pas éloigné où, m'apercevant qu'ils ne sont pas utiles,

1 Napoléon à Fouché, 31 août 1804.
2. Napoléon à Fouché, 9 octobre 1804.
3. *Ibid.*

je les supprimerai avec tous les autres et *n'en conserverai qu'un seul*[1]. » On trouvera peut-être grâce à ses yeux en exaltant ses parties de chasse? mais il découvre sur-le-champ la perfidie de cette louange : « on a voulu faire croire à une chose qui n'existe pas.... cette fameuse partie de chasse consistait en un mauvais daim lancé dans un petit parc, et qui n'a pas coûté un louis. Par ces relations ampoulées ne dirait-on pas qu'on a fait venir de tous les coins de l'Italie des chiens, et qu'il en a coûté un demi-million ? » Le *Journal des Débats* annonce sans commentaires le voyage de M. de Merfeld à Saint-Pétersbourg, Napoléon signale aussitôt à son ministre le venin contenu dans cette nouvelle insidieuse, « elle n'a d'autre but que d'alarmer. » Enfin ces pauvres journalistes, désorientés, ahuris, prennent le parti de ne plus rien dire sur aucun sujet sérieux et de parler de la pluie et du beau temps ; mais cela ne leur réussit pas mieux, car cela n'empêche pas les mauvaises nouvelles de circuler et le public de s'entretenir à voix basse de la coalition imminente ; il ne suffit pas qu'ils s'abstiennent, il faut qu'ils trompent l'opinion et la France en leur inspirant une fausse sécurité, et, cette fois, Napoléon va jusqu'à s'en prendre à son compère Fouché : « Remuez-vous donc un peu plus pour soutenir l'opinion ! faites imprimer quelques articles habilement faits pour démentir la marche des Russes, l'entrevue de l'empereur de Russie avec l'empereur d'Autriche, et ces *ridicules bruits, fantômes nés de la brume et du spleen anglais*.... dites aux rédacteurs que s'ils continuent sur

1. Napoléon à Fouché, 22 avril 1805.

ce ton, je solderai leur compte.... dites-leur que je ne les jugerai point sur le mal qu'ils auront dit, *mais sur le peu de bien qu'ils n'auront pas dit.* Quand ils représenteront la France vacillante, sur le point d'être attaquée j'en jugerai qu'ils ne sont pas français, ni dignes d'écrire sous mon règne. Ils ont beau dire qu'ils ne donnent que leurs bulletins, on leur a dit quels étaient ces bulletins, *et puisqu'ils doivent dire de fausses nouvelles que ne les disent-ils à l'avantage du crédit et de la tranquillité publique*[1] ? »

Malgré leur extrême circonspection et leur dextérité déjà proverbiale, les éminents directeurs du *Journal des Débats* ne parviennent pas à éviter l'écueil, et, sur l'annonce d'une nouvelle relative au duc de Brunswick, ils apprennent un beau matin qu'ils auront désormais, indépendamment de la tutelle du ministre de la police, un surveillant spécial attaché d'une façon permanente à leur journal et auquel ils donneront des appointements annuels de *douze mille francs.* Fouché devra faire connaître aux autres journaux cette mesure salutaire en les menaçant d'un sort semblable, et en leur intimant l'ordre « de mettre en quarantaine *toute nouvelle désagréable et désavantageuse pour la France*[2]. » Tout est maintenant pour le mieux, toute indiscrétion est impossible, les écarts sont prévus; c'est la police qui tient la plume et dirige la main des écrivains. Voilà les journaux bien à l'abri désormais de l'esprit de faction, et le maître apparemment sera satisfait ! Point du tout ! « On ne peut plus dire, écrit-

1. Napoléon à Fouché, 24 avril 1805.
2. Napoléon à Fouché, 20 mai 1805.

il à Fouché, que les journaux soient malveillants, *mais ils sont trop bêtes*[1] ! » Non, en vérité, ce n'étaient pas les journaux qui étaient trop bêtes ! Après avoir tant fait pour tuer en eux l'initiative, l'indépendance, le raisonnement, et jusqu'à l'esprit; pour les réduire en un mot à l'état de machines, il s'étonnait du résultat ! Il osait leur reprocher l'insignifiance et la nullité qu'il leur avait infligée à coups d'étrivières, il s'en prenait à eux des conséquences de ce système qui était son ouvrage et qui était encore plus inepte qu'odieux. Il était surpris de ne pas les voir transportés d'enthousiasme : « *Ils ne montrent aucun zèle pour le gouvernement* ! » disait-il encore à Fouché sur le ton d'un amer désappointement et avec la tristesse d'un bienfaiteur qui se voit payé d'ingratitude. Au surplus, si ces journaux n'étaient plus dangereux, leurs titres l'étaient encore : « *Journal des Débats*, *Lois du pouvoir exécutif*, *Actes du gouvernement*, ce sont là des titres qui rappellent trop la révolution[2] ! » Cependant, ajoutait-il, je voudrais « une organisation sans censure, car *je ne veux pas être responsable de tout ce qu'ils disent*, » c'est-à-dire qu'il eût voulu la censure sans la responsabilité qui s'y attache. Il lui fallait une presse qui fût vénale et qui passât pour indépendante, des journalistes capables de deviner ses désirs et de traduire ses caprices, qui fussent en même temps patriotes et serviles, hardis et peureux, spirituels et plats, éloquents et mercenaires, rêve qui ne pouvait être inspiré que par la démence de la tyrannie. Au lieu de

1. Napoléon à Fouché, 1er juin 1805.
2. *Ibid.*

tout cela il ne créa que le néant. Voilà tout le parti qu'il sut tirer de ce merveilleux instrument qui a renouvelé le monde.

Il est d'autant moins permis de s'abuser sur les causes de la stérilité intellectuelle de l'époque impériale qu'on assiste en même temps à un spectacle tout contraire en Allemagne où se produit un magnifique mouvement d'idées, formé en dehors de toute influence officielle. Les germes de cette renaissance existaient chez nous, aussi bien que chez nos voisins, mais ils furent en France violemment refoulés par le despotisme et ne purent se développer qu'après sa chute. Toutes les forces vives de la nation furent absorbées par une carrière unique, la guerre, et les esprits dont elle ne pouvait occuper l'activité ou contenter l'ambition furent réduits à se consumer dans l'inaction, l'ennui, les rêves stériles d'*Obermann* ou de *René*. Quant à ceux que tourmente invinciblement le besoin de l'indépendance et de l'activité intellectuelle, l'Empire les rejette hors de son sein. Mme de Staël et Benjamin Constant vont chercher chez les Allemands un peu d'air respirable; Châteaubriand commence cette existence de chevalier errant de la littérature qui ne finira qu'avec le règne de Napoléon; l'exil préserve leur génie. Tous ceux, au contraire, qui se résignent à végéter à l'ombre de la protection impériale sont condamnés à une incurable médiocrité. C'est une influence qui flétrit tout ce qu'elle touche et à laquelle l'art lui-même n'est pas soumis impunément, bien qu'il n'ait pas le même besoin d'indépendance que les autres manifestations de la pensée humaine. Les artistes qui la subissent y perdent tous quelque chose

de leur force et de leur originalité, à commencer par le chef de l'École, David, si inférieur dans ses grandes compositions officielles à ce qu'il avait été durant l'époque révolutionnaire. Une incontestable puissance survit néanmoins chez le maître à cette transformation de l'ami de Robespierre en peintre ordinaire de la cour, mais chez les élèves il ne reste plus que la convention, le procédé, la monotonie, la sécheresse d'une rhétorique froide et guindée. Deux artistes seuls font exception et ce sont ceux qui protestent contre les doctrines dominantes; tous deux s'écartent des chemins battus, et suivent une voie solitaire : l'un est Gros, le peintre de la légende des *Pestiférés de Jaffa*, dont le robuste génie, au milieu des parades de l'époque impériale, est encore animé du souffle épique des guerres de la révolution française et prête aux exploits nouveaux la poésie d'un temps qui n'est plus; l'autre est Prud'hon, ce vrai fils de la Grèce, l'André Chénier de la peinture, qui allie la grâce corrégienne à la simplicité antique, et retrouve sans y songer le secret que d'autres demandent vainement à une ingrate et laborieuse imitation.

CHAPITRE VI.

INCORPORATION DE GÊNES. — NOUVELLE COALITION. ÉCHEC DE L'INVINCIBLE ARMADA DE BOULOGNE.

Napoléon avait quitté Paris presque en même temps que le pape, c'est-à-dire dans les derniers jours du mois de mars 1805, pour se rendre en Italie où tout était prêt pour son couronnement. Son intention avait été d'abord de donner ce trône à son frère Joseph, car il ne se dissimulait pas le mécontentement et les inquiétudes que ce nouvel accroissement de puissance devait faire naître en Europe. Il avait même notifié au roi de Prusse et à l'empereur d'Autriche l'avénement prochain de son frère, disposant de Joseph sans son aveu et se figurant que ces souverains seraient trop heureux de le voir abandonner à un prête-nom ce qu'il lui était si facile de prendre pour lui-même. Il allait jusqu'à dire à l'empereur d'Autriche « qu'il avait sacrifié sa grandeur personnelle et affaibli son pouvoir, mais qu'il en serait amplement récompensé s'il pouvait avoir fait quelque chose *qui lui fût agréable*[1] ! » Il était très-douteux que l'empereur François

1. Napoléon à l'empereur d'Autriche, 1er janvier 1805.

fût aussi charmé que son bon frère voulait bien le croire, mais ce qui était plus inattendu, c'est que Joseph, qu'on n'avait pas consulté, ne voulut pas entendre parler du présent qu'on lui offrait. Il refusa obstinément d'être roi d'Italie, et cela pour ne pas renoncer à *ses droits à la couronne de France*, tant l'appétit était venu vite à cette famille d'étrangers, hier encore si obscure et si dépourvue ! Napoléon, désappointé, voulut disposer de ce trône en faveur du fils aîné de Louis, en chargeant celui-ci de gouverner jusqu'à la majorité du prince. Mais Louis se récria plus vivement encore que son frère en alléguant « qu'une faveur aussi marquée donnerait un nouveau crédit aux bruits qui avaient couru au sujet de cet enfant, » à quoi Napoléon répondit en le jetant violemment par les épaules hors de son cabinet[1]. Il n'en fallait pas tant pour le décider à se proclamer lui-même, et c'est ce qu'il résolut de faire en annonçant à l'empereur d'Autriche, pour justifier ce nouveau revirement, «que le gouvernement de la république italienne avait pensé que tant qu'il y aurait des troupes russes à Corfou et des troupes anglaises à Malte, cette séparation des couronnes de France et d'Italie serait tout à fait illusoire[2], » mais que cette situation cesserait aussitôt que l'Angleterre aurait évacué Malte, et la Russie, Corfou. Une telle déférence pour les avis du gouvernement de la république italienne ne pouvait qu'édifier profondément l'empereur d'Autriche, et la promesse qu'on lui faisait devait, comme on pense, le rassurer tout à fait.

1. Mémoires de Miot de Mélito.
2. Napoléon à l'empereur d'Autriche, 17 mars.

Le voyage de Napoléon en Italie avait encore un autre but que le couronnement, c'était de détourner les yeux de l'Europe de l'expédition de Boulogne qui absorbait plus que jamais toutes ses pensées. On doit, selon toute apparence, attribuer à une préoccupation du même genre les démonstrations pacifiques, auxquelles il s'était livré pendant les mois de janvier et de février 1805 avec une prodigalité exceptionnelle de philantropie et de grands sentiments. Elles avaient été inaugurées par une lettre au roi d'Angleterre conçue dans le style de celle qu'il avait écrite au début du Consulat, mais qui manqua complétement son effet sur le public : « Il se sentait accusé dans sa propre conscience par tant de sang versé inutilement.... Il conjurait S. M. de ne pas se refuser au bonheur de donner la paix au monde, de ne pas laisser cette douce satisfaction à ses enfants!... Il était temps de faire taire les passions et d'écouter uniquement le sentiment de l'humanité et de la raison.... Quant à lui, en exprimant ces sentiments, il remplissait un devoir saint et précieux à son cœur [1]! » Napoléon avait obtenu de si grands succès en France en jouant avec des mots, il avait vu tant de fois des déclarations, qui étaient en contradiction flagrante avec ses actes, accueillies par une invariable crédulité, qu'il en était devenu prodigue au delà de toute mesure et s'imaginait volontiers que ce moyen devait lui réussir toujours et partout. Après tant de manques de foi, il offrait encore sa parole comme un gage assuré de ses in-

1. Napoléon au roi d'Angleterre, 2 janvier 1805; *Moniteur* du 5 février.

tentions : elle devait lier tout le monde, excepté lui-même ! Après sa lettre au roi d'Angleterre il était désormais établi qu'il n'avait aucune ambition et ne vivait que pour la paix. Il se hâta de prendre le Corps législatif à témoin de son abnégation et de son désintéressement : « Il avait sacrifié les ressentiments les plus légitimes.... il plaçait sa gloire, son bonheur dans le bonheur de la génération actuelle. Il voulait que le règne des idées philanthropiques et généreuses fût le caractère du siècle [1]. » Il s'efforça de tirer le même parti de sa démarche auprès des cabinets européens beaucoup moins faciles à persuader : « La démarche que j'ai faite auprès du gouvernement anglais, écrivait-il au prince de la Paix, aura sans doute convaincu Sa Majesté catholique que je *n'ai d'autre but que l'intérêt et le bonheur de la génération présente* [2]. » La démonstration était en effet concluante et surtout elle avait été faite à peu de frais. Comment mettre en doute désormais les intentions de ce philanthrope méconnu?

Cette espèce de *fantasia* pacifique fut close par un morceau à grand orchestre exécuté solennellement en présence du Sénat et des membres de la Consulte italienne que Napoléon avait chargés de venir lui offrir la couronne d'Italie. Il s'étudia particulièrement à faire ressortir dans ce discours l'*extrême modération qui présidait à toutes ses transactions politiques*. Nous avions conquis la Hollande, la Suisse, les trois quarts de l'Allemagne ; le partage de la Pologne et la con-

1. Discours au Corps législatif, 10 février 1805.
2. Napoléon au Prince de la Paix, 19 février.

quête des Indes, qui avaient rompu l'équilibre européen à notre préjudice, nous donnaient le droit de garder ces provinces. Cependant nous les avions restituées. La Hollande et la Suisse *étaient indépendantes.* Les princes de l'Allemagne *avaient plus d'éclat et de splendeur* que n'en avaient jamais eu leurs ancêtres.

La réunion du territoire de la république italienne nous eût été avantageux et utile; cependant nous avions également proclamé son *indépendance à Lyon;* « nous faisions plus encore aujourd'hui, nous proclamions le *principe de la séparation des deux couronnes* de France et d'Italie ! Le génie du mal, poursuivait-il, cherchera en vain des prétextes pour remettre le continent en guerre; *aucune nouvelle province ne sera incorporée dans l'Empire.* »

Ainsi les puissances européennes étaient averties. Bien loin d'avoir le droit de se plaindre de nous, en raison des infractions commises aux traités de Lunéville et d'Amiens, elles nous devaient une profonde reconnaissance de ce que nous avions daigné leur laisser quelque chose. Quant à leurs doléances au sujet de la Hollande et de la Suisse, c'étaient là de pures rêveries, ces annexes de l'Empire français n'avaient jamais cessé d'être indépendants ! Enfin la création du royaume d'Italie, loin d'être un sujet d'alarmes, était un nouveau bienfait. S'il fallait juger de la sincérité de la promesse solennelle qui terminait le discours impérial, d'après la sincérité de ces déclarations, on doit convenir que les cabinets européens avaient quelque sujet de se défier d'un pareil langage ; et telle fut en effet la seule impression qu'il produisit. Chaque jour leur apportait une raison nouvelle de s'unir con-

tre nous, et ils n'étaient pas encore remis de leur surprise au sujet de la royauté italienne, qu'ils apprirent la transformation semi-monarchique de la Hollande au profit de M. Schimmelpenninck, la créature et l'instrument de Napoléon, qui sous le titre de grand pensionnaire de la Hollande ne fut en réalité que le pensionnaire de la France. Ces événements rendirent la tâche plus facile à nos ennemis. Pendant que Napoléon s'acheminait triomphalement vers Milan pour y ceindre la couronne des rois lombards, au milieu des acclamations d'un peuple auquel les mots magiques et sans cesse répétés de « patrie italienne » faisaient oublier momentanément les humiliations du joug étranger, Pitt et l'empereur Alexandre mettaient la dernière main à l'œuvre patiente et difficile qu'ils avaient entreprise de concert ; ils rédigeaient, après de longues négociations, le traité d'alliance qui devait reconstituer contre nous la coalition européenne.

Dès le 6 novembre 1804, l'Autriche avait signé avec la Russie une convention secrète d'un caractère strictement défensif, analogue à celle qu'Alexandre avait déjà conclue avec le roi de Prusse. Cette convention n'engageait l'Autriche que dans le cas où le *statu quo* serait troublé soit en Italie, soit dans les États de l'empire ottoman, par de nouveaux envahissements de la France ; elle montre combien les dispositions de cette puissance étaient alors peu belliqueuses, car ce n'étaient point les griefs qui lui manquaient pour nous faire la guerre. Ce résultat était trop mince pour satisfaire Alexandre. Sous l'influence des idées à la fois ambitieuses et philanthropiques, qu'avait fait naître dans son esprit son rôle éphémère d'arbitre de l'Eu-

rope, encouragé d'ailleurs par les jeunes gens pleins de générosité et d'illusion qui dirigeaient la politique russe, ce prince avait conçu des plans magnifiques où se révélait longtemps à l'avance l'imagination du mystique ami de Mme de Krudner. Il avait en vue, non plus seulement de réprimer les empiétements de la France, mais d'assurer définitivement le bonheur et la régénération des États européens, par une répartition plus équitable des territoires, et par l'adoption d'un droit public efficace et sanctionné.

Le plan d'Alexandre fut porté en Angleterre par l'un des membres les plus zélés de cet apostolat humanitaire, M. de Nowosiltzoff, qui arriva à Londres dans les premiers jours de l'année 1805. Pitt écouta gravement l'exposé de cette idylle diplomatique décorée du nom d'*alliance de médiation*, mais il ne tarda pas à faire comprendre au jeune ambassadeur la convenance d'ajourner encore quelque peu la félicité du genre humain, pour s'en tenir au nécessaire et au possible. Faire reculer l'ambition de Napoléon et créer des barrières assez fortes pour la contenir désormais dans de justes limites, lui semblait une besogne suffisante pour l'instant. Tous les autres objets étaient, selon lui, secondaires auprès de celui-là, ils ne pouvaient que créer des difficultés pour le moins inopportunes; une fois ce grand but atteint on aurait toujours le temps de discuter les utopies d'Alexandre. Il écarta donc les unes après les autres toutes les innovations du plan russe, et n'en laissa subsister à peu de chose près que les stipulations qui avaient formé le fond du programme de Lunéville et d'Amiens. Aux termes du traité signé à Saint-Pétersbourg, le 11 avril 1805, par

M. de Nowosiltzoff et lord Lewison Gower, les deux puissances contractantes s'engageaient à aider dans la mesure de leurs forces à la formation d'une grande ligue européenne, destinée à assurer l'évacuation du Hanovre et du nord de l'Allemagne, l'indépendance effective de la Hollande et de la Suisse, le rétablissement du roi de Piémont, la consolidation du royaume de Naples, enfin la complète évacuation de l'Italie, y comprise l'île d'Elbe. Un article spécial stipulait qu'on ne se mêlerait en rien du gouvernement intérieur de la France, qu'on ne s'approprierait aucune conquête, et qu'à la fin de la guerre un congrès général réglerait la situation de l'Europe. L'Angleterre s'étant refusée à promettre l'évacuation de Malte, l'empereur Alexandre ne voulut signer ce traité que conditionnellement. Il ajourna la ratification. Il se réserva en outre la faculté de faire auprès de l'empereur Napoléon de nouvelles ouvertures de médiation afin d'éviter la guerre ; il se promettait un grand effet de cet arbitrage proposé cette fois au nom de toute l'Europe ; il était sûr en effet de la voir se ranger tout entière derrière lui, la Prusse exceptée. Son envoyé Winzengerode s'était vainement efforcé d'entraîner cette puissance hésitante et versatile qui voulait plaire à tout le monde à la fois. Elle se flattait encore de s'enrichir sans rien exposer, et ne sentit la nécessité de se prononcer que lorsque ce parti ne pouvait plus lui être que funeste. Winzengerode fut plus heureux avec l'Autriche qui, après quelques tergiversations, se décida en principe, à la nouvelle des changements qui s'opéraient en Italie, sauf à débattre ultérieurement avec ses alliés, et particulièrement avec l'Angleterre,

le grand financier de la coalition, les conditions de son acquiescement au traité. On était certain d'avance du concours de la Suède et de Naples, et l'on garda l'espérance d'emporter au dernier moment l'adhésion de la Prusse en l'intimidant par une démonstration menaçante opérée sur sa frontière.

Ainsi tout se préparait en Europe pour le renouvellement d'une coalition contre la France. Quelle qu'eût été la réserve apportée dans ces négociations, ce secret était devenu celui de tout le monde, tant la chose paraissait logique et rationnelle. Napoléon qui faisait démentir le bruit dans ses journaux, savait mieux que personne combien il était fondé; ses ennemis eux-mêmes avaient pris soin de le prévenir comme s'ils avaient voulu avertir avant de frapper. Dès le mois de janvier 1805, dans la note qu'il adressa à Napoléon en réponse à sa lettre au roi d'Angleterre, le cabinet anglais lui avait fait savoir qu'il était en pourparlers pour une entente avec les principales puissances du continent et « particulièrement avec l'empereur de Russie, auquel le liaient des rapports très-confidentiels[1]. » Une foule de symptômes des plus clairs, les allées et venues des envoyés extraordinaires d'une capitale à une autre, les avis de nos diplomates, les rapports des gazettes étrangères, même des mouvements de troupes inusités avaient confirmé l'exactitude de cette affirmation. Cependant bien que le projet fût très-avancé, rien n'était encore irrémédiable. L'Autriche, la première exposée au coups de Napoléon et à demi ruinée par les campagnes précédentes, ne

1. Lord Mulgrave à Talleyrand, 14 janvier 1805.

s'engageait dans la coalition qu'avec une répugnance extrême, elle n'avait encore rien signé; la Prusse était inébranlable dans son indécision, et s'il eût fallu à tout prix se prononcer, elle eût plutôt penché pour nous; convenablement ménagée par notre politique, cette puissance pouvait tenir le continent en échec; enfin, Alexandre lui-même ne s'était pas lié irrévocablement. Piqué du dédain avec lequel Pitt avait traité ses plans de régénération européenne, il eût été ravi de prendre sa revanche en résolvant par la diplomatie les difficultés que Pitt voulait trancher par la guerre. Le Czar pour parvenir à ce but s'était décidé à nous faire les plus grandes concessions; lui seul avait insisté pour qu'un nouvel effort en faveur de la paix fût tenté auprès de Napoléon; il voulait y employer le même M. de Nowosiltzoff, le confident de toutes ses pensées; il y apportait les dispositions les plus conciliantes. Profitant de ce que rien n'était encore définitif dans ses engagements avec l'Angleterre, il voulait offrir à Napoléon des conditions bien meilleures que celles du traité. Nowosiltzoff avait pour instruction de maintenir inviolablement l'évacuation du Hanovre et de Naples, l'indépendance de la Suisse et de la Hollande, mais il était autorisé à nous faire en Italie la part beaucoup plus belle que nous n'avions le droit d'y prétendre, car Alexandre consentait à y laisser subsister l'état de choses actuel, à ceci près, que le roi de Sardaigne recevrait Parme et Plaisance comme indemnité du Piémont, et que le royaume d'Italie serait donné à un prince de la maison Bonaparte.

Du reste le négociateur animé de l'esprit souple, insinuant de son maître, devait employer auprès de

Napoléon les ménagements les plus délicats et éviter avec soin tout ce qui pourrait blesser sa susceptibilité ; il avait ordre de ne pas faire même une allusion qui pût impliquer la participation de l'Angleterre ou de l'Autriche à la démarche tentée par Alexandre. M. de Nowosiltzoff partit pour Berlin où il devait demander des passe-ports au gouvernement prussien par suite de la rupture de nos rapports diplomatiques avec la Russie, et dans les premiers jours du mois de mai 1805, Napoléon reçut à Milan une lettre du roi de Prusse, qui lui notifiait la mission du représentant d'Alexandre.

Combien ses dispositions étaient éloignées de celles qu'on lui supposait ! Quand on lit sa réponse au roi de Prusse et la note de Talleyrand qui l'accompagnait, on se demande s'il n'avait pas l'idée arrêtée de pousser l'Europe à la guerre à force de défis et de provocations. A la vérité il ne refuse pas les passe-ports demandés pour Nowosiltzoff, mais il ne pourra le recevoir qu'au mois de juillet, c'est-à-dire plus de deux mois plus tard ! Deux mois de retard dans un moment si critique où les heures comptent pour des jours ! Et dans l'intervalle il allait faire des choses qui devaient rendre toute conciliation impossible. « Il n'attend rien de cette médiation, écrit-il au roi de Prusse ; Alexandre est trop incertain et trop faible ; il n'en espère rien de bon pour la paix générale.... Monsieur mon frère, ajoute-t-il, je veux la paix.... *Je n'ai point d'ambition;* j'ai évacué deux fois le tiers de l'Europe sans y être contraint, je ne dois à la Russie sur les affaires d'Italie que le compte qu'elle me doit sur celles de la Turquie et de la Perse. Toute paix avec l'Angleterre

pour être sûre doit contenir la clause de cesser de donner asile aux Bourbons, aux émigrés et *de contenir leurs misérables écrivains*[1] ! » Ces paroles n'étaient pas encourageantes pour les négociateurs. Un historien a écrit que dans le cas d'une paix solide Napoléon n'aurait pas eu d'objection à évacuer le Hanovre, Naples, la Hollande et même la Suisse ; que sur tout cela il ne devait pas opposer de difficulté sérieuse[2]. Sa correspondance démontre au contraire jusqu'à l'évidence qu'il était fort éloigné de l'idée de céder quoi que ce fût, sur tous ces points à l'exception du Hanovre, et même au dernier moment lorsqu'il était pour lui d'un intérêt si capital d'entraîner la Prusse, il défendit à Talleyrand de prendre aucun engagement avec cette puissance au sujet *de la Hollande*, *de la Suisse et des états de Naples*[3].

La lettre du roi de Prusse le surprit au milieu de préoccupations qui ne ressemblaient guère au désintéressement qu'il lui plaisait parfois d'affecter. Depuis qu'il avait pris le titre de roi d'Italie, la tentation, déjà fort ancienne, de faire concorder les choses avec les mots, et de mettre la main sur toute la Péninsule, avait acquis sur son esprit un empire irrésistible. Rien ne semblait plus facile que ce dernier changement, grâce à la résignation apparente de l'Europe et à tout ce qu'il avait déjà fait pour le préparer. Les États, encore indépendants de nom qui subsistaient en Italie, étaient de fait complétement livrés à sa discrétion. Gênes, Lucques, l'Etrurie n'avaient plus même

1. Napoléon au Roi de Prusse, 9 mai 1805.
2. Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire.*
3. Napoléon à Talleyrand, 22 août 1805.

un semblant d'autonomie; quant au royaume de Naples, il en occupait une partie avec ses troupes, et il lui suffisait de souffler sur cette monarchie pour la faire disparaître. Selon sa méthode constante avec les États qu'il voulait perdre, il s'ingérait sans cesse dans les affaires intérieures de ce royaume, affectait d'y découvrir chaque jour de nouvelles conspirations contre son armée, d'attribuer, par exemple, à l'influence de la reine l'envoi des troupes russes à Corfou; il faisait étalage de ses griefs, blâmait, conseillait, menaçait tour à tour. Les prétextes ne pouvaient, d'ailleurs, lui faire défaut; à supposer que la cour de Naples eût jamais été bien disposée en notre faveur, il était impossible qu'elle vît d'un bon œil la présence de nos troupes au cœur de ses provinces, l'impôt forcé que nous prélevions sur son trésor épuisé, la situation de plus en plus menaçante pour elle que prenait notre domination en Italie; mais trop impuissante pour agir elle se servait de l'arme des faibles, l'intrigue, et assiégeait de ses plaintes les cabinets européens. Il n'y avait rien là dont on pût s'étonner, ou qui fût nouveau dans sa conduite; mais Napoléon qui depuis longtemps avait ses vues sur le royaume de Naples, ne se contentait pas de prendre acte de toutes ces imprudences, il se plaisait à les provoquer par la dureté de son langage, il signifiait à la cour de Naples ses volontés en s'arrogeant le ton et les droits du maître le plus impérieux : « Que Votre Majesté écoute cette prophétie, écrivait-il à la reine de Naples dès le 2 janvier 1805, à la première guerre dont elle serait cause, elle et sa postérité auraient cessé de régner; *ses enfants errants mendieraient dans les différentes con-*

trées de l'Europe des secours de leurs parents. Par une conduite inexplicable elle aurait causé la ruine de sa famille, tandis que *la Providence et ma modération* la lui avaient conservée! » Et il terminait cette singulière lettre de bonne année, en faisant connaître à la reine de Naples les conditions qui lui semblaient propres à conjurer l'effet de cette sinistre prophétie, le renvoi du ministre Acton, l'expulsion d'Elliott, l'ambassadeur anglais, et des émigrés français, le rappel de l'ambassadeur napolitain à Saint-Pétersbourg, le licenciement des milices, et enfin l'adoption d'un système de *confiance*, c'est-à-dire de complète sujétion vis-à-vis la France. A ces conditions la reine de Naples pouvait encore sauver son royaume; cela équivalait en effet à le remettre absolument dans les mains de Napoléon qui n'eût plus eu aucune raison pour le lui prendre.

Jusque-là, toutefois, il avait été retenu par la crainte d'indisposer les puissances, et n'avait fait en quelque sorte que préparer, pour une époque plus ou moins éloignée, les *considérants* d'une complète annexion des États italiens à l'Empire français; mais lorsqu'il se retrouva sur ce premier théâtre de sa gloire, au milieu de ces populations à la fois si dociles et si enthousiastes, l'ivresse du pouvoir et de l'ambition ne tarda pas à l'emporter sur les inspirations de la prudence. Il n'était pas homme à se faire illusion sur la solidité des sentiments qu'on lui témoignait, mais les empressements, l'admiration, l'immense curiosité dont il était l'objet, avaient toujours le don de surexciter en lui ce besoin d'étonner et d'éblouir dont il était dévoré. Les bons Italiens ne trouvèrent plus en lui le général modeste et réservé, aux dehors austères, au

langage sentencieux et laconique, qu'ils avaient connu à la tête de l'armée républicaine. Combien les temps étaient changés! Le rôle avait été mis de côté comme le costume, cette défroque empruntée à Plutarque avait été jetée au vent, et l'homme se montrait aujourd'hui sans contrainte sous son véritable aspect, toujours impérieux, mais intempérant, inquiet, excessif, parlant avec une volubilité extrême dans le geste et la parole, tranchant avec une assurance imperturbable les questions qu'il connaissait le moins, dogmatisant sur la médecine, la peinture, la musique[1], étalant enfin un faste de mauvais goût au milieu de quelques brusques retours de simplicité, vrai personnage de théâtre visant sans cesse à l'effet. On le vit dans la plaine de Marengo revêtu de l'uniforme et du chapeau qu'il avait portés le jour de la bataille, donner à ses troupes une grande représentation de cette victoire fameuse. Il avait fait venir de Paris ces oripeaux démodés pour frapper plus vivement l'esprit du soldat; mais cette exhumation ne produisit que de l'étonnement. Il se décerna ensuite les honneurs du triomphe en défilant sous un arc magnifique érigé à la porte d'Alexandrie. Les fêtes du couronnement à Milan dépassèrent en splendeur tout ce que les contemporains avaient vu dans ce genre. Il profita de la circonstance pour échanger les insignes de son ordre de la Légion d'honneur avec ceux des ordres des principaux souverains de l'Europe, cérémonie qui devait démontrer péremptoirement que l'Empire marchait de pair avec les plus vieilles monarchies.

1. Carlo Botta : *Storia d'Italia dal* 1789 *al* 1814.

Au milieu de ce grand déploiement de puissance et des complaisantes ovations que lui décernaient les Italiens, Napoléon eut bien vite oublié lés engagements qu'il avait pris à deux reprises différentes dans le cours de cette même année en déclarant « *qu'aucune province nouvelle ne serait incorporée dans l'Empire.* » Il y avait deux mois à peine que cette déclaration avait retenti dans l'enceinte du Sénat; il l'avait renouvelée explicitement dans ses lettres particulières aux souverains; et aujourd'hui l'Europe allait apprendre du même coup l'incorporation de la république de Gênes, et l'érection de Lucques et de Piombino en principauté pour Bacciochi, le mari d'Élisa Il opéra cette transformation sans consulter personne et on ne la connut qu'au moment où elle fut consommée. Ces deux républiques étaient absolument soumises à notre influence, mais rien n'était jusque-là définitif dans leur sort; et plus leur situation était au fond dépendante, plus il était impolitique d'y toucher et de courir de si grands risques pour un simple changement de mots. Ce changement de mots était grave en effet, il voulait dire qu'avec Napoléon il ne pouvait y avoir ni confiance, ni sécurité, ni foi jurée. Il s'efforça de colorer ce nouvel envahissement d'un beau zèle pour les principes du droit maritime foulés aux pieds par l'Angleterre, de son respect « pour les *idées libérales* auxquelles les Anglais se refusaient à coopérer [1], » il se fit présenter avec ostentation des volumes de signatures fictives ou extorquées par lesquelles les Génois étaient censés

1. Discours à la députation du Sénat et du peuple de Gênes, 4 juin 1805.

demander la réunion de leur patrie à la France, mais personne ne fut plus dupe de ces grossiers mensonges tant de fois renouvelés, et l'effet produit fut irrémédiable. Tout le monde put voir en même temps qu'il préparait au royaume de Naples une surprise toute pareille à celle qui venait de frapper Gênes. La reine lui ayant dépêché à Milan le prince de Cardito en qualité d'envoyé extraordinaire, non pour se plaindre du titre de roi d'Italie comme on l'a dit, mais pour le féliciter de sa nouvelle dignité, Napoléon l'interpella violemment en pleine audience : « Dites à votre reine, s'écria-t-il, que ses brigues me sont connues et que ses enfants maudiront sa mémoire, car je ne lui laisserai pas dans son royaume assez de terre pour y bâtir son tombeau [1]. » Il joignit à cette menace les noms les plus injurieux pour la reine; le prince de Cardito s'évanouit, et les assistants interdits virent dans ces paroles l'arrêt de la maison royale de Naples, mais les événements le forcèrent à différer l'effet de cette menace.

La nouvelle de la réunion de Gênes, de la transformation de la république de Lucques en principauté, de la scène outrageante faite à l'envoyé de la reine de Naples, présage certain de la chute prochaine d'une maison qui tenait de si près à celle d'Autriche, mit à néant la mission de Nowosiltzoff. Ce diplomate reçut l'ordre de revenir à Saint-Pétersbourg, et, dès lors, la guerre ne fut plus qu'une question de temps. L'Autriche se mit à armer avec toute l'activité que lui permettait la nécessité du secret et le voisinage d'un ennemi

1. Pietro Colletta : *Storia del reame di Napoli.*

si formidable; la Russie ratifia le traité qui la liait à l'Angleterre sans insister désormais sur l'évacuation de Malte, et l'on ne s'occupa plus que de la discussion du plan de campagne. Ainsi les puissances européennes qui, au moment de notre rupture avec l'Angleterre, étaient les unes bienveillantes pour nous, les autres fermement décidées à conserver leur neutralité, avaient été amenées pas à pas, et à leur corps défendant, à prendre part à cette lutte par une série d'actes qui étaient l'œuvre de Bonaparte seul, et dont la prévoyance la plus élémentaire eût pu conjurer le péril. L'occupation du Hanovre, la violation du territoire de Bade, le meurtre du duc d'Enghien, la proclamation de l'empire d'Occident, la violation du territoire de Hambourg, l'enlèvement du ministre anglais, la proclamation du royaume d'Italie, l'incorporation de Gênes et de Lucques, c'étaient là autant d'entreprises menaçantes qu'aucune nécessité ne motivait, qui n'avaient d'autre raison d'être que le tourment d'une ambition sans repos, et dont la conséquence ne pouvait être qu'une coalition. Ce résultat paraissait tellement infaillible aux moins clairvoyants, que dès le mois de mai 1805, le traité du 11 avril entre la Russie et l'Angleterre était presque universellement connu ; il était dénoncé par le bruit public, ce qui exaspérait Napoléon, car le bruit public ne devait rapporter que les nouvelles qu'il lui convenait de répandre, et si ce messager n'avait pas été aussi insaisissable il l'eût fort probablement fait traduire devant les tribunaux comme factieux : « Monsieur Fouché, écrivait-il à son ministre de la police à l'occasion de ces bruits d'alliance, faites imprimer dans les journaux plusieurs

lettres *comme venant de Saint-Pétersbourg*, et affirmant que les Français y sont bien mieux traités, que la cour et la ville sentent la nécessité de se rapprocher; qu'enfin les Anglais y sont mal vus, *que le plan de la coalition a échoué*, que dans tous les cas la Russie ne se mêlera de rien [1]. » Ses confidents même et ses parents les plus proches devaient être ou paraître trompés à cet égard tout comme le public, jusqu'au jour où il lui conviendrait de laisser connaître la vérité, car il fallait qu'on eût en lui une foi aveugle, et il n'admettait pas qu'on pût supposer qu'un événement quelconque fût arrivé sans sa permission spéciale : « Monsieur mon beau-frère et cousin, écrivait-il le même jour à Murat, ce que vous m'écrivez de la conclusion d'un traité d'alliance entre l'Angleterre et la Russie *n'a pas de sens*, *cela est entièrement faux*. Les bruits que les Anglais font répandre pour se tirer d'affaire momentanément sont controuvés [2]. »

Afin de mieux accréditer cette opinion, il prolongeait à dessein son séjour en Italie dans une oisiveté apparente, mais en épiant avec vigilance les premiers armements de l'Autriche. En même temps, il était plus occupé que jamais de son projet de descente en Angleterre, que son éloignement calculé rendait de plus en plus invraisemblable. Il se flattait de lui imprimer au dernier moment une rapidité tellement foudroyante que la coalition déconcertée serait dissoute avant d'avoir pu concentrer ses armées. C'est ainsi qu'il passa le mois de juin tout entier, absorbé

1. Napoléon à Fouché, 26 mai 1805.
2. Napoléon à Murat, 26 mai.

exclusivement en apparence par l'organisation du nouveau royaume, et par les fêtes splendides que lui donnaient les cités d'Italie pour célébrer l'avénement du héros libérateur. Mais le mois de juillet venu, il jugea que le moment était arrivé de se rapprocher des lieux qu'il avait choisis pour théâtre du grand duel qui allait s'engager entre la France et l'Angleterre. Il quitta donc précipitamment l'Italie, et franchit en quelques jours la distance qui sépare Turin de Fontainebleau. Il laissait à Milan le prince Eugène, qui devait gouverner en qualité de vice-roi. Le prince reçut, avec le décret qui lui déléguait cette autorité, des instructions qu'on peut appeler caractéristiques. Au milieu de recommandations sages et sensées, dictées par l'expérience des affaires et la connaissance des hommes, on lisait ces paroles significatives dans lesquelles Napoléon se révélait lui-même tout entier : « Mes sujets d'Italie sont naturellement plus dissimulés que ne le sont les citoyens de la France. Vous n'avez qu'un moyen de conserver leur estime, c'est de n'accorder votre confiance entière à personne.... *Quand vous aurez parlé d'après votre cœur et sans nécessité, dites-vous à vous-même que vous avez fait une faute pour n'y plus retomber. Montrez pour la nation que vous gouvernez une estime qu'il convient de manifester d'autant plus que vous découvrirez des motifs de l'estimer moins*. Il viendra un temps où vous reconnaîtrez qu'il y a bien peu de différence entre un peuple et un autre[1]. »

Pendant le séjour de Napoléon en Italie, les opéra-

1. Napoléon au prince Eugène, 7 juin 1805.

tions préliminaires de la gigantesque campagne maritime s'étaient accomplies avec un succès incomplet, mais suffisant pour l'encourager dans ses espérances. L'amiral Villeneuve était reparti de Toulon, le 30 mars, avec douze vaisseaux et six frégates, échappant de nouveau à Nelson qui l'attendait entre la côte de Sardaigne et celle d'Afrique; il avait touché d'abord à Carthagène, puis à Cadix, où il avait rallié l'amiral Gravina, mais avec des vaisseaux infiniment inférieurs en nombre et en qualité, à ce qu'on lui avait annoncé. Sur les seize vaisseaux de la marine espagnole, il ne put en emmener que six, et encore fut-il presque aussitôt obligé d'en laisser en chemin la plus grande partie. Il avait passé sans accident le détroit de Gibraltar, et put faire voile pour les Antilles. Le 13 mai, il mouillait à la Martinique après une marche lente et pénible, pendant laquelle il avait dû employer une partie de ses vaisseaux à en remorquer une autre. Il se trouvait à la tête de dix-huit vaisseaux et sept frégates, grâce à l'arrivée des bâtiments retardataires; mais il avait manqué sa jonction avec Missiessy qui en ce moment même rentrait en France. Nelson connut dès le 16 avril la direction qu'avait prise notre escadre; mais, retenu par des vents contraires, il ne put se présenter devant Gibraltar que le 7 mai; il apprit là seulement, d'une façon certaine, la destination de Villeneuve. La nécessité de convoyer des transports le retarda de quelques jours encore, et le 13 mai, au moment où Villeneuve appareillait devant la Martinique, Nelson s'élançait à sa poursuite avec onze vaisseaux seulement, n'hésitant pas à aller chercher, sur ces espaces immenses, un ennemi qui pos-

sédait le double de ses forces, qui avait sur lui un mois d'avance, et dont il ignorait la position précise.

Villeneuve devait, nous l'avons dit, attendre quarante jours à la Martinique pour laisser à Ganteaume le temps de sortir de Brest et de venir l'y rejoindre. Depuis que Villeneuve s'était mis en route, Napoléon impatient écrivait chaque matin à Ganteaume : « Partez.... partez, vous tenez dans vos mains les destinées du monde[1] ! » Mais les éléments, qui n'étaient pas dans le secret, furent cette année-là d'une sérénité désespérante, et lord Cornwallis bloquait Brest avec une assiduité et une vigilance que rien ne pouvait décourager. Le mois d'avril s'écoula tout entier dans la vaine attente d'un vent favorable, et il fallut encore une fois modifier ce plan grandiose. De nouvelles instructions, portées successivement à Villeneuve par l'amiral Magon et par la frégate *la Topaze*, lui prescrivirent de n'attendre Ganteaume que jusqu'au 21 juin, car si, comme cela devenait probable, cet amiral ne trouvait pas avant le 20 mai une occasion favorable pour sortir de Brest, il recevrait l'ordre de ne plus partir. Une fois le délai écoulé, Villeneuve devait revenir en Europe en se dirigeant sur le Ferrol ; là il trouverait une escadre de quinze vaisseaux franco-espagnols. A la tête de toutes ces forces réunies, qui porteraient sa flotte à au moins trente-cinq vaisseaux, il se présenterait devant Brest, forcerait le blocus de Cornwallis, et, après avoir fait sa jonction avec Ganteaume, il pourrait paraître devant Boulogne, ayant sous ses ordres une immense armée navale montant

1. Napoléon à Ganteaume, 11 avril 1805.

à cinquante-cinq vaisseaux. On lui laissait pourtant le choix, entre plusieurs autres combinaisons moins compliquées, comme de filer tout droit sur Boulogne en négligeant Brest; et on ajoutait que si, pour un motif quelconque, il se trouvait dans l'impossibilité de remplir ces instructions, il pourrait se replier sur Cadix[1].

La nouvelle de l'arrivée de Nelson à la Barbade, après une navigation de près de moitié moins longue que la nôtre, força Villeneuve à abréger une expectative qui par le fait aurait été inutile, puisque Ganteaume devait être jusqu'au bout retenu par les calmes. Pendant que son ardent adversaire, égaré par de faux renseignements, courait le chercher à la Trinité, puis à Antigoa, Villeneuve, satisfait de la prise du fort du Diamant et de quelques dégâts causés au commerce anglais, très-désireux d'éviter une rencontre avec un ennemi dont il s'exagérait les forces, enfin subordonnant tout à la nécessité de remplir sa mission, quittait la mer des Antilles pour revenir en Europe.

Dès le 13 juin, Nelson s'était remis à sa poursuite. S'il avait su que la destination de Villeneuve était le Ferrol, il n'est pas douteux qu'il ne l'eût atteint et combattu en route; mais, ne soupçonnant rien encore du plan de Napoléon, il s'était lancé à toute vitesse dans la direction de Cadix et de Gibraltar, dans la supposition que Villeneuve chercherait à gagner la Méditerranée. Cependant il prit la précaution prudente d'a-

1. Napoléon à Decrès, 8 mars 1805. — A Villeneuve, même jour, *première et deuxième instruction.*

vertir de ce double retour l'amirauté anglaise; le brick *le Curieux*, qu'il chargea de cette mission, rencontra en chemin la flotte française, reconnut la direction qu'elle prenait, et, pendant qu'elle était arrêtée par des vents contraires, fit voile pour Plymouth. Le 9 juillet, l'amirauté anglaise reçut cette précieuse information, et quelques jours après, le 15 juillet, une escadre de quinze vaisseaux, sous les ordres de l'amiral Calder, allait attendre Villeneuve à la hauteur du cap Finistère.

Pendant que la partie se compliquait de ces incidents imprévus, Napoléon se livrait à mille conjectures sur les mouvements probables de la marine anglaise, il se plaisait surtout à lui attribuer les plus fausses manœuvres, comme l'expédition d'une flotte aux Indes, ou l'ordre de débloquer Brest. Il gourmandait l'incrédulité de Decrès, dont l'esprit froid et sensé se refusait à partager ses illusions : « Votre défaut, lui disait-il, est de *calculer comme si les Anglais étaient dans le secret*[1]. » Quant à lui, il calculait comme si les Anglais n'avaient eu d'autre but que de seconder son entreprise et comme s'il avait fait un pacte avec les éléments. Il se voyait déjà maître de l'Angleterre. « Je ne sais pas en vérité, écrivait-il dans la même lettre, quelle espèce de précaution elle peut prendre pour se mettre à l'abri de la terrible chance qu'elle court! Une nation est bien folle, lorsqu'elle n'a point de fortifications, point d'armée de terre, de se mettre dans le cas de voir arriver dans son sein une armée de cent mille hommes aguerris! » Il se préoccupait beau-

1. Napoléon à Decrès, 9 juin.

coup, et avec raison, de la campagne de Nelson, mais au lieu de tout craindre de la rapidité terrible d'un homme qui possédait presque au même degré que lui le génie de la guerre, il ne lui prêtait que des hésitations, des bévues, des pertes de temps : « Nelson *perdra* deux jours au cap Vert; il *perdra* beaucoup de jours à se faire rallier par les vaisseaux et frégates qu'il fera chasser sur sa route. Quand il apprendra que Villeneuve n'est pas aux îles du Vent, il ira à la Jamaïque, et pendant le temps qu'il *perdra* à s'y réapprovisionner et à l'y attendre, les grands coups seront portés; *voilà mon calcul*[1]. »

Ce calcul devait être trompé, parce qu'au lieu de mettre les choses au pis, comme l'exigeaient le déplorable état de notre marine et la difficulté de l'entreprise, il s'obstinait toujours à les mettre au mieux, en véritable enfant gâté de la fortune. Le bonheur avec lequel s'était opérée la jonction de la flottille batave sous les ordres de l'amiral Verhuell, après un combat insignifiant au cap Grinez, avait exalté ses espérances à un point extraordinaire : à mesure que l'instant décisif approchait il perdait tout son calme, modifiait ses plans et remettait en question les résultats obtenus par l'insurmontable mobilité de ses idées. C'est dans un de ces moments qu'il revint au projet de confier à Ganteaume seul la tâche dont il avait chargé Villeneuve. D'après cette nouvelle combinaison, Ganteaume devait tromper Cornwallis ou forcer sa ligne de blocus, se renforcer au Ferrol et à Rochefort, puis revenir tout droit sur Boulogne[2]. Il ne

1. Napoléon à Decrès, 28 juin.
2. Napoléon à Ganteaume, 20 juillet.

lui manqua pour l'exécuter que de pouvoir sortir de Brest. Au reste il est à remarquer que dans la mise en œuvre de sa grande campagne maritime, Napoléon se montre en tout l'opposé de ce qu'il était dans la guerre sur terre; il n'y déploie plus aucune des qualités qui ont fait sa merveilleuse fortune. Au lieu de chercher à voir les événements tels qu'ils sont, il les voit tels qu'il les désire; au lieu d'adopter un plan fixe et de s'y tenir, il en change sans cesse. Il s'en prend aux hommes du vice des choses, s'irrite contre les objections au lieu de les provoquer, nie les difficultés au lieu de chercher à les résoudre, accable de reproches et d'accusations les hommes du métier unanimes contre son projet, au lieu de s'éclairer des lumières de leur expérience.

Pendant que Napoléon adressait à Ganteaume cet inutile appel, Villeneuve rencontrait le 22 juillet à la hauteur du cap Finistère, à environ cinquante lieues au large, la flotte de Calder que l'amirauté anglaise avait envoyée à sa rencontre. Bien qu'il eût sous ses ordres vingt vaisseaux et sept frégates, et que Calder ne comptât pas plus de quinze vaisseaux, Villeneuve n'avait sur lui qu'un avantage très-contestable en raison de l'accablante infériorité de notre marine; mais il fut protégé par l'indécision de son adversaire. Le combat, contrarié par une brume épaisse qui ne permettait aucune manœuvre d'ensemble, ne fut pas à notre avantage, mais il eut peu d'importance. La flotte anglaise se retira en emmenant deux des bâtiments espagnols; elle n'osa toutefois ni renouveler l'engagement ni s'opposer aux mouvements de Villeneuve qui put entrer à Vigo, puis au Ferrol et à la Corogne, où l'escadre

franco-espagnole se trouva réunie au nombre de vingt-neuf vaisseaux (2 août)[1].

Jusque-là Villeneuve avait rempli ses instructions. Mais les perplexités qui depuis l'ouverture de la campagne n'avaient cessé d'assiéger son esprit en raison de l'immense responsabilité qui pesait sur lui, et de la connaissance approfondie qu'il avait de notre infériorité maritime, étaient devenues plus vives que jamais depuis son retour en Europe. Le combat du cap Finistère, en dépit du courage individuel que nos marins y avaient déployé, l'avait pleinement confirmé dans son ancienne opinion qu il résumait ainsi dans une lettre à Decrès : « Nous avons de mauvais mâts, de mauvaises voiles, de mauvais gréements, de mauvais officiers, de mauvais matelots. » Mais tout cela n'était rien encore ; il savait maintenant à n'en pas douter que l'Angleterre était avertie, il savait que tout le fruit de cette longue campagne aux Antilles, faite dans le but d'attirer au loin les forces britanniques et de concentrer les nôtres, avait été perdu. Notre concentration n'était en effet guère plus avancée qu'à l'époque où il avait quitté Toulon, car il n'avait pu rejoindre ni Missiessy ni Ganteaume, et les escadres qu'il avait voulu entraîner à sa poursuite, ou n'avaient point quitté l'Europe, ou y étaient revenues en même temps que lui. Il était donc assuré de les rencontrer sur son chemin, soit au sortir du Ferrol, soit devant Brest ; dans ce cas il regardait la bataille comme perdue, mais quelle qu'en fût l'issue, par cela seul que l'éveil était donné,

1. *Rapport* et *journal* du vice-amiral Villeneuve. — *Rapport* de Calder à l'amiral Cornwallis, en date du 23 juillet : *Annual register for the year* 1805.

le plan était compromis. Son collègue Gravina pensait exactement de même; et les événements ne leur donnaient que trop raison. Nelson était de retour à Gibraltar dès le 18 juillet; aussitôt qu'il avait pu connaître la direction suivie par Villeneuve, il s'était mis en mesure d'aller rejoindre Cornwallis devant Brest malgré les vents contraires; il opéra sa jonction le 15 août, lui laissa huit vaisseaux, et avec les deux autres se rendit à Portsmouth. La veille, 14 août, Calder en avait amené neuf de sa propre escadre à Cornwallis qui à cette date se trouvait ainsi à la tête d'une flotte de trente-cinq vaisseaux. Il en fit deux parts égales; le 17 août, il en envoya une de dix-huit vaisseaux pour aller bloquer de nouveau le Ferrol, et garda l'autre pour surveiller Ganteaume. Indépendamment de ces deux escadres les Anglais avaient de Brest au Ferrol un détachement de cinq vaisseaux sous les ordres de l'amiral Stirling et une foule d'avisos et de bâtiments de toute grandeur qui épiaient tous nos mouvements[1].

Villeneuve fut forcé de prolonger son séjour au Ferrol et à la Corogne juqu'au 11 août par la nécessité de réparer ses avaries. Il ne put mettre à la voile avec toute sa flotte que le 13. S'il s'était dirigé sur Brest avant cette date comme Napoléon impatient le lui

1. M. Thiers dit au sujet de cette jonction (tome 5me, page 130) : « La nouvelle de la réunion de Nelson avec les amiraux Calder et Cornwallis était *vraie sous quelques rapports*, car Nelson avait *visité* Cornwallis devant Brest, mais elle était fausse en ce qu'elle avait d'important puisque Nelson ne *s'était pas arrêté* devant Brest et avait fait voile vers Portsmouth. » Il ne s'y était pas arrêté en effet, mais il y avait laissé sa flotte à l'exception de deux vaisseaux; n'était-ce pas cela qui était l'*important?*

avait prescrit, il serait venu heurter avec ses vingt-neuf vaisseaux les trente-cinq bâtiments de Cornwallis, et il eût été écrasé avant que Ganteaume eût pu faire un mouvement. Partant plus tard, il ne lui restait que la chance fort improbable de se croiser en route avec la flotte que Cornwallis envoyait pour le bloquer au Ferrol, sous les ordres de Calder; mais quelle vraisemblance qu'il pût dérober sa marche à une escadre suivant exactement la même ligne que lui sur une mer sillonnée de tous côtés de croiseurs ennemis qui le suivaient pas à pas[1]? Lors même qu'il eût réalisé ce miracle, il eût pu devancer Calder devant Brest mais non dans la Manche où cet amiral serait retourné en toute hâte. Son départ de Brest d'ailleurs ne lui était pas connu, car Calder ne quitta Cornwallis que le 17 août, et Villeneuve devait raisonner dans l'hypothèse d'une triple jonction entre Nelson, Calder et Cornwallis. Il sortit donc du Ferrol en proie à l'irrésolution, au découragement, pliant sous le poids de sa responsabilité, et le cœur plein d'angoisses mais d'angoisses patriotiques, car s'il tremblait ce n'était pas pour lui-même, il le montra assez à Trafalgar. Gravina, qu'on s'est plu si souvent à lui opposer, le suivait lui-même le cœur atterré des ordres auxquels il lui fallait obéir, et selon l'expression de Villeneuve « avec le dévouement du désespoir[2]. » De telles dispositions ne pouvaient aboutir qu'à un désastre. Pour comble de mal-

1. M. Thiers n'hésite pas : « il se serait croisé, dit-il, sans se rencontrer avec Calder qui serait venu bloquer le Ferrol vide; il aurait surpris Cornwallis, etc. » M. l'amiral Jurien de la Gravière, sévère pour Villeneuve, dit cependant : « il est plus probable que Calder aurait été informé des mouvements de Villeneuve. » *Guerres maritimes.*

2. Villeneuve à Decrès, 22 août.

heur les vents nous étaient redevenus contraires; nos bâtiments manœuvraient si mal que plusieurs d'entre eux s'abordèrent au sortir du port; enfin nous étions suivis par deux vaisseaux de ligne et plusieurs frégates britanniques qui ne perdaient pas un seul de nos mouvements[1]. Dans cette situation un vaisseau marchand ayant donné l'avis reconnu faux plus tard de l'approche d'une flotte anglaise de vingt-cinq vaisseaux, Villeneuve n'hésita plus, vira de bord vers le sud, et fit voile pour Cadix en tournant le dos à Brest.

Pendant que le malheureux Villeneuve, cédant à des inspirations peu héroïques mais sages et sensées, retardait l'heure de la destruction de notre marine, avec la certitude de n'avoir pour récompense que les reproches du plus exigeant des maîtres, Napoléon en observation sur la plage de Boulogne, les regards fixés vers l'horizon où il s'attendait sans cesse à voir paraître sa flotte victorieuse, passait par toutes les agitations de la crainte et de l'espérance, il subissait le cœur plein de colère le tourment qu'il était le moins capable de supporter, celui de l'incertitude. Depuis longtemps tout était prêt à Boulogne et dans les ports environnants. L'immense flottille n'attendait qu'un signal; les troupes répétaient chaque jour leurs manœuvres d'embarquement. Ganteaume avait reçu l'ordre de mouiller dans la rade de Bertheaume pour pouvoir opérer plus facilement sa sortie. Napoléon n'avait connu l'engagement du cap Finistère que le 7 août; quoique très-mécontent de Villeneuve il lui avait écrit pour l'encourager : « Paraissez ici vingt-

1. Villeneuve à Decrès, 22 août.

quatre heures, lui disait-il, et vous aurez rempli votre mission[1] ! » Quelques jours plus tard, le 22 août, il avait lu une lettre dans laquelle Villeneuve exprimait à Decrès ses perplexités en quittant le Ferrol, et cette lecture l'avait exaspéré. « J'estime, écrivait-il au ministre de la marine, que Villeneuve n'a pas le caractère nécessaire pour commander une frégate ! » Il voulait en conséquence lui retirer le commandement pour le donner de nouveau à Ganteaume. Il n'avait d'ailleurs aucune idée exacte de la situation réelle des choses, niait sans aucun fondement la jonction de Nelson avec Calder et Cornwallis, affirmait même d'après les journaux anglais que Nelson avait dû partir pour les îles Canaries[2]. Cependant il croyait encore que Villeneuve marchait sur Brest, et il lui adressait dans cette ville même les lignes suivantes : « Monsieur le vice-amiral, j'espère que vous êtes arrivé à Brest. Partez, ne perdez pas un moment, et avec nos escadres réunies, paraissez dans la Manche. *L'Angleterre est à nous !* » (22 août.)

Cette illusion fut promptement dissipée, et Decrès qui avait la même opinion que Villeneuve, sur l'issue inévitablement désastreuse d'une tentative sur la Manche, mais qui n'avait jamais osé dire à Napoléon sa pensée tout entière, se décida enfin à lui faire entendre la vérité avec mille ménagements, mais avec une complète franchise. Cette entreprise ne pouvait, selon lui, qu'entraîner les plus grands malheurs, et

1. Napoléon à Villeneuve, 13 août.
2. Cette lettre, qui est capitale pour la justification de Villeneuve, est du 22 août 1805.

si la flotte était partie pour Cadix, il fallait considérer cela comme l'arrêt du Destin; il fallait revenir au principe d'une guerre maritime compatible avec la médiocrité de nos ressources, c'est-à-dire laisser de côté ces opérations gigantesques d'une exécution presque impossible même avec des marins consommés, et faire à l'Angleterre une guerre de détail. Ainsi tous les hommes éminents qui avaient été les principaux coopérateurs de Napoléon dans cette colossale entreprise étaient au fond du même avis sur ses résultats probables; car Ganteaume pensait comme Decrès, et Gravina, celui que Napoléon appelait « cette bête de Gravina qui était tout génie et tout feu dans le combat, » pensait comme Villeneuve. Napoléon dut donc se résigner à ce misérable avortement de tant de projets si pompeusement annoncés. Jamais préparatifs plus menaçants et démonstrations plus hautaines n'avaient abouti à un plus piteux dénouement. Un grand désastre, comme celui de la Hogue, lui eût du moins servi d'excuse, et en tout cas l'eût sauvé du ridicule : quand Napoléon pressait si vivement Villeneuve de *se faire détruire* pourvu que Ganteaume pût sortir de Brest, on peut croire que ce n'était pas sans quelque arrière-pensée d'échapper, même au prix d'une bataille perdue, dont la responsabilité retomberait après tout sur un autre, à la fausseté de sa propre situation.

Tous ses calculs furent trompés à la fois, et sa colère fut proportionnée à ses mécomptes : il se répandit en plaintes amères sur l'incapacité de ses hommes de mer, sur la mauvaise volonté de Decrès, sur la honteuse faiblesse de Villeneuve qui était à la fois un

lâche et un traître, accusant en un mot tout le monde excepté lui-même, unique auteur du mal par son infatuation et son aveugle entêtement. Si les choses avaient suivi leur cours naturel, il n'y aurait pas eu assez de sifflets en Europe pour célébrer cet immense *fiasco*, mais Napoléon avait déjà pris ses précautions pour que l'attention des peuples se portât d'un autre côté.

Ce qui paraîtra en effet mille fois plus incroyable encore que les péripéties que nous venons d'exposer, c'est que pendant tout ce temps-là et à la veille même d'opérer cette descente si chanceuse en Angleterre, loin de chercher à apaiser ses ennemis du continent, Napoléon n'avait pas cessé un instant de les provoquer et de les pousser à la guerre. Ses relations, déjà si tendues, avec l'Autriche, n'avaient fait qu'empirer de plus en plus. Dès le 31 juillet, il écrivait à Talleyrand : « Les renseignements d'Italie sont tous à la guerre. » Cette puissance armait à force, il le savait, il lui avait signifié à plusieurs reprises d'avoir à cesser ses armements; il faisait insérer dans le *Moniteur* les articles les plus menaçants; le 12 août il lui adressait de nouvelles sommations en lui annonçant « qu'il allait lever ses camps de l'Océan et faire entrer ses troupes en Suisse; » il savait enfin, d'une façon certaine, que derrière elle il y avait la Russie, la Suède et Naples, que la Prusse était chancelante, qu'aucun de nos alliés n'était sûr, et en présence d'une situation pareille il n'en persistait pas moins à vouloir se jeter en Angleterre avec la seule armée qui pût couvrir la France. Que voulait-il, qu'espérait-il donc, ce génie halluciné? tomber à Londres comme la foudre et être

de retour avant que l'armée de la coalition eût pu mettre le pied sur notre territoire? C'était là l'idée la plus aventurée et la plus folle! Qui peut croire, sans une insigne puérilité, qu'une nation si énergique et si fière ne lui eût pas même opposé la résistance qu'il avait rencontrée chez les nègres de Saint-Domingue? Les historiens français ont réduit et atténué jusqu'au ridicule les forces militaires que pouvait alors nous opposer l'Angleterre. Il résulte de tous les documents officiels publiés alors sur l'état des forces britanniques, qu'elles montaient à *quatre cent mille hommes* pour les volontaires seulement. A supposer que Napoléon eût réussi dans l'opération si périlleuse du débarquement, malgré Nelson, malgré la flotte combinée de Cornwallis et de Calder, malgré l'innombrable quantité de navires de toute grandeur qui étaient prêts à nous disputer le passage, à supposer qu'il eût réuni sur un seul point du rivage britannique ses cent cinquante mille hommes au grand complet, est-il admissible que ces quatre cent mille volontaires soutenus par une armée régulière de la plus grande solidité ne lui eussent pas résisté assez longtemps pour permettre à la coalition d'envahir la France sans défense? C'est là un roman tellement chimérique qu'il ressemble aux visions d'un cerveau malade et qu'on serait invinciblement amené à penser que tout n'y a été que mensonge et comédie, sans les milliers de témoignages qui attestent combien Napoléon a pris ce rêve au sérieux. A tous ceux que j'ai déjà cités, j'en ajouterai un dernier qui n'est pas le moins curieux. C'est une médaille où l'on voit d'un côté la tête de l'empereur couronnée

de lauriers, et de l'autre, l'image d'Hercule étouffant dans ses bras le géant Antée. La devise porte : « *Descente en Angleterre,* » et au-dessous en petits caractères : « *frappée à Londres en* 1804[1]. » Cette légende menteuse, éternel monument de la présomption de celui qui la fit frapper, fut tout ce qui resta de la grande expédition.

La juste confusion qui était inséparable d'un pareil échec, l'état d'hostilité ouverte auquel il avait poussé ses ennemis, obligeaient Napoléon à prendre une résolution prompte et hardie s'il voulait éviter le ridicule et profiter de ses avantages. Il en avait en effet de très-considérables, il possédait selon sa propre expression la plus belle armée de l'Europe, armée tout entière disponible, tandis que les troupes de la coalition dispersées sur d'immenses espaces n'étaient qu'à moitié organisées et pas du tout aguerries ; il connaissait les vues des coalisés, qui ne savaient rien de ses plans ; en agissant avec sa rapidité habituelle, il pouvait être à Vienne avant que les Russes ne fussent en Moravie. Toutes ces circonstances lui étaient connues, il avait mille fois agité dans son esprit l'éventualité d'une volte-face de son armée de l'Océan vers l'Allemagne, ses lettres à Talleyrand, à Cambacérès, le prouvent jusqu'à la dernière évidence. Il avait d'ailleurs, depuis longtemps, l'habitude de faire toujours comme il le disait « son thème en deux façons, » afin de n'être jamais pris au dépourvu. Il y a donc plus de fantaisie que de sérieux à nous le montrer

1. Un des exemplaires est en Angleterre, et lord Stanhope, à qui j'emprunte ce fait curieux, en possède une copie.

transformant en un instant ses plans déconcertés par la défection de Villeneuve, et improvisant dans une dictée à Daru, par un sublime effort sur lui-même, le plan de sa magnifique campagne en Allemagne. Il y pensait depuis plusieurs mois, en se réservant à la vérité le choix du moment ; et il avait déjà pris bien des précautions préliminaires, ce qui d'ailleurs n'ôte rien au mérite de la conception. Si, comme on le donne à entendre, Napoléon n'avait songé qu'au dernier moment à la possibilité de ce revirement, il faudrait lui dénier toute prévoyance, et refuser à son intelligence politique beaucoup plus qu'on n'accorde à son génie militaire.

Il prit donc immédiatement le parti de se dérober aux embarras de la situation la plus fausse et la plus intolérable, en se jetant sur l'Allemagne avec toute son armée que ces deux ans de continuels exercices avaient portée à un degré de force incomparable. Ses principaux corps commencèrent aussitôt à s'ébranler ; ses lieutenants reçurent sur tous les points des instructions relatives à leurs premières dispositions. Bernadotte qui commandait l'armée du Hanovre, eut l'ordre de masser ses troupes vers Gœttingue ; Eugène, de porter les siennes sur l'Adige ; Saint-Cyr, de se tenir prêt à se jeter sur Naples ; Marmont de se disposer à marcher du Texel sur Mayence, le tout dans le plus grand secret, afin de laisser à ses ennemis toute leur sécurité. En même temps Duroc partit pour Berlin avec la mission d'offrir le Hanovre à la Prusse pour prix d'une démonstration comminatoire contre l'Autriche ; mais il ne devait pas souffrir qu'on mît en question l'indépendance de la Suisse, de

la Hollande ou de Naples. Faite quelques mois plus tôt, cette offre eût été décisive et nous eût valu l'alliance de la Prusse; aujourd'hui il était bien tard pour la faire accepter à une puissance devenue défiante et liée par d'autres engagements.

CHAPITRE VII.

CAPITULATION D'ULM. — NAPOLÉON A VIENNE.

Ce brusque changement de résolution donnait à Napoléon sur les coalisés un avantagè immense : il connaissait leurs projets, eux ne savaient encore rien des siens; il avait l'armée la plus belle, la mieux exercée, la plus compacte que la France eût jamais possédée; leurs troupes étaient d'une valeur très-inégale, dispersées aux quatre coins de l'Europe, et l'Autriche qui devait fournir l'avant-garde, n'était prête qu'en Italie, où l'archiduc Charles allait avoir sous ses ordres environ cent mille hommes. Elle n'avait sur sa frontière de Bavière qu'une armée de soixante-dix à quatre-vingt mille hommes[1], commandée par un général déjà célèbre par ses mésaventures, Mack, l'ancien adversaire de Championnet dans le royaume de Naples. Des deux corps russes qui devaient

1. Les états officiels autrichiens cités par le général Danilewski, (*relation de la campagne de* 1805) évaluent l'armée de Mack à 80,000 hommes. Cependant Murat qui était alors sur les lieux ne l'estimait qu'à 72,000 hommes (lettre du 10 septembre à Napoléon. *Mémorial du dépôt de la guerre*) et c'est aussi le chiffre indiqué par l'archiduc Ferdinand dans une lettre à Kutuzoff, à la date du 8 octobre.

appuyer cette armée, le plus rapproché n'avait pas encore atteint la frontière de Gallicie, l'autre se concentrait dans les environs de Varsovie; il leur fallait plus d'un mois de marche pour rejoindre Mack, à supposer qu'ils ne perdissent pas un instant, tandis que Napoléon pouvait l'atteindre en vingt ou vingt-cinq jours. Mais la sécurité des coalisés était d'autant plus entière que, malgré l'aigreur croissante des rapports diplomatiques entre la France et l'Autriche, la guerre n'était nullement déclarée et qu'ils pensaient avoir tout le temps nécessaire pour réunir leurs forces. Ils méditaient donc deux attaques principales, l'une en Italie sur l'Adige, où Masséna n'avait guère que cinquante mille hommes à opposer à l'armée de l'archiduc Charles, l'autre par la vallée du Danube et la Souabe, avec les forces combinées de la Russie, de l'Autriche et, s'il se pouvait, de la Bavière. Cet État était devenu hostile à l'Autriche depuis le partage des indemnités germaniques, mais on se flattait de l'entraîner de gré ou de force au dernier moment. Deux autres attaques, mais secondaires, devaient être dirigées, l'une contre notre armée du Hanovre, au moyen d'un débarquement de troupes anglaises, russes et suédoises, l'autre contre notre corps d'occupation du golfe de Tarente, au moyen d'un corps anglo-russe qui dégagerait le royaume de Naples, l'entraînerait dans la coalition et menacerait ainsi les derrières de Masséna.

Telle est la situation militaire sur laquelle Napoléon eut à établir ses calculs lorsqu'à la fin du mois d'août 1805 il se vit forcé de renoncer à ses projets contre l'Angleterre. Il porta aussitôt ses troupes à

marches forcées sur le Rhin en cachant avec soin leurs mouvements. Son plan général, tant commenté depuis, peut se résumer ainsi : négliger les attaques secondaires, se borner en Italie à la défensive jusqu'au moment où nos victoires en Allemagne forceraient l'archiduc à rétrograder, concentrer toutes ses forces sur le Danube, y devancer les Russes, afin d'écraser, avant leur jonction avec Mack, la faible armée qui était le seul rempart de la monarchie autrichienne. C'est par une fiction dont sa gloire militaire n'a nul besoin, qu'on lui a fait concevoir, dès Boulogne et dès le mois d'août, l'idée sublime de « cerner les Autrichiens dans Ulm et de les y prendre[1], » attendu que Mack n'avait pas encore passé l'Inn, et n'occupa cette place que beaucoup plus tard, le 18 septembre[2]. Napoléon y pensait si peu alors que sa principale crainte était de voir les Autrichiens pénétrer en Bavière. « Il s'agit, écrivait-il à Talleyrand le 25 août, de me gagner vingt jours, et *d'empêcher les Autrichiens de passer l'Inn*, pendant que je me porterai sur le Rhin. » Si son projet avait été dès lors de les couper de leur base d'opération, il avait tout intérêt à les laisser non-seulement passer l'Inn, mais s'avancer en Souabe : mais loin de leur supposer l'intention d'occuper Ulm, il écrivait ce même jour à l'électeur de Bavière « de lui faire préparer dans cette place cinq cent mille rations de biscuit. » Il ne songeait encore qu'à prendre le chemin à la fois le plus direct et le plus facile pour pénétrer au cœur de

1. Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empir*
2. La date est précisée par une lettre de Murat qui était alors en Bavière sous un déguisement.

la monarchie autrichienne, à l'attaquer avec une armée tellement supérieure en nombre et en qualité aux troupes de Mack qu'elle n'aurait pour ainsi dire qu'à le joindre pour l'anéantir. L'extension qu'avaient prise nos conquêtes lui donnait pour parvenir à ce but des facilités inappréciables. Ayant en sa possession tous les passages du Rhin, il n'avait plus à se préoccuper de cette barrière autrefois si difficile à franchir ; il avait pour alliés secrets ou avoués tous ces États dont nous avions eu jusque-là à ménager la neutralité ou à combattre les forces, les électorats de Hesse-Darmstadt, de Bade, de Wurtemberg, de Bavière ; il avait enfin, en Hanovre et en Hollande, deux corps d'armée considérables qui pouvaient arriver sur le Danube en quinze à vingt marches, en tournant le Rhin et tous ces défilés de la Forêt Noire dont l'occupation nous coûtait autrefois tant de sang.

Napoléon faisant sa volte-face contre l'Autriche avec une armée de près de deux cent mille hommes [1], dans un moment où elle en avait à peine quatre-vingt

1. L'armée de Napoléon s'élevait à peu près à ce chiffre, sans compter le contingent de la Bavière et des autres petits états allemands. Il résulte en effet, soit de la *Correspondance* de Napoléon, soit de celle de Berthier, de Marmont et des autres généraux, que sur les sept corps dont se composait la grande armée, trois comptaient 30,000 hommes (Soult, Ney, Lannes), trois autres comptaient 25,000 hommes (Marmont, Davout, Bernadotte). Augereau seul n'en comptait que 12,000. Mais il faut ajouter à ce total la garde et la cavalerie de Murat, qui formaient à elles deux environ 20,000 hommes. Avec les contingents allemands, la grande armée montait à au moins *deux cent vingt-cinq mille hommes*, chiffre qui a toujours été très-atténué. Les états publiés sur ce point par le *Mémorial du dépôt de la guerre* (tome VIII), sont d'une inexactitude insoutenable. Ils avaient été préparés par Napoléon lui-même ainsi que les *relations* qui y sont jointes, avec sa véracité habituelle, et en vue d'*éclairer* l'histoire.

mille à lui opposer en Allemagne, devait donc se préoccuper avant tout d'une chose, c'était de prendre le plus court chemin, pour gagner le Danube et détruire Mack avant l'arrivée des Russes. Ce chemin était nettement tracé, c'était la Hesse, la partie nord de Bade et du Wurtemberg. L'obligation où il était de se lier, en Franconie, aux corps que Bernadotte lui amenait du Hanovre par Gœttingue, et Marmont de Hollande par Mayence, lui faisait de cet itinéraire une nécessité. Il est donc souverainement puéril de le louer à ce propos, de n'avoir pas songé à opérer par la Suisse et le lac de Constance, et à recommencer la campagne de Moreau en 1800, c'est-à-dire de n'avoir pas fait un détour de cent cinquante lieues par des contrées en partie impraticables, pour cerner en Souabe un ennemi qui n'y était pas! Tout était changé depuis lors, et dans les positions et dans le nombre des armées; au lieu de Kray sur le Rhin nous avions à combattre Mack sur l'Inn, à près de cent lieues en arrière; au lieu de commander à une armée à peine égale aux forces autrichiennes, obligée à faire un détachement du quart de son effectif, subordonnée aux mouvements de celle d'Italie, Napoléon avait une armée plus que double de celle de son adversaire, il était libre de ses mouvements, il disposait en maître de toutes les ressources d'un vaste empire; rien, enfin, n'était resté dans le même état, pas même cette fameuse position d'Ulm, naguère la clef de la vallée du Danube, et dans laquelle Kray avait pu soutenir un si long siége, grâce aux instructions qui paralysaient Moreau. Aujourd'hui, la place avait encore des fortifications, mais celles de son camp retranché avaient

été rasées et ne pouvaient plus offrir aucune protection à l'armée autrichienne, dans le cas où Mack aurait l'idée de s'y établir.

Pendant que ses soldats exécutaient cette marche hardie, Napoléon multipliait les stratagèmes et les démonstrations pacifiques pour prolonger l'erreur des coalisés. Il continuait à résider à Boulogne pour faire croire que rien n'était changé dans ses déterminations. Sa diplomatie, jusque-là si arrogante, avait pris le ton le plus doux et le plus conciliant : « Ce n'est plus de l'audace qu'il faut, écrivait-il à Talleyrand, mais de la *pusillanimité*, afin que j'aie le temps de me préparer[1]. » Eugène, le vice-roi d'Italie, recevait, de son côté pour instruction, l'avis de « parler paix, mais d'agir guerre. » Dans sa marche du Hanovre au Danube, Bernadotte avait ordre de dire à tout le monde qu'il faisait ce léger détour, dans le seul but de ramener son corps en France[2]. Le *Moniteur* d'ordinaire si provoquant change brusquement de ton. Il ne dit plus un mot de politique; il parle des publications nouvelles, des éruptions du Vésuve, de la pluie et du beau temps. Il annonce gravement « *que les Russes continuent à faire des préparatifs contre les Perses* »; mais de ceux qui se font partout contre la France pas un mot. A le lire on dirait que jamais l'Europe n'a été plus tranquille; et ce n'est que le 22 septembre qu'il se décide à apprendre au public que les Autrichiens ont passé l'Inn le 7 du même mois. Comme on ne pouvait pourtant pas dissimuler absolument ce vaste

1. Napoléon à Talleyrand, 25 août.
2. Napoléon à Bernadotte, 6 septembre 1805.

mouvement de troupes, Napoléon avait autorisé ses ministres à avouer que, par mesure de précaution, il concentrait une trentaine de mille hommes sur sa frontière de l'Est. Les principaux chefs de corps étaient seuls instruits de ses véritables desseins. En même temps qu'il les dissimulait si habilement, il prenait au dehors comme au dedans, avec une admirable décision, toutes les mesures qui devaient en assurer le succès. Trois de ses plus habiles officiers, Murat, Bertrand, Savary, étaient envoyés déguisés en Allemagne, pour reconnaître toutes les localités que notre armée devait parcourir, prendre tous les renseignements possibles sur l'état des places, des routes, des cours d'eau, sur les positions occupées par l'ennemi, sur ses projets réels ou supposés, sur les forces dont il pouvait disposer. Il voulait avoir, et il eut réellement par ses nombreux agents en Allemagne, l'état exact des mouvements des troupes autrichiennes, *jour par jour et régiment par régiment*[1]. Murat avait en outre la mission de voir l'électeur de Bavière qui était pour nous, mais qui, jusqu'à notre arrivée, se voyait avec terreur à la merci des troupes autrichiennes; il devait le rassurer, lui annoncer que nous accourions à son secours. Il lui portait une lettre de Napoléon pleine de protestations et de promesses. L'Empereur s'ouvrait à lui, confiait à son honneur le secret de ses opérations, lui annonçait « l'accroissement et la splendeur » qui devaient être le prix de sa fidélité; il gémissait de se voir obligé d'en venir à l'extrémité d'une guerre : « Mon cœur saigne de douleur,

1. Napoléon à Berthier, 28 août.

lui disait-il, en pensant aux maux qui seront la suite de ces circonstances, mais Dieu sait que je suis innocent! » Duroc était toujours à Berlin où il s'efforçait d'entraîner la Prusse par l'offre du Hanovre. Mais cette puissance qui eût accepté sans hésiter quelques mois auparavant, car on ne lui demandait plus qu'une simple démonstration, était maintenant trop engagée vis-à-vis de la Russie, elle avait élevé trop de plaintes contre l'ambition de la France pour recevoir un tel présent sans rien stipuler pour les intérêts européens. Elle acceptait volontiers tout ce qui s'était fait en Italie, mais elle exigeait que l'indépendance de la Hollande et de la Suisse fût expressément garantie, et Napoléon ne voulant pas entendre parler d'une telle condition, la Prusse revenait à son ancien système de neutralité, mais avec une secrète irritation contre nous et avec un penchant marqué pour nos adversaires.

Un traité d'alliance offensive et défensive fut conclu avec Bade et la Hesse-Darmstadt. Rien n'était encore signé avec le Wurtemberg, mais tout annonçait de sa part une adhésion qu'il n'était pas en état de nous refuser. Pour en finir avec les hésitations de l'électeur, Napoléon avait déjà fait proposer au prince héréditaire de Wurtemberg de le mettre au lieu et place de son père[1], mais ce projet n'eut pas de suite. Ces petits Etats lui fournirent un contingent d'une douzaine de mille hommes qui n'entrèrent pas en ligne, mais qui ne lui furent pas moins utiles en gardant ses communications. Quant à l'armée bavaroise

1. Napoléon à Talleyrand, 25 août.

qui comptait vingt-cinq mille hommes, elle devait combattre avec nos soldats. De tous les États que leur faiblesse mettait à notre discrétion, le royaume de Naples seul était exclu de ces traités d'alliance qui ne pouvaient d'ailleurs avoir d'autre effet que de consacrer leur sujétion, en la déguisant sous des bienfaits plus onéreux que tous les maux de la guerre. Saint-Cyr reçut l'ordre formel de s'emparer de Naples et d'en chasser la cour au moment où nos armées franchiraient le Rhin. Il devait jusque-là *dissimuler profondément ses projets*[1]. Mais quelque temps après, Napoléon trouva plus avantageux de conclure avec la cour de Naples un traité de neutralité, qui lui permettrait de porter sur le Pô le corps de Saint-Cyr afin de servir d'arrière-garde et de réserve à Masséna. En publiant ce traité, le *Moniteur* le fit précéder des réflexions suivantes : « Sans doute, l'intérêt de la France conseillait de s'assurer par *une conquête utile et facile* d'un royaume qui touche de si près aux États de Sa Majesté en Italie. Mais elle n'a pas voulu qu'on pût lui imputer d'avoir mis un obstacle à la paix générale; elle a suivi les principes de la politique généreuse et modérée qui sert de règle à toutes ses déterminations. » Singulière modération que celle qui s'exprimait avec ce mépris pour les droits d'un souverain étranger! Toutes ces belles phrases voulaient dire que, dans ce moment critique, on avait jugé opportun d'ajourner la chute des Bourbons de Naples; mais on les prévenait que c'était seulement partie remise. Cet exposé épisodique suffit pour réduire à leur juste valeur toutes

1. Napoléon à Saint-Cyr, 2 septembre.

les déclamations de Napoléon au sujet des menées et de la *perfidie* de la cour de Naples.

Malgré le ton très-radouci de ses notes à M. de Cobentzel, Talleyrand ne réussit pas à gagner avec l'Autriche tout le temps que Napoléon lui avait demandé, mais cette puissance ne fut pas moins complétement trompée sur la nature et la portée de nos mouvements militaires. Elle brusqua son entrée en campagne dans l'espoir d'entraîner l'électeur de Bavière. Après avoir solennellement promis de joindre ses troupes à celles de l'empereur d'Autriche, ce prince ajournait sans cesse la signature d'un traité d'alliance. L'Autriche pour gagner vingt-cinq mille hommes, exposa sa propre armée et l'empire lui-même à un danger imminent qu'elle ne soupçonnait pas encore. La dernière note qu'elle échangea avec le gouvernement français, au moment d'ouvrir les hostilités, ne fut ni sans force ni sans dignité, bien que quelques-uns des griefs qui y figuraient ne fussent de sa part que des prétextes. Sommée de s'expliquer sur ses armements, elle les motivait sur la nécessité de rappeler la France au respect des traités qu'elle-même avait imposés à l'Europe. Sans doute l'Autriche affectait ici un zèle qu'elle ne pouvait ressentir au fond du cœur pour des transactions qui avaient été l'œuvre de nos victoires; mais enfin, puisqu'il fallait partir d'un état légal, on ne pouvait lui refuser le droit d'invoquer des traités faits contre elle : « La paix entre la France et l'Autriche, disait ce manifeste, repose sur le traité de Lunéville, dont une des conditions stipule et garantit l'indépendance des républiques de l'Italie, ainsi que des républiques helvétique et batave, et leur

assure la liberté de se choisir un gouvernement. Toute entreprise pour les obliger d'adopter un gouvernement, une constitution, un maître, autrement que de leur choix libre, autrement qu'en conservant une indépendance politique réelle, est une infraction à la paix de Lunéville, et l'Autriche a le droit d'en réclamer et d'en poursuivre le redressement! »

Étrange et mémorable spectacle! L'Autriche réclamant contre nous, et réclamant avec vérité et justice l'indépendance de ces républiques que nous avions faites et qu'elle avait tant combattues, quoi de plus propre à caractériser notre politique? Le manifeste exposait ensuite les ménagements dont elle avait usé à notre égard; si elle avait consenti à se taire jusqu'ici, c'était par esprit de conciliation; mais elle n'avait renoncé ni à ses droits, ni au maintien du repos public de l'Europe: « Ce repos est troublé, ajoutait le manifeste, quand une puissance s'attribue des droits d'occupation, de protection, d'influence qui ne sont avoués ni par le droit des gens, ni par les traités; quand elle parle des droits de la victoire après la paix qui les a éteints; quand elle emploie la force et la crainte pour dicter des lois à ses voisins, pour les obliger d'assimiler leurs constitutions à la sienne, ou pour leur arracher des alliances, des concessions, des actes de soumission et d'incorporation; quand elle prétend que sa dignité est offensée par des représentations fondées, tandis que ses propres feuilles attaquent successivement tous les monarques; enfin quand elle s'érige seule en arbitre du sort et des intérêts communs des nations, et qu'elle veut exclure d'autres puissances de toute participation au maintien

de l'équilibre général, les unes parce qu'elles sont trop éloignées, d'autres parce qu'un bras de mer les sépare du continent, opposant aux réclamations des puissances les plus voisines du danger des réponses évasives, des rassemblements de troupes sur leurs frontières, des menaces de rupture si elles se mettent en défense[1]. »

A ce tableau d'une vérité terrible et saisissante il n'y avait rien à répondre si ce n'est des coups de canon ; et telle était en effet la réponse que Napoléon s'apprêtait à faire à l'Autriche. Ses soldats n'avaient pas encore terminé leur évolution sur le Rhin que toute la France était déjà transformée en un vaste camp, et organisée de façon à pouvoir se suffire à elle-même pendant son absence. Il avait laissé à Boulogne, pour protéger la flottille et défendre les côtes, un corps d'armée de vingt-cinq mille hommes, commandé par le maréchal Brune, formé avec les dépôts d'une partie de ses régiments, et avec les dix mille matelots de l'expédition d'Angleterre organisés en bataillons. Il décréta la réorganisation des gardes nationales sur toute l'étendue du territoire, mais en se réservant la nomination des officiers, il mobilisa dans des corps d'élite, destinés spécialement à la garde des places fortes la partie la plus jeune et la plus solide de ce corps. Il compléta ces mesures en appelant sous les armes, non-seulement la levée de l'année courante et le contingent arriéré des années précédentes, mais une levée anticipée comprenant les hommes qui devaient atteindre l'âge légal dans les trois premiers

1. Note du comte Louis de Cobentzel, 12 septembre 1805.

mois de l'année suivante. Ces levées lui constituaient une réserve de près de cent cinquante mille hommes qui furent dirigés sur le Rhin, pour s'y exercer sous le commandement des maréchaux Kellermann et Lefebvre. Ce décret donna lieu à une difficulté assez embarrassante pour tout autre que Napoléon. La constitution avait statué que le vote des levées de la conscription, comme celui des impôts, appartenait au Corps législatif. Mais comment réunir cette assemblée dans un pareil moment ? L'opinion était inquiète et mécontente, une crise financière des plus graves, déterminée par l'énormité de nos dépenses de guerre, commençait à se déclarer, Paris murmurait tout haut et dénonçait la folie d'ambition qui venait d'armer de nouveau toute l'Europe contre nous ; il faudrait donc entrer en explication, écouter des avis, peut-être même des critiques! Il faudrait avouer enfin l'existence de cette coalition tant de fois niée par les impudènts démentis du *Moniteur!* Il faudrait reconnaître ou qu'on avait été aveugle ou qu'on avait sciemment trompé la France! Napoléon n'avait garde de se placer dans une telle alternative; il connaissait assez les Francais pour savoir que tant qu'il serait absous par la victoire il n'aurait pas besoin d'une autre justification; et cette victoire, il était maintenant certain de la saisir, grâce au succès de ses feintes, à la précipitation étourdie de ses ennemis, à la supériorité écrasante de ses forces. Il n'hésita donc pas à violer lui-même une nouvelle fois cette constitution qui n'avait jamais été qu'un mot, et le Sénat s'empressa de légaliser cette violation, sauf à lui en faire un crime au jour des revers.

Ces mesures, qui furent toujours à ses yeux les plus

essentielles, une fois prises, il distribua leurs rôles à ceux qu'il voulait charger du gouvernement pendant son absence. Joseph, le grand électeur, eut la présidence du Sénat et les honneurs du pouvoir, mais Cambacérès en eut toute la réalité, du moins tout ce que Napoléon pouvait en céder même en s'éloignant. Il fut chargé de présider le conseil d'État et de réunir chez lui les ministres au moins une fois par semaine, mais ceux-ci durent tous correspondre avec Napoléon pour les affaires de leur département. Le ministre de la police spécialement eut l'ordre de lui écrire *tous les jours*[1] : ce ministre était en effet le grand ressort du gouvernement. Napoléon fit ensuite ses adieux au Sénat : il partait, disait-il, pour aller secourir ses alliés ; il y avait *peu de jours encore* il espérait que la paix ne serait point troublée; mais ses espérances s'étaient évanouies. « C'est dans cet instant, ajoutait-il, que s'est dévoilée la méchanceté des ennemis du continent ! Ils craignaient la manifestation *de mon profond amour pour la paix;* ils craignaient que l'Autriche à l'aspect du gouffre qu'ils avaient creusé sous ses pas ne revînt à des sentiments de justice et de modération ; ils l'ont précipitée dans la guerre. Je *gémis du sang qu'il va en coûter à l'Europe*, mais le nom français en obtiendra un nouveau lustre. »

Pendant qu'il gémissait sur cette cruelle extrémité, ses corps d'armée, poursuivant leur marche invisible, franchissaient le Rhin à Mayence, à Spire, à Manheim et s'avançaient au cœur de l'Allemagne. Ils allaient y

1. Ordre de service pendant l'absence de l'Empereur, 23 septembre 1805.

donner la main à Bernadotte déjà arrivé à Wurtzbourg où l'électeur de Bavière menacé par l'Autriche s'était réfugié avec ses vingt-cinq mille hommes. Poussés à bout par les tergiversations de ce prince, les Autrichiens avaient passé l'Inn le 7 septembre; ils vinrent occuper Ulm le 18. C'est alors seulement que Napoléon, averti par une lettre de Murat, conçut l'idée de les cerner en Souabe, en les coupant de leurs communications avec l'Autriche, par une manœuvre toute semblable à celle qu'il avait employée à Marengo, mais beaucoup plus sûre en raison de son immense supériorité sur l'armée de Mack[1]. Il désigna aussitôt les positions que devaient occuper sur le Danube les divers corps qui étaient encore sur le Rhin. En les portant sur Donauwerth, Ingolstadt et Ratisbonne, il se rendait maître du cours du fleuve, et il ne lui fallait que quelques marches pour enlever à Mack toutes ses communications avec Vienne, et pour l'investir entièrement avant l'arrivée de l'armée russe qui commençait à peine à se mettre en mouvement. Il tremblait que Mack ne découvrît à temps le secret de cette manœuvre à la fois si simple et si décisive, mais il fut merveilleusement servi à cet égard et par la dispersion de nos corps, et par le mystère qui couvrait leur marche, et par la folle confiance de son adversaire. Il entretint habilement la méprise de l'état-major autrichien en faisant paraître Murat et sa cavalerie devant les principaux débouchés de la Forêt-Noire, comme s'il était résolu à s'y enfoncer selon la routine de nos premières guerres en Allemagne. Il eut soin

1. Note sur les mouvements de la grande armée, 22 septembre.

lui-même de se tenir en personne à Strasbourg jusqu'au dernier moment, comme s'il voulait attaquer son ennemi de front au lieu de se porter sur ses derrières. C'est de là qu'il adressa à ses soldats la proclamation qui devait ouvrir cette glorieuse campagne. Il s'abstint cette fois des déclamations ampoulées qui déparaient souvent ses harangues militaires, et se contenta de leur marquer en quelques mots énergiques le but de leurs efforts : « Nous ne nous arrêterons plus que nous n'ayons assuré l'indépendance du corps germanique, secouru nos alliés, et confondu l'orgueil des injustes agresseurs. Nous ne ferons plus de paix sans garantie. Notre générosité ne trompera plus notre politique. Soldats ! votre empereur est au milieu de vous. Vous n'êtes que l'avant-garde du grand peuple ! »

Pour la France, Napoléon était devenu un despote redouté, une majesté, une sorte de souverain de l'ancien régime ; pour ses soldats il était resté le Bonaparte de l'armée d'Italie. Ils retrouvèrent avec ivresse le langage et les allures familières de leur ancien général. C'étaient des soldats, mais des soldats qui se souvenaient d'avoir été des citoyens ; ils servaient son despotisme, mais ils avaient été formés par la liberté, ils étaient malgré tout les fils de la Révolution. Napoléon était moins leur maître que leur favori ; il était leur ouvrage ; il n'était pas à leurs yeux un souverain, mais une sorte de tribun militaire ; il les traitait en égaux, les associait à ses pensées ; quelquefois même, comme à Austerlitz, il leur exposait d'avance son plan de bataille ainsi qu'il eût fait devant un conseil de guerre ; il partageait avec eux son pouvoir. Les chefs de l'armée se montraient humbles et

soumis; les soldats étaient encore ses compagnons plutôt que ses serviteurs; de là leur enthousiasme pour lui, et leur incalculable supériorité sur les machines vivantes disciplinées sous le bâton autrichien. Mais s'ils étaient devenus d'incomparables instruments pour la conquête, combien n'étaient-ils pas déchus à d'autres égards de l'esprit généreux et désintéressé de nos anciennes armées républicaines! Telle qu'elle était dès lors grâce aux sentiments que Bonaparte s'était attaché à développer dans son sein, on peut dire que la Grande Armée était incompatible avec le maintien d'un système légal et pacifique en France; il lui fallait non-seulement des honneurs, mais des richesses, de grandes entreprises pour occuper son activité, des peuples à exploiter pour satisfaire ses convoitises. On promettait aux soldats leur part du butin, on les accoutumait à se la faire eux-mêmes en leur répétant sans cesse que la guerre devait nourrir la guerre, en les obligeant à ne vivre que de réquisitions et de pillage[1] non-seulement en pays ennemi mais souvent même sur notre propre territoire. S'il arrivait au prince Eugène de ne pas vouloir faire peser sur ses sujets d'Italie ces dures exigences, Napoléon se moquait de ses scrupules et lui intimait l'ordre d'agir par voie de réquisition: « J'en fais bien en Alsace! lui écrivait-il.... les prix sont tels qu'on ne peut songer à payer.... Ne croyez pas que ces mesures déplaisent au pays; on crie mais on ne pense pas ce qu'on dit.... je suis étonné que votre ministre de la guerre ne vous éclaire

1. Voir particulièrement sur ce point les *Souvenirs militaires* de Fezensac.

pas, lui qui a si longtemps fait la guerre avec nous[1] ! » S'il arrivait au maréchal Bernadotte d'avoir payé argent comptant dans un pays *neutre* qu'il traversait contre toute espèce de droit, Napoléon le réprimandait, oubliant qu'il lui avait recommandé lui-même ces ménagements. « Vous avez un peu gâté l'électeur de Hesse-Cassel, s'il est vrai que vous l'avez payé argent comptant. Si je l'avais prévu, je vous aurais fait dire de le payer avec des bons[2]. » Payer avec des bons était une locution dès lors proverbiale qui signifiait : ne pas payer du tout. Ces procédés développaient démesurément dans l'armée l'esprit de rapine et de cupidité, et Napoléon l'encourageait encore plus ouvertement dans les chefs, sauf à les en punir par les plus injurieuses imputations lorsqu'il leur arrivait de dépasser la mesure de ce qui lui convenait. N'était-ce pas un fait nouveau et significatif que de songer, au moment d'une entrée en campagne, à faire offrir à un général en chef comme Masséna *un présent de cinquante mille francs* « comme témoignage d'estime[3] ? » Quelles que fussent encore son intelligence et son énergie, une armée auprès de laquelle on employait de tels mobiles ne pouvait manquer d'en être tôt ou tard atteinte dans cette dernière espèce de vertu qu'on nomme la vertu militaire.

Les sept corps d'armée de Napoléon avaient déjà presque achevé leur mouvement, que Mack, toujours immobile à Ulm, ne semblait pas encore en soupçon-

1. Napoléon au prince Eugène, 22 septembre 1805.
2. Napoléon à Bernadotte, 2 octobre.
3. Napoléon au prince Eugène, 18 septembre.

ner le but. Ce général continuait imperturbablement à faire face à la Forêt Noire en gardant l'Iller d'Ulm à Memmingen. En apprenant que quelques détachements français avaient paru en Bavière, il avait envoyé son lieutenant Kienmayer à Donauwerth avec huit à dix mille hommes pour y garder à la fois les ponts du Danube et ceux de son affluent le Lech, qui n'étaient pas moins importants pour lui. Mais sa sécurité était encore entière lorsque, le 6 octobre, l'avant-garde de Soult débouchant dans la plaine de Nordlingen se montra en vue de Donauwerth, bientôt suivie des corps des maréchaux Ney, Lannes et de la cavalerie de Murat. Cette cavalerie formait à elle seule un corps séparé d'environ douze mille hommes; elle était destinée à jouer le premier rôle dans une campagne où la rapidité des mouvements était tout, Napoléon ayant annoncé à l'avance « qu'il comptait faire cette guerre avec les jambes de ses soldats plus encore qu'avec leurs bras. » Kienmayer n'était pas en état de défendre le Danube et le Lech contre de telles forces; l'eût-il fait avec succès sur un point, il eût été débordé sur tous les autres par le corps de Davout qui se portait sur Neubourg, par Marmont et Bernadotte qui s'avançaient sur Ingolstadt. Tout ce qu'il put faire, fut de se retirer précipitamment sur Munich après une faible tentative pour nous disputer les ponts du Danube à Donauwerth, et celui du Lech à Rain.

La rive droite du Danube fut aussitôt inondée de nos troupes, et dès ce premier moment le sort de Mack devint des plus critiques. Il comprenait encore si peu sa position, que le 8 octobre, pendant que toutes les issues se fermaient successivement devant lui, il écri-

vait « *que jamais armée n'avait été postée d'une manière plus propre à assurer sa supériorité*[1] ». Soult alla occuper Augsbourg; Bernadotte et le corps bavarois de Wrède furent envoyés d'Ingolstadt à Munich pour y rétablir l'électeur et faire face à toute armée autrichienne ou russe qui se porterait au secours d'Ulm; Ney resta sur la rive gauche; il dut la remonter jusqu'à la hauteur de Gunzbourg, point essentiel pour l'investissement d'Ulm, et sur lequel furent également dirigés, mais par la rive droite, les corps de Lannes et de Murat. En opérant leur mouvement ces derniers rencontrèrent le 8 octobre à Wertingen un corps d'environ douze mille hommes que Mack envoyait bien tardivement pour appuyer Kienmayer. Attaqués vivement par les cavaliers de Murat et par les grenadiers d'Oudinot, enveloppés par des forces supérieures, ils se sauvèrent avec peine en nous abandonnant deux mille prisonniers.

Ce petit combat fut la première affaire de la campagne, et ce ne fut que par ceux qui en revinrent que Mack et l'archiduc Ferdinand, qui partageait avec lui le commandement de l'armée d'Ulm, purent enfin connaître leur véritable position. Dès ce début, tels étaient à la fois et la disproportion des forces, et le désavantage de la situation des généraux autrichiens, qu'il ne s'agissait plus pour eux de savoir s'ils pourraient vaincre, mais s'ils pourraient s'échapper. La campagne commençait à peine; leur armée, quoique affaiblie du corps de Kienmayer, était encore presque intacte, et ils se réveillaient subitement dans une position dés-

1. Général Danilewski : *Relation de la campagne de* 1805.

espérée, cernés par un ennemi formidable, à la suite de mouvements invisibles dont ils n'avaient rien entrevu, rien soupçonné, sous le coup en un mot de la plus terrifiante surprise militaire dont l'histoire fasse mention.

Napoléon avait porté son quartier général à Donauwerth. Son premier bulletin daté de Nordlingen à quelques lieues de là, le 7 octobre, avant l'affaire de Wertingen, se terminait par ces paroles significatives : « l'ennemi n'a pas de temps à perdre pour éviter sa perte entière. » Durant son passage à travers l'Allemagne il avait vu tous les princes qu'il avait bon gré ou mal gré enchaînés à son alliance. A Louisbourg, il s'était particulièrement attaché à s'emparer de l'esprit de l'électeur de Wurtemberg jusque-là hésitant et même froissé du sans gêne avec lequel notre armée avait traité sa capitale et ses États. Il gagna le prince par la perspective des avantages qu'il lui promit, mais les alliances qu'il conquit ainsi en Allemagne avaient plus d'apparence que de solidité, car elles eurent pour effet de rendre ces souverains suspects à leurs propres sujets, odieux au reste de l'Allemagne. Un fait des plus graves était venu lui montrer dans ce moment même combien peu il devait compter sur la longanimité qu'il prêtait à la Prusse. Plusieurs de ses corps pour gagner une ou deux étapes dans leur marche vers le Danube, avaient traversé le marquisat d'Anspach, erritoire neutralisé par la Prusse et qu'il leur était d'ailleurs très-facile d'éviter. Averti par l'électeur alors qu'une seule colonne avait franchi cette frontière, Napoléon n'en avait pas moins persisté à y engager le corps entier de Bernadotte, alléguant très-

faussement « l'impossibilité de faire autrement[1]. » Il écrivit quelques jours après au roi de Prusse pour s'excuser sur l'ignorance où il était, en donnant l'ordre, de la neutralisation du territoire d'Anspach, autrefois ouvert aux belligérants ; mais le mauvais effet était produit. Ajouté à celui de la violation du territoire également neutre de Hesse-Cassel, il prouvait que Napoléon était incapable de modérer ses habitudes de violence et d'envahissement, même dans les conjonctures où il avait un intérêt capital à ne pas s'y livrer. Ses excuses furent très-mal reçues à Berlin, car il était impossible de les croire sincères. M. de Hardenberg, en réponse à la lettre de Napoléon, affirma positivement qu'il avait lui-même montré du doigt sur une carte à Duroc et à Laforêt les limites du territoire neutralisé[2]. Cet événement arriva fort à propos pour les coalisés qui avaient exaspéré le roi de Prusse par leurs menaces dans l'espoir de vaincre son indécision. Dans son irritation contre eux, ce prince avait ordonné la mobilisation de quatre-vingt mille hommes pour les porter sur la Vistule en face de l'armée russe de Varsovie ; en apprenant l'affaire d'Anspach, il les fit diriger sur sa frontière du Sud, annonça hautement qu'il exigerait une satisfaction et accepta une entrevue avec Alexandre.

Napoléon connaissait trop bien la politique vacillante du roi de Prusse pour s'alarmer beaucoup de ses menaces ; il s'exagéra toutefois la portée du coup de théâtre sur l'effet duquel il comptait pour re-

1. Napoléon à Otto, 3 octobre.
2. Schœll : *Histoire abrégée des Traités*, tome VIII.

froidir promptement cette ardeur belliqueuse. Chaque jour lui apportait un nouveau succès, chaque jour se resserrait autour d'Ulm la ligne qui cernait l'armée autrichienne. Dans sa marche vers Ulm par la rive gauche du Danube, Ney avait occupé Langenau ; il s'était ensuite établi à cheval sur le fleuve en enlevant Gunzbourg, après un combat des plus brillants, dans lequel on put reconnaître la démoralisation qui s'était emparée des Autrichiens à la mollesse de leur résistance[1], car ils avaient sur Ney, ce jour-là, une grande supériorité numérique.

Ils avaient dû, en effet, ouvrir enfin les yeux devant l'accablante évidence d'un péril que le dernier soldat pouvait comprendre aussi clairement que les chefs de l'armée. Au lieu de faire face à la Forêt-Noire, ce qui eût été leur position normale dans une guerre ordinaire, ils lui tournaient maintenant le dos, appuyés sur l'Iller, dans la situation que nous aurions dû occuper nous-mêmes, ayant leur gauche à Ulm, leur droite à Memmingen, et ils voyaient se fermer successivement devant eux toutes les routes par lesquelles ils auraient pu opérer leur retraite.

Après le combat de Gunzbourg, Ney avait occupé, avec deux de ses divisions, Albeck et Elchingen, sur la rive gauche du Danube, il se liait sur la rive droite avec le corps de Lannes et la cavalerie de Murat, qui avaient pris position de Leipheim à Burgau ; Soult se portait de Landsberg sur Memmingen pour couper les communications de Mack avec le Tyrol, où se trouvait l'archiduc Jean avec vingt mille hommes. Napoléon

1. Fezensac, *Souvenirs militaires.*

était à Augsbourg avec sa garde et le corps de Marmont; enfin, à Dachau et à Munich, se trouvaient les corps de Davout, de Bernadotte et des Bavarois, prêts à marcher sur l'armée russe qui était encore à une grande distance du théâtre des événements. De quelque côté que Mack se tournât, il voyait, devant lui ou sur ses flancs, des corps ennemis prêts à l'arrêter; à supposer même que le désespoir lui eût inspiré la folle idée de rétrograder sur la Suisse ou la Forêt-Noire, il eût rencontré en chemin le corps d'Augereau qui, venu le dernier parce qu'il venait de plus loin, était encore à Fribourg : à vrai dire, la route du Tyrol lui était encore ouverte, il eût pu s'y joindre à la petite armée qui l'occupait et gagner de là l'armée de l'archiduc Charles; mais cette retraite, dans une contrée bientôt sans issue, où il eût été suivi, peut-être même prévenu, présentait de grandes difficultés, et d'ailleurs il était bien tard pour prendre ce parti, car Soult menaçait déjà Memmingen.

Cependant, quelque admirablement formé que fût ce réseau que son terrible adversaire avait jeté autour de lui, il s'y trouvait un point faible. Dans l'exécution de ce plan si merveilleusement conçu il avait été commis une faute, et en la mettant à profit un homme d'énergie et de résolution eût pu faire repentir Napoléon de la trop grande étendue de ses opérations et de la dispersion excessive de ses corps d'armée. Ce point faible de notre ligne d'investissement était justement celui que Ney venait de faire occuper, sur la rive gauche du Danube, à Albeck, par les divisions Dupont et Baraguey-d'Hilliers. Ces divisions étaient absolument insuffisantes pour barrer le passage à

l'armée autrichienne. Si Mack s'était jeté sur elles avec toutes ses forces réunies, il n'est pas douteux qu'il ne les eût écrasées avant l'arrivée de tout secours, qu'il n'eût réussi à gagner Aalen et Nordlingen, et, de là, la Bohême, où il eût donné la main à la seconde armée russe. Cette faute provenait de l'opinion préconçue que Napoléon avait des projets de Mack. Ce général ne pouvait, selon lui, opérer sa retraite que sur le Tyrol. Dès le 8 octobre, en portant Ney sur Gunzbourg, il lui faisait écrire, par Berthier : « Sa Majesté ne pense pas que l'ennemi *soit assez insensé pour passer sur la rive gauche du Danube*, puisque tous ses magasins sont à Memmingen et qu'il a le plus grand intérêt à ne pas se séparer du Tyrol. » Il n'admettait pas, ajoutait-il, que l'ennemi fît la *sottise* de se retirer par Aalen et Nordlingen ; si cependant il faisait cette sottise, Baraguey-d'Hilliers n'aurait qu'à battre en retraite devant lui et à recueillir en chemin les détachements qui étaient restés en retard sur ces divers points. Mais il n'y avait nullement là de quoi arrêter l'armée autrichienne. Cette opinion préconçue de Napoléon devint la cause principale d'une faute encore plus grave, qu'il est de tradition de rejeter entièrement sur Murat, depuis que l'éminent historien militaire de cette époque, témoin et acteur lui-même dans ces mémorables circonstances, n'a pas hésité à l'imputer à ce maréchal [1]. L'Empereur, pour mettre plus d'unité dans les opérations des trois corps les plus rapprochés d'Ulm, en avait fort imprudemment confié le

1. Le général Jomini qui servait alors dans le corps de Ney comme officier d'état-major. Voir la *Vie politique et militaire de Napoléon.*

commandement à son beau-frère Murat, général de cavalerie incomparable, mais sans aptitude pour diriger de grandes opérations, et certainement inférieur, sous ce rapport, à Lannes et à Ney, qui durent se soumettre à ses plans. Le premier usage que Murat fit de son autorité fut de donner à Ney l'ordre de rappeler, sur la rive droite du Danube, les deux seules divisions qui fussent restées sur la rive gauche, pour se porter, avec toutes ses forces réunies, sur l'Iller, où il supposait l'ennemi en retraite pour gagner Memmingen et, de là, le Tyrol. Mais on ne peut lui reprocher en cela que d'avoir pris trop à la lettre ses instructions et partagé l'erreur de Napoléon, au lieu d'y remédier comme eût fait un chef plus clairvoyant. L'idée, que Mack allait battre en retraite sur le Tyrol, était en effet tellement enracinée dans l'esprit de l'Empereur, qu'après l'affaire de Gunzbourg, le 10 octobre, à six heures du soir, il faisait écrire à Ney, par Berthier, *de prendre possession d'Ulm*, qu'il supposait évacué par l'armée autrichienne, et de se mettre immédiatement à la poursuite de Mack *sur Memmingen ou sur tout autre point où se serait porté l'ennemi*[1].

Ney qui avait compris toute l'importance de la position d'Albeck, dans le cas où l'ennemi chercherait à s'échapper par la Bohême, s'efforça vainement de changer la résolution de Murat. Il y eut entre eux une altercation des plus violentes, que Ney eût fait suivre d'une provocation immédiate, si on ne lui avait

1. Cette pièce a été reproduite dans les *Mémoires* publiés sous le nom du maréchal Ney, par sa famille.

représenté qu'en présence de l'ennemi, son premier devoir était d'obéir. Il se résigna donc à donner l'ordre[1] aux généraux Dupont et Baraguey-d'Hilliers de passer sur la rive droite avec leurs troupes, et il écrivit en même temps à Berthier pour lui faire connaître le danger de la situation. Ce danger était si réel que Dupont ne put pas opérer jusqu'au bout son mouvement. Il avait à peine quitté Albeck pour s'acheminer vers le Danube, qu'il vint se heurter, à Haslach, contre un corps d'environ vingt-cinq mille hommes, sous les ordres de l'archiduc Ferdinand. Incapable de prendre une résolution hardie, recevant les avis les plus contradictoires, contrarié d'ailleurs dans l'exercice d'un commandement qu'il lui fallait partager avec l'archiduc et concilier avec les prescriptions du conseil Aulique, Mack, au lieu de réunir toutes ses forces et de faire une trouée, soit du côté de la Bohême, soit du côté du Tyrol, n'avait dirigé sur Albeck qu'un corps isolé, plutôt, ce semble, pour éclairer la route de Bohême que pour s'y ouvrir un passage. La division Dupont, bien que séparée des troupes de Baraguey-d'Hilliers, qui étaient restées en arrière, lutta héroïquement toute la journée contre des forces triples et répara, par sa belle résistance, une erreur qui pouvait nous faire perdre tout le fruit des combinaisons précédentes. Dupont put se retirer sur Albeck et, de là, sur Langenau, avec trois mille prisonniers, sans que sa faiblesse inspirât à Mack une autre idée que celle de l'isoler de plus en

1. L'ordre fut donné, bien que Jomini affirme que Ney désobéit à Murat. Il est du 4 octobre.

plus du corps de Ney, en faisant occuper, dans la journée du lendemain 12 octobre, la position d'Elchingen et brûler le pont qu'elle dominait.

Pendant ce temps, sa situation s'était fort aggravée sur d'autres points. Soult avait enfin paru devant Memmingen ; Spangen, qui occupait cette place, capitula dans la journée du 13, en mettant dans nos mains sept mille prisonniers. Ce maréchal se dirigea aussitôt sur Achstetten pour couper la route de Biberach, la seule par laquelle les Autrichiens pussent encore gagner le Tyrol en faisant un détour. Napoléon était accouru d'Augsbourg à Pfaffenhofen avec sa garde; de là, il se rendit en toute hâte au quartier général de Ney et lui prescrivit de rétablir à tout prix ses communications avec la division de Dupont, en enlevant la position d'Elchingen. Déjà, pour renforcer l'armée d'investissement, il avait rappelé Marmont vers l'embouchure de l'Iller[1], ce qui portait à au moins cent mille hommes le nombre des troupes qui bloquaient, de plus en plus étroitement, l'armée de Mack.

Il faisait depuis plusieurs jours un temps affreux; la pluie rendait les chemins impraticables, et nos soldats manquant de tout, étaient réduits à vivre de pillage; mais ils avaient maintenant la certitude de la victoire. Le 14 octobre au matin, Ney rétablit, sous le feu de l'ennemi, le pont d'Elchingen, dont les pilotis n'avaient pas été brûlés; ce travail périlleux est à peine achevé qu'il s'y lance à la tête de ses régiments. Parvenu sur l'autre rive, il gravit les pentes d'Elchin

1. Cinquième bulletin (*bis*) de la grande armée.

gen, emporte une à une les maisons du village et enlève à la baïonnette le couvent qui couronne la hauteur. Ayant l'intention de prendre position sur le plateau, il attaque les Autrichiens dans un bois qu'ils occupaient tout près de là; après une longue résistance, il les en chasse et les refoule sur Ulm en leur faisant trois mille prisonniers. Pendant ce temps, Dupont, toujours isolé, se maintenait avec succès, entre Albeck et Langenau, contre un corps sorti d'Ulm sous les ordres du général Werneck. Le lendemain 15, Ney enleva le plateau du Michelsberg qui domine la place d'Ulm, et la position devint dès lors absolument intenable pour Mack. Werneck avait été coupé d'Ulm par les mouvements de nos troupes, il ne songea plus qu'à regagner la Bohême, et fut bientôt rejoint par un nombreux corps de cavalerie, commandé par l'archiduc Ferdinand, qui profita de la nuit pour s'échapper de la place. Napoléon lance aussitôt à leur poursuite Murat avec ses régiments de hussards et de dragons, et, le 16 octobre, il envoie sommer la place. Il fait venir à son quartier-général le prince de Liechtenstein : il désire, lui dit-il, que l'armée autrichienne capitule, parce que « s'il prenait la place d'assaut, il serait obligé de faire ce qu'il avait fait à Jaffa, où la garnison fut passée au fil de l'épée, et que *c'était le triste droit de la guerre*[1]. »

L'histoire de cette horrible boucherie était parfaitement authentique et il n'y avait aucune raison de le supposer incapable de la recommencer. Mack avait depuis plusieurs jours perdu la tête. Le récit de Phi-

1. Sixième bulletin.

lippe de Ségur, qui lui fut envoyé en parlementaire, montre en lui un homme troublé jusqu'au délire[1]; ses soldats étaient entièrement démoralisés; il se voyait enfermé dans une ville sans fortifications sérieuses, il n'avait plus aucun espoir d'être secouru à temps, il manquait de vivres, il avait laissé dans nos mains un nombre considérable de prisonniers, il était en outre affaibli de deux de ses corps : celui qui fuyait vers la Bohême, conduit par Werneck et l'archiduc, suivi l'épée dans les reins par Murat; l'autre qui, dirigé sur Biberach, avait pu échapper à Soult et s'efforçait de gagner le Tyrol sous les ordres de Jellachich. Après les protestations usitées en pareil cas, Mack accepta avec une sorte de joie fiévreuse une capitulation qui déguisait, jusqu'à un certain point, sa honte sous une clause conditionnelle. Il crut ou feignit de croire à la prochaine apparition des Russes, et s'engagea à se rendre prisonnier avec son armée s'il n'était pas secouru avant le 25 octobre. La capitulation fut signée le 19. On apprit ce jour même que, la veille, le corps de Werneck, rejoint par la cavalerie de Murat, avait mis bas les armes à Nordlingen, et que l'archiduc Ferdinand, poursuivi à outrance, ne tarderait pas, selon toute probabilité, à éprouver le même sort. Sur cette nouvelle et avec la certitude acquise désormais de n'être pas délivré à temps par l'armée russe, qui n'avait pas encore paru sur l'Inn, Mack consentit à abréger le délai fixé par la capitulation. Le 20 octobre 1805, les débris de l'armée autrichienne défilè-

1. Son rapport se trouve dans le *Mémorial du dépôt de la guerre*, tome VIII.

rent devant le vainqueur au pied du Michelsberg, selon un usage humiliant, tombé en désuétude, plus difficile à supporter que la défaite elle-même, et qui aggravait les maux de la guerre sans autre compensation qu'une vaine satisfaction d'amour propre.

Ce premier acte de la campagne avait été merveilleux de rapidité, de précision, et les résultats en étaient tels qu'ils pouvaient se passer des exagérations ordinaires des Bulletins. D'une armée de quatre-vingt mille hommes, il ne restait que quelques débris dispersés dans toutes les directions, le corps de Kienmayer au-delà de l'Inn, celui de Jellachich dans le Tyrol, et enfin en Bohême les quelques escadrons de cavalerie que l'archiduc Ferdinand parvint à dérober à la poursuite de Murat, en tout une vingtaine de mille hommes, qui ne nous échappaient que pour aller porter dans toutes les provinces de l'empire la profonde démoralisation dont ils étaient atteints. Nous avions fait environ vingt mille prisonniers dans les différentes affaires qui précédèrent la capitulation d'Ulm; le nombre des troupes qui se trouvèrent dans la place peut être estimé à vingt-six mille[1]. La capitulation donne le nom des régiments, mais non leur effectif, et l'on peut s'en rapporter à cet égard à la seconde déclaration de Mack à Philippe de Ségur; il portait ce chiffre à vingt-quatre mille hommes sans compter les blessés; il faut y joindre une énorme quantité de canons, de drapeaux et de munitions de

1. Le général Rapp, envoyé à Ulm, en sa qualité d'Alsacien, pour faire le dénombrement de la garnison, raconte naïvement qu'il y compta vingt-six mille hommes, et que le jour du défilé il s'en trouva *trente-trois mille*. (*Mémoires.*)

guerre. Sur tous ces points, il est absolument impossible de s'en tenir aux évaluations de Napoléon, qui varient d'une heure à l'autre selon la crédulité présumée des personnes auxquelles il s'adresse ou selon l'intérêt qu'il a à les tromper. Avec ses généraux, l'armée de Mack est toujours de quatre-vingt mille hommes; avec ses autres correspondants et dans ses bulletins, toujours de cent mille. Pour le nombre des prisonniers faits avant l'évacuation d'Ulm, il va jusqu'à les évaluer à cinquante mille hommes dans une lettre à l'électeur de Wurtemberg; enfin, pour l'effectif de la garnison, il varie de quinze à trente-six mille hommes. Quant à ses propres pertes, elles ne montaient selon lui qu'à *cinq cents morts* et à mille blessés[1]. On reconnaît dans ces diverses appréciations l'homme qui ne se préoccupait que de l'effet à produire et jamais de la vérité; mais ici, l'effet était assez éclatant pour n'avoir pas besoin des embellissements de la fiction. La destruction de cette armée livrait à Napoléon la monarchie autrichienne, car le corps austro-russe, dont les avant-gardes arrivaient enfin sur l'Inn, harassées de fatigue, était trop faible pour couvrir Vienne, et d'autre part l'armée de l'archiduc Charles, que cette victoire allait forcer à rétrograder pour gagner la Hongrie ne pouvait pas arriver à temps pour opérer sa jonction avec les coalisés; elle courait grand risque de se trouver prise entre Masséna et Napoléon. L'Europe fut frappée de stupeur. Pitt, lorsqu'il apprit la nouvelle, refusa d'abord d'y croire; lorsqu'elle lui fut confirmée par le témoignage d'un journal hollandais, il changea

1. Sixième bulletin.

de visage au point de donner à ceux qui le virent en ce moment le pressentiment de sa fin prochaine[1].

Au début de la campagne, le roi de Prusse, entraîné par le ressentiment, subjugué par l'influence de la reine que soutenait un parti puissant, enlacé par les flatteries d'Alexandre qui lui avait juré une amitié éternelle sur le tombeau du grand Frédéric, était sur le point de se jeter dans les bras de la coalition. M. d'Haugwitz et les partisans de l'alliance française étaient publiquement disgrâciés, tout le monde à Berlin s'attendait à voir l'armée prussienne marcher au secours de l'Autriche ; la nouvelle de la capitulation d'Ulm refroidit notablement ces chaleureuses dispositions, et Alexandre, malgré les séductions de son esprit insinuant, malgré la facilité avec laquelle il sacrifia aux rancunes de la Prusse le prince Czartoryski, le partisan principal de la politique d'intimidation[2], ne put obtenir du roi de Prusse qu'une sorte de traité d'alliance conditionnelle. Ce traité ne devait être mis à exécution qu'après une nouvelle offre de médiation à l'empereur Napoléon. Il fut tenu très-secret, et signé à Postdam le 3 novembre : on convint que l'armée prussienne entrerait en campagne un mois seulement après le départ d'Haugwitz chargé de proposer la médiation. En même temps, on signifia à nos représentants à la cour de Berlin, Duroc et Laforest, qu'en représailles de la violation du territoire d'Anspach, la Silésie allait être ouverte aux Russes, et que

1. *Journal* de lord Malmesbury cité par lord Stanhope : *W. Pitt et son temps.*

2. *Correspondance* du prince Czartoryski avec Alexandre, publiée par Ch. de Mazade.

la Prusse allait faire occuper provisoirement le Hanovre en respectant toutefois la garnison que nous avions laissée à Hameln[1].

Pendant que ce nouvel orage se formait contre lui, Napoléon qui n'en soupçonnait pas toute la gravité et qui pensait encore que le roi de Prusse se contenterait d'occuper le Hanovre, s'efforçait de le fasciner par ce mélange de caresses et de menaces tout puissant sur les esprits indécis, art redoutable dans lequel il n'a jamais été égalé. Duroc, qu'il rappelait auprès de lui, devait avant son départ voir le roi, l'assurer de l'amitié persistante de Napoléon, lui dire que l'empereur était un *homme méconnu, qu'il était un homme de cœur encore plus qu'un homme de politique*; que l'affaire d'Anspach n'était qu'un prétexte exploité par ses ennemis; que quant au Hanovre, *il n'y tenait pas, mais qu'il fallait y mettre des formes;* que Frédéric avec la Prusse avait résisté à l'Europe entière, *qu'il valait mieux que Frédéric, et la France que la Prusse*[2]; enfin, que ses aigles n'avaient jamais souffert d'affront et qu'elles n'en souffriraient pas sur le Wéser. Quelques jours après, il écrivit personnellement au roi une lettre d'excuses des plus pressantes, l'assurant de ses regrets, de son inviolable attachement, se déclarant prêt à faire « tout ce qui lui offrirait des moyens de regagner l'amitié et la confiance du roi[3]. » Mais on doute avec raison que cette lettre ait jamais été envoyée à son adresse; au fond, Napoléon était convaincu qu'en ce qui concernait la

1. Schœll : *Histoire abrégée des Traités*, tome VIII.
2. Napoléon à Duroc, 24 octobre.
3. Napoléon au roi de Prusse, 27 octobre.

Prusse, il s'en tirerait avec de belles phrases, surtout si comme il croyait en avoir la certitude, il parvenait à remporter de nouveaux succès. Dans tous les cas, l'armée prussienne ne pourrait entrer en ligne qu'à une époque encore éloignée, et d'ici là, il se flattait d'écraser les Russes comme il avait anéanti les Autrichiens.

L'imagination de Napoléon, toujours anticipant sur l'avenir et dévorant d'avance les fruits de la victoire, était beaucoup plus portée à s'enivrer du succès qu'à se défier de la fortune. La réussite extraordinaire, presque invraisemblable, de son grand coup de théâtre d'Ulm, sa présence à la tête de plus de deux cent mille hommes sur la frontière de ces vastes États qu'aucune force ne pouvait plus lui disputer, avaient déjà surexcité son ambition à un point incroyable. Il traitait les États secondaires de l'Allemagne non plus en alliés mais en vassaux; il assurait l'électeur de Bavière de sa *protection*[1], il imprimait dans son neuvième bulletin les paroles suivantes prononcées devant l'état-major de Mack : « Je donne un conseil à mon frère l'empereur d'Allemagne : qu'il se hâte de faire la paix! c'est le moment de se rappeler que tous les empires ont un terme; l'idée que la fin de la dynastie de Lorraine serait arrivée doit l'effrayer! » Il rêvait une nouvelle distribution des territoires germaniques qui lui permettrait d'y ériger des *principautés* en faveur de ses maréchaux. Ces projets ne sont pas comme on le croit d'ordinaire, postérieurs à Austerlitz; ils sont du lendemain même de la capitulation d'Ulm,

1. Napoléon à l'électeur de Bavière, 23 octobre.

ainsi que l'atteste une lettre de M. de Talleyrand datée de Munich, le 27 octobre 1805 : « Plus d'empereur d'Allemagne! écrivait-il à M. d'Hauterive; trois empereurs en Allemagne : France, Autriche et Prusse. Plus de diète de Ratisbonne. » Il exposait ensuite les bases du *système fédératif* de la France, le plan projeté des fiefs relevant de la couronne de France; il énumérait les sacrifices qu'on allait imposer à l'Autriche, celui de Venise, du Tyrol italien, du Tyrol allemand, du Brisgau, de l'Ortenau, du Vorarlberg, de l'Autriche antérieure. Tout cela, disait-il, *contre mon avis*. Talleyrand avait en effet vainement essayé de combattre ces idées aventureuses de Napoléon. Il voulait que l'empereur renonçât définitivement à gagner l'alliance toujours trompeuse de la Prusse, qu'il s'attachât l'Autriche en se montrant généreux après la victoire. Pour s'en faire une amie, il suffisait selon lui de tendre la main à cette puissance vaincue, et de lui offrir des compensations pour les sacrifices qu'on était en droit de lui demander. Elle céderait Venise qui serait déclarée indépendante, et ses enclaves de la Souabe, cause éternelle de discorde; mais Napoléon, de son côté, renoncerait à la couronne d'Italie, il s'engagerait à faire céder la Valachie et la Moldavie à l'Autriche, que ces deux acquisitions brouilleraient avec la Russie. L'Autriche par la force des choses, deviendrait ainsi notre alliée naturelle[1]: elle serait détachée de l'Angleterre; les Russes seraient rejetés en Asie;

1. Ces idées sont exposées dans une lettre de Talleyrand à M. d'Hauterive, à la date du 11 octobre 1805. Il les avait déjà développées dans un *Mémoire* adressé de Strasbourg à Napoléon : Mignet, *Notice sur Talleyrand*.

et la paix du continent serait assurée pour plus d'un siècle.

Ce système d'alliance pouvait être discuté, il était permis d'en préférer un autre, mais ce que Talleyrand sentait avec la justesse habituelle de son jugement, c'est qu'à tout prix il nous en fallait un, sous peine de rester isolés en Europe et de voir sans cesse remis en question le résultat de nos victoires. Cette nécessité, Napoléon l'admettait volontiers en principe, mais lorsqu'il fallait en venir à l'application, ses convoitises démesurées l'empêchaient toujours de faire les concessions qui seules eussent pu lui assurer le concours sérieux et durable d'une puissance européenne.

Telles étaient les ambitieuses pensées qui occupaient l'esprit de Napoléon, lorsqu'il quitta Munich pour marcher sur Vienne. Cette capitale n'était plus couverte que par la faible armée de Kutuzoff, d'environ quarante mille Russes[1], auxquels s'étaient joints quinze à vingt mille Autrichiens sous les ordres de Kienmayer et de Merfeldt. Ces troupes épuisées par de longues marches, étaient hors d'état de nous disputer le passage des nombreux affluents du Danube qui, de distance en distance, formaient une barrière naturelle facile à défendre même contre des forces supérieures. Lorsque l'avant-garde de Bernadotte parut sur l'Inn, elle trouva l'armée austro-russe en retraite sur tous les points. Cependant Kutuzoff, par condescendance pour l'empereur d'Autriche qui persistait à espérer, contre toute vraisemblance, que l'archiduc Charles arriverait à temps pour couvrir Vienne, consentit

1. Danilewski.

à rester sur la rive droite du Danube au lieu de se retirer par la Bohême, ce qui était son chemin le plus direct pour rejoindre la seconde armée d'Alexandre. Murat avait pris la tête de l'armée française avec sa cavalerie; venaient ensuite les corps de Bernadotte, de Marmont, de Davout, de Lannes, appuyant leur gauche au Danube, leur droite aux derniers revers des Alpes noriques. Soult fermait la marche avec la réserve. Ney avait été détaché avec dix mille hommes sur le Tyrol, pour en chasser l'archiduc Jean; il devait être appuyé par Augereau dont le corps était resté en arrière.

Nous passâmes ainsi successivement l'Inn, la Salza, la Traun, occupant presque sans coup férir des places de première importance, telles que Braunau et Salzbourg. Dans les petits combats partiels qui eurent lieu à l'avant-garde, on put toutefois reconnaître chez les Russes une vigueur et une solidité que nous n'avions pas rencontrées chez les Autrichiens dans cette campagne. Napoléon arriva à Lintz le 4 novembre. Il y reçut le général Giulay, qui lui apporta une lettre contenant une proposition d'armistice de la part de l'empereur d'Autriche. Mais l'empereur François était trop peu préparé aux exigences que Napoléon se proposait de lui imposer pour qu'un tel accord fût possible : l'abandon de Venise et du Tyrol était un sacrifice trop considérable pour être accepté du premier coup. François ne pouvait pas même se flatter de gagner du temps en discutant ces dures conditions, car l'impitoyable clairvoyance de son ennemi exigeait comme gage, et avant toute discussion, une séparation immédiate entre la cause autrichienne et celle d'Alexandre.

L'empereur François ne devait pas, écrivait Napoléon, faire dépendre la paix d'une autre puissance dont les intérêts étaient si différents : « Cette guerre, lui disait-il, n'est pour la Russie qu'une guerre de fantaisie ; elle est pour votre majesté et pour moi, une guerre qui absorbe tous nos moyens, tous nos sentiments, toutes nos facultés[1]. » De telles prémisses dans ces termes généraux étaient certainement fort admissibles, mais les conséquences qu'il prétendait en tirer étaient trop onéreuses pour paraître aussi acceptables, en dépit des protestations amicales dont cette lettre était remplie. Cet essai de négociation n'amena donc aucun résultat et ne suspendit pas un instant la marche de nos troupes.

A partir de Lintz, la chaîne des Alpes noriques se rapproche progressivement du Danube jusqu'aux environs de Vienne, où les derniers prolongements du Wiener-Wald viennent aboutir sur le fleuve, en sorte que la vallée devient de plus en plus étroite à mesure qu'on s'avance vers cette capitale. L'armée ayant à redouter tout à la fois une surprise improbable, mais possible, de la part de l'armée des archiducs Charles et Jean qu'on supposait arrivés en Styrie, et une résistance plus sérieuse de la part de Kutuzoff qui pouvait mettre à profit les nombreux accidents de cette contrée montagneuse, Napoléon porta Marmont sur Léoben par Steyer afin d'intercepter la route de Styrie à Vienne ; il fit ensuite passer sur la rive gauche du Danube un corps d'environ vingt mille hommes sous les ordres de Mortier ; il l'appuya par

1. Napoléon à l'empereur d'Autriche, 8 novembre.

une flottille improvisée qui devait permettre à ce maréchal de traverser en un instant d'une rive à l'autre, afin d'inquiéter les Russes sur leur ligne de retraite; enfin il s'avança avec précaution sur Molk et St. Pœlten avec le reste de son armée. Tout le monde s'attendait à une bataille à St. Pœlten, position très-forte, la meilleure qu'on pût choisir pour défendre Vienne; mais les Russes se bornèrent à livrer les combats strictement nécessaires pour assurer leur retraite. Sur notre droite, à Mariazell, Davout surprit et mit en déroute une colonne ennemie qui cherchait à gagner la Styrie. A Amstetten, le prince Bagration tint tête à Murat avec une grande fermeté, pour favoriser la marche embarrassée de Kutuzoff; à St. Pœlten, l'armée russe s'arrêta de nouveau comme si elle voulait livrer bataille, mais elle se déroba tout à coup par une volte face et au lieu de continuer sa route sur Vienne, elle passa le Danube à Krems, en brûlant derrière elle le seul pont qui existât de Lintz à Vienne (9 novembre 1805).

L'irruption que Napoléon craignait sur son flanc de la part des archiducs pendant sa marche sur Vienne n'eut pas lieu, et Marmont put s'avancer non-seulement jusqu'à Léoben, mais jusqu'à Graetz, sans rencontrer d'obstacles sérieux. Comme Napoléon l'avait prévu, notre brusque invasion au cœur des provinces héréditaires avait forcé l'archiduc Charles à rétrograder; mais ne voulant pas s'exposer à se trouver pris entre l'armée de Napoléon et celle de Masséna, il s'était retiré non sur la Styrie, mais sur la Hongrie, ce qui l'obligeait à faire un détour beaucoup plus long et à renoncer à toute

idée de secourir Vienne. Longtemps immobile sur l'Adige, bien qu'il eût une armée de quatre vingt mille hommes, indépendamment des vingt mille qui étaient cantonnés dans le Tyrol, à opposer aux cinquante mille hommes de Masséna, l'archiduc Charles n'avait pas su profiter de ses avantages, soit qu'il ne se crût pas suffisamment prêt, soit que le conseil Aulique lui eût fait une loi de subordonner ses opérations à celle de l'armée de Bavière. Dans ce dernier cas, la faute était inexcusable, car c'était réduire à la défensive l'armée la plus forte et prendre l'offensive avec la plus faible. Quoi qu'il en soit, rien ne pouvait mieux convenir à Masséna qu'une telle inaction de la part d'un adversaire qui avait sur lui une si grande supériorité. Il commença par s'emparer le 18 octobre, de la partie de Vérone qui était occupée par les Autrichiens, au moyen d'une surprise nocturne que lui conseilla Napoléon. Après avoir ainsi consolidé sa position sur l'Adige, il attendit les événements en présence de l'armée de l'archiduc fortement retranchée à Caldiero, aux portes même de Vérone. Le 28 octobre, Masséna apprit la capitulation d'Ulm ; il comprit aussitôt toute la portée de cette victoire, et jugeant que l'archiduc allait être forcé de commencer son mouvement de retraite, il n'hésita pas à l'attaquer dans ses formidables positions. Deux jours de suite, le 30 et le 31 octobre, Masséna l'assaillit dans son camp avec un incroyable acharnement, sans obtenir sur lui un avantage marqué, mais en gênant ses préparatifs de retraite au point de le contraindre à sacrifier toute une brigade pour assurer sa marche. Rappelé au secours de la monarchie menacée, l'archi-

duc rétrograda rapidement sur la Brenta, puis sur la Piave, suivi pas à pas par Masséna. Le 12 novembre, il était sur le Tagliamento, où il soutint contre nos troupes un brillant combat d'arrière-garde. C'est là qu'après quelques hésitations, il se décida à prendre le chemin de la Hongrie en se dirigeant sur Laybach et la Carniole. Dans sa retraite, il recueillit les débris de son frère l'archiduc Jean, dont le corps d'armée chassé du Tyrol par Ney et Augereau, avait été encore beaucoup plus maltraité que le sien.

Dans le Tyrol comme en Italie, le succès avait dépassé toutes les prévisions : il était dû sans doute en partie à l'habileté, à la hardiesse, au coup-d'œil prompt et sûr de ces incomparables lieutenants, mais beaucoup plus encore à cette vaste conception qui embrassant d'un seul regard tout l'ensemble de ces opérations et leur théâtre immense, avait négligé les points secondaires et porté sur le point principal, c'est-à-dire sur le Danube, une masse irrésistible, dont l'impulsion devait entraîner tout le reste. Les stratagèmes qui couvrirent la marche de notre armée de Boulogne sur le Rhin, l'idée même de couper les soixante-dix mille hommes de Mack avec une armée de plus de deux cent mille, ont été admirés au delà de leur valeur et ne présentaient de grandes difficultés ni dans la pensée ni dans l'exécution, mais ce qu'un puissant génie militaire avait seul pu saisir avec cette force, c'était le lien qui unissait cette opération à celles de nos autres armées, et le point précis où il fallait frapper pour faire tomber d'un seul coup toutes les autres défenses de l'Autriche.

Nous avons laissé la grande armée à environ quinze

lieues de Vienne, en face de Krems, par où Kutuzoff venait de se dérober à l'improviste en brûlant le pont qui avait servi à son passage. Ce brusque mouvement l'avait mis aussitôt en présence de Mortier qui côtoyait la rive gauche du Danube, isolé du reste de l'armée. Avant d'avoir pu rejoindre la flottille qui devait assurer sa retraite, ce maréchal, qui pour comble de malheur était momentanément séparé d'une de ses divisions, celle de Dupont, se trouva tout à coup assailli en tête et en queue par une grande partie de l'armée russe, dans les défilés que dominent les ruines du château de Dürrenstein, célèbre par la captivité du roi Richard Cœur de Lion. Nos soldats qui avaient d'abord pris l'offensive, ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'ils avaient affaire à plus de la moitié de l'armée russe, mais sans se troubler de son énorme supériorité, ils repoussèrent héroïquement ses attaques et luttèrent toute la journée contre les troupes qui les entouraient. Le soir venu, ils résolurent de revenir sur leurs pas pour rejoindre la division Dupont; ils s'ouvrirent un passage à la baïonnette dans un nouveau combat des plus meurtriers et bientôt furent salués par les cris de joie de leurs camarades, qui avaient de leur côté attaqué en queue une des deux colonnes russes pour venir à leur secours. Mortier put alors échapper à l'armée de Kutuzoff en repassant sur la rive droite du Danube, au moyen de la flottille.

Pendant ce temps Murat, qui était à notre avant-garde, ne trouvant plus personne devant lui, galoppait sur la route de Vienne, entraînant toute l'armée à sa suite. C'est à lui que, dans sa mauvaise humeur, Na-

poléon s'en prit de la mésaventure qu'il prévoyait pour Mortier, mésaventure dont il avait été lui-même le principal auteur, en exposant ce corps isolé sur la rive gauche aux efforts réunis de toute l'armée russe. Il lui reprocha dans les termes les plus durs sa légèreté, son *étourderie*, sa précipitation à *enfourner l'armée sur Vienne*. « Vous aviez cependant reçu l'ordre, ajoutait-il, de poursuivre les Russes l'épée dans les reins. C'est une singulière manière de les poursuivre que de s'en éloigner à marches forcées. Ainsi les Russes pourront faire ce qu'ils voudront du corps du maréchal Mortier, ce qui ne serait pas arrivé si vous aviez exécuté mes ordres[1]. » Par le fait, Murat avait encore pris le meilleur parti, car il n'y avait de ponts qu'à Lintz et à Vienne, et la flottille n'ayant pas encore descendu le fleuve jusqu'à Krems et ne comptant d'ailleurs qu'un nombre de bateaux très-insuffisant pour un passage rapide, il eût été fort embarrassé de poursuivre les Russes *l'épée dans les reins*. Mais il fallait bien que quelqu'un fût responsable de cette faute qui n'était que la répétition de l'abandon de Dupont à Albeck, et Napoléon n'avait garde d'admettre qu'il en fût lui-même l'auteur.

Le 13 novembre au matin, Murat parut devant Vienne. L'empereur François avait pris la résolution, humaine mais impolitique, d'épargner à ses bons Viennois les horreurs d'un siége qui n'eût pu à la vérité durer que quelques jours, mais qui eût par là même rendu un service inestimable à la cause des coalisés dans un moment où les instants étaient si pré-

1. Napoléon à Murat, 11 novembre 1805.

cieux pour elle. Mais en laissant à Vienne le comte de Würbna, pour négocier avec les Français leur entrée pacifique dans la capitale, l'empereur d'Autriche avait confié au prince d'Auersperg la mission de garder avec un détachement les grands ponts du Danube qui étaient pour nous d'une importance sans égale. Napoléon avait recommandé à Murat de surprendre ces ponts à tout prix[1], afin de se remettre immédiatement à la poursuite des Russes sur la route de Moravie. Profitant de l'espèce de suspension d'armes que les pourparlers relatifs à l'occupation de Vienne avaient établie entre les deux armées, Lannes, Murat et Belliard, suivis de quelques officiers d'état-major et un peu plus loin d'un régiment de hussards, s'avancent vers le grand pont les mains croisées derrière le dos comme des promeneurs inoffensifs; ils engagent la conversation avec le commandant du détachement, lui annoncent la fin de la guerre, la conclusion d'un armistice, ils s'étonnent des préparatifs faits pour faire sauter le pont, le traversent avec lui pendant que leurs troupes s'avancent de leur côté en noyant les poudres et en coupant les conducteurs. Le commandant autrichien s'aperçoit qu'on le trompe, il veut ordonner à ses soldats de mettre le feu aux mines; ses interlocuteurs le saisissent au collet. Survient alors le prince Auersperg en personne, auquel ils répètent à tue tête la fable de l'armistice; pendant ce temps plusieurs détachements de notre armée ont franchi le pont, les soldats autrichiens sont entourés, désarmés, et le tour est joué[2].

1. Fait constaté dans une lettre de Napoléon à Soult, 12 novembre.
2. *Mémoires* du général Rapp.

Cette supercherie déloyale était peu digne de généraux si intrépides et déjà si illustres. Peu de jours après d'ailleurs, les Russes prouvèrent très-spirituellement à Murat lui-même qu'ils étaient nos maîtres en ce genre. Ce maréchal, impatient de regagner les bonnes grâces de Napoléon, ne s'était pas plutôt emparé du pont, qu'il s'était lancé à toute vitesse sur la route de Vienne qui conduit en Bohême en coupant à Hollabrünn celle qui va de Krems en Moravie. Il avait l'espoir de prévenir, au point de jonction des deux routes, l'armée russe, qui se trouverait ainsi prise entre le corps de Bernadotte que Napoléon devait faire passer sur la rive gauche, au moyen de la flottille, et le corps de Murat soutenu par celui de Lannes. Après la disparition de Mortier, Kutuzoff, croyant les ponts de Vienne détruits, s'était quelque peu attardé à Krems pour se remettre de ses fatigues, en sorte que, malgré toute l'avance qu'il avait sur Murat, celui-ci arriva avec son avant-garde presque en même temps que les Russes à Hollabrünn, le point d'intersection des deux routes. Encouragé par le succès de sa ruse au pont de Vienne et voulant donner aux troupes de Lannes le temps de rejoindre, il allègue de nouveau la conclusion d'un armistice avec l'Autriche aux généraux Nostitz et Bagration qui se trouvent chargés de défendre Hollabrünn. L'Autrichien Nostitz est dupé et se retire en nous laissant passer; mais le subtil élève de Souwaroff, averti par son lieutenant Bagration, feint, non-seulement d'être au courant de la négociation, mais d'être chargé lui-même de la continuer en ce qui concerne le corps russe. Il dépêche à Murat le général Winzengerode qui l'amuse avec de

belles paroles et se présente au nom de l'empereur Alexandre. Murat, pris dans son propre piége, envoie un courrier à Schœnbrunn pour consulter Napoléon sur les conditions du prétendu armistice. Pendant ce temps, Kutuzoff se dérobe sur la Moravie, ne laissant devant nous qu'un rideau de troupes, sous le commandement de Bagration, qui a l'ordre de tenir jusqu'à la dernière extrémité. Le lendemain, Murat, détrompé par Napoléon, attaque avec près de quarante mille hommes ce faible détachement que tout le monde considérait comme sacrifié. Bagration, enveloppé de tous côtés, reçoit impassiblement le choc des masses qui le débordent; près de la moitié de ses soldats se font massacrer avec le stoïcisme particulier au soldat russe, pour assurer la retraite de Kutuzoff. Le soir venu, Bagration forme une colonne avec ce qui lui reste, il s'ouvre un passage et va rejoindre l'armée russe. Ce fait d'armes éclatant fut le prélude de l'illustration que ce général devait acquérir, plus tard, à nos dépens (16 novembre)[1].

Napoléon était au palais de Schœnbrunn depuis le 14 novembre. Il s'y occupait activement à rectifier la position de son armée, à lui assurer les approvisionnements dont elle avait plus d'une fois manqué dans ces marches rapides, au cœur d'un hiver précoce, enfin à régler l'administration du pays conquis, ce qui consistait principalement à prélever des à compte sur une contribution de cent millions, qu'il se hâta de frapper sur l'Autriche. Tranquille sur la situation des corps d'armée qui poursuivaient en Moravie l'armée très-

1. Jomini, Mathieu Dumas, Danilewski.

réduite de Kutuzoff, il disposa en éventail, autour de Vienne, ceux qu'il avait sous la main, de façon à ce qu'ils pussent s'appuyer les uns les autres et le garantir lui-même de toute surprise. Davout s'étendit de Presbourg à Neustadt, surveillant la Hongrie; Marmont s'établit solidement sur la crête des Alpes de Styrie, de Léoben au Semring, prêt à tendre la main à l'armée de Masséna, qu'on s'attendait à voir paraître d'un jour à l'autre. Bernadotte et les Bavarois, laissant le soin de la poursuite à Lannes, Murat et Soult, se postèrent à Iglau pour surveiller les débouchés de la Bohême, où avait paru un corps de l'archiduc Ferdinand. Cette armée, si disséminée en apparence, pouvait être réunie en très-peu de jours et composer une masse irrésistible; elle était en garde sur tous les points.

Napoléon avait fait prescrire à ses soldats de traiter avec la plus grande douceur les habitants du pays conquis et particulièrement les Viennois; il voulait que le peuple autrichien sentît la différence entre des ennemis comme les Français et des amis comme les Russes. Ces derniers, mal accueillis par la population qui était forcée de les nourrir, s'en étaient vengés selon l'usage par des procédés assez brutaux. Napoléon exploitait de son mieux ces mutuels ressentiments, dans lesquels il voyait le présage d'une rupture entre les coalisés; il exagérait les sévices d'une part et de l'autre les plaintes. Il revenait, dans tous ses bulletins, sur la barbarie des Russes, sur les dévastations, les horribles excès qu'ils commettaient dans les provinces autrichiennes, sur le concert de malédictions qui s'élevait contre eux partout où ils avaient passé. Il s'adressa en même temps à l'opinion

publique, il s'efforça, comme il y avait tant de fois réussi, d'exciter les sujets contre le gouvernement, d'enflammer les passions populaires, prêtant bien gratuitement aux bourgeois de Vienne des opinions de parti et des sentiments révolutionnaires : « Le mécontentement des peuples est extrême. On dit à Vienne et dans toutes les provinces *que l'on est mal gouverné*, que, pour le seul intérêt de l'Angleterre, on a été entraîné dans une guerre injuste et désastreuse..... Les Hongrois se plaignent d'un gouvernement *illibéral* qui ne fait rien pour leur industrie et se montre inquiet de leur esprit national... On est persuadé que l'empereur Napoléon est l'ami de toutes les nations et de toutes les grandes idées... N'est-il pas temps enfin que les princes écoutent *la voix de leurs peuples* et s'arrachent à la fatale influence de l'oligarchie anglaise[1] ? »

Ces artifices n'étaient que la répétition de ceux qu'il avait employés, avec des succès divers, contre Venise, Gênes, l'Égypte, la Suisse, la Hollande et l'Espagne, et l'on est forcé de convenir qu'il ne prit guère la peine d'en varier l'usage ; mais ce rôle de *libérateur des peuples* commençait déjà à être assez peu goûté de ceux-là même qu'il s'agissait de délivrer, et les provocations révolutionnaires de Napoléon ne produisirent à Vienne qu'une impression d'étonnement. Il en fut de même de ses excitations à la haine contre les personnages auxquels il attribuait la guerre actuelle. Il les injuria dans ses bulletins, selon son habitude invétérée de vouer à l'exécration des

1. Vingt-deuxième bulletin, 13 novembre.

peuples tous les étrangers illustres dont il avait eu à redouter le patriotisme ou la clairvoyance; mais ces outrages maladroitement prodigués allaient bientôt devenir un titre d'honneur. En le voyant exalter la mémoire du *roi* Marie-Thérèse, pour outrager et décrier tous ceux qui avaient montré à la cour d'Autriche quelque étincelle de l'énergie de cette grande souveraine, depuis Cobentzel jusqu'à l'impératrice régnante et à Mme de Colloredo[1], les Viennois ne furent pas dupes de l'intention qui le faisait agir.

1. Vingt-quatrième bulletin, 16 novembre.

CHAPITRE VIII.

TRAFALGAR. — AUSTERLITZ.

Le 18 novembre, Napoléon avait déjà quitté Vienne et il était à Znaïm en Moravie, marchant sur Brünn avec une magnifique armée au devant de celle d'Alexandre, le cœur enivré de ses prodigieux succès et la tête pleine des projets les plus grandioses, lorsque Berthier lui remit silencieusement, au moment où il se mettait à table, une dépêche qui allait lui rappeler qu'il était mortel. Cette dépêche contenait le récit sommaire du désastre de Trafalgar. Si le féroce égoïsme dont il était possédé avait laissé en lui quelque place aux remords, il en eût éprouvé de bien amers à la nouvelle de cette effroyable destruction, car il ne pouvait ignorer que lui seul en était l'auteur. Mais le seul sentiment auquel il fût accessible était la blessure de l'orgueil humilié et le regret de voir brisée une arme si précieuse. Il ne manifesta aucune émotion ; il dissimula la nouvelle et se borna à écrire à Decrès : « qu'il attendait des détails ultérieurs avant de se former une opinion définitive *sur la nature de cette affaire*, et que, d'ailleurs, cela ne changeait

rien à ses projets de croisière [1]. » Ce furent là toutes les réflexions que lui inspira une catastrophe qui lui avait été si souvent prédite par Decrès lui-même, par ses plus illustres amiraux, et dans laquelle son aveuglement et son infatuation avaient seuls précipité notre marine. Il est impossible, en effet, d'admettre le singulier système qui consiste à faire retomber par portions égales sur Napoléon, Villeneuve et Decrès la responsabilité de la défaite de Trafalgar [2]. Napoléon ne fut ni une des causes, ni même la cause principale de ce lamentable événement, il en fut la cause unique.

Nous avons vu comment Villeneuve, en apprenant la jonction des flottes de Calder et de Nelson avec celle de Cornwallis devant Brest, avait pris sur lui de se rendre à Cadix au lieu d'exposer son escadre à une destruction qu'il considérait comme inévitable en exécutant les instructions de Napoléon. Il est un fait certain qu'on ne saurait trop rappeler pour la justification d'un homme indignement calomnié, c'est que si Villeneuve avait obéi aux ordres de Napoléon en quittant le Ferrol aussi promptement qu'on le lui prescrivait, il serait venu se heurter devant Brest avec vingt-huit vaisseaux insuffisamment ravitaillés contre une flotte qui en comptait trente-cinq et qui l'eût anéanti avant que Ganteaume pût le secourir. Ce malheureux amiral avait donc rendu un premier service à la France en lui conservant sa marine;

1. Napoléon à Decrès, 18 novembre.

2. Thiers : « Tout le monde se préparait sa part de tort dans un grand désastre : Napoléon celle de la *colère*, Decrès celle des réticences, Villeneuve celle du désespoir. »



il lui en avait rendu un second plus grand encore, en faisant échouer cette folle expédition d'Angleterre, qui allait nous priver de notre seule armée dans un moment où les troupes de la Russie et de l'Autriche marchaient contre nous. Mais cette conduite prudente et conforme à l'infériorité alors si connue de notre marine, avait blessé dans ses plus chères illusions un intraitable orgueil, qui rêvait déjà la conquête du monde et qui ne pouvait souffrir qu'on lui montrât les bornes de son pouvoir. Aussi, tout en revenant aux vrais principes de la guerre maritime, au moins dans les conditions où nous étions placés, c'est-à-dire en renonçant aux grandes concentrations pour agir par escadres séparées, ainsi que Decrès et Ganteaume et tous ses amiraux n'avaient jamais cessé de le lui conseiller, Napoléon en voulait mortellement à l'homme qui lui avait imposé ce parti comme une loi même de la nécessité. Il détestait en Villeneuve la démonstration vivante de sa longue erreur, de sa présomption obstinée, de l'inanité de ses plans tant vantés. Villeneuve personnifiait en quelque sorte l'échec le plus sensible que lui eût infligé jusqu'alors la fortune. Il feignit de croire qu'un manque de courage, ou même la trahison, avaient seuls empêché de remplir sa mission un officier dont la bravoure personnelle était au-dessus de tout soupçon : « Villeneuve, écrivait-il à Decrès, le 4 septembre, est *un misérable qu'il faut chasser ignominieusement.* Sans combinaison, sans courage, sans intérêt général, *il sacrifierait tout pourvu qu'il sauve sa peau.* » Decrès ayant essayé de justifier son ami, reçut lui-même les éclaboussures de la colère du maître : « Je me dispense de vous dire

tout ce que je pense de la lettre que vous m'écrivez... Jusqu'à ce que vous ayez trouvé quelque chose de plausible, je vous prie de ne point me parler d'une affaire aussi humiliante et de ne pas me rappeler le souvenir *d'un homme si lâche*[1] *!* » Il joignait à ces injures d'amères récriminations sur tous les actes de Villeneuve, sans tenir aucun compte des circonstances qui les lui avaient dictés.

Ce qui prouve pourtant que cette colère était en partie jouée, et qu'au fond il savait à quoi s'en tenir sur la valeur de ces accusations, c'est que malgré des griefs dont le moindre était suffisant pour conduire Villeneuve devant un conseil de guerre, il le maintint dans son commandement. Le 14 septembre, il lui expédia l'ordre direct et formel de sortir de Cadix avec l'escadre combinée, de toucher à Carthagène pour rallier les vaisseaux espagnols qui s'y trouvaient, de se rendre ensuite à Naples pour appuyer le corps de Saint-Cyr et faire aux croisières anglaises de Malte le plus de mal qu'il se pourrait, et enfin, de se retirer sur Toulon. Afin de prévenir chez Villeneuve toute tentation d'éluder ces ordres, il ajoutait ces paroles significatives : « *Notre intention est que partout où vous trouverez l'ennemi en forces inférieures, vous l'attaquiez sans hésiter et ayez avec lui une affaire décisive*[2]. » Le lendemain, 15 septembre, voulant, non pas retirer, comme on l'a dit, son commandement à Villeneuve, mais rendre cet ordre plus impératif et plus pressant encore, il écrivit à Decrès : « d'envoyer un courrier

1. Napoléon à Decrès, 8 septembre.
2. Napoléon à Villeneuve, 14 septembre.

extraordinaire à Villeneuve pour lui prescrire de faire cette manœuvre; et ajoutait-il, comme son *excessive pusillanimité* l'empêchera de l'entreprendre, vous enverrez, pour le remplacer, l'amiral Rosily, qui sera porteur de lettres qui enjoindront à Villeneuve de se rendre en France, pour rendre compte de sa conduite.[1] »

La mission de Rosily était donc toute conditionnelle; elle n'avait d'autre caractère que celui d'une menace, en prévision du cas où Villeneuve serait peu disposé à exécuter les ordres de Napoléon, elle n'avait d'autre but que de le forcer à obéir. Decrès ne pouvait que transmettre ces ordres en les confirmant par ses propres prescriptions, en même temps qu'il envoyait Rosily en Espagne, ce qu'il fit. S'il jugeait devoir s'y refuser, il ne lui restait qu'à donner sa démission de ministre de la marine[2]. Mais la volonté de Napoléon au sujet de l'escadre de Cadix était tellement arrêtée, que le 2 novembre, au milieu de

1. Napoléon à Decrès, 15 septembre.

2. Notre histoire apologétique de l'Empire abonde sur ce point en erreurs de fait et de jugement.

« Napoléon, dit Thibaudeau, avait donné à Decrès *l'ordre formel* de rappeler Villeneuve en France et de faire partir Rosily pour le remplacer..,. Decrès ne fit point partir Rosily pour l'Espagne; il *donna l'ordre à son ami* Villeneuve de sortir de Cadix, etc. » — « Un successeur *avait été donné* à Villeneuve, dit Bignon. » — Quant à M. Thiers, il connaît mieux les faits, mais il reproche à Decrès « d'avoir livré les choses à elles-mêmes, au lieu de prendre sur lui *la responsabilité de les diriger*. » C'est à dire apparemment de désobéir à Napoléon. Mais c'est précisément là ce que cet historien reproche à Villeneuve, cela d'ailleurs lui avait si bien réussi! Il dit encore que les instructions de Villeneuve « *l'autorisaient* à sortir de Cadix. » Jamais au contraire ordres ne furent plus absolus, plus menaçants, plus péremptoires.

toutes les occupations que lui donnait la marche de son armée au cœur de l'Allemagne, il trouvait encore le temps de presser Decrès : « Que mes escadres partent ! lui écrivait-il, que rien ne les arrête ! je ne veux pas que mon escadre reste à Cadix ! »

Il y avait alors près de quinze jours que cette escadre n'existait plus.

Villeneuve avait trop souffert des reproches qui lui avaient été adressés pour s'y exposer une nouvelle fois. Sa conviction sur l'issue d'une rencontre avec la flotte anglaise n'avait pas changé, mais il avait maintenant à exécuter des ordres positifs, pressants, impossibles à éluder ; et ce n'était plus sur lui que pouvait retomber la responsabilité du désastre qu'il prévoyait. Avant d'obéir, il voulut toutefois, pour sa propre justification, autant que pour celle de ses compagnons sacrifiés comme lui, assembler un conseil de guerre composé des principaux officiers des deux nations. Les amiraux et contre-amiraux français et espagnols consultés par lui sur la situation de la flotte combinée, déclarèrent *à l'unanimité* : « que les vaisseaux des deux nations étaient la plupart *mal armés*, qu'une partie de leurs équipages ne s'était *jamais exercée à la mer*, qu'enfin ils n'étaient pas en état de rendre les services qu'on attendait d'eux. » Villeneuve expédia ce procès-verbal à Paris en y joignant une dernière supplication : « Je ne puis croire, écrivait-il à Decrès, que ce soit l'intention de Sa Majesté Impériale de vouloir livrer la majeure partie de ses forces navales à des chances si désespérées, et qui ne promettent pas même de la gloire à acquérir. » Mais Napoléon avait d'avance rendu toute remon-

trance inutile en faisant partir Rosily; car lors même que Villeneuve eût poussé l'abnégation jusqu'à attendre cet amiral pour lui remettre son commandement, avec la certitude de voir un sacrifice sublime transformé en acte de lâcheté, cette détermination n'eût point sauvé la flotte, puisque Rosily devait exécuter précisément les mêmes ordres et sans aucun délai. Averti à temps de l'arrivée prochaine de Rosily, et certain que son remplacement par cet amiral, qui lui était d'ailleurs très-inférieur à tous égards, ne changerait rien au denoûment, Villeneuve n'hésita plus dès lors à se précipiter dans le gouffre où il devait trouver tout au moins la réhabilitation de son honneur outragé : « Je serais heureux, écrivit-il à Decrès, de céder à Rosily la première place, si du moins il m'était donné d'accepter la seconde; mais il serait trop affreux de perdre toute espérance d'avoir une occasion de montrer que j'étais digne d'un meilleur sort. » Il commença sur le champ ses préparatifs pour se porter au devant de la flotte anglaise.

Nelson qui commandait l'escadre anglaise devant Cadix, avait d'abord trente-quatre vaisseaux sous ses ordres; il en avait donné un à son collègue Calder pour le ramener en Angleterre, il en avait ensuite envoyé six autres se ravitailler à Tétouan et à Gibraltar. Villeneuve disposait de trente-trois vaisseaux, il en avait donc six de plus que son illustre adversaire, sans compter cinq frégates et deux bricks; mais la plupart de ces bâtiments étaient incapables d'opérer une manœuvre tant soit peu compliquée, surtout en face de l'ennemi; une partie de leurs matelots, principalement les Espagnols, n'avaient jamais vu la mer, et

tous étaient d'une complète inexpérience dans ce qui constitue la principale force d'un vaisseau de guerre, c'est-à-dire le service de l'artillerie. Ni la connaissance des manœuvres, ni la précision et la justesse du tir ne peuvent s'acquérir dans l'intérieur d'un port; on put constater dans la bataille même de Trafalgar, que les artilleurs anglais tiraient alors près d'un coup par minute, tandis que les nôtres mettaient entre chaque décharge plus de trois minutes d'intervalle[1]; les premiers tiraient en plein bois et dans la coque, ce qui dès le début de l'action désorganisait les batteries de l'ennemi, tandis que les seconds, fidèles à la vieille routine, visaient à démâter et tiraient dans le gréement, ce qui exigeait une expérience et une adresse qu'ils n'avaient pas.

Dès le 10 octobre, Nelson prévoyant la prochaine sortie de Villeneuve, avait adressé à sa flotte le célèbre ordre du jour dans lequel il exposait à ses officiers le plan de bataille qu'il devait suivre exactement, sauf quelques modifications adoptées sur le terrain. Persuadé que Villeneuve serait forcé de se présenter à lui avec ses vaisseaux rangés sur une seule ligne, selon les règles de l'ancienne tactique, il avait résolu d'aborder la flotte française non avec une ligne parallèle, mais avec deux colonnes qui gouverneraient sur elle à angle droit, sauf à se déployer plus tard « de façon à ce que l'ordre de marche pût être en même temps l'ordre de combat. » La première de ces colonnes se porterait sur le centre où devait se trouver notre vaisseau amiral, tandis que la seconde se jet-

1. Amiral Jurien de La Gravière : *Guerres maritimes.*

terait sur l'arrière-garde. Ces deux points investis successivement par toute la flotte anglaise, se trouveraient ainsi enveloppés et séparés du reste de l'armée, et on aurait le temps de réduire ou d'anéantir toute cette partie de l'escadre combinée avant que l'autre pût venir à son secours. Il réservait la part la plus facile de cette double tâche à son collègue et ami Collingwood, qui devait avoir sur notre arrière-garde une telle supériorité de forces, qu'une partie de ses vaisseaux deviendrait promptement disponible pour aider Nelson dans la lutte inégale qu'il allait engager contre le reste de notre flotte. L'amiral terminait ses instructions par cette belle recommandation dont le principe est vrai sur tous les champs de bataille, sur terre comme sur mer : « Quant aux capitaines qui pendant le combat, ne pourront apercevoir les signaux de l'amiral, ils ne peuvent mal faire dès qu'ils placent leur vaisseau bord à bord avec un vaisseau ennemi. »

Ces paroles étaient la traduction exacte de celles que dans le même moment Villeneuve adressait à l'escadre combinée : « Tout capitaine qui n'est pas au feu n'est pas à son poste, disait-il de son côté ; et un signal pour le rappeler serait pour lui une tache déshonorante. » Villeneuve avait en partie prévu la manœuvre que méditait de lui opposer Nelson, mais il ne pouvait songer à adopter une nouvelle tactique avec des vaisseaux dont quelques-uns allaient appareiller pour la première fois, et qui étaient tout au plus capables de se conformer à l'ancienne. Il résolut donc de s'en tenir à une méthode éprouvée qui laissait du moins à chaque vaisseau toute sa valeur, et qui eût

eu d'ailleurs ses avantages vu le système adopté par Nelson, si notre infériorité accablante ne nous avait pas placés dans une situation où toutes les méthodes étaient forcément défectueuses. Après avoir achevé ses préparatifs avec le calme et la résolution d'un homme pour qui un parti même désespéré était devenu un bienfait, Villeneuve sortit de Cadix le 20 octobre, se dirigeant du nord au sud, à la rencontre de Nelson, qui croisait au large, à la hauteur du détroit de Gibraltar. Nelson averti par une frégate, se mit aussitôt en marche pour nous rejoindre. Pendant la nuit, les deux flottes se rapprochèrent sensiblement, éclairant leur route avec des feux de Bengale. Le 21 octobre, à la pointe du jour, notre flotte découvrit l'ennemi à environ deux lieues et demie à l'ouest, position qui lui donnait sur nous l'avantage du vent, car le vent soufflait de l'ouest. On apercevait au sud-est, à une distance de quatre lieues, le cap Trafalgar. Villeneuve fit aussitôt le signal de former la ligne de bataille; il y rangea en avant-garde les vaisseaux de Gravina qui avaient jusque-là formé une escadre d'observation, ne voulant pas, sans doute, qu'un corps séparé pût invoquer un prétexte quelconque pour ne pas combattre, comme cela s'était vu tant de fois dans nos batailles navales. Il plaça à l'arrière-garde le contre-amiral Dumanoir, et lui-même prit position au centre. Cette longue ligne, formée de trente-trois vaisseaux, marchait ainsi du nord au sud, le cap sur Gibraltar, pendant que l'armée de Nelson s'avançait de l'ouest sur deux colonnes.

A la direction même que prenait l'escadre ennemie, l'œil exercé de Villeneuve ne tarda pas à péné-

trer le plan de Nelson. Il comprit qu'en portant le plus gros de ses forces sur notre arrière-garde, son adversaire n'avait pas seulement pour but de l'isoler afin de la détruire plus facilement, mais qu'il songeait en même temps à nous couper notre retraite sur Cadix[1]. Il fit aussitôt virer de bord à sa flotte, qui se trouva ainsi avoir le cap sur Cadix au lieu de l'avoir sur Gibraltar, en sorte que l'avant-garde devînt l'arrière-garde et réciproquement. Par suite de ce mouvement de conversion, notre flotte gardait sa retraite sur Cadix, et les points d'attaque des colonnes anglaises portant sur une ligne qui se mouvait non plus du nord au sud mais du sud au nord, furent nécessairement changés à notre avantage. Dejà les deux colonnes s'approchaient avec une vitesse ralentie par la faiblesse du vent, ayant à leur tête leurs deux vaisseaux amiraux, *le Victory* que montait Nelson, et *le Royal-Sovereign* qui portait le pavillon de Collingwood. Chacun d'eux s'avançait toutes voiles déployées, à une grande distance en avant des trois ponts qui venaient le plus près derrière lui, comme pour s'offrir seul aux coups de toute notre flotte. Cette magnifique audace, objet d'admiration pour ceux mêmes qui allaient en être les victimes, a été souvent blâmée comme contraire à toutes les règles de la tactique navale : il est certain qu'à égalité de forces, elle n'eût eu d'autre résultat que d'exposer le vaisseau ainsi isolé à être écrasé de feux par la flotte ennemie avant l'arrivée du reste de la colonne; mais elle était justifiée par notre faiblesse, que Nelson connaissait aussi bien que Villeneuve, et par

1. Rapport de l'amiral Villeneuve, en date du 5 novembre.

cela même elle était un trait de génie. Il agissait avec la certitude de sa supériorité, confiant en ses forces comme un géant qui aurait à lutter contre des nains. Avec les avantages qu'il avait sur nous, les précautions ordinaires de la tactique n'étaient pour lui qu'une perte de temps et une gêne inutile; on ne pense ni aux règles ni aux ruses de guerre quand on n'a qu'à étendre le bras pour abattre son ennemi.

La manœuvre de Villeneuve avait forcé Nelson à renoncer à couper la retraite à toute la flotte combinée; il voulut tout au moins la couper à notre centre et à l'escadre de Gravina devenue l'arrière-garde. Pour y parvenir, il se décide à percer notre ligne au centre vers le point où se trouve notre vaisseau amiral *le Bucentaure*; il laisse à son ami Collingwood le soin d'envelopper et de réduire les vaisseaux de Gravina. Quant à notre avant-garde commandée par Dumanoir, il la néglige dans la conviction qu'elle n'arrivera pas au combat en temps opportun. Toutes ses dispositions prises, Nelson descend dans sa cabine, il écrit à genoux sur son journal une courte prière dans laquelle il demande à Dieu la victoire en le suppliant « de ne pas permettre qu'aucun Anglais oublie les droits sacrés de l'humanité; » puis il ajoute à son testament le codicille dans lequel il recommande à l'Angleterre la femme que son amour a immortalisée, ainsi que sa fille Horatia Nelson; cela fait, il remonte sur le pont; il adresse à son escadre le fameux signal dont l'héroïque simplicité électrisa ses marins : « l'Angleterre compte que chacun fera son devoir. »

Il était alors près de midi. *Le Royal-Sovereign* de Collingwood arrivait toutes voiles déployées sur notre

ligne, vers le point où l'arrière-garde se rattachait au centre, avec près de vingt minutes d'avance sur la colonne dont il formait la tête. Il essuie le feu croisé des vaisseaux de Gravina sans y répondre et sans ralentir sa marche, jusqu'au moment où perçant notre ligne entre *le Fougueux* et *le Santa-Anna*, il fait feu de ses trois étages de canons sur la poupe de ce dernier vaisseau. Cette effroyable décharge a mis d'un seul coup quatre cents hommes hors de combat. *Le Fougueux* qui a reçu en même temps sa bordée de tribord sans en souffrir autant, s'attache aussitôt à lui, avec quatre autres vaisseaux, pour lui faire lâcher sa proie ; mais *le Royal-Sovereign* soutient sans désavantage cette lutte inégale, et bientôt *le Belleisle* et les autres trois-ponts de la colonne de Collingwood viennent le soutenir en pénétrant à leur tour dans la brèche qu'il a ouverte.

Pendant ce temps, Nelson s'était élancé sur notre centre à la tête de la colonne gauche. Comme *le Royal-Sovereign*, *le Victory* avait essuyé le feu de toute notre escadre sans en éprouver de fortes avaries. Résolu à la fois à combattre corps à corps *le Bucentaure* que montait Villeneuve, et à faire dans notre ligne une seconde trouée pareille à la première, Nelson avait d'abord fait diriger son vaisseau sur l'avant du *Bucentaure*, où Villeneuve avait tout fait préparer pour un combat à l'abordage; mais trouvant la ligne impénétrable sur ce point, grâce à la présence de *la Santissima-Trinidad*, il change brusquement de direction, il passe derrière *le Bucentaure*, en vomissant sur lui plusieurs décharges successives qui fracassent son arrière, démontent ses canons, couvrent son pont de

morts et de blessés. Il s'avance ensuite vers *le Redoutable*, laissant aux navires qui viennent derrière lui le soin d'achever la défaite du *Bucentaure*. *Le Redoutable* était commandé par le capitaine Lucas, un des officiers les plus intrépides de la flotte française; il était très-inférieur en artillerie au *Victory*, mais celui-ci avait déjà perdu plus de cinquante hommes de son équipage, et les deux vaisseaux s'étant accrochés bord à bord, l'artillerie ne pouvait plus jouer dans ce combat qu'un rôle très-secondaire. Les hunes du *Redoutable* sont garnies de tirailleurs, *le Victory*, qui en est dépourvu, répond faiblement à cette fusillade meurtrière; ses marins tombent en foule sans pouvoir riposter à des ennemis invisibles; son pont est inondé de sang et jonché de cadavres. Calme au milieu de cette scène de boucherie, Nelson en grande tenue d'amiral et paré de tous ses ordres se promenait sur le gaillard d'arrière avec le capitaine Hardy, encourageant de sa présence les défenseurs du *Victory*. Tout à coup il chancelle, et s'affaisse sur lui-même. Une balle partie des hunes du *Redoutable*, après lui avoir traversé l'épaule et la poitrine, lui avait brisé l'épine dorsale. Le capitaine désespéré se précipite pour le relever : « C'est fait de moi, Hardy, lui dit Nelson, ils y ont enfin réussi ! »

Le capitaine Lucas ignore quelle perte immense il vient de faire éprouver à l'Angleterre, mais il voit le pont du *Victory* presque entièrement dégarni de combattants, et juge le moment venu de s'élancer à l'abordage. Mais la haute muraille du *Victory*, vaisseau à trois ponts, qui domine *le Redoutable*, rend l'escalade difficile, et les artilleurs anglais accourus sur le pont de

leur navire, repoussent ce premier assaut. Lucas s'apprête à leur en livrer un second au moyen d'une de ses vergues qu'il jette comme un pont entre les deux bâtiments; mais au moment où sa colonne d'assaut s'y précipite, *le Téméraire* accouru au secours du vaisseau amiral britannique, prend *le Redoutable* par le travers et d'une seule bordée renverse deux cents hommes; il répète aussitôt sa manœuvre, foudroie de nouveau *le Redoutable*, le démâte, le crible de boulets et en un instant change tellement la fortune du combat, que l'héroïque capitaine est réduit à se rendre, après avoir perdu cinq cent vingt-deux hommes tués ou blessés.

Vers le même moment, *la Santa Anna*, ayant perdu tous ses mâts et une grande partie de son équipage, se rendait au *Royal-Sovereign*. L'action était engagée depuis une heure et demie à peine, et notre ligne était percée au centre et à l'arrière-garde par deux grandes trouées, par lesquelles les deux colonnes anglaises avaient passé tout entières pour nous prendre ensuite à revers, chaque vaisseau choisissant son adversaire d'après l'ordre de marche, et ne lâchant prise qu'après l'avoir enlevé ou détruit.

Notre avant-garde, sous les ordres de Dumanoir, était restée intacte. En se conformant à l'esprit des instructions de Villeneuve, qui prescrivaient avant tout à nos vaisseaux d'accourir au feu comme à leur vrai poste, cet officier aurait dû rabattre son corps d'armée sur la colonne de Nelson à mesure qu'elle avançait sur notr centre; il n'exécuta son mouvement que très-tard, sur l'ordre exprès de Villeneuve, et, avec une extrême lenteur, soit qu'il fût contrarié par le calme, ainsi

qu'il l'allégua plus tard dans son *mémoire justificatif*, soit qu'il jugeât dès lors que cette manœuvre le perdrait lui-même sans sauver le reste de la flotte. Compromise en effet dès le commencement par le succès de la trouée de Nelson, notre flotte avait vu se renouveler sur plusieurs points à la fois et avec une aussi fâcheuse issue, le duel du *Victory* avec *le Redoutable* et du *Royal-Sovereign* avec *la Santa-Anna*. Partout nos marins avaient combattu avec une admirable intrépidité, mais partout aussi leur inexpérience avait trahi leur courage, et ils avaient été écrasés par la supériorité de leurs adversaires dans la manœuvre et le service de l'artillerie. On avait vu *le Fougueux*, commandé par un des officiers les plus braves de l'armée, le capitaine Baudoin, succomber en quelques minutes, foudroyé, anéanti par les formidables batteries du *Téméraire*. Presque en même temps, Magon était tué sur *l'Algésiras* incendié, dont toute la mâture s'écroulait avec fracas, pendant que les Anglais s'élançaient à l'abordage au milieu des flammes. A l'arrière-garde où les vaisseaux espagnols se trouvent en plus grand nombre, Gravina est blessé à mort sur son vaisseau-amiral; *le San-Juan-Nepomuceno*, *le Monarca*, *l'Argonauta* succombent successivement sous les coups de la division de Collingwood, et, après eux, huit vaisseaux se rendent à l'ennemi; le reste se retire lentement du champ de bataille pour rentrer à Cadix. Au centre, *le Bucentaure* tenait encore avec *la Santissima-Trinidad*. Le malheureux Villeneuve, qui voyait avec douleur se réaliser le désastre qu'il avait tant prédit, espérait n'y pas survivre; mais il faut qu'il y assiste jusqu'au bout, la mort ne veut pas de lui.

Placé sur le point même par où pénétrait la colonne de Nelson, il essuie successivement le feu de onze vaisseaux anglais [1], qui lui tuent ou blessent près de trois cents hommes; tous ses mâts sont tombés les uns après les autres, et en tombant, ils ont obstrué la batterie de tribord, la seule par laquelle il pût faire du mal à l'ennemi. Toute résistance devenant alors inutile, il veut faire mettre à flot une embarcation pour se rendre à bord d'un autre navire et continuer le combat, mais ses canots ont été écrasés par la chute de la mâture; il fait héler *la Santissima-Trinidad* pour lui en demander un; ses cris se perdent dans l'horrible tumulte de cette scène de destruction; il se rend aux Anglais pour sauver le reste de son équipage.

L'action était presque terminée, lorsqu'une épouvantable détonation fit tressaillir les plus résolus; c'était *l'Achille* qui venait de sauter à demi dévoré par les flammes, après avoir refusé jusqu'au bout d'amener son pavillon. Il était environ cinq heures et demie. Des trente-trois vaisseaux de la flotte française, dix-huit étaient aux mains des Anglais, onze se retiraient péniblement sur Cadix, quatre autres se dirigeaient au large conduits par Dumanoir, qui ne les déroba à ce champ de carnage que pour les faire tomber, le 5 novembre suivant, dans une croisière anglaise à laquelle il dut se rendre après une courageuse résistance. Les Français avaient perdu plus de sept mille hommes, les Anglais à peine le tiers; mais ce triomphe, quelque glorieux qu'il fût pour eux, n'en était pas moins cruelle-

1. Rapport du major général Contamine.

ment acheté, car ils le payaient de la vie de leur plus grand homme de guerre, et la désolation des vainqueurs égalait le désespoir des vaincus[1].

Le héros mourant put encore sourire à sa dernière victoire. Il semblait retenir avec effort la vie qui lui échappait, afin d'assister à notre défaite. Déjà en proie à l'agonie, on le vit se réveiller tout à coup au bruit des hourras qui saluèrent la chute du *Bucentaure;* il fait venir une première fois le capitaine Hardy, et se soulevant à demi sur sa couche : « Eh bien ! lui dit-il, la journée est-elle à nous? » et sur l'assurance que lui donne son ami, un long soupir s'échappe de sa poitrine oppressée. Il lui recommande alors de faire mouiller la flotte avant la nuit, car dès le matin il avait prévu une tempête, puis l'attirant vers lui : « Hardy, lui dit-il d'une voix faible, je suis un homme mort... encore quelques instants et c'est fini... écoutez Hardy, quand je ne serai plus, coupez mes cheveux et portez-les à ma chère lady Hamilton... et ne jetez pas mon pauvre corps à la mer! »[2]. Quand la bataille est terminée, Hardy revient vers le mourant; il lui apprend toute la grandeur du triomphe; un dernier rayon brille dans le regard de Nelson : « Grâce à Dieu, murmure-t-il, j'ai fait mon devoir, » et quelques instants après il expire au milieu des sanglots des assistants.

Le soir, la mer soulevée par une affreuse tourmente, engloutit une partie des vaisseaux capturés par les

1. Le rapport de Collingwood (en date du 22 octobre *aux lords de l'Amirauté*) rend pleinement justice à Villeneuve et à la bravoure *hautement honorable* de nos officiers. (*Annual Register*, 1805.)

2. Robert Southey : *Life of Nelson:*

Anglais; et trois de ceux des nôtres qui gagnaient Cadix furent brisés sur des rochers, tout près du port. Huit navires échappèrent seuls au désastre; ils restèrent bloqués à Cadix jusqu'à l'époque où ils tombèrent au pouvoir des insurgés espagnols. Ainsi finit cette sinistre journée de Trafalgar, dans laquelle tant de nobles vies furent sacrifiées à l'aveugle et perverse infatuation d'un seul homme. Tous ces flots de sang avaient été répandus non-seulement sans nécessité, mais sans même un prétexte. Cette immense hécatombe n'avait eu d'autre cause qu'une bravade, un caprice et la blessure d'orgueil qu'avait ressentie Napoléon pour avoir un instant subi la prudente détermination de Villeneuve. Il voulut qu'un profond silence ensevelît jusqu'au souvenir de l'horrible catastrophe qu'il venait d'attirer sur la France. Loin de reconnaître qu'il s'était trompé et de chercher à réparer les maux qu'il avait faits, il prit en haine les témoins de ce démenti infligé à l'infaillibilité de son génie, et ne pouvant songer à faire disparaître le petit nombre de victimes qui avaient survécu au désastre, il s'efforça, autant qu'il était en lui, d'effacer toute trace de leur glorieuse infortune. Il dissimula honteusement leur défaite qui était la sienne; il organisa contre eux la conspiration de l'ingratitude et de l'oubli; il confondit dans la même disgrâce les héros avec les lâches, et n'eut pas une seule récompense pour tant de traits éclatants, pas une consolation pour un malheur si peu mérité, lui qui parlait sans cesse d'honneur et de vertu militaire!

A quelque temps de là, dans les premiers jours d'avril 1806, Villeneuve, relâché sur parole par les

Anglais qui l'avaient traité avec tous les égards que méritaient son courage et son malheur, débarquait obscurément à Morlaix. Le rapport qu'il avait adressé le 5 novembre précédent, à bord de la frégate anglaise *l'Euryalus*, au ministre de la marine sur la bataille de Trafalgar, se terminait par ces paroles touchantes : « Quant à moi, pénétré de toute l'étendue de mon malheur et de toute la responsabilité que comporte un si grand désastre, je ne désire rien tant que d'être bientôt à même d'aller mettre aux pieds de S. M. ou la *justification* de ma conduite, ou la *victime* qui doit être immolée, non à l'honneur du pavillon qui, j'ose le dire est resté intact, mais aux mânes de ceux qui auraient péri par mon imprudence, mon inconsidération ou l'oubli de quelqu'un de mes devoirs. » C'était cette justification que Villeneuve apportait, et jamais homme écrasé par une implacable fatalité n'y avait eu plus de droits que lui; mais on ne voulait que de la victime; car si Villeneuve était innocent, qui donc était le coupable? Il alla jusqu'à Rennes, et là, il attendit dans une chambre d'auberge la réponse de Decrès à une lettre qu'il lui écrivit pour le prévenir de sa prochaine arrivée à Paris et de son intention d'en appeler à la justice de l'empereur. Ce que fut cette réponse il est trop facile de le deviner. Decrès estimait son ancien ami, mais il était courtisan et ne se souciait pas de se compromettre pour le défendre. Le 22 avril, on trouva Villeneuve étendu sans vie dans sa chambre et frappé de six coups de couteau dans les régions du cœur; la lame enfoncée d'une main sûre était encore tout entière dans la blessure. Ce fut là sa seule réplique à l'ignoble insulte

de celui qui avait écrit que Villeneuve « *sacrifierait tout pourvu qu'il sauvât sa peau.* » Jusqu'au dernier moment il n'avait accusé que sa destinée. Sur la table se trouvait une lettre qu'il adressait à sa femme : « Ma tendre amie, comment recevras-tu ce coup? hélas! je pleure plus sur toi que sur moi... seul ici, frappé d'anathème par l'empereur, repoussé par son ministre qui fut mon ami, chargé d'une responsabilité immense dans un désastre qui m'est attribué et auquel la fatalité m'a entraîné, je dois mourir!... Vis tranquille, emprunte les consolations des doux sentiments de religion qui t'animent; mon espérance est que tu y trouveras un repos qui m'est refusé. Adieu, sèche les larmes de tous ceux auxquels je puis être cher. Je voulais finir, je ne puis. *Quel bonheur que je n'aie aucun enfant pour recueillir mon horrible héritage et qui soit chargé du poids de mon nom!* Ah je n'étais pas né pour un pareil sort, je ne l'ai pas cherché, j'y ai été entraîné malgré moi. Adieu, adieu... »

Les sinistres impressions qu'avaient fait naître la mort de Pichegru et la sanglante tragédie de Vincennes étaient encore si mal effacées, qu'on ne voulut pas croire au suicide de Villeneuve. On raconta que sur l'ordre de Decrès et à l'instigation de Napoléon, Magendie, le capitaine du *Bucentaure*, qui était revenu d'Angleterre en même temps que Villeneuve, avait consenti à se charger du meurtre; et ces rumeurs furent si persistantes, qu'après la chute de l'Empire, Magendie écrivit sous le titre de *Notice nécrologique sur Villeneuve*, un véritable mémoire justificatif pour repousser cette imputation calomnieuse. Aux attestations concluantes qu'il invoquait pour lui-même et

pour Decrès, il joignit les témoignages les plus honorables et les plus touchants pour la mémoire *du cher et bon amiral*[1].

Peu de temps auparavant déjà, la mort du capitaine Wright avait donné naissance à des bruits analogues. Ces bruits étaient probablement faux, mais par cela seul que le régime impérial n'offrait aucun moyen légal d'éclaircir la vérité, par cela seul qu'il rendait toute publicité et tout contrôle impossibles, les soupçons devenaient légitimes, et l'historien n'a pas le droit de les passer sous silence, car ils peignent mieux que toute autre circonstance l'état de défiance et d'intimidation où se trouvait la nation vis-à-vis de son gouvernement. Wright était ce capitaine de la marine anglaise, qui avait débarqué Georges et ses compagnons à la falaise de Biville. Tombé depuis dans nos mains à la suite d'un naufrage, Bonaparte l'avait fait enfermer au Temple et traiter comme un complice de la conspiration, bien que le capitaine n'eût fait qu'obéir aux ordres de son gouvernement, comme tout militaire eût agi à sa place. Interrogé lors du procès de Moreau, il avait invoqué sa consigne d'officier de marine et demandé à être traité en prisonnier de guerre, en déclinant toute explication au sujet des ordres qu'il avait reçus. Wright était un marin des plus distingués; il avait été le compagnon de Sidney Smith à Saint-Jean d'Acre; il était resté son ami intime; il avait été insulté en plusieurs occasions par le *Moniteur*, comme le dernier des assassins, et dans ses conversations comme dans sa corres-

1. Lettre du capitaine Infernet à Magendie.

pondance, Bonaparte n'avait jamais parlé de lui qu'avec les expressions de la haine la plus violente. Voilà tout ce que le public pouvait savoir au sujet de Wright, lorsque le 26 octobre 1805 on le trouva mort dans sa prison. Il avait la gorge coupée, à côté de lui était un rasoir et un numéro du *Moniteur* contenant le récit de la capitulation d'Ulm, nouvelle qu'on donna comme la cause déterminante du suicide. On remarqua que ce numéro du *Moniteur* rappelait beaucoup trop le Sénèque qui avait figuré dans la mise en scène de la mort de Pichegru. Sidney Smith, dans l'enquête approfondie qu'il ouvrit plus tard sur la fin tragique de son ami[1], rassembla et mit en lumière une foule de circonstances des plus suspectes. Pendant toute la soirée qui avait précédé son prétendu suicide, Wright, loin de montrer aucune tristesse, avait joué de la flûte jusqu'à une heure avancée ; le coup de rasoir avait été porté avec tant de force que la tête était presque séparée du tronc, et chose plus étrange encore, le rasoir avait été refermé après le coup ; le bras droit du capitaine, au lieu d'être à découvert, comme son action le supposait, était étendu le long du corps ; le sang dont le plancher était couvert avait été piétiné ; on avait entendu pendant la nuit des cris et comme le bruit d'une lutte ; enfin Wright avait maintes fois annoncé à ses compagnons et entre autres au capitaine Wallis qui était détenu avec lui, qu'on lui préparait le sort de Pichegru, mais qu'en aucun cas on ne devait croire à son suicide. Tous ces faits furent établis par des dépositions circonstanciées, qu'on a toutefois le droit

1. *Naval Chronicle*, 1816, vol. 36.

de révoquer en doute comme faites, pour la plupart, plus de dix ans après l'événement.

En dépit de ces apparences accusatrices, on peut dire que le meurtre du capitaine Wright n'est pas vraisemblable. Et si nous en venons à cette conclusion, ce n'est nullement parce que le jour même de la mort de Wright, le 26 octobre 1805, Napoléon écrit à Fouché : « *Faites mettre au cachot ce misérable assassin Wright qui a voulu s'échapper du Temple*[1], » car ce mot aurait pu être écrit, comme tant d'autres, dans le simple but de tromper la postérité. Notre opinion se fonde sur cette présomption plus sûre qu'il n'avait aucun intérêt à commettre une action aussi atroce. Il n'est d'ailleurs nullement impossible que Fouché l'ait prise sur lui par excès de zèle; et Napoléon a lui-même posé cette hypothèse à Sainte-Hélène[2], en la résolvant il est vrai, par la négative : « Fouché, dit-il, n'aurait pas osé, parce qu'il savait que je l'aurais fait pendre s'il avait eu cette hardiesse.... *pour que Wright fût mis à mort secrètement, il eût fallu mes ordres et non ceux de Fouché*.... Au reste, ajoutait-il, mon esprit était alors occupé de si grands objets que j'avais trop peu de temps pour penser à un pauvre capitaine anglais. » L'extrait cité plus haut montre que ce dernier argument n'est nullement fondé. Est-il plus admissible que Fouché se serait exposé à être pendu en devançant quelque peu la justice de son maître à l'égard « de ce misérable assassin Wright? » Napoléon raconte lui-même qu'il était décidé à « faire juger et exécuter le

1. *Correspondance.*
2 O'Méara.

capitaine pour avoir débarqué des assassins et des espions sur les côtes de France[1], » et il aurait fait pendre Fouché pour avoir si bien deviné et prévenu ses intentions? Il est au moins permis d'en douter. Quand le lendemain du complot de la machine infernale, Fouché lui avait livré cent cinquante jacobins envoyés, au delà des mers, à une mort lente mais certaine à l'occasion d'un crime qu'ils n'avaient pas commis, avait-il fait pendre Fouché? Avant d'y penser, il eût dû commencer par un autre coupable. Quoi qu'il en soit, l'impression produite à Paris par ce nouveau suicide, peut se résumer dans le mot spirituel qui courut alors : « Ce Bonaparte est vraiment malheureux, tous ses ennemis lui meurent dans les mains ! »

Il est temps de raconter le dénoûment de l'étonnante campagne dont le premier acte avait été marqué par le coup de foudre d'Ulm, et le second par l'occupation de Vienne. Napoléon avait quitté cette capitale vers le milieu de novembre; il s'était avancé en Moravie jusqu'à Brünn, place forte d'une grande importance, mais dégarnie de troupes, et qu'il put occuper sans coup férir, grâce à l'imprévoyance et à l'incurie autrichiennes. L'armée des coalisés était massée à quinze lieues de là, vers Olmütz, où Kutuzoff avait enfin réussi à opérer sa jonction avec l'armée d'Alexandre. Elle formait, d'après des relevés officiels, un nombre total de 82 000 hommes, sur lesquels 14 000 Autrichiens seulement[2]. Elle était composée de

1. O'Méara, à la date du 17 septembre 1817.

2. Danilewski. C'est également le chiffre indiqué par Berthier dans une lettre du 3 décembre à Masséna : *Mémorial du Dépôt de*

bonnes troupes, nullement démoralisées, car Kutuzoff, bien que forcé de battre en retraite devant des forces d'une supériorité écrasante, nous avait tenu tête à Amstetten, à Dürrenstein, à Hollabrünn, avec une solidité qui lui faisait le plus grand honneur.

Cette armée avait un tel intérêt à gagner du temps avant d'attaquer Napoléon, que ses opérations sont encore une énigme. Des renforts importants, conduits par le général Béningsen, étaient en marche pour la rejoindre; le délai d'un mois, au terme duquel la Prusse devait mettre en mouvement ses armées, était à la veille d'expirer, et c'étaient cent vingt mille hommes de plus pour la coalition; l'armée anglo-suédoise allait se porter du Hanovre sur la Hollande découverte; l'archiduc Charles était arrivé en Hongrie où il réparait ses pertes et se préparait à reprendre l'offensive; enfin Napoléon, en présence du danger imminent auquel l'exposaient ces éventualités, avait suspendu sa marche en avant; il avait senti que sa position, à une si grande distance de sa base d'opérations, était déjà fort aventurée. Selon toutes les probabilités, une simple temporisation de la part des Austro-Russes l'eût, en fort peu de temps, contraint à un mouvement rétrograde, sous la double nécessité de se concentrer et de conserver sa ligne de retraite. La lutte étant reprise dans ces conditions nouvelles, sa perte était presque infaillible, car il allait se trouver pris entre trois armées considérables, avec des forces réduites; et si deux de ces armées s'étaient donné la

la guerre. Quant aux Bulletins de Napoléon ils sont, sur ce point, d'une complète inexactitude.

main en Hongrie, comme Kutuzoff le proposait, elles lui eussent opposé une masse difficile à entamer.

C'étaient là autant de raisons impérieuses d'éviter toute rencontre avec Napoléon, avant que les événements attendus se fussent réalisés. Il n'est pas aisé, même aujourd'hui, d'expliquer les motifs qui poussèrent les coalisés à agir quand ils avaient tout à gagner à l'expectative. Il a été constaté, il est vrai, que l'armée austro-russe manquait de vivres à Olmütz, mais il lui était facile de s'en procurer ailleurs, et rien ne l'obligeait à garder cette position. Elle avait même un intérêt capital à se rabattre sur la Hongrie, pour s'y réunir aux 80 000 hommes de l'archiduc Charles. Mais Alexandre, qui avait commis une première faute en venant, malgré les remontrances de ses amis les plus sages[1], au milieu de son armée, où sa présence devait avoir pour effet de paralyser des généraux braves mais serviles, était tombé sous l'influence du général d'état-major Weyrother, homme vaniteux et incapable, grand faiseur de plans, qui avait été le conseiller de l'archiduc Jean à Hohenlinden. Alexandre était d'ailleurs entouré de jeunes gens pleins d'ardeur, de courage et d'illusions, impatients de se distinguer sous les yeux de leur souverain, et qui ne parlaient qu'avec le plus profond mépris du système dilatoire proposé par Kutuzoff, par l'empereur d'Autriche, par les chefs les plus expérimentés de l'armée. Des divisions assez graves survenues entre les Autrichiens et les Russes, à la suite du mal-

1. Le prince Czartoryski à Alexandre, avril 1806. *Correspondance* publiée par Ch. de Mazade.

heureux début de la campagne, contribuaient encore à faire désirer aux uns et aux autres une prompte reprise d'hostilités, où chacun espérait trouver sa justification.

Napoléon eut connaissance de cet état de choses, et en tira parti avec une merveilleuse habileté. Il avait d'abord reçu avec beaucoup de hauteur MM. de Stadion et Giulay, que l'empereur d'Autriche avait envoyés à son camp pour lui faire des ouvertures; il se ravisa presque aussitôt en apprenant que la Prusse était sur le point de se joindre à ses adversaires; il devint aussi communicatif qu'il avait été jusque-là hautain et défiant. Le 25 novembre, il dépêche Savary au camp des coalisés avec une lettre de compliments pour l'empereur Alexandre, et avec la mission secrète d'observer attentivement l'armée ennemie, tout en sondant le terrain pour une négociation. Savary est reçu avec courtoisie, mais très-froidement; il ne rapporte à son maître qu'une lettre sèche et évasive qui est adressée non à l'empereur, mais *au chef du gouvernement français*[1]. Napoléon, si chatouilleux sur ce point, ne s'en formalise nullement, il veut se montrer supérieur aux minuties d'une vaine étiquette; il n'en devient que plus prévenant. Savary retourne immédiatement à Olmütz pour proposer une entrevue entre Napoléon et le trop confiant Alexandre : par la même occasion il complétera ses études sur l'armée austro-russe. Savary, qui avait les yeux et les oreilles d'un futur ministre de la police, observe le nombre et les dispositions de l'armée, il fait causer les aides de

1. *Mémoires* du duc de Rovigo.

camp, il prend note de la confiance téméraire qui anime les jeunes officiers. Du reste, Alexandre refuse l'entrevue, mais il consent à envoyer à Napoléon son aide de camp, le prince Dolgorouki. Napoléon n'avait garde de laisser prendre au prince le rôle d'observation que Savary avait rempli auprès d'Alexandre ; il le reçoit à ses avant-postes et ne lui laisse voir de son armée que juste ce qu'il faut pour le tromper. Quelques jours auparavant, un escadron de notre avant-garde avait été surpris et enlevé à Wischau. Dolgorouki trouve nos troupes se repliant sur tous les points pour se concentrer dans les positions longtemps étudiées à l'avance, vers lesquelles Napoléon voulait attirer l'armée austro-russe. Resserrées sur un espace étroit, séparées encore du corps de Bernadotte et de la division Friant qui ne devaient arriver qu'au dernier moment, occupées ostensiblement à élever des retranchements sur divers points comme si elles craignaient d'être attaquées, elles ne pouvaient frapper les yeux du prince que par la faiblesse apparente de leur effectif et par leur attitude timide et contrainte[1].

Après les compliments d'usage, Dolgorouki aborda sans plus de précautions oratoires l'objet de sa mission. Napoléon a rapporté l'entretien avec sa mauvaise foi habituelle, et en assaisonnant son récit des insultes qui lui étaient familières envers tous les hommes chez lesquels il avait rencontré quelque fermeté. Il a raconté dans ses bulletins que ce *freluquet* avait été jusqu'à lui proposer la cession de la Belgique. Il

1. *Trentième Bulletin.*

n'avait jamais été question de redemander la Belgique à la France, et le moment eût été bien mal choisi pour mettre en avant une semblable énormité. Dolgorouki ne fit aucune proposition de ce genre. Alexandre avait arrêté un programme en se liant à la Prusse et à l'Autriche, et c'est ce programme déjà cent fois discuté que son aide de camp dut soumettre à Napoléon. Le rapport de Dolgorouki sur cette entrevue a tous les caractères de la vérité et rappelle d'une façon frappante le récit fameux de l'entretien de Whitworth avec Napoléon. Comme toujours, Napoléon parle en tentateur, quand il ne peut pas parler en maître : « Que veut-on de moi? Pourquoi l'empereur Alexandre me fait-il la guerre? Qu'exige-t-il? Est-il jaloux de l'accroissement de la France? Eh bien! qu'il étende ses frontières aux dépens de ses voisins.... du côté de la Turquie; et toutes les querelles seront terminées! » Et comme Dolgorouki lui répond que la Russie n'a pas souci de s'agrandir, mais de maintenir l'indépendance de l'Europe, d'assurer l'évacuation de la Hollande et de la Suisse, l'indemnité qu'elle n'a jamais cessé de réclamer pour le roi de Sardaigne, Napoléon s'emporte et s'écrie qu'il ne céderait rien en Italie « lors même que les Russes camperaient sur les hauteurs de Montmartre![1] » exclamation d'autant plus vraisemblable qu'on la retrouve textuellement quelques jours plus tard dans un de ses bulletins. Ces paroles mirent fin à une négociation qui n'avait été de la part de Napoléon qu'une ruse de guerre destinée

1. Rapport du prince Dolgorouki.

à enhardir ses ennemis, et des deux côtés on ne songea plus qu'à combattre.

Les positions que Napoléon avait occupées pour y attendre le choc des coalisés, étaient admirablement choisies pour l'attaque comme pour la défense. Adossées à la citadelle de Brünn, qui devait, au besoin, assurer leur retraite sur la Bohême; couvertes, sur leur gauche, par des collines boisées presque impénétrables, sur leur front, par un ruisseau profond qui formait de loin en loin de larges étangs, nos troupes étaient retranchées dans l'angle presque droit que forment les deux routes qui partent de Brünn pour aller l'une à Vienne, l'autre à Olmütz. Elles occupaient tous les villages qui bordent le ruisseau, de Girszkowitz à Telnitz, où commence la région des étangs. Devant notre centre, au delà du ruisseau, s'élevait le plateau de Pratzen, position dominante et avancée, au delà de laquelle on apercevait au loin le village et le château d'Austerlitz, qu'occupait déjà l'armée des deux empereurs. Napoléon avait posté à sa gauche, autour d'un mamelon que nos soldats avaient surnommé le *Santon*, le corps d'armée de Lannes, à cheval sur la route d'Olmütz; à sa droite, de Telnitz à Kobelnitz, il avait placé le corps de Soult; à son centre, vers Girszkowitz, celui de Bernadotte, arrivé la veille de la frontière de Bohême; et, avec lui, la cavalerie de Murat. Lui-même formera la réserve avec sa garde et dix bataillons commandés par Oudinot. En arrière de son extrême droite, à Raygern, dans une position tout à fait excentrique, il détacha Davout avec la division Friant et une division de cavalerie, pour les rabattre, au moment décisif, sur

la gauche des Russes. L'ensemble de ces troupes montait, quoi qu'on en ait dit, à un total au moins égal à celui des alliés, car les trois corps d'armée de Soult, de Bernadotte, de Lannes, quelque réduits qu'on les suppose par leurs pertes et leurs détachements, ne pouvaient pas s'élever à moins de quinze à vingt mille hommes chacun; la garde et la cavalerie de Murat formaient vingt mille hommes au moins, et le détachement de Davout en comptait huit mille[1].

Cette position, presque inattaquable de front, était faite pour suggérer aux alliés la tentation de couper à Napoléon la route de Vienne, en tournant sa droite, et en le séparant ainsi du reste de son armée qui était restée cantonnée dans les environs de cette capitale. Mais cette opération, déjà fort hasardeuse si on l'entreprenait, même à distance, par une série de mouvements stratégiques, avec des forces seulement égales aux siennes, devenait une tentative de la plus folle témérité, du moment où on la risquait sous les yeux d'un ennemi si redoutable, à la portée de ses canons, et sur le champ de bataille même qu'il avait choisi. Tel est pourtant le plan auquel osa s'arrêter Weyrother, encouragé sans doute par la faiblesse apparente et calculée des détachements de notre droite vers Telnitz et vers les abords de la route de Vienne. Pour l'engager de plus en plus dans cette voie périlleuse, Napoléon avait non-seulement dégarni sa droite, mais laissé inoccupé le plateau de Pratzen, espèce de promontoire élevé qui s'avançait vers le

1. M. Thiers dit : 65 à 70 000 hommes. Napoléon, qui offre sur ce point beaucoup de contradictions, dit toutefois, en parlant de l'illumination que lui improvisèrent les soldats : 80 000 hommes.

centre des deux armées, et du haut duquel il eût pu rendre très-difficile ce mouvement tournant de l'armée austro-russe. Les alliés s'établirent sur le plateau, mais en forces insuffisantes, sans soupçonner l'importance de cette position et le rôle qu'elle allait jouer dans la bataille qui se préparait. Pendant toute la soirée du 1er décembre, les Russes commencèrent leur marche de flanc, prolongeant notre ligne, à deux portées de canon, sur une longueur de quatre lieues, pour tourner notre droite. Napoléon, du haut de son bivouac, les vit avec un transport de joie courir au-devant de leur perte. Il les laissa opérer leur mouvement sans rien faire pour y mettre obstacle, comme s'il reconnaissait l'impossibilité de s'y opposer : un petit corps de notre cavalerie se montra seul dans la plaine, et se retira aussitôt comme intimidé par les forces de l'ennemi[1].

Napoléon avait vite compris, d'après ce début, que ses efforts, pour attirer l'attaque ennemie sur sa droite, allaient être couronnés d'un plein succès. Sa conviction à cet égard était tellement formée, que le soir même, dans la proclamation qu'il adressa à ses soldats, il n'hésita pas à leur annoncer la manœuvre que l'ennemi devait faire le lendemain à ses risques et périls : « Les positions que nous occupons, leur dit-il, sont formidables ; *et, pendant qu'ils marcheront pour tourner ma droite, ils me présenteront le flanc.* Soldats, je dirigerai moi-même tous vos bataillons. Je me tiendrai loin du feu si, avec votre bravoure accoutumée, vous portez le désordre et la confusion dans

1. Trentième Bulletin.

les rangs ennemis; mais si la victoire était un moment incertaine, vous verriez votre empereur s'exposer aux premiers coups!... » Cette prédiction, faite avec tant d'assurance, a beaucoup contribué depuis à accréditer le bruit, encore très-répandu en Russie[1], qu'une trahison avait livré à Napoléon le plan de Weyrother. Ce fait n'a assurément rien d'impossible; car, bien que le plan de Weyrother n'ait été communiqué aux généraux alliés que très-tard dans la nuit du 1er décembre, il a certainement été connu antérieurement d'une partie de l'état-major. Mais Napoléon n'avait nullement besoin d'une telle communication pour pénétrer une faute dont il avait lui-même suggéré l'idée par ses propres dispositions, et dont il avait vu de ses yeux tous les développements préliminaires. Cette anecdote a donc peu d'importance, et ne pourrait être admise que sur des preuves formelles, qui n'ont pas été données jusqu'ici.

Après avoir tout observé par lui-même aux avant-postes, Napoléon voulut visiter à pied les bivouacs. Reconnu par les soldats, il est aussitôt entouré et acclamé. On veut fêter l'anniversaire de son couronnement : des bottes de paille sont hissées sur des perches pour une illumination improvisée, et une immense traînée de lumière, parcourant notre ligne, va faire croire aux alliés que Napoléon cherche à se dé-

1. Voir sur ce point la *relation* du général Danilewski qui est très-affirmatif à cet égard, et que M. Thiers contredit sans le réfuter le moins du monde. Ce bruit était universel à l'époque de la bataille : « Personne, écrivait de Maistre, le 31 janvier 1806, personne ne doute ici que le plan de la bataille n'ait été communiqué à Bonaparte. » *Correspondance diplomatique* publiée par Albert Blanc.

rober, au moyen d'un stratagème emprunté à Annibal et à Frédéric. Un vieux grenadier s'approche de lui, et, lui adressant la parole au nom de ses camarades : « Je te promets, lui dit-il, que nous t'amènerons demain les drapeaux et les canons de l'armée russe, pour fêter l'anniversaire de ton couronnement! » Harangue caractéristique, qui montre que, malgré tout, l'esprit républicain subsistait encore dans les rangs inférieurs de l'armée, et que les soldats voyaient moins un maître en Napoléon qu'un ancien égal, dans lequel, même en le couronnant, ils croyaient seulement personnifier leur propre grandeur.

Le lendemain matin, 2 décembre 1805, le soleil levant dissipa peu à peu les vapeurs qui obscurcissaient les bas-fonds, et montra l'une à l'autre les deux armées sur le point d'en venir aux mains. Les Russes avaient presque entièrement évacué le plateau de Pratzen, et, au fond des vallons qu'il domine, on voyait distinctement s'avancer leurs colonnes dans la direction de Telnitz et Sokolnitz. C'est par là qu'ils espéraient tourner notre droite, après avoir forcé la division Legrand, qui gardait seule ce défilé. Le soin d'exécuter cette manœuvre capitale du plan de Weyrother avait été confié à l'épais Buxhœwden, général plein de bravoure mais sans capacité, qui avait sous ses ordres un corps de trente mille hommes et les généraux Langeron, Doctoroff et Przibyszevski; ils devaient être appuyés par Kollowrath, qui occupait encore une partie du plateau. La droite russe, commandée par Bagration, faisait face à Lannes, en avant du Santon; au centre, vers Austerlitz, se trouvaient les deux empereurs avec leur garde et le corps d'armée

du prince Liechtenstein. Kutuzoff, découragé, annihilé par l'espèce de fétichisme qu'inspirait aux Russes la personne sacrée du czar, suivait son maître en gémissant d'avance sur les malheurs qu'il prévoyait, mais sans rien faire pour les détourner. Bagration lui-même, en lisant le matin l'exposé du plan de Weyrother, s'était écrié : « La bataille est perdue ![1] »

L'armée alliée formait ainsi un immense demi-cercle, qui s'étendait d'Holubitz à Telnitz, et qui fermait l'angle dont nos soldats occupaient le centre. Embusquée au fond de cette espèce d'entonnoir, resserrée sur un terrain étroit, attentive, immobile et repliée sur elle-même comme le lion au moment où il s'apprête à bondir sur une proie, l'armée française attendait, dans un silence formidable, le signal de s'élancer sur l'ennemi. Lorsque toute la gauche des alliés s'est engouffrée vers les étangs, et commence à aborder vers Telnitz la division Legrand, que va bientôt soutenir le corps de Davout rappelé de Raygern, Napoléon, qui avait jusque-là contenu ses troupes, fait un signe, et les divisions de Soult se précipitent à l'assaut des hauteurs de Pratzen. Elles y trouvent la colonne de Kollowrath, en marche pour rejoindre Buxhœwden ; en un instant, elles la prennent en flanc et la culbutent ; elles abordent aussitôt après l'infanterie de Miloradowitch, qui se présentait en seconde ligne pour la soutenir. Les divisions Vandamme et Saint-Hilaire, secondées par les brigades Thiébault et Morand, se jettent à la baïonnette sur les bataillons russes. Ceux-ci, arrêtés court au milieu de leur mou-

1. Danilewski.

vement, ne se trouvant appuyés par aucune réserve, attaqués à revers lorsqu'ils marchaient à une attaque de front, sont repoussés sur les pentes du plateau, sous les yeux mêmes de l'empereur Alexandre, surpris et consterné de la catastrophe imprévue qui vient de renverser son centre.

Pendant que Napoléon frappait avec sa rapidité accoutumée ce coup décisif qui, dès le début de la bataille, avait pour effet de couper en deux l'armée russe à son centre même, ses autres corps d'armée, hardiment déployés par une marche en avant simultanée, remplissaient avec un succès presque égal le rôle qu'il leur avait assigné. A notre extrême droite, il est vrai, la division Legrand, débordée par des forces quadruples, avait d'abord été rejetée au delà de Telnitz et de Sokolnitz, mais Davout n'avait pas tardé à accourir à son secours avec les divisions Friant et Bourcier, en sorte que le mouvement rétrograde de Legrand se trouva être un avantage plutôt qu'un inconvénient, puisqu'il avait engagé de plus en plus la gauche russe dans le piége où elle devait se trouver prise. A notre centre, Bernadotte s'était porté sur Blaziowitz; il avait attaqué la garde russe et le corps du prince Liechtenstein, en même temps que Lannes, qui formait notre gauche, enlevait Holubitz, malgré les efforts de Bagration pour lui disputer cette position. Cette double irruption empêcha les Russes de renforcer leurs troupes engagées à Pratzen. La magnifique cavalerie de Liechtenstein, composée de quatre-vingt-deux escadrons, appelée d'une part au secours du centre, et chargée de l'autre d'appuyer Bagration, ne put pas agir avec la suite et l'ensemble

qui eussent été nécessaires à l'impulsion d'une masse aussi irrésistible. Une partie de ses escadrons s'engage avec les uhlans de Constantin à la poursuite des chevau-légers de Kellermann, au milieu de notre infanterie, qui l'écrase de ses feux; l'autre charge avec plus de succès la cavalerie de Murat, mais elle est bientôt ramenée, faute d'être soutenue.

A Pratzen la brigade Kamenski, amenée de la gauche russe au secours du centre par le prince Wolkonski, avait rallié les débris des colonnes de Kollowrath et de Miloradowitch, et rétabli un instant le combat. Alexandre avait enfin compris toute l'importance de la possession du plateau, mais ses corps d'armée engagés loin de cette position, qui était le pivot de toute la bataille, étaient dans l'impossibilité d'envoyer à temps des renforts. Le vieux Kutuzoff blessé à la tête voyait avec désespoir se réaliser ses craintes, et comme on lui demandait si sa blessure était dangereuse : « Voilà, s'écria-t-il en étendant la main vers Pratzen, voilà la blessure qui est mortelle! » Assaillie en tête et en flanc par toutes les divisions de Soult, la brigade Kamenski résiste héroïquement à nos attaques. Mais bientôt accablée par le nombre, réduite de près de moitié, elle est rejetée dans les bas-fonds du côté de Birnbaum. Il était une heure de l'après-midi; le centre des alliés était anéanti; leurs deux ailes combattaient encore, mais sans communications et sans moyens de se rejoindre. Dans ce moment critique la garde russe, dont la plus grande partie était restée jusque-là en réserve, s'avança vers notre centre pour le refouler et pour tenter de reprendre à revers les hauteurs de Pratzen. Un de nos bataillons est surpris

et culbuté par ses cuirassiers; mais la garde de Napoléon s'élance à son tour; les deux cavaleries se chargent avec furie dans un combat acharné. Une mêlée corps à corps s'engage entre ces troupes d'élite; mais elle se termine bientôt à notre avantage. Les chevaliers gardes sabrés par nos cavaliers reculent en désordre, et Rapp fait prisonnier le prince Repnine. En même temps un mouvement général de la garde et du corps de Bernadotte fait plier la ligne russe qui est refoulée dans la direction d'Austerlitz après un carnage affreux. Napoléon se hâte alors de joindre une partie de ces troupes à celles de Soult pour les rabattre toutes ensemble sur le corps d'armée de Buxhœwden.

Ce général poursuivant en aveugle son mouvement autour de notre droite avait non-seulement dépassé Telnitz et les défilés que formaient les étangs, mais il s'était avancé jusqu'aux environs de Turas, situé sur nos derrières, toujours bataillant avec des succès divers contre les divisions de Davout et de Legrand, et sans se préoccuper de ce qui se passait au centre. Rappelé par les ordres les plus pressants, il lui fallait maintenant reprendre ce dangereux chemin sous le feu de toutes les divisions de Soult. La division Przibyszewski qu'il avait laissée à Sokolnitz y est entourée et forcée de se rendre. Il parvient à ramener jusqu'à Augezd la colonne de Doctoroff; mais au moment où il en débouche, Vandamme tombe sur lui des hauteurs de Pratzen et coupe en deux sa colonne dont une fraction seulement peut continuer sa route pour rejoindre Kutuzoff. Le reste de la colonne de Doctoroff et toute celle de Langeron avec la cavalerie de Kien-

mayer sont refoulés au delà des étangs. Leur artillerie s'engage sur un pont qui se rompt; les troupes qui l'accompagnent se rejettent sur l'étang de Telnitz, gelé depuis quelques jours. Mais Napoléon fait aussitôt diriger sur ces malheureux le feu de ses batteries. La glace est brisée par nos boulets et par le poids d'une si grande masse; elle s'effondre subitement et plusieurs milliers d'hommes sont engloutis vivants. Le lendemain on entendait encore leurs cris et leurs gémissements. Il ne restait pour toute issue à Doctoroff et à Kienmayer qu'une digue étroite située entre les deux étangs de Melnitz et de Telnitz, et c'est par cette chaussée, sous les feux croisés de notre artillerie, que ces généraux exécutèrent leur retraite avec une fermeté admirable mais en essuyant des pertes immenses [1].

Telles furent les scènes lugubres qu'éclaira *le soleil d'Austerlitz*. Ces scènes avaient sans doute leur grandeur comme toutes celles où se déploient le courage et le génie, mais rien ne pouvait désormais en effacer l'horreur, car une seule chose a le privilége de purifier et d'ennoblir un champ de bataille, c'est le triomphe d'une grande idée. Ici ce n'était plus un principe qui était en cause, mais un homme : nos victoires ne pouvaient plus être que des tueries.

L'armée austro-russe s'était mise en retraite, non sur Olmütz, comme Napoléon le supposa le soir de la bataille d'Austerlitz, mais sur la Hongrie, ce qui, selon

1. 30e, 31e, 32e et 33e Bulletins; *notes* de Napoléon sur le rapport de Kutuzoff; *Relation* du général Danilewski; *Relation* du général Rauch; *Mémorial du Dépôt de la guerre; Rapport* de Kutuzoff; Jomini; *Mémoires* de Rovigo.



toute apparence, la sauva d'un désastre plus grand encore. Les Russes avaient perdu vingt et un mille hommes tués ou blessés; les Autrichiens près de six mille; cent trente-trois canons, et un nombre infini de drapeaux étaient restés dans nos mains. Nous avions perdu de notre côté, selon les évaluations les plus probables, environ huit mille cinq cents hommes, car l'on ne peut voir qu'une dissimulation des plus puériles dans la supputation que contiennent à cet égard les bulletins de l'empereur (huit cents tués et quinze cents blessés). Jamais Napoléon n'avait encore remporté une victoire aussi foudroyante. On doit ajouter que jamais il n'avait été aussi bien servi par les fautes de ses adversaires; mais amener l'ennemi à commettre des fautes c'est la moitié du génie de la guerre; et c'est en quoi il excellait. La victoire de Rivoli avait été aussi brillante par la sûreté et la précision des manœuvres, mais les résultats avaient été loin d'égaler ceux d'Austerlitz. Ses conséquences immédiates équivalaient presque à l'anéantissement de la coalition européenne qui se trouvait pour longtemps réduite à l'impuissance. Quant à ses résultats lointains, ils eussent pu être plus satisfaisants encore si une détestable politique n'était sans cesse venue remettre en question les succès obtenus par ce prodigieux génie militaire. Mais jusqu'à la fin de sa carrière Napoléon devait prouver par son propre exemple qu'il est un art encore plus rare et plus difficile que celui qui consiste à savoir user de la victoire, c'est l'art qui enseigne le secret de n'en pas abuser.

CHAPITRE IX.

TRAITÉ DE PRESBOURG. — L'EMPIRE ET LES ROYAUTÉS VASSALES. — LA CONFÉDÉRATION DU RHIN. — SITUATION INTÉRIEURE. — RUPTURE AVEC LA PRUSSE.

Il me reste à raconter maintenant par quelle série d'événements étranges la Prusse se trouva malgré elle entraînée à remplacer sur le champ de bataille l'Autriche vaincue.

Le lendemain de la bataille d'Austerlitz, l'empereur François fit demander une entrevue à son vainqueur. Général sans armée et souverain sans États, ce prince n'avait plus pour tout refuge que la Hongrie, que l'archiduc son frère était désormais hors d'état de défendre contre nous. Il vint au bivouac de Napoléon; il humilia, en sa personne, dix siècles de grandeur, de puissance et d'orgueil devant ce parvenu enivré d'un tel triomphe, il obtint par grâce un armistice dont la première condition fut qu'il séparerait désormais sa cause de celle d'Alexandre, et que les Russes évacueraient immédiatement ses États par journées d'étapes. Dégoûté de son rôle de généralissime, et l'imagination vivement frappée des scènes d'horreur auxquelles il avait assisté, Alexandre ratifia avec empressement une convention qui le dégageait, sur la

prière même de son allié, de toutes ses obligations envers l'Autriche. Le czar se trouvait alors à Holisch, au delà de la Morava. On a dit, sur la foi d'un bulletin de Napoléon et d'une fanfaronnade de Savary, que ce prince était dans une situation désespérée et qu'il ne dut son salut en cette occasion qu'à la magnanimité de Napoléon. Mais cette magnanimité paraît tout au moins très-contestable, car, en premier lieu, Napoléon en accordant l'armistice ignorait totalement la position réelle des Russes; il avait même sujet de la croire meilleure qu'elle n'était, puisqu'il les avait fait poursuivre dans une direction opposée à celle qu'ils avaient suivie; en second lieu, la retraite d'Alexandre était couverte par une armée qui, malgré ses pertes, était encore beaucoup plus forte que les deux divisions avec lesquelles Davout se préparait à l'assaillir à Gœding pour lui disputer le passage de la Morava. Au reste, Napoléon lui-même qui écrivait dans son trente et unième bulletin « que pas un seul homme de l'armée russe n'aurait pu échapper » était beaucoup moins affirmatif dans ses lettres particulières, où il se contentait de dire qu'Alexandre *s'en serait difficilement tiré*[1], ce qui n'a pas du tout la même signification.

Le but de semblables assertions est trop évident pour qu'on puisse les admettre sans examen. Les bulletins de Napoléon devenaient de plus en plus des espèces de manifestes adressés non plus à l'armée française, mais à l'Europe entière, et dont chaque mot était calculé pour influencer l'opinion publique, dans le sens des passions et des intérêts de l'empereur. Ici

1. Napoléon à Talleyrand, 4 décembre.

son intention de déconsidérer une armée brave quoique malheureuse, tout en exaltant sa propre générosité, était flagrante, et des complaisants pouvaient seuls s'y tromper. On doit en dire autant des paroles qu'il prêta à l'empereur d'Autriche dans le récit de son entrevue avec ce souverain : « La France, lui fit-il dire, a raison dans sa querelle avec l'Angleterre... les Anglais sont des marchands qui mettent en feu le continent pour s'assurer le commerce du monde ! » A la supposer véridique, cette divulgation d'un entretien confidentiel n'était pas seulement une indiscrétion peu généreuse commise en vue de brouiller l'Autriche avec l'Angleterre, elle était aussi une maladresse, car elle allait directement contre son but en laissant si bien voir les motifs qui l'avaient inspirée. Les actes de barbarie, les horribles dévastations que Napoléon attribuait calomnieusement à l'armée russe sur le territoire autrichien, les éloges outrés qu'il prodiguait au prince Jean de Liechtenstein le partisan de l'alliance austro-française au détriment de Cobentzel, le champion d'une politique nationale, à M. d'Haugwitz, dont la vénalité était si connue au détriment de l'intègre Hardenberg qu'il osait accuser publiquement de *n'avoir pas été inaccessible à la pluie d'or*[1] parce qu'il se montrait jaloux de l'honneur et de la dignité de son pays, toutes ces manœuvres si variées n'avaient qu'un seul et même mobile, semer les haines et les divisions parmi les hommes et les peuples qu'il avait eus à combattre. Mais ces souverains, ces hommes d'État, ces diplomates n'étaient pas tellement novices qu'ils

1. Trente-quatrième Bulletin.

n'eussent entendu quelquefois citer l'adage : *Divide et impera* ; ils pouvaient feindre pour un instant d'être dupes des ruses qu'on mettait en jeu pour les désunir, mais avec un désir de réconciliation d'autant plus vif qu'on leur imposait l'humiliation d'un mensonge qui ne pouvait tromper personne.

Napoléon n'eut pas d'autre règle de conduite dans les négociations qui s'ouvrirent à la suite de la bataille d'Austerlitz. Cette fois, comme il ne s'agissait plus de satisfaire des rancunes personnelles mais de résoudre des questions diplomatiques du plus haut intérêt, la maxime diviser pour régner était tout à fait de mise, et il eût pu la pratiquer avec de grandes chances de succès, s'il avait su imposer quelque frein à ses insatiables convoitises. Son premier soin fut de séparer les négociateurs et de traiter de la paix avec chaque État isolément, conduite habile qui prévenait toute entente et toute action commune entre les vaincus de la coalition. Après avoir séparé l'Autriche de la Russie, il se hâta de la séparer de la Prusse. Trois jours avant la bataille, M. d'Haugwitz était venu à son camp pour lui signifier l'ultimatum de la Prusse, et Napoléon l'avait renvoyé à Vienne en remettant sa réponse à un moment plus opportun ; aujourd'hui la Prusse était elle-même vaincue sans avoir combattu, Napoléon se réserva de traiter en personne avec d'Haugwitz. Quant à la négociation avec l'Autriche, il la confia à Talleyrand en exigeant qu'elle fût suivie non pas à Vienne, mais à Brünn.

Talleyrand était resté fidèle aux sages idées qu'il avait exprimées dans son mémoire de Strasbourg et depuis lors dans ses lettres particulières ; il voulait

qu'on usât de la victoire avec modération et même avec générosité. Il conseillait à Napoléon de se montrer clément envers l'Autriche. Plus nos succès avaient été complets, plus cette conduite était selon lui devenue facile et politique, car elle avait d'autant plus de chances de nous gagner les sympathies de cette puissance que nous allions relever un ennemi réduit à la dernière détresse. Qu'on enlevât à l'Autriche Venise et les enclaves de la Souabe, il y consentait, car c'était prévenir tout nouveau sujet de querelle ; mais il fallait en même temps lui donner d'amples compensations sur le Danube où nous avions tout avantage à la voir acquérir des provinces que convoitait la Russie ; il fallait la rassurer en séparant les deux couronnes de France et d'Italie ; il fallait même désarmer sa susceptibilité en laissant Venise redevenir un État indépendant, au lieu de la rattacher à l'empire français. Grâce à ces concessions, l'Autriche fortifiée par une guerre où elle devait trouver sa ruine nous aurait été attachée non-seulement par les liens de la reconnaissance, mais par ceux d'un intérêt durable ; notre politique n'aurait plus été une perpétuelle menace contre le système européen, et dans l'éventualité d'une nouvelle guerre nous trouverions au centre même du continent un point d'appui plus solide que la versatilité prussienne.

Ces conseils étaient aussi prévoyants que sensés, car ils n'étaient nullement exclusifs d'une bonne entente avec la Prusse ; ils impliquaient même forcément que si l'on préférait une alliance avec cette puissance, comme elle ne s'était éloignée de nous qu'en mettant ses scrupules au-dessus de ses intérêts, il fallait lui

offrir indépendamment des avantages qui devaient nous assurer son concours, des gages rassurants pour l'avenir de la paix européenne. Mais Napoléon qui même avant Austerlitz n'avait pas voulu écouter ces conseils, était encore bien moins disposé à les suivre maintenant qu'il avait anéanti l'armée de la coalition. Il avait déjà laissé bien loin derrière lui son programme d'Ulm. Ce premier projet, quelque ambitieux qu'il fût, n'était déjà plus à ses yeux qu'une ébauche timide et arriérée. Ce n'était plus seulement Venise, et le Tyrol, et le Vorarlberg, et les enclaves de la Souabe qu'il voulait enlever à l'Autriche, mais le Frioul, l'Istrie, la Dalmatie, et ces conquêtes elles-mêmes ne devaient être que les prémices des fruits qu'il prétendait retirer de sa victoire. Il n'osa pas toutefois manifester de prime abord ses prétentions dans toute leur étendue, bien qu'il se fût lié à l'avance par des traités avec les électeurs de Bavière, de Wurtemberg et de Bade qui devaient recevoir de ses mains les provinces allemandes de l'Autriche; il voulait auparavant savoir à quoi s'en tenir sur les dispositions de la Prusse. Gagner du temps, mettre du vague dans certaines questions, particulièrement dans celle qu'on élevait au sujet de la séparation tant promise des deux couronnes de France et d'Italie, séparation que Napoléon proposait dérisoirement d'ajourner à l'époque où l'Angleterre *rétablirait l'équilibre des mers*[1]; enfin ne prendre aucun engagement définitif et éviter de parler de Naples que la rupture de la neutralité allait mettre à notre merci, tel était provisoirement

1. Napoléon à Talleyrand, 13 décembre 1805.

le rôle assigné à Talleyrand. Ignorant encore s'il n'allait pas être forcé de rompre avec la Prusse, Napoléon admettait la possibilité de transiger sur quelques points, par exemple de pardonner à la reine de Naples moyennant le renvoi de Damas et d'Acton ; mais avant de rien décider il voulait voir d'Haugwitz et connaître ses véritables sentiments. Il se hâta donc de retourner à Vienne (12 décembre) laissant Talleyrand se débattre à Brünn avec les négociateurs autrichiens.

M. d'Haugwitz attendait Napoléon le cœur rempli d'un trouble qui n'était que trop justifié par la fausse situation dans laquelle son gouvernement se trouvait engagé. Des deux alliés auxquels le cabinet prussien s'était associé le plus étroitement, l'un était mis hors d'état d'agir, l'autre faisait la paix, se rendait à discrétion. Il lui en restait un troisième, l'Angleterre, mais dont il ne pouvait espérer aucun appui efficace. La Prusse, dans l'hypothèse de la continuation de la guerre, allait donc avoir à supporter seule le choc des armées de Napoléon, et cette perspective lui inspirait les plus vives alarmes. Il lui était en outre difficile de sortir honorablement de l'impasse où elle se trouvait, car si elle était déliée de ses obligations envers l'Autriche, elle n'était dégagée ni vis-à-vis de l'Angleterre ni vis-à-vis de la Russie. Ces circonstances bien connues de Napoléon, quoiqu'il n'eût encore que des notions incomplètes au sujet du traité de Potsdam, lui donnaient de grands avantages sur le négociateur prussien et il se hâta d'en profiter avec son assurance accoutumée. Il reçut d'Haugwitz en jouant tantôt l'indignation d'un allié trahi et payé de ses services par la

plus noire ingratitude, tantôt l'emportement d'un vainqueur irrité, impatient de se venger; il feignit de ne pouvoir prendre au sérieux les griefs trop légitimes que la Prusse avait invoqués à l'appui de son changement de politique, d'avoir à peine une vague idée des violations de territoire et des procédés offensants qui l'avaient poussée à bout. D'Haugwitz intimidé, tremblant d'attirer sur son pays les calamités d'une guerre désavantageuse, eut la faiblesse de se laisser prendre à cette comédie, ou l'indignité de consentir à paraître en être dupe dans un moment où une démonstration énergique de sa part eût seule réussi à tempérer les ambitions désordonnées qui agitaient l'esprit de Napoléon. Il lui laissa prendre le rôle d'accusateur, se défendit faiblement contre ses reproches, montra, en un mot, de la confusion et de l'abattement lorsqu'il devait parler haut et ferme. C'était justement le point où voulait l'amener Napoléon. Lorsque l'empereur jugea le diplomate suffisamment effrayé par ses menaces, il changea tout à coup de langage, et au lieu de la déclaration de guerre qu'il lui avait fait appréhender, il lui offrit son alliance et la cession du Hanovre. Mais, en se résignant à ce grand sacrifice, il exigeait qu'on optât sur-le-champ; il ne pouvait se soumettre à une plus longue délibération; on devait choisir immédiatement entre une acquisition territoriale et la guerre. D'Haugwitz avait toujours été partisan de l'union à tout prix avec la France; il n'avait jamais montré de grands scrupules d'honneur ni de patriotisme, il ne vit même pas ce que cette transaction avait d'ignominieux pour son pays; il fut ébloui et se jeta avidement sur l'appât qu'on lui présentait

avec la douce espérance d'être accueilli en Prusse comme un bienfaiteur national, car il allait rapporter à son souverain un agrandissement au lieu de la guerre qu'il avait sujet de craindre. Il signa pour ainsi dire séance tenante, sauf ratification par son gouvernement, un traité d'alliance offensive et défensive, aux termes duquel la Prusse recevait le Hanovre en échange du marquisat d'Anspach que Napoléon devait rétrocéder à la Bavière et de la principauté de Neufchâtel qu'il voulait réunir à la France (15 décembre).

Napoléon n'a pas plutôt conclu cet arrangement avec la Prusse qu'il démasque aussitôt ses prétentions vis-à-vis de l'Autriche; non-seulement il les imposera dans toute leur rigueur, mais il en élève de nouvelles que ce succès lui a suggérées. Il ne veut plus transiger sur le Tyrol, il lui faut en outre la Dalmatie; quant à Naples, Talleyrand ne doit plus même souffrir qu'on lui en parle, car le temps est venu « *de châtier cette coquine*[1]. » La veille encore il était tout prêt à se contenter du renvoi d'Acton, aujourd'hui les crimes de la reine de Naples ont comblé la mesure et son expulsion peut seule satisfaire Napoléon. On a dit pour expliquer ce brusque changement, que dans l'intervalle il avait appris la rupture de la neutralité napolitaine[2]; rien de plus inexact; il avait vu et subjugué M. d'Haugwitz : voilà tout. Pour toute concession, Napoléon consent à réduire à cinquante millions les contributions de guerre. Talleyrand doit faire entendre

1. Napoléon à Talleyrand, 14 décembre 1805.

2. Thiers. La lettre du 13 décembre dans laquelle Napoléon permettait à Talleyrand de transiger au sujet de Naples, prouve jusqu'à l'évidence qu'il connaissait dès lors la défection de la reine.

aux plénipotentiaires qu'on s'est arrangé avec la Prusse et que chaque jour de retard ne peut qu'empirer leur situation. Napoléon n'admet pas que le roi de Prusse ait même l'idée de refuser sa ratification à un traité qui le déshonore mais qui lui assure de si grands avantages; dans tous les cas il donne ce consentement comme certain et il en tire le même parti que s'il l'avait déjà. Il fait transporter le siége des négociations de Brünn à Presbourg afin d'en être plus rapproché; en même temps il concentre ses troupes et leur fait prendre une attitude menaçante comme s'il s'attendait à une rupture imminente. Les négociateurs isolés, déconcertés par tant de surprises successives, tremblant de voir s'accroître encore des exigeances qui grossissent tous les jours, se résignent à subir la dure loi de la nécessité et consentent de guerre lasse à signer le désastreux traité de Presbourg, le plus humiliant qui eût jamais été imposé à la maison d'Autriche.

L'Autriche abandonnait Venise, l'Istrie, le Frioul, la Dalmatie dont allait hériter le royaume italien, le Tyrol et le Vorarlberg qui allaient enrichir la Bavière, les enclaves de la Souabe destinées au Wurtemberg; le Brisgau et l'Ortenau, la ville de Constance cédés à l'électeur de Bade. Elle renonçait à tous ses droits sur la noblesse immédiate; elle retirait son patronage à cette puissante clientèle qui avait tant fait pour l'influence autrichienne en Allemagne; elle reconnaissait les titres de rois accordés aux électeurs de Bavière et de Wurtemberg; elle acceptait enfin tout ce que nous avions fait en Italie et consentait à se taire sur Naples. Comme dédommagement à tant de

sacrifices on lui donnait la principauté de Würtzbourg pour un de ses archiducs. Cette courte guerre lui avait fait perdre ses meilleures provinces équivalant à un cinquième de son territoire, et presque tous ses débouchés sur la mer. A tant faire que de lui imposer des conditions si pénibles et si humiliantes, il eût mieux valu lui porter immédiatement le coup mortel, car elle ne pouvait vivre dans la situation qui lui était faite, et sa politique devenait inévitablement une conspiration permanente dans le but de prendre sa revanche contre nous. Il fallait ou l'anéantir tout à fait ou lui offrir des conditions acceptables. La laisser vivre après l'avoir réduite au désespoir, c'était substituer une inimitié forcée à ce qui n'avait été jusque-là qu'une inimitié de circonstance. Cette pensée était dans tous les esprits lorsqu'on put connaître les stipulations de Presbourg : « Mes enfants, dit l'archiduc Charles à ses soldats en les congédiant, *reposez-vous jusqu'à ce que nous recommencions*[1] *!* »

Pour parer à ce danger qui ne pouvait échapper à sa vue perçante, Napoléon s'était-il créé du moins des amitiés capables de faire contre-poids à des haines si naturelles? Il n'avait rien imaginé de mieux à cet égard que le traité porté à Berlin par d'Haugwitz, traité que la Prusse se trouverait peut-être forcée de ratifier pour éviter la guerre, mais qu'elle ne pouvait accepter qu'avec une profonde humiliation et un ardent désir de se venger. Cette puissance était en effet liée si étroitement à l'Angleterre qu'elle était sur le point de recevoir de Londres son premier terme de subsides.

1. De Maistre. *Correspondance diplomatique*, 31 janvier 1806.

C'était la jeter dans une cruelle extrémité que de la contraindre à recevoir en présent le patrimoine même du souverain qui la subventionnait. Il y avait là quelque chose de plus grave qu'une espièglerie à l'adresse du cabinet prussien, c'était une blessure cruelle pour l'orgueil national et pour de justes susceptibilités d'honneur et de patriotisme dont Napoléon ne tenait jamais aucun compte dans ses calculs. Loin donc de nous faire un allié de ce côté sa politique allait nous y créer une inimitié nouvelle; et c'était de sa part une singulière illusion que de croire qu'il pourrait la neutraliser au moyen de ses trois clients de Bade, de Wurtemberg et de Bavière. L'accroissement territorial qu'il leur avait donné n'était rien en effet auprès de la perte d'influence, de considération, de popularité que notre protection allait leur faire subir. Ils n'étaient plus considérés en Allemagne que comme des commis de Napoléon, et en annonçant fastueusement, dans son trente-septième bulletin, qu'ils avaient reçu le titre de roi comme « une récompense méritée », il prit soin de les dénoncer lui-même à la haine de leurs compatriotes qui ne virent plus en eux que des traîtres.

C'était faire payer bien cher à ces princes une alliance qu'ils avaient plutôt subie que recherchée. Leur reconnaissance était d'autant plus douteuse qu'indépendamment d'une vassalité si peu déguisée Napoléon s'apprêtait à leur imposer des liens d'une tout autre nature et qui étaient faits pour les froisser dans leurs sentiments les plus intimes. A ce souverain de hasard, qui venait de s'introduire par violence dans le cénacle des rois, il fallait des alliances de famille

destinées à effacer les humbles commencements du parvenu. Napoléon avait à cet égard tous les préjugés des âmes les plus vulgaires; il était resté sensible au prestige de la naissance et du rang comme un bourgeois de l'ancien régime, et l'ex-terroriste brûlait d'envie de s'unir aux races royales. A diverses reprises déjà il avait fait pressentir à ce sujet quelques-uns des petits princes allemands, mais ses avances n'avaient pas été accueillies. Au début de la nouvelle campagne, en se liant aux électeurs de Bavière, de Wurtemberg et de Bade, il avait fait renouveler ces ouvertures par son représentant, le général de Thiard. Mais ils montrèrent peu d'empressement. L'électeur de Bavière, celui de ces princes qui était le mieux disposé pour nous, faisait lui-même la sourde oreille : sa fille, la princesse Auguste, que Napoléon voulait marier au prince Eugène, était sur le point d'épouser le fils de l'électeur de Bade, et l'électrice, sa femme, poussait les hauts cris à la seule idée de la mésalliance qu'on lui proposait. Quant à l'électeur de Wurtemberg dont Napoléon réservait la fille à son frère Jérôme, il était encore plus mal préparé à cette union, car il n'était devenu notre allié qu'à son corps défendant, et nos troupes avaient dû employer le canon pour forcer les portes de Stuttgard. Tous ces princes repoussaient donc, avec une secrète horreur, cette main encore tachée du sang du duc d'Enghien. Mais après Austerlitz les rôles changent; ce que Napoléon sollicitait la veille, il l'exige; il ne parle plus en allié mais en maître. Comme dans ces époques barbares où le rapt venait toujours à la suite de la conquête, il faut que ces filles de rois deviennent la rançon des Etats de leurs pères

La princesse Auguste arrachée à son fiancé est mariée à un homme qui n'est pas plus consulté qu'elle, et qui ne la connaît que pour avoir vu quelques jours auparavant son portrait sur une tasse en porcelaine[1]; ce fiancé lui-même sera uni de force à la princesse Stéphanie de Beauharnais; enfin Jérôme qui a épousé à Baltimore une personne honorable et distinguée mais sans titres nobiliaires, et dont il a déjà un enfant, sera du même coup démarié et remarié à la fille de l'électeur de Wurtemberg.

Mais ces brillantes unions de famille obtenues l'épée à la main, et les remaniements territoriaux qui en avaient été ou devaient en être le prix, l'Autriche diminuée, la Russie battue, la Prusse humiliée, la Confédération germanique refaite à notre profit, tous ces résultats n'étaient qu'une faible partie des conséquences que Napoléon prétendait tirer de la victoire d'Austerlitz. Ce qu'il rêvait maintenant c'était une transformation radicale du système européen tout entier. Lorsque, au début de l'Empire, on l'avait entendu évoquer le nom et la mémoire de Charlemagne, on n'avait vu en général dans ses paroles qu'un rapprochement de fantaisie, un effet oratoire sans rapport réel avec les faits. On put juger après Austerlitz qu'il y avait eu là de sa part toute autre chose qu'un simple hasard d'expression. Ce n'est pas que la fédération de royaumes dont il voulait s'entourer eût au fond rien de commun avec l'antique fédération carlovingienne. Ce qu'il avait en vue sous ce nom de fédération c'était l'unité la plus étroite et la plus absolue. Ces

1. Napoléon au prince Eugène, 31 décembre 1805.

royautés vassales ne devaient être en réalité que les humbles instruments de sa propre domination; c'était un déguisement auquel il croyait devoir recourir parce que l'aveu pur et simple de ses projets lui eût fait trop d'ennemis dans l'état actuel de l'Europe. La conquête dans sa brutale vérité était trop odieuse pour se maintenir longtemps; il fallait la déguiser sous quelques dehors d'indépendance et d'autonomie, et c'est uniquement pour créer cette illusion qu'il songea à fonder des trônes en faveur de ses frères, à ériger des principautés en faveur de ses généraux et de ses fonctionnaires. Mais sous ces noms imposants de rois, de princes, de ducs, de grands et petits feudataires, tous ces hommes ne devaient être que les serviteurs soumis d'une centralisation de fer. Il se flatta que les peuples seraient dupes de ces apparences et que du moment où ses créatures porteraient les titres de souverains indépendants on ne verrait plus en elles que des représentants nationaux. Les nations pourraient donc se croire libres et indépendantes sous la tutelle de cette haute domesticité de princes et de rois que lui-même gouvernerait en maître absolu. Tel est dans son esprit et dans ses traits essentiels ce fameux système fédératif qu'on nous a donné comme une conception du génie et qui n'était que le misérable expédient du despotisme.

La rupture de tant de liens séculaires, qui attachaient les uns aux autres les peuples dont on allait disposer sans leur aveu, le mépris qu'on affichait ouvertement pour leurs traditions, leurs habitudes, pour les sentiments qui les unissaient à leurs vieilles dynasties, pour leur fierté patriotique, pour leurs plus

chères sympathies nationales, le bouleversement de leurs institutions, le changement complet en un mot qu'on introduisait dans toutes leurs conditions d'existence supposaient que, selon une expression dont on a beaucoup abusé, *ils étaient mûrs*, au moins dans une certaine mesure, pour ces transformations, qu'on leur apportait quelques compensations si quelque chose pouvait compenser la perte de la liberté, en un mot qu'une révolution non moins radicale s'était opérée dans toutes leurs idées et qu'on comptait sur l'appui de cette révolution pour le succès du nouvel état de choses qui leur était imposé. Mais il n'en était rien. L'exportation tant vantée des bienfaits du *Code civil*, n'était nullement propre à leur faire oublier les maux de la servitude, et lors même qu'on améliorait leur administration en la simplifiant comme en Allemagne, ils savaient fort bien voir que c'était uniquement pour rendre l'exercice du despotisme plus prompt et plus facile. Napoléon ne s'était pas préoccupé un seul instant du véritable état de leurs sentiments et de leurs opinions. Habitué à ne jamais voir dans les États que la force organisée, à ne tenir aucun compte des forces morales, à ne jamais découvrir les nations derrière les gouvernements, parce qu'il avait tué quelques milliers d'hommes à Austerlitz il croyait que tout était fini, qu'il n'y avait plus rien au delà; parce qu'un coup de surprise lui avait livré un champ de bataille, il s'imaginait pouvoir disposer en maître des nations européennes; parce qu'il avait désarmé les cabinets, il croyait pouvoir traiter les peuples comme un *caput mortuum* sur lequel on opère à discrétion, sans s'occuper un instant de leurs volontés, de leurs intérêts

ou de leurs convenances. Quelle que soit l'explication qu'on donne de cette méprise, elle prit en peu de temps de si brutales proportions qu'elle ne fait pas moins de tort à sa perspicacité qu'à son sens moral.

Napoléon inaugura ce nouveau système par la déchéance de la maison royale de Naples. C'est de Vienne même qu'il se hâta de notifier cet événement à l'Europe, aussitôt que son arrangement avec d'Haugwitz lui eut prouvé qu'il n'avait plus rien à redouter de la Prusse. « Le général Saint-Cyr, dit-il dans son trente-septième bulletin, marche à grandes journées sur Naples pour punir la trahison de la reine et *précipiter du trône cette femme criminelle qui, avec tant d'impudeur, a violé tout ce qui est sacré parmi les hommes !* » On a voulu intercéder pour elle auprès de l'empereur. Il a répondu : « Les hostilités dussent-elles recommencer et la nation soutenir une guerre de trente ans, *une si atroce perfidie ne peut être pardonnée !* »

Mais si c'était une atroce perfidie de la part de cette reine d'avoir rompu à l'improviste le traité de neutralité, après toutes les avanies dont elle avait eu à se plaindre de la part de Napoléon, quel nom méritait donc la conduite de Napoléon lui-même, lorsqu'en pleine paix et à la veille de conclure ce traité de neutralité, il avait donné l'ordre à Saint-Cyr de marcher sur Naples et de jeter la cour à la mer? De quel côté étaient venues les provocations, les exactions, les violations de territoire, les violences et les insultes qui avaient entraîné la reine à ce coup désespéré? Napoléon ne lui avait-il pas prouvé, de mille manières, qu'il était décidé à lui arracher son royaume à la première occasion, ne l'avait-il pas menacée vingt fois

de la réduire à la mendicité, de ne pas lui laisser dans ses États assez de place pour y élever son tombeau? Pouvait-elle ignorer que ces menaces avaient été sur le point d'être exécutées et que la guerre continentale avait seule forcé Napoléon à en ajourner l'effet? Enfin, en insérant dans le *Moniteur* ce traité de neutralité dicté par la force, son ennemi n'avait-il pas pris soin de la prévenir « que l'*intérêt de la France conseillait de s'assurer ce royaume par une conquête utile et facile?* » Était-il vraisemblable que Bonaparte, avec son caractère et ses antécédents, serait un homme à se priver longtemps d'une conquête utile, facile et conseillée par l'intérêt de la France?

La déloyauté de la cour de Naples était donc le résultat forcé d'une perfidie beaucoup plus odieuse, mais qui avait su se cacher assez habilement pour tromper les esprits superficiels. La trahison de la reine de Naples passa aussitôt à l'état de fait indiscutable, et Napoléon augmenta cette impression par l'éclat bruyant qu'il donna à une colère simulée. Nos soldats, conduits par Masséna, Saint-Cyr et Reynier, marchèrent sur Naples avec la conviction qu'ils allaient renverser la personnification même de l'imposture et de la mauvaise foi; ils allaient tout simplement y élever, de leurs mains républicaines, un nouveau trône que, depuis longtemps déjà, Napoléon destinait à son frère Joseph, le principal de ces grands feudataires qui devaient se grouper autour du nouvel empire d'Occident.

Par suite de cette conquête qui, ainsi que Napoléon l'avait prédit, ne pouvait être que facile, mais qui ne se fit pas toutefois sans que plusieurs provinces fus-

sent mises à feu et à sang, l'Italie entière se trouva soumise à notre domination. De tous les anciens souverains italiens, le pape Pie VII seul se figurait encore avoir des États dans la Péninsule, mais on ne lui laissa pas longtemps cette illusion. Ce pontife avait voulu faire un Charlemagne. Il avait travaillé de toutes ses forces à l'élévation et à la grandeur de Bonaparte. Malgré la réprobation de tous les catholiques sincères et malgré les scrupules de sa propre conscience, il était allé à Paris couvrir le meurtrier de Vincennes du prestige de la religion, dans l'espoir que cette puissance, redoutable à tous, serait pour lui seul protectrice et bienfaisante; il était temps qu'il reçût sa récompense. Ulcéré de tous les mécomptes qu'il avait éprouvés durant son séjour à Paris, il n'en avait rien témoigné directement, mais il s'était bien promis de prendre sa revanche, et l'occasion était facile à trouver grâce à ces rapports de chaque instant que le Concordat avait établis entre la cour de Rome et le gouvernement français. Elle s'offrit à lui presque immédiatement sous la forme d'une requête que lui adressa Napoléon dans le but de faire casser le mariage de Jérôme avec Mlle Patterson. Ce mariage pouvait être annulé civilement sans trop de difficultés, mais le lien religieux subsistait, et il n'appartenait qu'à l'autorité ecclésiastique de le dénouer. Napoléon n'hésita pas à demander au pape la dissolution du mariage, persuadé qu'on ne lui refuserait pas ce petit service, après toutes les concessions infiniment plus scabreuses qu'on lui avait faites. La cour de Rome avait, en effet, maintes fois prouvé, particulièrement en cette matière, avec quelle facilité elle savait,

lorsqu'elle y trouvait son avantage, accommoder ses maximes aux circonstances et autoriser des exceptions à ses règles les mieux établies. Ici, on ne lui en demandait pas tant, car Napoléon avait joint à sa demande une consultation de casuistes en renom et du propre théologien du pape, démontrant, d'après les décisions du droit ecclésiastique lui-même, la nullité de cette union. Mais, à sa grande surprise et à sa grande irritation, il rencontra, sur ce point, de la part du doux Pie VII, une résistance invincible. Le pontife écrivit lui-même à l'empereur une lettre remplie des plus tendres protestations d'amitié; il reconnut expressément « qu'il y avait une cause canonique de nullité dans la clandestinité du mariage » d'après un décret spécial du Concile de Trente. Malheureusement, les recherches les plus minutieuses et les plus approfondies, n'ayant pu établir que ce décret eût jamais été publié dans la ville de Baltimore, il avait la douleur de ne pouvoir prononcer l'annulation du mariage. En agissant autrement, « il se rendrait coupable d'un abus abominable devant le tribunal de Dieu[1] !»

Ce scrupule inattendu d'une conscience qui s'était montrée si accommodante, dans des affaires mille fois plus graves, avait jeté du froid dans les rapports de Napoléon avec la cour de Rome. Ce n'était là que le début des hostilités. D'un côté comme de l'autre, à l'époque du sacre comme à celle du concordat, il y avait eu trop de calculs, d'artifices, de sous-entendus, d'arrière-pensées et, pour tout dire, de tromperies, pour que le dissentiment pût en rester là. En entrant

1. Pie VII à Napoléon, juin 1805.

en campagne contre l'Autriche, Napoléon traita les États du pape avec son sans-gêne habituel envers les États faibles; il fit occuper Ancône par un détachement de Saint-Cyr, sans même prendre la peine d'en prévenir le gouvernement pontifical. Ce procédé n'avait absolument rien de nouveau de la part de Bonaparte, et, en venant le sacrer à Paris, le pape n'avait fait autre chose que sanctionner et couronner, en sa personne, une longue série de procédés du même genre; mais lorsqu'il se sentit lui-même victime de ces sortes d'exploits, il commença à les trouver moins glorieux. Il lui écrivit, le 3 novembre, pour protester contre la prise de possession d'Ancône et pour se plaindre « des amertumes et des déplaisirs dont on l'abreuvait depuis son retour de Paris, du peu de retour qu'il trouvait chez Sa Majesté pour les sentiments qu'il lui avait voués, » enfin pour réclamer les droits d'une neutralité que toute l'Europe avait reconnue et respectée.

Napoléon ne répondit au pape qu'après Austerlitz. La lettre du pape lui était arrivée au milieu de tous ses projets de restauration de l'empire de Charlemagne, en plein rêve carlovingien. Le pape était entré, de moitié avec Napoléon, dans cette grande parodie historique; il avait évoqué, avec une complaisance illimitée, le nom et les souvenirs de Charlemagne tant qu'il avait espéré en tirer profit pour son propre pouvoir, il allait maintenant connaître le danger de ces anachronismes ambitieux et éprouver ce que c'était qu'un Charlemagne dans une époque sans croyances. La réponse de Napoléon, tout en gardant encore quelques ménagements de forme, fit crouler d'un seul

coup tout l'échafaudage des ambitions pontificales. En faisant un pacte avec le pape, Charlemagne avait réellement traité de puissance à puissance, parce que, derrière le pontife, il y avait alors autre chose que le petit État romain, il y avait le monde des croyants. Derrière Pie VII, au contraire, il n'y avait plus qu'une religion affaiblie, une autorité spirituelle expirante. L'immense force morale qui se personnifiait dans ses prédécesseurs et qui leur permettait de tenir tête aux maîtres du monde, n'était plus qu'une ombre et n'avait plus rien qui pût imposer à Napoléon. Les deux pouvoirs, qui avaient rempli le moyen âge de leurs luttes, étaient replacés face à face; tous deux étaient un contre-sens peu durable dans le monde moderne; mais l'un était armé d'une puissance matérielle incalculable, l'autre n'était qu'un souvenir et une sorte d'exhumation archéologique. Le rêve de la papauté devait s'évanouir le premier, car, lorsque Bonaparte invoqua, pour justifier l'occupation d'Ancône, ses devoirs « de protecteur du Saint-Siége, de successeur des rois de la seconde et de la troisième race, » il s'appuyait du moins sur une force réelle, qui était son épée, tandis que Pie VII n'était plus que le souverain d'un empire spirituel imaginaire.

Napoléon fit entendre clairement au pape que, s'il avait traité le Saint-Siége avec si peu de cérémonie, Pie VII ne devait s'en prendre qu'aux refus « qu'il avait éprouvés de sa part sur tous les objets, même sur ceux qui étaient d'un premier ordre pour la religion, comme, par exemple, *lorsqu'il s'agissait d'empêcher le protestantisme de relever la tête en France.* » Allusion parfaitement inexacte à la réversibilité possible de la

couronne de France sur la tête des enfants protestants de Jérôme, puisque Jérôme avait été exclu de la succession impériale. Mais, « il continuerait à protéger le Saint-Siége, malgré les fausses démarches, l'ingratitude et les mauvaises dispositions des hommes qui s'étaient démasqués pendant ces trois mois, et qui l'avaient cru perdu.... Au reste, Sa Sainteté était libre d'accueillir de préférence les Anglais et le calife de Constantinople; mais, ne voulant pas exposer le cardinal Fesch à des avanies, il le ferait remplacer par un séculier[1]. »

Dans une lettre, écrite le même jour au cardinal et que celui-ci devait communiquer à la cour romaine, Napoléon expliquait plus nettement encore la nature de cette *protection* qu'il prétendait imposer désormais au Saint-Siége : « Puisque ces *imbéciles*, lui disait-il, ne trouvent pas d'inconvénient à ce qu'un protestant puisse occuper le trône de France, je leur enverrai un ambassadeur protestant.... Je suis religieux, mais je ne suis pas cagot. Constantin a séparé le civil du militaire, et je puis aussi nommer un sénateur pour commander dans Rome en mon nom.... *Pour le pape, je suis Charlemagne, parce que, comme Charlemagne, je réunis la couronne de France à celle des Lombards*, et que mon empire confine avec l'Orient.... Je ne changerai rien aux apparences, si l'on se conduit bien; autrement, je réduirai le pape à être évêque de Rome. » Pie VII, chez qui les inspirations du dépit l'emportaient encore sur celles de la peur, répondit à Napoléon, en repoussant, avec un redoublement de dou-

1. Napoléon au pape Pie VII, 7 janvier 1806.

cœur et d'onction, des reproches qu'il savait fort bien n'être que des prétextes, à l'exception du grief relatif au mariage de Jérôme. Sur ce point même, s'il avait contrarié les intentions de l'empereur, c'était à son extrême regret et *uniquement parce qu'il n'avait rien trouvé dans les lois divines qui lui permît de suivre le penchant naturel de son cœur*[1]. Il niait, d'ailleurs, et cela avec plus de vérité, avoir fait le moindre accueil aux ennemis de l'empereur ou « avoir jamais cru Sa Majesté perdue comme elle le lui reprochait dans sa lettre. » Pie VII lui avait, en effet, écrit au moment où il entrait en vainqueur à Vienne et où la victoire d'Ulm était depuis longtemps connue. Passant alors à un autre ordre d'idées, au lieu de discuter la singulière théorie de *protectorat*, émise par Bonaparte, il se contentait, par une de ces ironies profondes et couvertes qui sont familières à la faiblesse et où excellent les prêtres et les femmes, de lui rappeler ces décevantes promesses qu'on avait fait miroiter à ses yeux pour l'attirer à Paris. Maintenant que Napoléon avait ajouté de si glorieuses acquisitions à ses anciennes conquêtes, et *puisqu'il rapportait à Dieu l'heureux succès de ses armes*, on pouvait espérer qu'il *reporterait aussi à Dieu le fruit de ses conquêtes*, en y faisant participer l'Église. « Votre Majesté est devenue le souverain de Venise. Cette extension de ses domaines en Italie nous fait concevoir l'idée flatteuse que le temps est arrivé où elle voudra voir l'Église recouvrer enfin cette partie du patrimoine de saint Pierre que la Révolution lui a ravie. » Raisonnement d'une logique irréprochable,

1. Pie VII à Napoléon, 29 janvier.

et d'autant plus fait pour exaspérer Napoléon qu'il se flattait d'avoir terrifié la cour romaine qui semblait peu troublée de cette grande colère. Au surplus cette réponse pleine de *candeur*, selon l'expression même du pape, mais d'une candeur très-étudiée, ne lui donnait aucune prise contre ceux qui la lui adressaient.

Cette fois Napoléon laisse de côté toute dissimulation et jette le masque: « Votre Sainteté, répond-il au pape, est souveraine de Rome, *mais j'en suis l'empereur !* Tous mes ennemis doivent être les siens. Il n'est donc pas convenable qu'aucun agent du roi de Sardaigne, aucun Anglais, Russe ni Suédois réside à Rome ou dans vos États, ni qu'aucun bâtiment appartenant à ces puissances entre dans vos ports..., je suis comptable *envers Dieu* qui a bien voulu choisir mon bras pour rétablir la religion. Et comment puis-je sans gémir la voir compromise par les lenteurs de la cour de Rome ? Ils en *répondront devant Dieu* ceux qui laissent l'Allemagne dans l'anarchie; ils *en répondront devant Dieu* ceux qui retardent l'expédition des bulles de *mes évêques !*... Ce n'est pas en dormant que *j'ai réorganisé la religion en France* de telle sorte qu'il n'est pas de pays où elle fasse tant de bien et où elle soit si respectée [1]. »

Ces singulières expressions montrent que Napoléon se considérait déjà comme quelque chose de plus que le suzerain du pape, car il n'était pas loin de lui disputer jusqu'à son titre de vicaire de Dieu. Plus zélé pour la religion que le pape, il ne se faisait pas faute de lui démontrer la supériorité des services qu'il

1. Napoléon à Pie VII, 13 février 1806.

avait rendus à la Divinité, il le citait hardiment au tribunal de ce juge suprême, et il apportait dans ces pieuses pantalonnades l'imperturbable assurance qui lui avait si bien réussi auprès des uhlémas du Caire. Cette péremptoire déclaration de principes eut pour commentaire et pour complément une communication encore plus nette et plus impérieuse qui vint dicter au cardinal Fesch la règle de conduite qu'il devait suivre à l'avenir. Il devait requérir immédiatement l'expulsion de tous les Anglais, Russes et Suédois habitant les États romains : « Je *n'entends plus*, disait Napoléon, *que la cour de Rome se mêle de politique*... Je donne ordre au prince Joseph de vous prêter main-forte... dites bien que j'ai les yeux ouverts, que je ne suis trompé qu'autant que je le veux bien, *que je suis Charlemagne*, *leur empereur*, que je dois être traité de même. Je fais connaître au pape mes intentions en peu de mots, s'il n'y acquiesce pas, je le réduirai à la même condition qu'il était avant Charlemagne[1] ! »

Que s'était-il passé en somme depuis ce voyage de Paris, que Napoléon avait obtenu au prix de tant d'instances, de flatteries et de promesses ? Quels torts pouvait-il après tout reprocher à ce faible vieillard qu'il traitait si durement après l'avoir trompé et enivré en lui donnant les plus fausses espérances ? Pie VII lui avait refusé la rupture du mariage de Jérôme par des scrupules qui pouvaient n'être pas sincères, mais dont sa conscience de prêtre était seule juge ; il avait, en outre, apporté dans l'expédition des affaires ecclésiastiques, des lenteurs fort probablement calculées,

1. Napoléon à Fesch, 13 février 1806.

mais qui n'excédaient en rien ses droits de souverain spirituel. Ce n'étaient donc point les torts du pape qui avaient comblé la mesure, c'étaient les forces de Napoléon qui avaient prodigieusement grandi. Une blessure d'amour-propre et la victoire d'Austerlitz, voilà tout ce qu'il avait fallu pour rendre Napoléon aussi impitoyable envers la cour de Rome. Entre l'état d'oppression auquel il la réduisait aujourd'hui et une ruine complète, il n'y avait plus qu'une question de temps. Du moment où le pape refusait de se soumettre en tout aux vues de l'empereur, on peut dire que son expulsion de Rome était un fait déjà consommé virtuellement; il ne restait à mettre en œuvre que le mode, les prétextes et l'occasion.

Aux grands fiefs de Rome et de Naples, Napoléon avait résolu d'ajouter la Hollande, où le grand pensionnaire Schimmelpenninck n'avait fait que garder à son insu la place pour un second frère de l'empereur. Lorsque les Anglo-Suédois avaient menacé la Hollande pendant notre campagne en Autriche, Napoléon y avait envoyé Louis avec une armée qui se borna à prendre position sur les frontières de Westphalie et se trouva bientôt dégagée par la victoire d'Austerlitz. Louis vint saluer son frère lors de son passage à Strasbourg. Napoléon le reçut très-froidement: « Pourquoi, lui dit-il, avez-vous quitté la Hollande? On vous y voyait avec plaisir, il fallait y rester! » Louis allégua les bruits qui circulaient dans ce pays au sujet de sa prochaine transformation monarchique: « Ces bruits, ajouta-t-il, ne sont pas agréables à cette nation libre et estimable, et ils ne me plaisent pas davantage[1]. »

1. *Documents historiques sur la Hollande*, par le roi Louis.

Cette répugnance des frères de Napoléon à entrer dans ses vues est caractéristique, et ne saurait d'ailleurs être révoquée en doute, bien qu'on ait très-faussement cherché à expliquer son absurde système des royautés vassales par son désir de contenter leur avidité et leur ambition. Déjà Joseph avait refusé le trône d'Italie, en alléguant, il est vrai, une excuse qui était plutôt un prétexte qu'un motif sérieux, et pour le décider à accepter celui de Naples, il avait fallu lui faire une sorte de violence. Louis, dont l'honnêteté et le désintéressement sont restés au-dessus de toute contestation, était encore plus éloigné de toute convoitise de ce genre, mais il ne fut pas plus consulté que Joseph ou Jérôme. Ce fait curieux ne démontre pas seulement que l'utopie de la résurrection carlovingienne appartient en propre à Napoléon seul, il met en lumière l'opinion que ses frères avaient de lui, car il entrait dans leurs scrupules au moins autant de défiance envers un maître si exigeant que de défiance envers la fortune. Mais, ainsi que l'a écrit le roi Louis, il ne s'agissait pas de leur volonté, mais de la sienne, et il leur fallait choisir entre l'*expatriation* de Lucien et le trône qu'on leur offrait.

« Napoléon, dit ce prince dans ses mémoires, fit entendre à Louis que s'il n'était pas plus consulté sur cette affaire, *c'est qu'un sujet ne pouvait qu'obéir*. Louis réfléchit qu'il pouvait être contraint par la force; que l'empereur le voulant absolument il lui arriverait ce qui était arrivé à Joseph qui, pour avoir refusé l'Italie, était alors à Naples. Cependant il fit encore une dernière tentative, il écrivit à son frère *qu'il sentait la nécessité pour les frères de l'empereur de s'éloi-*

gner de France, mais qu'il lui demandait le gouvernement de Gênes ou de Piémont. Napoléon refusa[1]. » La Hollande fut encore moins consultée que Louis : « Monsieur Talleyrand, écrit Bonaparte le 14 mars 1806, j'ai vu ce soir M. Verhuell. Voici en deux mots à quoi j'ai réduit la question : la hollande est sans pouvoir exécutif, il lui en faut un ; je lui donnerai le prince Louis... Au lieu du grand pensionnaire il y aura un roi... *Les arguments sont que sans cela je ne ferai rendre aucune colonie à la paix...* Il faut qu'avant vingt jours le prince Louis fasse son entrée à Amsterdam. » Voilà au juste à quoi se réduisirent les prétendues supplications des patriotes hollandais pour obtenir le roi Louis. Notre domination ne pouvait plus être qu'exécrée dans un pays ruiné par nos exactions et par toutes les calamités que nous lui avions attirées en l'entraînant, malgré lui, à la guerre contre l'Angleterre ; dans ces circonstances, alléguer l'offre du trône au nom de la reconnaissance nationale, c'était insulter au malheur par la plus odieuse comédie. Louis se résigna mélancoliquement, il subit la royauté comme une pénitence, mais avec un sincère désir de soulager les maux de ses nouveaux sujets ; il parut parmi les souverains de son temps comme une sorte de monarque à la triste figure, mais quoique troublé et consterné d'avance, à l'idée des tribulations qu'il prévoyait, il était encore loin de soupçonner quel dur esclavage couvrait ce titre de roi qu'un juste pressentiment lui avait fait redouter.

Napoléon compléta le système des grands fiefs par

1. *Documents sur la Hollande.*

la création de souverainetés inférieures qui n'avaient d'autre but que de fournir de grosses dotations à ses parents et serviteurs de tout ordre, aux dépens des pays conquis et sans qu'il en coûtât rien à son trésor. Sa sœur Élisa avait déjà Lucques et Piombino, Eugène avait la haute Italie, Pauline Borghèse obtint le duché de Guastalla qu'elle vendit peu de temps après à beaux deniers comptants; Berthier eut la principauté de Neufchâtel que la Prusse devait nous céder en échange du Hanovre, Murat eut le duché de Berg que nous céda la Bavière, Bernadotte eut Ponte-Corvo et Talleyrand la principauté de Bénévent, deux fiefs pris sur les domaines que de temps immémorial la papauté disputait au royaume de Naples. Lebrun fut fait duc de Plaisance. Les États vénitiens fournirent à eux seuls douze autres fiefs, dont les titulaires devaient être nommés ultérieurement. Ce n'était là qu'une première esquisse de cette vaste hiérarchie qui devait relever la splendeur du grand empire. Ces dociles satellites annonçaient tout un système planétaire qui allait bientôt graviter autour de l'astre impérial, leur centre et leur foyer; mais ils ne devaient avoir d'autre éclat que celui qu'ils tiendraient de leur créateur. Ces nouvelles souverainetés étaient encore plus dépendantes que les fantômes de royautés auxquels elles allaient servir de cortége; elles n'étaient en réalité qu'une création toute fiscale, elles ne déléguaient aucun pouvoir; elles ne constituaient en un mot que des apanages, ou pour mieux dire qu'une spoliation organisée. Nos exactions sur les vaincus avaient eu jusque-là une forme moins blessante parce qu'elle était impersonnelle. Elles se faisaient au nom et au profit d'un grand État, et on

pouvait les croire consacrées à des intérêts généraux. Aujourd'hui on mettait les exploitants en présence des exploités; on chargeait les conquis de soudoyer eux-mêmes la conquête, et les sujets des nouveaux feudataires ne devaient connaître leurs maîtres que par les sommes d'argent que ceux-ci allaient leur extorquer, singulier moyen de rendre durable et populaire cette féodalité bureaucratique.

Le couronnement naturel de cet édifice grandiose était la nouvelle organisation que Napoléon réservait à la Confédération germanique; mais avant de démasquer ce dernier projet plus menaçant pour la paix de l'Europe qu'aucun de ceux qu'il avait réalisés jusque-là, il voulait enchaîner définitivement la Prusse en la forçant à subir le traité de Schœnbrunn, et tenter la chance d'un raccommodement soit avec l'Angleterre, soit avec la Russie, comptant selon son habitude, si ses ouvertures étaient acceptées par ces puissances, faire passer cette énormité entre les préliminaires et la signature de la paix, et, si ses avances n'étaient pas accueillies, la leur jeter au visage en signe de défi. D'Haugwitz avait porté à Berlin l'offre du Hanovre au lieu d'une déclaration de guerre, mais il y avait trouvé un accueil bien différent de celui auquel il s'attendait. Tout le monde sentit ce qu'il y avait dans cette proposition d'injurieux et de méprisant pour la nation prussienne. Toute frémissante encore de son indignation de la veille contre l'oppresseur de l'Europe, elle ne devait pas seulement poser les armes avant d'avoir combattu, et abandonner ses alliés comme c'est le sort ordinaire d'une guerre malheureuse, on exigeait d'elle qu'elle se déshonorât en ac-

ceptant leurs dépouilles, en tournant contre eux l'épée qu'elle avait prise pour leur défense. Il fallait qu'on la considérât comme une nation de purs automates indignes du nom d'hommes, pour la supposer insensible à l'ignominie du rôle auquel on voulait la condamner. La révolte de l'honneur national se manifesta avec une extrême énergie parmi toutes les classes de la population et même à la cour, où ces sentiments sont d'ordinaire trop émoussés pour montrer une grande susceptibilité. Le roi lui-même, quoique dominé par la crainte et l'intérêt, éprouvait une humiliation profonde à l'idée de ratifier de pareilles conditions, car elles ne lui offraient pas même l'excuse d'un avantage assez considérable pour faire oublier avec le temps tout ce qu'elles avaient de honteux. L'acquisition du Hanovre ne lui apportait, en effet, déduction faite des cessions territoriales dont elle devait être le prix, qu'un accroissement de quatre ou cinq cent mille âmes; et c'était sur un si faible enjeu qu'il lui fallait risquer sa popularité, l'honneur de sa couronne, la perspective d'une guerre presque certaine avec l'Angleterre! D'autre part, s'il refusait sa ratification, c'était une guerre immédiate contre une armée victorieuse qui était campée à quelques marches de ses frontières et à laquelle il n'avait encore à opposer que des troupes très-inférieures en nombre.

Dans cette cruelle extrémité le roi résolut de céder en ratifiant le traité sous la réserve de quelques modifications qu'il jugeait nécessaires soit à sa propre dignité, soit à l'intérêt de ses États. Il insista surtout sur l'annulation de la clause d'alliance offensive et défensive qui le rendait solidaire de tous les change-

ments que Napoléon avait opérés ou se proposait d'opérer en Europe. Il tenait essentiellement à ne pas reconnaître la déchéance de la maison de Naples, à ne recevoir le Hanovre qu'à titre provisoire, jusqu'à ce qu'il eût obtenu l'assentiment de l'Angleterre; enfin il présentait comme un complément nécessaire à son acquisition du Hanovre, l'annexion des villes de Hambourg, de Brême et de Lubeck, comptant sur ce nouvel accroissement pour faire taire les plaintes de ses sujets. D'Haugwitz part pour Paris, afin de soumettre à Napoléon le traité ainsi remanié, et Laforest, notre représentant à Berlin, consent à le signer, en réservant toutefois la ratification de son souverain.

Dans l'intervalle, un grand événement, prévu déjà depuis quelque temps, venait de s'accomplir. L'ennemi le plus redoutable et le plus persévérant de Napoléon, William Pitt, était mort le 23 janvier 1806, usé par les luttes dévorantes du pouvoir et de la liberté, frappé au cœur par la victoire d'Austerlitz : son grand émule en éloquence, sinon en génie politique, Fox venait d'être appelé au ministère. Napoléon vit sur-le-champ tout le parti qu'il pourrait tirer d'un malheur qui allait achever la déroute de ses ennemis du continent, et de l'avénement d'un homme dont l'âme ouverte et généreuse comportait trop d'inconsistance, de laisser-aller et d'illusion, pour lui faire craindre un adversaire capable de lui tenir tête. Fox ne vécut pas assez longtemps, soit pour justifier, soit pour démentir pleinement les espérances au fond peu flatteuses dont il était l'objet; on put voir toutefois qu'il n'était pas à la hauteur de la tâche que Pitt lui léguait. La mort prématurée qui vint le surprendre au

début même de son administration, jointe aux sympathies qu'inspirait son caractère, a donné lieu à des regrets fort exagérés de la part de ceux qui soutiennent que l'ambition de Napoléon n'était pas incompatible avec la paix de l'Europe. Bonaparte lui-même s'est plu à accréditer cette opinion erronée : « La mort de Fox, disait-il souvent, a été une des fatalités de ma carrière !... S'il eût vécu, la cause des peuples l'eût emporté et nous eussions créé un nouvel ordre en Europe[1]. » Mais ce qui démontre tout ce qu'il y a de hasardé dans ce lieu commun, c'est d'abord que Fox, après toutes les effusions philanthropiques par lesquelles il crut devoir débuter, fut forcé de revenir purement et simplement à la politique de Pitt, et, ensuite, que le premier effet produit sur Napoléon par l'élévation de Fox au ministère, fut de le rendre beaucoup plus exigeant envers les puissances continentales. Il avait eu avec Fox des rapports personnels à l'époque du traité d'Amiens, il s'était attaché à caresser son esprit optimiste et bienveillant, peu fait pour pénétrer les calculs d'une politique aussi ténébreuse ; il ne vit en lui qu'un adversaire facile à duper et dont il aurait meilleur marché que du grand ministre qu'il avait toujours et partout rencontré sur son chemin, dénonçant ses projets aussitôt qu'ils étaient formés, et leur opposant une indomptable résolution. Quelle fortune inespérée que la substitution du bon et généreux Fox à cet homme hautain dont le regard pénétrant et le froid mépris avaient tant de fois déconcerté le charlatanisme impérial !

1. Las Cases.

Mais cette chance heureuse, qui eût pu assurer la paix de l'Europe, ne servit qu'à rallumer la guerre. Napoléon était en ce moment sur le point de transiger avec la Prusse, car les modifications qu'elle proposait au traité de Schœnbrunn n'avaient rien d'exorbitant, et il était, d'ailleurs, certain qu'en insistant il la contraindrait à y renoncer en tout ou en partie. Mais il n'a pas plutôt appris l'avénement de Fox qu'il se ravise, et ne veut plus entendre parler du traité. Son premier mouvement est de garder le Hanovre, afin de pouvoir faire plus facilement sa paix avec l'Angleterre[1], mais ce mouvement, qui était une idée juste, reste à l'état de velléité, et Napoléon ne songe plus qu'à empirer la situation de la Prusse en la forçant à accepter des conditions encore plus onéreuses que celles du traité qu'elle a voulu amender. Il verra plus tard à s'arranger avec l'Angleterre, mais en attendant il se flatte de l'intimider et de la contraindre plus vite à la paix, en amenant la Prusse à entrer bon gré ou mal gré dans la ligue prohibitionniste qui va inaugurer le blocus continental. La Prusse doit, non-seulement, subir toutes les conditions du traité de Schœnbrunn, mais renoncer au margraviat de Bayreuth, reconnaître tous les changements qui s'opèrent en Italie, et, en outre, prendre l'engagement de fermer au commerce anglais les bouches de l'Elbe et du Weser, clause infiniment plus grave, qui équivalait à une déclaration de guerre contre l'Angleterre. D'Haugwitz signe en gémissant ce nouveau traité, mais il n'ose pas, cette fois, le porter

1. Napoléon à Talleyrand, 4 février 1806.

lui-même à Berlin, et il en charge l'ambassadeur prussien Lucchesini.

Il y avait un excès de cruauté et de dérision à décorer du nom de traité d'alliance un pacte conclu dans de telles conditions, à le donner comme le gage d'une *éternelle union*[1] entre les parties contractantes. Jamais notre diplomatie n'avait adopté un expédient plus impolitique et plus désastreux. On ne pouvait en effet supposer, sans une insigne folie, que la Prusse, quels que fussent pour le moment ses embarras, consentirait à s'asservir elle-même au joug français, au point d'accepter sa propre ruine et celle de toute l'Allemagne, pour seconder la haine de Napoléon contre l'Angleterre et pour l'aider à achever la conquête du continent. Jusque-là la neutralité, et même l'alliance prussienne, avait été possible avec de très-légères concessions; après un tel traité, la Prusse devenait forcément notre plus implacable ennemie, et elle ne pouvait plus songer qu'à nous combattre aussitôt qu'elle trouverait une occasion de le faire avec avantage. Au reste, Napoléon allait la forcer de saisir cette occasion plus promptement encore qu'elle ne pensait, par une série de procédés qui devaient rendre sa situation de plus en plus intolérable. Avec lui, les résultats d'une faute ne se faisaient jamais attendre, grâce à son système invariable de tirer d'un succès tout ce qu'il pouvait donner, et selon sa conviction, qu'on lassait moins la Fortune en la violentant à outrance qu'en laissant échapper une seule de ses

1. C'est l'expression textuelle du traité. Voy. De Clerck, *Recueil des Traités*, etc.

faveurs. Le roi de Prusse, avant même d'avoir apposé sa signature à ce fatal traité, avait commencé à expier sa faiblesse et son avidité. Napoléon occupa Anspach plus de quinze jours avant la ratification. Lorsqu'il l'eut obtenue, il fit insulter dans le *Moniteur* le chef du cabinet prussien, M. de Hardenberg, qui avait déjà eu les honneurs d'une accusation injurieuse dans un bulletin, daté de Vienne. Il lui reprocha de nouveau « de *s'être prostitué aux éternels ennemis du continent*[1]; » il l'appela *traître et parjure*, l'accusa de s'être *déshonoré*, et pour justifier ces aménités, publia, en la falsifiant, une lettre que ce ministre patriote, avant d'avoir pu connaître le traité de Schœnbrunn, avait écrite à lord Harrowby, pour lui déclarer « qu'une nouvelle occupation du Hanovre par Bonaparte serait considérée comme dirigée contre la Prusse[2]. » Notre légation de Berlin eut l'ordre d'interrompre toute relation avec lui. Napoléon fit signifier au roi qu'il comptait sur le renvoi de Hardenberg. Il ne pouvait déjà plus tolérer en Prusse un ministère qui ne fût pas à sa discrétion. Fâcheux présage! C'était par là qu'il avait commencé avec la reine de Naples, avant de lui prendre ses États : « Dites à M. d'Haugwitz, écrivait-il à M. de Talleyrand, *qu'on a toujours supposé* que M. de Hardenberg se retirerait[3]. » Le roi de Prusse dut se résoudre à sacrifier son ministre en prenant pour prétexte l'apologie fière et loyale que Hardenberg publia de sa conduite. A cette

1. *Moniteur* du 21 mars 1806.
2. Schœll., *Hist. abrégée des Traités*, t. VIII, *Mémoires tirés de papiers d'un homme d'État*, t. IX.
3. Napoléon à Talleyrand, 20 mars.

ingérence peu rassurante de Napoléon dans le gouvernement intérieur de la Prusse, se joignit bientôt après la saisie de quatre cents bâtiments de commerce prussiens ou allemands par la marine britannique, qui y trouva une ample compensation à la fermeture passagère de l'Elbe et du Weser. Napoléon eût voulu enrichir le commerce anglais qu'il n'eut rien pu imaginer de mieux que sa ridicule conception du blocus continental, dont le premier résultat était de tuer toute concurrence au profit de l'Angleterre.

Ce n'était là que la moindre des surprises qui attendaient le cabinet prussien. Il commençait à peine à se remettre de son émotion, lorsqu'il apprit que la Confédération germanique, dont il faisait partie et dont il avait quelque droit de considérer les affaires comme une question qui le regardait, allait être réorganisée, et réorganisée, non-seulement, sans lui, mais contre lui. On lui laissait ignorer des combinaisons bien plus extraordinaires encore, qui devaient mettre sa patience à une rude épreuve. Le roi de Prusse avait ratifié, le 9 mars, le traité qui lui cédait le Hanovre *en toute propriété*, et dès le mois de juin suivant Napoléon offrait cette province à l'Angleterre comme gage de paix et de réconciliation. Il l'offrait sans que la Prusse lui eût donné un seul sujet de plainte légitime. Les motifs qu'on a allégués pour justifier cette trahison ne soutiennent pas l'examen. La Prusse, en prenant possession du Hanovre, avait laissé voir qu'elle le recevait à contre-cœur ; on pouvait l'en croire sur parole, et ce scrupule n'avait rien que d'honorable pour elle. Quant à la lumière que les révélations de

la tribune anglaise venaient de jeter sur sa conduite passée, elle n'avait rien qui fût nouveau pour Napoléon. La Prusse avait été assez punie par son humiliation. La conduite de Napoléon n'avait en réalité qu'un seul motif, le désir de s'arranger avec l'Angleterre.

Sous l'empire de ses anciennes illusions sur le premier Consul, Fox avait profité de la révélation qui lui avait été faite, d'un projet d'assassinat contre Napoléon, pour entrer en communication avec le cabinet français dans l'espoir que cette ouverture amènerait quelque incident favorable à la paix. Il avait toujours attribué la continuation de la guerre à l'obstination et à la mauvaise foi de Pitt, aux défiances, à la mauvaise volonté des puissances continentales qui, selon lui, avaient poussé à bout un homme naturellement juste et modéré; il devait attacher le plus grand prix à mettre d'accord ses actes avec ses paroles, à prouver comme ministre l'excellence du système qu'il avait soutenu comme orateur. Il ne pouvait, d'ailleurs, faire l'expérience de ces idées optimistes sous des auspices plus heureux, car Napoléon avait obtenu de tels avantages qu'il pouvait, sans crainte de paraître reculer, faire quelques sacrifices à un objet aussi considérable que le rétablissement de la paix avec l'Angleterre.

Napoléon n'était pas sans comprendre toute la portée d'une semblable réconciliation; il avait lui-même imaginé le faux projet d'assassinat qui avait donné lieu à la dénonciation de Fox. Il saisit avec empressement l'occasion qu'on lui offrait, il fit transmettre à Fox, par Talleyrand, un fragment de discours, dans lequel il exprimait le désir de faire la paix *sur les*

bases du traité d'Amiens; et à la suite de quelques communications du caractère le plus courtois échangées entre les deux cabinets, pendant les mois de mars et d'avril 1806, des pourparlers directs, en vue de la paix, s'engagèrent par l'entremise de lord Yarmouth, l'un des nombreux sujets britanniques retenus en France à la suite de la rupture du traité d'Amiens. Talleyrand, qui fut chargé de négocier avec lui, admit tout d'abord et sans difficulté la restitution du Hanovre au roi d'Angleterre; il admit également le principe général de l'*uti possidetis*, c'est-à-dire de l'état actuel des possessions, en ce qui concernait les acquisitions nouvelles des deux États; il s'engagea particulièrement à laisser à la maison de Naples l'île de Sicile, dont nos troupes n'avaient pu s'emparer. Sur un seul point il se montra inflexible; il refusa obstinément d'admettre la Russie à une négociation commune. Napoléon avait, en effet, trouvé trop d'avantages à faire des paix séparées pour se départir de cette règle de conduite; il se proposait ici de renouveler le jeu qui lui avait si bien réussi contre la Prusse et l'Autriche, et de même qu'il s'était servi du traité surpris à la faiblesse de d'Haugwitz pour écraser l'Autriche isolée, il voulait conclure à tout prix un arrangement improvisé avec la Russie pour imposer ensuite toutes ses volontés à l'Angleterre.

L'empereur de Russie, qui s'était d'abord emparé des bouches du Cattaro, au moment où nos troupes allaient les occuper, avait ensuite témoigné le désir de se rendre aux doléances de l'Autriche, que Napoléon rendait responsable de l'accident. Il venait justement d'envoyer à Paris M. d'Oubril, avec de pleins

pouvoirs, mais moins pour conclure la paix que pour en discuter les conditions. Napoléon conçoit aussitôt le plan de surprendre d'Oubril comme il a surpris d'Haugwitz, en lui faisant signer un traité au moyen duquel il intimidera et accablera le cabinet anglais. La seule arrivée du négociateur russe suffit pour produire en lui un changement complet de ton et de langage. A son retour de Londres, où il est allé porter à Fox les propositions de Bonaparte, lord Yarmouth se trouve en présence d'une situation toute nouvelle. On ne veut plus entendre parler de laisser la Sicile aux Bourbons : l'empereur a reçu des lettres de son frère qui lui déclare ne pouvoir se passer de cette île ! D'ailleurs ses généraux sont à la veille de s'en emparer. Il faut que l'Angleterre se contente du Hanovre, de Malte, des colonies qu'elle a conquises[1]. A mesure que d'Oubril se laisse prendre au piége, le cabinet français devient plus exigeant et plus réservé envers Yarmouth. On l'amuse avec les propositions les plus ridicules. On lui offre de donner, comme indemnité au roi des Deux-Siciles, un nouveau domaine formé *avec les villes hanséatiques* qu'on prendra à l'Allemagne ! En général, les indemnités que propose Bonaparte sont toujours à prendre sur le voisin. Enfin, du 15 au 20 juillet, Napoléon est certain de l'adhésion de d'Oubril au traité qu'il offre à la Russie, et subitement la scène change de nouveau. Peu lui importe que ce traité ne soit encore qu'un projet, qu'il contienne des

1. Dépêche de lord Yarmouth à Fox, 19 juin 1806 : *Annual Register for the year* 1806. — *State papers.* Les pièces de la négociation sont reproduites en partie, mais avec les plus graves altérations dans le *Moniteur* du 26 nov. 1806.

conditions absolument inacceptables, il a amené par flatterie, intimidation ou corruption le représentant d'Alexandre à le signer provisoirement, et il s'en prévaut sur-le-champ comme s'il était définitif. Il démasque à l'improviste la grande surprise qu'il a préparée clandestinement tout en suivant ces diverses négociations : « Talleyrand m'a déclaré, écrivait Yarmouth à Fox le 9 juillet, il a déclaré à d'Oubril que si la paix se faisait, l'Allemagne resterait dans son état présent, et *que les changements projetés ne seraient pas publiés*[1]. » Cette promesse est aussitôt violée que faite. Napoléon publie la nouvelle organisation de la Confédération germanique réformée à l'abri de son protectorat, et il faudra que l'Angleterre, avec qui l'on a d'abord négocié sur le pied du *statu quo*, se résigne tout à la fois à nous céder la Sicile, et à voir la moitié de l'Allemagne soumise à notre domination.

Ce coup de théâtre était la répétition exacte des stratagèmes qui avaient précédé la conclusion du traité d'Amiens ou plutôt de ceux que Napoléon employait dans toutes ses négociations diplomatiques, car c'était là, chez lui, une méthode constante et systématique. Avec une connaissance un peu plus approfondie de son caractère, et même avec une étude tant soit peu attentive de ses antécédents politiques, on eût pu prédire à coup sûr ces brusques revirements qui déconcertaient ses adversaires. En diplomatie comme à la guerre, c'est au moment où tout semblait gagné qu'il fallait surtout se défier de lui. Doué d'un art infini pour attirer, séduire et flatter,

1. *Annual register State papers.*

pour inspirer une fausse sécurité, il captivait, entraînait par ses promesses des négociateurs que trompait sa rondeur apparente, il faisait valoir à leurs yeux les considérations d'humanité, la gloire de pacifier l'Europe après tant de déchirements; il les associait à ses vues d'avenir, à ses philanthropiques espérances; il se hâtait de les engager sans leur laisser le temps de la réflexion; puis, quand tout était réglé, convenu, terminé, au moment même de signer, il démasquait tout à coup quelque formidable imprévu et les mettait en demeure de s'y résigner ou de déchirer le traité en les menaçant avec éclat de les rendre responsables des conséquences. Comme les cabinets trop confiants avaient presque toujours escompté auprès de leurs sujets les avantages de la paix, ils courbaient le plus souvent la tête et acceptaient le fait accompli.

Cette surprise était faite pour refroidir considérablement l'admiration enthousiaste que Fox avait vouée à Bonaparte, et qui avait, d'ailleurs, souffert plus d'une atteinte depuis quelques années. Il ressentit d'autant plus vivement cette déception, qu'il s'en croyait tout à fait à l'abri, en raison de ses anciennes relations avec Napoléon. Mais au lieu de plier comme l'empereur l'espérait, il témoigna son mécontentement à lord Yarmouth, qui avait montré en cette occasion peu de fermeté et peu de clairvoyance en produisant ses pouvoirs, contrairement à ses instructions, et en acceptant la discussion sur l'indemnité sicilienne. Fox lui adjoignit lord Lauderdale, qui était chargé de parler un langage plus énergique et de revenir au point de départ même de la négociation, c'est-à-dire au maintien du *statu quo*. Napoléon

proposa alors, pour le roi des Deux-Siciles, de nouvelles indemnités, sur lesquelles il n'avait pas plus de droits que sur les villes hanséatiques, il offrit successivement l'Albanie qui appartenait à l'empire ottoman, avec Raguse qui était une république indépendante, puis les îles Baléares, propriété de son allié le roi d'Espagne. De tous les pays dont Napoléon prétendait trafiquer dans cette étrange négociation, il n'en était pas un seul sur lequel il pût invoquer même le droit de conquête : il ne possédait, en effet, ni le Hanovre, ni la Sicile, ni les villes Hanséatiques, ni l'Albanie, ni la république de Raguse, ni les îles Baléares, et il les cédait ou les réclamait tour à tour, comme il eût fait d'une propriété personnelle. Jamais on ne disposa du bien d'autrui avec plus de cynisme et d'impudeur. Sur ces entrefaites arriva de Saint-Pétersbourg une nouvelle embarrassante pour notre diplomatie. Alexandre repoussait avec mépris le traité dérisoire que Napoléon avait imposé à l'indécision de d'Oubril, et l'entente la plus complète se trouvait du même coup rétablie entre l'Angleterre et la Russie. Toute cette combinaison mesquine et perfide était déjouée, percée à jour, et pour comble de malheur, Fox, le dernier partisan de la paix au sein du cabinet anglais, mourait le 13 septembre, guéri un peu tard de toutes ses illusions au sujet du grand empereur. Les légitimes exigences de l'Angleterre à l'égard de la Sicile, se trouvant compliquées maintenant de celles que la Russie renouvelait pour son propre compte, relativement au roi de Naples, au roi de Sardaigne, à la Dalmatie, la négociation pouvait encore traîner sur les arguties propres à la diplomatie, mais

elle était, dès lors, mise à néant. Ainsi échoua cette tentative si importante pour la paix du monde. Quelles que soient les subtilités qu'on entasse pour obscurcir et dénaturer les faits, il est une conclusion à laquelle il est impossible de se dérober, c'est que la guerre resta ouverte entre la France d'une part, la Russie, l'Angleterre et, par suite, la Prusse de l'autre, pour un motif unique : le refus de Napoléon de céder la Sicile, où pas un de ses soldats n'avait encore mis le pied, et cela, disait-il, parce que la Sicile était indispensable au royaume de son frère Joseph ! Il y avait là tout au moins un commencement d'aliénation mentale.

La guerre avec la Russie et l'Angleterre, c'était aussi la guerre avec la Prusse, car Napoléon, à force d'habileté, en était venu à mettre aux mains de ces puissances un moyen certain d'entraîner le roi de Prusse. A supposer que ses griefs anciens et l'établissement de la nouvelle Confédération du Rhin, ne lui eussent pas paru des motifs suffisants de rupture, il était impossible que ce prince pût résister à leurs sollicitations en apprenant le sans-façon avec lequel Napoléon avait disposé d'une province faisant partie de ses États; et si le roi d'Espagne avait été capable d'un mouvement de fierté, nul doute qu'il n'eût été immédiatement entraîné à une détermination analogue par les sujets de plainte qu'on lui avait donnés, non-seulement en traitant de la paix, sans le consulter, mais en offrant ses provinces à qui voulait les prendre, en chassant ses parents de Naples, en gouvernant le royaume d'Étrurie comme un département français. La Hollande avait été plus malmenée

encore. En la donnant à Louis, on lui avait juré de lui faire restituer ses colonies, et au moment même où on lui renouvelait cette promesse solennelle, on offrait ces colonies à l'Angleterre. Mais la Hollande était trop enchaînée pour être à craindre. Ainsi, sous prétexte de conclure des paix séparées, notre diplomatie avait si bien emmêlé toutes les questions, compromis tous les intérêts, blessé tous les droits, qu'une seule de ses combinaisons venant à manquer, tout le reste s'écroulait à la fois, et Napoléon se trouvait pris dans ses propres ruses, brouillé avec tout le monde, et surtout avec ceux qu'il appelait ses alliés. Ici une hypothèse des plus aventurées avait seule servi de clef de voûte à tout l'échafaudage de ce prétendu projet de pacification, cette hypothèse était la ratification d'Alexandre. L'événement ne se réalisant pas, il ne restait de la tentative que le piteux spectacle de la mauvaise foi, surprise en flagrant délit et dévoilée à tous les yeux.

Napoléon n'était pas assez aveugle pour se méprendre sur les sentiments que sa conduite devait inspirer à Berlin comme ailleurs, mais il se flattait encore d'en neutraliser l'effet à force d'intimidation. Il se hâta de prendre les premières mesures militaires, ordonna à ses généraux de se tenir sur leurs gardes. Son armée occupait encore tout le midi de l'Allemagne, car il s'était prévalu de la saisie des bouches du Cattaro par les Russes, pour éluder tout à la fois et l'évacuation des provinces autrichiennes et celle des États de la nouvelle Confédération. La Grande-Armée, renforcée par de nombreuses recrues, nourrie aux dépens de l'étranger, occupant de fortes positions, était plus

aguerrie et plus disponible qu'elle n'avait jamais été. Ces précautions prises, il attendit, la main sur son épée, les communications du cabinet de Berlin.

On avait notifié à cette cour, vers le milieu de juillet, l'acte qui constituait la Confédération du Rhin sous le *protectorat* de Napoléon. Cet euphémisme déguisait mal l'état de complète sujétion où se trouvaient les princes que Napoléon avait contraints d'entrer dans cette ligue formée contre leur propre patrie. Indépendamment des trois souverains de Bade, Bavière et Wurtemberg, la Confédération nouvelle comprenait le prince archichancelier de Dalberg, l'électeur de Hesse-Darmstadt, les deux ducs de Nassau, le grand-duc de Berg Murat, le prince de Salm-Salm et quelques autres. Ils formaient avec la France une alliance offensive et défensive à perpétuité, et s'engageaient à fournir, pour la défense commune, une armée de soixante-trois mille hommes.

Le siége de la Confédération était placé à Francfort; quant à l'ancienne diète germanique, on la traitait avec si peu de cérémonie, que la ville de Ratisbonne, où elle tenait ses séances, avait été cédée à la Bavière. Notre ministre Bascher eut ordre de lui faire savoir que « l'Empereur, son maître, ne reconnaissait plus la Constitution germanique, en reconnaissant néanmoins la souveraineté de chacun des princes allemands, considérés individuellement. » La noblesse immédiate était définitivement supprimée. Napoléon, qui tenait déjà dans ses mains tous les principaux passages du Rhin, compléta son système de communications avec les États confédérés, en faisant étendre les fortifications de Mayence au delà du Rhin et en

occupant avec une forte garnison la place de Wesel, située sur la rive droite dans le grand-duché de Berg Cette occupation se fit au moment même où Bascher déclarait solennellement, au nom de Napoléon, à la diète de Ratisbonne « que l'Empereur ne porterait jamais les limites de la France au delà du Rhin. » (1er août 1806.)

Ce n'était pas seulement la diète de Ratisbonne qui se trouvait frappée par cette transformation, l'empire d'Allemagne lui-même était, pour ainsi dire, déclaré vacant. L'empereur d'Autriche qui portait encore ce vain titre, n'avait pour ainsi dire plus d'États en Allemagne; la France et la Prusse pouvaient seules y prétendre désormais. François II comprit sa situation, et se démit lui-même de cette dignité sans attendre qu'on l'y contraignît, bien que le traité de Presbourg la lui eût formellement reconnue, et lui donnât le droit de repousser les armes à la main ce nouvel acte d'envahissement. L'acte de Confédération lésait un peu moins ostensiblement la Prusse, mais elle n'en subissait pas moins une très-sérieuse atteinte, puisque tant d'États dont les gouvernements pouvaient lui être plus ou moins sympathiques, mais dont les peuples lui étaient attachés par les liens les plus étroits du sang, de la langue, des intérêts, des affections, allaient passer, sans retour, sous une influence étrangère. Comme on ne pouvait douter des sentiments que ferait naître en elle un établissement si contraire à ses intérêts, Napoléon voulut la rassurer en lui faisant déclarer au moment même où [illegible]t le traité, « qu'il la verrait avec plaisir [illegible] son influence tous les États du nord de

l'Allemagne, par une Confédération semblable à celle du Rhin. » Le dédommagement était plus que médiocre, car ces États étaient loin de pouvoir faire contrepoids à ceux que Napoléon venait d'enchaîner à son alliance; le cabinet de Berlin l'accepta toutefois avec empressement, ne se doutant encore en aucune manière, qu'on était d'avance bien décidé à ne pas lui laisser prendre ce qu'on lui offrait. Il ne devait pas tarder à faire cette découverte en même temps qu'une autre plus accablante encore.

Ainsi la coalition dissoute, au prix de tant de sang, par les victoires d'Ulm et d'Austerlitz, avait à peine déposé les armes, que du sein de cette Europe épuisée et chez le peuple même qui était le mieux disposé pour nous, allait surgir une coalition nouvelle, suscitée uniquement par une longue série de sanglants affronts et de vexations intolérables. Cependant jamais notre situation intérieure n'avait réclamé plus impérieusement une politique pacifique. Napoléon, au retour d'Austerlitz, se vit lui-même forcé de reconnaître cette vérité, il promit solennellement à la France de la faire enfin jouir des bienfaits de la paix. Mais cette promesse n'était pas plus sincère que le compte rendu des revers trop fameux qui avaient obscurci l'éclat de nos victoires. Le discours d'ouverture de la session de 1806 contenait la seule mention officielle que Napoléon ait jamais faite de la catastrophe de Trafalgar. Même avec une connaissance approfondie de cette âme sans foi et de l'audace de ses impostures, on a peine à en croire ses yeux lorsqu'on lit dans quels termes il apprécia ce lamentable événement: « *Les tempêtes*, dit-il *nous ont fait perdre quelques*

vaisseaux après un combat imprudemment engagé[1]. » Voilà sur quelles dépositions il eût voulu qu'on écrivît son histoire! C'était sur de pareils témoignages que la France était appelée à juger son gouvernement, à se former une opinion sur l'état de ses affaires! Après le succès d'un si grossier mensonge, comment s'étonner de l'invariable crédulité qui accueillait les paroles de Napoléon lorsqu'il prenait le ciel à témoin de ses efforts en faveur d'une paix si chèrement payée? Alors même qu'il la faisait échouer, il spéculait sur ce désir si légitime pour accroître encore sa popularité de triomphateur: « Ce ne sont plus des conquêtes qu'il projette, avait dit de sa part Champagny au Corps législatif, il a épuisé la gloire militaire; il n'ambitionne plus ces lauriers sanglants qu'on l'a forcé de cueillir: perfectionner l'administration, en faire pour son peuple la source d'un bonheur durable, d'une prospérité toujours croissante, et de ses actes l'exemple et la leçon d'une morale pure et élevée; mériter les bénédictions de la génération présente et celles des générations futures, telle est la gloire qu'il ambitionne[2]. »

Il était temps qu'il commençât à prendre au sérieux ce programme menteur, tant de fois promis et délaissé. Depuis la rupture avec l'Angleterre, le bien-être et la richesse de la France avaient reçu de fâcheuses et profondes atteintes, et nos victoires, quelque spoliatrices qu'elles fussent pour les pays conquis, étaient bien loin de pouvoir suppléer à l'immense déficit causé par l'anéantissement de notre commerce

1. *Discours d'ouverture*, 2 mars 1806.
2. *Exposé de la situation de l'Empire*, 5 mars 1806.

et de notre industrie nationale. Telle était pourtant en dernière analyse la vraie pensée de Napoléon. Il voulait habituer la France à vivre des dépouilles de l'Europe. « Nos finances vont mal, avait-il dit à Mollien en partant pour la campagne d'Austerlitz, *ce n'est pas ici que je puis y mettre ordre*[1]. » Au fond, l'armée seule retirait un véritable profit de nos conquêtes; il est vrai d'ajouter que l'armée prenait peu à peu de telles proportions, qu'elle allait bientôt embrasser, ou pour mieux dire engloutir la nation presque tout entière. A l'armée revenait la plus grosse part des contributions levées sur l'étranger, à l'armée, le plus grand nombre de ces énormes dotations que Napoléon venait de constituer pour ses généraux sous le nom de duchés ou de principautés; à l'armée enfin ces arcs de triomphes du Carrousel et de l'Étoile, cette colonne fondue avec le bronze des canons ennemis, qui allaient s'élever sur les places de Paris. L'armée devenait de plus en plus le grand ressort, le moteur universel, le commencement et la fin de tout. Napoléon voulait qu'elle eût, non-seulement son esprit à elle, très-distinct de celui de la nation, mais des intérêts et des ressources indépendants de ceux de l'État, avec une gestion et une destination spéciales, exclusives, sans aucune solidarité avec les autres services. Telle est la pensée qui lui inspira, après Austerlitz, la création, tant admirée, de la Caisse militaire formée avec les contributions levées sur l'Autriche et administrée par Mollien. Admirable invention, en effet, que celle qui allait achever de corrompre et de pervertir cette institution

1. Mollien : *Mémoires d'un ministre du Trésor.*

autrefois si patriotique, si pure et si désintéressée qu'on avait appelée la *nation armée!* Nos soldats devaient se suffire à eux-mêmes, former un corps à part se dirigeant par ses propres maximes, étranger aux passions du reste du peuple, soustrait à toute influence civile, isolé par ses plaisirs comme par ses honneurs, et n'ayant plus même avec les autres citoyens les liens de la communauté d'intérêt. Au reste, quelque rapproché que fût le nouvel esprit militaire de celui qui avait autrefois animé ces légions prétoriennes, la honte et le châtiment de la populace de Rome, tel était encore l'empire des mœurs et de la civilisation françaises, que Napoléon n'atteignit jamais sous ce rapport à l'idéal qu'il avait rêvé, soit que le temps lui ait manqué pour le réaliser, soit qu'il ait reculé devant le mauvais effet qu'eussent produit certaines de ces innovations empruntées à la Rome des Césars. On lit dans une note dictée au sujet de la fête que la ville de Paris devait donner à la Grande-Armée, lors de son retour d'Allemagne : « *Quelques combats de taureaux à la mode d'Espagne ou des combats de bêtes féroces seraient dans ces circonstances des amusements qui plairaient à des guerriers*[1]. » C'est par de tels spectacles que Bonaparte se proposait sans doute de donner à son peuple, selon l'expression qu'il avait dictée à Champagny, « la leçon d'une morale pure et élevée, de mériter les bénédictions de la génération présente et celles des générations futures! » Des tigres se déchirant dans une arène sous les yeux d'une plèbe en

1. Note de Napoléon pour le ministre de l'intérieur, 17 février 1806.

délire, c'était là, avec les gladiateurs, le seul trait de mœurs qu'il lui restât à emprunter aux temps néfastes du Bas-Empire; mais on peut dire qu'en cela ce charlatan effréné, qui a tant exploité les défauts et les préjugés français, allait au delà de ce que pouvaient supporter son peuple et son époque; quoi qu'il fît, ces goûts n'étaient pas français, et il calomniait la nation de Molière et de Corneille en la supposant capable de se passionner pour ces plaisirs grossiers et cruels. Les événements forcèrent Napoléon à ajourner cette tentative qui resta à l'état de projet, mais elle est trop caractéristique pour être passée sous silence; elle montre dans quelles régions historiques vivait sa pensée, et elle le classe, pour ainsi dire, parmi ses véritables contemporains, qui n'ont rien de commun avec la civilisation moderne.

Comme compensation aux maux et aux privations de toute sorte qui étaient résultés pour elle de l'interdiction des denrées coloniales et de la suspension des affaires industrielles, la population de Paris eut le spectacle de ces travaux de luxe qui ont pour but de décorer la majesté du pouvoir plutôt que de répandre le bien-être et d'encourager la production. La plupart de ces travaux, à la fois fastueux et stériles, devaient d'ailleurs rester inachevés. On décréta, outre les arcs de triomphe que j'ai mentionnés, l'achèvement du Louvre, du Panthéon rendu au culte et de la rue de Rivoli, la construction d'un tribunal de commerce sur l'emplacement de l'église de la Madeleine, l'ouverture de la rue de la Paix; on inaugura le *pont d'Austerlitz*. Mais ces constructions et quelques autres créations d'un caractère plus utile, telles que

la multiplication des écoles d'arts et métiers, le développement des expositions industrielles, l'amélioration des grandes voies de communication par terre et par eau, n'étaient que des palliatifs fort insuffisants contre l'état de trouble, de malaise, d'appauvrissement dans lequel étaient tombées toutes les branches de la production nationale. Notre industrie, étouffée par la guerre, devait rester jusqu'à la fin de l'empire dans cette position expectante que Champagny décrivait par une image expressive dans son compte rendu, en ce qui touchait la littérature : « *Les belles-lettres et les arts se disposent à prendre leur essor !*[1] » Le Trésor public se releva seul au milieu de la détresse générale, grâce aux remèdes violents que Bonaparte employa pour mettre fin à la grande crise financière qui avait amené tant de catastrophes dans le monde des affaires pendant l'hiver de 1805-1806.

Les causes de cette crise étaient tellement évidentes qu'elle avait été longtemps à l'avance annoncée par tous les hommes prévoyants. Elle tenait avant tout à une cause générale auprès de laquelle tout le reste n'était que très-accessoire, c'était l'immensité de nos dépenses de guerre. Si l'on ajoute aux frais énormes des préparatifs de l'expédition d'Angleterre les pertes incalculables causées par l'anéantissement de notre marine marchande, par les coups multipliés qui atteignirent notre commerce, par l'épuisement forcé de notre agriculture à laquelle la conscription enlevait de plus en plus ses soutiens naturels, on ne s'étonne plus que d'une chose, c'est de la facilité avec laquelle

1. *Exposé de la situation de l'Empire.*

la France parvint à éviter un plus complet désastre. A cette cause prédominante, qui était le résultat nécessaire d'une mauvaise politique, se joignaient les errements d'un mauvais système financier qui préférait des expédients équivoques et dangereux à l'aveu loyal de nécessités et de besoins dont le simple exposé eût suffi pour compromettre la popularité de Napoléon. Comptant toujours sur la victoire pour couvrir ses frais de guerre sans augmentation d'impôt, Napoléon était constamment forcé d'anticiper les dépenses sur les recettes, et cette nécessité avait donné lieu à un premier expédient, consistant à faire escompter les obligations des receveurs généraux par une grande compagnie financière, qui prélevait ainsi un impôt sur l'impôt. Cette compagnie, dirigée par Ouvrard, Desprez et Vanlerberghe, se trouvait en même temps chargée de la fourniture des vivres pour la marine et l'armée, en sorte qu'elle avait tout à la fois à avancer des fonds à l'Etat et à lui en demander, situation complexe, dont Barbé-Marbois remontra vainement le danger à Napoléon. Cette compagnie, ne trouvant pas sur la place de Paris des ressources suffisantes, fut amenée par la force des choses à étendre encore le cercle de ses opérations. L'Espagne, privée par la guerre avec l'Angleterre de son principal revenu, qui consistait dans l'extraction des piastres du Mexique, avait été forcée de différer le payement de son arriéré de subsides, elle était, en outre, en proie à la disette : le fertile génie d'Ouvrard imagine de battre monnaie avec les ressources de ce pays ruiné. Il se présente au roi d'Espagne en sauveur de la monarchie, il lui offre de le tirer de tous ses embarras, de payer les subsi-

des arriérés, de lui fournir des grains en abondance, et en échange de ce précieux service, il ne lui demande qu'une chose, une délégation sur ces piastres du Mexique, dont l'Espagne ne peut plus tirer aucun parti. Il a, en effet, trouvé un moyen de les faire rentrer par l'intermédiaire de banquiers anglais et américains, liés à la maison Hope d'Amsterdam, et Pitt lui-même fournira les frégates pour le transport des piastres mexicaines[1]. Grâce à ce gage dont la valeur ne peut d'ailleurs être contestée, la compagnie de Paris pourra continuer à fournir au gouvernement français des fonds et des fournitures. Déjà tout a changé de face en Espagne, et partout l'abondance succède à la pénurie. Mais pour le succès de l'entreprise d'Ouvrard, une chose est indispensable, en raison de la lenteur et de la difficulté des communications avec l'Amérique, c'est le temps, et il se voit bientôt dans un danger imminent pour n'avoir pas assez tenu compte de cet élément dans ses calculs. Ses associés de Paris, hors d'état de continuer à eux seuls l'escompte des valeurs du Trésor, obtiennent de Barbé-Marbois que la Banque de France s'en chargera concurremment avec eux. La Banque, qui a déjà épuisé ses propres ressources pour venir en aide au commerce en détresse, et pour fournir à Napoléon les fonds nécessaires à son entrée en campagne[2], ne tarde pas à voir son crédit ébranlé; elle aggrave sa situation par une émission exagérée de

1. *Mémoires* d'Ouvrard.

2. On a dit que la somme avancée avait été de cinquante millions, et le fait a donné lieu à de vives dénégations, principalement de la part de Bignon et de Thibaudeau. Mais la quotité importe peu; l'emprunt en lui-même est incontestable.

billets. Le public, averti de la diminution croissante de la réserve métallique, assiége les bureaux de la Banque pour se faire rembourser les billets. Comme il faut à tout prix éviter une banqueroute avouée, on est réduit à imaginer des formalités qui ralentissent les remboursements, mais qui équivalent à une suspension de payements.

Telles furent les principales péripéties d'une crise amenée par les circonstances, et qu'on ne pouvait, sans une souveraine injustice, imputer à des banquiers qui n'avaient agi en tout cela que sous le contrôle ou l'impulsion du gouvernement[1]. Mais comme le contrecoup de leurs revers avait atteint beaucoup de fortunes particulières, et comme on est toujours sûr de plaire au vulgaire en frappant ces grandes positions, objet, tour à tour, de son envie ou de ses adulations, Napoléon, lors de son retour à Paris, trouva plus simple de prendre aux *négociants réunis* tout ce qu'ils possédaient, en se substituant à eux comme créancier de l'Espagne, que de soumettre leurs opérations à un arbitrage délicat et difficile. Avec eux fut sacrifié l'intègre Barbé-Marbois qui, en acceptant leurs expédients, avait obéi à la volonté de Napoléon, c'est-à-dire tout subordonné à la nécessité de maintenir les services de l'armée. Au reste, il est à remarquer que tout en traitant Ouvrard de fripon, comme il traitait Fouché de coquin, et Masséna de voleur, Napoléon ne put jamais se passer de ces hommes, qui ne brillaient certainement pas par les scrupules. Après les avoir

1. C'est ce que prouvent surabondamment les lettres de Barbé-Marbois citées dans les *Mémoires* d'Ouvrard.

le plus violemment malmenés, il revenait toujours à eux avec une invincible prédilection, parce qu'il y avait dans son gouvernement une foule de transactions qu'il ne pouvait confier qu'à des hommes de cette sorte, instruments commodes, à qui l'on pouvait tout demander, et qu'il quittait et reprenait tou à tour sans avoir jamais à craindre d'eux ni une révolte d'honneur, de conscience ou de fierté, ni une révélation embarrassante, car ils étaient les premiers intéressés au silence. En ce qui concerne Ouvrard et ses coassociés, ils furent en cette occasion plutôt victimes que fripons; car, ainsi que Mollien le reconnaît formellement[1], ils avaient réduit d'un quart l'intérêt des escomptes des obligations des receveurs généraux, et loin de retirer aucun bénéfice de leur grande entreprise, qui avait en somme prévenu la banqueroute de l'État, ils n'y trouvèrent que la ruine et la déconsidération, sans avoir fait autre chose que leur métier de spéculateurs. Au surplus, pour donner une idée de l'esprit de justice et des scrupules que l'empereur apporta dans le règlement de cette affaire, il suffira de dire qu'il rendit responsables des malheurs de la crise, non-seulement Ouvrard, Desprez et Vanlerberghe, mais une quinzaine de personnes choisies dans le faubourg Saint-Germain, et pour la plupart étrangères au monde de la finance. Des héroïnes de salon, des femmes inoffensives dont le seul crime était de briller par l'esprit, la beauté, la générosité des sentiments, furent exilées pour avoir excité par leurs propos les alarmes du public et le discrédit de la Ban-

1. *Mémoire d'un ministre du Trésor.*

que! Parmi ces personnes se trouvaient Mme Récamier, dont le mari venait d'être complétement ruiné par la crise, Mmes de Chevreuse, de Duras, d'Aveaux, de Luynes, etc. Mme de Luynes échappa à l'exil, grâce à la protection de Talleyrand, mais ce fut pour subir une peine plus humiliante, car on ne l'amnistia qu'à la condition qu'elle deviendrait dame d'honneur de l'impératrice. Il y avait à peine un an que Bonaparte avait institué dans le Sénat son fameux *Comité de liberté individuelle*! Le faubourg Saint-Germain fut averti que le temps des critiques contre la nouvelle cour était passé, et qu'il fallait bon gré ou mal gré entrer dans le système. Moitié par faveur, moitié par menace, Napoléon obtint pour ses généraux quelques-unes des plus nobles héritières de la vieille aristocratie. Savary, le chef de la gendarmerie d'élite, le héros des scènes nocturnes de Vincennes, épousa Mlle de Coigny. C'est ce que Napoléon appelait opérer la fusion entre l'ancienne noblesse et la nouvelle!

Dans ce désir qui s'emparait de plus en plus de lui d'étreindre et de refondre la société française tout entière, il était une précaution élémentaire que Napoléon n'avait garde d'oublier au milieu de toutes ses préoccupations de conquérant et de fondateur d'empire, c'était le soin de préparer les générations nouvelles au régime sous lequel elles devaient vivre par une éducation conforme aux idées qu'il voulait leur inculquer. Il avait déjà beaucoup fait sous ce rapport, par la direction qu'il avait imprimée à l'instruction publique[1]; il avait étouffé systématique-

1. Voy., à ce sujet, le IIe volume.

ment certaines branches de l'enseignement, telles que l'histoire et la philosophie, il les avait remplacées par l'étude obligatoire de la discipline militaire, science à l'abri de l'idéologie, et plus propre à former des hommes selon son cœur. Mais il ne tarda pas à s'apercevoir que cette savante réforme de l'enseignement resterait fort inefficace tant qu'il n'aurait pas réformé le corps enseignant lui-même. Pour maintenir ces méthodes intactes, pour les enseigner dans toute leur pureté, il fallait des professeurs pénétrés d'un même esprit, soumis à une même discipline, organisés en une seule hiérarchie; il fallait, en un mot, que l'unité dans les doctrines fût servie par l'unité dans l'obéissance. A ce point de vue les statuts fameux de la Société de Jésus offraient à Napoléon le plus parfait modèle qu'il pût rêver. Il éprouvait, en effet, pour cette célèbre Compagnie une admiration sans bornes, et tout en la proscrivant, il lui envia toujours cette organisation qui est le chef-d'œuvre de l'esprit absolutiste. Mais la Société de Jésus faisait payer très-cher ses services, elle travaillait un peu pour Rome, beaucoup pour elle-même, et Napoléon voulait qu'on ne travaillât que pour lui seul. Il ne pouvait donc à son grand regret s'arranger avec les jésuites, mais il déclara à ses conseillers d'État[1] qu'ils avaient laissé une véritable lacune. C'était avec peine qu'il avait dû renoncer à les utiliser « parce qu'ils avaient leur souverain à Rome. » Il soumit ensuite au conseil d'État les principes qui devaient servir de base au projet de reconstruction de l'Université. On

1. Thibaudeau.

y voit clairement que son idée était d'établir une sorte de jésuitisme laïque, dont il devait être lui-même le chef et l'inspirateur suprême. Il reconnut qu'on ne pouvait pas demander aux membres de l'Université un vœu de chasteté, mais il exigea qu'il leur fût interdit de se marier avant une époque déterminée. Il voulut qu'on leur demandât, comme aux militaires, un engagement pour un certain nombre d'années; qu'ils fussent soumis aux règles de l'avancement; il leur imposa une étroite dépendance vis-à-vis de leurs supérieurs. Moyennant ces conditions, il leur abandonnait le monopole de l'enseignement public.

Ces vues, que Napoléon ne put jamais réaliser tout à fait, en raison de la résistance que lui opposaient les mœurs de son siècle, ne furent qu'indiquées en l'année 1806. La fondation de l'Université était ajournée à 1810, mais il était, dès lors, facile de prévoir les vices de l'institution. Elle avait tous les inconvénients de la centralisation dans un ordre de choses qui ne peut la supporter impunément. L'État a pour devoir de surveiller et d'encourager l'instruction, il n'a pas le droit de l'accaparer. Le monopole, en rendant toute concurrence impossible, supprime aussi toute émulation; il paralyse un des stimulants les plus précieux de l'activité humaine; il encourage la routine et la paresse d'esprit. L'uniformité absolue dans les méthodes et dans les doctrines n'est pas moins contraire à l'essence même de la vie intellectuelle, qui a, avant tout, besoin de liberté et doit être dans un mouvement incessant, parce qu'elle renouvelle indéfiniment ses formes et ses procédés. Rien de mieux fait pour annuler un professeur que ces étroits program-

mes qui ne laissent rien à faire à son esprit, et en annulant le professeur on étouffe l'élève. Enfin, les liens de dépendance excessive auxquels devaient être soumis les membres du futur corps enseignant, ne pouvaient qu'abaisser l'esprit d'une fonction si noble et si élevée; ils révélaient trop ouvertement la prétention de jeter dans un moule réglementaire toutes les opinions et toutes les intelligences, de confisquer tous les droits et toutes les influences au profit de l'État, c'est-à-dire, en réalité, au profit d'un seul homme.

Cette préoccupation égoïste et intéressée qui poussait Napoléon à tout rapporter à sa propre personne, à transformer en moyens de gouvernement les fonctions et les objets les plus étrangers à la politique, s'affichait plus ouvertement encore dans le catéchisme qu'il fit publier en même temps que son projet d'Université. La théologie elle-même allait se voir forcée de devenir un instrument de propagande impérialiste. Dès le mois d'août 1805, Napoléon avait fait pressentir la cour romaine, au sujet de son projet de catéchisme, mais elle avait d'excellentes raisons pour faire la sourde oreille, et elle montra peu d'empressement. Il résolut, en conséquence, de se passer d'elle et de faire confectionner l'ouvrage par ses propres théologiens sur le modèle du catéchisme de Bossuet, accommodé aux besoins des temps nouveaux. Mais il ne s'en tint pas à cet empiétement sur les prérogatives spirituelles; il procura au pape l'agréable surprise de lire cette profession de foi revêtue de l'approbation du cardinal-légat Caprara, à qui Pie VII avait expressément défendu d'y donner le moindre

assentiment[1]. Caprara n'avait depuis longtemps plus rien à refuser à l'empereur, qui l'avait fait archevêque de Milan et lui avait à plusieurs reprises payé ses dettes[2]. La signature de Caprara, sur un document de ce genre, équivalait presque à l'approbation pontificale, et l'on peut juger des sentiments que cette publication dut inspirer à la cour de Rome, alors au plus mal avec son protecteur, par le simple énoncé des maximes que contenait le *Catéchisme impérial.*

« D. Quels sont en particulier nos devoirs envers Napoléon Ier, notre empereur? — R. Nous lui devons en particulier l'amour, le respect, l'obéissance, la fidélité, *le service militaire,* les tributs ordonnés pour la défense de l'empire et de son trône, des prières ferventes pour son salut et pour la prospérité de l'État.

« D. Pourquoi sommes-nous tenus de tous ces devoirs envers notre empereur? — R. Parce que Dieu, en comblant notre empereur de dons, soit dans la paix soit dans la guerre, l'a établi notre souverain et l'a rendu son image sur la terre. *Honorer et servir notre empereur est donc honorer et servir Dieu lui-même.*

« D. N'y a-t-il pas des motifs particuliers qui doivent plus fortement nous attacher à Napoléon Ier, notre empereur? — R. Oui, car il est celui que Dieu a suscité pour rétablir la religion sainte de nos pères et pour en être le protecteur. Il a ramené et conservé l'ordre public par sa sagesse profonde et active, il défend l'État par son bras puissant; *il est devenu l'oint*

1. Voy. sur ce point les documents publiés par M. d'Haussonville.
2. Napoléon au prince Eugène, 23 mars 1806.

du Seigneur, par la consécration qu'il a reçue du souverain pontife.... Ceux qui manqueraient à leurs devoirs envers notre empereur *se rendraient dignes de la damnation éternelle*[1], » etc.

On éprouve encore plus de dégoût que d'indignation en songeant qu'un homme a osé dire de lui-même toutes ces choses impudentes. Ce qui est plus extraordinaire encore, c'est qu'il ait pu les dire impunément dans le siècle de Voltaire, c'est qu'il ait pu en faire l'objet d'un enseignement *religieux!* Avec quel étonnant sans-façon cet ancien sous-lieutenant d'artillerie enrôle le pape dans sa police et transforme Dieu lui-même en gendarme! Son autocratie n'était pas loin, comme on voit, de passer à l'état de dogme. C'était là, à ses yeux, une transition nécessaire, en attendant l'apothéose. Cette méthode constante, invariable de tout exploiter au profit du despotisme, depuis l'honneur du soldat jusqu'au zèle du pauvre curé de village enseignant la morale aux petits enfants, a été admirée comme une conception du génie, mais elle n'a pas plus de rapport avec l'art de gouverner que l'acte du sauvage coupant l'arbre pour cueillir le fruit n'a de rapport avec l'agriculture. Une chose a manqué à ce système pour qu'il fût apprécié à sa juste valeur, c'est de pouvoir être jugé par ses résultats. Si ce régime avait pu être pratiqué dans les conditions de calme, d'ensemble et de continuité qui sont nécessaires à toute expérience, en présence de l'effroyable abjection qui en était la suite inévitable, on eût été promptement amené à reconnaître que

1. Extrait du *Catéchisme* de l'Empire.

l'astuce n'est pas le génie, et que, même au point de vue du succès, la politique qui dégrade les hommes pour les dominer n'est jamais de l'habileté, parce qu'elle détruit elle-même à l'avance tous ses éléments de durée et de stabilité.

Pendant que Napoléon consolidait son despotisme à l'intérieur en l'enracinant de plus en plus dans les mœurs même de la nation, l'orage dont nous avons vu les premiers symptômes se montrer en Prusse avait pris des proportions tout à fait menaçantes. Le roi s'était empressé avec une simplicité rare d'accepter l'offre de Napoléon relativement à la formation d'une Confédération du Nord, comptant sur le bon effet de cette ligue pour se faire pardonner par ses sujets toutes les humiliations qu'on lui avait infligées. Mais dès ses premiers pas il se trouva entravé de telle façon qu'il ne put rien conclure. Tout en protestant de leur bonne volonté, la Saxe et la Hesse ou lui opposèrent des raisons dilatoires, ou exigèrent pour prix de leur adhésion des avantages qu'on ne pouvait leur accorder. On ne tarda pas à savoir d'où venaient ces obstacles. Il est certain, quoi qu'on en ait dit, que Napoléon avait voulu faire entrer l'électeur de Hesse-Cassel dans la Confédération du Rhin. Mais il y avait mis pour condition expresse que ce prince donnerait sa démission de maréchal de Prusse[1]; il est donc très-vraisemblable que n'ayant pu le rattacher à son système, il fit sous-main tout ce qu'il pouvait pour le détourner de se lier à celui de la Prusse. Mais il devait aussi prévoir que l'électeur dénoncerait tôt ou tard

1. Napoléon à Talleyrand, 31 mai 1806.

cet essai d'intimidation à la Prusse, soit pour se justifier, soit pour se faire valoir. Même politique à l'égard des villes hanséatiques auxquelles on signifia beaucoup plus impérieusement la défense de prendre aucune part à la Confédération du Nord. Le cabinet prussien fut bientôt pleinement édifié sur cette double tromperie : il y avait à peine un mois que l'empereur avait invité si gracieusement son bon frère à réunir autour de la Prusse les épaves du vieil empire germanique. On sut en même temps à Berlin que Murat, le nouveau grand-duc de Berg, parlait à qui voulait l'entendre de son futur royaume, qu'Augereau, arrogamment campé à Anspach avec un corps d'armée au milieu d'une population toute prussienne, portait publiquement des toasts au succès de notre prochaine guerre contre la Prusse, que Napoléon, au mépris de ses déclarations réitérées, faisait fortifier Wesel et y concentrait ses troupes.

Les choses en étaient là, lorsqu'une dépêche de l'ambassadeur prussien Lucchesini[1], bientôt confirmée par la diplomatie anglaise, vint révéler au roi de Prusse le marché dont le Hanovre avait été l'objet entre la France et l'Angleterre. Napoléon eut par sa police communication de la dépêche de Lucchesini avant même qu'elle fût envoyée à Berlin. Il se hâta de la faire démentir par Laforest. Non-seulement il lui ordonna de nier l'existence d'une négociation qui avait duré des mois entiers, mais Laforest dut jurer au roi de Prusse que la paix avec l'Angleterre n'avait manqué que par suite de notre refus de céder le Ha-

1. En date du 6 août.

novre. Il voulait que sur ce point Laforest fût trompé lui-même afin qu'il pût plus facilement tromper les autres: « Laissez-le, écrivait-il à Talleyrand dès le 2 août, dans la conviction que je ne fais point la paix avec l'Angleterre à cause du Hanovre ». Laforest fut en même temps chargé de noircir et de perdre auprès du cabinet prussien « ce misérable, ce pantalon imbécile, ce faux et bas Lucchesini qui avait les renseignements les plus ridicules [1]. » Mais ces dénégations et ces calomnies ne pouvaient plus avoir d'autre effet que d'augmenter l'irritation et les trop justes défiances d'un gouvernement dont la patience était à bout. Le roi de Prusse ordonna sur-le-champ la mobilisation de son armée.

En même temps, l'explosion longtemps contenue des sentiments publics éclata avec une violence extraordinaire. Dans toutes les guerres continentales qu'il avait entreprises jusqu'alors, Napoléon avait eu à combattre des gouvernements plus ou moins solidement organisés, il ne s'était jamais trouvé aux prises avec une nation. En Italie comme en Autriche, il n'avait eu affaire qu'à des peuples sans cohésion, sans esprit national, unis par un lien fédératif des plus faibles, et possédant à peine la notion du sentiment patriotique. Dans ces pays, derrière le gouvernement, il n'y avait que des individus ou tout au plus des provinces, et l'armée une fois détruite on y était maître de tout; en Prusse au contraire, derrière le gouvernement, il y avait une nation. Il y avait un peuple intelligent, éclairé, actif, très-homogène, et justement fier des

1. Napoléon à Talleyrand, 8 août 1806.

grandes choses qu'il avait faites sous Frédéric. On pouvait anéantir par un coup heureux son armée déshabituée de la guerre, il restait au pays un recours dans ces masses laborieuses et résistantes, du sein desquelles allaient sortir de nouvelles légions. Napoléon devait rencontrer là à son insu précisément la même force qui avait fait la supériorité de la France sur l'Europe.

Un flot de brochures patriotiques inonda aussitôt l'Allemagne. Toutes ses provinces méridionales étaient encore traitées en pays conquis et occupées par nos troupes que Napoléon trouvait commode de nourrir aux frais de l'étranger. En supposant que le prétexte de l'occupation des bouches du Cattaro par les Russes pût être valablement invoqué contre l'Autriche pour justifier un pareil traitement, ce motif n'était en rien applicable aux autres États allemands qui avaient à souffrir du même fléau. Les plaintes de la Prusse trouvèrent de nombreux échos dans toute l'Allemagne, grâce aux souffrances des classes populaires et à la sincère indignation de la classe privilégiée qui venait de se voir partagée et distribuée comme un troupeau dans le dernier règlement des affaires germaniques. Malgré cette émotion croissante, telles étaient la faiblesse et l'indécision du roi que la guerre pouvait encore être facilement évitée avec un peu de modération. Laforest, éclairé par le déchaînement d'opinion dont il était témoin, abandonné par d'Haugwitz et Lombard lui-même qui venaient de céder au courant, recommandait à son gouvernement une conduite plus prudente; mais Napoléon repoussa ces avis avec son arrogance habituelle, et sa politique prit une allure plus agressive

et plus provocante encore : « La lettre de Laforest, écrit-il à Talleyrand, le 22 août, me paraît une folie. C'est un excès de peur qui fait pitié.... dites-lui qu'il doit rester tranquille, observer tout en me mandant tout; battre en froid; que, si on lui parle de la Confédération du Nord, il dise *qu'il n'a pas d'instructions*, que, s'il est question des villes hanséatiques, il déclare *que je ne souffrirai pas qu'il soit rien changé à leur état actuel*.... si Lucchesini vous parle de la Saxe et de la Hesse, vous lui direz que *vous ne connaissez pas mes intentions*. » C'était en dire assez sur ces intentions que de refuser de les faire connaître. En même temps qu'il envoie à Laforest ces déplorables instructions, il fait donner à l'Allemagne un avertissement lugubre et menaçant par le meurtre de Palm. (26 août.)

Palm était un libraire de Nuremberg, ville libre, récemment cédée à la Bavière et sur laquelle nous ne pouvions élever aucune prétention légitime, bien qu'elle fût momentanément occupée par nos troupes. Palm avait commis, comme tous ses confrères, le crime, non pas de publier, mais de vendre et de propager les brochures écrites en faveur de la liberté de son pays. Parmi ces brochures se trouvait l'éloquent écrit de Gentz, intitulé : *le profond abaissement de l'Allemagne*, œuvre dont la verve et la véhémence avaient puissamment contribué à réveiller le sentiment national. Napoléon ne connaissait pas deux manières de réfuter un écrit : ne pouvant supprimer l'auteur, il s'en prit aux libraires. Il employa ici le remède que, dans toutes ses lettres, il recommandait à son frère Joseph, comme un moyen infaillible de

calmer les Napolitains. Ce remède, qui revient comme un refrain perpétuel dans ces fraternels épanchements, et que Napoléon considérait comme applicable en tout et à tout, se résumait en une courte formule qui était, selon lui, le dernier mot de la sagesse politique; cette formule, c'est : fusillez! Dès le 5 août, il envoyait à Berthier cet ordre expéditif : « Mon cousin, j'imagine que vous avez fait arrêter les libraires d'Augsbourg et de Nuremberg. *Mon intention est qu'ils soient traduits devant une commission militaire et fusillés dans les vingt-quatre heures.* Ce n'est pas un crime ordinaire que de répandre des libelles dans les lieux où se trouvent les armées françaises pour exciter les habitants contre elles. La sentence portera que, partout où il y a une armée, le devoir du chef étant de veiller à sa sûreté, les individus tels et tels *convaincus d'avoir tenté de soulever les habitants de la Souabe contre l'armée française* sont condamnés à mort. »

Ainsi, tout était réglé à l'avance, la culpabilité, la peine, la sentence, et il se trouva dans l'armée française sept colonels pour accepter ce rôle ignominieux de juges par procuration. Mais ils auraient pu répondre ce qu'a écrit Hullin, à propos du duc d'Enghien : « Il nous fallait juger sous peine d'être jugés nous-mêmes! » Palm, arrêté à Nuremberg, fut livré à la commission militaire qui obéit à sa consigne en le condamnant à mort, ainsi que trois autres libraires dont on ne réussit pas à s'emparer. On jugea avec raison qu'il était inutile de lui donner un défenseur, mais on se ravisa en rédigeant la sentence et le jugement unit le mensonge à l'atrocité en attes-

tant par un faux solennel que cette formalité avait été remplie. Palm marcha à la mort avec un courage et une simplicité qui émurent jusqu'à ses exécuteurs. Il fut bientôt célébré comme un martyr par des chants patriotiques qui retentirent dans toute l'Allemagne.

Le meurtre de cet innocent causa parmi les populations allemandes un long frémissement. La fusillade pouvait être un moyen efficace dans les provinces à demi sauvages du Napolitain, mais au cœur de l'Europe civilisée, et au milieu d'un peuple qui n'avait pas encore été façonné à la servitude, l'effet produit tenait beaucoup moins de la crainte que de la colère et de l'indignation. Les gouvernements attachent peu d'importance à la vie d'un particulier obscur, surtout lorsqu'on le frappe au nom d'un prétendu intérêt d'État; la cour de Berlin resta donc assez indifférente à la mort de Palm; cependant l'événement fut loin d'être sans influence sur ses déterminations, car elle ne pouvait plus désormais éviter le contrecoup des émotions publiques, et Napoléon, loin d'être disposé à lui faire la moindre concession pour rendre la conciliation plus facile, devenait de jour en jour plus entier, plus hautain, plus absolu dans ses exigences.

Alléguant pour prétexte les refus de la Russie au sujet du traité conclu avec d'Oubril, il ne voulait plus entendre parler même d'un commencement de confédération du nord tant que la Prusse n'aurait pas désarmé [1]; il allait même beaucoup au delà de

1. Napoléon à Laforest, 12 septembre 1806.

cette mise en demeure, et prescrivait à son ministre en Saxe de presser secrètement l'électeur de se déclarer *roi indépendant*[1]. Avec de telles prétentions il était impossible de songer au rétablissement de l'entente entre les deux puissances; et lorsque M. de Knobelsdorff, le successeur de Lucchesini, eut fait connaître par une note en date du 1er octobre, les trois conditions qui formaient l'ultimatum du cabinet de Berlin, c'est-à-dire l'évacuation de l'Allemagne par notre armée, la restitution de Wesel, enfin la promesse de ne mettre aucun obstacle à la Confédération du Nord, ce programme révéla une si incalculable distance entre les vues des deux gouvernements que la guerre se trouva par le fait déclarée. Napoléon était déjà parti pour Mayence depuis huit jours.

Le cabinet de Berlin avait eu de grands torts dans le cours de cette longue négociation, mais c'étaient les torts de la faiblesse, et non ceux d'une perversité réfléchie. Le premier de ces torts avait été de ne pas nous déclarer la guerre dès le lendemain de la violation du territoire d'Anspach, car nous lui en avions donné dès lors vingt sujets légitimes, par le guet-apens d'Ettenheim, par la saisie du port de Cuxhaven, par l'arrestation de Rumbold, par la violation du territoire de Hesse-Cassel qui précéda de peu de jours celle d'Anspach, enfin par l'ensemble de notre politique européenne dont elle avait quelque droit de s'occuper. Ayant manqué l'occasion faute de fermeté, la cour de Berlin eut un second tort, celui d'accepter le Hanovre sous le coup de la terreur que lui inspi-

1. Note pour une dépêche à Durand, 12 septembre.

rait Napoléon. Mais loin de se contenter de cette dangereuse victoire, et de rendre au moins la sécurité à ceux qu'il avait si cruellement humiliés, Napoléon n'eut pas de repos qu'il n'eût lassé leur complaisance au point de les exaspérer jusqu'au délire. Il n'a pas plutôt cédé le Hanovre à la Prusse qu'il l'offre à l'Angleterre; il offre en même temps au roi de Naples les villes hanséatiques pour l'indépendance desquelles il va afficher un si beau zèle lorsqu'il sera question de les faire entrer dans la Confédération du Nord; il dépèce l'Allemagne au profit de la France sous les yeux du roi de Prusse consterné en lui présentant d'une main des compensations qu'il lui retire de l'autre; il occupe des places fortes au delà du Rhin malgré ses promesses réitérées, il fait fusiller des citoyens allemands dans des pays neutres où ses troupes se sont établies contre tout droit. Et pendant tout ce temps quelle a été sa conduite soit avec ses alliés, soit avec l'Europe? Il a trompé l'Angleterre, en lui promettant de ne pas réclamer la Sicile; il a trompé l'Espagne, en offrant sans son aveu les îles Baléares; il a trompé la Hollande, en cédant aux négociateurs anglais ses colonies qu'il a juré de lui conserver; il a trompé l'Autriche, en trafiquant de Raguse, qui était une de ses dépendances, en déchirant le traité de Presbourg qui reconnaissait formellement l'empire d'Allemagne et l'ancienne Confédération germanique (art. VII); il a trompé la Russie, en surprenant à d'Oubril un traité conclu sous la promesse formelle que l'empereur ne publierait pas l'acte de la Confédération du Rhin. Mais ces machinations ont été menées si maladroitement que la fraude se découvre d'elle-même. Celui

qui a voulu mentir avec tout le monde voit tout le monde réuni contre lui ; son imposture est démasquée à tous les yeux, et, quelques mois après Austerlitz, le continent se trouve de nouveau armé pour nous attaquer : la tâche accomplie par nos soldats est à recommencer.

Mais loin de s'effrayer de cette perspective, il en triomphe et s'en réjouit : « J'ai en Allemagne, écrit-il à Joseph, près de cent cinquante mille hommes, *et je puis avec cela soumettre Vienne, Berlin, Saint-Pétersbourg!* » Ces paroles n'étaient que trop vraies ; mais la possibilité d'une telle surprise lui faisait illusion sur ses conditions de durée. Son armée pouvait opérer bien des miracles, elle pouvait gagner cent batailles, elle ne pouvait ni refaire la civilisation moderne, ni changer l'esprit des nations.

Quand on songe au merveilleux instrument qu'il avait dans les mains et à l'indigne usage qu'il put en faire avec une si longue impunité, l'imagination se reporte à ces puissances magiques qui jouent un si grand rôle dans les contes orientaux. Tant que le héros est en possession du talisman tout lui réussit jusqu'à l'invraisemblance. Les principes qui régissent les autres hommes n'existent pas pour lui. Des prodiges inouïs naissent sans effort sous sa main inconsciente. Il ne connaît ni bien ni mal; il se rit de l'impossible. Il peut se jouer à plaisir de tout ce qu'il y a de juste et de sacré. Pour lui la déraison devient génie, l'imprévoyance habileté, l'iniquité justice, et plus il foule aux pieds toutes les règles de la sagesse, du bon droit, du sens commun, plus son succès s'enfle, grandit, éclate. Les lois même de la nature semblent bouleversées. Les hommes contemplent avec un effroi supersti-

tieux le sinistre éclat du météore. Ils sont prêts à diviniser ce mortel privilégié, invulnérable, dont aucune folie, aucun crime ne peuvent compromettre l'étonnante fortune. Un jour le talisman s'égare ou se brise, et soudain le dieu a disparu. On n'a plus devant les yeux qu'un pauvre insensé, on se demande si cet élu du destin n'en a pas été la victime, et l'esprit confondu hésite entre l'horreur et la pitié. Voilà l'histoire de Napoléon et de la grande armée.

CHAPITRE X.

IÉNA. — LE DÉCRET DE BERLIN.

Quelque profond, sincère et passionné que fût le mouvement national qui venait d'entraîner la Prusse à la guerre après les sanglants affronts que lui avait fait subir Napoléon, la situation militaire de cette puissance, autant que la redoutable activité de son ennemi, lui commandait une prudence extrême, malheureusement peu compatible avec les généreux emportements du patriotisme. La Prusse, pays de plaines sans fin, ouvert de tous côtés à l'invasion, mal distribué, fait de pièces et de morceaux, ne possédait presque aucune de ces grandes barrières naturelles à l'abri desquelles un peuple peut se retrancher comme derrière un rempart, et qui lui donnent le temps d'organiser une insurrection nationale lorsque ses armées ont été détruites. L'Elbe, le seul fleuve qui lui offrît une forte ligne de défense, ne pouvait être choisi comme barrière qu'à la condition qu'on abandonnât d'abord près de la moitié du royaume. Pour surcroît de malheur, l'armée française était à ses portes. Napoléon n'avait pas même à franchir la distance qui dans toute

guerre entre les deux pays sépare d'ordinaire les combattants; il avait déjà cent cinquante mille hommes tout transportés sur la frontière prussienne en Franconie, en sorte que cet admirable soulèvement d'opinion qui eût pu donner à la Prusse trois cent mille soldats de plus, ne pouvait être utilisé faute de temps. Il allait même devenir un embarras et un danger pour elle en la poussant à commettre des imprudences irréparables, et à prendre une attitude offensive peu conforme à l'infériorité de ses forces. Par une conséquence non moins déplorable de la faiblesse et de l'indécision du roi, l'effectif de l'armée se trouvait au moment de l'ouverture des hostilités moins considérable qu'il ne l'avait été quelques mois auparavant. A la suite du traité du 15 février, le roi de Prusse, pour donner à Napoléon un gage de ses intentions pacifiques, avait licencié une grande partie de son armée, et bien qu'il se fût décidé à la rappeler sous les drapeaux dès le milieu du mois d'août, après de longues tergiversations, il n'avait pas encore réussi à la reconstituer entièrement. Il ne pouvait, d'après les calculs les plus certains[1], mettre en ligne contre Napoléon que cent vingt mille hommes au plus. Cette armée instruite, brave, disciplinée, animée des meilleurs sentiments, avait un défaut plus grave encore que son infériorité numérique, c'était celui de n'avoir jamais

1. Quelques-uns de nos historiens ont porté ce chiffre jusqu'à 185 000 hommes, en y comprenant, il est vrai, les garnisons prussiennes. A ce compte il faudrait évaluer l'armée de Napoléon à 500 000 hommes. C'est là une des fictions habituelles de l'histoire dite nationale. D'après les états officiels publiés par le duc de Brunswick le total de l'effectif prussien ne s'élevait pas au-dessus de 117 000 hommes, y compris le contingent saxon.

fait la guerre. On peut dire que les troupes prussiennes n'avaient pas combattu depuis la guerre de Sept ans, car la courte campagne qu'elles avaient faite contre nous au début de la Révolution n'avait guère été qu'une promenade militaire. Or on n'apprend la guerre qu'en la faisant : si cette maxime n'est pas d'une vérité absolue en ce qui concerne les grands capitaines dont le génie est inné et tient plus de l'inspiration que de l'expérience, elle est rigoureusement vraie en ce qui touche les soldats.

A cette armée sans expérience on avait donné des généraux sans jeunesse et sans ardeur. Le duc de Brunswick avait soixante et onze ans, le maréchal Mœllendorff et le général Kalkreuth soixante-dix; Blücher lui-même, qui était un jeune homme pour l'impétuosité, comme le prince de Hohenlohe, son contemporain, l'était par la présomption[1], avait alors plus de soixante ans. Ces vieux compagnons du grand Frédéric étaient pour la plupart aussi désabusés que leurs soldats étaient confiants. Illustrés dès leur jeunesse par de glorieux services, passionnément dévoués à une patrie qu'ils avaient pour ainsi dire faite de leurs mains vaillantes, mais imbus d'idées stratégiques, qui, en cessant de se modifier selon les circonstances avaient peu à peu passé à l'état de routine, ils étaient en outre engourdis par l'âge et par un long repos; ils ne pouvaient partager les illusions qui s'agitaient autour d'eux, mais ils n'osaient pas non plus les dissiper dans la crainte d'affaiblir le moral du sol-

1. On ignore sur quelles données M. Thiers dépeint le prince de Hohenlohe, qui était né en 1746, comme le *principal des jeunes gens.*

dat, en sorte que l'armée prussienne offrait l'étrange spectacle de l'audace la plus téméraire commandée par la sénilité.

A la tête de la jeunesse accourue pour défendre et venger l'honneur national, on remarquait surtout le prince Louis de Prusse, l'ami de Mme de Staël et le neveu du grand Frédéric, jeune homme ardent et chevaleresque, adoré déjà pour ses nobles qualités. Il avait contribué plus que personne à relever l'esprit public et donna héroïquement sa vie à la cause qu'il avait embrassée; à côté de lui le prince Henri, et cette reine si belle et si touchante que Napoléon a immortalisée par de lâches outrages. A l'exemple de Marie-Thérèse, la reine Louise avait voulu animer par ses exhortations l'ardeur et le courage des soldats, mais sa présence au quartier général avait surtout pour objet de soutenir l'âme indécise du roi dont on craignait toujours quelque retour de faiblesse et de repentir. La cour presque tout entière l'avait suivie au camp, où l'on voyait encore des publicistes comme le baron de Gentz, et jusqu'aux partisans malheureux de notre alliance guéris un peu tard de leurs illusions, d'Haugwitz et Lombard. Des écrivains inoffensifs, des professeurs comme Arndt, des poëtes comme Kotzebue, appelaient la nation aux armes. Le philosophe Fichte, le défenseur ardent de la Révolution française, devenu l'ennemi non moins résolu du nouveau Césarisme dans ses *discours à la nation allemande*, avait demandé comme une faveur à être enrôlé dans l'armée prussienne; mais on ne devait comprendre que plus tard l'utilité d'un tel concours. La présence de ces femmes, de ces courtisans, de ces écrivains, de ces hommes

d'État disait assez haut à l'armée qu'on s'identifiait avec elle, qu'on était prêt à partager son sort, qu'on voyait en elle la personnification de la patrie elle-même. Mais malgré la spontanéité et l'étendue de cet élan patriotique, soit qu'on ne connût pas encore toute la grandeur du danger, soit que le temps eût manqué pour généraliser et organiser le mouvement, cette première prise d'armes était principalement fournie par les classes nobles et militaires qui ayant été depuis longtemps préparées à ce rôle, devaient naturellement se trouver en première ligne. Ce n'est que plus tard qu'on sentit la nécessité d'y faire entrer la nation tout entière. Pour le moment, cette population courageuse et dévouée, qui ne demandait qu'à partager les périls de ses défenseurs, était encore condamnée à rester simple spectatrice du combat. Là se trouve l'explication des malheurs de la Prusse en 1806 et de la rapidité inouïe de nos triomphes. La nature de son territoire accessible et vulnérable sur tant de points aussi bien que l'immensité des ressources dont disposait Napoléon, exigeaient dès lors que cette puissance fût plus qu'aucune autre une nation armée, et elle avait sur nos autres ennemis du continent cette grande supériorité, qu'il lui était possible et facile de le devenir. Mais c'est seulement de l'excès de ses maux et du cœur d'un patriotisme au désespoir que devait jaillir l'inspiration qui a donné à la Prusse sa forte et grande originalité parmi les nations modernes. Pour le moment la Prusse croyait encore que ses vieilles institutions militaires étaient une défense suffisante, et elle allait payer cher cette illusion.

L'armée prussienne avait été divisée en deux corps.

Le premier, composé d'environ soixante-dix mille hommes et commandé par le duc de Brunswick, s'était porté de Magdebourg sur Weimar et Erfurt; le second sous les ordres du prince de Hohenlohe avait pris par la Saxe et après y avoir rallié un corps de vingt mille Saxons, s'était rabattu sur la Saale vers l'entrée des défilés qui conduisent de Saxe en Franconie. Cette position, beaucoup trop avancée eu égard à la faiblesse numérique de l'armée prussienne et à la position que nous occupions nous-mêmes en Franconie, avait été adoptée principalement dans le but d'entraîner l'électeur de Hesse-Cassel, qui disposait de quinze à vingt mille hommes, et qui s'efforçait de maintenir sa neutralité fort compromise entre deux voisins si puissants. Pour venir plus vite à bout des hésitations de ce prince, le duc de Brunswick avait prolongé sa droite jusqu'à Eisenach, à l'extrémité de la forêt de Thuringe qui couvrait le front de son armée sur une étendue de vingt lieues. Cette faute rappelait celle que Mack avait commise l'année précédente en s'avançant à l'étourdie en Bavière. Comme les généraux de l'Autriche à cette époque, les Prussiens n'avaient aujourd'hui contre un tel adversaire qu'une seule conduite à tenir, c'était de choisir de bonnes positions défensives, et de s'y retrancher successivement de façon à donner à l'armée russe le temps d'accourir à leur secours. Si l'on tenait absolument à ne pas livrer à Napoléon l'entrée de la Saxe sans combat, on avait une première barrière à lui opposer dans la haute Saale[1]; on en avait une seconde beaucoup plus forte

1. Jomini.

dans l'Elbe; enfin, à toute extrémité, on pouvait se réfugier derrière l'Oder en abandonnant il est vrai la monarchie mais en sauvant l'armée, qui à son tour pourrait tout sauver. Telles étaient les sages résolutions qu'en ce moment même Dumourier s'efforçait de faire prévaloir à la cour de Berlin avec l'autorité de sa vieille expérience militaire appuyée par les mémorables leçons de l'année précédente. Mais au lieu de se replier sur la rive droite de la Saale, l'armée de Brunswick resta campée entre ce fleuve et la forêt de Thuringe, dans une position presque découverte, et sans même prendre la précaution de garder les nombreux défilés par lesquels on pouvait l'aborder.

Napoléon était déjà prêt à profiter de ces fautes, mais il voulut que le nouveau coup qu'il allait porter aux puissances continentales en la personne de la Prusse fût plus éclatant et plus terrible qu'aucun de ceux qu'il avait frappés jusque-là, afin de leur ôter pour toujours l'idée d'une résistance. Jamais plus immense effort ne fut dirigé contre un État qui n'était après tout qu'un État de second ordre, jamais lutte ne s'ouvrit dans des conditions plus inégales. Ses troupes destinées à opérer immédiatement contre l'armée de Brunswick s'élevaient de son propre aveu, à près de deux cent mille hommes et au minimum à cent quatre-vingt-dix mille[1]. « J'aurai deux cent mille hommes sur le champ de bataille » écrit-il à Louis le 30 septembre, « Nous marcherons sur Dresde

1. L'évaluation que donne à cet égard Fezensac dans ses *Souvenirs militaires*, nous paraît celle qui approche le plus de la vérité. Sur d'autres points ses appréciations sont beaucoup moins exactes en ce qui concerne cette campagne.

en un bataillon carré de deux cent mille hommes » écrit-il à Soult le 5 octobre, et il ajoute : « *avec cette immense supériorité de forces je puis attaquer partout l'ennemi avec des forces doubles*[1]. » Ces aveux méritent plus de confiance que les mensonges ordinaires des bulletins dans lesquels le lendemain de la bataille la proportion des deux armées se trouve invariablement changée en sens inverse.

Ces troupes, qui devaient opérer directement sous ses ordres, n'étaient en quelque sorte que le luxe et le trop-plein de l'innombrable armée qui sur tous les points de l'empire était prête à marcher pour les remplacer au besoin. Napoléon laissait derrière lui pour assurer ses communications les cinquante mille hommes de la Confédération du Rhin; il avait à Wesel un corps de trente mille hommes sous les ordres du roi Louis. Ce prince devait faire dire dans les gazettes que ses troupes montant à quatre vingt mille soldats, allaient envahir la Westphalie. Vingt mille hommes gardaient Mayence sous les ordres de Mortier. A ces forces se joignaient sur nos frontières du Nord et de l'Est douze mille gardes nationaux mobilisés et trente mille conscrits. Brune restait chargé de la garde de nos côtes. Marmont avec vingt mille hommes concentrés à Zara en Illyrie, Eugène le vice-roi d'Italie, avec quarante mille hommes appuyés sur Venise et Palmanova, et pouvant au besoin se renforcer de trente mille hommes empruntés au roi Joseph, lui garantissaient la tranquillité de l'Autriche. Celle-ci d'ailleurs s'affligeait médiocrement des malheurs qu'elle prévoyait pour

1. Napoléon à Soult, 5 octobre 1806.

la Prusse. Ce vaste cercle de défense, qui embrassait déjà près de la moitié de l'Europe, était consolidé par une ligne de places fortes inexpugnables s'étendant d'Anvers à Braunau, c'est-à-dire de l'océan à l'Inn. Dans son ardeur à concentrer contre la Prusse toutes les ressources et tous les moyens dont il pouvait disposer, Napoléon songeait déjà à exploiter contre elle les illusions du patriotisme polonais, il organisait sous les ordres du général Zayonchek, une *légion* polonaise destinée à opérer plus tard dans le duché de Varsovie[1]. En France, ne trouvant pas encore suffisant ce qu'il appelait le *rendement* de la conscription, il faisait appel aux *volontaires*, comme si ce mot pouvait avoir un sens sous un régime où il n'y avait pas une seule volonté en dehors de la sienne. Un corps de volontaires fut organisé sous le nom de *gendarmes d'ordonnance de l'empereur*. Comme on ne pouvait s'adresser ni à l'amour de la liberté ni même au sentiment patriotique pour le soutien d'une guerre que l'ambition seule avait faite, on s'adressa à la vanité des familles. Ce corps ne devait être composé que de jeunes gens riches pouvant s'équiper eux-mêmes et jouissant d'une pension de leurs parents. Le titre même qu'on leur donnait semblait leur promettre des rapports personnels avec l'empereur, c'est-à-dire des occasions précieuses de se distinguer sous ses yeux. C'était en un mot une inestimable faveur que de pouvoir seulement s'y faire enrôler, et le ministre de l'intérieur avait dû supplier l'empereur pour obtenir de lui qu'il daignât accorder à ces jeunes gens une distinction

1. Napoléon au général Dejean, 20 septembre.

aussi marquée : « Les armées de S. M. disait-il, dans une circulaire, sont si nombreuses qu'elle n'a adhéré à ma demande *que sur mes instances !* » Il est inutile d'ajouter que cette circulaire était rédigée par Napoléon lui-même. Malgré l'irrésistible attrait de cette promesse, le corps des *gendarmes d'ordonnance* fit peu parler de lui dans cette campagne. Le zèle des fils de famille devait être stimulé plus tard par des invitations qui furent plus efficaces mais qui leur enlevèrent toute espèce de titre au nom de volontaires.

En dépit de ces préparatifs dont l'immensité eût été suffisante pour écraser un ennemi beaucoup plus fort que ne l'était la Prusse, Napoléon semblait croire cette fois n'avoir jamais assez fait pour assurer la victoire. On eût dit qu'il lui était impossible de se contenter lui-même ; il pressait, il accumulait les mesures, les précautions, les armements, avec une sorte de frénésie d'activité, avec l'ardeur forcenée qu'il devait apporter dans un effort évidemment destiné, selon lui, à décider sans retour de l'empire du monde. Une fois la Prusse anéantie, que pouvait-il craindre désormais ? La Russie seule restait sur le champ de bataille, il pourrait d'un mot la renvoyer dans ses déserts, et le reste du continent ne lui offrirait plus que des puissances soumises et tremblantes. La campagne qui s'ouvrait était donc l'événement capital de sa vie, la crise décisive de sa destinée. Sous l'empire de cette idée fixe qui la remplissait tout entière, cette âme toujours dominée par les circonstances du moment au point d'en perdre la mémoire, alla jusqu'à se flatter d'entraîner l'Autriche à se prononcer contre la Prusse. C'est seulement à la veille de l'ouverture de la cam-

pagne que les sages conseils de Talleyrand revinrent à l'esprit de Napoléon.

Alors, seulement, il s'aperçut qu'il n'avait pas un seul allié, en Europe, sur lequel il pût compter ; il se dit que les destins de la guerre étaient changeants, qu'une seule bataille perdue pouvait faire crouler ce gigantesque échafaudage qui ne s'appuyait en définitive, ni sur les principes, ni sur les intérêts ; ni sur les passions, et qui n'avait d'autre soutien que son génie militaire. Sous l'influence de ces sages réflexions qui lui venaient un peu tard, il osa proposer à l'Autriche mutilée, à l'Autriche, encore saignante de toutes les blessures qu'il lui avait faites, de se joindre à nous pour écraser la seule armée qui lui offrît encore quelque chance de regagner une partie de ce qu'elle avait perdu. Feignant de ne pas croire encore à la guerre, bien qu'il fût déjà campé à Würtzbourg, il écrivait à La Rochefoucauld, son ambassadeur, à Vienne :

« Je suis résolu à n'être plus l'allié d'une puissance *aussi versatile et méprisable* que la Prusse. Je serai en paix avec elle, sans doute, parce que *je n'ai point le droit de verser le sang de mes peuples sous de vains prétextes*. Cependant le besoin de tourner mes efforts du côté de ma marine, me rend nécessaire une alliance sur le continent.... des trois puissances de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche, *il m'en faut une pour alliée*. Dans aucun cas, on ne peut se fier à la Prusse, il ne reste que la Russie et l'Autriche.... J'ai estimé l'empereur d'Autriche, je le crois constant et attaché à sa parole ; vous devez vous en expliquer dans ce sens, sans cependant y mettre un empressement trop

déplacé[1]. » Il est presque aussi difficile de croire cette ouverture sincère que de penser qu'elle n'était qu'une comédie. Également blessante et cynique dans les deux hypothèses, elle fait peu d'honneur au tact politique de celui qui l'a imaginée, car elle ne pouvait produire qu'un mauvais effet.

Cependant l'armée française achevait son mouvement de concentration dans la haute Franconie, sur la lisière même de cette forêt de Thuringe, dont l'armée prussienne occupait le revers opposé. Nous n'avions eu pour opérer ce mouvement qu'à franchir les quelques étapes qui séparent la Souabe et le haut Palatinat de Würtzbourg et de Bamberg. Notre armée se développa de Kronach à Hilburghausen, menaçant tous les défilés qui allaient déboucher sur le front des troupes de Brunswick. C'est dans cette situation même que Napoléon devait chercher les éléments de son plan de campagne, et il n'y a pas même lieu de discuter l'hypothèse fantastique d'une marche en Westphalie, pour le plaisir apparemment de faire un détour de deux cents lieues et de se donner l'obstacle du Weser. Napoléon n'était séparé de l'armée prussienne que par cinq à six lieues; il pouvait, à son choix, l'attaquer à droite par Eisenach et Gotha, ou à gauche par Hof et Schleitz. Dans le premier cas il refoulait les Prussiens sur leur ligne de retraite naturelle, c'est-à-dire sur la Saxe et sur l'Elbe, dans le second il les coupait de l'une et de l'autre, et il les coupait avec des forces tellement supérieures, que cette opération, toujours très-critique à nombre égal, n'offrait presque aucun danger

1. Napoléon à M. de La Rochefoucauld, 3 octobre 1806.

pour lui dans les suppositions les plus désavantageuses, et équivalait au contraire, pour les Prussiens, à une destruction totale. Son génie le portait naturellement à ces opérations aventurées ; tourner l'ennemi, s'emparer de ses communications et commencer par la démoralisation une défaite qu'il allait bientôt achever par les armes, c'était là, on peut le dire, sa manœuvre favorite, celle à laquelle il avait dû ses plus éclatants succès, celle qui devait le perdre un jour ; et comment admettre qu'il allât se départir de cette tactique au moment où il pouvait s'en promettre des avantages plus décisifs que jamais ?

Averti des mouvements de l'armée française, le duc de Brunswick concentra son armée aux environs de Weimar ; il rappela à lui le corps de Hohenlohe ; mais il ne laissa que des avant-gardes aux débouchés de la forêt de Thuringe, oubliant la magnifique démonstration par laquelle Moreau avait si bien prouvé à Hohenlinden le danger d'une opération semblable à celle que nous allions entreprendre. Notre armée, obligée de se diviser pour franchir les défilés, put déboucher impunément en Saxe, par trois points différents, sur une étendue de près de quinze lieues, par Hof, par Saalbourg et par Grafenthal : or il n'est pas douteux que si Brunswick eût concentré tous ses efforts sur un de ces corps isolés, il n'eût gravement compromis le succès de nos opérations subséquentes. Pendant que Napoléon exécutait ce passage si important, Brunswick restait comme endormi à Weimar, et dans une inaction telle qu'il est sans intérêt d'examiner les différents plans de campagne qu'on lui a prêtés puisqu'il ne fit rien pour les réaliser.

Nos troupes se répandirent aussitôt sur les deux rives de la Saale, en appuyant surtout vers la droite, de façon à descendre la rivière parallèlement à l'armée prussienne. Un premier engagement eut lieu le 8 octobre à Saalbourg, entre un détachement ennemi et la cavalerie de Murat; le lendemain, Bernadotte refoulait à Schleitz le général Tauenzien. Le 10 octobre Lannes, dont le corps d'armée formait notre gauche avec celui d'Augereau, rencontra à Saalfeld l'avant-garde de Hohenlohe, commandée par le prince Louis de Prusse. Cette fois les deux adversaires étaient dignes l'un de l'autre, mais les positions étaient loin d'être égales.

Débordées dès le commencement de l'action, les troupes prussiennes ne purent tenir devant l'impétuosité de Lannes; après une courte résistance, elles plièrent sur tous les points. Le prince, désespéré de cet échec, dont il prévoyait le fâcheux effet au début d'une campagne, arrête la déroute et ramène ses soldats. Il charge à plusieurs reprises à la tête de sa cavalerie; il parvient un instant à rétablir le combat. Dans une de ces charges, emporté au plus fort de la mêlée, on l'aperçut, engagé corps à corps avec nos cavaliers, luttant à outrance en homme qui ne veut pas survivre à la défaite, et refusant de se rendre après avoir vu tomber tous ses compagnons autour de lui. Un hussard, à la sommation duquel il répondit par un coup d'épée, lui passa son sabre au travers du corps. Ainsi expira, sur le seuil même de son pays envahi, ce généreux jeune homme qui semblait réservé aux plus hautes destinées. S'il ne lui fut pas donné de les remplir, du moins il ne vit pas

sa patrie profanée par l'étranger; il échappa au spectacle des humiliations sans nom, qu'un vainqueur implacable allait infliger à son pays et à sa maison.

Napoléon était à Schleitz. De là, il porta son quartier général à Auma, puis à Géra (12 octobre) à peu près à la hauteur de la ville d'Iéna. Aux environs de cette ville étaient établis les avant-postes de l'armée de Brunswick, toujours campée entre Erfurt et Weimar, à quelques lieues plus loin. Notre marche en avant sur la rive droite de la Saale, où la cavalerie de Murat avait déjà atteint Naumbourg, éclaira enfin le vieux maréchal sur les intentions de Napoléon; il comprit qu'on allait le séparer de la Saxe, le prévenir sur l'Elbe supérieure, peut-être même à Magdebourg, le point le plus essentiel de sa ligne de retraite. Il prit aussitôt la résolution de décamper avec le plus gros de son armée et de longer la Saale jusqu'à Magdebourg, en laissant en arrière le corps d'armée de Hohenlohe et celui du général Rüchel, avec la mission de rallier quelques détachements en retard. C'était diviser ses forces au moment où il allait avoir à combattre, et où il lui importait plus que jamais de les réunir.

Pour opérer ce mouvement avec sécurité, il était pour lui d'un intérêt capital de garder en sa possession les passages de la Saale jusqu'au point où elle se jette dans l'Elbe, et particulièrement à Naumbourg, ville placée sur sa ligne de retraite, par où nous pouvions déboucher sur son flanc et arrêter sa marche. Le duc de Brunswick comprit cette nécessité et donna l'ordre à un de ses lieutenants d'occuper Naumbourg, mais tout cela fut fait avec tant de lenteur et de nonchalance, que les corps de Davout et de Bernadotte

avaient eu tout le temps de s'emparer de cette position et de s'établir sur la rive gauche de la Saale, lorsqu'on songea à les y prévenir. Le prince de Hohenlohe qui était beaucoup plus menacé que Brunswick, puisque, avec la partie la plus faible de l'armée prussienne, il faisait face à la partie la plus forte de l'armée française, commandée par Napoléon, mit une négligence encore plus inconcevable à garder le passage de la Saale à Iéna. Pendant que Brunswick se dérobait dans la direction de Naumbourg, Hohenlohe l'avait remplacé autour de Weimar, il occupait solidement la route qui va de Weimar à Iéna, mais il n'avait pas même un corps d'observation dans cette dernière ville, en sorte que Lannes put s'établir sur les hauteurs qui la dominent, en présence des avant-postes prussiens qui s'étendaient de Cospoda à Closewitz.

Telle était la situation des deux armées, le 13 octobre au matin : Brunswick marchait avec le roi et environ soixante mille hommes sur Naumbourg et dans la direction du défilé de Kœsen, où il allait rencontrer le corps de Davout ; Hohenlohe, retranché sur la route d'Iéna à Weimar avec environ quarante mille hommes[1], s'apprêtait à le suivre aussitôt qu'il aurait rallié les vingt mille hommes du général Rüchel qui était encore en arrière. Il ne s'attendait nullement à être attaqué par Iéna, vu les difficultés qu'il y avait pour une armée nombreuse à déboucher par les hauteurs du Landgrafemberg qui couronnent la ville; il

1. Napoléon lui-même en jugea ainsi lorsqu'il fut arrivé à Iéna : « L'ennemi est avec *quarante mille hommes* entre Weimar et Iéna, » écrit-il à Ney la veille de la bataille. Ce nombre allait monter à 80 000 hommes dans le cinquième bulletin.

y croyait le corps de Lannes établi en éclaireur et non en colonne d'attaque. Napoléon avait au contraire résolu de porter sur ce point le plus gros de son armée. Il ne connaissait d'ailleurs qu'imparfaitement la position réelle de l'armée prussienne. Il croyait avoir encore devant lui presque toutes les forces de Brunswick, et par là même se figurait les avoir complétement tournées. « L'armée prussienne est prise en flagrant délit, elle est tournée, » écrivait-il le matin même dans son bulletin [1]. Il en disait autant dans toutes les lettres qu'il écrivait depuis la veille. Cette méprise lui fit commettre une faute qu'il faillit payer cher. Dans la persuasion que les défilés de Kœsen et Naumbourg ne seraient assaillis que par une armée qu'il aurait déjà mise en déroute, il jugea que le corps de Davout serait suffisant pour garder cette position et rappela celui de Bernadotte, ainsi que la cavalerie de Murat qui avait pris la même direction, à Dornburg, point plus rapproché d'Iéna, et où il se proposait de les utiliser pour la bataille qu'il voulait livrer lui-même [2].

Napoléon employa toute la soirée et une partie de la nuit du 13 octobre à faire gravir à son armée les

1. Quatrième bulletin, 13 octobre.

2. L'ordre tant contesté depuis est aussi précis que possible: « *Portez-vous, le plus tôt possible avec le corps de Bernadotte à Dornburg.* » Napoléon à Murat. 13 octobre. Une lettre expédiée le soir du même jour à Davout par Berthier ajoutait : « si le prince de Ponte-Corvo était dans vos environs *vous pourriez marcher ensemble*, mais l'empereur *espère* qu'il aura déjà marché avec la cavalerie du grand-duc de Berg *pour Dornburg.* » On laissait donc à Bernadotte la faculté de choisir, mais on donnait la préférence à ce dernier mouvement.

escarpements du Landgrafemberg, et à donner à ses divers corps leur position de bataille. Augereau fut placé à gauche, sur la route de Weimar; Soult, à Lobstœdt, avec la droite; au centre, sur le plateau, étaient Lannes, Ney, Murat accouru de Dornburg avec sa cavalerie légère, enfin Napoléon lui-même avec sa garde. L'ensemble de ces forces formait un total de plus du double de l'armée de Hohenlohe. Le 14 octobre au matin, par un brouillard épais, Lannes fut chargé de dégager le terrain, afin de permettre à notre armée de se déployer : il attaqua les avant-postes prussiens avec une vigueur qui leur fit bientôt comprendre qu'ils avaient devant eux autre chose qu'un corps isolé. Ils se maintinrent pendant quelque temps dans les villages de Closewitz et de Cospoda, mais ils ne tardèrent pas à en être chassés; et Hohenlohe n'apprit que par cet engagement préliminaire qu'il allait avoir sur les bras toute l'armée de Napoléon. Il fit aussitôt prendre les armes à ses troupes, se hâta de rappeler à lui le général Rüchel encore à Weimar, puis il se porta en avant pour reprendre une position dont il commençait seulement à comprendre toute l'importance.

A dix heures du matin, la bataille interrompue recommença, engagée cette fois par le maréchal Ney, qui, emporté par son impatience, alla se placer avec trois mille hommes seulement au centre même de la ligne ennemie. Assailli par des masses de cavalerie, le maréchal avait formé ses bataillons en carré, il se maintenait depuis près d'une heure dans cette position périlleuse, lorsque Lannes accourut pour le dégager. Au même moment, Augereau attaquait les

Prussiens par Iserstedt, après avoir tourné la Schnecke, position qu'ils croyaient inabordable, et Soult, sur notre droite, échangeait une fusillade des plus vives avec leur infanterie retranchée dans un petit bois situé derrière le village de Closewitz. Lorsque Napoléon vit ses deux ailes gagner du terrain sur les troupes prussiennes, il fit avancer simultanément la garde et toutes les réserves. L'irruption soudaine d'une masse aussi écrasante rompit en un instant le centre de Hohenlohe; la ligne ennemie plia et, au moment où elle fléchissait, Murat, saisissant l'occasion, fondit sur elle avec toute sa cavalerie. « En un clin d'œil, » dit Napoléon, la retraite des Prussiens fut changée en pleine déroute. Les fuyards, poursuivis le sabre dans les reins, se précipitent dans la direction de Weimar. C'était à cette heure même que le général Rüchel arrivait sur le champ de bataille avec ses vingt mille hommes harassés par une marche forcée. Il se place intrépidement en travers de la déroute, mais il est presque aussitôt renversé par le choc irrésistible d'une armée victorieuse; et le torrent arrêté un instant se précipite de nouveau sur Weimar, où nos cavaliers arrivent pêle mêle avec les fuyards, enlevant les prisonniers par milliers.

Pendant que Napoléon remportait sur Hohenlohe cette facile victoire, Davout luttait seul à cinq à six lieues de là contre la plus grande partie de l'armée prussienne, commandée par le roi en personne et par le duc de Brunswick. Ce maréchal avait profité de la nuit pour commencer l'occupation du défilé de Kœsen que les Prussiens devaient traverser pour atteindre Naumbourg. Le matin du 14, prévoyant qu'il allait

avoir affaire à un ennemi supérieur en nombre, sans connaître encore toutefois toute l'étendue du danger, il s'était vainement efforcé de retenir Bernadotte, à qui des ordres positifs, quoique susceptibles de plusieurs interprétations, prescrivaient d'occuper Dornburg. Bernadotte, qui ignorait d'ailleurs le véritable état des choses, s'en tint à la lettre de ses instructions, et quoi qu'on puisse dire pour blâmer ou justifier sa détermination, il est certain qu'en cela il agit conformément à l'esprit que Napoléon avait développé dans son armée. Quand un général affiche de telles prétentions à l'infaillibilité, lui seul est responsable des événements, et il est mal venu à se plaindre des fautes qui sont commises en exécution de ses ordres.

Le 14 octobre, au matin, à l'heure même où la bataille s'engageait à Iéna, le général Schmettau, que Brunswick envoyait bien tardivement en avant-garde pour prendre possession du défilé de Kœsen, vint se heurter à travers le brouillard, contre la division Gudin qui en gardait l'entrée en face d'Hassenhausen. Blücher commandait la cavalerie de Schmettau. Il chargea avec impétuosité celle de Gudin et la fit plier, mais il s'efforça vainement d'entamer notre infanterie, formée en carrés et soutenue par des batteries qui balayaient la chaussée. Les corps du prince d'Orange et de Wartensleben, ayant débouché d'Auërstaedt pour soutenir Schmettau, la division Gudin se trouva un instant assaillie par des forces triples et débordée de tous côtés. Mais, protégée par l'habileté de ses dispositions, favorisée par un brouillard épais qui mettait beaucoup de confusion dans les manœuvres, elle défendit héroïquement le poste

qui lui était confié et donna aux autres divisions de Davout le temps d'accourir à son secours. La division Friant parut la première et, par un mouvement vigoureux dégagea la droite de Gudin en refoulant sur Eckartsberge la cavalerie qui menaçait de rompre nos rangs éclaircis. Notre gauche restait en péril. Le duc de Brunswick, alarmé de la résistance inattendue qu'il rencontrait, et désolé de la faute qu'il avait commise en se laissant prévenir à Kœsen, résolut de s'ouvrir un passage à tout prix. Il réunit ses deux divisions d'Orange et de Wartensleben, il les exhorte, se met à leur tête et les conduit lui-même au feu. Il est reçu par une grêle de balles et de mitraille. Ses troupes soutiennent bravement cette épreuve, mais elles n'ont pas l'élan nécessaire pour enlever nos positions. En cherchant à les entraîner, le vieux maréchal est blessé mortellement : tout près de lui tombe Schmettau, un instant après, Mœllendorff lui-même avec ses plus braves officiers également frappés à mort. Cependant la division Gudin épuisée de fatigue allait succomber, lorsque débouche à son tour la division Morand qui renouvelle le combat avec des troupes fraîches. Le prince Guillaume avec sa cavalerie, le roi en personne avec la division Wartensleben l'abordent et la chargent tour à tour sans réussir à l'ébranler; le premier est blessé, le second a deux chevaux tués sous lui. Nos carrés restent immobiles sous cette avalanche de cavaliers. Reçus par un feu meurtrier les Prussiens sont repoussés en désordre et jonchent la terre de leurs cadavres. Alors, profitant de l'indécision et du trouble que ces échecs répétés ont répandus dans l'armée ennemie, Davout, par un mouvement

rapide, porte ses divisions en avant, s'empare des hauteurs d'Eckartsberge et les couronne d'artillerie.

Le moment était des plus critiques pour l'armée prussienne : c'était en effet l'heure précise où s'achevait l'effroyable déroute d'Iéna, et il était plus que jamais important pour elle d'enlever les passages de Kœsen et de Naumbourg. Bien qu'elle eût échoué jusque-là dans sa tentative, une attaque en masse dirigée avec toutes ses forces réunies lui eût probablement rendu l'avantage, car ses efforts avaient été très-décousus et deux de ses divisions n'avaient pas encore combattu. Mais le roi ne se doutait en rien du désastre de Hohenlohe, il avait fait les pertes les plus cruelles, il avait vu tomber ses premiers généraux et ses meilleurs officiers. Il résolut de rejoindre le corps de Hohenlohe, sauf à reprendre ensuite le même chemin et à forcer le passage du défilé avec toute l'armée prussienne. Il donna en conséquence le signal de la retraite et dirigea ses colonnes sur Weimar. Davout, qui avait perdu de son côté près d'un quart de son effectif et dont les troupes expiraient d'épuisement, se trouvait hors d'état d'inquiéter la marche de l'armée du roi. Elle put donc arriver en assez bon ordre jusqu'à la hauteur d'Apolda, à mi-chemin entre Auërstaedt et Weimar. Mais, parvenue à ce point, elle y trouva rangé en bataille le corps de Bernadotte accouru de Dornburg, et presque en même temps elle fut comme submergée par le flot des fuyards de Hohenlohe. Ceux-ci vinrent se jeter sur elle éperdus d'épouvante, serrés de près par notre cavalerie qui les poursuivait dans toutes les directions. Obligée de changer son mouvement de retraite au

milieu d'une si grande confusion, que l'obscurité augmente encore, l'armée prussienne se rejette en désordre du côté de Sommerda. Bientôt la panique s'empare de ses divisions qui se dispersent sur toutes les routes d'Erfurt à Weissensée.

Tel fut ce désastre fameux qui anéantit en une seule journée la puissance de la monarchie prussienne. Quelque accablante que fût la catastrophe, l'honneur de l'armée était resté intact, car elle avait combattu avec le plus grand courage. Mais, mal conduite et depuis longtemps déshabituée de la guerre, elle s'était trouvée, à l'improviste et en nombre inférieur, aux prises avec une armée commandée par un capitaine sans pareil, possédant au plus haut degré cette vitesse acquise et cette impétuosité irrésistible que donne une longue suite de victoires. L'issue d'une lutte engagée dans de si déplorables conditions était inévitable; aussi peut-on dire que la journée d'Iéna ressembla à une boucherie plutôt qu'à une bataille. Quant à ses conséquences elles devaient être plus terribles encore. Une fois cette armée détruite, toute résistance devenait impossible, la Prusse restait découverte et à la merci du vainqueur.

Napoléon rendit compte de sa victoire avec plus d'inexactitude encore qu'à l'ordinaire, afin d'effacer toute trace de la méprise qui avait exposé à de si grands périls le corps isolé de Davout. Ce maréchal avait eu à lutter contre la plus grande partie de l'armée prussienne, tandis que l'empereur écrasait la plus faible avec des forces doubles. Napoléon intervertit complétement les rôles dans son cinquième bulletin; il avait eu devant lui *quatre-vingt mille hommes,*

tandis que Davout n'en avait eu à combattre que *cinquante mille*[1]. Il ne fit de la bataille d'Auërstaedt qu'un épisode très-secondaire de la bataille d'Iéna, tandis qu'elle en était l'événement capital et décisif. Il daigna toutefois reconnaître que Davout « avait déployé une bravoure distinguée et de la fermeté de caractère, première qualité d'un homme de guerre; » ces éloges étaient loin de répondre au mérite dont ce maréchal avait fait preuve dans cette journée, et Napoléon lui rendait beaucoup plus de justice dans ses lettres particulières. Son dépit retomba sur Bernadotte, qui n'avait fait que se conformer à ses instructions. Napoléon lui reprocha avec amertume sa longue promenade entre les deux champs de bataille; il prétendit lui avoir expédié, pendant la nuit, l'ordre de renforcer Davout; mais cette assertion fort invraisemblable, vu la prudence connue de Bernadotte, est toujours restée sans preuves.

On attendait avec curiosité ce que Napoléon allait faire de l'Allemagne livrée désormais sans défense aux caprices de son ambition; on sut bientôt à quoi s'en tenir sur ce point. Parmi les princes allemands restés en dehors de la Confédération du Rhin, il en était deux qu'il avait tenté d'armer contre la Prusse au début de la guerre : l'un avait réuni ses troupes à celles de nos ennemis, c'était l'électeur de Saxe; l'autre, bien que les Prussiens eussent un instant occupé sa capitale, s'était maintenu dans la plus stricte neutralité, c'était l'électeur de Hesse-Cassel.

1. Erreur d'autant plus volontaire et calculée qu'il l'aggrava encore dans la *relation officielle* qu'il fit rédiger plusieurs années après l'événement. Cette relation a été publiée dans le *Mémorial du Dépôt de la guerre*, t. VIII.

Deux conduites si différentes méritaient, ce semble, de la part de Napoléon, des traitements très-divers. Il en fut ainsi en effet, mais contrairement à ce qu'on pouvait supposer, il renvoya sur parole les prisonniers saxons avec toute sorte de compliments flatteurs pour leur souverain qui nous avait fait la guerre, et il confisqua les États de l'électeur de Hesse-Cassel qui était resté neutre. On a, selon l'habitude, répété à propos de cet incident toutes les fables qu'il a plu à Napoléon d'inventer pour rendre odieux le prince qu'il avait résolu de dépouiller. Ce prince *astucieux*, comme l'appellent nos historiens, avait un travers qu'il n'est pas rare de rencontrer même chez des hommes qui n'ont rien de princier, c'était le désir de se conserver lui-même. Sommé de se prononcer entre deux ennemis puissants, qui tous deux convoitaient ses dépouilles, il avait obéi à la criminelle inspiration de ne se déclarer ni pour l'un ni pour l'autre, et il s'était tenu immobile dans sa capitale après leur avoir notifié son intention de garder la neutralité. Si ce n'était pas là un titre à notre amitié, ce n'était pas non plus un titre à notre haine. Mais depuis quelque temps déjà, Napoléon avait résolu de créer en Allemagne un nouvel État qu'il destinait soit à Murat, soit à Jérôme, et malheureusement pour l'électeur de Cassel, la Hesse supérieure occupait précisément la région géographique qu'il avait choisie, tandis que la Saxe était dans une position beaucoup trop excentrique pour remplir ce rôle providentiel. Aussi, quoi que pût faire l'infortuné électeur, Napoléon était d'avance décidé à le trouver coupable, et l'on sait s'il était ingénieux pour créer des torts à ceux qui n'en avaient

pas. Au dernier moment, le prince, averti des dangers qu'il courait, demanda, après de longues hésitations, à faire partie de la Confédération du Rhin; il se jeta comme fasciné dans les bras de l'ennemi. Napoléon refusa froidement; il avait sur lui d'autres vues. Le 30 septembre, à la veille d'entrer en campagne, écrivant à son frère Louis, il lui recommandait « d'avoir pour l'électeur de bons procédés, de bien vivre avec lui, de lui prodiguer des paroles d'estime, » afin, disait-il, de le maintenir encore quelque temps dans sa neutralité, mais il le prévenait en même temps « qu'une fois le premier acte de la guerre fini, il le chargerait peut-être de conquérir Cassel, d'en chasser l'électeur et de désarmer ses troupes. » Ce qui ne l'empêchait pas de déclarer, en ce moment même, dans une lettre au prince primat « *qu'il n'avait aucune raison de se plaindre de l'électeur, qu'il ne l'attaquerait jamais de son plein gré*[1]. »

Le lendemain d'Iéna, le premier acte de la guerre est fini, selon l'expression de Napoléon, et le ton change brusquement. Une note, rédigée en style équivoque, est envoyée à l'électeur pour lui apprendre que l'empereur connaît son adhésion secrète à la coalition. On lui fait un crime de n'avoir pas repoussé par la force les troupes prussiennes lorsqu'elles ont traversé Cassel, et par un reproche tout contradictoire, de n'avoir pas licencié sa propre armée. Cette conduite nous oblige à occuper ses États. On pourrait croire, d'après ce langage ambigu, qu'il n'y a là qu'une simple mesure de précaution. Mais Mortier reçoit le

1. Napoléon au prince primat, 1er octobre.

même jour des instructions beaucoup plus explicites. Napoléon le charge de s'emparer de la personne de l'électeur et de l'envoyer prisonnier à Metz. Il désarmera sur-le-champ l'armée hessoise et fera administrer les États au nom de l'empereur. « Mon intention, ajoute Napoléon, *est que la maison de Hesse ait cessé de régner* et soit effacée du nombre des puissances[1]. » Il annonça cet événement dans son bulletin du 4 novembre, en accablant l'électeur des plus basses insultes, et il les fit suivre de ces consolantes prophéties : « Les peuples de Hesse-Cassel *seront plus heureux. Déchargés de leurs corvées militaires, ils pourront se livrer paisiblement à la culture de leurs champs;* déchargés d'une partie des impôts, *ils seront gouvernés par des principes généreux et libéraux*, principes qui dirigent l'administration de la France et de ses alliés. » Les malheureux Hessois, dont les ossements blanchirent avec les nôtres sur tous les champs de bataille de l'Europe, allaient bientôt savoir ce qu'ils devaient penser de ces roucoulements de colombe et de la félicité sans mélange que leur promettait ce bon faiseur de pastorales. Ils ne furent que trop tôt mis à même de faire la comparaison entre le *prince astucieux* et le candide empereur.

Napoléon n'était pas homme à perdre du temps pour recueillir les fruits de la victoire d'Iéna. Dès le lendemain même de la bataille, il frappa les pays conquis d'une contribution de guerre de cent cinquante neuf millions, et décréta « *Que toutes les marchandises anglaises qui se trouveraient dans les villes du nord appartiendraient à l'armée*[2]. »

1. Napoléon à Mortier, 23 octobre.
2. Décret d'Iéna, 16 octobre. — Article V.

Cet acte de brigandage, qui allait ruiner d'un seul coup tous les commerçants de l'Allemagne du nord, sans qu'ils eussent donné le moindre sujet de plainte, puisqu'on les punissait pour des actes antérieurs à notre occupation, fut le prélude du fameux décret de Berlin. Napoléon avait déjà lancé ses troupes dans toutes les directions à la poursuite des débris errants de l'armée prussienne, sans leur laisser le temps de se reconnaître et de se rallier. Blücher réussit à s'échapper à Colléda, en alléguant la conclusion d'un armistice que le roi de Prusse avait en effet demandé, mais sans l'obtenir. Murat fondit avec sa cavalerie sur Erfurt, de là sur Nordhausen, puis sur Magdebourg, point central vers lequel se dirigeaient le prince de Hohenlohe et le maréchal Kalkreuth avec le plus grand nombre des fugitifs. Ney et Soult l'y suivirent, enlevant sur leur route des régiments entiers surpris et déconcertés par la rapidité de nos mouvements. Davout se jeta sur Leipsick. Bernadotte s'était porté sur Halle, où se trouvait un détachement d'environ douze mille hommes, sous les ordres du prince Eugène de Wurtemberg. Ces troupes n'étaient pas en nombre suffisant pour tenir tête au corps d'armée de Bernadotte; elles ne cédèrent toutefois qu'après une vigoureuse résistance qui nous coûta beaucoup de morts et de blessés. Napoléon était accouru de Mersebourg. Visitant le champ de bataille après le combat, il aperçut des monceaux de cadavres appartenant à la 32e demi-brigade qui s'était particulièrement distinguée dans cette sanglante affaire; lorsqu'on les lui eut désignés nominativement, il lui échappa une de ces plaisanteries familières qui avaient le privilége

d'électriser la brute militaire, il est difficile d'imaginer pourquoi, car on ne saurait dire ce qui l'emporte dans cette parole froide et cruelle, du mépris, de l'insolence ou de l'inhumanité : « Encore de la trente-deuxième ! s'écria-t-il avec l'accent d'un joueur qui retrouve au fond de sa poche une somme qu'il croyait avoir déjà dépensée, *j'en ai tant fait tuer* en Égypte, en Italie et partout, *qu'il ne devrait plus en être question*[1] ! » Le général Rapp qui, sous les dehors et les allures d'un soudard, ne manquait ni d'un certain esprit ni d'une certaine humanité, cite cependant ce mot avec une admiration intime et convaincue. Il y a là un mystère psychologique digne d'attention. L'adoration fanatique des soldats pour un homme qui les a traités avec beaucoup moins de ménagements qu'on ne traite d'ordinaire les chevaux de course ou les coqs de combat est faite pour rabaisser considérablement l'orgueil de la nature humaine.

Pendant que Murat, Soult et Ney, marchaient sur Magdebourg pour l'investir, Davout entrait à Wittenberg avec Augereau, Lannes à Dessau ; nous étions maîtres du cours de l'Elbe. Le 24 octobre, Napoléon arriva à Potsdam, et le lendemain Davout faisait son entrée à Berlin. L'empereur s'arrêta quelques jours au château de Sans-Souci, il se fit conduire au tombeau du grand Frédéric ; il emporta l'épée du glorieux mort, et ne rougit pas d'envoyer à Paris ce trophée barbare, comme s'il eût été impatient de vaincre et de désarmer jusque dans sa tombe le seul capitaine moderne dont la renommée pût lui porter ombrage.

1. *Mémoires* de Rapp.

Les flatteurs de sa mémoire trouvent cette conduite toute naturelle; que diraient-ils du triomphateur qui viendrait saisir aux Invalides l'épée de Napoléon? Déjà en arrivant à Naumbourg, il s'était empressé de faire enlever et jeter sur une charrette l'humble pierre, perdue au milieu d'un champ, qui rappelait la victoire de Rosbach, comme s'il eût dépendu de lui d'effacer le passé et de refaire l'histoire. Ces représailles étaient d'une âme petite, et Frédéric les eût dédaignées. Il est jusqu'à trois points sur lesquels il domine de très-haut Napoléon. Il a toujours méprisé le charlatanisme; il a été grand dans les revers; il a employé des moyens iniques, mais en général pour faire des choses justes et possibles, sauf dans le partage de la Pologne. Au reste, Napoléon avait grand soin d'exploiter dans ses bulletins la mémoire et les exemples de Frédéric. A l'en croire, ce souverain sage et prévoyant aurait eu la prudence d'épargner à son pays une pareille catastrophe, il se serait fait l'allié et l'ami de Napoléon. « Son esprit, son génie et ses vœux, écrivait-il dans le dix-septième bulletin, étaient avec notre nation qu'il a tant estimée, et dont il disait que s'il en était roi il ne se tirerait pas un coup de canon en Europe sans sa permission. » En même temps qu'il enrôlait l'ombre du grand Frédéric contre la cour de Berlin, il ne perdait pas une occasion de déchirer la reine, à l'influence de laquelle il attribuait l'énergie inattendue qu'avait montrée le roi en nous déclarant la guerre. Habitué à aller droit aux obstacles pour les détruire, à les considérer d'une façon abstraite et seulement comme des forces en quelque sorte mathématiques, étranger à tout scrupule de délicatesse ou de

générosité, accoutumé à ne tenir aucun compte des sentiments, des préjugés, des convenances, il ne voyait dans cette malheureuse femme qu'une puissance à annihiler, peu importe par quels moyens, et il l'attaquait avec les seules armes qu'il pût employer contre elle, le ridicule, les injures, les calomnies. Il n'était pas de bulletin dans lequel il ne revînt sur ce sujet favori, et l'on ferait un volume avec tout ce qu'il a écrit contre elle. Il mettait à détruire l'influence et la réputation de cette femme, l'acharnement méthodique et calculé qu'il eût déployé à faire mitrailler un régiment ou à faire sauter un bastion. Après l'avoir dépeinte comme une personne « assez jolie de figure, mais *de peu d'esprit*[1], » il s'attachait à la faire exécrer des populations comme l'unique auteur de cette guerre calamiteuse. Par quel étrange mystère cette femme jusque-là absorbée « dans les graves occupations de la toilette,» en était-elle venue « à se mêler des affaires d'État, à influencer le roi, à susciter partout ce feu dont elle était possédée? » L'explication se trouvait, selon Napoléon, dans une gravure alors très-répandue « où l'on voyait d'un côté le *bel empereur* de Russie, près de lui la reine, et de l'autre côté le roi qui lève la main sur le tombeau du grand Frédéric. La reine, drapée d'un châle, *à peu près comme les gravures de Londres représentent lady Hamilton*, appuie la main *sur son cœur*, et a l'air de regarder l'empereur de Russie. L'ombre de Frédéric, ajoutait Napoléon, a dû s'indigner de *cette scène scandaleuse*[2]. »

Dans la crainte que cette allusion aux malheurs

1. Neuvième bulletin.
2. Dix-septième bulletin.

domestiques supposés du roi de Prusse ne fût pas assez claire pour lui, Napoléon y revenait dans ses bulletins suivants: « Tous les Prussiens accusent le *voyage de l'empereur Alexandre* des malheurs de la Prusse. Le changement qui dès lors s'est opéré dans l'esprit de la reine qui, de *femme timide et modeste* est devenue turbulente et guerrière, a été une *révolution subite.* Tout le monde avoue que la reine est l'auteur des maux que souffre la nation prussienne. On entend dire partout : combien elle a changé depuis cette *fatale entrevue avec l'empereur Alexandre!... On a trouvé dans l'appartement qu'habitait la reine à Potsdam le portrait de l'empereur de Russie dont ce prince lui avait fait présent*[1]. » Il ne manquait à cette espèce d'instruction judiciaire que la production des lettres d'amour de ce couple adultère. Ici les lacunes de l'organisation morale de Napoléon équivalaient à un manque d'intelligence, car s'il blessait les scrupules les plus délicats de la conscience humaine c'était faute de les retrouver dans son propre cœur; il se trompait gravement en traitant les autres hommes comme s'ils eussent été aussi dépourvus qu'il l'était lui-même de tout sentiment d'honneur et de moralité; il ne s'apercevait pas que ces basses insinuations dirigées contre une femme fugitive et désarmée par un homme qui commandait à cinq cent mille soldats, allaient directement contre leur but, qu'elles étaient faites, non-seulement pour exciter le dégoût de toutes les âmes élevées, mais même pour révolter les cœurs les plus vulgaires.

1. Dix-huitième et dix-neuvième bulletins.

Une fois l'Elbe franchi, toute la Prusse était à nous jusqu'à l'Oder. Spandau se rendit le 25 octobre. Hohenlohe, après avoir perdu deux jours à rallier ses débris à Magdebourg, s'était mis en retraite en toute hâte pour gagner Stettin à l'embouchure de l'Oder. Mais déjà la cavalerie de Murat l'avait devancé, et les troupes de Lannes inondaient le pays. Atteint et battu à Zehdenick, puis cerné entre Prenzlow et Passewalk, il mit bas les armes, le 28 octobre. Le lendemain, Stettin se rendait à la première sommation. Küstrin capitula en même temps à la première apparition de Davout. Depuis le grand désastre qui avait marqué l'ouverture de la campagne, les troupes prussiennes étaient complétement démoralisées; elles considéraient toute résistance comme inutile, et le spectacle qu'elles offrirent alors n'a rien qui diffère de celui que présentent tous les écroulements d'empire, particulièrement dans les monarchies centralisées. Quand la clef de voûte se détache, tout l'édifice tombe; quand le centre est aux mains de l'ennemi, les extrémités perdent tout intérêt, et l'on ne songe plus à les défendre. De là ces généraux en désarroi, et ces garnisons qui vont au-devant de l'ennemi pour lui remettre leurs places. Magdebourg seule tenait encore, et ne tarda pas à se rendre. La veille, 7 novembre, avait succombé un dernier détachement de l'armée prussienne commandé par Blücher. Coupé de sa retraite sur l'Oder, ce général avait dû se rabattre brusquement de l'est à l'ouest. Poursuivi à outrance par les corps d'armée de Bernadotte et de Soult, Blücher avait réussi après une marche pleine de périls à se jeter dans Lubeck, mais nos troupes y pénétrèrent

de vive force presque aussitôt que lui, et livrèrent cette malheureuse ville à toutes les horreurs d'une prise d'assaut. Il s'échappa pourtant, mais atteint de nouveau le lendemain, acculé vers la mer, cerné, sans munitions, entre la Trave, la frontière neutre du Danemarck, et des troupes qui lui fermaient toute autre issue, Blücher capitula à son tour, après avoir eu avec le duc de Weimar l'honneur de tirer les derniers coups de fusil de la campagne contre les ennemis de son pays.

Malgré tous les malheurs de cette grande déroute, au milieu de l'inexprimable confusion de ces scènes de découragement, de nobles exemples avaient été donnés dont la mémoire ne devait pas périr, et la nation prussienne avait du moins la consolation de pouvoir imputer ses revers à la fortune, à l'inexpérience, à la disproportion des forces plutôt qu'à une défaillance de ses défenseurs. Ses généraux les plus renommés s'étaient fait tuer sur le champ de bataille; les princes de la famille royale avaient payé de leur personne, ils avaient répandu leur sang avec la plus éclatante bravoure; la noblesse qui composait presque exclusivement le corps des officiers avait vu tomber l'élite de ses enfants sous les balles de nos soldats. La Prusse avait été écrasée, elle n'était pas avilie à ses propres yeux. Une douleur profonde et universelle, un véritable désespoir patriotique avait succédé à la confiance présomptueuse des premiers jours, et toutes les classes partageaient ces sentiments, bien que l'impôt du sang eût particulièrement frappé celles que leurs priviléges exposaient à l'envie. Les excitations que, selon leur habitude, les Français s'ef-

forçaient encore de propager contre l'aristocratie des pays envahis au nom des principes d'une révolution dont ils étaient maintenant plus éloignés qu'aucun autre peuple, trouvèrent peu d'échos en Prusse. On ne leur fit généralement dans les villes qu'un accueil morne et glacial, conforme à la dignité d'une défaite imméritée. Lors de notre entrée à Magdebourg, après la capitulation de cette place, on vit, symptôme plus grave, les soldats prussiens insulter leurs officiers, et leur reprocher en termes sanglants de n'avoir pas voulu prolonger la résistance[1]. Enfin, bien que la nature du pays fût extrêmement défavorable à une guerre de partisans, on vit bientôt des hommes comme Schill, Œls Brunswick, le fils du vaincu d'Auërstaedt, et plus tard Blücher lui-même tenir la campagne, et exécuter les coups les plus hardis au milieu de nos cantonnements.

Le 27 octobre, Napoléon avait fait à Berlin une entrée triomphale à la tête de son armée, afin de terrifier dès le premier jour cette capitale par un immense déploiement de force militaire. Le corps de la ville conduit par le général Hullin vint lui présenter les clefs de Berlin. Il reçut la députation au milieu d'un appareil tout militaire, le visage hautain et irrité, et avec tous les dehors qu'il jugeait de nature à augmenter l'intimidation. A la tête de ces magistrats était le prince de Hatzfeld, à qui le roi de Prusse avait laissé le gouvernement civil. Napoléon qui voulait humilier la noblesse, et caresser la bourgeoisie qu'il supposait moins accessible aux susceptibilités du patriotisme

1. Fezensac, *Souvenirs militaires.*

et de l'honneur national, chassa de sa présence le prince de Hatzfeld : « Ne vous présentez pas devant moi, lui dit-il, je n'ai pas besoin de vos services; retirez-vous dans vos terres![1] » Il interpella ensuite le comte de Neale, lui reprocha avec dureté les nobles sentiments que la fille du comte exprimait dans une lettre interceptée, et rejetant les malheurs de la guerre sur les intrigues de la noblesse et de la cour : « *Le bon peuple de Berlin*, s'écria-t-il, est victime de la guerre, tandis que ceux qui l'ont attirée se sont sauvés. *Je rendrai cette noblesse de cour si petite, qu'elle sera obligée de mendier son pain!*[2]. »

Il voulut dès le lendemain commencer à mettre cette menace à exécution en frappant la noblesse prussienne dans la personne de ce même prince de Hatzfeld, qu'il avait si brutalement traité dans son audience de la veille. Son premier soin en entrant à Berlin avait été de faire mettre la main sur la poste et d'ouvrir toutes les correspondances publiques et privées. Le prince venait précisément d'écrire à son souverain pour lui rendre compte des circonstances de notre entrée à Berlin, et il était si loin de se douter qu'il y eût quelque chose de criminel dans un acte si naturel, qu'il n'avait pas hésité à confier sa missive à la poste. Cette lettre, dont la copie a été conservée et qui était des plus insignifiantes, fut mise sous les yeux de Napoléon. Il y saisit aussitôt le prétexte dont sa politique avait besoin pour faire un exemple à l'adresse de la noblesse prussienne. Il rendit séance tenante un décret qui traduisait le prince de Hatzfeld

1. Vingt et unième Bulletin.
2. *Ibid.*

devant une commission militaire *composée de sept colonels*, pour y être jugé comme *traître et espion*. L'institution des sept colonels rappelait la lugubre histoire de Palm et du duc d'Enghien, elle disait assez haut ce que devait être le jugement. Quant à l'imputation d'espionnage et de trahison dont on osait flétrir un homme de cœur et d'honneur, à propos d'une communication inoffensive, adressée à un prince aujourd'hui sans États et sans armée, déjà menacé dans son lointain asile au delà de l'Oder, comme si le salut de nos deux cent mille soldats eût dépendu de la divulgation d'événements qui avaient eu tout un peuple pour spectateur, elle était le dernier mot de l'impudence et de la dérision. Les familiers les plus intimes et les plus soumis de Napoléon, Berthier, Duroc, Rapp se révoltèrent à l'idée de voir répandre le sang d'un homme honorable et estimé, dont le seul crime était d'être resté fidèle à son souverain. Ils entourèrent Napoléon, le supplièrent avec l'accent de la plus vive douleur de ne pas souiller sa gloire et de pas faire de ses compagnons des bourreaux. Ils le trouvèrent d'autant plus inflexible que sa résolution était le résultat d'un calcul froid et réfléchi. Il ne faisait en cette occasion qu'appliquer méthodiquement le système que dans toutes ses lettres il pressait Joseph d'adopter à Naples. Se montrer terrible dans le premier moment, afin d'ôter aux vaincus toute idée de révolte, et de pouvoir ensuite gagner tous les cœurs par une douceur inespérée, tel était ce précepte renouvelé de César Borgia, dont l'empereur avait fait son axiome favori, et que le débonnaire Joseph ne pouvait se résoudre à mettre en pratique. Le prince de Hatzfeld n'était

choisi comme victime qu'en raison de sa position éminente et de la part bien connue qu'il avait prise à la déclaration de guerre. Heureusement pour lui, on parvint à le cacher pendant les premiers moments, et ce retard le sauva. L'impression d'horreur que produisit la seule annonce du sort qui lui était réservé fut tellement générale, qu'il devint impossible de songer à une exécution; le moment avait été manqué, on recula devant l'effet d'une atrocité ébruitée à l'avance, et l'on arrangea la petite scène de clémence qui a si souvent excité l'attendrissement de nos historiens, en faisant toutefois plus d'honneur à leur sensibilité qu'à leur pénétration. Jamais, à coup sûr, homme n'a été plus célébré et plus exalté pour s'être abstenu de faire assassiner un innocent.

A la suite du refus de Napoléon d'accorder un armistice, des pourparlers pour un traité de paix s'étaient établis dès le 20 octobre à Wittemberg entre le marquis de Lucchesini et Duroc. L'empereur était en état de dicter les conditions, et il le fit avec toute la rigueur d'un conquérant impitoyable. La cession de toutes les provinces que la Prusse possédait entre l'Elbe et le Rhin, l'engagement de ne plus s'occuper désormais des affaires d'Allemagne, enfin le payement d'une contribution de guerre et la reconnaissance de tous les princes nouveaux qu'il se proposait d'établir sur le territoire germanique, telles furent les exigences que Duroc fut chargé de signifier à la Prusse[1]. Lucchesini se hâta de communiquer ces dures conditions à son maître qui, dégoûté de la guerre et pressé

1. Lucchesini.. *Sulla causa e gli effetti della Confederazione renana.*

d'en finir, lui envoya immédiatement sa ratification. Napoléon refusa de souscrire au traité qu'il avait lui-même rédigé. Dans l'intervalle, nos troupes avaient remporté de nouveaux succès, Magdebourg allait capituler, et des envoyés polonais proposaient d'organiser un soulèvement sur les derrières des armées russe et prussienne. Un horizon tout nouveau s'ouvrait devant Napoléon, et des projets démesurés occupaient sa pensée. La Russie était le dernier État qui pût lui résister sur le continent; il ressuscitera contre elle la Pologne. Il écrit sur-le-champ à Fouché de lui envoyer Kosciusko. Lui qui, l'année précédente, ne voulait faire avec ses ennemis que des paix séparées, il déclare maintenant aux plénipotentiaires prussiens qu'il ne se dessaisira de ses conquêtes en Prusse que lorsque l'Angleterre nous aura restitué toutes nos colonies ainsi qu'à la Hollande, lorsque la Russie aura pris l'engagement de garantir l'indépendance de la Moldavie et de la Valachie. C'est à la modération de ces deux puissances qu'il mesurera l'état futur de la monarchie prussienne. Il veut faire peser les malheurs du roi de Prusse sur les résolutions d'Alexandre et du cabinet britannique, et il renoue ainsi les liens de leur ancienne solidarité. La Prusse n'est plus à ses yeux qu'un équivalent échangeable comme le Portugal à l'époque de la paix d'Amiens. La laissera-t-il subsister en monarchie? En fera-t-il une république, comme il le dit à M. Bignon? Il délibère et il lui échappe de s'écrier « *que dans dix ans sa dynastie sera la plus ancienne de l'Europe!* » En attendant, la Prusse est un gage qu'il est toujours à temps de restituer, une position offensive contre la Russie, une base d'opérations

pour son armée, une mine inépuisable à exploiter pour ses finances et ses approvisionnements. Afin de prévenir toute remontrance et toute sollicitation sur ce point, il s'empresse de rendre publique sa résolution en se liant en quelque sorte par une déclaration solennelle et irrévocable :

« Tant de succès, écrivait-il dans son bulletin du 10 novembre, ne doivent pas ralentir en France les préparatifs militaires.... L'armée française ne quittera pas la Pologne et Berlin que les possessions des colonies espagnoles, hollandaises et françaises ne soient rendues, et la paix générale faite. » Quelques jours plus tard, le 21 novembre 1806, une mesure beaucoup plus extraordinaire qu'aucune de celles qu'il avait adoptées jusque-là vint compléter et préciser le système au moyen duquel il se flattait de réduire et de faire capituler l'Angleterre. Ce système, annoncé par de nombreux actes préparatoires tels que la ligue des neutres et la saisie des marchandises anglaises dans toutes les villes du nord, consistait à fermer le continent au commerce britannique. Le préliminaire indispensable d'une telle entreprise, si l'on ne voulait pas s'en tenir à une vaine fanfaronnade, était la conquête du continent, œuvre, il est vrai, déjà fort avancée, mais dont l'achèvement pourrait présenter quelques difficultés. On a déclamé à perte de vue sur la question de savoir si le droit de représaille autorisait ou non Napoléon à prendre une pareille mesure pour punir l'Angleterre des abus qu'elle commettait dans l'exercice du droit de visite et de blocus. C'est demander s'il est permis de répondre à une injustice dont on croit avoir à se plaindre, par une monstrueuse

iniquité dont les victimes sont étrangères au débat. Il serait plus utile d'examiner si ayant pris la mesure, il était en son pouvoir de l'exécuter. Or, ces prétendues représailles n'étaient pas seulement mille fois plus révoltantes que les abus qu'elles devaient réprimer, elles étaient la plus vaine et la plus chimérique des utopies. Les abus dont Napoléon se plaignait étaient réels, excessifs, souvent même ils étaient odieux, mais comment oublier que ceux qu'il exploitait le plus bruyamment contre les Anglais avaient été son propre ouvrage ? De quel front osait-il leur reprocher de faire prisonniers les matelots de ses bâtiments de commerce, lui qui avait fait prisonniers non-seulement les matelots des vaisseaux marchands, mais tous les particuliers inoffensifs qui se trouvaient en France, en Hollande, en Italie, à l'époque de la rupture? Comment osait-il leur faire un crime du blocus de l'Elbe et du Weser, lui qui ne s'était emparé de l'embouchure de ces fleuves que pour les fermer à leur commerce? Qu'était-ce d'ailleurs que les inconvénients et les abus du droit de visite auprès des maux et des privations qu'il se croyait en droit d'infliger au continent pour venger ses propres injures? Le continent fermé aux marchandises anglaises, c'était le continent privé non-seulement des produits manufacturés en Angleterre, mais de tous les produits du nouveau monde, devenus objets de première nécessité, tant ils étaient entrés dans la consommation journalière; c'était plus encore, c'était l'anéantissement de toute la marine marchande européenne, hors d'état de lutter contre la marine britannique. Et il supposait les peuples assez stupidement crédules pour

imputer à l'Angleterre des maux dont il était si visiblement le seul auteur! Il les supposait assez aveugles pour se liguer contre la seule nation qui n'eût pas fléchi devant lui, pour se laisser affamer par admiration pour un si grand homme, pour se réjouir de leur propre ruine, pourvu qu'elle assurât sa dernière victoire, pour épouser au prix de tant de souffrances et de sacrifices la querelle d'un conquérant insatiable, qui ne s'était fait connaître à eux que par des spoliations!

Telles furent les illusions extravagantes qui donnèrent naissance au fameux décret de Berlin. Une chose lui manqua radicalement dès son origine, c'est de pouvoir être exécuté; car son exécution supposait non plus la docilité, mais le zèle et le concours des populations qui devaient en être victimes! aussi produisit-il beaucoup de maux et de vexations, mais il ne fut jamais une loi que sur le papier, et l'on doit moins y voir un acte que le défi d'une colère impuissante. Ce roi des rois, qui ne pouvait pas, en réunissant toutes ses ressources et tous ses moyens, parvenir à mettre une barque à la mer, il décrétait avec un sang-froid superbe « *que les îles britanniques seraient désormais en état de blocus!* » Il interdisait tout commerce et toute correspondance avec elles, il décidait que « tout individu, sujet de l'Angleterre, trouvé dans les pays occupés par nos troupes, serait fait prisonnier de guerre, » que les marchandises d'origine anglaise seraient saisies partout où on les découvrirait; que *toute propriété quelconque*, appartenant à un sujet anglais, serait déclarée de bonne prise. » En lisant le dispositif de cette mesure insensée, on songe involontairement à tous ces rois de hasard, à ces favoris de la multitude auxquels leur

grandeur subite donnait le vertige. On croit entendre le tribun Rienzi, étendant du haut du Capitole son épée vers les quatre points cardinaux en s'écriant: *Ceci est à moi, ceci est à moi, ceci est à moi!* Talleyrand eut l'ordre de communiquer sur-le-champ ce décret à tous nos alliés, y compris le Danemarck, à qui il fut spécialement chargé de faire savoir que *Napoléon n'entendait pas violer les traités*, mais qu'il espérait que le cabinet de Copenhague *ne tolérerait ni aucun courrier réglé, ni aucun bureau de poste anglais en Danemarck*[1]. Le décret fut envoyé au Sénat avec un message dans lequel Napoléon disait en substance que *son extrême modération* ayant seule amené le renouvellement de la guerre, il avait dû en venir à des dispositions « qui répugnaient à son cœur; car il lui en coûtait de faire dépendre les intérêts des particuliers de la querelle des rois, et *de revenir, après tant d'années de civilisation, aux principes qui caractérisent la barbarie des premiers actes des nations*[2]. »

On ne pouvait mieux qualifier ce monument de folie et d'orgueil. Le décret de Berlin fut lu dans toute l'Europe avec plus de surprise encore que d'indignation, car si la tyrannie de Napoléon était justement exécrée, on croyait en général à son génie politique, et en présence d'un pareil trait de délire, il était impossible de ne pas reconnaître que l'ivresse du succès avait troublé la lucidité de cet esprit toujours si prodigieux dans la conduite des opérations militaires. Ce décret allait en effet lier invinciblement et pour jamais l'Europe à l'Angleterre. Depuis long-

1. Napoléon à Talleyrand, 21 novembre.
2. *Message* de Napoléon au Sénat, 21 novembre 1806.

temps sans doute les nations européennes avaient été amenées, par une oppression toujours plus menaçante, à faire des vœux en faveur de la cause britannique, mais ce mouvement d'opinion s'était déclaré surtout chez les classes politiques et gouvernantes généralement plus sensibles que les autres aux questions d'indépendance. Par suite du décret de Berlin, les classes les plus humbles allaient être les plus frappées. Les masses populaires, que nous avions ménagées jusqueà, devenaient les plus intéressées à notre défaite et au riomphe de l'Angleterre. Le blocus continental, c'était la gêne, les privations, la misère entrant dans chaque maison, au sein des plus pauvres familles pour nous y faire des ennemis. Aucune mesure n'a plus contribué à soulever les populations contre nous et à accélérer la chute du régime impérial.

Le message de Napoléon au Sénat se terminait par une demande fort inattendue pour ceux-là même qui prenaient le moins au sérieux ses déclamations en faveur de la paix. Après de si brillants succès remportés, assurait-il, presque sans perte d'hommes; après ces bulletins triomphants dans lesquels il constatait que sur une armée de cent vingt mille hommes, il avait fait *cent soixante-dix mille* prisonniers; après toutes les levées d'hommes qu'il venait de faire en France et en Allemagne, on avait peut-être le droit d'espérer un peu de calme et de repos, on se flattait de l'avoir bien gagné; mais loin de songer à rien de semblable, il exigeait que le Sénat mît à sa disposition quatre-vingt mille conscrits qui, selon les règles ordinaires, ne devaient partir qu'un an après, en septembre 1807. « Et dans quel plus beau moment, disait-il en signi-

fiant cet ordre aux sénateurs, pourrions-nous appeler aux armes ces jeunes Français? ils auront à traverser pour se rendre à leurs drapeaux les capitales de nos ennemis et les champs de bataille illustrés par les victoires de leurs aînés. »

Les sénateurs, comme beaucoup d'esprits prudents et modérés, s'étaient réjouis de la rapidité de nos victoires, parce qu'ils y avaient vu le gage du prompt rétablissement de la paix; c'était bien mal comprendre le maître qu'ils s'étaient donné. Cette anticipation sur le sang des jeunes générations, qui furent dès lors mises en coupe réglée, vint leur prouver combien ils s'étaient abusés, en même temps que le décret de Berlin vint leur inspirer leurs premières appréhensions sérieuses sur l'avenir de la fortune à laquelle ils avaient lié leur destinée et malheureusement aussi celle de leur pays. Au mépris des avis les plus clairs et de la plus vulgaire prévoyance, ils avaient voulu faire un grand homme, créer un César; ils avaient voilé ses infirmités aux yeux de la nation trompée, ils lui avaient fait honneur de leurs travaux, lui avaient sacrifié leur part de gloire, ils avaient pour ainsi dire résumé en lui seul tout ce qu'ils avaient de force, de popularité, d'intelligence, ils s'étaient faits les serviles instruments de son pouvoir dans l'espoir d'être admis à en partager, sinon les hommages, du moins les jouissances. Maintenant l'idole était achevée, le héros échappait d'un bond à leur timides étreintes; il était trop tard pour l'arrêter, trop tard pour détromper ses adorateurs. En vain ils s'efforcent de le retenir, en vain ils balbutient d'une lèvre tremblante des conseils qu'il n'écoute pas,

il faut le suivre sans trêve et sans repos; après avoir fait César il faut lui donner le monde.

Chose caractéristique et honorable pour la clairvoyance de ce juge invisible, impersonnel et incorruptible qui fait l'opinion publique, c'est au moment où Napoléon a atteint ce sommet vertigineux, c'est au moment où il semble le plus inattaquable et où cependant la tête commence à lui tourner, c'est à ce moment que des rumeurs persistantes, qui ne sont fondées sur aucun fait réel, commencent à prédire sa chute comme prochaine et inévitable. La police s'en prend aux fausses nouvelles, mais ce qu'elle ne peut atteindre, c'est la disposition d'esprit qui fait qu'on y croit, il y là tout autre chose qu'une manœuvre de parti, c'est un sentiment intime et profond que ces succès éblouissants ne sont qu'apparence, que cette grandeur sans mesure est un rêve invraisemblable, une surprise qui ne peut être durable. Voilà ce que tout le monde sent avec l'infaillible justesse du bon sens public, et ce qui donne créance aux bruits les plus extraordinaires et les plus dépourvus de vérité. Napoléon s'en irrite avec raison, car il y voit non-seulement la preuve qu'on croit à ces fables, mais qu'on ne croit ni en lui, ni à son œuvre. Il y voit son génie mis en doute et son étoile insultée. Ces rumeurs et la foi qu'on y ajoute sont un démenti que lui jette au visage le plus insaisissable des contradicteurs. Le jour même où nous sommes entrés triomphants à Berlin, le bruit a couru tout à coup que l'Italie nous a été reprise par les Anglais, que Masséna a été tué, que les Russes nous ont chassés de la Dalmatie[1]. Napoléon exaspéré répond

1. Vingt-neuvième Bulletin, 10 novembre 1806.

qu'il a deux cent mille hommes en Italie, vingt-cinq mille en Dalmatie, que son armée d'Allemagne est sur la Vistule et n'a jamais été plus forte. — Qu'importe? ce qu'il y a au fond de l'esprit public et ce qu'il n'est pas en son pouvoir de détruire c'est l'idée que dans la situation périlleuse, anormale où nous sommes, nos revers sont devenus plus probables que nos victoires, et cette conviction est si naturelle, que Napoléon la retrouve avec colère jusque dans les préoccupations des hommes qui lui sont le plus dévoués et qui ont tout intérêt à la repousser: « Mon cousin, écrit-il à Cambacérès le 16 novembre, *où donc avez-vous été chercher que l'Espagne était entrée dans la coalition?* Nous sommes au mieux avec l'Espagne. Toutes les places fortes sont entre mes mains. »

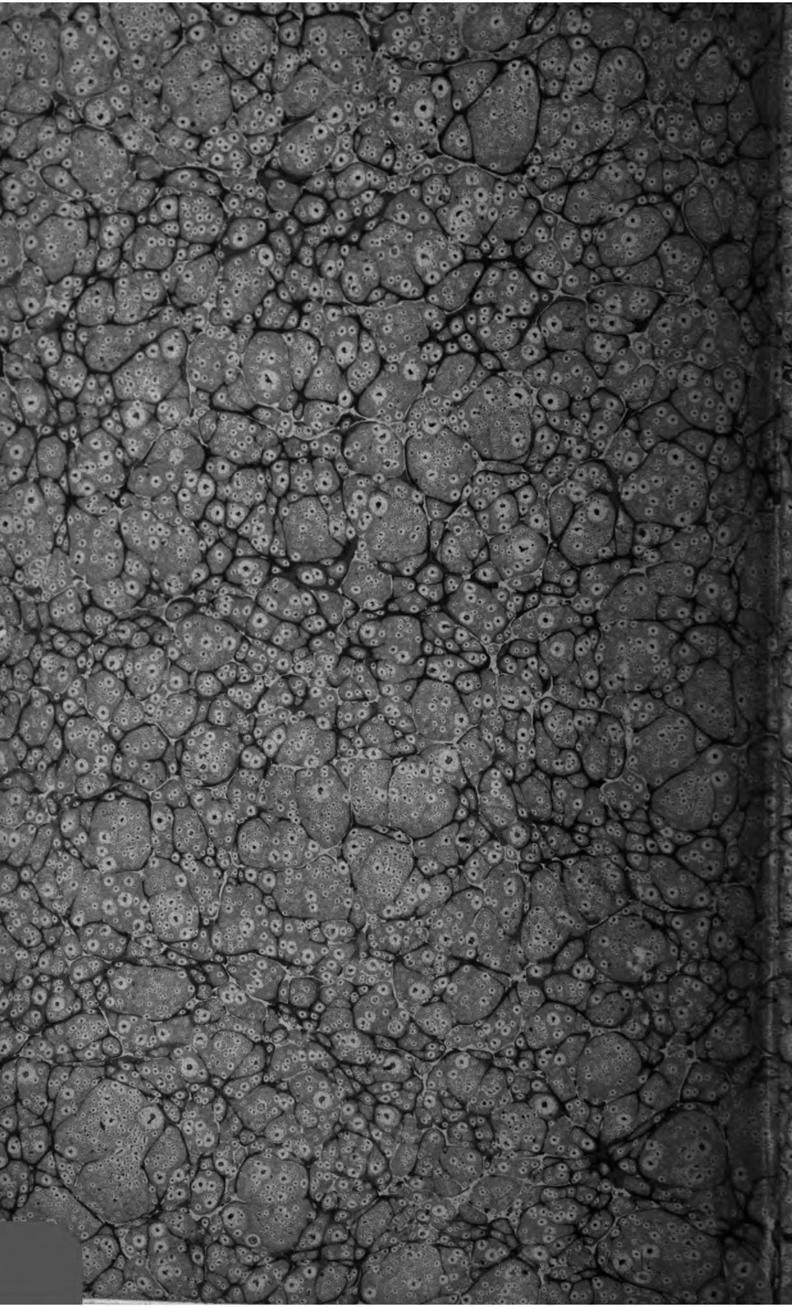
Cambacérès ne croyait pas dire si vrai, et en réalité ses craintes devançaient quelque peu l'événement. Mais que le fait fût exact ou non, qu'il s'accomplît aujourd'hui ou demain, il paraissait vraisemblable, voilà ce qui était grave; et de tous ces bruits vrais ou faux il se dégageait une impression très-nette, c'est que cette fantasmagorie ne pouvait durer, qu'un semblable domination n'avait ni stabilité ni raison d'être, qu'elle était contraire à la nature des choses à la marche de l'esprit humain, qu'on ne devait y voir qu'une apparition d'un instant, un phénomène accidentel et passager, enfin qu'il était temps de revenir à une politique plus sage si l'on voulait sauver une faible partie de ce qu'on avait acquis.

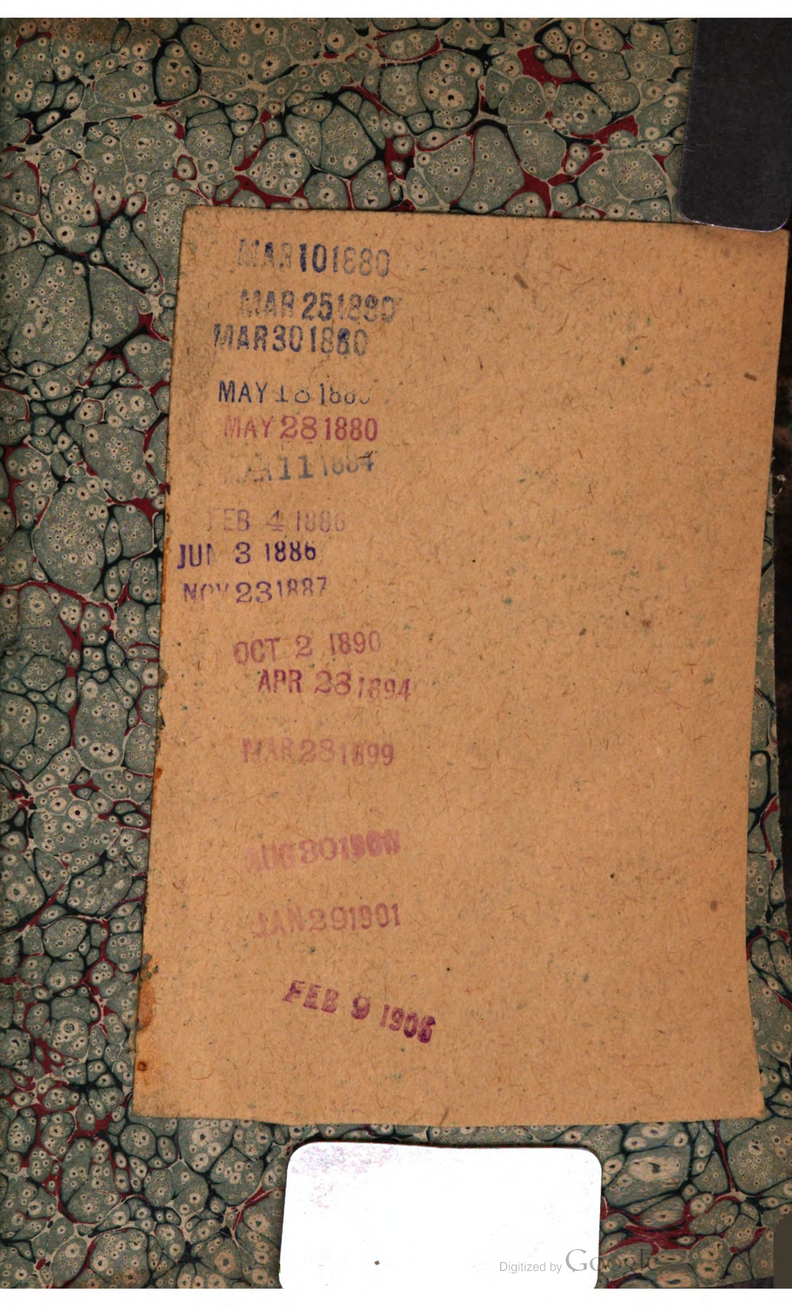
FIN DU TROISIÈME VOLUME.

TABLE

DU TROISIÈME VOLUME.

IMPRIMERIE GÉNÉRALE DE CH. LAHURE
Rue de Fleurus, 9, à Paris





MAR 10 1880
MAR 25 1880
MAR 30 1880
MAY 28 1880
OCT 2 1890
APR 28 1894
MAR 28 1899
JAN 29 1901
FEB 9 1906
Digitized by Google

